Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du mardi 3 décembre 2019 à 18 h 30

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Ouverture de la séance

10.02 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Présentation

10.03 Ordre du jour

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement

10.04 Procès-verbal

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 5 novembre 2019, à 18 h 30

10.05 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Annonces et dépôt de documents par le conseil d'arrondissement

10.06 Questions

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Période de questions du public

10.07 Questions

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Période de questions des membres du conseil

10.08 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Motion d'un élu

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 Proclamation

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Proclamation de la journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes, le 6 décembre 2019

20 – Affaires contractuelles

20.01 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1194819002

Accorder une contribution financière non récurrente de 8 000 $ à Club l'Espoir jeunesse, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant et approuver le projet de convention à cette fin.

District(s) : Saint-Michel

20.02 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1194819003

Accorder une contribution financière additionnelle non récurrente totalisant 50 839 $ à 3 organismes de l'arrondissement, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant, comme suit : 5 160 $ au Centre haïtien d'animation et d'interventions sociales; 26 492 $ à Héberjeune de Parc-Extension et 19 187 $ à Vivre Saint-Michel en santé et approuver les projets de conventions à cette fin.

District(s) : Saint-Michel / François-Perrault / Parc-Extension

20.03 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1198469002

Accorder une contribution financière non récurrente totalisant 67 730 $ à 5 organismes de l'arrondissement, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, dans le cadre du programme « Clubs sportifs et activités sportives », comme suit : 18 250 $ à Sports Montréal, 13 868 $ à Le Club de gymnastique les Asymétriques de Montréal, 7 053 $ à Le Club de handball Celtique de Montréal inc., 2 120 $ à Les loisirs communautaires Saint-Michel Inc. et 26 439 $ à Les Monarques de Montréal et approuver les projets de conventions à cette fin.

20.04 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1197644015

Accorder une contribution financière non récurrente totalisant 336 316 $ à 8 organismes désignés à la recommandation, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre du « Programme Activités de loisirs » et approuver les projets de conventions à cette fin.

20.05 Contrat de construction

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1198406002

Octroyer un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages, plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réaménagement du parc Birnam, aux prix de sa soumission, soit au montant de 547 590,17 $ et autoriser une dépense maximale de 670 590,17 $, taxes incluses (contingences : 55 000 $; incidences : 68 000 $) - appel d'offres public PARCS-19-06 (6 soumissionnaires).

District(s) : Parc-Extension

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Ratification / Décisions déléguées

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1191309013

Recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 31 octobre 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du règlement RCA18-14009.

30.02 Budget - Autorisation de dépense

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1194322010

Approuver les dépenses de l'exercice 2020 relatives à un service d'utilité publique, à une commande ou à un service prévu dans une entente cadre, jusqu'à concurrence des budgets prévus à ces fins.

30.03 Budget - Autorisation de dépense

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1194539002

Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 4 850 $ à 13 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2019, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 250 $ au Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes, 250 $ à Projet ado communautaire en travail de rue; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 300 $ à la Maison de quartier Villeray, 500 $ à Mon resto Saint-Michel, 250 $ à la CDC Solidarités Villeray, 500 $ à la CDC Solidarités Villeray; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 300 $ au Centre Génération Emploi, 300 $ à Habitation communautaire Hellénique de Montréal, 300 $ à la Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal, 300 $ à Afrique au féminin; DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 300 $ à Saint-Michel vie sans frontières, 200 $ à la Maison de la famille de St-Michel, 200 $ au Centre éducatif et communautaire René-Goupil; DISTRICT DE VILLERAY : 500 $ à la Maison de quartier de Villeray, 250 $ à la CDC Solidarités Villeray, 150 $ à COPATLA, pour diverses activités sociales.

40 – Réglementation

40.01 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1191010013

Adopter la résolution PP19-14008 à l'effet d'accorder la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 (CA11 14 0223 et CA13 14 0256) pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003).

District(s) : Parc-Extension

40.02 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1198053015

Adopter le second projet de résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 14 novembre 2019.

District(s) : Villeray

40.03 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1196495011

Adopter le second projet de résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 14 novembre 2019.

District(s) : Saint-Michel

40.04 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1195898019

Adopter le premier projet de résolution PP19-14011 à l'effet de permettre la démolition des bâtiments existants situés aux 7225-7229 et 7231-7237, rue Saint-Hubert et la construction d'un nouvel immeuble de 3 étages, avec construction hors toit, accueillant un espace commercial au rez-de-chaussée et un total de 23 logements, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 22, 24, 81 et 200 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

District(s) : Villeray

40.05 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1191010014

Adopter le premier projet de résolution PP19-14012 à l'effet de permettre la démolition des bâtiments situés aux 8300 à 8360, boulevard Saint-Laurent et d'y construire sur ces sites un bâtiment mixte de 4 étages en vertu Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003) et ce, en dérogation aux articles 22, 119, 551, 561 et 574 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

District(s) : Parc-Extension

40.06 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1196996022

Adopter le premier projet de résolution PP19-14013 à l'effet d'autoriser l'installation de deux enseignes sur le bâtiment situé au 400, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 443.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

District(s) : Parc-Extension

40.07 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1191385021

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un deuxième étage sur le bâtiment situé au 7789, rue Saint-André.

District(s) : Villeray

40.08 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1196996021

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7171, rue Fabre.

District(s) : François-Perrault

40.09 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1198053017

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un bâtiment de 2 étages abritant 6 logements sur la propriété située au 7529-7535, avenue Wiseman.

District(s) : Parc-Extension

40.10 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1195898018

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un nouvel immeuble mixte de 4 étages, comportant des locaux commerciaux au rez-de-chaussée et un total de 117 logements, en remplacement du bâtiment existant situé au 495, avenue Beaumont.

District(s) : Parc-Extension

40.11 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1191385022

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la conversion du rez-de-chaussée du bâtiment situé au 200, rue de Castelnau Est en 2 logements.

District(s) : Villeray

40.12 Règlement - Emprunt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1194322008

Adopter le Règlement RCA19-14008 autorisant un emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).

40.13 Règlement - Emprunt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1194322005

Adopter le Règlement RCA19-14005 autorisant un emprunt de 300 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).

40.14 Règlement - Emprunt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1194322006

Adopter le Règlement RCA19-14006 autorisant un emprunt de 2 200 000 $ pour financer la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.

40.15 Règlement - Emprunt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1194322007

Adopter le Règlement RCA19-14007 autorisant un emprunt de 3 531 000 $ pour financer la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.

40.16 Règlement - Urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1191010017

Adopter le Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue » et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 14 novembre 2019.

District(s) : François-Perrault

40.17 Règlement - Adoption

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1197304002

Adopter le Règlement RCA19-14010 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2020) ».

40.18 Règlement - Adoption

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1199914069

Adopter le Règlement RCA19-14009 intitulé « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement (exercice financier 2020) ».

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1191658007

Demander au ministre de la Justice de désigner le conseiller du district de Saint-Michel, monsieur Josué Corvil, à titre d'officiant compétent à célébrer des mariages et unions civiles pour l'arrondissement.

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance

CA *Bureau du directeur d'arrondissement*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CA : 37
Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 0
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 0
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 0

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 5 novembre 2019 à 18 h 30 Salle du conseil de la mairie d'arrondissement située au 405, avenue Ogilvy, bureau 201

PRÉSENCES :

Giuliana FUMAGALLI, Mairesse d'arrondissement
Rosannie FILATO, Conseillère de la ville - district de Villeray
Sylvain OUELLET, Conseiller de la ville - district de François-Perrault
Mary DEROS, Conseillère de la ville - district de Parc-Extension
Josué CORVIL, Conseiller de la ville - district de Saint-Michel

AUTRES PRÉSENCES :

Madame Nathalie VAILLANCOURT, Directrice d'arrondissement
Madame Brigitte BEAUDREAULT, Directrice des services administratifs
Madame Elsa MARSOT, Directrice culture/sports/loisirs/dév. social
Monsieur Michel JOBIN, Directeur des travaux publics
Monsieur Jocelyn JOBIDON, Directeur du développement du territoire
Madame Michèle SAINT-ONGE, Commandante PDQ 31
Madame Lyne DESLAURIERS, Secrétaire d'arrondissement
Madame Diane MONGEAU, Secrétaire d'arrondissement substitut

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse d'arrondissement déclare la séance ouverte à 18 h 30.

10.02 - Présentation

Aucune présentation n'est faite.

CA19 14 0312

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Rosannie FILATO

et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire, en y modifiant la séquence d'adoption comme suit :

- adopter l'article 40.12 immédiatement après l'adoption de l'article 40.15;

et

- en y ajoutant deux dossiers concernant le 625, rue Villeray, aux articles 40.18 et 40.19.

Adopté à l'unanimité.

10.03

CA19 14 0313

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 1er octobre 2019, à 18 h 35

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'adopter et de signer le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 1er octobre 2019, à 18 h 35.

Adopté à l'unanimité.

10.04

CA19 14 0314

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 1er octobre 2019, à 18 h 30

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'adopter et de signer le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 1er octobre 2019, à 18 h 30.

Adopté à l'unanimité.

10.05

---

10 - Annonces et dépôt de documents par le conseil d'arrondissement

La mairesse, Giuliana Fumagalli, souhaite la bienvenue aux citoyens présents et souligne que ce conseil de novembre 2019 marque la mi-mandat des membres du conseil depuis leur élection. Elle explique que le programme triennal d'immobilisations ainsi que le budget de fonctionnement, présentés au cours des deux derniers mois, décrivent les principales réalisations du conseil d'arrondissement. Elle partage sa vision sur les priorités qu'elle souhaite accomplir durant les prochaines années au sein de l'arrondissement, en matière d'habitation, de mobilité et de transition écologique ainsi que deux valeurs transversales à mettre de l'avant, soit la transparence et la participation citoyenne.

En matière d'habitation, elle parle de mesures facilitant l'inclusion des logements sociaux dans les projets immobiliers, du projet de règlement 20-20-20 et d'améliorations apportées au programme « AccèsLogis » Montréal. Elle parle également du district de Parc-Extension en ce qui a trait aux locataires et au coût des loyers. Elle ajoute qu'un travail de collaboration entre toutes les parties prenantes est nécessaire face aux problématiques d'habitation et que diverses actions locales sont déjà en planification par l'arrondissement.

En termes de mobilité, en plus de la « Vision Zéro décès & blessures graves », elle souhaite que la priorité dans les déplacements soit accordée aux piétons et aux cyclistes, notamment par l'aménagement d'une piste cyclable d'Est en Ouest de l'arrondissement et de mesures de sécurisation aux abords des écoles, des garderies et CPE. Elle traite aussi d'une vision pour désenclaver le quartier Saint-Michel.

Pour faciliter la transition écologique, elle mentionne qu'il faudrait accélérer les actions, soit de repenser les taux d'implantation pour laisser place à la verdure, d'améliorer le canope et de réduire les îlots de chaleur. De plus, elle souhaite l'établissement d'un budget participatif en aménagement. Par ailleurs, elle termine en précisant que les conseils d'arrondissement se tiendront dorénavant les lundis, et ce, à compter du 3 février 2020 et qu'un nouveau lieu est ajouté pour la tenue des séances, soit le centre René-Goupil.

La conseillère, Mary Deros, souligne ses 21 ans de mandat à titre de conseillère municipale et sa fierté d'avoir contribué aux diverses améliorations apportées au fil des ans dans l'arrondissement. Elle mentionne qu'elle a participé à la Table de concertation des aînés de Parc-Extension et qu'elle est très satisfaite de la proactivité de cette table où les aînés travaillent ensemble pour améliorer leur qualité de vie. Elle félicite Nelson Ojeda pour son travail de coordination de la table de concertation.

La conseillère, Rosannie Filato, souligne la semaine de la prévention de la criminalité qui se déroule du 3 au 9 novembre 2019. Elle tient à saluer la réélection de Justin Trudeau comme premier ministre, l'implication de Christine Paré à titre de candidate et l'élection de Patricia Lattanzio dans Saint-Léonard–Saint-Michel. Par ailleurs, elle ajoute qu'une soirée bénéfice aura lieu le 12 novembre 2019 à la Maison de Quartier Villeray et qu'il y aura la 5e édition du rendez-vous interculturel de Villeray qui vise à mettre en place des mesures structurantes en termes d'équité et de justice. Elle ajoute qu'une rencontre organisée par la Ville-centre se tiendra le 14 novembre 2019 à l'arrondissement pour parler de l'itinérance.

Le conseiller, Sylvain Ouellet, souligne le Forum économique de Saint-Michel et le dévoilement de l'avenue du cirque, entre Jarry et Jean-Rivard, nommé en l'honneur du Cirque du soleil, de l'école nationale du cirque ainsi que de la TOHU. Il explique les différents changements de sens de la circulation de rues qui sont ou seront en vigueur dans le secteur François-Perrault et que d'autres mesures pour faciliter la circulation seront à analyser. Ensuite, il termine en expliquant l'annonce de la Ville-centre concernant la contamination de l'eau par le plomb à certains endroits à Montréal et informe les citoyens qu'il existe un plan d'action pour y remédier, notamment l'existence de points de services au sein de l'arrondissement pour offrir des pichets d'eau gratuitement aux citoyens qui seraient affectés par le plomb dans l'eau de leur résidence.

Le conseiller, Josué Corvil, souhaite une joyeuse fête à tous les citoyens qui célèbreront leur anniversaire au mois de novembre. Par la suite, il félicite monsieur Aniello Infante, un michellois, qui travaille de près avec les jeunes du quartier Saint-Michel. Le conseiller souligne diverses Journées internationales et des événements qui se déroulent dans le quartier Saint-Michel ou sur le territoire de la Ville de Montréal, notamment, le Forum sur l'emploi de Saint-Michel, la désignation de l'avenue du Cirque, la semaine du Salon du livre où le quartier Saint-Michel est l'invité d'honneur et la réouverture de la Bibliothèque de Saint-Michel.

10 - Période de questions du public

À 19 h, la mairesse de l'arrondissement appelle l'article de l'ordre du jour relatif à la « Période de questions du public ». Les personnes ci-dessous ont adressé des questions.

Conformément à l'article 40 (1) du Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14004), la mairesse de l'arrondissement entendra les trois premiers citoyens désirant intervenir sur le même sujet, pour laisser la chance aux autres citoyens de s'exprimer sur d'autres sujets qui les préoccupent.

Julia Vallelunga	Saillies sur De Chateaubriand/Gounod et dos d'âne
Christelle Massé	Installation de feu de circulation sur Jean-Talon entre la 17e Avenue et le boulevard Pie-IX
Ron Fitzsimmons	Salle de concert de l'école Joseph-François-Perrault Plantation d'arbres sur les 23e et 24e avenues.
Stéphane Doucet	Terrain sur de l'avenue De Chateaubriand au coin de Jarry
Thérèse Nadeau	Insalubrité des logements dans Parc-Extension et Côte-des-Neiges et bâtons dans les carrés d'arbre
Maria Amoruso	Gestion de l'argent et dépenses inutiles
Bamba Hamed	Profilage racial au métro et sport du « futsal »
Wassyla Hadjabi	Terrains pour les logements sociaux
Françoise Légaré-Pelletier	Projet de Règlement pour une métropole mixte
Daniel Cherubin	Carrière Francon

À 20 h 00

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Rosannie Filato
Sylvain OUELLET
Mary DEROS
Josué CORVIL

et résolu :

de prolonger la période de questions afin de permettre à tous les citoyens inscrits d'être entendus.

Adopté à l'unanimité.

Nora Fertik	Signalisation et largeur des trottoirs rue Dufour coin Lajeunesse
Guy Dussault	Vignette sur la 8e Avenue et marquage de rue
Myriam Cadet	Vignette de stationnement sur la rue Hutchison
Simon Ambeault	Évolution du projet de la maison communautaire à l'ancienne piscine George-Vernot
Donatantonio Del Sonno	Chalet du parc Champdoré
Aniello Infante	Trottoir devant le 2032, rue Champdoré
Thérèse Béliveau	Vitesse sur la 21e Avenue et dos d'âne
Roger Fauteux	Résultat d'études de circulation sur la rue Foucher et l'avenue des Belges
Suzanne Bonin	Protection des trottoirs fleuris sur l'avenue de Gaspé Priorité pour piétons au coin de la rue Gary-Carter et du boulevard Saint-Laurent
Françoise Caron	Signalisation pour interdire les déchets Traverse dangereuse sur la 21e Avenue et Jean-Talon
Georges Piriou	Dos d'âne sur le 9e Avenue entre les rues Jean-Talon et Bélanger

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyens, la mairesse de l'arrondissement déclare la période de question close à 21 h 05.

---

10 - Période de questions des membres du conseil

À 21 h 05, la mairesse de l'arrondissement appelle l'article de l'ordre du jour relatif à la « Période de questions des membres du conseil ». Aucune question n'est soulevée et la période de questions est close.

CA19 14 0315

Proclamation de la Semaine de la prévention de la criminalité du 3 au 9 novembre 2019.

CONSIDÉRANT qu'en 1983, le ministère du Solliciteur général du Canada instaurait, avec la collaboration de l'Alliance pour la prévention du crime, la Semaine nationale de la prévention du crime;

CONSIDÉRANT qu'au fil des années, le ministère de la Sécurité publique a pris une part de plus en plus active dans l'organisation de la semaine et en est aujourd'hui le principal organisateur;

CONSIDÉRANT que cette semaine souhaite susciter l'organisation d'activités pour tous ceux et celles qui se sentent concernés par la prévention de la criminalité et l'importance de prévenir l'adhésion des jeunes aux gangs ou aux groupes criminels;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

de proclamer la semaine du 3 au 9 novembre 2019, « Semaine de la prévention de la criminalité » sur le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, sous le thème « Des actions locales pour prévenir la criminalité ».

Adopté à l'unanimité.

15.01

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 20.01 à 20.04 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité

CA19 14 0316

Accorder une contribution financière non récurrente maximale de 32 200 $, à Espace-Famille Villeray dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables, pour la période du 11 novembre 2019 au 18 décembre 2020, à même les surplus d'arrondissement et approuver le projet de convention à cette fin.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'accorder une contribution financière non récurrente maximale de 32 200 $, à Espace-Famille Villeray dans le cadre du Programme de subvention de couches lavables, pour la période du 11 novembre 2019 au 18 décembre 2020, à même les surplus d'arrondissement;
2. d'approuver le projet de convention, à intervenir entre la Ville de Montréal et l'organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1194969012

CA19 14 0317

Accorder une contribution financière non récurrente de 40 000 $ à Vivre Saint-Michel en santé, pour la période du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020, en conformité avec les paramètres de la stratégie de revitalisation urbaine intégrée (RUI) ainsi que ceux du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM) et approuver le projet de convention à cette fin.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'accorder une contribution financière non récurrente de 40 000 $ à Vivre Saint-Michel en santé, pour la période du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020, en conformité avec les paramètres de la stratégie de revitalisation urbaine intégrée (RUI) et ceux du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM);
2. d'approuver le projet de convention, à intervenir entre la Ville de Montréal et l'organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;
3. d'autoriser madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, à signer la convention pour et au nom de la Ville;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1197644011

CA19 14 0318

Accorder une contribution financière non récurrente de 15 879 $ au Centre communautaire Jeunesse-Unie de Parc-Extension, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu jeunesse et de l'Entente MIDI-Ville (2018 - 2021) et approuver le projet de convention à cette fin.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'accorder une contribution financière non récurrente de 15 879 $ au Centre communautaire Jeunesse-Unie de Parc-Extension, pour l'année 2019, conformément au Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans et dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI- Ville (2018 - 2021);
2. d'approuver le projet de convention, à intervenir entre la Ville de Montréal et l'organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;
3. d'autoriser madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, à signer la convention pour et au nom de la Ville;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1197644014

CA19 14 0319

Autoriser une dépense additionnelle maximale de 19 545,75 $, taxes incluses, pour des services professionnels en génie électromécanique à la firme AXOR Experts-Conseils inc., dans le cadre du contrat octroyé pour la mise à niveau du système de chauffage au centre Le Patro Le Prévost (CA18 14 0050 - appel d'offres public IMM-18-03), majorant ainsi le montant total du contrat de 123 230,52 $ à 142 776,27 $, taxes incluses.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'autoriser une dépense additionnelle maximale de 19 545,75 $, taxes incluses, pour des services professionnels de génie électromécanique à la firme AXOR Experts-Conseils inc., dans le cadre du contrat octroyé pour la mise à niveau du système de chauffage au centre Le Patro Le Prévost (CA18 14 0050) conformément à l'appel d'offres public IMM-18-03, majorant ainsi le montant total du contrat de 123 230,52 $ à 142 776,27 $, taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1191321004

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 30.01 à 30.04 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité

CA19 14 0320

Recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 30 septembre 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du règlement RCA18-14009.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 30 septembre 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du règlement RCA18-14009.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1191309012

CA19 14 0321

Autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière auprès du Service de la culture de la Ville-centre dans le cadre de leur offre de soutien à l'élaboration des plans d'action culturels des arrondissements pour la conception du plan d'action culturel de l'arrondissement.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière auprès du Service de la culture de la Ville de Montréal dans le cadre de leur offre de soutien à l'élaboration des plans d'action culturels des arrondissements pour la conception du plan d'action culturel de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension;
2. d'autoriser madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement, à signer tout engagement relatif à la demande de soutien pour l'élaboration du plan d'action culturel local.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1193356022

CA19 14 0322

Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 2 900 $ à 8 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2019, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 250 $ à Himalaya Séniors du Québec, 300 $ à Cyclo Nord-Sud, 100 $ au club d'âge d'or Les Étoiles de Castelnau, 200 $ à Saint-Michel Vie sans frontières; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 300 $ à Cyclo Nord-Sud, 250 $ à la Maison de la poésie de Montréal; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 500 $ à Himalaya Séniors du Québec; DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 100 $ à la Fondation Femmes de classe, 100 $ à Saint-Michel Vie sans frontières, 300 $ au Groupe d'action pour la prévention de la transmission du VIH et l'éradication du sida (GAP-VIES); DISTRICT DE VILLERAY : 250 $ à la Maison de la poésie de Montréal, 250 $ au Centre d'orientation et de prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie latino-américain (COPATLA), pour diverses activités sociales.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'autoriser le versement d'une contribution financière totale de 2 900 $ à 8 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement, pour l'année financière 2019, comme suit :

FONDS DE LA MAIRESSE :

250 $ à Himalaya Séniors du Québec - pour diverses conférences;
300 $ à Cyclo Nord-Sud - pour les 3e Cyclofolies;
100 $ au club d'âge d'or Les Étoiles de Castelnau - pour la réalisation de la fête de Noël;
200 $ à Saint-Michel Vie sans frontières - pour la célébration de la fête de Noël.

DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT :

300 $ à Cyclo Nord-Sud - pour les 3e Cyclofolies;
250 $ à la Maison de la poésie de Montréal - pour le projet PoésieGo.

DISTRICT DE PARC-EXTENSION :

500 $ à Himalaya Séniors du Québec - pour la cérémonie du 72e anniversaire de l'indépendance du Pakistan.

DISTRICT DE SAINT-MICHEL :

100 $ à la Fondation Femmes de classe - pour la foire multiculturelle de Noël;
100 $ à Saint-Michel Vie sans frontières - pour la sortie à la cueillette de pommes;
300 $ au Groupe d'action pour la prévention de la transmission du VIH et l'éradication du sida (GAP-VIES) - pour les paniers de Noël.

DISTRICT DE VILLERAY :

250 $ à la Maison de la poésie de Montréal - pour le projet PoésieGo;
250 $ au Centre d'orientation et de prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie latino-américain (COPATLA) - pour la fête latine de Villeray.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1193356021

CA19 14 0323

Adopter le calendrier des séances ordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2020.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'adopter le calendrier des séances ordinaires du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension pour l'année 2020.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1198186002

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Rosannie FILATO

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.01 à 40.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA19 14 0324

Édicter une ordonnance pour exclure certains secteurs commerciaux et industriels à l'application de l'article 35.1 du Règlement sur la propreté et le civisme de l'arrondissement (chargement et déchargement), en vertu de l'article 36 de ce règlement (RCA08-14005).

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Rosannie FILATO

et résolu :

d'édicter une ordonnance pour exclure certains secteurs commerciaux et industriels à l'application de l'article 35.1 du Règlement sur la propreté et le civisme, en vertu de l'article 36 de ce règlement (RCA08-14005).

Adopté à l'unanimité.

40.01 1196495013

CA19 14 0325

Donner un avis de motion, dépôt et adoption du projet de Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue ».

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par la mairesse d'arrondissement Giuliana Fumagalli et dépôt pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue ».

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Rosannie FILATO

et résolu :

ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT

1. d'adopter le projet de Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue »;
2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

40.02 1191010017

CA19 14 0326

Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA19-14005 autorisant un emprunt de 300 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET

Avis de motion est donné par la mairesse d'arrondissement Giuliana Fumagalli, et dépôt du projet de règlement est fait en vue de l'adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA19-14005 intitulé « Règlement autorisant le financement de 300 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe) », dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022.

40.03 1194322005

CA19 14 0327

Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA19-14006 autorisant un emprunt de 2 200 000 $ pour financer la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET

Avis de motion est donné par la mairesse d'arrondissement Giuliana Fumagalli, et dépôt du projet de règlement est fait en vue de l'adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA19-14006 autorisant le financement de 2 200 000 $ pour la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022.

40.04 1194322006

CA19 14 0328

Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA19-14007 autorisant un emprunt de 3 531 000 $ pour financer la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET

Avis de motion est donné par la mairesse d'arrondissement Giuliana Fumagalli, et dépôt du projet de règlement est fait en vue de l'adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA19-14007 autorisant le financement de 3 531 000 $ pour la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022.

40.05 1194322007

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.06 à 40.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA19 14 0329

Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA19-14008 autorisant un emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET

Avis de motion est donné par la mairesse d'arrondissement Giuliana Fumagalli, et dépôt du projet de règlement est fait en vue de l'adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA19-14008 autorisant le financement de 950 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne), dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022.

40.06 1194322008

CA19 14 0330

Donner un avis de motion et présentation du Règlement RCA19-14010 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2020) ».

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par la mairesse d'arrondissement Giuliana Fumagalli, et présentation est faite pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA19-14010 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2020) ».

40.07 1197304002

CA19 14 0331

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la réfection du parvis et l'aménagement d'une rampe pour l'accès universel devant le bâtiment situé au 8500, boulevard Saint-Laurent.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans ASK-00, ASK-03, A-02r, A-05r, A-06r et A-07r datés du 4 octobre 2019, préparés par « L'étude Louis Brillant », architecte, visant la réfection du parvis et l'aménagement d'une rampe pour l'accès universel au bâtiment situé au 8500, boulevard Saint-Laurent et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 18 octobre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.08 1191385020

CA19 14 0332

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'installation de persiennes de ventilation en façade sur le bâtiment situé au 502 à 514, rue Jarry Est.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans 1 et 2 datés du 10 octobre 2019, préparés par Atelier 21, visant l'installation de persiennes de ventilation sur le bâtiment situé au 502 à 514, rue Jarry Est et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 18 octobre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.09 1196996020

CA19 14 0333

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7571, rue De Lanaudière.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les pages 1, 6 et 7 des plans datés du 10 octobre 2019, préparés par Yseult St-Jacques, visant l'ajout d'un étage sur le bâtiment situé au 7571, rue De Lanaudière et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 21 octobre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.10 1196996019

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.11, 40.13, 40.14 et 40.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA19 14 0334

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un garage et de deux nouveaux volumes sur le bâtiment situé aux 150-156, rue Guizot Est.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans A100, A101, A102, A200, A201 et 49 visant l'ajout d'un garage et de deux nouveaux volumes sur le bâtiment situé aux 150-156, rue Guizot Est et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 18 octobre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.11 1191385023

CA19 14 0335

Adopter la résolution PP19-14004 à l'effet d'autoriser la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue De Chateaubriand en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP19-14004 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 3 septembre 2019 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 12 septembre 2019, dûment convoquée par avis paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 4 septembre 2019;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu et le second projet de résolution adopté par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er octobre 2019;

CONSIDÉRANT qu'un avis de demande d'approbation référendaire a été publié sur le site Internet de l'arrondissement et au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 3 octobre 2019;

CONSIDÉRANT qu'aucune demande d'approbation référendaire de la part des personnes intéressées à cette résolution n'a été reçue à l'arrondissement en temps opportun;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'adopter la résolution PP19-14004 à l'effet d'autoriser la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 14 logements et un local commercial sur le terrain situé au 8100, avenue De Chateaubriand, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions des articles 52, 119, 384 et 413.0.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

- qu'au moins 45 % de la superficie de la façade du bâtiment qui est parallèle à la rue Jarry Est soit implantée à l'alignement de construction;
- que toute la longueur d'une façade implantée à l'alignement de construction sur la rue Jarry Est soit occupée par un usage commercial autorisé dans la catégorie C.4;
- qu'une superficie de plancher d'au moins 95,0 m^2 soit dédiée à la fonction commerciale au rez-de-chaussée du bâtiment;
- que l'exercice d'un usage commercial soit limité au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur au rez-de-chaussée du bâtiment;
- que la superficie d'affichage soit limitée à 4,0 m^2 sur la totalité des façades et que les enseignes soient intégrées à l'architecture du bâtiment;
- qu'un bâtiment respecte un taux d'implantation maximal de 78,0 %;
- qu'un bâtiment compte un maximum de 14 logements;
- qu'au moins 70 % des logements d'un bâtiment aient deux chambres à coucher ou plus;
- que l'ensemble des équipements mécaniques soient installés au toit d'un bâtiment ou en cour arrière de façon à ne pas être visible de la voie publique;
- qu'aucun équipement mécanique ne soit installé sur une construction hors toit;
- qu'un bâtiment soit muni d'une salle à déchets ventilée desservant les logements et d'une salle à déchets réfrigérée desservant tout local commercial abritant une épicerie, un restaurant ou un traiteur;
- qu'une cour avant soit recouverte de végétaux en pleine terre ou de paillis, sauf dans le cas d'un accès piétonnier, qui doit être recouvert d'un pavage perméable;
- qu'un système d'irrigation soit installé sur une période minimale de 10 ans pour le chêne rouge situé à l'intersection de la rue Jarry Est et de l'avenue De Chateaubriand;
- qu'une zone libre de construction d'un rayon de 6,3 mètres soit établie à partir du tronc du chêne rouge situé à l'intersection de la rue Jarry Est et de l'avenue De Chateaubriand et qu'un système d'irrigation pour cet arbre soit installé pour une période minimale de 10 ans à partir de la date de fin des travaux de construction du nouvel immeuble;
- qu'une garantie monétaire d'une valeur de 20 000,00 $ visant la protection des arbres publics, dont le chêne rouge, soit déposée préalablement à l'émission d'un permis de construction et que cette garantie soit retenue jusqu'à la fin des travaux de construction et d'aménagement paysager.

La présente autorisation deviendra nulle et sans effet si les travaux ne sont pas débutés dans les 36 mois suivant son entrée en vigueur.

Adopté à l'unanimité.

40.13 1198053010

CA19 14 0336

Adopter la résolution PP19-14006 à l'effet de permettre l'ajout d'un logement supplémentaire dans le bâtiment résidentiel de 9 logements situé au 7267, avenue de l'Épée, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 128 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP19-14006 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 3 septembre 2019 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 12 septembre 2019, dûment convoquée par avis paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 4 septembre 2019;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu et le second projet de résolution adopté par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er octobre 2019;

CONSIDÉRANT qu'un avis de demande d'approbation référendaire a été publié sur le site Internet de l'arrondissement et au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 3 octobre 2019;

CONSIDÉRANT qu'aucune demande d'approbation référendaire de la part des personnes intéressées à cette résolution n'a été reçue à l'arrondissement en temps opportun;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'adopter la résolution PP19-14006 à l'effet de permettre l'ajout d'un 10e logement dans le bâtiment situé au 7267, avenue de l'Épée, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions de l'article 128 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283);

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.14 1191385009

CA19 14 0337

Adopter le second projet de résolution PP19-14008 à l'effet d'accorder la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 (CA11 14 0223 et CA13 14 0256) pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 24 octobre 2019.

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP19-14008 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 1er octobre 2019 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 24 octobre 2019, dûment convoquée par avis paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 3 octobre 2019;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu par le conseil d'arrondissement à sa séance du 5 novembre 2019;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'adopter le second projet de résolution PP19-14008 à l'effet d'accorder la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 (CA11 14 0223 et CA13 14 0256) pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc–Extension (RCA04-14003), et ce, malgré la disposition aux articles 10 et 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

- que la hauteur du bâtiment soit d'au plus 13,70 mètres;
- que la hauteur du bâtiment, incluant la construction hors toit, soit d'au plus 17,40 mètres;
- que soit autorisé comme usage principal la vente et la location de véhicules automobiles;
- que les travaux qui auront lieu soient similaires à ceux illustrés sur la perspective sur laquelle est apposée un des parements métalliques et qui a été soumise pour information au comité consultatif d'urbanisme (CCU);
- que les dimensions de la marquise soient celles qui sont illustrées sur les plans datés de mai 2019.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.15 1191010013

CA19 14 0338

Soumettre à un appel la décision CD19-07 du comité de démolition de l'arrondissement quant à la démolition du bâtiment situé au 495, avenue Beaumont et son remplacement par un nouvel immeuble mixte de quatre étages accueillant un rez-de-chaussée commercial et environ 104 logements.

ATTENDU que le comité de démolition de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension a autorisé la démolition du bâtiment situé au 495, avenue Beaumont, lors de sa séance publique tenue le 9 septembre 2019;

ATTENDU qu'une demande d'appel de cette décision a été reçue à l'arrondissement le 8 octobre 2019;

ATTENDU que le conseil d'arrondissement doit prendre une décision sur la demande d'appel en vertu de l'article 27 du Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA04-14007);

La mairesse d'arrondissement explique le processus d'appel et invite la citoyenne qui a formulé l'appel de la décision du comité de démolition du 9 septembre 2019, à s'approcher et à faire valoir ses motifs d'appel;

Madame Amy Darwish, représentante du Comité d'action de Parc-Extension, s'exprime;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

que le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension confirme la décision prise par le comité de démolition de l'arrondissement, lors de sa séance du 9 septembre 2019, relativement à l'immeuble situé au 495, avenue Beaumont.

Adopté à l'unanimité.

40.12 1195898017

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.16 et 40.17 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA19 14 0339

Adopter le premier projet de résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'adopter le premier projet de résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

   - que les usages de la famille commerce exercés dans le bâtiment soient limités à ceux autorisés dans la catégorie C.2 et à l'usage additionnel « salle de réunion »;
   - que la superficie totale des usages commerciaux dans le bâtiment soit limitée à 500 m^2;
   - que la superficie occupée par un usage de type « épicerie » ou « restaurant, traiteur » soit limitée à 200 m^2 et que l'exercice de tels usages soit limité au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur à ce dernier;
   - qu'aucune hotte commerciale ne soit installée sur le bâtiment;

- que seuls les usages additionnels soient autorisés à l'étage;
- qu'aucune activité commerciale n'ait lieu à l'extérieur du bâtiment;
- qu'un toit-terrasse aménagé sur le volume du garage soit bordé du côté de la ruelle et de la propriété résidentielle voisine au nord par un écran d'intimité ajouré.

La présente autorisation sera nulle et sans effet si, dans les 24 mois suivant son entrée en vigueur, aucune demande visant l'occupation de l'étage à des fins commerciales n'est ouverte.

2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de résolution.

Adopté à l'unanimité.

40.16 1198053015

CA19 14 0340

Adopter le premier projet de résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'adopter le premier projet de résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions de l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

   - l'usage est autorisé uniquement au rez-de-chaussée du bâtiment;
   - les demandes de permis de transformation et du certificat d'occupation doivent être déposées dans les 6 mois suivant l'entrée en vigueur du projet particulier.

2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de résolution.

Adopté à l'unanimité.

40.17 1196495011

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.18 et 40.19 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA19 14 0341

Accorder une dérogation mineure à l'article 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), relativement aux dépassements autorisés de la hauteur maximale d'un bâtiment dans le cadre de l'ajout d'un 3e étage et d'une construction hors toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (RCA02-14006).

La mairesse d'arrondissement explique les modalités de cette demande de dérogation mineure et invite les personnes intéressées à se faire entendre par le conseil relativement à cette demande.

Personne ne manifeste le désir de s'exprimer sur ce sujet.

Soumise, une demande de dérogation mineure relativement aux dépassements autorisés de la hauteur maximale dans le cadre de l'ajout d'un 3e étage et d'une construction hors toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray;

ATTENDU que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé, à sa séance du 9 septembre 2019, d'accorder cette dérogation mineure en vertu des dispositions du règlement RCA02-14006 sur les dérogations mineures;

ATTENDU que la présente séance publique a été dûment convoquée par avis publié sur le site Internet de l'arrondissement et au Bureau accès Montréal de l'arrondissement, le 18 octobre 2019, afin de statuer sur cette demande de dérogation mineure;

ATTENDU qu'aucune personne intéressée ne s'oppose à la présente dérogation.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA02-14006), une dérogation mineure à l'article 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) relativement aux dépassements autorisés de la hauteur maximale dans le cadre de l'ajout d'un 3e étage et d'une construction hors toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray.

Adopté à l'unanimité.

40.18 1191385013

CA19 14 0342

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un 3e étage et d'une construction hors toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans A03, A04, A04a, A04c et A10 préparés par Rocioarchitecture, visant l'ajout d'un troisième étage et d'une construction hors toit sur le bâtiment situé au 625, rue Villeray et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 18 octobre 2019.

Adopté à l'unanimité.

40.19 1191385014

CA19 14 0343

Nommer le conseiller, Josué Corvil, à titre de maire suppléant d'arrondissement, pour la période comprise entre le 6 novembre 2019 et le 9 mars 2020.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Rosannie FILATO

et résolu :

que le conseiller, Josué Corvil, soit nommé à titre de maire suppléant d'arrondissement, pour la période comprise entre le 6 novembre 2019 et le 9 mars 2020.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1198186003

CA19 14 0344

Nommer, pour une période de deux ans, la conseillère, Mary Deros et le conseiller, Sylvain Ouellet, respectivement à titre de présidente et de président suppléant pour le comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement.

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. de nommer, la conseillère, Mary Deros, pour une période de deux ans, soit du 23 novembre 2019 au 23 novembre 2021, à titre de présidente du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension;
2. de nommer, le conseiller, Sylvain Ouellet, pour la même période, à titre de président suppléant du comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement.

Adopté à l'unanimité.

51.02 1191658006

Levée de la séance

À 21 h 25, la séance est levée.

70.01

Les résolutions consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____	_____
Giuliana FUMAGALLI	Lyne DESLAURIERS
Mairesse d'arrondissement	Secrétaire d'arrondissement

J'approuve toutes les résolutions, tous les règlements et ordonnances contenus au présent procès-verbal comme si je les avais signés individuellement.

_____
Giuliana FUMAGALLI
Mairesse d'arrondissement

Ce procès-verbal a été ratifié à la séance du conseil d'arrondissement tenue le 3 décembre 2019.

PROCLAMATION DE LA JOURNÉE NATIONALE DE COMMÉMORATION ET D'ACTION CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES, LE 6 DÉCEMBRE 2019

CONSIDÉRANT que le Parlement du Canada déclare, depuis 1991, le 6 décembre Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes;

CONSIDÉRANT que personne ne doit oublier la mort tragique des 14 jeunes femmes de l'École polytechnique de Montréal le 6 décembre 1989 assassinées parce qu'elles étaient femmes;

CONSIDÉRANT que la violence est un phénomène universel qui continue de miner le quotidien de nombreuses femmes et filles;

CONSIDÉRANT qu'il est essentiel que notre société poursuive ses efforts pour contrer toute les sortes de violence faite aux femmes et aux filles;

Il est

proposé par
appuyé par

1. de proclamer la journée du 6 décembre, *Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes et aux filles;*

2. de promouvoir le mouvement #Moiaussi et de condamner la violence qui constitue une transgression des droits fondamentaux de la personne humaine;

3. que l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, tel que le souligne la Charte montréalaise des droits et responsabilités, s'engage à aménager son territoire de façon sécuritaire en tenant compte, entre autres, des besoins spécifiques des femmes et des filles.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1194819002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 8 000 $ à Club l'Espoir jeunesse, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant et approuver le projet de convention à cette fin.

1. d'accorder une contribution financière non récurrente de 8 000 $ à Club l'Espoir jeunesse, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant;

2. d'approuver le projet de convention, à intervenir entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;

3. d'autoriser madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension, à signer la convention pour et au nom de la Ville;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville-centre.

Signé par Elsa MARSOT **Le** 2019-11-15 12:01

Signataire : Elsa MARSOT

_____

Directrice CSLDS
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194819002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 8 000 $ à Club l'Espoir jeunesse, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

En octobre 2019, la Ville centre accorde des fonds additionnels aux arrondissements dans le cadre de la Politique de l'enfant pour l'année 2019.
En lançant la Politique de l'enfant "Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence", en juin 2016, la Ville de Montréal s'est engagée à offrir un environnement où tous les enfants de 0 à 17 ans peuvent grandir et s'épanouir selon leur plein potentiel. Pour y parvenir, tous les acteurs municipaux et leurs partenaires étaient invités à intensifier leurs actions, en concertation, et à adapter celles-ci aux besoins et réalités des enfants de la métropole.

En février 2017, la Ville a lancé le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant. Depuis son adoption, un ensemble de mesures locales et régionales ont été mises en place progressivement pour mieux répondre aux besoins et aux réalités des enfants et des familles de milieux défavorisés.

En 2019, la Ville accorde une enveloppe budgétaire de 2,1 M$ aux dix-neuf (19) arrondissements afin de soutenir la réalisation de projets locaux favorables aux enfants de 0 à 17 ans et leurs familles.

Les projets financés doivent s'inscrire à l'intérieur des trois (3) priorités d'intervention :

1. soutenir et accompagner les familles dans le développement du plein potentiel de leurs enfants;
2. animer l'espace public durant toute l'année;
3. aménager les espaces publics pour en faciliter l'accès et contribuer à la sécurité des enfants.

L'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSMPE) est responsable de coordonner la mise en œuvre des projets sur son territoire. Les activités peuvent être réalisées à l'interne et/ou par une organisation locale.

Il peut soutenir tout projet qui soit :

- sélectionné à la suite d’un appel de projets;
- issu d’un plan d’action de l’arrondissement de VSMPE;
- issu d’une concertation locale impliquant les acteurs agissant auprès des enfants et des familles sur le territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décisions antérieures du CM
CM17 0166 - 20 février 2017 **-** Adopter le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant "Naître, grandir et s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence"

CM16 0785 - 20 juin 2016 - Adopter la Politique de l'enfant "Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence"

Décisions antérieures de l'arrondissement de VSMPE

CA19 14 0192 - 2 juillet 2019 **-** Accorder un soutien financier non récurrent de 14 000 $ à l'Organisation des jeunes de Parc-Extension, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant et approuver le projet de convention à cette fin.

CA19 14 0121 - 7 mai 2010 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 54 193 $ à deux organismes de l'arrondissement, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant, comme suit : 40 193 $ à la Corporation d'éducation jeunesse et 14 000 $ à Héberjeune de Parc-Extension et approuver les projets de convention à cette fin.

CA19 14 0082 - 2 avril 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 28 000 $ à deux organismes de l'arrondissement, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant, comme suit : 14 000 $ à Afrique au féminin et 14 000 $ au Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales et approuver les projets de convention à cette fin.

CA19 14 0043 - 12 mars 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent de 64 000 $ pour l'année 2019 à Vivre Saint-Michel en santé dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant et approuver le projet de convention à cette fin.

CA18 14 0223 - 3 juillet 2018 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant 56 000 $ pour l'année 2018, à quatre (4) organismes de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSMPE), soit Afrique au féminin, Héberjeune de Parc-Extension, le Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales et l'Organisation des jeunes de Parc-Extension, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant et approuver les projets de conventions à cette effet.

CA18 14 0173 - 5 juin 2018 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant 104 193 $ pour l'année 2018, à deux (2) organismes partenaires de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension, soit la Corporation de développement communautaire Solidarités Villeray et Vivre Saint-Michel en Santé, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant et approuver les projets de conventions à cette fin.

DESCRIPTION

Saint-Michel
Nom de l'organisme : Club l'Espoir jeunesse

Nom du projet : Mieux grandir par le sport
Brève description du projet : Par la pratique du kickboxing, l'organisme vise à établir un lien significatif avec les parents, maintenir le sentiment d'appartenance du jeune à son école et au quartier tout en valorisant l'obtention du diplôme d'études secondaires ou un DEP. Le projet offre un autre choix que la délinquance juvénile (violence, toxicomanie, intimidation) afin de permettre aux jeunes de devenir des citoyens honnêtes. Le projet vise également à favoriser l'estime de soi positive, développer l'organisation et le leadership des jeunes. En même temps, ils seront en meilleure santé physique et mentale. Il a été prouvé que le sport et l'entraînement aident les élèves à développer leur plein potentiel.
Montant recommandé : 8 000 $

JUSTIFICATION

Le projet s'inscrit dans les orientations de la Politique de l'enfant et respecte les priorités d'intervention de l'arrondissement de VSMPE.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le virement budgétaire en provenance du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal, dans le cadre du plan d'action 2019-2020 de la Politique de l'enfant au montant de 8 000 $ a été viré à la clé comptable :
2440.0010000.306417.07001.56590.000000.0000.**003455**.000000.00000.00000.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation de ce projet s'inscrit dans l'action 9 du Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : "Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans le quartier de Saint-Michel, le projet *Mieux grandir par le sport* offrira un espace sain et accueillant qui favorisera positivement le développement social des enfants du quartier tout en développant un lien significatif avec les parents, en maintenant le sentiment d'appartenance du jeune à son école et au quartier ainsi qu'en valorisant l'obtention du diplôme d'études secondaires ou un DEP.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le projet doit être approuvé par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.
Le projet soutenu dans le cadre de l'édition 2019 doit être réalisé avant le 31 décembre 2019.
Un rapport final doit être remis, au plus tard, le 31 janvier 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

S.O.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Marcelle DION)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louise-Michel LAURENCE, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joëlle LACROIX
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514 868-3446
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-07

Jean-Marc LABELLE
Chef de division SLDS - Développement et expertise

Tél : 514 872-3468
Télécop. : 514 872-4682

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1194819002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 8 000 $ à Club l'Espoir jeunesse, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds_1194819002_Club Espoir Jeunesse.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (514)872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-15

Brigitte BEAUDREAULT
Directrice des services administratifs

Tél : 514 872-9173
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

« Accorder une contribution financière non récurrente de 8 000 $ à Club l'Espoir jeunesse, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant et approuver le projet de convention à cette fin. »

Provenance des fonds : Politique de l'enfant	
2440.0010000.306417.07001.56590.000000.0000.03455.000000.00000.00000	**8 000 $**

Je certifie qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessus mentionnés.

Organisme	Montant total	1er versement	2e versement (au plus tard au 31 décembre 2019)
Club l'Espoir jeunesse	8 000 $	7 200 $	800 $

IMPUTATION : VSM – Développement social – Contributions à d'autres organismes

2440	0010000	306442	05803	61900	016491	0000	000000	00000	00000	0000

5.1 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de sept mille deux cents dollars (7 200 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de huit cents dollars (800 $), dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du rapport d'étape comportant les informations demandées par ce dernier. L'avancement du Projet et les informations à inscrire au rapport d'étape seront discutés dans une rencontre de suivi préalable qui aura lieu au plus tard le 31 décembre 2019.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.



Convention_Politique enfant_CEJ_1194819002.doc

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1194819002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL—VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (VSMPE)**, personne morale ayant une adresse au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, Québec, H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA19 14 XXXX.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CLUB L'ESPOIR JEUNESSE**, personne morale constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, dont l'adresse principale est le 606, rue Cathcart, bureau 615, Montréal, Québec, H3B 1K9, agissant et représentée par monsieur Philippe Rivest, président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :
N° d'inscription d'organisme de charité : 815884259RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour but de rassembler des jeunes issus d'origines diverses, ayant des antécédents, des problèmes comportementaux, scolaires, parentaux ou des expériences de vie difficile. Les aider à s'identifier, leur permettre d'augmenter leur chance en toute équité, par diverses activités de sensibilisation axées sur le développement des compétences sociales, d'estime de soi et de sentiment d'appartenance pour mieux intégrer la société;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : **« NON APPLICABLE »**

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et

accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : madame Elsa Marsot de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de huit mille dollars (8 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de sept mille deux cents dollars (7 200 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de huit cents dollars (800 $), dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du rapport d'étape comportant les informations demandées par ce dernier. L'avancement du Projet et les informations à inscrire au rapport d'étape seront discutés dans une rencontre de suivi préalable qui aura lieu au plus tard le 31 décembre 2019.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également

remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat

de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 606, rue Cathcart, Montréal (Québec) H3B1K9, et tout avis doit être adressé à l'attention du président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, Québec, H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice CSLDS

Le .....e jour de ..... 20__

CLUB ESPOIR JEUNESSE

Par : _____
Monsieur Philippe Rivest, président

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 XXXX).

ANNEXE 1

PROJET

Voir la demande de soutien financier joint au sommaire décisionnel 1194819002.

ANNEXE 2

Pour mieux identifier visuellement

les collaborations ponctuelles de l'arrondissement

Avec le soutien de

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension

Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement VSP. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement, par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre un soutien, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Dans un premier temps, vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **Avec le soutien de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du soutien de l'arrondissement

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet soutenu par l'arrondissement. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement soutien l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **Avec le soutien de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) :
- page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **Avec le soutien de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une convention avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun

déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :

tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation	site web
dépliant	pages de médias sociaux
annonce dans le journal	publicité électronique
carton d'invitation	programmation
affiche	invitation ou information publique envoyée par courriel
bannière	
objet promotionnel	
communiqué de presse	

Des normes claires

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son logo. Il y a trois adaptations possibles, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour du logo pour que celui-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

Le logo de l’arrondissement doit toujours être placé au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, il doit être placé sur la page couverture.

Le logo de l’arrondissement doit toujours être au bas du recto du document.
Par exemple :





La dimension minimale

La dimension minimale du logo de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter pour tout imprimé de petit format (signets, carton d'invitation, carte postale, etc.)



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po. (dépliant, etc.)



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po. (affichette, etc.)



2,5 pouces

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194819002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 8 000 $ à Club l'Espoir jeunesse, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant et approuver le projet de convention à cette fin.



DSF_CEJ_politique de l'enfant 2019_signée.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joëlle LACROIX
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514 868-3446
Télécop. :

Montréal

Politique de l'enfant

Naître, grandir, s'épanouir à Montréal: de l'enfance à l'adolescence

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ÉDITION 2019

Nom de l'organisme : Club L`Espoir Jeunesse

Titre du projet : Mieux grandir par le sport (Kickboxing/Musculation)

Réservé à l'administration

Date de début du projet : 5 sept. 2019
Date de fin du projet : 19 dec 2019

Date de dépôt de la demande :31 nov 2019

Montant demandé :
Montant accordé :

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire. Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

- ☐ Lettres patentes de votre organisme (charte)
- ☐ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)
- ☐ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme
- ☐ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
- ☐ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)
- ☐ Une résolution résolution du Conseil d'administration autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et désignant son représentant responsable du projet et l'engagement à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour l'OBNL et ses partenaires impliqués dans le projet
- ☐ Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée
- ☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

Section 1 – Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme : Club L`Espoir Jeunesse	
Adresse : 606 Cathcart	
Ville : Montréal	Code Postal : H3B 1K9
Numéro d'inscription TPS :	Numéro d'inscription TVQ :
Numéro de charité : 815884259RR0001 | NEQ 1166311978	
Arrondissement : Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension	
District électoral de Montréal : Saint-Michel	
Circonscription électorale du Québec : Viau	
Circonscription électorale fédérale : Saint-Léonard – Saint-Michel	
Responsable de l'organisme : Philippe .Rivest	
Fonction : Président	
Téléphone : 514 999-9002	Télécopieur :
Courriel : p.rivest@rttlegal.ca	Site Web :
Votre organisme est-il à but non lucratif? Oui	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)
Notre mission est de protéger les enfants de la criminalité dans un environnement positif. Ce programme a été lancé il y a 9 ans par deux sergents de la station 30 du SPVM qui protège la ville de St Michel. Le quartier de St Michel à Montréal a le revenu le plus bas par ménage. St Michel a le taux de criminalité le plus élevé, gangs de rue - prostitution - drogues - et de nombreux autres crimes. Notre mission en tant que titre – Le club espoir Jeunesse est de donner de l'espoir / des options / une alternative aux jeunes enfants autres que ceux du crime.

Section 2 – Présentation du projet

Titre du projet : Mieux grandir par le sport (Kickboxing/Musculation
Personne responsable du projet : Aniello Infante
Fonction : Coordonnateur
Téléphone : 514-918-1788 Télécopieur :
Atinfante@hotmail.com
☒ Nouvelle initiative ☐ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction
Projet existant financé dans une autre enveloppe dans les années passées.

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique, constatée dans le milieu, qui justifie la pertinence de l'intervention

Mieux grandir par le sport (Kickboxing/Musculation) l'espoir jeunesse ..... Le quartier de Saint-Michel à Montréal est l'un des plus bas revenus par ménage et le taux de criminalité est l'un des plus élevés. Les gangs de rue (Cripps. The Bleu), la prostitution, la drogue ne sont que quelques exemples de ce qui se passe dans les rues de cette région. Les enfants de Saint-Michel ne connaissent d'autre choix que celui du crime quand ils errent dans les rues. En tant que sergents du SPVM, station 30 Saint-Michel, vous donnez à ces enfants des OPTIONS. Nous avons lancé le programme de kickboxing il y a neuf ans. Nous avons amené ces mêmes enfants dans la rue et dans un gymnase. Notre cible sont les mineurs (17 ans et moins). Les enfants qui participent à ce programme sont en première année du secondaire. Pourquoi l'école secondaire, c'est là que les dirigeants de gangs recrutent volontiers, les garçons comme membres de gangs ou pour la vente de drogue et les filles comme prostituées. Ce programme est disponible pour tous les enfants de la communauté. Le gymnase est situé dans une école secondaire de la communauté St Michel, Louis Joseph Papineau. Depuis la création de ce programme, nous avons constaté une diminution du nombre de crimes liés aux gangs. Les dirigeants élus municipaux, provinciaux et fédéraux ont tous participé / visité à un moment ou à un autre de notre programme. Avec les contributions de JumpStart / Bon Depart ..., ce programme a été et sera un grand succès. Les familles et surtout les enfants de St Michel merci ...

Résumé synthèse du projet

Le but du projet Mieux grandir par le sport (Kickboxing/Musculation) est de s'assurer que les enfants ne tombent pas entre les mains du crime en leur offrant un espace sain et accueillant qui favorisera positivement leur développement social. Nous souhaitons établir un lien significatif avec les parents, maintenir le sentiment d'appartenance du jeune à son école et au quartier tout en valorisant l'obtention du diplôme d'études secondaires ou un DEP. Nous voulons offrir un autre choix que la délinquance juvénile (violence, toxicomanie, intimidation) afin de permettre aux jeunes de devenir des citoyens honnêtes. Nous visons également à favoriser l'estime de soi positive, développer l'organisation et le leadership des jeunes. En même temps, ils seront en meilleure santé physique et mentale. Il a été prouvé que le sport et l'entraînement aident les élèves à développer leur plein potentiel.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)
Le projet Mieux grandir par le sport (Kickboxing/Musculation) vise à rejoindre plus que 90 jeunes par session, 2 sessions par année scolaire (180 au total). Les jeunes se sont impliqués avec beaucoup d'intérêt et enthousiasme. L'option de rester à l'école et de faire du sport est une meilleure que de juste trainer dans les parcs ou station de métro et se mettre en difficulté. (Ns sommes déjà dans notre 9eme année du projet).

Population directement ciblées par le projet Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement
Max 90 jeunes par session ..... 2 sessions par année scolaire Age..... 12-17 ans H/F : le projet rejoint autant les garçons que les filles, nous espérons rejoindre 90 filles et 90 garçons au courant de l'année. Recrutement : professeurs et travailleurs sociaux de l'école LJP, Bouche à oreille, Communauté de St-Michel (référencement par les organismes : J2000 le Relais, PACT de Rue et autres)

Section 3 - Lieu de déroulement du projet

Arrondissement(s)	
Précisez l'arrondissement visé :	Villeray – St-Michel – Parc-Extension
Précisez le ou les quartiers d'intervention :	St-Michel

Section 4 – Priorités d'intervention du projet

Priorités d'interventions inscrites dans le cadre de référence (pages 4)	
x	Soutien et accompagnement des familles dans le développement du plein potentiel de leurs enfants
	Animation de l'espace public durant toute l'année
	Aménagement d'espaces publics accessibles et sécuritaires

Section 5- Activité(s) prévue(s) et/ou services offerts

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. Kickboxing	4 mois	2x semaines
2. Musculation	4 mois	2x semaines
3.		
4.		

Section 6- Résultats attendus

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs	Quantitatifs
1. 45 filles et 45 garçons inscrits aux activités de musculation et de kickboxing à la session automne 2019 (septembre à décembre 2019)		Listes d'inscriptions
2. liens avec trois organismes (J2000 le relais, école LJP, PACT de rue) pour le recrutement par référencement des participants	Liens vérifiés avec les organismes	
3.		

Section 7- Soutien financier du projet

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Politique de l'enfant - 2019 Arrondissement	Fondation Bon départ – Canadian Tire	Club espoir jeunesse		
A – Personnel lié au projet					
Titre : Instructeur 50 $ Taux hor. **x** 4 Heures/semaine **+** $ Avantages. sociaux/sem. **x** 17 Semaines **=**	2900 $	500 $	$	$	3,400 $
Titre : instructeur 50 $ Taux hor. **x** 4 Heures/semaine **+** $ Avantages. sociaux/sem. **x** 17 Semaines **=**	2900 $	500 $	$	$	3,400 $
Titre : $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+** $ Avantages. sociaux/sem. **x** Semaines **=**	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION A	**5800 $**	**1000 $**	**$**	**$**	**6800 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	1000 $	$	3000 $	$	4,000 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	$	$	$	$	$
Photocopies, publicité	$	$	$	$	$
Déplacement	$	$	$	$	$
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	1,000 $	$	1000 $	$	2,000 $
SOUS-TOTAL SECTION B	**2000 $**	**$**	**4000 $**	**$**	**6000 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	200 $	$	$	$	200 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**200 $**	**$**	**$**	**$**	**200 $**
Total des contributions (A+B+C)	**8000 $**	**1000 $**	**4000 $**	**$**	**13,000 $**

Section 8 – Contribution des partenaires associés au projet (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
École Louis Joseph Papineau	Local de boxe et salle de musculation offertes gratuitement Référencement,
SPVM	Référencement, expertise conseil
Maison des jeunes par la grande porte (J2000 le relais)	référencement soutien pour intégration des jeunes nouveaux arrivants
CIUSSS – Jade Fauteux	référencement

Section 9 - Échéancier

Durée du projet (nombre de semaines) 17 semaines
Date de début du projet 2019-09-05 (format : AAAA-MM-JJ)
Date de remise du rapport d'étape
Date de fin de projet 23 Dec 2019
Date de remise du rapport final (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

Section 10 – Informations supplémentaires

Signature de la personne autorisée par l'organisme

Nom : Philippe Rivest	Fonction : Président du CA
Date : 4 nov 2019	Signature (pour P. Rivest).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1194819003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière additionnelle non récurrente totalisant 50 839 $ à trois organismes de l'arrondissement, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant, comme suit : 5 160 $ au Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales; 26 492 $ à Héberjeune de Parc-Extension et 19 187 $ à Vivre Saint-Michel en santé et approuver les projets de convention à cette fin.

1. d'accorder une contribution financière additionnelle non récurrente totalisant 50 839 $ à trois organismes de l'arrondissement, pour l'année 2019, dans le cadre de la Politique de l'enfant, comme suit :

- 5 160 $ au Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales;

- 26 492 $ à Héberjeune de Parc-Extension;

- 19 187 $ à Vivre Saint-Michel en santé;

2. d’approuver les projets de conventions, à intervenir entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces contributions financières;

3. d’autoriser madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l’arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension, à signer les conventions pour et au nom de la Ville;

4. d’imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville-centre.

Signé par Elsa MARSOT **Le** 2019-11-15 12:19

Signataire : Elsa MARSOT

_____

Directrice CSLDS
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1194819003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière additionnelle non récurrente totalisant 50 839 $ à trois organismes de l'arrondissement, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant, comme suit : 5 160 $ au Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales; 26 492 $ à Héberjeune de Parc-Extension et 19 187 $ à Vivre Saint-Michel en santé et approuver les projets de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

En octobre 2019, la Ville-centre accorde des fonds additionnels aux arrondissements dans le cadre de la Politique de l'enfant pour l'année 2019.
En lançant la Politique de l'enfant "Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence", en juin 2016, la Ville de Montréal s'est engagée à offrir un environnement où tous les enfants de 0 à 17 ans peuvent grandir et s'épanouir selon leur plein potentiel. Pour y parvenir, tous les acteurs municipaux et leurs partenaires étaient invités à intensifier leurs actions, en concertation, et à adapter celles-ci aux besoins et réalités des enfants de la métropole.

En février 2017, la Ville a lancé le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant. Depuis son adoption, un ensemble de mesures locales et régionales ont été mises en place progressivement pour mieux répondre aux besoins et aux réalités des enfants et des familles de milieux défavorisés.

En 2019, la Ville accorde une enveloppe budgétaire de 2,1 M$ aux dix-neuf (19) arrondissements afin de soutenir la réalisation de projets locaux favorables aux enfants de 0 à 17 ans et leurs familles.

Le projet financé doit répondre aux trois (3) priorités d'intervention suivantes :

1. soutenir et accompagner les familles dans le développement du plein potentiel de leurs enfants;
2. animer l'espace public durant toute l'année;
3. aménager les espaces publics pour en faciliter l'accès et contribuer à la sécurité des enfants.

L'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSMPE) est responsable de coordonner la mise en œuvre des projets sur son territoire. Les activités peuvent être

réalisées à l'interne et/ou par une organisation locale.

Il peut soutenir tout projet qui soit :

- sélectionné à la suite d'un appel de projets;
- issu d'un plan d'action de l'arrondissement de VSMPE;
- issu d'une concertation locale impliquant les acteurs agissant auprès des enfants et des familles sur le territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décisions antérieures du CM
CM17 0166 - 20 février 2017 **-** Adopter le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant "Naître, grandir et s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence"

CM16 0785 - 20 juin 2016 - Adopter la Politique de l'enfant "Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence"

Décisions antérieures de l'arrondissement de VSMPE

CA19 14 0192 - 2 juillet 2019 **-** Accorder un soutien financier non récurrent de 14 000 $ à l'Organisation des jeunes de Parc-Extension, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant et approuver le projet de convention à cette fin.

CA19 14 0121 - 7 mai 2010 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 54 193 $ à deux organismes de l'arrondissement, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant, comme suit : 40 193 $ à la Corporation d'éducation jeunesse et 14 000 $ à Héberjeune de Parc-Extension et approuver les projets de convention à cette fin.

CA19 14 0082 - 2 avril 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 28 000 $ à deux organismes de l'arrondissement, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant, comme suit : 14 000 $ à Afrique au féminin et 14 000 $ au Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales et approuver les projets de convention à cette fin.

CA19 14 0043 - 12 mars 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent de 64 000 $ pour l'année 2019 à Vivre Saint-Michel en santé dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant et approuver le projet de convention à cette fin.

CA18 14 0223 - 3 juillet 2018 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant 56 000 $ pour l'année 2018, à quatre (4) organismes de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSMPE), soit Afrique au féminin, Héberjeune de Parc-Extension, le Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales et l'Organisation des jeunes de Parc-Extension, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant et approuver les projets de conventions à cette effet.

CA18 14 0173 - 5 juin 2018 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant 104 193 $ pour l'année 2018, à deux (2) organismes partenaires de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension, soit la Corporation de développement communautaire Solidarités Villeray et Vivre Saint-Michel en Santé, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant et approuver les projets de conventions à cette fin

DESCRIPTION

Ces trois organismes ont reçu une première contribution financière de 14 000$ (CHAIS), 14 000 $ (Héberjeune de Parc-Extension), 64 000 $ (VSMS) dans le cadre de la Politique de l'enfant 2019.
Dans le quartier de Parc-Extension, la contribution additionnelle permettra une prolongation du projet *Espace père-enfant* par le Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales pour une durée de 8 semaines et une prolongation du projet *Les petits actifs* par Héberjeune de Parc-Extension pour une durée de 11 semaines. Elle permettra également de soutenir l'implantation de la Joujouthèque par l'organisme Héberjeune de Parc-Extension (projet financé pour la première fois avec la Politique de l'enfant). Ce projet permettra de bâtir avec les parents, les intervenants en petite enfance et les différents partenaires, une approche positive et globale autour du jeu qui prendra en compte les forces et les défis vécus par les enfants et les familles du quartier. Par ce projet, les partenaires de la Table de concertation petite enfance prévoit la diminution du nombre d'enfants vivant à Parc-Extension et ayant un retard dans leur développement langagier de 25%.

Dans le quartier de Saint-Michel, la contribution additionnelle permettra une bonification des quatre (4) volets du projet *Agir en complémentarité pour le développement des enfants et les jeunes de Saint-Michel* pour l'année 2019.

Parc-Extension

Nom de l'organisme : Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales (CHAIS)
Nom du projet : Espace père-enfant - prolongation du projet

Brève description du projet :
Le présent projet vise à aider 15 pères à exercer leur rôle de papa et à favoriser leur insertion sociale afin, ultimement, de favoriser le mieux-être des enfants. Pour ce faire, l'embauche d'un intervenant masculin permettra d'offrir un ensemble d'activités aux pères participants: une consultation auprès de ces pères afin d'identifier leurs besoins en terme d'activités qui répondraient à leurs besoins : des activités père-enfant; une visite à domicile si possible; des activités d'implication sociale des pères dans la communauté; et, des rencontres individuelles. À la fin, il y aura une activité pour honorer les pères participants.
Montant recommandé (Bonification à la contribution initiale 2019) : 5 160 $

Nom de l'organisme : Héberjeune de Parc-Extension
Nom du projet : Les petits actifs - prolongation du projet

Brève description du projet : Le projet se déploiera sous forme d'ateliers d'animation à l'intention des enfants, diverses activités parents-enfants, ainsi que de la sensibilisation et du soutien destinés aux intervenantes en milieux de garde. Ces actions viseront à encourager et promouvoir l'activité physique chez les enfants de 0 à 5 ans et leurs parents.
Montant recommandé (Bonification à la contribution initiale 2019) : 14 000 $

Nom de l'organisme : Héberjeune de Parc-Extension
Nom du projet : Joujouthèque de Parc-Extension - nouveau projet

Brève description du projet : Mise sur pied d'une joujouthèque dans le quartier de Parc-Extension afin de donner aux parents le goût de jouer avec leurs enfants et de valoriser le parent à travers l'aspect ludique. Le jeu sera utilisé comme puissant levier d'apprentissage pour favoriser et soutenir le développement global des tout-petits. Les parents seront soutenus et accompagnés dans leur rôle de premier éducateur et le projet vise à renforcer le lien parent-enfants.
Montant recommandé (Nouveau financement) : 12 492 $

Saint-Michel - François-Perrault

Nom de l'organisme : Vivre Saint-Michel en santé
Nom du projet : Agir en complémentarité pour le développement des enfants et les jeunes de Saint-Michel - bonification des 4 volets du projet

Brève description du projet : Continuum de services pour les familles afin de les soutenir dans le développement du plein potentiel de leurs enfants se déclinant en 4 étapes : soutien durant la période périnatale; ateliers de stimulation par le jeu pour les parents et enfants entre 0-5 ans; ateliers renforçant les compétences parentales pour favoriser la réussite éducative des jeunes; pré-employabilité et initiation à l'entreprenariat chez les jeunes.
Montant recommandé (Bonification à la contribution initiale 2019) : 19 187 $

JUSTIFICATION

Le projet s'inscrit dans les orientations de la Politique de l'enfant et respecte les priorités d'intervention de l'arrondissement de VSMPE.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le virement budgétaire en provenance du Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville de Montréal, dans le cadre du plan d'action 2019-2020 de la Politique de l'enfant au montant de 50 839$ $ a été viré à la clé comptable :
2440.0010000.306417.07001.56590.000000.0000.**003455**.000000.00000.00000.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution financière additionnelle accordée aux trois organismes permettra d'assurer la consolidation de projets destinés aux enfants et aux familles de Saint-Michel, François-Perreault et Parc-Extension.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le projet doit être approuvé par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.
Le projet soutenu dans le cadre de l'édition 2019 doit être réalisé avant le 31 décembre 2019.
Un rapport final doit être remis, au plus tard, le 31 janvier 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

S.O.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Marcelle DION)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louise-Michel LAURENCE, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale

Lecture :

Louise-Michel LAURENCE, 1er novembre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joëlle LACROIX
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514 868-3446
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-31

Jean-Marc LABELLE
Chef de division SLDS - Développement et expertise

Tél : 514 872-3468
Télécop. : 514 872-4682

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194819003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière additionnelle non récurrente totalisant 50 839 $ à trois organismes de l'arrondissement, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant, comme suit : 5 160 $ au Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales; 26 492 $ à Héberjeune de Parc-Extension et 19 187 $ à Vivre Saint-Michel en santé et approuver les projets de convention à cette fin.



DSF_2019_CHAIS_Espace pere-enfant_contribution additionnelle.pdf



DSF_2019_Petits actifs_contribution additionnelle.pdf



DSF_2019_Héberjeune_joujouthèque.pdf



2019-10_Résolution joujouthèque_politique de l'enfant.pdf



DSF_2019_VSMS_Agir complementarite_contribution additionnelle.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joëlle LACROIX
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514 868-3446
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1194819003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière additionnelle non récurrente totalisant 50 839 $ à trois organismes de l'arrondissement, pour l'année 2019, dans le cadre du dossier prioritaire de la Politique de l'enfant, comme suit : 5 160 $ au Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales; 26 492 $ à Héberjeune de Parc-Extension et 19 187 $ à Vivre Saint-Michel en santé et approuver les projets de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds_1194819003_politique de l'enfant.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (514)872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-15

Brigitte BEAUDREAULT
Directrice des services administratifs

Tél : 514 872-9173
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe



Convention_Politique enfant_CHAIS_1194819003_bonification.doc



Convention_Politique enfant_Heberjeune_1194819003_bonification.doc



Convention_Politique enfant_VSMS_1194819003.doc

La Coalition jeunesse de Parc Extension

Le 29 août 2019

Joëlle Lacroix
Conseillère en développement communautaire
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Division des sports, des loisirs et du développement social
405, avenue Ogilvy, bureau 200 Montréal (Québec) H3N 1M3

Objet : Demande supplémentaire politique de l'enfant
Projet : Espace père-enfant

Madame
Par la présente vous faisons parvenir notre demande supplémentaire pour le projet de la Coalition jeunesse de Parc Extension mené auprès des papas du quartier.

Voici les détails de la demande supplémentaire s'élevant à 5160$.

Poste budgétaire	Demande originale	Demande supplémentaire	Demande totale
Salaire	8 000$ 2 intervenants 20$/h x 25h/sem x 8 sem	3 200$ 2 intervenants 20$/h x 10h/sem x 8 sem	11 200$ (8000 + 3200)
Avantages sociaux	1 400$	560$	1 960$
Publicité	500$	500$	1 000$
Frais administratifs	750$	250$	1 000$
Matériel d'activités	2 600$	400$	3 000$
Ressources professionnelles	750$	250$	1 000$
Total	**14 000$**	**5 160$**	**19 160$**

Vous pouvez toujours nous contacter pour des informations supplémentaires.

Dans l'espoir d'une réponse favorable à notre demande, veuillez accepter nos salutations distinguées.

Henri-Robert Durandisse
Coalition jeunesse de Parc Extension
Téléphone 514-271-7563

Bonification projet Petits actifs 2019

La table de concertation petite-enfance Parc-Extension souhaite obtenir un financement supplémentaire de 14 000$ afin de continuer son projet les petits actifs et ce, jusqu'à la fin 2019.

Cette somme permettrait de rémunérer notre animateur en activité physique durant 9 semaines (21 octobre au 22 décembre) à 40 heures par semaine. De plus, cette bonification permettrait de continuer les interventions et les animations auprès des enfants de 0-5 ans des organismes communautaires, des services de garde en milieu familial, des CPE et des garderies privées subventionnées du quartier.

Avec cette somme de nouvelles activités seront mise en œuvre telles qu'un projet de gymnase accessible aux enfants afin de favoriser l'activité physique et un spectacle/fête de fin d'année.

BUDGET PROVISOIRE :

Personnel lié au projet (Animateur) + Avantages sociaux: 10 000 $
Personnel lié au projet (Artistes pour spectacle/fête de fin d'année) : 1000$
Équipements (Achat, location) : 1800$
Matériel d'animation : 800$
Photocopies : 400$

Montréal

Politique de l'enfant

Naître, grandir, s'épanouir à Montréal: de l'enfance à l'adolescence

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ÉDITION 2019

Nom de l'organisme : La Table de Concertation de la Petite Enfance
Fiduciaire : Héberjeune

Titre du projet : La Joujouthèque de Parc-Extension

Réservé à l'administration

Date de début du projet :

Date de fin du projet :

Date de dépôt de la demande :

Montant demandé :

Montant accordé :

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire. Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires » à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

Lettres patentes de votre organisme (charte)
La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)
Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme
Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)
Une résolution du Conseil d'administration autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et désignant son représentant responsable du projet et l'engagement à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour l'OBNL et ses partenaires impliqués dans le projet
Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée

Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

Section 1 – Identification de l'organisme

égal de votre organisme : HÉBERJEUNE DE PARC EXTENSION	
se : 7004 RUE HUTCHISON, BUREAU 2	
MONTRÉAL	Code Postal : H3N 1Y6
ro d'inscription TPS : 89230 0674 RT0001	Numéro d'inscription TVQ : 1016 965 282 DQ0001
ro de charité : 89230 0674 RR0001	
dissement : VILLERAY – SAINT-MICHEL – PARC EXTENSION	
t électoral de Montréal : PARC EXTENSION (VSP)	
ıscription électorale du Québec : LAURIER-DORION	
ıscription électorale fédérale : PAPINEAU	
ɔnsable de l'organisme : OUMAR GUEYE	
ion : DIRECTEUR GÉNÉRAL	
hone : 514 273-2700	Télécopieur : 514 273-1470
el : directionheberjeune@gmail.com	Site Web : heberjeune.ca
organisme est-il à but non lucratif? OUI	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

Héberjeune de Parc Extension est un organisme à but non-lucratif ayant pour mission d'offrir un hébergement temporaire doublé d'un encadrement et d'un soutien intensif à de jeunes adultes, de 18 à 25 ans en difficulté, afin de favoriser leur insertion sociale. Les interventions s'articulent autour de 6 grands volets soit l'hébergement, le soutien à l'intégration socioprofessionnelle, le soutien aux jeunes familles, les programmes de prévention des toxicomanies et la vie communautaire.

Héberjeune est le fiduciaire de la table de concertation en petite enfance de Parc-Extension. Le projet joujouthèque est

un projet de cette table de concertation.

La Table de Concertation Petite Enfance de Parc Extension a pour mission de favoriser le bien-être et le développement des enfants de 0 à 5 ans et de leur famille. La Table de Concertation Petite Enfance de Parc Extension est une structure de concertation qui mobilise 20 acteurs qui travaillent au développement global des enfants de 0 à 5 ans du quartier de Parc Extension. Au sein de cette instance décisionnelle, on retrouve des organisations communautaires et institutionnelles, des entreprises vouées à l'éducation des enfants et un ministère. À travers ces actions, la Table vise à apporter un soutien aux familles vulnérables du quartier.

Ses champs d'intervention sont : la sous stimulation infantile, la prévention de la négligence parentale et de la violence intra-familiale, l'amélioration des engagements à l'intention des enfants du quartier, le soutien de la formation des professionnels intervenant auprès des enfants et de leurs parents, le soutien aux familles immigrantes ayant des enfants de 0 à 5 ans.

Section 2 – Présentation du projet

Titre du projet : La Joujouthèque de Parc-Extension	
Personne responsable du projet : Ange Ouédraogo	
Fonction : Agente de développement	
Téléphone : (514) 806-7837	Télécopieur :
Courriel : joujouthequeparcextension@gmail.com	
Nouvelle initiative	Reconduction de projet
Motifs de la reconduction	

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique, constatée dans le milieu, qui justifie la pertinence de l'intervention

Les résultats de l'enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais, diffusés en 2008, ont révélé que 42,4 % des enfants de Parc-Extension débutant l'école étaient vulnérables dans au moins un domaine de la maturité scolaire. Si les résultats de 2012 montrent des avancées, ils mettent à néanmoins en évidence l'importance pour la communauté de continuer à mener des actions structurantes auprès des familles afin de s'assurer que les enfants vulnérables puissent être soutenus et accompagnés.

Résumé synthèse du projet

Le projet Joujouthèque dans Parc-Extension permettra de bâtir avec les parents, les intervenants en petite enfance et les différents partenaires, une approche positive et globale autour du jeu qui prendra en compte les forces et les défis vécus par les enfants et les familles du quartier.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)

Donner aux parents le goût de jouer avec leurs enfants. Valoriser le parent à travers l'aspect ludique. Permettre au parent d'acquérir des connaissances pour enrichir son parcours avec son enfant. Ouvrir une porte vers la communauté en prévenant ainsi les problèmes sociaux de demain. Utiliser le jeu comme puissant levier d'apprentissage pour favoriser et soutenir le développement global des tout-petits. Soutenir et accompagner les parents dans leur rôle de premier éducateur et renforcer le lien parent-enfants. Offrir des formations et des outils autour du jeu aux acteurs intervenant auprès des 0-5 an.

Population directement ciblée par le projet **Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement**
Des familles vivant sous le seuil de la pauvreté : la joujouthèque permettra à ces familles d'avoir accès à une offre de service diversifiée et gratuite. Un grand inventaire de jouets neufs et de dons seront mis à la disposition des familles. **Des logements mal adaptés aux réalités des familles nombreuses :** en proposant une aire de jeux accueillante et accessible durant les fins de semaine, ainsi que des points de services dans certains secteurs isolés, la joujouthèque de Parc-Extension permettra aux petits et grands(0-5 an et plus) de venir jouer, se ressourcer et passer un moment agréable en famille. **Des familles isolées qui connaissent peu les services offerts et ne maîtrisent pas toujours la langue d'usage :** la joujouthèque offrira un espace favorisant les rencontres et les échanges. Les parents pourront tisser des liens entre eux, développer un lien de confiance avec les intervenants et ainsi construire un nouveau réseau d'entraide.Elle sera également un lieu d'initiation au français pour les tout-petits qui ne fréquentent pas les services de garde de même que pour plusieurs parents nouveaux arrivants.

Section 3 - Lieu de déroulement du projet

Arrondissement(s)	
Précisez l'arrondissement visé :	Villeray-Saint Michel-Parc-Extension
Précisez le ou les quartiers d'intervention :	Parc-Extension

Section 4 – Priorités d'intervention du projet

	Priorités d'interventions inscrites dans le cadre de référence (pages 4)
x	Soutien et accompagnement des familles dans le développement du plein potentiel de leurs enfants
x	Animation de l'espace public durant toute l'année

x	Aménagement d'espaces publics accessibles et sécuritaires

Section 5- Activité(s) prévue(s) et/ou services offerts

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. Animation dans la Joujouthèque permanente	1 An	Deux fois par semaine
2.Une joujouthèque mobile dans les parcs	2 Mois	Une fois par année pendant l'Été
3. Arrimage avec le projet des Parents Agents Multiplicateurs	1 An	Trois fois par semaine durant l'été
4. Présence d'une orthophoniste communautaire	1 An	Une fois par mois

Section 6- Résultats attendus

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs	Quantitatifs
1. L'augmentation du nombre de familles membres actifs de la joujouthèque		300 familles visées
2. L'augmentation du nombre d'enfants ayant accès aux jeux		500 enfants visés

3. La diminution du nombre d'enfants vivant à Parc-Extension et ayant un retard dans leur développement langagier de 25%.		Réduction de 25 % des enfants de Parc-Extension ayant un retard dans leur développement langagier

Section 7- Soutien financier du projet

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Politique de l'enfant - 2019 Arrondissement	Avenir d'enfants	Ville de Montréal		
A – Personnel lié au projet					
Titre : Agente de développement 20 $ Taux hor. x 21 Heures/semaine- 21 840 18% DAS; 3931 Semaines = 25 771	2 809$	14 560 $	0 $	$	17 369 $
Titre :1 agente de soutien au prêt /animation 16 $ Taux hor. x 21 Heures/semaine= 336$X 52 sem =17 472$ + 3145+ =20 617$	2 247$	12 012 $	3 344 $	$	17 603 $
Titre :aide-Animation dans les parcs $ 15$ Taux hor. x 220 Heures (4 parents à 55 h chacune) + 3300$	0 $	2432 $	868 $	$	3300 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**5 056$**	**29 004 $**	**4212 $**	**$**	**38 272 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	5 800 $	120 $	$	$	5920 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	150 $	800 $	$	$	950 $
Photocopies, publicité	200 $	$	$	$	200 $
Déplacement	150 $	560 $	$	$	710 $
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	$	2000 $	$	$	2000 $
SOUS-TOTAL SECTION B	**6 300 $**	**3480 $**	**0 $**	**$**	**9780 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				

Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	1 136 $	3 248 $	0 $	$	4 384 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**1 136$**	**3 248 $**	**0 $**	**$**	**4 384 $**
Total des contributions (A+B+C)	**12 492 $**	**35 732 $**	**4212 $**	**$**	**52 436 $**

Section 8 – Contribution des partenaires associés au projet (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
CHAIS Ressource-Famille	Membre du comité du suivi du projet Expertise-Conseil Promotion, publicité et sensibilisation
Afrique au Féminin	Membre du comité du suivi du projet Expertise-Conseil Promotion, publicité et sensibilisation
L'arrondissement Villeray Saint-Michel, Parc-Extension	Membre du comité du suivi du projet Expertise-Conseil Promotion, publicité et sensibilisation Coffre à jouer
L'intervenante communautaire scolaire des écoles primaires Barclay et Barthélemy-Vimont	Membre du comité du suivi du projet Expertise-Conseil Promotion, publicité et sensibilisation

Section 9 - Échéancier

Durée du projet (nombre de semaines): 52 semaines
Date de début du projet (format : AAAA-MM-JJ): 2019-07-01
Date de remise du rapport d'étape:
Date de fin de projet:
Date de remise du rapport final (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

Section 10 – Informations supplémentaires

Montréal

Politique de l'enfant

Naître, grandir, s'épanouir à Montréal: de l'enfance à l'adolescence

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ÉDITION 2019

Nom de l'organisme : La Table de Concertation de la Petite Enfance
Fiduciaire : Héberjeune

Titre du projet : La Joujouthèque de Parc-Extension

Réservé à l'administration	
Date de début du projet :	Montant demandé :
Date de fin du projet :	Montant accordé :
Date de dépôt de la demande :	

Signature de la personne autorisée par l'organisme

Nom : Oumar GUEYE	Fonction : directeur général
Date : 23-10-2019	Signature :

Héberjeune de Parc Extension

COPIE CERTIFIÉE
D'UNE RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Politique de l'enfant

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE L'ORGANISME
« Héberjeune de Parc Extension »

Il est proposé par Luc Nelson Bien-aimé et appuyé par Awa N'Diaye:

De s'engager à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour l'OBNL et ses partenaires impliqués dans le projet « Joujouthèque de Parc Extension ».

COPIE CERTIFIÉE CONFORME de la résolution adoptée à l'unanimité à une réunion du conseil d'administration dûment constituée le 22ième jour du mois d'Octobre 2019.

SIGNÉ à Montréal, ce 22ième jour du mois d'Octobre 2019.

Abdoul Mazid Barry
Secrétaire

VIVRE Saint-Michel en santé

Montants supplémentaires demandés dans le cadre du financement Politique de l'enfant 2019

Volet du projet	Montants demandés	Affectation des sommes demandées
Jouer c'est grandir	**3 187 $**	• 2 heures de plus par semaine pour la conseillère pédagogique du 1er septembre au 29 décembre pour un total de 8 heures/ semaine (732$) • Le remboursement des cartes d'autobus mensuelles de juillet à décembre pour la conseillère (519$) Nous le prenions sur notre financement à la mission • Du salaire de coordination pour 2 heures par semaine du 1er septembre au 29 décembre (936$) Nous les prenions sur notre financement à la mission • 100$ de matériel par organisme partenaire de plus (500$) Cela permettrait plus de diversité d'activités • Du matériel de bureau (500$) Nous n'en avions pas demandé.
Ateliers de pratiques parentales favorisant la réussite des enfants	**3000 $**	5 ateliers supplémentaires au sein des écoles déjà impliquées dans le projet. • Heures supplémentaires pour la personne engagée pour animer les ateliers • Heures de coordination • Achat de fourniture supplémentaire et l'achat d'un vidéoprojecteur et d'un écran pour l'animation des ateliers (emprunté auparavant aux écoles, ce qui complique l'installation des ateliers)
Les Relevailles	**10 000 $**	• Ressources humaines affectées au projet
CIEC	**3 000 $**	• Achat de matériel (vidéo projecteur) • Frais occasionnés par la fête de fermeture (publicité, certificats, location système…etc) • Chandails des coopérants
TOTAL	**19 187 $**	

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1194819002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL—VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (VSMPE)**, personne morale ayant une adresse au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, Québec, H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA19 14 XXXX.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE HAÏTIEN D'ANIMATION ET D'INTERVENTION SOCIALES**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 419, rue Saint-Roch, Montréal (Québec) H3N 1K2, agissant et représentée par monsieur Henri-Robert Durandisse, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 874708597 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1006404134DQ0001
N° d'inscription d'organisme de charité : 874708597 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme travaille à l'amélioration de la qualité de vie des familles vulnérables. L'Organisme vise également à faciliter l'intégration des familles issues de l'immigration. Pour atteindre ses objectifs, l'Organisme intervient principalement auprès des enfants de moins de 5 ans, auprès des jeunes de 6 à 12 ans ainsi qu'auprès des familles;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : **« NON APPLICABLE »**

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : madame Elsa Marsot de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée

par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cinq mille cent soixante dollars (5 160 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement.

Le versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses

sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 419, rue Saint-Roch, Montréal (Québec) H3N 1K2, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, Québec, H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice CSLDS

Le .....e jour de ..... 20__

CENTRE HAÏTIEN D'ANIMATION ET D'INTERVENTION SOCIALES

Par : _____
Monsieur Henri-Robert Durandisse, directeur

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 XXXX).

ANNEXE 1

PROJET

Voir la demande de soutien financier joint au sommaire décisionnel 1194819003.

ANNEXE 2

Pour mieux identifier visuellement
les collaborations ponctuelles de l'arrondissement



Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement VSP. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement, par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre un soutien, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Dans un premier temps, vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **Avec le soutien de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du soutien de l'arrondissement

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet soutenu par l'arrondissement. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement soutien l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **Avec le soutien de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) :
- page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **Avec le soutien de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une convention avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun

déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web pages de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son logo. Il y a trois adaptations possibles, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour du logo pour que celui-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

Le logo de l’arrondissement doit toujours être placé au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, il doit être placé sur la page couverture.

Le logo de l’arrondissement doit toujours être au bas du recto du document.
Par exemple :





La dimension minimale

La dimension minimale du logo de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter pour tout imprimé de petit format (signets, carton d'invitation, carte postale, etc.)



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po. (dépliant, etc.)



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po. (affichette, etc.)



2,5 pouces

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1194819003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL—VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (VSMPE)**, personne morale ayant une adresse au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, Québec, H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA19 14 XXXX.

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **HÉBERJEUNE DE PARC-EXTENSION**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 7004, rue Hutchison, Montréal, Québec, H3N 1Y6, agissant et représentée par monsieur Oumar Gueye, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 892300674RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1016965282DQ0001
N° d'inscription d'organisme de charité : 892300674RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme offre un hébergement temporaire et un accompagnement social intensif à de jeunes adultes, de 18 à 25 ans en difficulté, afin de favoriser leur insertion sociale. Les interventions s'articulent autour de six (6) grands volets soit l'hébergement, le soutien à l'intégration socioprofessionnelle, le soutien aux jeunes familles, les programmes de prévention des toxicomanies et la vie communautaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation des Projets, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE les Projets de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser ses Projets en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : les demandes de soutien financier déposées par l'Organisme et approuvées par le Responsable décrivant les Projets, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : **« NON APPLICABLE »**

2.4 « **Projets** » : les projets de l'Organisme pour la réalisation desquels la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lesquels sont décrits à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre des Projets;

2.7 « **Responsable** » : madame Elsa Marsot de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser les Projets.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation des Projets

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation des Projets en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation des Projets et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec les Projets et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué aux Projets. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation des Projets;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-six mille quatre centre quatre-vingt-douze dollars (26 492 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation des Projets :

Nom du projet : Les petits actifs (Bonification à la contribution initiale 2019)
Montant : 14 000 $

Nom du projet : Joujouthèque de Parc-Extension (Nouveau financement)
Montant : 12 492 $

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement.

Le versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation des Projets. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation des Projets ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et des Projets prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans les Projets reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre des Projets à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans les Projets reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec les Projets réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec les Projets ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7004, rue Hutchison, Montréal, Québec, H3N 1Y6, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, Québec, H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice CSLDS

Le .....e jour de ..... 20__

HÉBERJEUNE DE PARC-EXTENSION

Par : _____
Monsieur Oumar Gueye, directeur

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 XXXX).

ANNEXE 1

PROJETS

Voir les demandes de soutien financier jointes au sommaire décisionnel 1194819003.

Nom du projet : Les petits actifs (Bonification à la contribution initiale 2019)
Montant : 14 000 $

Nom du projet : Joujouthèque de Parc-Extension (Nouveau financement)
Montant : 12 492 $

ANNEXE 2

Pour mieux identifier visuellement
les collaborations ponctuelles de l'arrondissement

Avec le soutien de

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement VSP. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement, par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre un soutien, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Dans un premier temps, vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **Avec le soutien de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés aux projets ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du soutien de l'arrondissement

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées aux projets soutenus par l'arrondissement. Ne pas publiciser les projets via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement soutien l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **Avec le soutien de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) :
- page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs aux projets du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **Avec le soutien de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une convention avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun

déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web pages de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son logo. Il y a trois adaptations possibles, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour du logo pour que celui-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

Le logo de l'arrondissement doit toujours être placé au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, il doit être placé sur la page couverture.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être au bas du recto du document.
Par exemple :





La dimension minimale

La dimension minimale du logo de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter pour tout imprimé de petit format (signets, carton d'invitation, carte postale, etc.)



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po. (dépliant, etc.)



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po. (affichette, etc.)



2,5 pouces

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1194819003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL—VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (VSMPE)**, personne morale ayant une adresse au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Nathalie Vaillancourt, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA19 14 XXXX;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 7605, rue François-Perrault Montréal (Québec) H2A 3L6, agissant et représentée par monsieur Jean Panet-Raymond, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 896927639RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1014943435DQ0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme mouvement de concertation intersectorielle et multi réseaux qui réunit des citoyens, des organismes communautaires, des institutions et des gens d'affaires de tout le quartier Saint-Michel afin de définir et de promouvoir ensemble des priorités d'action visant l'amélioration de la qualité de vie du quartier et le développement social et économique de sa population;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : **« NON APPLICABLE »**

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et

accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : madame Elsa Marsot de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de dix-neuf mille cent quatre-vingt-sept dollars (19 187 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement.

Le versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses

sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7605, rue François-Perrault Montréal (Québec) H2A 3L6, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec), et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice CSLDS

Le .....e jour de 2019

VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

Par : _____
Monsieur Jean Panet-Raymond, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 ____).

ANNEXE 1

PROJET

Voir la demande de soutien financier joint au sommaire décisionnel 1194819003.

ANNEXE 2

Pour mieux identifier visuellement
les collaborations ponctuelles de l'arrondissement

Avec le soutien de

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement VSP. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement, par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre un soutien, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Dans un premier temps, vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **Avec le soutien de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du soutien de l'arrondissement

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet soutenu par l'arrondissement. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement soutien l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **Avec le soutien de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) :
- page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **Avec le soutien de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une convention avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun

déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web pages de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son logo. Il y a trois adaptations possibles, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour du logo pour que celui-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

Le logo de l'arrondissement doit toujours être placé au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, il doit être placé sur la page couverture.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être au bas du recto du document.
Par exemple :





La dimension minimale

La dimension minimale du logo de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter pour tout imprimé de petit format (signets, carton d'invitation, carte postale, etc.)



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po. (dépliant, etc.)



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po. (affichette, etc.)



2,5 pouces

DOSSIER 1194819003

« Accorder une contribution financière additionnelle non récurrente totalisant 50 839 $ à trois organismes de l'arrondissement, pour l'année 2019, dans le cadre de la Politique de l'enfant, comme suit : 5 160 $ au Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales; 26 492 $ à Héberjeune de Parc-Extension et 19 187 $ à Vivre Saint-Michel en santé et approuver les projets de convention à cette fin. »

Provenance des fonds : Politique de l'enfant	
2440.0010000.306417.07001.56590.000000.0000.03455.000000.00000.00000	**50 839 $**

Je certifie qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessus mentionnés.

Organismes	Montants
Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales	5 160 $
Héberjeune de Parc-Extension	26 492 $
Vivre Saint-Michel en santé	19 187 $

Pour tous les organismes :

Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement.

Le versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

IMPUTATION : VSM – Développement social – Contributions à d'autres organismes

2440	0010000	306442	05803	61900	016491	0000	000000	00000	00000	0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1198469002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente totalisant 67 730 $ à cinq organismes de l'arrondissement, pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, dans le cadre du programme "Clubs sportifs et activités sportives", comme suit : 18 250 $ à Sports Montréal, 13 868 $ à Le Club de gymnastique les Asymétriques de Montréal, 7 053 $ à Le Club de handball Celtique de Montréal inc., 2 120 $ à Les loisirs communautaires Saint-Michel Inc. et 26 439 $ à Les Monarques de Montréal et approuver les projets de convention à cette fin.

1. d'accorder une contribution financière non récurrente totalisant 67 730 $ à cinq organismes de l'arrondissement, pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, dans le cadre du programme "Clubs sportifs et activités sportives", comme suit :

- 18 250 $ à Sports Montréal inc.;
- 13 868 $ au Club de gymnastique les Asymétriques de Montréal;
- 7 053 $ au Club de handball Celtique de Montréal inc.;
- 2 120 $ à Les loisirs communautaire Saint-Michel inc.;
- 26 439 $ à Les Monarques de Montréal inc.;

2. d'approuver les projets de conventions, à intervenir entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces contributions financières;

3. d'autoriser madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension, à signer les conventions pour et au nom de la Ville;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Elsa MARSOT **Le** 2019-11-20 16:52

Signataire : Elsa MARSOT

Directrice CSLDS
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198469002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente totalisant 67 730 $ à cinq organismes de l'arrondissement, pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, dans le cadre du programme "Clubs sportifs et activités sportives", comme suit : 18 250 $ à Sports Montréal, 13 868 $ à Le Club de gymnastique les Asymétriques de Montréal, 7 053 $ à Le Club de handball Celtique de Montréal inc., 2 120 $ à Les loisirs communautaires Saint-Michel Inc. et 26 439 $ à Les Monarques de Montréal et approuver les projets de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville reconnaît les rôles et responsabilités dévolus aux clubs sportifs par la Politique du sport au Québec (1987) et les soutient dans l'accomplissement de leur mission. Le club sportif est un organisme unidisciplinaire ou multidisciplinaire regroupant des membres qui partagent un même intérêt pour la pratique de leurs sports. Structure d'accueil au réseau associatif, le Club sportif ou Club sportif élite est invité à agir à un ou plusieurs des quatre (4) niveaux de la pratique sportive (initiation, récréation, compétition et excellence) et à participer aux niveaux de compétitions (local, régional, provincial, national et international) qui conviennent à ses membres. Tous les organismes qui offrent des activités sportives dans le cadre de ce programme sont soumis aux mêmes exigences que les clubs sportifs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 14 0376 - 6 décembre 2016 - Accorder une contribution financière totalisant la somme de 179 921,34 $ à six (6) organismes partenaires de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension désignés dans la recommandation, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme « Clubs sportifs et activités sportives », et approuver les projets de convention à cet effet.
CA15 14 0351 - 6 octobre 2015 - Approuver le projet d'addenda à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et l'organisme Club Water-Polo Saint-Michel, dans le cadre du programme « Club sportif et activités sportives » se terminant le 31 décembre 2016 afin d'ajouter les nouvelles installations utilisées et d'octroyer une contribution financière supplémentaire de 12 413 $.

CA15 14 0245 - 7 juillet 2015 - Approuver le projet d'addenda à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et l'organisme Sports Montréal inc., dans le cadre du programme Club sportif et activités sportives, ayant pour but de modifier les prochains versements.

CA13 14 0427 - 3 décembre 2013 - Autoriser la signature des projets de convention à intervenir entre la Ville de Montréal et sept organismes soit : Sport Montréal inc., Club Water-Polo Saint-Michel, Club de handball Celtique de Montréal inc., Club de gymnastique Les Asymétriques de Montréal, Loisirs Communautaires Saint-Michel, Monarques de Montréal et Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse inc., dans le cadre du programme Clubs sportifs et activités sportives, pour une période de trois ans, débutant le 1er janvier 2014 et se terminant le 31 décembre 2016.

DESCRIPTION

Les contributions financières non récurrentes accordées aux organismes mentionnés permettent la réalisation d'activités sportives spécialisées dans les différents champs d'intervention.

PROGRAMME CLUBS SPORTIFS

Sports Montréal inc.
(Sports aquatiques)

Dans le cadre du programme « Clubs sportifs et activités sportives », l'organisme mentionné a soumis deux (2) projets.

Le premier consiste en l'organisation d'activités aquatiques gratuites pour les camps de jour des secteurs de Saint-Michel, François-Perrault et Villeray rendant ainsi possible l'apprentissage de la natation à des enfants de divers camps de jour de notre arrondissement afin qu'ils prennent plaisir à se baigner, et ce, en toute sécurité. Ce projet, en plus de permettre une fréquentation plus sécuritaire de nos piscines publiques, permet aux enfants de bouger, d'augmenter leur confiance en eux et peut-être même donner envie à certains de fréquenter les installations aquatiques sur une base plus régulière.

Le second projet comprend l'organisation de deux camps aquatiques destinés aux enfants d'âge scolaire. Les camps, qui auront lieu durant la semaine de relâche du 2 au 6 mars 2020, s'adressent aux jeunes qui souhaitent découvrir différents sports aquatiques dans un concept de camp de jour et participer à des tonnes d'activités. Ceux-ci auront lieu dans les piscines Joseph-Charbonneau et René-Goupil et pourront accueillir environ trente (30) campeurs chacun. Finalement, ces camps de jours seront offerts aux familles du quartier à des prix réduits et compétitifs.

L'organisme, en plus de prendre en charge ces projets, propose une programmation variée pour une clientèle diversifiée (jeunes, adultes, aînés) à la piscine Joseph-Charbonneau et René-Goupil. La grille d'activités inclut des cours de natation, des formations en sauvetage ainsi que des activités de mise en forme aquatique. L'organisme a également mis sur pied un club aquatique aux piscines John F. Kennedy et René-Goupil, comprenant le volet water-polo ainsi que le volet natation.

La contribution financière non récurrente prévue est de **:** 18 250 $

Le Club de gymnastique Les Asymétriques de Montréal

Dans le cadre du programme « Clubs sportifs et activités sportives », l'organisme mentionné a soumis un (1) projet visant la réalisation d'activités sportives spécialisées en gymnastique et en trampoline.

La programmation est d'une durée de cinquante (50) semaines. Des sessions d'automne, d'hiver, de printemps et d'été sont offertes, le club réalise également un camp de jour d'une

durée de huit (8) semaines au cours de la saison estivale. La clientèle du club est composée de jeunes filles et garçons de 4 à 12 ans, 13 à 17 ans et d'adultes qui participent à différentes activités en plus de la gymnastique et le trampoline (Yoga, ballet, entraînement boot camp, etc.). De plus, dans le but de promouvoir la discipline de gymnastique et pour favoriser les inscriptions, le club organise une journée porte ouverte pour les citoyens à la fin août.

La programmation offerte par l'organisme rejoint plus de mille cinq cents (1 500) jeunes participants répartis sur trois (3) sessions en 2019. Environ trois cent quatre-vingts (380) jeunes âgés de cinq (5) à quinze (15) ans ont été inscrits au camp de jour durant la saison estivale 2019.

Le gymnase du Club de gymnastique les Asymétriques de Montréal est situé sur la rue Bélanger dans le district électoral de François-Perrault.

La contribution financière non récurrente prévue est de **:** 13 867,98 $

Club de Handball Celtique de Montréal inc.

Dans le cadre du programme « Clubs sportifs et activités sportives », l'organisme mentionné a soumis un (1) projet visant la réalisation d'un programme de pratique sportive spécialisée en handball répondant aux normes et politiques municipales. Les activités sont offertes aux garçons et aux filles de six (6)
à dix-sept (17) ans de l'arrondissement de Villeray — Saint-Michel — Parc-Extension. La programmation est d'une durée de trente et une (31) semaines pour les sessions d'automne, d'hiver et de printemps à raison de une (1) à quatre (4) heures d'entraînement par semaine. L'organisme rejoint au-delà de cent (100) jeunes garçons et filles issus de différentes communautés culturelles. Les activités se déroulent aux endroits suivants :

· École Joseph-Charbonneau (district électoral de Villeray);
· Centre sportif Jean Rougeau (district électoral de Villeray);
· École Georges-Vanier (district électoral de Villeray).

La contribution financière non récurrente prévue est de **:** 7 053 $

Les Loisirs Communautaires Saint-Michel
(Taekwondo)

Dans le cadre du programme « Clubs sportifs et activités sportives », l'organisme mentionné a soumis un (1) projet visant la réalisation d'activités sportives spécialisées en Taekwondo WT. La programmation s'échelonne généralement sur une période de vingt-huit (28) semaines pour les sessions d'automne, d'hiver et de printemps, à raison de trois (3) soirs par semaine. Différents niveaux d'habiletés sont offerts aux membres du club : débutant, initiation et compétition.

Par le biais du Club de taekwondo, l'organisme reçoit environ cent vingt (120) jeunes âgés de six (6) à dix-sept (17) ans répartis sur les trois (3) sessions. Des groupes adultes sont également formés. Les activités du Club de taekwondo se déroulent depuis la session d'automne 2019 à l'école Saint-Bernardin (district électoral de Saint-Michel).

La contribution financière non récurrente prévue est de **:** 2 120 $

Les Monarques de Montréal

(Sports)

Dans le cadre du programme « Clubs sportifs et activités sportives », l'organisme mentionné a soumis un (1) projet visant la réalisation d'un programme d'initiation en basketball, en athlétisme, en volleyball et en soccer. Les activités sont offertes aux garçons et aux filles de six (6) à douze (12) ans dans les écoles primaires du quartier Saint-Michel. De plus, l'organisme offre des activités récréatives de basketball pour ceux âgés de quatre (4) à dix-sept (17) ans afin de permettre aux passionnés de basketball de pratiquer le sport pour le jeu et le plaisir d'y participer. La programmation est d'une durée de vingt-huit (28) semaines par année, soit trois (3) sessions à l'automne, l'hiver et au printemps. Des sessions de dix (10) semaines sont offertes à l'hiver et à l'automne tandis qu'une session de huit (8) semaines est offerte au printemps. L'organisme rejoint au-delà de cinq cents (500) jeunes garçons et filles issus de différentes communautés culturelles dans le cadre de ses activités. Les activités se déroulent dans les écoles suivantes :

· École Montcalm (District électoral de Saint-Michel)
· École Saint-Noël-Chabanel (District électoral de Saint-Michel)
· École Sainte-Lucie (District électoral de Saint-Michel)
· Collège Reine-Marie (District électoral de Saint-Michel)
· École Bienville (District électoral de Saint-Michel)
· École Marie-Rivier (District électoral de Saint-Michel)
· École Louis-Joseph-Papineau (District électoral de Saint-Michel)

La contribution financière non récurrente prévue est de **:** 26 438.56 $

JUSTIFICATION

Ces organismes sont très présents dans l'arrondissement. Ils croient au développement ainsi qu'à la promotion de leur discipline et ils n'ont jamais hésité à collaborer à la création et/ou au maintien d'activités dans l'arrondissement.
Ces contributions financières permettent aux organismes de poursuivre leurs objectifs de développement pour chacune de ces disciplines, en rendant accessibles aux jeunes de l'arrondissement des activités aquatiques et des disciplines olympiques, à un coût minime, sous la supervision d'entraîneurs qualifiés.

De plus, les jeunes ont l'occasion de participer à un réseau de compétition répondant à leur niveau de développement. Plus de mille deux cents (1 200) jeunes participeront au Festival sportif de l'arrondissement et près de quatre cents (400) jeunes de six (6) à douze (12) ans représenteront dignement l'arrondissement aux Jeux de Montréal dans leur discipline respective.

Une évaluation des programmes offerts a été réalisée conjointement avec chacun des organismes. Cette démarche a permis de valider les différents aspects de l'entente et de s'assurer de la mise en place d'ajustements afin de répondre aux exigences du programme « Clubs sportifs et activités sportives ».

Les représentants de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ont approuvé les demandes de soutien financier de chacun des organismes visés, lesquels répondent adéquatement aux critères établis en matière d'offre de service. Ces demandes de soutien financier sont jointes en annexe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social dispose, à même son budget régulier, des crédits nécessaires pour assumer les 67 730 $ à accorder à

ces cinq (5) organismes pour la durée des projets, et ce, dans le cadre du programme « Clubs sportifs et activités sportives ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'autorisation de la signature de convention par le conseil d'arrondissement permet aux organismes de poursuivre leurs actions et d'ainsi contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence ou le retard dans la décision de l'arrondissement dans ce dossier obligerait les organismes à réévaluer leur plan d'action, ce qui entraînerait des impacts significatifs sur l'offre de service à la clientèle de l'arrondissement et sur le développement de chacune des disciplines. Ceci engendrerait également une augmentation des frais d'inscription, une diminution de la fréquentation à ces activités, sans compter des impacts sociaux non négligeables auprès de la clientèle jeunesse. La prolongation de l'appui aux organismes évitera donc l'interruption de programmes essentiels au développement de ces jeunes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La promotion des activités sportives est assurée par chacun des organismes inscrits au programme, par le biais d'une distribution de dépliants au sein des écoles primaires et secondaires des quartiers, la publication d'annonces dans les journaux locaux et par le biais des associations régionales. Ces informations sont également inscrites sur le site Internet de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension ainsi que sur le site de Loisirs en ligne.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Un calendrier de rencontres est établi entre les organismes, les agents de développement ou le chef de section afin de permettre l'évaluation des résultats de la programmation et du plan d'action. Ces rencontres permettent également d'effectuer des suivis des attentes conjointes et des autres aspects liés au bon fonctionnement de la programmation. De plus, les diverses unités de production et les rapports de gestion des organismes sont remis aux agents de développement ou au chef de section, selon un échéancier établi entre les parties.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Marcelle DION)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent-Thomas HAMELIN
Conseiller en planification

Tél : 514-872-7569
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-14

Jean-Marc LABELLE
Chef de division SLDS - Développement et expertise

Tél : 514 872-3468
Télécop. : 514 872-4682

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1198469002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente totalisant 67 730 $ à cinq organismes de l'arrondissement, pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, dans le cadre du programme "Clubs sportifs et activités sportives", comme suit : 18 250 $ à Sports Montréal, 13 868 $ à Le Club de gymnastique les Asymétriques de Montréal, 7 053 $ à Le Club de handball Celtique de Montréal inc., 2 120 $ à Les loisirs communautaires Saint-Michel Inc. et 26 439 $ à Les Monarques de Montréal et approuver les projets de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1198469002_Clubs_sportifs.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (514)872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-20

Brigitte BEAUDREAULT
Directrice des services administratifs

Tél : 514 872-9173
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

DOSSIER 1198469002

« Accorder une contribution financière non récurrente totalisant 67 730 $ à cinq organismes de l'arrondissement, pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, dans le cadre du programme "Clubs sportifs et activités sportives", comme suit : 18 250 $ à Sports Montréal, 13 868 $ à Le Club de gymnastique les Asymétriques de Montréal, 7 053 $ à Le Club de handball Celtique de Montréal inc., 2 120 $ à Les loisirs communautaires Saint-Michel Inc. et 26 439 $ à Les Monarques de Montréal et approuver les projets de convention à cette fin.»

Je certifie qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessus mentionnés.

DOSSIER 1198469002 - Clubs sportifs et activités sportives Organismes	Numéro de fournisseur	1er versement	2e versement 1er sept.2020	3e versement 31 déc.2020	Pour l'année 2020
Sports Montréal	26773	8 212,50	8 212,50	1 825,00	**18 250,00**
Le Club de gymnastique les Asymétriques de Montréal	119407	6 240,60	6 240,60	1 386,80	**13 868,00**
Club de Handball les Celtiques de Montréal inc.	349625	3 173,85	3 173,85	705,30	**7 053,00**
Loisirs communautaires Saint-Michel inc.	118186	954,00	954,00	212,00	**2 120,00**
Les Monarques de Montréal	128465	11 897,55	11 897,55	2 643,90	**26 439,00**
GRAND TOTAL		**30 478,50**	**30 478,50**	**6 773,00**	**67 730,00**

Imputation :

VSM – Expertise Événements publics – Contributions à d'autres organismes

2440.0010000.306442.07123.61900.016490.0000.000000.000000.00000.00000



Convention_Clubs_sportifs_2020_Sports Montreal.doc



Convention_Clubs sportifs_2020_Asymetriques.doc



Convention_Clubs sportifs_2020_Celtiques.doc



Convention_Clubs_sportifs_2020_LCSM.doc



Convention_Clubs_sportifs_2020_Les Monarques.doc

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 405, avenue Ogilvy, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.Q. 2000, c.56, annexe C, a.17);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SPORTS MONTRÉAL INC.**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)) dont l'adresse principale est le 1000, Rue Émile-Journault, Montréal, Québec, H2M 2E7 agissant et représentée par monsieur Michel Martin, président, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 130370943
Numéro d'inscription TVQ : 1011060931
Numéro d'organisme de charité : S.O.

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de a pour mission de favoriser l'accès à l'activité physique et à ses valeurs éducatives pour l'ensemble de la population montréalaise, de développer à cette fin son offre de services, de soutenir les clubs sportifs du Complexe sportif Claude-Robillard et de promouvoir ses valeurs et ses activités sur le plan national et international;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme Clubs sportifs et activités sportives pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme Clubs sportifs et activités sportives.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.6 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de

gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.9 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.10 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de dix-huit mille deux cent cinquante dollars (18 250 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

La somme sera remise à l'Organisme en 3 versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de huit mille deux cent douze dollars et cinquante cents (8 212,50 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de huit mille deux cent douze dollars et cinquante cents (8 212,50$), au plus tard le 1er septembre 2020;

- et un troisième versement d'un montant maximal de mille huit cent vingt-cinq dollars (1 825 $), au plus tard le 1er décembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le (article non applicable, car convention sur un (1) an) de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus,

l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention dans les soixante (60) jours après la fin de l'année financière de l'Organisme;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1000, rue Émile-Journault, Montréal, Québec, H2M 2E7 et tout avis doit être adressé à l'attention du président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, Québec, H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice

Le .....e jour de ..... 20__

SPORTS MONTRÉAL INC.

Par : _____
Monsieur Michel Martin, président

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 xxxx).

ANNEXE 1

Direction de la culture, des sports, des loisirs, des parcs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME CLUB SPORTIF ET ACTIVITÉS SPORTIVES

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Sports Montréal

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Sports Montréal Inc.		
Nº d'enregistrement : 1142085910		**Date d'incorporation :** 1990-11-14
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Michel Martin		**Titre :** Président
Adresse de l'organisme		
Nº civique : 1000	**Local** : 2.06	**Rue :** avenue Émile-Journault
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H2M 2E7
Téléphone : 514 872-7177	**Poste nº**	**Télécopieur :** 514 872-9626
Courriel : info@sportsmontreal.com		**Site Web : http:///www.sportsmontreal.com**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale :		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Sports Montréal est un organisme à but non lucratif, partenaire de la Ville de Montréal qui a pour mission de susciter la passion pour l'activité physique, dès le plus jeune âge, en créant des expériences sportives positives, éducatives et accessibles.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme club sportif et activités sportives)

Plan d'action 2020 | Sports Montréal | Cours de natation gratuits offerts aux camps de jour estivaux

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	RÉSULTATS ATTENDUS	MOYENS	ÉCHÉ-ANCES	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTAT OBTENU
D'ici le 28 août 2020, organiser des activités aquatiques gratuites pour les camps de jour d'été des secteurs Saint-Michel est et ouest ainsi que Villeray dans le but d'apprendre la natation dans un cadre sécuritaire.	Atteindre 375 participants par semaines dans l'ensemble des trois piscines (une par secteur) ou 2625 inscriptions à l'été 2020. Offrir les activités à un minimum de 6 camps de jour différents.	• Promouvoir les activités auprès des camps de jour concernés. • Recruter, former et évaluer les moniteurs en sécurité aquatique. • Produire un plan de cours détaillant le contenu du programme qui vise l'apprentissage de la natation dans un cadre sécuritaire. • Faire des visites sporadiques afin de valider la qualité des services offerts et le respect des objectifs du programme. • Évaluer la qualité du programme offert à l'aide de sondages envoyés aux responsables des camps • Assurer l'équilibre budgétaire du programme	Juin, juillet et août 2020	**Sports Montréal :** • Ressources humaines : coordonnateurs, adjointes, administratives, moniteurs qualifiés. • Ressources matérielles : équipements et accessoires aquatiques **Arrondissement :** • Ressources humaines : Instructrice responsable de piscine et agente de développement responsable de la Table des camps • Ressources matérielles : Installations : trois piscines ciblées • Ressources financières : Contribution financière	• Publicité de l'activité • Liste des démarches promotionnelles • Détail des plages horaires offertes • Liste des camps de jour inscrits • Plan de cours détaillé • Rapport de fréquentation • Bilan des camps • Bilan des sondages de satisfaction • Bilan financier	**Objectifs :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explications :**

Plan d'action 2020 | Sports Montréal | Camps aquatiques de la relâche dans les piscines Joseph-Charbonneau et René-Goupil

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	RÉSULTATS ATTENDUS	MOYENS	ÉCHÉANCES	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTAT OBTENU
Du 2 au 6 mars 2020, offrir un camp aquatique de la relâche (natation et waterpolo) à la piscine Joseph-Charbonneau et à la piscine René-Goupil et s'assurer d'un taux de satisfaction des parents d'au moins 70 %.	• Atteindre un minimum de 30 inscriptions lors du camp aquatique de la semaine de relâche 2020. • Proposer 4 places du camp aquatique de la relâche au programme Accès-loisirs Saint-Michel	• Produire les items communicationnels liés à cette activité (dépliant, tract, etc.) • Faire la promotion de l'activité auprès des jeunes du quartier • Recruter, former et évaluer les moniteurs de camp de jour et les spécialistes aquatiques. • Évaluer la qualité du programme offert à l'aide de sondages envoyés aux parents	Mars 2020	**Sports Montréal :** • Ressources humaines : coordonnateurs, adjointes, administratives, moniteurs qualifiés. • Ressources matérielles : équipements et accessoires aquatiques • Ressources financières : revenus générés par les activités récréatives offertes par l'organisme **Arrondissement :** • Ressources humaines : instructrice responsable de piscines, agente de développement du secteur • Ressources matérielles : Installations : Piscine René-Goupil et École Saint-Noël-Chabanel • Ressources financières : Contribution financière	• Publicité de l'activité • Listes des activités promotionnelles liées à cette activité • Horaire détaillé du programme • Rapport de fréquentation • Bilan du camp • Bilan des sondages de satisfaction	**Objectifs :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explications :**

Plan d'action 2020 | Club aquatique Saint-Michel

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	RÉSULTATS ATTENDUS	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTAT OBTENU
Proposer un club aquatique dans le quartier Saint-Michel regroupant un club de natation et un club de waterpolo.	• Au 31 octobre 2020, avoir atteint un minimum de 15 inscriptions pour le club de waterpolo et de 25 inscriptions pour le club de natation. • Au 31 octobre 2020, offrir un programme d'accessibilité pour 4 jeunes provenant d'un milieu économiquement défavorisé. • Au 31 octobre 2020, proposer un calendrier d'au moins quatre compétitions régionales en waterpolo et de quatre compétitions régionales en natation pour les membres des équipes régionales, et ce, pour la saison 2020-2021. • Dès l'hiver 2020, affilier le Club aquatique ainsi que 100 % des membres du Club aux fédérations de natation du Québec (FNQ) et de waterpolo (WPQ).	• Promouvoir les activités du club aquatique et ses programmes d'accessibilité (publicité, entretien, échanges téléphoniques). • Recruter, former et évaluer les entraîneurs de natation et de waterpolo. • Réaliser le programme et les activités en fonction de l'âge des enfants et des objectifs du club. • Assurer l'équilibre budgétaire du programme.	31 octobre 2020	**Sports Montréal :** • Ressources humaines : coordonnateurs, adjointes, administratives, entraîneurs qualifiés. • Ressources matérielles : équipements et accessoires aquatiques • Ressources financières : revenus générés par les activités récréatives offertes par l'organisme **Arrondissement :** • Ressources humaines : instructrice responsable de piscines • Ressources matérielles : Installations : Piscines John-F-Kennedy et René-Goupil • Ressources financières : Contribution financière	• Rapport d'inscriptions • Preuve d'affiliation aux fédérations • Calendrier des compétitions 2020 • Bilan du club aquatique Saint-Michel 2020 incluant statistiques liées au programme d'accessibilité	Objectifs : ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explications :** **Division natation** **Division water-polo**

Au 31 octobre 2020, produire au moins deux items promotionnels à l'effigie du Club, organiser au moins un événement festif pour les membres du Club, et ce, dans le but de faire connaître les activités du Club aquatique Saint-Michel auprès des résidents du quartier et développer l'image de marque du Club.	• Produire des vêtements (t-shirts, hoodies, etc.) et des accessoires (casque de bain, etc.) aux couleurs et avec le logo du club aquatique pour les membres. • Organiser un événement de démonstration festif ayant comme objectif de faire connaître le Club auprès des jeunes du quartier Saint-Michel • Préparer une fête de fin de saison au printemps 2020 pour remercier les jeunes et les bénévoles du Club.	• Déterminer, avec les entraineurs du Club, les items qu'il serait intéressant de commander. • Faire faire les soumissions nécessaires. • Passer les commandes et distribuer le matériel aux membres du Club. • Cibler diverses possibilités de collectes de fonds dans le quartier, évaluer la faisabilité des projets retenus, confirmer les dates et lieux et solliciter la présence des jeunes du Club. • Déterminer le contenu de la fête de fin de saison, réserver les plateaux nécessaires ainsi que le matériel, organiser l'événement.	31 octobre 2020	**Sports Montréal :** • Ressources humaines : coordonnateurs, adjointes, administratives, entraîneurs qualifiés. • Ressources matérielles : items promotionnels • Ressources financières : revenus générés par les activités récréatives offertes par l'organisme **Arrondissement :** • Ressources humaines : instructrice responsable de piscines • Ressources matérielles : Installations : Piscines John-F-Kennedy et René-Goupil, autres convenues au besoin, s'il y a lieu • Ressources financières : Contribution financière	• Photos des items promotionnels commandés et offerts aux jeunes du Club • Liste des événements : lieu, nombre de jeunes qui ont participé (et leurs parents, s'il y a lieu), nombre approximatif de gens croisés • Informations liées à la fête de fin de saison : lieu, nombre de jeunes du Club qui ont participé (et leurs parents, s'il y a lieu), déroulement • Bilan du club aquatique Saint-Michel 2020	**Objectifs :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explications :**

Présenter une délégation de natation et de water-polo qui représentera l'arrondissement Villeray–Saint-Michel — Parc-Extension aux Jeux de Montréal 2020	• D'ici le 29 février 2020, participer à une activité de qualification dans le cadre des préliminaires aux Jeux de Montréal, et ce, dans chacune des deux disciplines	• Lire les devis techniques de chacune des disciplines et s'assurer d'en respecter tous les critères • S'informer des diverses activités de qualification ayant lieu pour chacune des disciplines, s'inscrire à l'une d'elles pour chacune des disciplines ou encore, organiser l'événement • Inscrire les jeunes qualifiés aux Jeux de Montréal pour chacune des deux disciplines	30 avril 2020	**Sports Montréal :** • Ressources humaines : coordonnateurs, adjointes, administratives, entraîneurs qualifiés. • Ressources matérielles : équipements et accessoires aquatiques • Ressources financières : revenus générés par les activités récréatives offertes par l'organisme **Arrondissement :** • Ressources humaines : instructrice responsable de piscine, responsable des Jeux de Montréal • Ressources matérielles : Installations : Piscines John-F-Kennedy et René-Goupil • Ressources financières : Contribution financière	• Liste des préliminaires auxquelles le Club a participé • Liste des inscriptions aux Jeux de Montréal • Résultats officiels des Jeux de Montréal	**Objectifs :** ☐ **Atteint** ☐ **Partiellement** ☐ **Non atteint** **Explications :**

2.2 Activités – initiation, récréation et compétition

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens :				
Nombre d'activités	**Type d'activités**	**Durée (n/h par session)**	**Dates prévues**	**Nombre de participants**
Volet 1	Programme de natation | Accueil de camp de jour	36 heures d'activité par semaine durant 8 semaines	Du 29 juin 2019 au 21 août 2020	2625 campeurs
Volet 2	Camp aquatique de la relâche	35 heures d'activités par semaine durant une	Du 2 mars 2020 au 6 mars 2020	30 campeurs
Volet 3	Club aquatique Saint-Michel (CASM)	De 2 à 6 heures d'activités par semaine durant 36 semaines	Mi-janvier 2020 à la mi-décembre 2020	40 inscriptions dans les ligues compétitives; 30 inscriptions dans les programmes récréatifs

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Cf. : Certificats et cartes de compétence des employés et fiches signalétiques et liste d'employés		

Section 3.1 : Prévisions financières du Plan d'action | Volet 1

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**			**Revenus réels** (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	**Gouvernement du Canada**	**0**	**Confirmé**	**Anticipé**	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec	0,00 $			
	Précisez		☐	☐	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)		☐	☐	
	Arrondissement	9 010,00 $	☐	☑	
	Autres (précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	**9 010,00 $**	**0,00 $**	**9 010,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Frais d'inscriptions	0,00 $	☐	☐	
	Dons et commandites	0,00 $	☐	☐	
	Contribution Sports	3 470,00 $	☐	☑	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	**3 470,00 $**	**0,00 $**	**3 470,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**12 480,00 $**	**0,00 $**	**12 480,00 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		**Dépenses totales**	**Répartition du soutien financier demandé à la ville***
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire		
	MSA	409 h * 19,00 $/heure + béné. mar.	9 170 $	
	Coordonnateur SM		1 360 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**10 530,00 $**	**9 010,00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Accessoires et équipements sportifs		400,00 $	
	(E) Total des frais d'opération		**400,00 $**	**0,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	Graphisme et dépliants		250,00 $	
	(F) Total communication et publicité		**250,00 $**	**0,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Direction projet, papeterie, téléphonie,		900,00 $	
	services internets et informatique		200,00 $	
	Assurances		200,00 $	
	(G) Total des frais d'administration		**1 300,00 $**	**0,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DEPENSES (D+E+F+G)			**12 480,00 $**	**9 010,00 $**

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Volet 2 et 3

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**			**Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)**
Subventions	**Gouvernement du Canada**	**0**	**Confirmé**	**Anticipé**	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec	0,00 $			
	Précisez		☐	☐	
	Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)		☐	☐	
	Arrondissement	9 240,00 $	☐	☑	
	Autres (précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	**9 240,00 $**	**0,00 $**	**9 240,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Frais d'inscriptions CASM	25 780,00 $	☐	☑	
	Frais d'affiliations CASM	4 210,00 $	☐	☑	
	Frais d'inscriptions relâche	6 800,00 $	☐	☑	
	Dons et commandites	9 140,00 $	☐	☑	
	Vente d'accessoires	2 200,00 $	☐	☑	
	Contribution Sports	13 950,00 $	☐	☑	
	(B) Total des revenus autonomes	**62 080,00 $**	**0,00 $**	**62 080,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**71 320,00 $**	**0,00 $**	**71 320,00 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		**Dépenses totales**	**Répartition du soutien financier demandé à la ville***
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire		
	Ent. Natation	16,75 $/h * 900 h + bén. marg.	17 800,00 $	
	Ent. Water-polo	18,00 $/h * 500 h + bén. marg.	10 620,00 $	
	Animateurs	13,06 $/h * 245 h + bén. marg.	3 780,00 $	
	Coordo + direction CASM		9 830,00 $	
	Coordo relâche		3 010,00 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**45 040,00 $**	**9 240,00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Frais de compétitions+ frais de déplacement et hébergement		9 750,00 $	
	Frais d'affiliations CASM		5 130,00 $	
	Frais de formation		600,00 $	
	Achat d'équipement		2 600,00 $	
	(E) Total des frais d'opération		**18 080,00 $**	**0,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	Impressions affiches et graphismes		1 200,00 $	
	Publicité (Facebook et adwords)		1 000,00 $	
	Service internet et informatique		2 000,00 $	
	(F) Total communication et publicité		**4 200,00 $**	**0,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Frais administratifs		3 400,00 $	
	Frais bancaires		600,00 $	
	(G) Total des frais d'administration		**4 000,00 $**	**0,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DEPENSES (D+E+F+G)			**71 320,00 $**	**9 240,00 $**

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général



Nous soussigné Sports Montréal

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – (programme club sportif et activités sportives),** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

Signature : Michel Martin

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

MICHEL MARTIN, PRÉSIDENT — 6 NOVEMBRE 2019

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande
☒ Le plan d'action
☒ Calendrier d'activités (entraînement, compétitions, événements et rencontres);
☒ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
☒ États financiers
☒ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
☒ Publicités (dépliants);
☒ Certificats et cartes de compétence des employés;
☒ Fiches signalétiques / listes d'employés;
☒ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☒ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME (le format de ce tableau pourra être modifié)

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
(Inscrire le nom de l'Installation)	(inscrire l'adresse de l'Installation)	(inscrire l'espace prêté)	(inscrire la date de début de la période)	(inscrire la date de fin de la période)	(inscrire les jours convenus)	(inscrire les heures convenues)

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);

- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :

tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation	site web
dépliant	page de médias sociaux
annonce dans le journal	publicité électronique
carton d'invitation	programmation
affiche	invitation ou information publique envoyée par courriel
bannière	
objet promotionnel	
communiqué de presse	

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :



La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.



2,5 pouces

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 405, avenue Ogilvy, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.Q. 2000, c.56, annexe C, a.17);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LE CLUB DE GYMNASTIQUE LES ASYMÉTRIQUES DE MONTRÉAL**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)) dont l'adresse principale est le 3180 rue Bélanger Est, Montréal, Québec H1Y 1B5, agissant et représentée par madame Sophie Breis, Entraîneure chef dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 1030223687
Numéro d'inscription TVQ : 1006359074
Numéro d'organisme de charité : S.O.

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir des activités de gymnastique et de trampoline de qualité afin de développer les aptitudes motrices et physiques des enfants et adolescents.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme Clubs sportifs et activités sportives pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;
ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme Clubs sportifs et activités sportives.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.6 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été

employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.9 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.10 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de treize mille huit cent soixante-huit dollars (13 868 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

La somme sera remise à l'Organisme en 3 versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de six mille deux cent quarante dollars et soixante cents (6 240,60 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de six mille deux cent quarante dollars et soixante cents (6 240,60$), au plus tard le 1er septembre 2020;

- et un troisième versement d'un montant maximal de mille trois cent quatre-vingt-six dollars et quatre-vingt cents (1 386,80 $), au plus tard le 1er décembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le (article non applicable, car convention sur un (1) an) de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la

Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention dans les soixante (60) jours après la fin de l'année financière de l'Organisme;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12

DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3180 rue Bélanger Est, Montréal, Québec H1Y 1B5 et tout avis doit être adressé à l'attention de Entraîneure chef. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, Québec, H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice

Le .....e jour de ..... 20__

LE CLUB DE GYMNASTIQUE LES ASYMÉTRIQUES DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Sophie Breis, Entraîneure chef

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 xxxx).

ANNEXE 1

Direction de la culture, des sports, des loisirs, des parcs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME CLUB SPORTIF ET ACTIVITÉS SPORTIVES

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Club de gymnastique Les Asymétriques

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Club de gymnastique Les Asymétriques de Montréal		
Nº d'enregistrement : 1144728319		**Date d'incorporation :** 09/06/1981
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Sophie Breis		**Titre :** Directrice Générale et entraîneur-che
Adresse de l'organisme		
Nº civique : 3180	**Local** :	**Rue :** Bélanger
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H1Y1B5
Téléphone : 514-872-4514	**Poste nº**	**Télécopieur :**
Courriel : admin@asymetriques.com		**Site Web : http:///www.asymetriques.com**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : Arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc -Extension		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Notre mission est d'offrir et de promouvoir le sport , l'éducation physique ainsi que des activités de gymnastique et de trampoline de qualité afin de développer les aptitudes motrices et physiques des jeunes de notre quartier. Nous tenons aussi à jouer un rôle constructif dans leur développement par l'organisation d'activités sociales, sportives et culturelles afin de favoriser l'épanouissement des membres de notre corporation et la formation physique et morale des jeunes de notre club.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme club sportif et activités sportives)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	RÉSULTATS ATTENDUS	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Offrir 1 cours de trampoline pour les enfants autistes.	Avoir 1 groupe de 10 jeunes inscrits à la session d'automne 2020.	• Faire la promotion auprès de la ville, des écoles du quartier et des organismes spécialisés pour les enfants autistes.	Septembre 2020	Personnel de l'organisme Écoles du quartier Programme d'accompagnement en loisir de l'ile de Montréal Agent de développement de l'arrondissement.	Rapport d'inscription Rapport de fréquentations Programmation	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Ouvrir 3 nouveaux groupes afin d'offrir plus de cours pour les tous petits âgé entre 2 ans et 4 ans	Avoir 3 groupes de 10 jeunes âgés de 2 à 4 ans inscrits à la session d'automne 2020.	• Faire la promotion auprès de la ville • Faire promotions auprès des garderies et maternelle 4 ans du quartier	Septembre 2020	Personnel de l'organisme Garderies du quartier Agent de développement de l'arrondissement.	Rapport d'inscription Rapport de fréquentations Programmation	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Augmenter la diversité de l'offre de service pour les adultes en ouvrant 3 nouveaux cours pour ce groupe d'âge dans des disciplines variées aux sessions A-2020, H-2021 et P-2021. Ex. Cours de yoga, cours de bootcamp etc.	Avoir 3 groupes dans des disciplines variées de 10 participants de 18 ans et + inscrits à la session d'automne 2020.	• Faire la promotion auprès de la ville, • Faire promotion auprès des organismes du quartier • Faire promotion auprès des journaux du quartier, sur Facebook et/ou autre Média	septembre 2020	Personnel de l'organisme CÉGEP environnants Agent de développement de l'arrondissement.	Rapport d'inscription Rapport de fréquentations Programmation	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 Activités – initiation, récréation et compétition

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens :				
Nombre d'activités	**Type d'activités**	**Durée (n/h par session)**	**Dates prévues**	**Nombre de participants**
Voir fichier joint : Programmation complète 2019-2020 - v21_10_19				

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**

Programme : Clubs sportifs et activités sportives
Rapport de qualification des entraîneurs à remettre le 15 octobre

Organisme :
Année : 2019

Nom de l'entraîneur	Sexe	Années d'expérience	Certification/PNCE					Formation			
								Premiers soins/RCR/DEA			
			Profil ou Niveau *	ancien (si pas)	Statut	No d'entraîneur	Date d'échéance	Fournisseur	Nombre d'heures	RCR inclus	Date d'échéance
Sophie Breis	F		compétition - haute	3	formé	977450		Fondation des maladies du coeur	16	oui	avr.-20
Joanie D. Guilbault	f		compétition - introduction	2	certifié	1045308		Fondation des maladies du coeur	16	oui	avr.-20
Sébastien St-Germain	m		compétition - haute	3	certifié	5665848		Fondation des maladies du coeur	16	oui	2022/02
Alice Sergeire	f		compétition - introduction	2	certifié	5991652		Fondation des maladies du coeur	16	oui	juill.-22
Marianne Chartrand	F		compétition - introduction	2	certifié	5643097		Croix-Rouge Canadienn	16	oui	févr.-22
Catalina Perez-Boudon			communautaire - récréatif	1		5641496		Formation prévu d'ici janvier			/
Inna Rusu			communautaire - initiation	1				Fondation des maladies du coeur	16	oui	déc.-19
Mia Gaelle Sougi			communautaire - initiation	1		6080112		Fondation des maladies du coeur	8	oui	déc.-19
Elissya Chartier			communautaire - initiation	1		6203072		Visa-Vie	16	oui	déc.-20
Mélibée Houde			communautaire - initiation	1		6155478		Visa-Vie	16	oui	avr.-20
Félix Gagnon			communautaire - initiation	1		6145908		Fondation des maladies du coeur	16	oui	avr.-20
Cassandra Corso			compétition - introduction	2	for	6079897		Formation Lan	3	oui	9/17/2020
Emie Labrecque			communautaire - récréatif	1		6152581		Fondation des maladies du coeur	16	oui	2022/02
Sophiane Labrecque			communautaire - récréatif	1				Fondation des maladies du coeur	16	oui	févr.-22
Laurane Guibord			communautaire - récréatif	1		6237589		Fondation des maladies du coeur	16	oui	févr.-22
Sandrina Sparagna	f		compétition - développement	2	certifié	11043364		Fondation des maladies du coeur	16	oui	avril 2020
Mika Houde			communautaire - récréatif	1		6567941		Formation prévu d'ici janvier			
Mileva Perras			communautaire - récréatif	1		6562279		Formation prévu d'ici janvier			
Rosalie Fen Mireault			communautaire - récréatif	1		6342068		Formation prévu d'ici janvier			
Lucie Deltour			communautaire - récréatif	1		6552438		Formation prévu d'ici janvier			
Flavie Lemire			communautaire - récréatif	1				Formation prévu d'ici janvier			
Zorena Ignjatovic			compétition - introduction	2		6097069		Formation Langevin			juin-20

Le programme national de certification des entraîneurs (PNCE) les niveaux :
Communautaire - initiation : L'entraîneur(e) apprendra à initier les participants à l'environnement sportif. Il acquerra plus précisément les techniques d'enseignement et de planification d'une séance d'entraînement. Le rôle de l'entraîneur(e) cons

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**			**Revenus réels** (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	**Gouvernement du Canada**		**Confirmé**	**Anticipé**	
	Précisez Emploi d'été Canad	2 250,00 $	☐	☑	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)		☐	☐	
	Arrondissement	13 867,98 $	☐	☑	
	Autres (précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	**16 117,98 $**	**0,00 $**	**16 117,98 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Cotisation	408 424,84 $	☐	☑	
	Act. Financement	30 325,00 $	☐	☑	
	Carte de membre	38 215,00 $	☐	☑	
	Autre (activité, gants, maillots,	21 895,00 $	☐	☑	
	(B) Total des revenus autonomes	**498 859,84 $**	**0,00 $**	**498 859,84 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**514 977,82 $**	**0,00 $**	**514 977,82 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		**Dépenses totales**	**Répartition du soutien financier demandé à la ville***
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.		Retenue à la source + carte de membre	92 441,38 $	
	Entraîneurs	Récréatif + pré-compétitif été + activité	112 153,60 $	13 867,98 $
		Spécialistes	12 400,00 $	
		Compétitif	115 475,00 $	
		Coordination	96 120,00 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**428 589,98 $**	**13 867,98 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Équipement		27 490,00 $	
	Spectacle, inscription en compétition, dépenses en cométitio		31 205,00 $	
	(E) Total des frais d'opération		**58 695,00 $**	**0,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	Publicité		1 850,00 $	
	Logiciel d'inscription		2 000,00 $	
	(F) Total communication et publicité		**3 850,00 $**	**0,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Internet / papeterie/ autre		5 605,00 $	
	Frais de paye / frais de banque/ frais de carte de crédit		15 929,93 $	
	Assurance		2 800,00 $	
	(G) Total des frais d'administration		**24 334,93 $**	**0,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DEPENSES (D+E+F+G)			**515 469,91 $**	**13 867,98 $**

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussigné **Club de gymnastique Les Asymétriques**

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – (programme club sportif et activités sportives)**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

Signature : Sophie Breis

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Directrice générale et entraîneure-chef — 07/11/2019

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande
☒ Le plan d'action
☒ Calendrier d'activités (entraînement, compétitions, événements et rencontres);
☒ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
☒ États financiers
☒ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
☒ Publicités (dépliants);
☒ Certificats et cartes de compétence des employés;
☒ Fiches signalétiques / listes d'employés;
☒ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME (le format de ce tableau pourra être modifié)

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Centre de gymnastique (2121)	3180, rue Bélanger Est	Gymnase	Annuellement	Annuellement	Annuellement	Annuellement

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);

- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :

tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation	site web
dépliant	page de médias sociaux
annonce dans le journal	publicité électronique
carton d'invitation	programmation
affiche	invitation ou information publique envoyée par courriel
bannière	
objet promotionnel	
communiqué de presse	

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l’organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :



La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.



2,5 pouces

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 405, avenue Ogilvy, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.Q. 2000, c.56, annexe C, a.17);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CLUB DE HANDBALL CELTIQUE DE MONTRÉAL INC.**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)) dont l'adresse principale est le 8000, rue de Normanville, Montréal (Québec) H2R 2V6, agissant et représentée par madame Siham El Maayati, présidente, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 863805073RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1206816259
Numéro d'organisme de charité : S.O.

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de développer la relève et de promouvoir l'élite du handball à Montréal et vise à amener ses athlètes, tant les jeunes des écoles que les joueurs expérimentés de ses équipes élites, au plus haut niveau dans un environnement discipliné, rigoureux et dans le plus grand respect de l'esprit sportif.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme Clubs sportifs et activités sportives pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme Clubs sportifs et activités sportives.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.6 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.9 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.10 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de sept mille cinquante-trois dollars (7 053 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

La somme sera remise à l'Organisme en 3 versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de trois mille cent soixante-treize dollars et quatre-vingt-cinq cents (3 173,85 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de trois mille cent soixante-treize dollars et quatre-vingt-cinq cents (3 173,85$), au plus tard le 1er septembre 2020;

- et un troisième versement d'un montant maximal de sept cent cinq dollars et trente cents (705,30 $), au plus tard le 1er décembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le (article non applicable, car convention sur un (1) an) de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat

d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention dans les soixante (60) jours après la fin de l'année financière de l'Organisme;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce

qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 8000 rue de Normanville, Montréal (Québec) H2R 2V6 et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, Québec, H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par: _____
Madame Elsa Marsot, directrice

Le .....e jour de ..... 20__

CLUB DE HANDBALL CELTIQUE DE MONTRÉAL INC.,

Par : _____
Madame Siham El Maayati, présidente

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 xxxx).

ANNEXE 1

Direction de la culture, des sports, des loisirs, des parcs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME CLUB SPORTIF ET ACTIVITÉS SPORTIVES

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Club Handball Celtique de Montréal inc.

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Club Handball Celtique de Montréal inc.		
Nº d'enregistrement : 1144322162		**Date d'incorporation :** 6 juillet 1978
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Celia de Henning Michaelis		**Titre :** Adjointe administrative
Adresse de l'organisme		
Nº civique : 8000	**Local** :	**Rue :** de Normanville
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H2R 2V6
Téléphone : 438 881-5415	**Poste nº**	**Télécopieur :**
Courriel : directiongeneraleceltique@gmail.com		**Site Web : http:///www.celtiques.com**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : Villeray. – Saint-Michel – Parc-Extension		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Former et diriger un club sportif. Promouvoir le sport et l'éducation physique en général et, sans limiter ce qui précède, promouvoir en particulier la pratique du handball. Favoriser la formation sociale et physique des membres.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme club sportif et activités sportives)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	RÉSULTATS ATTENDUS	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Pour l'année 2020, maintenir les activités de handball dans les points de service de l'arrondissement VSMPE	Offrir des activités de handball aux jeunes de 0-17 ans dans minimum 4 points de service de l'arrondissement VSP	Identifier une équipe responsable du démarchage au sein du club. Prendre entente avec les directions d'école et/ou directions de centre de loisir Embaucher le personnel requis Publiciser l'information et les différentes activités offertes par le club Sensibiliser les éducateurs physiques à initier ce sport dans leurs cours en leur fournissant une expertise de base	Automne 2020	– Coordonnatrice du Club – Membres du CA – CSDM – Directions d'école – Services de garde – Organismes responsables des activités parascolaires – Centres de loisirs – Ville de Montréal/arrondissement – Éducateurs physiques – Entraîneurs / joueurs	Nombre de points de service où des activités de handball pour les 0-17 ans ont démarrés	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Participer au festival sportif de l'arrondissement	Organiser la compétition de handball en février 2020	Publiciser l'information Amener les équipes S'occuper de la logistique : horaires des matchs Entraîneurs présents Embauches d'arbitres et	Février 2020	– Coordonnatrice du Club – Membres du CA du Club – CSDM – Centres de loisirs – Ville de Montréal / arrondissement – Entraineurs/joueurs	Tenue et organiser l'événement	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

		marqueurs				
Participer aux Jeux de Montréal	Présenter au minimum une équipe Poussin	Composer une équipe avec les jeunes de l'arrondissement Respecter le devis technique Amener les jeunes au Jeux de Mtl Entraîneur présent	Avril 2020	– Coordonnatrice du Club – Membres du CA du Club – Ville de Montréal /arrondissement – Entraîneurs et joueurs	Nombre d'équipe présente aux Jeux de Mtl	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 Activités – initiation, récréation et compétition

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens :				
Nombre d'activités	**Type d'activités**	**Durée (n/h par session)**	**Dates prévues**	**Nombre de participants**
1	Ligue récréative	40	Vendredi 20h30	35
1	Entraînement poussin (initiation)	30	Dimanche 17h	20
2	Entrainement minime (initiation école)	30	Divers jours dans la semaine	60
10	Entrainement compétitif	56	Tous les jours	148

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Coordonnateur	Coordonner les différents entrainements pour tout mettre en place	Avoir déjà coordonné des activités
Entraîneurs	Entraîner les équipes : plan d'entraînement, suivi lors des compétitions	PNCE
Animateur	Animation de la ligue récréative.	Connaître le handball

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus			Revenus réels (ne pas compléter au moment de la
Subventions	Gouvernement du Canada		Confirmé	Anticipé	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)		☐	☐	
	Arrondissement : prog. Clubs sportifs	7 053,00 $	☐	☑	
	Autres (précisez) FQHO	6 100,00 $	☐	☑	
	(A) Total des subventions	**13 153,00 $**	**0,00 $**	**13 153,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Frais d'inscription	51 000,00 $	☐	☑	
	Vente d'équipement	2 200,00 $	☐	☑	
	Activité de financement	21 244,00 $	☐	☑	
	Vente de financement	200,00 $	☐	☑	
	(B) Total des revenus autonomes	**74 644,00 $**	**0,00 $**	**74 644,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**87 797,00 $**	**0,00 $**	**87 797,00 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire		
	Entraîneurs		20 052,00 $	
	larqueurs et chefs de plaea		2 000,00 $	
	Coordonnatrice	17h x 52 semaines	15 912,00 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**37 964,00 $**	**0,00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Affiliation des entraîneurs		640,00 $	640,00 $
	Formation entraîneurs et arbitres		1 200,00 $	1 200,00 $
	Location de gymnase		4 000,00 $	4 000,00 $
	Inscriptions aux compétitions		24 000,00 $	1 213,00 $
	Équipement (chandails+shorts+matériel entraînement)		4 000,00 $	
	Frais reliés aux activités de financement		13 593,00 $	
	(E) Total des frais d'opération		**47 433,00 $**	**7 053,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	Frais de representation		1 000,00 $	
	Site internet		200,00 $	
	Frais de representation			
	(F) Total communication et publicité		**1 200,00 $**	**0,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Assurance		250,00 $	
	Frais bancaires		50,00 $	
	Frais postaux		400,00 $	
	Frais fourniture administrative		500,00 $	
	(G) Total des frais d'administration		**1 200,00 $**	**0,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			**87 797,00 $**	**7 053,00 $**
Surplus ou (Déficit)			**0,00 $**	

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussigné Club de handball Celtique de Montréal

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – (programme club sportif et activités sportives)**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

Signature : 

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Siham El Maayati Présidente — 1er Novembre 2019

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

7

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☐ Le plan d'action

☐ Calendrier d'activités (entraînement, compétitions, événements et rencontres);

☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);

☐ États financiers

☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme

☐ Publicités (dépliants);

☐ Certificats et cartes de compétence des employés;

☐ Fiches signalétiques / listes d'employés;

☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME (le format de ce tableau pourra être modifié)

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session
École Joseph-Charbonneau	8200, rue Rousselot	Gymnase	Janvier 2020	Mai 2020
Centre sportif Jean-Rougeau	8000, rue de Normanville	Gymnase	Janvier 2020	Mai 2020
École George-Vanier	1205 rue Jarry Est	Gymnase	Janvier 2020	Mai 2020

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);

- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :

tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation	site web
dépliant	page de médias sociaux
annonce dans le journal	publicité électronique
carton d'invitation	programmation
affiche	invitation ou information publique envoyée par courriel
bannière	
objet promotionnel	
communiqué de presse	

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l’organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :





La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.



2,5 pouces

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 405, avenue Ogilvy, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.Q. 2000, c.56, annexe C, a.17);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LOISIRS COMMUNAUTAIRES SAINT-MICHEL**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)) dont l'adresse principale est le 7501, rue François-Perrault, agissant et représentée par monsieur Marc de Roussan, directeur général, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 863805073RT001
Numéro d'inscription TVQ : 1206816259
Numéro d'organisme de charité : S.O.

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de développer et procurer des activités de loisirs dans l'arrondissement Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme Clubs sportifs et activités sportives pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme Clubs sportifs et activités sportives.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.6 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.9 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.10 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de deux mille cent vingt dollars (2 120 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

La somme sera remise à l'Organisme en 3 versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de neuf cent cinquante-quatre dollars (954 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de neuf cent cinquante-quatre dollars (954 $), au plus tard le 1er septembre 2020;

- et un troisième versement d'un montant maximal de deux cent douze (212 $), au plus tard le 1er décembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le (article non applicable, car convention sur un (1) an) de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute

modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui

communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention dans les soixante (60) jours après la fin de l'année financière de l'Organisme;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et

doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7501, rue François-Perrault, Montréal (Québec) H2A 1M1 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, Québec, H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice

Le .....e jour de ..... 20__

LOISIRS COMMUNAUTAIRES SAINT-MICHEL

Par : _____
Monsieur Marc de Roussan, directeur général

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 xxxx).

ANNEXE 1

Direction de la culture, des sports, des loisirs, des parcs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME CLUB SPORTIF ET ACTIVITÉS SPORTIVES

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Loisirs communautaires St-Michel (LCSM)

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Loisirs communautaires Saint-Michel		
Nº d'enregistrement : 1162161203		**Date d'incorporation :** 07 avril 2004
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : de Roussan, Marc		**Titre :** Directeur général
Adresse de l'organisme		
Nº civique : 7501	**Local** :	**Rue :** François-Perrault
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H2A 1M1
Téléphone : 514 872-3498	**Poste nº**	**Télécopieur :**
Courriel : lcsm@lcsm.qc.ca		**Site Web : http:///www.lcsm.qc.ca**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale :		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Les loisirs communautaires Saint-Michel (LCSM) a pour mission de développer et procurer des activités de loisirs dans l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 01 janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme club sportif et activités sportives)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	RÉSULTATS ATTENDUS	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Pour l'année 2020, retrouver le nombre de participants de 2018, 49 jeunes et 20 ado/adulte	• Obtenir l'inscription de 49 jeunes pour 2020, 13 de plus que 2019 • Obtenir l'inscription de 20 ado/adultes, 4 inscriptions de plus que 2019	Promotion ciblée sur les réseaux sociaux Promotion sur notre site internet Distribution de prospectus dans les écoles du quartier	Automne 2020	Site web Programmation Dépliant Médias sociaux	Nombre d'inscription par session	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Assurer la participation d'u moins 5 jeunes du notre club de taekwondo aux éditions 2020 du festival sportif et des jeux de Montréal	• Inscription de 5 jeunes du club au festival sportif 2020 • Inscription de 5 jeunes du club au festival sportif aux jeux de Montréal 2020	Garder dans le contrat de l'entraineur sa participation aux deux évènements Préparer les jeunes à leur participation Organiser les journées de participation	Printemps 2020	Entraineur Responsable des activités sportives des LCSM Taekwondo Québec Responsable	Nombre de participant au festival sportif et aux jeux de Montréal	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Inscrire au moins 1 athlète du club à un tournoi provincial en 2020	Inscription d'un athlète à une compétition provinciale	Garder dans le contrat de l'entraineur la participation à un tournoi provincial Accompagner et encadrer les 5 jeunes aux compétions Sélectionner et entrainer un jeune pour un tournoi provincial	Automne 2020	Entraineur Taekwondo Québec Responsable des activités aux LCSM	Inscription et Participation à un tournoi provincial	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 Activités – initiation, récréation et compétition

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens :				
Nombre d'activités	**Type d'activités**	**Durée (n/h par session)**	**Dates prévues**	**Nombre de participants**
1	Taekwondo WTF ceinture blanche	24 heures	Automne, hiver et	15 par session
1	Taekwondo WTF ceinture jaune et +	36 heures	Automne, hiver et	7 par session

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Responsable	Administrative	1 an
1 entraîneur	Cours de taekwondo	Ceinture noire
1		

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

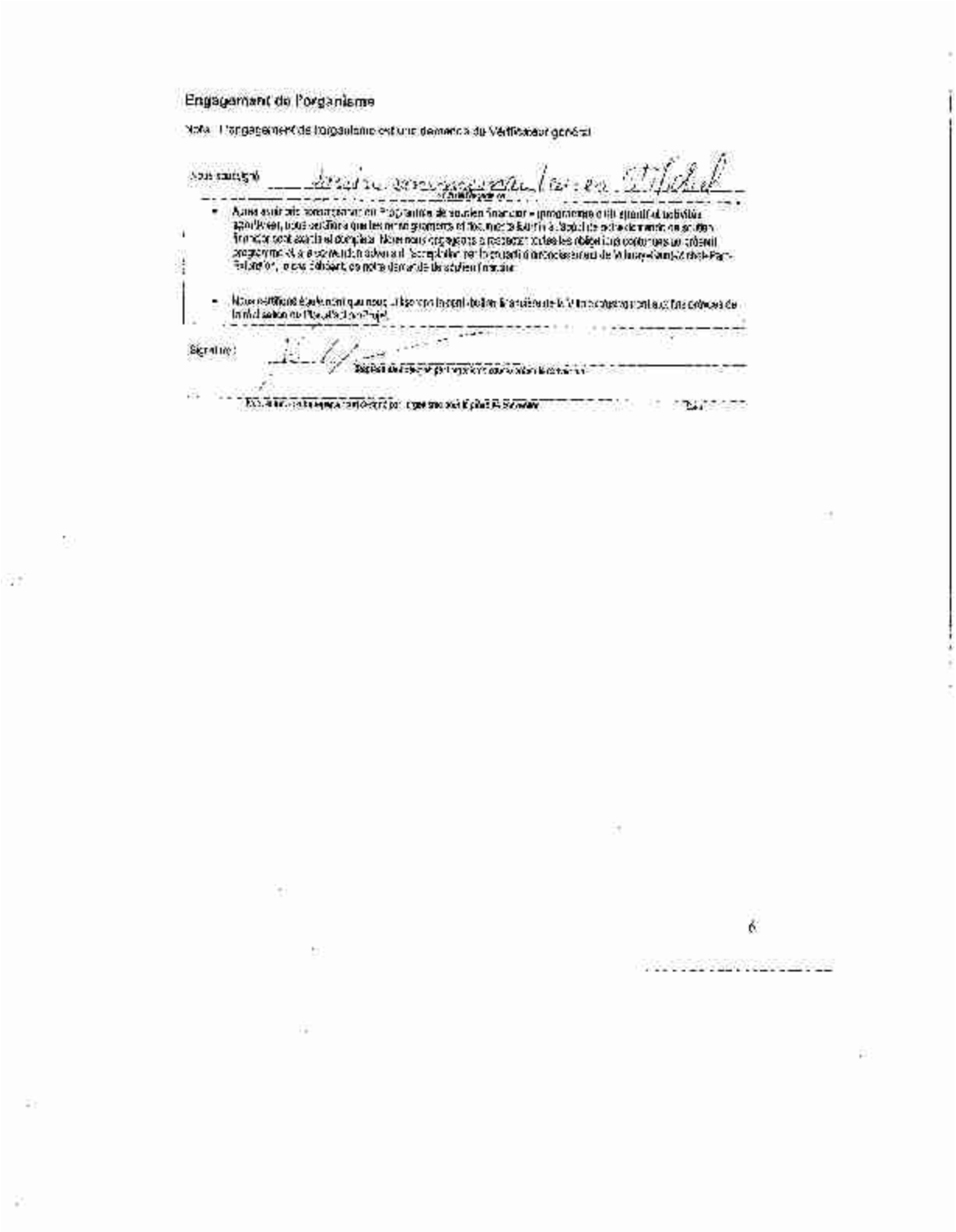
Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus			Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	**Gouvernement du Canada**		**Confirmé**	**Anticipé**	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)	2 120,00 $	☐	☐	
	Arrondissement		☐	☐	
	Autres (précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	**2 120,00 $**	**0,00 $**	**2 120,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Ceint. blanche 49 jeunes x120	5 880,00 $	☐	☐	
	Ceint. jaune +16 adultes x 130	2 080,00 $	☐	☐	
	LCSM	714,00 $	☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	**8 674,00 $**	**0,00 $**	**8 674,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**10 794,00 $**	**0,00 $**	**10 794,00 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la ville*
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire		
	Responsable	100 heures x 29$/heure	2 900,00 $	
	Entraineur	186 heures x 29$/heure	5 294,00 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**8 194,00 $**	**2 120,00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Uniformes, équipement			
	Produit de nettoyage des équipements		900,00 $	
	Certification des entraineurs			
	(E) Total des frais d'opération		**900,00 $**	**0,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.				
	Publicité, promotion		700,00 $	
	(F) Total communication et publicité		**700,00 $**	**0,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.			1 000,00 $	
	(G) Total des frais d'administration		**1 000,00 $**	**0,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			**10 794,00 $**	**2 120,00 $**



Engagement de l'organisme

Nota : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussigné(e) _____

- Aux fins de l'enregistrement en Programme de soutien financier – programme d'identification des activités sportives, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à en assumer les devoirs et responsabilités découlant de la Loi sur l'accès à l'information et la Protection des renseignements personnels, advenant son octroi, ce que nous obtenons par notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous n'avons pas de dettes financières de l'arrondissement ou des services de la Ville centrale et que nous ne faisons l'objet d'aucune poursuite à cet égard.

Signature : _____

Signature de la personne autorisée par l'organisme à signer la présente demande

Nom et titre de la personne autorisée par l'organisme à signer la présente demande

Date

6

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☐ Le plan d'action

☐ Calendrier d'activités (entraînement, compétitions, événements et rencontres);

☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);

☐ États financiers

☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme

☐ Publicités (dépliants);

☐ Certificats et cartes de compétence des employés;

☐ Fiches signalétiques / listes d'employés;

☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME (le format de ce tableau pourra être modifié)

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
École St-Bernardin (2099)	7900, 8e Avenue	Gymnase simple	5 janvier	12 avril	Lundi, mercredi et vendredi	18 h à 21 h

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);

- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :

tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation	site web
dépliant	page de médias sociaux
annonce dans le journal	publicité électronique
carton d'invitation	programmation
affiche	invitation ou information publique envoyée par courriel
bannière	
objet promotionnel	
communiqué de presse	

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :



La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.



2,5 pouces

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 405, avenue Ogilvy, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.Q. 2000, c.56, annexe C, a.17);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES MONARQUES DE MONTRÉAL,** personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)) dont l'adresse principale est le 8110 boulevard Saint-Michel, Montréal, Québec, H1Z 3E2 agissant et représentée par monsieur Oderson Olivier, président, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 855813333
Numéro d'inscription TVQ : 1149698707
Numéro d'organisme de charité : S.O.

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'établir et de maintenir un programme d'activités pour la clientèle de six (6) à vingt-cinq (25) ans dans le domaine du loisir physique afin de développer chez les jeunes des aptitudes ainsi que des compétences qui leur permettront d'avoir du succès dans leurs vies et de devenir des personnes responsables et impliquées dans leur milieu.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme Clubs sportifs et activités sportives pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme Clubs sportifs et activités sportives.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.6 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout

autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.9 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.10 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de vingt-six mille quatre cent trente-neuf dollars (26 439 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

La somme sera remise à l'Organisme en 3 versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de onze mille huit cent quatre-vingt-dix-sept dollars et cinquante-cinq cents (11 897,55 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de onze mille huit cent quatre-vingt-dix-sept dollars et cinquante-cinq cents (11 897,55 $), au plus tard le 1er septembre 2020;

- et un troisième versement d'un montant maximal de deux mille six cent quarante-trois dollars et quatre-vingt-dix cents (2 643,90 $), au plus tard le 1er décembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le (article non applicable, car convention sur un (1) an) de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient

contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention dans les soixante (60) jours après la fin de l'année financière de l'Organisme;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente

convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au le 8110 boulevard Saint-Michel, Montréal, Québec, H1Z 3E2 et tout avis doit être adressé à l'attention du président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, Québec, H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice

Le .....e jour de ..... 20__

LES MONARQUES DE MONTRÉAL

Par : _____
Monsieur Oderson Olivier, président

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 xxxx).

ANNEXE 1

Direction de la culture, des sports, des loisirs, des parcs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME CLUB SPORTIF ET ACTIVITÉS SPORTIVES

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Les Monarques de Montréal

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Les Monarques de Montréal		
Nº d'enregistrement : 1149698707		**Date d'incorporation :** 2000-11-15
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Oderson Olivier		**Titre :** Président
Adresse de l'organisme		
Nº civique : 8110	**Local** :	**Rue :** Boul. St-Michel
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H1Z 3^{E2}
Téléphone : 514 872-3170	**Poste nº**	**Télécopieur :**
Courriel : info@monarquesmtl.com		**Site Web : http:///www.monarquesmtl.com**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : Villeray/ Saint-Michel/ Parc-Extension		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Établir et maintenir un programme d'activités pour la clientèle 6-25 ans dans le domaine du loisir physique afin de développer chez les jeunes des aptitudes ainsi que des compétences qui leur permettront d'avoir du succès dans leurs vies et de devenir des personnes responsables et impliquée dans leur milieu.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1 janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme club sportif et activités sportives)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	RÉSULTATS ATTENDUS	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Continuer à offrir 5 activités sportives de différents niveaux initiation aux élèves de l'école Montcalm et Marie-Rivier à chaque session (hiver, printemps et automne) afin de leur permettre d'acquérir les connaissances et les habiletés de base de 5 sports différents. Offrir des sessions accueillant un minimum de 10 participants de 10 semaines à l'hiver et à l'automne. Offrir une session de 8 semaines au printemps. Offrir 2 plages horaires différentes d'une durée de 1 heure selon les groupes d'âge par activité.	Activités : hockey cosom, l'athlétisme, soccer, danse et du basketball. Avoir des plages horaires distinctes pour les 6-9 ans et les 10-12 ans. Obtenir un minimum de 10 inscriptions pour chaque groupe d'âge pour chaque activité.	Collaborer avec l'arrondissement et la direction d'école afin d'obtenir les plages horaires souhaitées dans les plateaux sportifs de l'école. Recruter du personnel qualifié pour encadrer les activités. Avoir un tarif abordable afin de recueillir un maximum d'inscriptions à chaque activité. Promouvoir la programmation auprès des élèves de l'école. Offrir un service de qualité et entretenir de bons liens avec l'arrondissement et la direction de l'école afin d'assurer la continuité des activités d'une année à l'autre.	Juin 2020 et Décembre 2020	<u>Ressources humaines</u> Direction de l'école Montcalm Coordonnateur, entraîneurs et aide-entraîneurs de l'organisme Agente de développement et assistante intervention en loisirs du secteur <u>Financières</u> Contribution financière de l'arrondissement Revenus d'inscriptions aux activités <u>Matérielles</u> Prêt d'équipement de l'école et équipement de l'organisme	Programmation d'activités – nombre d'activités offertes et tarification Rapport d'inscriptions Rapport de fréquentations Rapport de qualification des entraîneurs Rapport de satisfaction	**<u>Résultat obtenu :</u>** **<u>Objectif :</u>** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **<u>Explication :</u>**

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	RÉSULTATS ATTENDUS	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Développer une offre de service de 8 cours d'initiation au basketball - accueillant un minimum de 10 participants / cours - dans 4 écoles primaire du quartier Saint-Michel afin de mieux desservir les jeunes du secteur. Offrir des sessions de 10 semaines à l'hiver et à l'automne. Offrir une session de 8 semaines au printemps. Offrir 2 plages horaires différentes d'une durée de 1 heure selon les groupes d'âge par activité.	Offrir 2 plages horaires de cours d'initiation au basketball dans les écoles Ste-Lucie, Bienville, Montcalm et Marie-Rivier. Obtenir un minimum de 10 inscriptions pour chaque groupe d'âge pour chaque activité. Avoir des plages horaires distinctes pour les 6-9 ans et les 10-12 ans.	Collaborer avec l'arrondissement et les directions d'école afin d'obtenir les plages horaires souhaitées dans les plateaux sportifs des écoles visées. Recruter du personnel qualifié pour encadrer les activités. Avoir un tarif abordable afin de recueillir un maximum d'inscriptions à chaque activité. Promouvoir la programmation auprès des élèves de chaque école. Offrir un service de qualité et entretenir de bons liens avec l'arrondissement et les directions des écoles afin d'assurer la continuité des activités d'une année à l'autre.	Juin 2020 et Décembre 2020	<u>Ressources humaines</u> Directions des écoles Ste-Lucie, Bienville, Montcalm et Marie-Rivier Coordonnateur, entraîneurs et aide-entraîneurs de l'organisme Agente de développement et assistante intervention en loisirs du secteur <u>Financières</u> Contribution financière de l'arrondissement Revenus d'inscriptions aux activités <u>Matérielles</u> Prêt d'équipement des écoles et équipements de l'organisme	Programmation d'activités – nombre d'activités offertes par école et tarification Rapport d'inscriptions Rapport de fréquentations Rapport de qualification des entraîneurs Rapport de satisfaction	**<u>Résultat obtenu :</u>** **<u>Objectif :</u>** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **<u>Explication :</u>**

Mettre sur pied 1 activité d'initiation au basketball pour les 4-5-6 ans par session en réponse à une forte demande des citoyens du quartier. Offrir des sessions de 10 semaines à l'hiver et à l'automne. Offrir une session de 8 semaines au printemps.	Offrir une activité d'initiation au basketball pour les 4-5-6 ans d'une durée de 45 minutes les samedis matin au collège Reine-Marie (ou à l'école Louis-Joseph-Papineau). Obtenir un minimum de 10 inscriptions à l'activité.	Collaborer avec l'arrondissement afin d'obtenir la plage horaire souhaitée au collège Reine-Marie (ou à l'école Louis-Joseph-Papineau). pour l'activité des 4-5-6 ans. Recruter du personnel qualifié pour encadrer l'activité. Avoir un tarif abordable afin de recueillir un maximum d'inscriptions à l'activité. Promouvoir la programmation au sein du quartier. Offrir un service de qualité et entretenir de bons liens avec l'arrondissement afin d'assurer la continuité de l'activité d'une année à l'autre.	Juin 2020 et Décembre 2020	<u>Ressources humaines</u> Direction du collège Reine-Marie Direction de l'école Louis-Joseph-Papineau Coordonnateur, entraîneurs et aide-entraîneurs de l'organisme Agente de développement et assistante intervention en loisirs du secteur <u>Financières</u> Contribution financière de l'arrondissement Revenus d'inscriptions à l'activité <u>Matérielles</u> Équipement de l'arrondissement et équipements de l'organisme	Programmation d'activités et tarification Rapport d'inscriptions Rapports de fréquentations Rapport de qualification des entraîneurs Rapport de satisfaction	**<u>Résultat obtenu :</u>** **<u>Objectif :</u>** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **<u>Explication :</u>**

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	RÉSULTATS ATTENDUS	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Offrir 1 activité de basketball par session pour les 7-9 ans et 1 activité de basketball pour les 10-12 ans de niveau récréatif au collège Reine-Marie (ou à l'école Louis-Joseph-Papineau). les samedis matin afin de permettent aux passionnés de basketball de pratiquer le sport pour le jeu et le plaisir d'y participer. Offrir des sessions de 10 semaines à l'hiver et à l'automne. Offrir une session de 8 semaines au printemps.	Offrir 1 activité récréative de basketball pour les 7-9 ans et 1 pour les 10-12 ans ans les samedis matin au collège Reine-Marie (ou à l'école Louis-Joseph-Papineau). Obtenir un minimum de 10 inscriptions à l'activité.	Collaborer avec l'arrondissement d'obtenir la plage horaire souhaitée au collège Reine-Marie (ou à l'école Louis-Joseph-Papineau).pour l'activité des 7-9 ans et celle pour les 10-12 ans. Recruter du personnel qualifié pour encadrer les activités. Avoir un tarif abordable afin de recueillir un maximum d'inscriptions aux activités. Promouvoir la programmation au sein du quartier. Offrir un service de qualité et entretenir de bons liens avec l'arrondissement afin d'assurer la continuité de l'activité d'une année à l'autre.	Juin 2020 et Décembre 2020	<u>Ressources humaines</u> Direction du collège Reine-Marie Direction de l'école Louis-Joseph-Papineau Coordonnateur, entraîneurs et aide-entraîneurs de l'organisme Agente de développement et assistante intervention en loisirs du secteur <u>Financières</u> Contribution financière de l'arrondissement Revenus d'inscriptions aux activités <u>Matérielles</u> Équipement de l'arrondissement et équipements de l'organisme	Programmation d'activités et tarification Rapport d'inscriptions Rapport de fréquentations Rapport de qualification des entraîneurs Rapport de satisfaction	

2.2 Activités – initiation, récréation et compétition

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens :				
Nombre d'activités	**Type d'activités**	**Durée (n/h par session)**	**Dates prévues**	**Nombre de participants**
1	Hockey cosom 6-9 ans- initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Hockey cosom 10-12 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Athlétisme 6-9 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Athlétisme 10-12 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Soccer 6-9 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Soccer 10-12 ans - initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Basketball 4-5-6 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
5	Basketball 7-9 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par activité par session
5	Basketball 10-12 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par activité par session

1	Basketball 6-9 ans – récréatif	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Basketball 10-12 ans - récréatif	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Danse 6-9 ans- initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Danse 10-12 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Coordonnateur	Développement de l'offre de service, liens avec l'arrondissement et les écoles, embauche, supervision et encadrement des entraîneurs et aides-entraîneurs, établissement des horaires, assurer que l'ensemble du matériel nécessaire à la réalisation des activités soit sur place, confection et distribution des dépliants de programmation, gestion des inscriptions et rédaction de rapports.	PNCE niveau 3 Expérience en développement de programmes sportifs. Expérience en gestion
Entraîneurs	Encadrement des activités, enseignement des techniques de base de la discipline sportive, responsable de la sécurité des participants et rédaction de rapports.	PNCE niveau 1 Formation premiers soins d'urgence Expérience auprès des
Aide-entraîneurs	Aide à l'encadrement des activités et à l'enseignement des techniques de base de la discipline sportive. Aide à assurer la sécurité des participants.	PNCE niveau 1 Formation premiers

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**			**Revenus réels** (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	**Gouvernement du Canada**		**Confirmé**	**Anticipé**	
	Précisez	28 000,00 $	☐	☑	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)	26 438,56 $	☐	☑	
	Arrondissement		☐	☐	
	Autres (précisez)	63 600,00 $	☐	☑	
	(A) Total des subventions	**118 038,56 $**	**0,00 $**	**118 038,56 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.		3 640,00 $	☐	☑	
		14 000,00 $	☐	☑	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	**17 640,00 $**	**0,00 $**	**17 640,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**135 678,56 $**	**0,00 $**	**135 678,56 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		**Dépenses totales**	**Répartition du soutien financier demandé à la ville***
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire		
	coordonnateur	15heurs X 20$/hr	15 600,00 $	6 000,00 $
	Entraîneurs	27 heures X 15$/hr	8 100,00 $	8 100,00 $
	Aide-entraîneurs	20 heures X 12$/hr	4 800,00 $	4 800,00 $
	Entraîneurs/ intervenants-projets développement social		29 078,00 $	
	Moniteur camp		37 350,00 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**94 928,00 $**	**18 900,00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Uniformes		10 000,00 $	5 000,00 $
	ons, horloges/chronomètres, paniers pour les 4-5 ans, doss		6 000,00 $	718,56 $
	Formation des entraîneurs et aide-entraîneurs (PNCE, RCR		3 000,00 $	
	Inscriptions aux ligues et frais de transport		10 000,00 $	520,00 $
	(E) Total des frais d'opération		**29 000,00 $**	**6 238,56 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	Graphisme et entretien du site internet		1 200,00 $	
	Dépliants pour chaque école et dépliant de camp de jour		2 600,00 $	1 300,00 $
	(F) Total communication et publicité		**3 800,00 $**	**1 300,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Assurances		4 000,00 $	
	Frais Bancaire		450,00 $	
	Honoraires professionnels		3 500,00 $	
	(G) Total des frais d'administration		**7 950,00 $**	**0,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			**135 678,00 $**	**26 438,56 $**

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussigné Les Monarques de Montréal

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – (programme club sportif et activités sportives)**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Oderson Olivier President — 7 novembre 2019

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

9

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☒ Le plan d'action

☐ Calendrier d'activités (entraînement, compétitions, événements et rencontres);

☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);

☒ États financiers

☒ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme

☐ Publicités (dépliants);

☐ Certificats et cartes de compétence des employés;

☐ Fiches signalétiques / listes d'employés;

☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☒ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification

vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca

514-872-7569

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté
École secondaire Louis-Joseph-Papineau	2901 Rue de Louvain E, Montréal, QC H1Z 1J7	Gymnase
École Montcalm	8800 12e Avenue, Montréal, QC H1Z 3J3	Gymnase
École Sainte-Lucie	2550 Rue Champdoré, Montréal, QC H1Z 4N5	Gymnase
École Marie-Rivier	9200 8e Avenue, Montréal, QC H1Z 2Y5	Gymnase
École Bienville	9275 25e Ave, Montréal, QC H1Z 4E2	Gymnase
École St-Noël-Chabanel	8801 25e Ave, Montréal, QC H1Z 4B4	Gymnase
Collège Reine-Marie	9300 Boulevard Saint-Michel, Montréal, QC H1Z 3H1	Gymnase

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);

- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :

tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation	site web
dépliant	page de médias sociaux
annonce dans le journal	publicité électronique
carton d'invitation	programmation
affiche	invitation ou information publique envoyée par courriel
bannière	
objet promotionnel	
communiqué de presse	

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :



La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.



2,5 pouces

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1198469002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente totalisant 67 730 $ à cinq organismes de l'arrondissement, pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, dans le cadre du programme "Clubs sportifs et activités sportives", comme suit : 18 250 $ à Sports Montréal, 13 868 $ à Le Club de gymnastique les Asymétriques de Montréal, 7 053 $ à Le Club de handball Celtique de Montréal inc., 2 120 $ à Les loisirs communautaires Saint-Michel Inc. et 26 439 $ à Les Monarques de Montréal et approuver les projets de convention à cette fin.

DSF_2020_Clubs_sportifs_Sports Montreal.pdf

DSF_Programme CS - Asym_ 2020_signée.pdf

DSF_ 2020_Club sportifs_Celtique.pdf

DSF_Club sportif_ LCSM 2020_signée.pdf

DSF_2020_Clubs sportifs_ Monarques.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent-Thomas HAMELIN
Conseiller en planification

Tél : 514-872-7569
Télécop. :

Direction de la culture, des sports, des loisirs, des parcs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME CLUB SPORTIF ET ACTIVITÉS SPORTIVES

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Club de gymnastique Les Asymétriques

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Club de gymnastique Les Asymétriques de Montréal		
N° d'enregistrement : 1144728319		**Date d'incorporation :** 09/06/1981
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Sophie Breis		**Titre :** Directrice Générale et entraîneur-che
Adresse de l'organisme		
N° civique : 3180	**Local :**	**Rue :** Bélanger
Ville : Montréal		**Province :** Québec **Code postal :** H1Y1B5
Téléphone : 514-872-4514	**Poste n°**	**Télécopieur :**
Courriel : admin@asymetriques.com		**Site Web :** http:///www.asymetriques.com
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : Arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc -Extension		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Notre mission est d'offrir et de promouvoir le sport , l'éducation physique ainsi que des activités de gymnastique et de trampoline de qualité afin de développer les aptitudes motrices et physiques des jeunes de notre quartier. Nous tenons aussi à jouer un rôle constructif dans leur développement par l'organisation d'activités sociales, sportives et culturelles afin de favoriser l'épanouissement des membres de notre corporation et la formation physique et morale des jeunes de notre club.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme club sportif et activités sportives)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	RÉSULTATS ATTENDUS	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Offrir 1 cours de trampoline pour les enfants autistes.	Avoir 1 groupe de 10 jeunes inscrits à la session d'automne 2020.	• Faire la promotion auprès de la ville, des écoles du quartier et des organismes spécialisés pour les enfants autistes.	Septembre 2020	Personnel de l'organisme Écoles du quartier Programme d'accompagnement en loisir de l'ile de Montréal Agent de développement de l'arrondissement.	Rapport d'inscription Rapport de fréquentations Programmation	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Ouvrir 3 nouveaux groupes afin d'offrir plus de cours pour les tous petits âgé entre 2 ans et 4 ans	Avoir 3 groupes de 10 jeunes âgés de 2 à 4 ans inscrits à la session d'automne 2020.	• Faire la promotion auprès de la ville • Faire promotions auprès des garderies et maternelle 4 ans du quartier	Septembre 2020	Personnel de l'organisme Garderies du quartier Agent de développement de l'arrondissement.	Rapport d'inscription Rapport de fréquentations Programmation	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Augmenter la diversité de l'offre de service pour les adultes en ouvrant 3 nouveaux cours pour ce groupe d'âge dans des disciplines variées aux sessions A-2020, H-2021 et P-2021. Ex. Cours de yoga, cours de bootcamp etc.	Avoir 3 groupes dans des disciplines variées de 10 participants de 18 ans et + inscrits à la session d'automne 2020.	• Faire la promotion auprès de la ville, • Faire promotion auprès des organismes du quartier • Faire promotion auprès des journaux du quartier, sur Facebook et/ou autre Média	septembre 2020	Personnel de l'organisme CÉGEP environnants Agent de développement de l'arrondissement.	Rapport d'inscription Rapport de fréquentations Programmation	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 Activités – initiation, récréation et compétition

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens :				
Nombre d'activités	**Type d'activités**	**Durée (n/h par session)**	**Dates prévues**	**Nombre de participants**
Voir fichier joint : Programmation complète 2019-2020 - v21_10_19				

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**

Programme : Clubs sportifs et activités sportives — **Organisme :**
Rapport de qualification des entraîneurs à remettre le 15 octobre — **Année :** 2019

Nom de l'entraîneur	Sexe	Années d'expérience	Formation								
			Certification/PNCE					Premiers soins/RCR/DEA			
			Profil ou Niveau *	année de stage	Statut	No d'entraîneur	Date d'échéance	Fournisseur	Nombre d'heures	RCR inclus	Date d'échéance
Sophie Breis	F		compétition - haute	3	formé	977430		Fondation des maladies du coeur	16	oui	avr.-20
Joanie D. Guilbault	f		compétition - introduction	2	certifié	1043308		Fondation des maladies du coeur	16	oui	avr.-20
Sébastien St-Germain	m		compétition - haute	3	certifié	5663848		Fondation des maladies du coeur	16	oui	2022/02
Alice Sergère	f		compétition - introduction	2	certifié	5991652		Fondation des maladies du coeur	16	oui	juill.-22
Marianne Chartrand	F		compétition - introduction	2	certifié	5649097		Croix-Rouge Canadienne	16	oui	févr.-22
Catalina Perez-Boudon			communautaire - récréatif	1		5641496		Formation prévu d'ici janvier			
Inna Rusu			communautaire - initiation	1				Fondation des maladies du coeur	16	oui	déc.-19
Mia Gaelle Srougi			communautaire - initiation	1		6080112		Fondation des maladies du coeur	8	oui	déc.-19
Elissya Chartier			communautaire - initiation	1		6203072		Visa-Vie	16	oui	déc.-20
Mélibée Houde			communautaire - initiation	1		6155478		Visa-Vie	16	oui	avr.-20
Félix Gagnon			communautaire - initiation	1		6145908		Fondation des maladies du coeur	16	oui	avr.-20
Cassandra Corso			compétition - introduction	2	for	6079857		Formation Lan	8	oui	6/17/2020
Emie Labrecque			communautaire - récréatif	1		6162581		Fondation des maladies du coeur	16	oui	2022/02
Sophiane Labrecque			communautaire - récréatif	1				Fondation des maladies du coeur	16	oui	févr.-22
Laurane Guibord			communautaire - récréatif	1		6257589		Fondation des maladies du coeur	16	oui	févr.-22
Sandrina Sparagna	f		compétition - développement	2	certifié	11043384		Fondation des maladies du coeur	16	oui	avril 2020
Mika Houde			communautaire - récréatif	1		6267841		Formation prévu d'ici janvier			
Mileva Perras			communautaire - récréatif	1		6362279		Formation prévu d'ici janvier			
Rosalie Fen Mireault			communautaire - récréatif	1		6542065		Formation prévu d'ici janvier			
Lucie Deltour			communautaire - récréatif	1		6552455		Formation prévu d'ici janvier			
Flavie Lemire			communautaire - récréatif	1				Formation prévu d'ici janvier			
Zorana Ignjatovic			compétition - introduction	2		6087068		Formation Langevin			juin-20

Le programme national de certification des entraîneurs (PNCE) les niveaux :
Communautaire - initiation : L'entraîneur(e) apprendra à initier les participants à l'environnement sportif. Il acquerra plus précisément les techniques d'enseignement et de planification d'une séance d'entraînement. Le rôle de l'entraîneur(e) cons

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus			Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	**Gouvernement du Canada**		Confirmé	Anticipé	
	Précisez Emploi d'été Canada	2 250,00 $	☐	☑	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)		☐	☐	
	Arrondissement	13 867,98 $	☐	☑	
	Autres (précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	**16 117,98 $**	**0,00 $**	**16 117,98 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Cotisation	408 424,84 $	☐	☑	
	Act. Financement	30 325,00 $	☐	☑	
	Carte de membre	38 215,00 $	☐	☑	
	Autre (activité, gants, maillots, divers, inscription en compétition	21 895,00 $	☐	☑	
	(B) Total des revenus autonomes	**498 859,84 $**	**0,00 $**	**498 859,84 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**514 977,82 $**	**0,00 $**	**514 977,82 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la ville*
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.		Retenue à la source + carte de membre	92 441,38 $	
	Entraîneurs	Récréatif + pré-compétitif été + activité	112 153,60 $	13 867,98 $
		Spécialistes	12 400,00 $	
		Compétitif	115 475,00 $	
		Coordination	96 120,00 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**428 589,98 $**	**13 867,98 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Équipement		27 490,00 $	
	Spectacle, inscription en compétition, dépenses en cométitio		31 205,00 $	
	(E) Total des frais d'opération		**58 695,00 $**	**0,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	Publicité		1 850,00 $	
	Logiciel d'inscription		2 000,00 $	
	(F) Total communication et publicité		**3 850,00 $**	**0,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Internet / papeterie/ autre		5 605,00 $	
	Frais de paye / frais de banque/ frais de carte de crédit		15 929,93 $	
	Assurance		2 800,00 $	
	(G) Total des frais d'administration		**24 334,93 $**	**0,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			**515 469,91 $**	**13 867,98 $**

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussigné **Club de gymnastique Les Asymétriques**

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – (programme club sportif et activités sportives),** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

Signature : Sophie Breis

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Directrice générale et entraîneure-chef — 07/11/2019

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☒ Le plan d'action

☒ Calendrier d'activités (entraînement, compétitions, événements et rencontres);

☒ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);

☒ États financiers

☒ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme

☒ Publicités (dépliants);

☒ Certificats et cartes de compétence des employés;

☒ Fiches signalétiques / listes d'employés;

☒ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

Direction de la culture, des sports, des loisirs, des parcs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME CLUB SPORTIF ET ACTIVITÉS SPORTIVES

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Club Handball Celtique de Montréal inc.

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Club Handball Celtique de Montréal inc.		
N° d'enregistrement : 1144322162		**Date d'incorporation :** 6 juillet 1978
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Celia de Henning Michaelis		**Titre :** Adjointe administrative
Adresse de l'organisme		
N° civique : 8000	**Local** :	**Rue :** de Normanville
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H2R 2V6
Téléphone : 438 881-5415	**Poste n°**	**Télécopieur :**
Courriel : directiongeneraleceltique@gmail.com		**Site Web : http:///www.celtiques.com**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : Villeray. – Saint-Michel – Parc-Extension		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Former et diriger un club sportif. Promouvoir le sport et l'éducation physique en général et, sans limiter ce qui précède, promouvoir en particulier la pratique du handball. Favoriser la formation sociale et physique des membres.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme club sportif et activités sportives)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	RÉSULTATS ATTENDUS	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Pour l'année 2020, maintenir les activités de handball dans les points de service de l'arrondissement VSMPE	Offrir des activités de handball aux jeunes de 0-17 ans dans minimum 4 points de service de l'arrondissement VSP	Identifier une équipe responsable du démarchage au sein du club. Prendre entente avec les directions d'école et/ou directions de centre de loisir Embaucher le personnel requis Publiciser l'information et les différentes activités offertes par le club Sensibiliser les éducateurs physiques à initier ce sport dans leurs cours en leur fournissant une expertise de base	Automne 2020	– Coordonnatrice du Club – Membres du CA – CSDM – Directions d'école – Services de garde – Organismes responsables des activités parascolaires – Centres de loisirs – Ville de Montréal/arrondissement – Éducateurs physiques – Entraîneurs / joueurs	Nombre de points de service où des activités de handball pour les 0-17 ans ont démarrés	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Participer au festival sportif de l'arrondissement	Organiser la compétition de handball en février 2020	Publiciser l'information Amener les équipes S'occuper de la logistique : horaires des matchs Entraîneurs présents Embauches d'arbitres et marqueurs	Février 2020	– Coordonnatrice du Club – Membres du CA du Club – CSDM – Centres de loisirs – Ville de Montréal / arrondissement – Entraineurs/joueurs	Tenue et organiser l'événement	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

Participer aux Jeux de Montréal	Présenter au minimum une équipe Poussin	Composer une équipe avec les jeunes de l'arrondissement Respecter le devis technique Amener les jeunes au Jeux de Mtl Entraîneur présent	Avril 2020	– Coordonnatrice du Club – Membres du CA du Club – Ville de Montréal /arrondissement – Entraîneurs et joueurs	Nombre d'équipe présente aux Jeux de Mtl	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 Activités – initiation, récréation et compétition

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens :				
Nombre d'activités	**Type d'activités**	**Durée (n/h par session)**	**Dates prévues**	**Nombre de participants**
1	Ligue récréative	40	Vendredi 20h30	35
1	Entraînement poussin (initiation)	30	Dimanche 17h	20
2	Entrainement minime (initiation école)	30	Divers jours dans la semaine	60
10	Entrainement compétitif	56	Tous les jours	148

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Coordonnateur	Coordonner les différents entrainements pour tout mettre en place	Avoir déjà coordonné des activités
Entraîneurs	Entraîner les équipes : plan d'entraînement, suivi lors des compétitions	PNCE
Animateur	Animation de la ligue récréative.	Connaître le handball

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus			Revenus réels (ne pas compléter au moment de la
Subventions	Gouvernement du Canada		Confirmé	Anticipé	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)		☐	☐	
	Arrondissement : prog. Clubs sportifs	7 053,00 $	☐	☑	
	Autres (précisez) FQHO	6 100,00 $	☐	☑	
	(A) Total des subventions	13 153,00 $	0,00 $	13 153,00 $	0,00 $
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Frais d'inscription	51 000,00 $	☐	☑	
	Vente d'équipement	2 200,00 $	☐	☑	
	Activité de financement	21 244,00 $	☐	☑	
	Vente de financement	200,00 $	☐	☑	
	(B) Total des revenus autonomes	74 644,00 $	0,00 $	74 644,00 $	0,00 $
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		87 797,00 $	0,00 $	87 797,00 $	0,00 $

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire		
	Entraîneurs		20 052,00 $	
	Marqueurs et chefs de plaea		2 000,00 $	
	Coordonnatrice	17h x 52 semaines	15 912,00 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		37 964,00 $	0,00 $
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Affiliation des entraîneurs		640,00 $	640,00 $
	Formation entraîneurs et arbitres		1 200,00 $	1 200,00 $
	Location de gymnase		4 000,00 $	4 000,00 $
	Inscriptions aux compétitions		24 000,00 $	1 213,00 $
	Équipement (chandails+shorts+matériel entraînement)		4 000,00 $	
	Frais reliés aux activités de financement		13 593,00 $	
	(E) Total des frais d'opération		47 433,00 $	7 053,00 $
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	Frais de representation		1 000,00 $	
	Site internet		200,00 $	
	Frais de representation			
	(F) Total communication et publicité		1 200,00 $	0,00 $
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Assurance		250,00 $	
	Frais bancaires		50,00 $	
	Frais postaux		400,00 $	
	Frais fourniture administrative		500,00 $	
	(G) Total des frais d'administration		1 200,00 $	0,00 $
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			87 797,00 $	7 053,00 $
Surplus ou (Déficit)			0,00 $	

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussigné Club de handball Celtique de Montréal

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – (programme club aportif et activités aportives)**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Siham El Maayati Présidente — 1er Novembre 2019

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☐ Le plan d'action

☐ Calendrier d'activités (entraînement, compétitions, événements et rencontres);

☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);

☐ États financiers

☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme

☐ Publicités (dépliants);

☐ Certificats et cartes de compétence des employés;

☐ Fiches signalétiques / listes d'employés;

☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

Direction de la culture, des sports, des loisirs, des parcs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME CLUB SPORTIF ET ACTIVITÉS SPORTIVES

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Loisirs communautaires St-Michel (LCSM)

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Loisirs communautaires Saint-Michel		
N° d'enregistrement : 1162161203		**Date d'incorporation :** 07 avril 2004
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : de Roussan, Marc		**Titre :** Directeur général
Adresse de l'organisme		
N° civique : 7501	**Local :**	**Rue :** François-Perrault
Ville : Montréal		**Province :** Québec **Code postal :** H2A 1M1
Téléphone : 514 872-3498	**Poste n°**	**Télécopieur :**
Courriel : lcsm@lcsm.qc.ca		**Site Web : http:///www.lcsm.qc.ca**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale :		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Les loisirs communautaires Saint-Michel (LCSM) a pour mission de développer et procurer des activités de loisirs dans l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 01 janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme club sportif et activités sportives)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	RÉSULTATS ATTENDUS	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Pour l'année 2020, retrouver le nombre de participants de 2018, 49 jeunes et 20 ado/adulte	• Obtenir l'inscription de 49 jeunes pour 2020, 13 de plus que 2019 • Obtenir l'inscription de 20 ado/adultes, 4 inscriptions de plus que 2019	Promotion ciblée sur les réseaux sociaux Promotion sur notre site internet Distribution de prospectus dans les écoles du quartier	Automne 2020	Site web Programmation Dépliant Médias sociaux	Nombre d'inscription par session	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Assurer la participation d'u moins 5 jeunes du notre club de taekwondo aux éditions 2020 du festival sportif et des jeux de Montréal	• Inscription de 5 jeunes du club au festival sportif 2020 • Inscription de 5 jeunes du club au festival sportif aux jeux de Montréal 2020	Garder dans le contrat de l'entraineur sa participation aux deux évènements Préparer les jeunes à leur participation Organiser les journées de participation	Printemps 2020	Entraineur Responsable des activités sportives des LCSM Taekwondo Québec Responsable	Nombre de participant au festival sportif et aux jeux de Montréal	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Inscrire au moins 1 athlète du club à un tournoi provincial en 2020	Inscription d'un athlète à une compétition provinciale	Garder dans le contrat de l'entraineur la participation à un tournoi provincial Accompagner et encadrer les 5 jeunes aux compétions Sélectionner et entrainer un jeune pour un tournoi provincial	Automne 2020	Entraineur Taekwondo Québec Responsable des activités aux LCSM	Inscription et Participation à un tournoi provincial	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 Activités – initiation, récréation et compétition

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens :				
Nombre d'activités	**Type d'activités**	**Durée** (n/h par session)	**Dates prévues**	**Nombre de participants**
1	Taekwondo WTF ceinture blanche	24 heures	Automne, hiver et	15 par session
1	Taekwondo WTF ceinture jaune et +	36 heures	Automne, hiver et	7 par session

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Responsable	Administrative	1 an
1 entraîneur	Cours de taekwondo	Ceinture noire
1		

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus			Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	**Gouvernement du Canada**		Confirmé	Anticipé	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)	2 120,00 $	☐	☐	
	Arrondissement		☐	☐	
	Autres (précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	**2 120,00 $**	**0,00 $**	**2 120,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Ceint. blanche 49 jeunes x120	5 880,00 $	☐	☐	
	Ceint. jaune +16 adultes x 130	2 080,00 $	☐	☐	
	LCSM	714,00 $	☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	**8 674,00 $**	**0,00 $**	**8 674,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**10 794,00 $**	**0,00 $**	**10 794,00 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la ville*
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire		
	Responsable	100 heures x 29$/heure	2 900,00 $	
	Entraineur	186 heures x 29$/heure	5 294,00 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**8 194,00 $**	**2 120,00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Uniformes, équipement			
	Produit de nettoyage des équipements		900,00 $	
	Certification des entraineurs			
	(E) Total des frais d'opération		**900,00 $**	**0,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.				
	Publicité, promotion		700,00 $	
	(F) Total communication et publicité		**700,00 $**	**0,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.			1 000,00 $	
	(G) Total des frais d'administration		**1 000,00 $**	**0,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			**10 794,00 $**	**2 120,00 $**

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussigné Soeurs communautaires St-Michel
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – (programme club sportif et activités sportives),** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

Signature :
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☐ Le plan d'action

☐ Calendrier d'activités (entraînement, compétitions, événements et rencontres);

☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);

☐ États financiers

☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme

☐ Publicités (dépliants);

☐ Certificats et cartes de compétence des employés;

☐ Fiches signalétiques / listes d'employés;

☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

Direction de la culture, des sports, des loisirs, des parcs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME CLUB SPORTIF ET ACTIVITÉS SPORTIVES

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Les Monarques de Montréal

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Les Monarques de Montréal		
Nº d'enregistrement : 1149698707		**Date d'incorporation :** 2000-11-15
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Oderson Olivier		**Titre :** Président
Adresse de l'organisme		
Nº civique : 8110	**Local** :	**Rue :** Boul. St-Michel
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H1Z 3E2
Téléphone : 514 872-3170	**Poste nº**	**Télécopieur :**
Courriel : info@monarquesmtl.com		**Site Web : http:///www.monarquesmtl.com**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : Villeray/ Saint-Michel/ Parc-Extension		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Établir et maintenir un programme d'activités pour la clientèle 6-25 ans dans le domaine du loisir physique afin de développer chez les jeunes des aptitudes ainsi que des compétences qui leur permettront d'avoir du succès dans leurs vies et de devenir des personnes responsables et impliquée dans leur milieu.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1 janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme club sportif et activités sportives)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	RÉSULTATS ATTENDUS	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Continuer à offrir 5 activités sportives de différents niveaux initiation aux élèves de l'école Montcalm et Marie-Rivier à chaque session (hiver, printemps et automne) afin de leur permettre d'acquérir les connaissances et les habiletés de base de 5 sports différents. Offrir des sessions accueillant un minimum de 10 participants de 10 semaines à l'hiver et à l'automne. Offrir une session de 8 semaines au printemps. Offrir 2 plages horaires différentes d'une durée de 1 heure selon les groupes d'âge par activité.	Activités : hockey cosom, l'athlétisme, soccer, danse et du basketball. Avoir des plages horaires distinctes pour les 6-9 ans et les 10-12 ans. Obtenir un minimum de 10 inscriptions pour chaque groupe d'âge pour chaque activité.	Collaborer avec l'arrondissement et la direction d'école afin d'obtenir les plages horaires souhaitées dans les plateaux sportifs de l'école. Recruter du personnel qualifié pour encadrer les activités. Avoir un tarif abordable afin de recueillir un maximum d'inscriptions à chaque activité. Promouvoir la programmation auprès des élèves de l'école. Offrir un service de qualité et entretenir de bons liens avec l'arrondissement et la direction de l'école afin d'assurer la continuité des activités d'une année à l'autre.	Juin 2020 et Décembre 2020	<u>Ressources humaines</u> Direction de l'école Montcalm Coordonnateur, entraîneurs et aide-entraîneurs de l'organisme Agente de développement et assistante intervention en loisirs du secteur <u>Financières</u> Contribution financière de l'arrondissement Revenus d'inscriptions aux activités <u>Matérielles</u> Prêt d'équipement de l'école et équipement de l'organisme	Programmation d'activités – nombre d'activités offertes et tarification Rapport d'inscriptions Rapport de fréquentations Rapport de qualification des entraîneurs Rapport de satisfaction	**<u>Résultat obtenu :</u>** **<u>Objectif :</u>** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **<u>Explication :</u>**
OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	**RÉSULTATS ATTENDUS**	**MOYENS**	**ÉCHÉANCE**	**RESSOURCES**	**INDICATEURS**	**RÉSULTATS OBTENUS**
Développer une offre de service de 8 cours d'initiation au basketball - accueillant un minimum de 10 participants / cours - dans 4 écoles primaire du quartier Saint-Michel afin de mieux desservir les jeunes du secteur.	Offrir 2 plages horaires de cours d'initiation au basketball dans les écoles Ste-Lucie, Bienville, Montcalm et Marie-Rivier.	Collaborer avec l'arrondissement et les directions d'école afin d'obtenir les plages horaires souhaitées dans les plateaux sportifs des écoles visées.	Juin 2020 et Décembre 2020	<u>Ressources humaines</u> Directions des écoles Ste-Lucie, Bienville, Montcalm et Marie-Rivier Coordonnateur, entraîneurs et aide-entraîneurs de l'organisme	Programmation d'activités – nombre d'activités offertes par école et tarification Rapport d'inscriptions Rapport de	**<u>Résultat obtenu :</u>** **<u>Objectif :</u>** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **<u>Explication :</u>**

Offrir des sessions de 10 semaines à l'hiver et à l'automne. Offrir une session de 8 semaines au printemps. Offrir 2 plages horaires différentes d'une durée de 1 heure selon les groupes d'âge par activité.	Obtenir un minimum de 10 inscriptions pour chaque groupe d'âge pour chaque activité. Avoir des plages horaires distinctes pour les 6-9 ans et les 10-12 ans.	Recruter du personnel qualifié pour encadrer les activités. Avoir un tarif abordable afin de recueillir un maximum d'inscriptions à chaque activité. Promouvoir la programmation auprès des élèves de chaque école. Offrir un service de qualité et entretenir de bons liens avec l'arrondissement et les directions des écoles afin d'assurer la continuité des activités d'une année à l'autre.		Agente de développement et assistante intervention en loisirs du secteur <u>Financières</u> Contribution financière de l'arrondissement Revenus d'inscriptions aux activités <u>Matérielles</u> Prêt d'équipement des écoles et équipements de l'organisme	fréquentations Rapport de qualification des entraîneurs Rapport de satisfaction	
Mettre sur pied 1 activité d'initiation au basketball pour les 4-5-6 ans par session en réponse à une forte demande des citoyens du quartier. Offrir des sessions de 10 semaines à l'hiver et à l'automne. Offrir une session de 8 semaines au printemps.	Offrir une activité d'initiation au basketball pour les 4-5-6 ans d'une durée de 45 minutes les samedis matin au collège Reine-Marie (ou à l'école Louis-Joseph-Papineau). Obtenir un minimum de 10 inscriptions à l'activité.	Collaborer avec l'arrondissement afin d'obtenir la plage horaire souhaitée au collège Reine-Marie (ou à l'école Louis-Joseph-Papineau). pour l'activité des 4-5-6 ans. Recruter du personnel qualifié pour encadrer l'activité. Avoir un tarif abordable afin de recueillir un maximum d'inscriptions à l'activité. Promouvoir la programmation au sein du quartier. Offrir un service de qualité et entretenir de bons liens avec l'arrondissement afin d'assurer la continuité de l'activité d'une année à l'autre.	Juin 2020 et Décembre 2020	<u>Ressources humaines</u> Direction du collège Reine-Marie Direction de l'école Louis-Joseph-Papineau Coordonnateur, entraîneurs et aide-entraîneurs de l'organisme Agente de développement et assistante intervention en loisirs du secteur <u>Financières</u> Contribution financière de l'arrondissement Revenus d'inscriptions à l'activité <u>Matérielles</u> Équipement de l'arrondissement et équipements de l'organisme	Programmation d'activités et tarification Rapport d'inscriptions Rapports de fréquentations Rapport de qualification des entraîneurs Rapport de satisfaction	**<u>Résultat obtenu :</u>** **<u>Objectif :</u>** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **<u>Explication :</u>**

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	**RÉSULTATS ATTENDUS**	**MOYENS**	**ÉCHÉANCE**	**RESSOURCES**	**INDICATEURS**	**RÉSULTATS OBTENUS**
Offrir 1 activité de basketball par session pour les 7-9 ans et 1 activité de basketball pour les 10-12 ans de niveau récréatif au collège Reine-Marie (ou à l'école Louis-Joseph-Papineau). les samedis matin afin de permettent aux passionnés de basketball de pratiquer le sport pour le jeu et le plaisir d'y participer. Offrir des sessions de 10 semaines à l'hiver et à l'automne. Offrir une session de 8 semaines au printemps.	Offrir 1 activité récréative de basketball pour les 7-9 ans et 1 pour les 10-12 ans ans les samedis matin au collège Reine-Marie (ou à l'école Louis-Joseph-Papineau). Obtenir un minimum de 10 inscriptions à l'activité.	Collaborer avec l'arrondissement d'obtenir la plage horaire souhaitée au collège Reine-Marie (ou à l'école Louis-Joseph-Papineau).pour l'activité des 7-9 ans et celle pour les 10-12 ans. Recruter du personnel qualifié pour encadrer les activités. Avoir un tarif abordable afin de recueillir un maximum d'inscriptions aux activités. Promouvoir la programmation au sein du quartier. Offrir un service de qualité et entretenir de bons liens avec l'arrondissement afin d'assurer la continuité de l'activité d'une année à l'autre.	Juin 2020 et Décembre 2020	<u>Ressources humaines</u> Direction du collège Reine-Marie Direction de l'école Louis-Joseph-Papineau Coordonnateur, entraîneurs et aide-entraîneurs de l'organisme Agente de développement et assistante intervention en loisirs du secteur <u>Financières</u> Contribution financière de l'arrondissement Revenus d'inscriptions aux activités <u>Matérielles</u> Équipement de l'arrondissement et équipements de l'organisme	Programmation d'activités et tarification Rapport d'inscriptions Rapport de fréquentations Rapport de qualification des entraîneurs Rapport de satisfaction	

2.2 Activités – initiation, récréation et compétition

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens :				
Nombre d'activités	**Type d'activités**	**Durée (n/h par session)**	**Dates prévues**	**Nombre de participants**
1	Hockey cosom 6-9 ans- initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Hockey cosom 10-12 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Athlétisme 6-9 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Athlétisme 10-12 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Soccer 6-9 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Soccer 10-12 ans - initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Basketball 4-5-6 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
5	Basketball 7-9 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par activité par session
5	Basketball 10-12 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par activité par session
1	Basketball 6-9 ans – récréatif	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Basketball 10-12 ans - récréatif	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session

1	Danse 6-9 ans- initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session
1	Danse 10-12 ans – initiation	Hiver et aut : 10 heures / session Printemps : 8 heures / session	Janvier à mars Avril à juin Octobre à Décembre	10 par session

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Coordonnateur	Développement de l'offre de service, liens avec l'arrondissement et les écoles, embauche, supervision et encadrement des entraîneurs et aides-entraîneurs, établissement des horaires, assurer que l'ensemble du matériel nécessaire à la réalisation des activités soit sur place, confection et distribution des dépliants de programmation, gestion des inscriptions et rédaction de rapports.	PNCE niveau 3 Expérience en développement de programmes sportifs. Expérience en gestion de personnel.
Entraîneurs	Encadrement des activités, enseignement des techniques de base de la discipline sportive, responsable de la sécurité des participants et rédaction de rapports.	PNCE niveau 1 Formation premiers soins d'urgence Expérience auprès des enfants
Aide-entraîneurs	Aide à l'encadrement des activités et à l'enseignement des techniques de base de la discipline sportive. Aide à assurer la sécurité des participants.	PNCE niveau 1 Formation premiers soins d'urgence

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**			**Revenus réels** (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	**Gouvernement du Canada**		**Confirmé**	**Anticipé**	
	Précisez	28 000,00 $	☐	☑	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)	26 438,56 $	☐	☑	
	Arrondissement		☐	☐	
	Autres (précisez)	63 600,00 $	☐	☑	
	(A) Total des subventions	**118 038,56 $**	**0,00 $**	**118 038,56 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.		3 640,00 $	☐	☑	
		14 000,00 $	☐	☑	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	**17 640,00 $**	**0,00 $**	**17 640,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**135 678,56 $**	**0,00 $**	**135 678,56 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		**Dépenses totales**	**Répartition du soutien financier demandé à la ville***
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire		
	coordonnateur	15heurs X 20$/hr	15 600,00 $	6 000,00 $
	Entraîneurs	27 heures X 15$/hr	8 100,00 $	8 100,00 $
	Aide-entraîneurs	20 heures X 12$/hr	4 800,00 $	4 800,00 $
	Entraîneurs/ intervenants-projets développement social		29 078,00 $	
	Moniteur camp		37 350,00 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**94 928,00 $**	**18 900,00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Uniformes		10 000,00 $	5 000,00 $
	ons, horloges/chronomètres, paniers pour les 4-5 ans, doss		6 000,00 $	718,56 $
	Formation des entraîneurs et aide-entraîneurs (PNCE, RCR		3 000,00 $	
	Inscriptions aux ligues et frais de transport		10 000,00 $	520,00 $
	(E) Total des frais d'opération		**29 000,00 $**	**6 238,56 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	Graphisme et entretien du site internet		1 200,00 $	
	Dépliants pour chaque école et dépliant de camp de jour		2 600,00 $	1 300,00 $
	(F) Total communication et publicité		**3 800,00 $**	**1 300,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Assurances		4 000,00 $	
	Frais Bancaire		450,00 $	
	Honoraires professionnels		3 500,00 $	
	(G) Total des frais d'administration		**7 950,00 $**	**0,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			**135 678,00 $**	**26 438,56 $**

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussigné Les Monarques de Montréal

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – (programme club sportif et activités sportives)**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet.

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Oderson Olivier Président — 7 novembre 2019

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☒ Le plan d'action

☐ Calendrier d'activités (entraînement, compétitions, événements et rencontres);

☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);

☒ États financiers

☒ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme

☐ Publicités (dépliants);

☐ Certificats et cartes de compétence des employés;

☐ Fiches signalétiques / listes d'employés;

☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☒ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

Direction de la culture, des sports, des loisirs, des parcs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME CLUB SPORTIF ET ACTIVITÉS SPORTIVES

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Sports Montréal

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Sports Montréal Inc.		
Nº d'enregistrement : 1142085910		**Date d'incorporation :** 1990-11-14
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Michel Martin		**Titre :** Président
Adresse de l'organisme		
Nº civique : 1000	**Local** : 2.06	**Rue :** avenue Émile-Journault
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H2M 2E7
Téléphone : 514 872-7177	**Poste nº**	**Télécopieur :** 514 872-9626
Courriel : info@sportsmontreal.com		**Site Web : http:///www.sportsmontreal.com**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale :		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Sports Montréal est un organisme à but non lucratif, partenaire de la Ville de Montréal qui a pour mission de susciter la passion pour l'activité physique, dès le plus jeune âge, en créant des expériences sportives positives, éducatives et accessibles.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme club sportif et activités sportives)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	RÉSULTATS ATTENDUS	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Cf. : Plan d'action de Sports Montréal pour les volets Programme de natation | Accueil de camp de jour, camp aquatique de la relâche et club aquatique Saint-Michel.						

2.2 Activités – initiation, récréation et compétition

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens :				
Nombre d'activités	**Type d'activités**	**Durée (n/h par session)**	**Dates prévues**	**Nombre de participants**
Volet 1	Programme de natation | Accueil de camp de jour	36 heures d'activité par semaine durant 8 semaines	Du 29 juin 2019 au 21 août 2020	2625 campeurs
Volet 2	Camp aquatique de la relâche	35 heures d'activités par semaine durant une semaine	Du 2 mars 2020 au 6 mars 2020	30 campeurs
Volet 3	Club aquatique Saint-Michel (CASM)	De 2 à 6 heures d'activités par semaine durant 36 semaines	Mi-janvier 2020 à la mi-décembre 2020	40 inscriptions dans les ligues compétitives; 30 inscriptions dans les programmes récréatifs

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Cf. : Certificats et cartes de compétence des employés et fiches signalétiques et liste d'employés		

Section 3.1 : Prévisions financières du Plan d'action | Volet 1

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**			**Revenus réels** (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	**Gouvernement du Canada**	**0**	**Confirmé**	**Anticipé**	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec	0,00 $			
	Précisez		☐	☐	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)		☐	☐	
	Arrondissement	9 010,00 $	☐	☑	
	Autres (précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	**9 010,00 $**	**0,00 $**	**9 010,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Frais d'inscriptions	0,00 $	☐	☐	
	Dons et commandites	0,00 $	☐	☐	
	Contribution Sports Montréal	3 470,00 $	☐	☑	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	**3 470,00 $**	**0,00 $**	**3 470,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**12 480,00 $**	**0,00 $**	**12 480,00 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		**Dépenses totales**	**Répartition du soutien financier demandé à la ville***
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire		
	MSA	409 h * 19,00 $/heure + béné. mar.	9 170 $	
	Coordonnateur SM		1 360 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**10 530,00 $**	**9 010,00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Accessoires et équipements sportifs		400,00 $	
	(E) Total des frais d'opération		**400,00 $**	**0,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	Graphisme et dépliants		250,00 $	
	(F) Total communication et publicité		**250,00 $**	**0,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Direction projet, papeterie, téléphonie,		900,00 $	
	services internets et informatique		200,00 $	
	Assurances		200,00 $	
	(G) Total des frais d'administration		**1 300,00 $**	**0,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			**12 480,00 $**	**9 010,00 $**

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Volet 2 et 3

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**			**Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)**
Subventions	**Gouvernement du Canada**	**0**	**Confirmé**	**Anticipé**	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec	0,00 $			
	Précisez		☐	☐	
	Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)		☐	☐	
	Arrondissement	9 240,00 $	☐	☑	
	Autres (précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	**9 240,00 $**	**0,00 $**	**9 240,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Frais d'inscriptions CASM	25 780,00 $	☐	☑	
	Frais d'affiliations CASM	4 210,00 $	☐	☑	
	Frais d'inscriptions relâche	6 800,00 $	☐	☑	
	Dons et commandites	9 140,00 $	☐	☑	
	Vente d'accessoires	2 200,00 $	☐	☑	
	Contribution Sports	13 950,00 $	☐	☑	
	(B) Total des revenus autonomes	**62 080,00 $**	**0,00 $**	**62 080,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**71 320,00 $**	**0,00 $**	**71 320,00 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		**Dépenses totales**	**Répartition du soutien financier demandé à la ville***
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire		
	Ent. Natation	16,75 $/h * 900 h + bén. marg.	17 800,00 $	
	Ent. Water-polo	18,00 $/h * 500 h + bén. marg.	10 620,00 $	
	Animateurs	13,06 $/h * 245 h + bén. marg.	3 780,00 $	
	Coordo + direction CASM		9 830,00 $	
	Coordo relâche		3 010,00 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**45 040,00 $**	**9 240,00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Frais de compétitions+ frais de déplacement et hébergement		9 750,00 $	
	Frais d'affiliations CASM		5 130,00 $	
	Frais de formation		600,00 $	
	Achat d'équipement		2 600,00 $	
	(E) Total des frais d'opération		**18 080,00 $**	**0,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	Impressions affiches et graphismes		1 200,00 $	
	Publicité (Facebook et adwords)		1 000,00 $	
	Service internet et informatique		2 000,00 $	
	(F) Total communication et publicité		**4 200,00 $**	**0,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Frais administratifs		3 400,00 $	
	Frais bancaires		600,00 $	
	(G) Total des frais d'administration		**4 000,00 $**	**0,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			**71 320,00 $**	**9 240,00 $**

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussigné Sports Montréal

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – (programme club sportif et activités sportives),** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

Signature : Michel Martin

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

MICHEL MARTIN, PRÉSIDENT — 6 NOVEMBRE 2019

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande
☒ Le plan d'action
☒ Calendrier d'activités (entraînement, compétitions, événements et rencontres);
☒ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
☒ États financiers
☒ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
☒ Publicités (dépliants);
☒ Certificats et cartes de compétence des employés;
☒ Fiches signalétiques / listes d'employés;
☒ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☒ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1197644015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente totalisant 336 316 $ à 8 organismes désignés à la recommandation, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre du « Programme Activités de loisir » et approuver les projets de conventions à cette fin.

1. d'accorder une contribution financière non récurrente totalisant 336 316$ à 8 organismes de l'arrondissement, dans le cadre du "Programme Activités de loisir", comme suit :

Organisme	Période	Montant
Les aventuriers de St-Gérard	1er janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2020	5 300 $
Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse inc.	1er janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2020	42 936 $
Corporation de gestion des loisirs du Parc	1er janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2020	102 858 $
Espace Multisoleil	1er janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2020	66 549 $
Organisation des jeunes de Parc-Extension inc. (PEYO)	1er janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2020	5 362 $
La joie des enfants inc.	1er janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2020	4 335 $

Loisir communautaires Saint-Michel	1er janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2020	55 401 $
Centre Lasallien Saint-Michel	1er janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2020	53 575 $

2. d'approuver les projets de conventions, à intervenir entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces contributions financières;

3. d'autoriser madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension, à signer les conventions pour et au nom de la Ville;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Elsa MARSOT **Le** 2019-11-18 09:46

Signataire : Elsa MARSOT

Directrice CSLDS
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197644015**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente totalisant 336 316 $ à 8 organismes désignés à la recommandation, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre du « Programme Activités de loisir » et approuver les projets de conventions à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension soutient les organismes à but non lucratif qui offrent à la population une programmation variée d'activités adaptées à tous les goûts, à tous les âges et à toutes les clientèles. Le programme Activités de loisirs permet aux résidants d'accéder à des activités physiques, sportives, de plein air, culturelles, socio-éducatives, récréatives et scientifiques. Ces activités de loisirs incitent à la détente et favorisent la santé physique et mentale.
Ces organismes offrent des programmations de loisirs aux résidants de chaque secteur de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension. Celles-ci ont un impact majeur sur la qualité de vie et l'estime de soi de ces citoyens.

Les conventions venant à terme le 31 décembre 2019, le présent dossier est déposé afin de demander l'approbation des projets de convention et d'octroyer des contributions financières pour une période d'un an, débutant le 1er janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0393 - 4 décembre 2018 - Accorder un soutien financier, non récurrent, totalisant 281 257,25 $ à sept (7) organismes à but non lucratif de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension, soit 5 300 $ pour Les Aventuriers de St-Gérard, 41 451,75 $ pour le Centre de loisirs communautaires Lajeunesse inc., 4 334,98 $ pour La Joie des enfants inc., 66 548,92 $ pour Espace multisoleil, 5 362,54 $ pour l'Organisation des jeunes de Parc-Extension inc. (PEYO), 102 858,16 $ pour la Corporation de gestion des loisirs du Parc, 55 400,90 $ pour Les Loisirs communautaires Saint-Michel, dans le cadre du « Programme Activités de loisir » et approuver les projets de conventions à cette fin.

CA18 14 0127 - 1er mai 2019 - Accorder une contribution financière totalisant 89 290,87 $ au Centre Lasallien Saint-Michel, pour la période du 15 mai 2018 au 31 décembre 2019, dans le cadre du programme « Activités de loisirs », et approuver le projet de convention à

cet effet.

CA15 14 0435 - 1er décembre 2019 - Autoriser la signature des projets de convention entre la Ville et sept organismes, soit : La joie des enfants (Montréal) inc., le Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse inc., l'Espace Multisoleil, l'Organisation des jeunes de Parc-Extension inc. (PEYO), les Aventuriers de Saint-Gérard inc., la Corporation de gestion des loisirs du parc et les Loisirs communautaires Saint-Michel, dans le cadre du programme Activités de loisirs, pour une période de trois ans, débutant le 1er janvier 2016 et se terminant le 31 décembre 2018 et octroyer une contribution financière ajustée au montant total de 843 771,75 $ à cette fin

CA12 14 0408 - 4 décembre 2012 - Autoriser la signature des projets de convention entre la Ville de Montréal et sept organismes, soit: La joie des enfants (Montréal) inc., le Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse inc., l'Association pour jeunes handicapés physiques les Loisirs Soleil, l'Organisation des jeunes de Parc-Extension inc. (PEYO), les Aventuriers de Saint-Gérard inc., la Corporation de gestion des loisirs du parc et Loisirs communautaires Saint-Michel dans le cadre du programme Activités de loisirs, pour une période de trois ans, débutant le 1er janvier 2013 et se terminant le 31 décembre 2015 et octroyer une contribution financière ajustée au montant total de 843 771,75 $ à cette fin.

DESCRIPTION

Les Aventuriers de Saint-Gérard inc.
Cet organisme réalise une programmation d'activités sportives et culturelles dans le quartier de Villeray. Il rejoint entre 300 et 400 enfants par année et vise à développer chez le jeune des intérêts et des talents par le biais d'activités accessibles dans un environnement sain et propice. Les activités se déroulent à l'école Saint-Gérard.

Contribution financière 2020 : 5 300 $

Le Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse inc.
Cet organisme offre une programmation d'activités de loisirs à caractère physique, culturel, sportif et scientifique à la population du quartier comptabilisant plus de 1500 inscriptions annuellement. Les activités sont offertes principalement au Centre Lajeunesse, situé au 7378, rue Lajeunesse. L'organisme utilise aussi le sous-sol de l'église Sainte-Cécile, le gymnase de l'école Sainte-Cécile, l'école St-Gérard, l'école Henri-Julien et l'école Lucien-Pagé pour ses activités physiques.

De plus, pour les enfants du quartier de Villeray qui vivent à l'est du secteur, l'organisme réalise des activités à l'école Saint-Grégoire-le-Grand. Ce sont des activités récréatives, physiques et culturelles, où environ une centaine de jeunes par semaine y participent. L'organisme vient bonifier sa programmation par une semaine d'activités dans le cadre de la semaine de la relâche scolaire.

Contribution financière 2020 : 42 936 $

La Corporation de gestion des loisirs du parc
L'organisme offre une programmation diversifiée d'activités de loisirs et physiques répondant aux besoins de la population du quartier de Parc-Extension. On y retrouve des activités récréatives, culturelles, physiques et sportives. Tous les groupes d'âge de la population du quartier et de l'arrondissement profitent de l'offre de service réalisée par l'organisme. Les activités offertes sont à prix modique afin de permettre aux citoyens de Parc-Extension d'avoir accès à des activités. Les activités ont lieu au Complexe William-Hingston et il gère également la salle de musculation et le local de boxe.

Contribution financière 2020 : 102 858 $

Espace Multisoleil
Le programme consiste à accueillir des jeunes âgés de 6 à 21 ans ayant une déficience physique et favoriser la participation de ces derniers aux activités culturelles, sportives et communautaires. De plus, différentes thématiques sont présentées aux jeunes incluant quelques sorties. L'organisme offre aussi un programme d'activités dans le cadre de la relâche scolaire. Une trentaine de jeunes sont inscrits hebdomadairement à ces activités qui se déroulent à l'école Victor-Doré, située au 1350, boulevard Crémazie Est.

Contribution financière 2020 : 66 549 $

L'Organisation des jeunes de Parc-Extension inc. (PEYO)
L'organisme offre un camp hivernal durant la relâche scolaire hivernale. Lors de cette semaine, l'organisme offre des activités culturelles, sportives et scientifiques aux jeunes de 6 à 12 ans. De plus, l'organisme fait la promotion des activités extérieures afin de permettre à sa clientèle de découvrir les plaisirs de l'hiver. Une centaine de jeunes provenant du quartier Parc-Extension participent au camp hivernal.

Contribution financière 2020 : 5 362 $

La Joie des Enfants (Montréal) inc.
La clientèle de l'organisme est composée de jeunes et moins jeunes de 7 à 45 ans ayant une déficience intellectuelle. Les participants proviennent de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension et de Montréal. Les activités sont offertes à l'école Saint-Pierre -Apôtre, située au 8550, rue Clark, dans le secteur de Parc-Extension. La programmation est diversifiée et plus d'une quarantaine de personnes sont inscrites à chaque session (automne et printemps) aux activités de loisir qui regroupent des sports, du yoga/danse et des arts. L'Organisme est reconnu PANAM.

Contribution financière 2020 : 4 335 $

Loisirs communautaires Saint-Michel
L'organisme réalise une programmation d'activités de loisirs à caractère sportif, récréatif, culturel et socioculturel. Annuellement, plus de 1 400 citoyens s'inscrivent et participent aux activités offertes sept jours par semaine dans le cadre du programme Activités de loisirs. Les participants aux activités sont des jeunes de 3 à 17 ans, des adultes et des aînés. Près de 50 % de la clientèle est âgée entre 6 et 12 ans. Les principaux lieux de réalisation des activités sont la Maison du citoyen de Saint-Michel, les gymnases de l'école John.-F. Kennedy et les écoles primaires Saint-Mathieu, Léonard-de-Vinci et Saint-Bernardin.

L'organisme offre également des activités sous forme de camp de jour pendant la semaine de relâche scolaire au mois de mars et pendant le congé des Fêtes entre le 24 décembre et le 6 janvier approximativement.

Finalement, l'organisme accueille de nombreux autres organismes partenaires dans les murs de la Maison du citoyen en leur permettant d'offrir leurs propres activités aux citoyens de notre arrondissement.

Contribution financière 2020 : 55 401 $

Centre Lasallien Saint-Michel
Le Centre Lasallien Saint-Michel, situé au 3001, rue de Louvain Est, offre une programmation variée, accessible et de qualité aux citoyens dans le secteur ouest du quartier Saint-Michel depuis 2015. Par le biais de services éducatifs et de loisirs communautaires, le Centre Lasallien Saint-Michel cherche à favoriser le mieux-être et le développement de la personne de toutes origines et particulièrement les plus défavorisés et les plus vulnérables, dans le respect et dans la dignité de chacun.
Le Centre Lasallien offre aussi dans sa programmation une variété d'activités de loisirs pour les 6-12 ans au Centre René-Goupil. De plus, durant la période estivale, un camp de jour est offert au Centre Lasallien et au Centre René-Goupil.

Contribution financière 2020 : 53 575 $

JUSTIFICATION

Les activités de loisirs offertes par ces organismes ont un impact important sur la qualité de vie et l'estime de soi des participants.
Une évaluation conjointe entre les Agents de développement et les organismes a été réalisée. Les organismes mentionnés précédemment respectent les exigences d'encadrement telles que décrites dans la convention. De plus, les résultats des plans d'action démontrent que les objectifs ont été atteints.

Les représentants de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension ont approuvé les projets soumis par les organismes qui comportent un plan d'action, des prévisions budgétaires et une projection de programmation pour l'année à venir. Ces derniers sont joints en annexe à ce dossier. Il est proposé que les projets soient soutenus pour un an.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social dispose, à même son budget régulier, des crédits nécessaires pour assumer les 336 316 $ à accorder à ces huit organismes partenaires pour la durée des projets, et ce, dans le cadre du « Programme Activités de loisirs ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets soumis par les organismes visent une meilleure qualité de vie par une offre de loisirs publique accessible, diversifiée et de qualité. Les projets favorisent l'accès aux équipements de loisirs, ils visent toutes les clientèles dans une optique d'équité et favorisent la cohésion sociale, la solidarité et une accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les principaux impacts auprès de la population si les autorités municipales refusent ou retardent ce dossier pourraient être une augmentation des frais d'inscriptions pour les participants, une diminution importante de l'offre de service et dans certains cas, l'annulation d'activités.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les organismes utilisent différents outils de communication (site Web, dépliants, affiches, etc.) afin de présenter les différents services offerts dans la communauté. Les activités de ces organismes figurent sur le site Internet de l'arrondissement de Villeray— Saint-Michel—Parc-Extension sous la rubrique de « Loisirs en ligne ».

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les Agents de développement rencontrent régulièrement la direction générale des organismes afin d'évaluer les plans d'action et les programmations. Des visites techniques sont réalisées afin d'évaluer la qualité, la diversité, la sécurité et l'accessibilité. Les Agents de développement s'assurent que la programmation répond au programme et aux besoins des résidants de chaque secteur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Marcelle DION)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent-Thomas HAMELIN
Conseiller en planification

Tél : 514-872-7569
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-15

Jean-Marc LABELLE
Chef de division SLDS - Développement et expertise

Tél : 514 872-3468
Télécop. : 514 872-4682

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1197644015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente totalisant 336 316 $ à 8 organismes désignés à la recommandation, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre du « Programme Activités de loisir » et approuver les projets de conventions à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1197644015_Programme activités loisirs.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (514)872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-18

Brigitte BEAUDREAULT
Directrice des services administratifs

Tél : 514 872-9173
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

DOSSIER 1197644015

« Accorder une contribution financière non récurrente totalisant 336 316 $ à 8 organismes désignés à la recommandation, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre du « Programme Activités de loisir » et approuver les projets de conventions à cette fin.»

Je certifie qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessus mentionnés.

DOSSIER 1197644015 - Programme activités de loisirs Organismes	Numéro de fournisseur	1er versement	2e versement 1er sept.2020	3e versement 31 déc.2020	Pour l'année 2020
Les Aventuriers de Saint-Gérard inc.	128467	2 650,00	1 590,00	1 060,00	**5 300,00**
Le Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse inc.	114613	21 468,00	12 880,80	8 587,20	**42 936,00**
La Corporation de gestion des Loisirs du Parc	109799	51 429,00	30 857,40	20 571,60	**102 858,00**
Espace Multisoleil	278468	33 274,50	19 964,70	13 309,80	**66 549,00**
L'Organisation des jeunes de Parc-Extension inc. (PEYO)	108074	2 681,00	1 608,60	1 072,40	**5 362,00**
La joie des Enfants (Montréal) inc.	114611	2 167,50	1 300,50	867,00	**4 335,00**
Loisirs communautaires Saint-Michel	118186	27 700,50	16 620,30	11 080,20	**55 401,00**
Centre Lasallien Saint-Michel	401346	26 787,50	16 072,50	10 715,00	**53 575,00**
GRAND TOTAL		**168 158,00**	**100 894,80**	**67 263,20**	**336 316,00**

Imputation :

VSM – Expertise Événements publics – Contributions à d'autres organismes

2440.0010000.306442.07123.61900.016490.0000.000000.000000.00000.00000



Convention_AL_2020_Espace_Multisoleil_1197644015.doc



Convention_AL_2020_CLSM_1197644015.doc  Convention_AL_2020_CLCL_1197644015.doc



Convention_AL_2020_CGLP_1197644015.doc



Convention_AL_2020_Aventuriers_St-Gerard_1197644015.doc



Convention_AL_2020_PEYO_1197644015.doc  Convention_AL_2020_LCSM_1197644015.doc



Convention_AL_2020_Joie des enfants_1197644015.doc

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : VILLE DE MONTRÉAL—VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (VSMPE), personne morale ayant une adresse au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA19…..
N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la **«** Ville »

ET : ESPACE MULTISOLEIL INC, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 7378, rue Lajeunesse, bureau 205, Montréal, Québec, H2R 2H8, agissant et représentée par madame Sarah Laurence, directrice générale, dûment autorisée aux fins de la présente convention telle qu'il le déclare.

N° d'inscription TPS : 891827131RT0001
N° d'inscription TVQ : 050348256
Numéro d'organisme de charité : 0503482-56

Ci-après appelée l' « Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de permettre à des personnes vivant avec une multidéficience de mener une vie active dans un environnement stimulant, chaleureux et sécuritaire en leur offrant des activités socioculturelles, de loisirs, de sports et d'éducation qui contribuent au développement personnel;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Activités de loisirs » pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme « Activités de loisirs »**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.6 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les

sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.9 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.10 « **Unité administrative** » : Division des sports, des loisirs et du développement social — Développement et expertise de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) à l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de maximale de soixante-six mille cinq cent quarante-neuf dollars (66 549 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de trente-trois mille deux cent soixante-quatorze dollars et cinquante cents (33 274,50 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de dix-neuf mille neuf cent soixante-quatre dollars et soixante-dix cents (19 964,70 $), au plus tard le 1er septembre 2020;

- un troisième versement d'un montant maximal de treize mille trois cent neuf dollars et quatre-vingts cents (13 309,80 $), au plus tard le 31 décembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard (article non applicable, car convention sur un (1) an) de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au

Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention dans les soixante (60) jours après la fin de l'année financière de l'Organisme;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également

remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou

documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de

force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7378, rue Lajeunesse, bureau 205, Montréal, Québec, H2R 2H8, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice CSLDS

Le .....e jour de 2020

ESPACE MULTISOLEIL INC.

Par : _____
Madame Sarah Laurence, directrice générale

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 XXXX).

ANNEXE 1

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Espace Multisoleil

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Espace Multisoleil		
N° d'enregistrement : 1143012087		**Date d'incorporation :** 1975-02-19
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Sarah Laurence		**Titre :** Directrice générale
Adresse de l'organisme		
N° civique : 7378	**Local** : 205	**Rue :** Lajeunesse
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H2R 2H8
514-544-6522	**Poste n°**	**Télécopieur :** 514-303-2202
Courriel : direction@espacemultisoleil.org		**Site Web : http:///www. espacemultisoleil.org**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Faire vivre à des personnes ayant une déficience physique (associée ou non à une déficience intellectuelle) des activités collectives de loisirs, adaptées, variées et ludiques, offertes par une équipe dynamique et professionnelle et se déroulant dans une ambiance stimulante, chaleureuse et sécuritaire.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme Activités de loisirs)

Espace Multisoleil - 1 janvier au 31 décembre 2020

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Révision du processus d'inscription et de gestion des listes d'attente, afin de permettre une meilleure équité, clarté et afin d'être en cohérence avec la mission. Dans le but d'offrir le service à de nouvelles familles.	Processus clair établi pour les inscriptions Processus clair établi pour la gestion de la liste d'attente	Consultation des membres Répertorier les bonnes pratiques existantes Recherche d'organisme pour assurer la continuité des services (référence) Création de lien avec le CIUSSS pour un meilleur référencement	Automne 2020	Direction générale Membres CIUSSS CA Organismes	Processus clair établi pour les inscriptions Processus clair établi pour la gestion de la liste d'attente	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Augmenter les heures totales de services (actuellement 206 heures)	Offrir un minimum de 20 heures d'activités de plus à l'année 2020 (env. 10%)	Montage financier Consultation des membres et employés Choix du scénario (voir plan d'action résultats 2019) Plan de communication de la nouvelle offre	Décembre 2020	CA Direction générale Coordonnatrice des activités Animateurs Membres École Victor-Doré	Heures d'activités supplémentaires disponibles aux participants Nouveaux participants dans les programmes	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

Acquisition de matériel spécialisé pour les activités	Achats de 3 items spécialisés	Inventaire du matériel Recherche et soumission Levée de fond Dépôt de projet	Décembre 2020	Coordonnateurs Partenaires (CSDM, Ville) Direction générale Animateurs	3 items acquis	Résultat obtenu : Objectif : ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint Explication :

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020_AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Coordonnateur(trice) aux activités	Gestion du personnel Communication avec les parents Planification des sorties et des activités Coordination des horaires (aquatiques, locaux, sorties etc.) Gestion du transport adapté Gestion du matériel et des achats, etc.	Supervision d'une équipe, connaissance de la clientèle DI, TSA et limitations fonctionnelles, expérience en coordination d'activités
Coordonnateur(trice) aux soins	Évaluation des dossiers médicaux des participants Soutien et forme l'équipe de préposés Soutien et supervise les soins d'hygiènes Suivi et administration des médicaments au besoin Formation continue du personnel en transfert et déplacements Etc.	Préposé au bénéficiaire, transferts et déplacements sécuritaires de participants à mobilité réduite (PDSB), premiers soins et RCR etc.
Animateurs	Planification des journées d'activités Animation d'activités de loisirs ludiques et stimulantes Accompagnement lors des sorites Intervention auprès des jeunes pour favoriser la pleine participation aux activités	Expérience en animation Expérience et aisance avec la clientèle DI, TSA et ayant des limitations fonctionnelles

Préposés	Effectuer des soins d'hygiènes Gestion des transferts et déplacements des participants lors des soins et des activités aquatiques Soutien des animateurs lors des périodes de repas et des sorties	transferts et déplacements sécuritaires de participants à mobilité réduite (PDSB), premiers soins et RCR

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez remplir le formulaire Excel – Budget prévisionnel

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus						
	Précisez la source des revenus		evenus prévus			Revenus réels (ne pas compléter au moment de la
Subventions	Gouvernement du Canada			Confirmé	Anticipé	
	Emploi été Canada		31 000,00 $	☐	☑	
	Gouvernement du Québec					
	Précisez	PSOC	87 000,00 $	☐	☑	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)			☐	☐	
	Arrondissement VSP		66 549,00 $	☐	☑	
	Altergo		7 933,00 $	☐	☑	
	(A) Total des subventions		**192 482,00 $**	**0,00 $**	**192 482,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Inscriptions		45 897,00 $	☐	☑	
	Cotisations annuelles		510,00 $	☐	☑	
	Frais administratifs		1 240,00 $	☐	☑	
	Autres: Dons, intérêts etc.		2 000,00 $	☐	☑	
	(B) Total des revenus autonomes		**57 062,00 $**	**0,00 $**	**57 062,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)			**249 544,00 $**	**0,00 $**		

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses	Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste		
	coordonnatrice aux activités	15 560,00 $	
	coordonnateur aux soins	11 132,00 $	
	préposés et animateurs	93 744,00 $	66 549,00 $
	comptabilité et direction	61 922,46 $	
	avantages sociaux et assurances collectives	20 971,22 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux	**203 329,68 $**	**66 549,00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	matériel activités et sorties	11 200,00 $	
	activités spécialisées (ex : zoothérapie) et déplacements sorties	1 500,00 $	
	matériel hygiène	3 500,00 $	
	(E) Total des frais d'opération	**13 374,00 $**	**0,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	Soutien informatique	3 000,00 $	
	Publicité	500,00 $	
	Collectes de fonds	500,00 $	
	(F) Total communication et publicité	**4 000,00 $**	**0,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Traitement de la paie, honaires (vérificateurs), assurances, affiliations, mauvaises créances,	15 484,00 $	
	Formation, recrutement, antécédents judiciaires	10 750,00 $	
	Autres	875,00 $	
	(G) Total des frais d'administration	**27 109,00 $**	**0,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)		**247 812,68 $**	**66 549,00 $**
Surplus ou (Déficit)		**1 731,32 $**	

Section 4 : Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussignés Espace Multisoleil

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs,** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature : 

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Sarah Laurence, directrice générale — 4/02/2019

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☐ Le plan d'action

☐ Calendrier d'activités

☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);

☐ États financiers

☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme

☐ Publicités (dépliants);

☐ Certificats et cartes de compétence des employés (sur demande);

☐ Fiches signalétiques / listes d'employés (sur demande);

☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

.

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté
École Victor-Doré	1350, boul. Crémazie Est	Gymnases et locaux
Centre sportif Jean-Rougeau	8000, rue de Normanville	Gymnases et locaux
Chalet de Normanville	7480, rue de Normanville	Locaux
Piscine Joseph-Charbonneau	8200, rue Rousselot	Piscine

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);

- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :

tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation	site web
dépliant	page de médias sociaux
annonce dans le journal	publicité électronique
carton d'invitation	programmation
affiche	invitation ou information publique envoyée par courriel
bannière	
objet promotionnel	
communiqué de presse	

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :



La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.



2,5 pouces

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL—VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (VSMPE)**, personne morale ayant une adresse au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA18 14 0393.
N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la **«** Ville »

ET : **CENTRE LASALLIEN SAINT-MICHEL**, personne morale (constituée sous l'autorité de la Loi sur les corporations religieuses (RLRQ, C. C-71)), dont l'adresse principale est le 3001, rue de Louvain Est, agissant et représentée par monsieur Paul Evra, directeur, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare.

N° d'inscription TPS : 14226040RT0001
N° d'inscription TVQ : 100955709TQ001
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l' « Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de favoriser le mieux-être et le développement de la personne de toutes origines et particulièrement les plus défavorisés et les plus vulnérables dans le respect et dans la dignité de chacun par le biais de services éducatifs et de loisirs communautaires;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Activités de loisirs » pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme « Activités de loisirs »**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.6 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.9 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.10 « **Unité administrative** » : Division des sports, des loisirs et du développement social — Développement et expertise de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) à l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de cinquante-trois mille cinq cent soixante-quinze dollars (53 575 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de vingt-six mille sept cent quatre-vingt-sept dollars et cinquante cents (26 787,50 $) dans les trente

(30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de seize mille soixante-douze dollars et cinquante cents (16 072,50 $), au plus tard le 1er septembre 2020;

- un troisième versement d'un montant maximal de dix mille sept cent quinze dollars (10 715 $), au plus tard le 31 décembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard (article non applicable, car convention sur un (1) an) de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au

Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention dans les soixante (60) jours après la fin de l'année financière de l'Organisme;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non

encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi

transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3001, rue de Louvain Est, Montréal (Québec) H1Z 1J7, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice CSLDS

Le .....e jour de 2020

CENTRE LASALLIEN SAINT-MICHEL

Par : _____
Monsieur Paul Evra, directeur

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 XXXX).

ANNEXE 1

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Centre Lasallien Saint-Michel

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Centre lasallien Saint-Michel		
N° d'enregistrement : 1168906734		**Date d'incorporation :** 19 février 2013
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Paul Evra		**Titre :** Directeur général
Adresse de l'organisme		
N° civique : 3001	**Local** :	**Rue :** de Louvain Est
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H1Z 1J7
Téléphone : 514-328-4625	**Poste n°** 229	**Télécopieur :**
Courriel : paul.evra@centrelasallien.org		**Site Web : http:///www.centrelasallien.org**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Le centre lasallien Saint-Michel s'inscrit dans la tradition éducative lasallienne qui a toujours reconnu l'éducation comme sa raison d'être et sa contribution à la formation de l'être humain. En offrant un milieu sécuritaire et stimulant, les jeunes peuvent y développer tout leur potentiel dans les différentes sphères de leur vie.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme Activités de loisirs)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Poursuivre le partenariat avec la bibliothèque des jeunes, le samedi	Avoir une activité commune avec la bibliothèque	Contribuer conjointement avec les responsables de la bibliothèque des jeunes à bâtir la programmation.	Chaque session : hiver-printemps et automne 2020	Coordonnateur Loisirs Intervenant jeunesse Personnel de la bibliothèque	Programmation d'activité Rapport d'inscriptions	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Développer une programmation variée en sports et loisirs pour les sessions hiver, printemps et automne 2020 incluant la semaine de relâche.	2 activités sportives 1 activité culturelle 1 activité de jeux vidéo 5 activités de tout genre	Embaucher des spécialistes qualifiés en sports, loisirs, arts, cultures Mettre l'accent sur l'apprentissage des gestes techniques d'un sport spécifique.	Chaque session : hiver-printemps et automne 2020	Spécialistes Intervenants Animateurs Partenaires Coordonnateur Loisirs	Programmation hiver-printemps et automne 2020 Rapport d'inscriptions Évaluation des spécialistes	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
D'ici le printemps 2020, développer un drop in pour les adolescents 13 – 17 ans.	Avoir une programmation d'une journée réservée aux adolescents	Promouvoir les activités à l'école Louis-Joseph-Papineau Promotion sur les réseaux sociaux Diffuser les événements sportifs tout en jouant à des jeux de société et des jeux de vidéo.	Printemps 2020	Coordonnateur Loisirs Intervenant jeunesse	Programmation 2020 Rapport des fréquentations	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

Au plus tard à la session d'automne 2020, offrir au moins deux ateliers spécifiques spécialisés- Ex : boxe, soccer	Avoir 2 activités de boxes et de soccer	Collaborer avec l'arrondissement pour l'aménagement d'un local Promotion dans les écoles du quartier Inviter des vedettes et des anciens joueurs à donner des ateliers.	Avril 2020	Coordonnateur Loisirs Partenaires en sports Arrondissement VSMPE	Programmation 2020 Rapport d'inscriptions Rapport des fréquentations	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint Ns **Explication :**
D'ici l'automne 2020, développer au moins deux activités jeunesse pour le samedi	Avoir dans la programmation 2 activités le samedi Offrir des leçons de sports en sous-groupe et offrir des cours de conditionnement physique	Mobiliser et aller à la rencontre des jeunes tout au long des sessions hiver-printemps et durant l'été Diffusion de la programmation dans les écoles et sur les réseaux sociaux	Automne 2020	Coordonnateur Loisirs	Programmation automne 2020 Rapport d'inscriptions Rapport des fréquentations	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
D'ici automne 2020, développer au moins une activité en partenariat avec au moins deux organismes du CLRG	Avoir un partenariat avec 2 organismes du CLRG afin d'offrir des activités communes	Collaborer avec les partenaires du Centre pour la mise en place d'activité Promotion de la programmation commune Rejoindre deux clientèles différentes pour des activités communes. Échanger les services.	Automne 2020	Coordonnateur Loisirs Organismes CLRG	Programmation du CLRG et des organismes internes Rapport d'inscription	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Siéger sur la table l'Action Saint-Michel Est (ASME)	Assister à l'année au rencontre de concertation de la table de l'ASME	Collaborer avec les partenaires du quartier Siéger sur la table.	Janvier 2020	Coordonnateur Loisirs Partenaires ASME	Présence à la table (compte-rendu)	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement

						☐ Non atteint **Explication :**
Développer un partenariat avec l'école St-Noël-Chabanel	Rencontrer au moins à trois reprises les intervenants de l'école (direction, éducateurs physiques, etc.).	Collaborer avec l'école pour créer un calendrier de rencontre avec le personnel.	Décembre 2020	Coordonnateur Loisirs Intervenant jeunesse Personnel de l'école	Nombre de rencontre tenue pendant l'année Calendrier des rencontres – compte-rendu	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020_AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Intervenant jeunesse	Voir description tâche ci-jointe	.
Spécialiste	Voir description tâche ci-jointe	
Coordonnateur Loisir CLRG	Voir description tâche ci-jointe	

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez remplir le formulaire Excel – Budget prévisionnel

Organisme:	Centre Lasallien St-Michel				
Budget-Revenus					
Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenu	**Revenus prévus**			**Revenus réels (ne pas compléter au moment de la**
Subventions	**Gouvernement du Can**		**Confirmé**	**Anticipé**	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)	53 575,00 $	☐	☐	
	Arrondissement		☐	☐	
	Autres (précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventi	**53 575,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Revenus d'inscriptions	250,00 $	☐	☐	
	Cartes de membres	350,00 $	☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus	**600,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**54 175,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
Budget-Dépenses					
	Nature des dépenses			**Dépenses totales**	**Répartition du soutien financier demandé à la ville***
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire			
	rdonnateur L	15 h x 32 sem x 25,76 $		12 364,80 $	
	able des inte	35 h x 42 sem x 18,95 $		27 857,00 $	
	ateurs/spécia	18 h x 42 sem x 18,58 $		10 703,00 $	
	Total salaires et avantages sociaux			**50 924,80 $**	**0,00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Équipements te matériel d'animation			2 600,00 $	
	(E) Total des frais d'opération			**2 600,00 $**	**0,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	Site Internet			350,00 $	
	Publicité et promotion			250,00 $	
	Frais de bureau			150,00 $	
	F) Total communication et publicité			**750,00 $**	**0,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.					
	(G) Total des frais d'administration			**0,00 $**	**0,00 $**
Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F				**54 274,80 $**	**0,00 $**
Surplus ou (Déficit)				**-99,80 $**	

Section 4 : Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussignés Centre lasallien St-Michel
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet.
- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature : [signature]
Nom du mandataire désigné par l'organisme pour la présente convention

directeur général
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

8 nov
Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande
☐ Le plan d'action
☐ Calendrier d'activités
☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
☐ États financiers
☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
☐ Publicités (dépliants);
☐ Certificats et cartes de compétence des employés (sur demande);
☐ Fiches signalétiques / listes d'employés (sur demande);
☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME (le format de ce tableau pourra être modifié)

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté
Centre René-Goupil	4121, 24e Rue	Tous les locaux
École Bienville	9275, 25e Avenue	Gymnase
École Saint-Noël-Chabanel, pavillon des Bâtisseurs	8801, 25e Avenue	Gymnase

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;

- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :

tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation	site web
dépliant	page de médias sociaux
annonce dans le journal	publicité électronique
carton d'invitation	programmation
affiche	invitation ou information publique envoyée par courriel
bannière	
objet promotionnel	

communiqué de presse

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :



La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.



2,5 pouces

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL—VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (VSMPE)**, personne morale ayant une adresse au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA18 14 0393.
N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la **«** Ville »

ET : **CENTRE DE LOISIRS COMMUNAUTAIRES LAJEUNESSE INC**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 7378, rue Lajeunesse, Montréal (Québec) H2R 2H8, agissant et représentée par madame Émilie Leroy, directrice générale, dûment autorisée aux fins de la présente convention telle qu'elle le déclare.

N° d'inscription TPS : 1422 6040 RT 0001
N° d'inscription TVQ : 1009557209TQ001
Numéro d'organisme de charité : 144226040RR0001

Ci-après appelée l' « Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de créer un milieu de vie en offrant à la population des activités de loisir accessibles, novatrices, axées sur le développement de la personne et en favorisant une synergie entre organismes résidants et partenaires;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Activités de loisirs » pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;
ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme « Activités de loisirs »**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.6 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout

autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet ;

2.9 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.10 « **Unité administrative** » : Division des sports, des loisirs et du développement social — Développement et expertise de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) à l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de quarante-deux mille neuf cent trente-six dollars (42 936 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de vingt et un mille quatre cent soixante-huit dollars (21 468 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de douze mille huit cent quatre-vingts dollars et quatre-vingts cents (12 880,80 $), au plus tard le 1er septembre 2020;

- un troisième versement d'un montant maximal de huit mille cinq cent quatre-vingt-sept dollars et vingt cents (8 587,20 $), au plus tard le 31 décembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard (article non applicable, car convention sur un (1) an) de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention dans les soixante (60) jours après la fin de l'année financière de l'Organisme;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement,

le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à

payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7378, rue Lajeunesse, Montréal (Québec) H2R 2H8, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice CSLDS

Le .....e jour de 2020

CENTRE DE LOISIRS COMMUNAUTAIRES LAJEUNESSE INC.

Le _____ e jour de _____ 2018

Par : _____

Madame Émilie Leroy, directrice générale

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 XXXX).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse		
N° d'enregistrement : 1143476001		**Date d'incorporation :** 1989
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Émilie Leroy		**Titre :** Directrice générale
Adresse de l'organisme		
N° civique : 7378	**Local** : 111	**Rue :** Lajeunesse
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H2R 2H8
514 278-2654	**Poste n°** 222	**Télécopieur :**
Courriel : direction@centrelajeunesse.org		**Site Web : http:///www.centrelajeunesse.org**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : Villeray / St-Michel / Parc-Extension		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Le Centre Lajeunesse a pour mission de créer un milieu de vie en offrant à la population des activités de loisir accessibles, novatrices, axées sur le développement de la personne et en favorisant une synergie entre organismes résidants et partenaires. Les valeurs mises de l'avant par le Centre Lajeunesse sont l'ouverture, la polyvalence et la transparence, en plus de valeurs secondaires que sont le respect, l'entraide et le bien-être.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme Activités de loisirs)

Mise en contexte :

Suite à l'annonce de la reprise de bâtiment situé au 7378 Rue Lajeunesse, l'organisme Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse (CLCL) s'est lancé dans une démarche de création d'une nouvelle entité avec le Patro le Prevost. Étant donné la charge de travail que cette démarche exige pour l'équipe du CLCL et l'incertitude face au résultat final, l'organisme s'est positionné et ne développera pas son offre de service. L'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension soutient activement la démarche et soutien l'organisme dans son plan d'action.
Le présent plan d'action est élaboré en conséquence.

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Hiver 2020 : maintien d'une offre de service aux citoyens (0-99 ans)	Offre d'une session de 6 semaines pour les activités au CL Offre d'une session de 10 semaines pour les autres points de services	Lien avec l'arrondissement pour trouver des lieux de remplacement Lien avec les écoles pour utilisation de leurs gymnases Promotion : Tournée des écoles, Site Internet, réseaux sociaux, Adapter les activités aux réalités Écoute des besoins de la clientèle Assurer la diffusion d'un message commun par les spécialistes pour rassurer les participants	Mars 2020	• Équipe des Loisirs du CLCL • Personnel du CLCL • Site Web • Réseaux sociaux • Commerçants du quartier • Écoles du quartier • Partenaires concertés • Équipe sports-loisirs arrondissement VSP • Spécialistes	Nombre d'activités offertes Nombre de semaines	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Arrimer les équipes du CLCL et Patro le Prevost dans le but de travailler une offre de service en loisirs	Un comité de travail CL / Patro mis en place	Entente sur l'enlignement de ce comité par les DG des 2 organismes Déléguer des représentants des	Printemps 2020	Directions générales Patro et CL Équipes loisirs des deux organismes	Comité mis en place plan de travail et échéancier produits	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint

		deux organismes pour la formation du comité Réalisation d'un plan de travail et d'un échéancier				☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Sortir une programmation commune (CL-Patro) pour la session d'automne 2020	Programmation commune	Travail réalisé par le comité programmation du CL et Patro Lien avec l'arrondissement Promotion : Tournée des écoles, Site Internet, réseaux sociaux, lancement officiel Adapter les activités aux réalités Écoute des besoins de la clientèle Locaux disponibles	Automne 2020	• Équipe des Loisirs du CLCL et Patro • Personnel du CLCL et Patro • DG CLCL et Patro • Site Web • Réseaux sociaux • Commerçants du quartier • Écoles du quartier • Partenaires concertés • Équipe sports-loisirs arrondissement VSP • Spécialistes	Programmation commune offerte	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020_AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Directrice des loisirs	Proposer une programmation en cohérence avec les besoins des utilisateurs, des enjeux de quartier, en misant sur des activités accessibles, novatrices et de qualité, qu'elles soient physiques, sportives, culturelles, socio-éducatives, récréatives, scientifiques, etc. Pour le secteur Lajeunesse et pour l'est de Villeray. Recruter, former et encadrer les animateurs/spécialistes offrant les activités (horaires, absences, demandes, etc.). S'assurer de la qualité des cours offerts et de la satisfaction des utilisateurs. Faire l'inventaire du matériel et valider le bon état. Assurer le renouvellement de celui-ci et son adéquation avec les besoins, etc. En charge de sonder les participants et animateurs quant aux sessions terminées (créer le sondage, le diffuser, l'analyser) En charge des inscriptions (secteurs Lajeunesse et est de Villeray) Gérer le budget loisir (achat matériel, recrutement, etc.) Gérer les ententes ou collaborations avec les écoles partenaires et le sous-sol de l'église. Etc.	Gestionnaire, expérience en loisir, éducation, etc. Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)

Coordonnateur des loisirs jeunes	Proposer une programmation en cohérence avec les besoins des utilisateurs, des enjeux de quartier, en misant sur des activités accessibles, novatrices et de qualité, qu'elles soient physiques, sportives, culturelles, socio-éducatives, récréatives, scientifiques, etc. Pour le secteur Lajeunesse et pour l'est de Villeray. Participer au recrutement, à la formation et à l'encadrement des animateurs/spécialistes offrant les activités. S'assurer de la qualité des cours offerts et de la satisfaction des utilisateurs. Faire l'inventaire du matériel et valider son bon état, assurer le renouvellement de celui-ci, etc. En charge de sonder les participants et animateurs quant aux sessions terminées. En charge des inscriptions dans les secteurs Lajeunesse et est de Villeray. Répondre aux demandes particulières des utilisateurs Etc.	Expérience en loisir, éducation, intervention, gestion d'équipe, etc. Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)
Spécialistes	Offrir les cours et ateliers aux utilisateurs (enfants, adultes, ainés), de façon sécuritaire, dans un ambiance ludique et décontractée. Représenter le Centre Lajeunesse quant à ses valeurs, sa vision et sa mission globale. Respecter les ententes prises avec l'équipe des loisirs (ponctualité, dynamisme, etc.). Informer l'équipe des loisirs du Centre Lajeunesse en cas de problème ou de question (sur le matériel, le local, la propreté, les parents, etc.)	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)
Surveillants (au Centre Lajeunesse et dans les écoles)	Assurer l'ouverture, la fermeture et le bon déroulement des activités qui se tiennent dans les locaux mis à disposition. Accueillir les parents et les utilisateurs et rappeler les règles quant aux cours le cas échéant.	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)
Direction adjointe	Assurer la production et la coordination des communications pour la promotion des activités de loisir (dépliants, affiches, promotion sur les réseaux sociaux, site web, infolettre, etc.) Faire les vérifications d'antécédents judiciaires des spécialistes Coordonner la sortie et la diffusion des programmations de loisir	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)

Secrétaire-réceptionniste	Principale ressource pour faire les inscriptions, répondre aux multiples et diverses questions des utilisateurs, contacter les utilisateurs en cas d'absence du spécialiste, etc.	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)
Agent de location	Travailler de concert avec l'équipe des loisirs pour trouver les meilleurs locaux et plages horaires pour offrir une programmation répondant aux mieux aux besoins et souhaits des citoyens	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)
Équipe de l'immeuble (directeur, concierge et préposé à l'entretien)	Directeur immeuble : assurer la présence et la formation des surveillants d'école quand nécessaire Équipe : assurer le ménage des salles tout au long de la session. Faire le ménage, le rangement et de menus travaux pour offrir des espaces d'activités adéquats, sécuritaires et agréables (Centre Lajeunesse, sous-sol, etc.), installer le matériel nécessaire et s'assurer qu'il soit sécuritaire pour les utilisateurs	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)
Technicien informatique	Soutien à la production du dépliant de la programmation des activités de loisir (graphisme), soutien aux inscriptions. En charge de la plateforme d'inscriptions en ligne (entrer l'information, gérer les problèmes informatiques en lien avec la plateforme, etc.)	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)
Directrice générale	Assurer que la programmation soit en cohérence avec la mission, les valeurs, la vision de l'organisme, que les budgets soient respectés, que les spécialiste et les employés aient le nécessaire pour réaliser leurs tâches (ressources, matériel, temps, etc.), etc. Que le citoyen soit satisfait de la qualité du service offert !	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez remplir le formulaire Excel – Budget prévisionnel

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus						
	Précisez la source des revenus		**Revenus prévus**			**Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)**
Subventions	**Gouvernement du Canada**			**Confirmé**	**Anticipé**	
	Précisez			☐	☐	
	Gouvernement du Québec					
	Précisez	PAFCCL	35 000,00 $	☐	☑	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)			☐	☐	
	Arrondissement		42 935,75 $	☐	☑	
	Autres (précisez)	DRSP	5 500,00 $	☐	☑	
	(A) Total des subventions		**83 435,75 $**	**0,00 $**	**83 435,75 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Frais d'inscription		133 000,00 $	☐	☑	
	Contribution de l'organisme		27 158,25 $	☐	☑	
				☐	☐	
				☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes		**160 158,25 $**	**0,00 $**	**160 158,25 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)			**243 594,00 $**	**0,00 $**	**243 594,00 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		**Dépenses totales**	**Répartition du soutien financier demandé à la ville***
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	**Titre du poste**	**Nb d'heures X taux horaire**		
	Directrice secteur loisirs	35h x 52 semaines x 28,64$	52 124,80 $	
	Coordonnateur	35h x 52 semaines x 21,06$	38 329,20 $	
	Spécialistes		80 500,00 $	42 935,75 $
	Surveillance		24 000,00 $	
	Administration et soutien		21 000,00 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**215 954,00 $**	**42 935,75 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Matériel (achat, nettoyage, etc)		5 500,00 $	
	vérification antécédents judiciaires		840,00 $	
	plateforme d'inscriptions		8 000,00 $	
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	formation		300,00 $	
	(E) Total des frais d'opération		**14 640,00 $**	**0,00 $**
	Dépliants, affiches + distribution		6 800,00 $	
	promotion FB, etc.		600,00 $	
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	**(F) Total communication et publicité**		**7 400,00 $**	**0,00 $**
	cellulaires		600 $	
	frais d'administration		5 000 $	
	(G) Total des frais d'administration		**5 600,00 $**	**0,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			**243 594,00 $**	**42 935,75 $**
Surplus ou (Déficit)			0,00 $	

Section 4 : Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussignés Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet
- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature :
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Émilie Leroy, Directrice générale — 5 novembre 2019
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande
☐ Le plan d'action
☐ Calendrier d'activités
☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
☐ États financiers
☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
☐ Publicités (dépliants);
☐ Certificats et cartes de compétence des employés (sur demande);
☐ Fiches signalétiques / listes d'employés (sur demande);
☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME (le format de ce tableau pourra être modifié)

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté
Centre Lajeunesse	7378, rue Lajeunesse	Tous les locaux
Sous-sol de l'Église Sainte-Cécile	225, rue de Castelnau	Grande salle et 3 locaux, et entrepôt
École Sainte-Cécile	7230, avenue de Gaspé	Gymnase
École Saint-Grégoire-le-Grand	7950, rue Cartier	Gymnase ou classe
École Lucien Pagé	8200, boul. Saint-Laurent	Palestre

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);

- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :

tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation	site web
dépliant	page de médias sociaux
annonce dans le journal	publicité électronique
carton d'invitation	programmation
affiche	invitation ou information publique envoyée par courriel
bannière	
objet promotionnel	
communiqué de presse	

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :



La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : VILLE DE MONTRÉAL—VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (VSMPE), personne morale ayant une adresse au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA18 14 0393.

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la **«** Ville »

ET : CORPORATION DE GESTION DES LOISIRS DU PARC, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 419, rue Saint-Roch, Montréal (Québec) H3N 1K2, agissant et représentée par madame Premila Ramessur, trésorière, dûment autorisée aux fins de la présente convention telle qu'elle le déclare.

N° d'inscription TPS : 140261132
N° d'inscription TVQ : 1017552330
Numéro d'organisme de charité : 0503482-56

Ci-après appelée l' « Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de gérer des infrastructures et d'offrir des programmes d'activités communautaires et de loisirs en fonction du plus haut niveau de qualité, de diversité et d'accessibilité possible, pour répondre aux besoins de la population;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Activités de loisirs » pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme « Activités de loisirs »**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.6 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.9 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.10 « **Unité administrative** » : Division des sports, des loisirs et du développement social — Développement et expertise de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) à l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de cent deux mille huit cent cinquante-huit dollars (102 858 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de cinquante et un mille quatre cent vingt-neuf dollars (51 429 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de trente mille huit cent cinquante-sept dollars et quarante cents (30 857,40 $), au plus tard le 1er septembre 2020;

- un troisième versement d'un montant maximal de vingt mille cinq cent soixante et onze dollars et soixante cents (20 571,60 $), au plus tard le 31 décembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard (article non applicable, car convention sur un (1) an) de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et

registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention dans les soixante (60) jours après la fin de l'année financière de l'Organisme;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à

payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 419 rue Saint-Roch, Montréal (Québec) H3N 1K2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la trésorière. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice CSLDS

Le .....e jour de 2020

CORPORATION DE GESTION DES LOISIRS DU PARC

Par : _____
Madame Premila Ramessur, Trésorière

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 XXXX).

ANNEXE 1

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Corporation de Gestion des Loisirs du Parc

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme :	**Corporation de Gestion des Loisirs du Parc**	
N° d'enregistrement : 140261132		**Date d'incorporation :** 31 décembre 1993
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Nelson Ossé		**Titre :** Directeur
Adresse de l'organisme		
N° civique : 419	**Local** : SS14	**Rue :** St-Roch
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H3N-1K2
514-277-6471	**Poste n°** 222	**Télécopieur :** 514-277-3543
Courriel : coordination@loisirsduparc.org		**Site Web : http:///www.loisirsduparc.org**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : Villeray/St-Michel/Parc-Extension		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Gérer des infrastructures et offrir des activités sociocommunautaires et de loisirs pour la population, les organismes et les partenaires du milieu en fonction du plus haut niveau d'accessibilité, de qualité et de diversité possible.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme Activités de loisirs)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Maintenir notre approche concertée pour bonifier notre offre de service en loisirs et offrir une programmation d'activités de sport et loisirs diversifiée et de qualité en tenant compte des particularités des différents groupes d'âge	Offrir une programmation concertée de 10 et + activités sportives ou pour des jeunes de 0-17 ans et Adultes 18- 65+ Développer cette année une nouvelle activité parents et enfants (nouveauté)	Programmation saisonnière d'activités de sports et loisirs Travailler en étroite collaboration avec organismes du complexe ou autres Dynamiser les locaux spécialisés existants et maximiser leur utilisation : • Salle jeunesse • Salle de musculation • Gymnases • Dojo • Palestre	Janvier 2020	▪ Soutien financier VDM ▪ Organismes partenaires ▪ Associations partenaires ▪ Écoles du quartier ▪ Responsable des programmes Associations sportives ou culturelles	Pamphlet programmation d'activités saisonnières de sports et loisirs Sondage d'évaluation de la qualité des activités auprès des participants Nombre d'activités Inscriptions Rapport de fréquentations	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Monter un plan de publicité concerté pour organiser une journée porte ouverte pour l'ensemble des activités du Complexe-Hingston	Augmentation de la participation des enfants, parents, ainés aux activités de loisirs et autres services offertes dans le complexe.	Produire une revue d'activités de loisirs offertes dans le complexe en collaboration avec les partenaires Comité des activités du	Septembre 2020	▪ Expertise CGLP ▪ Expertise VDM ▪ Table de quartier de PX ▪ Honoraire professionnelle ▪ Commandites Comité des locataires	Organiser une journée porte ouverte en septembre pour les résidents de Parc-Extension pour	**Résultat obtenu :** **Non atteint** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint

		complexe			promouvoir l'activité au Complexe	**Explication :** Cet objectif fixé en 2019 est encore a travaillé pour 2020, nous avons entamé des discussions avec la table de quartier pour nous appuyer dans la réalisation de cette action pour 2020
Maintenir ouverte la salle de boxe et offrir une programmation pour jeunes et adultes et offrir un programme sport études en collaboration avec l'école secondaire Édouard Montpetit	Une programmation pour tous les groupes d'âges et	Embauche d'un intervenant pour offrir les séances d'activités de boxe à des jeunes à risque ainsi que la population Développer un partenariat avec les écoles du quartier pour la référence Signer un protocole de sport études avec l'école secondaire Édouard Montpetit	Janvier 2020	▪ Expertise CGLP ▪ Expertise arrondissement ▪ Spécialiste en boxe ▪ Directeur adjoint ▪ Boxe Québec ▪ Écoles du quartier	▪ Publicité ▪ Inscriptions Rapport de fréquentations	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Maintenir notre participation et implication dans les évènements sportifs (Festival sportif, Jeux de Montréal et jeux de la rue) de l'Arrondissement	Maintenir notre participation et implication dans les évènements sportifs (Festival sportif, Jeux de Montréal et jeux de la rue) de l'Arrondissement	Faire la promotion des jeux de Montréal et festival sportif et des jeux de Montréal ainsi que les jeux de la rue Maintenir la fiducie pour	Janvier 2020	▪ Comptabilité CGLP ▪ Responsable des programmes ▪ Club volleyball Everton	Inscriptions Publicité Programmation Rapport financier Rapport de fiducie	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

		l'Arrondissement				
Maintenir les travaux pour l'élaboration d'un plan planification stratégique est de fixer des nouveaux objectifs globaux pour l'organisme et d'élaborer un plan	Plan stratégique à court, moyen, long terme	Réactiver les rencontres du comité de plan de stratégique	Janvier 2020	▪ Conseil d'administration ▪ Directeur ▪ CA ▪ Agente de développement ▪ Expertise arrondissement	Sondage Rapport d'évaluation	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020_AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Ressource Loisirs	Gestion complète de la programmation des activités de loisirs	DEC ou BAC
Communication	Planification journée porte ouverte et commandites	BAC
Comptable Hon professionnel	Tenue de livre + Audit	DEC ET MBA
Honoraire professionnel accompagnement	Accompagnement pour la réalisation plan stratégique	BAC
Prof arts-plastiques	Planifier et animer cours d'arts	BAC
Entraineur Taekwondo	Planifier et animer cours de taekwondo	PNCE 1 + RCR
Entraineur Karaté	Planifier et animer cours de Karaté	PNCE 1 + RCR
Entraineur badminton	Planifier et animer cours de badminton	PNCE 1 + RCR
Entraineur basket	Planifier et animer cours de basketball	PNCE 1 + RCR
Animateur Hockey	Planifier et animer cours de hockey cosom	PNCE 1 + RCR
Entraineur soccer	Planifier et animer cours de soccer	PNCE 1 + RCR
Animateur	Planifier et animer cours de multi sports	PNCE 1 + RCR

Entraineur Boxe	Planifier et animer cours de boxe	PNCE 1 + RCR
Professeur guitare	Planifier et animer cours de guitare	BAC
Professeur chant	Planifier et animer cours de chant	BAC
Professeur TAI CHI	Planifier et animer 3cours de tai chi	Certificat

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez remplir le formulaire Excel – Budget prévisionnel

Organisme:		Corporation de Gestion des Loisirs du Parc			
Budget-Revenus					
Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des reven	**Revenus prévus**			**Revenus réels (ne pas compléter au moment de la**
Subventions	**Gouvernement du Can**		**Confirmé**	**Anticipé**	
	Précisez carrière été		☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme : Loisirs Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)		☐	☐	
	Arrondissement	102 858,16 $	☑	☐	
	Autres (précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventi	**102 858,16 $**	**102 858,16 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.			☐	☑	
	Frais d'incriptions	35 000,00 $	☑	☐	
	autres revenus de	30 000,00 $	☑	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus	**65 000,00 $**	**65 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**167 858,16 $**	**167 858,16 $**	**0,00 $**	**167 858,16 $**
Budget-Dépenses					
	Nature des dépenses		**Dépenses totales**		**Répartition du soutien financier demandé à la ville***
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire			
	ommunicatio	eures * 30$ * 26 semaines* 1	4 602,00 $		
	source en loi	heures *21* 52 semaines * 1	45 099,60 $		
	ssource exter	5 heures * 75$ * 26 semaines	9 750,00 $		
	imateurs Loi	étails point 2.3 de la demand	75 000,00 $		
	Total salaires et avantages sociaux		**134 451,60 $**		**0,00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	équipements et matériels soprtifs		5 000,00 $		
	frais d'affiliation fédération		1 200,00 $		
	(E) Total des frais d'opération		**6 200,00 $**		**0,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	publicité + impression		5 000,00 $		
	site d'internet		1 500,00 $		
	F) Total communication et publicité		**6 500,00 $**		**0,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	assurances		7 000,00 $		
	téléphonie et internet		3 700,00 $		
	tenue de livre et Audit		10 000,00 $		
	(G) Total des frais d'administration		**20 700,00 $**		**0,00 $**
Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F			**167 851,60 $**		**0,00 $**
Surplus ou (Déficit)			**0,00 $**		

Section 4 : Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussignés Corporation de Gestion des Loisirs du Parc
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet
- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature : _____
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Premila Ramessur , trésorière — 24-10-2019
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande
☐ Le plan d'action
☐ Calendrier d'activités
☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
☐ États financiers
☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
☐ Publicités (dépliants);
☐ Certificats et cartes de compétence des employés (sur demande);
☐ Fiches signalétiques / listes d'employés (sur demande);
☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME (le format de ce tableau pourra être modifié)

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté
Complexe William Hingston	419, rue Saint-Roch	Local administratif Gymnase Auditorium Salle de sports Palestre Salle d'activité Salle d'arts Salle de boxe Salle polyvalente Stationnement Dépôts Salle de musculation Débarcadère

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;

- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :

tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation	site web
dépliant	page de médias sociaux
annonce dans le journal	publicité électronique
carton d'invitation	programmation
affiche	invitation ou information publique envoyée par courriel
bannière	

objet promotionnel

communiqué de presse

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :



La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec



2,5 pouces

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : VILLE DE MONTRÉAL—VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (VSMPE), personne morale ayant une adresse au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA18 14 0393.
N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la **«** Ville »

ET : LES AVENTURIERS DE ST-GÉRARD INC, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 505, rue de Liège Est, Montréal (Québec) H2P 1J9, agissant et représentée par monsieur Jean-Sébastien Laurin, président-trésorier, dûment autorisée aux fins de la présente convention telle qu'il le déclare.

N° d'inscription TPS :
N° d'inscription TVQ :
Numéro d'organisme de charité : 0503482-56

Ci-après appelée l' « Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de promouvoir en particulier le développement d'activités récréatives pour les enfants d'âge scolaire;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Activités de loisirs » pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme « Activités de loisirs»**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.6 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.11 « **Unité administrative** » : Division des sports, des loisirs et du développement social — Développement et expertise de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) à l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de cinq mille trois cents dollars (5 300 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de deux mille six cent cinquante dollars (2 650 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de mille cinq cent quatre-vingt-dix dollars (1 590 $), au plus tard le 1er septembre 2020;

- un troisième versement d'un montant maximal de mille soixante dollars (1 060 $), au plus tard le 31 décembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard (article non applicable, car convention sur un (1) an) de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville,

par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention dans les soixante (60) jours après la fin de l'année financière de l'Organisme;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente

convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 505, rue de Liège Est, Montréal (Québec) H2P 1J9, et tout avis doit être adressé à l'attention du président-trésorier. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice CSLDS

Le .....e jour de 2020

LES AVENTURIERS DE ST-GÉRARD INC.

Par :_____
Monsieur Jean-Sébastien Laurin, président-trésorier

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 XXXX).

ANNEXE 1

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Aventuriers de St-Gérard

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Aventuriers de St-Gérard		
N° d'enregistrement : 114730689		**Date d'incorporation :** 01-02-1989
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Jean-Sébastien Laurin		**Titre :** Président
Adresse de l'organisme		
N° civique : 505	**Local** :	**Rue :** Liège Est
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** h2paj9
514-709-5200	**Poste n°**	**Télécopieur :**
Courriel : aventuriers@live.ca		**Site Web : http:///www.**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale :		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Le mandat de l'organisme est de promouvoir en particulier le développement d'activités sportives, culturelles et de loisir pour les enfants d'âge scolaire. L'organisme organise 2 sessions d'activités qui rejoignent 150 enfants de 6 à 12 ans du quartier Villeray Nord.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme Activités de loisirs)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Réaliser une offre de service en activités de loisirs pour les jeunes de 6 à 12 ans.	Offre au moins 5 activités différentes de loisir à la session d'automne ainsi que 5 activités à la session d'hiver pour les jeunes de 6 à 12 ans	Publicité par moyens divers (dans l'école, par courriel) Embauche de spécialistes Offrir des périodes d'inscription à chaque session Vérifier la disponibilité des locaux avec la direction de l'école Saint-Gérard Identifier les nouvelles tendances en sports et loisirs	Décembre 2020	Coordonatrice de l'organisme École CA de l'organisme Partenaires	Nombre d'activités différentes offertes à chaque session	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Participer à la concertation du milieu	Participer à au moins une rencontre de la table des partenaires en loisir de Villeray	S'informer des dates de rencontre Être dans le groupe d'envoi de la table des partenaires en loisir de Villeray Créer des liens avec d'autres organismes partenaires	Décembre 2020	Division des sports et loisirs de la ville de Montréal Coordination de l'Organisme	Nombre de présence à la table en loisir	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Développement du loisir culturel	Réaliser au moins une activité musicale à l'automne et une à l'hiver	Recherche de financement Faire le lien avec la coopérative des professeurs de musique de Montréal	Décembre 2020	Coordonatrice de l'organisme Coop des professeurs de musique de Montréal CA de l'organisme	1 activité musicale par session en 2020	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint

		Faire le lien avec le spectacle de l'école Saint-Gérard				**Explication :**

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020_AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Laurence Cournoyer	Coordinatrice	
Hans Dussault	Cosom Soccer	Parent, animateur
Patrice Lavoie	Échecs	Parents, animateur
Ericka B.	Graffiti et cuisine	Animatrice
Sport Montréal	Danse, caravan extérieur	Animateurs
Coop des profs de musique	Éveil musical, chant, cours individuels	Animateurs

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez remplir le formulaire Excel – Budget prévisionnel

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus			Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	**Gouvernement du Canada**		Confirmé	Anticipé	
	Précisez	0,00 $	☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez	0,00 $	☐	☐	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)		☐	☐	
	Arrondissement	5 300,00 $	☐	☑	
	Autres (précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	**5 300,00 $**	**0,00 $**	**5 300,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Frais inscription	8 000,00 $	☐	☑	
	Don Caisse Desjardins	2 000,00 $	☐	☑	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	**10 000,00 $**	**0,00 $**	**10 000,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**15 300,00 $**	**0,00 $**	**15 300,00 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la ville*
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraineurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire		
	Coordonnateur		5 000,00 $	2 300,00 $
	Entraîneur basket		500,00 $	100,00 $
	Animateurs		4 275,00 $	1 100,00 $
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**9 775,00 $**	**3 500,00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Equipements basket + volley		2 000,00 $	700,00 $
	Matériel activités		1 200,00 $	300,00 $
	Participation tournois basket		500,00 $	200,00 $
	participation tournois échecs		250,00 $	100,00 $
	(E) Total des frais d'opération		**3 950,00 $**	**1 300,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.				
	(F) Total communication et publicité		**0,00 $**	**0,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Assurances		1 483,58 $	500,00 $
	Papeterie		100,00 $	
	(G) Total des frais d'administration		**1 583,58 $**	**500,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			**15 308,58 $**	**5 300,00 $**
Surplus ou (Déficit)			**-8,58 $**	

Section 4 : Engagement de l'organisme

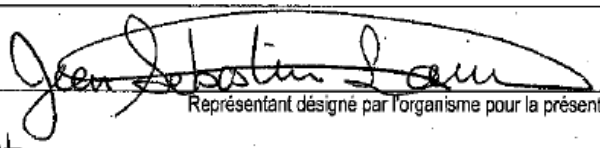
Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussignés Aventuriers de St-Gérard
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs,** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature : 
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Président
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

2019/10/28
Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande
☐ Le plan d'action
☐ Calendrier d'activités
☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
☐ États financiers
☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
☐ Publicités (dépliants);
☐ Certificats et cartes de compétence des employés (sur demande);
☐ Fiches signalétiques / listes d'employés (sur demande);
☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Ne s'applique pas.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);

- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :

tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation	site web
dépliant	page de médias sociaux
annonce dans le journal	publicité électronique
carton d'invitation	programmation
affiche	invitation ou information publique envoyée par courriel
bannière	
objet promotionnel	
communiqué de presse	

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :





La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.



2,5 pouces

N° sommaire décisionnel : 119744015
Les Aventuriers de St-Gérard—Programme Activités de loisirs
N° de résolution du CA : CA19 14 XXXX

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : VILLE DE MONTRÉAL—VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (VSMPE), personne morale ayant une adresse au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA19…..

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la **«** Ville »

ET : L'ORGANISATION DES JEUNES DE PARC-EXTENSION INC. (PEYO), personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 419, rue Saint-Roch, local SS-12, Montréal (Québec) H3N 1K2, agissant et représentée par madame Jo-An Audrey Jette, directrice, dûment autorisée aux fins de la présente convention telle qu'elle le déclare.

N° d'inscription TPS : 119080372RT
N° d'inscription TVQ : 1006095361DQ0001
Numéro d'organisme de charité : 119080372RR0001

Ci-après appelée l' « Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des résidents du quartier Parc-Extension en offrant, particulièrement aux jeunes et à leurs familles, directement et en collaboration avec d'autres, des services et activités à caractère social, économique, culturel et sportif, et ce, sans égard à leur statut, ethnicité, religion, langue et conditions socio-économiques;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Activités de loisirs » pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme « Activités de loisirs »**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.6 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.9 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.10 « **Unité administrative** » : Division des sports, des loisirs et du développement social — Développement et expertise de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) à l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de maximale de cinq mille trois cent soixante-deux dollars (5 362 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de deux mille six cent quatre-vingt-un dollars (2 681 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de mille six cent huit dollars et soixante cents (1 608,60 $), au plus tard le 1er septembre 2020;

- un troisième versement d'un montant maximal de mille soixante-douze dollars et quarante cents (1 072,40 $), au plus tard le 31 décembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la

participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard (article non applicable, car convention sur un (1) an) de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au

Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention dans les soixante (60) jours après la fin de l'année financière de l'Organisme;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également

remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou

documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au et tout avis doit être adressé à l'attention 419 rue Saint-Roch, local SS-12, Montréal (Québec) H3N 1K2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.
EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice CSLDS

Le .....e jour de 2020

L'ORGANISATION DES JEUNES DE PARC-EXTENSION INC. (PEYO)

Par : _____
Madame Jo-An Audrey Jetté, directrice

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 XXXX).

ANNEXE 1

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

PEYO

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : PEYO		
N° d'enregistrement : 1145744216		**Date d'incorporation :** 1970
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Jo-An Audrey Jette		**Titre :** DG
Adresse de l'organisme		
N° civique : 419	**Local** : ss12	**Rue :** St-Roch
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H3N1K2
5142787396	**233**	**Télécopieur :** 514-278-7768
Courriel : directeur@peyo.org		**Site Web : http:///www.peyo.org**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : VSMPE		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) **Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des résidents de Parc-Extension particulièrement aux jeunes et à leurs familles en offrant l'accessibilité à des activités et services sociaux, culturels et sportifs et ce sans discrimination à la diversité.**		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme Activités de loisirs)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Maintenir la capacité d'accueil à 105 jeunes	Permettre à 105 jeunes de 6 à 12 ans de participer à un camp d'hiver (8 groupes de 15 jeunes)	-Distribuer des dépliants dans les écoles du quartier. -L'annocer sur les résaux sociaux	Mars 2020	Ville de Montréal Ecoles bailleurs de fonds PEYO	Le nombre d'inscription lors de la semaine	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Embaucher une nouvelle coordination	Embaucher et former une nouvelle coordination afin d'encadrer l'équipe d'animation	Lancer une offre d'emploi; entrevues, intégration du coordonnateur	Février 2020	DG	Un nouveau coordonnateur est en poste.	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Organiser une activité cabane à sucre	Permettre à 105 jeunes de 6 à 12 ans à participer à une cabane à sucre tout en respectant les restrictions alimentaires des cultures	Planifier un repas avec la cuisine de PEYO	Mars 2020	Coordonnateur, Cuisine de PEYO	Activité cabane a sucre	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020_AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
	À determiner en mars 2020	
1	Coordo	DEC ou exp pertinente
8	Animateurs	Sec 4

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez remplir le formulaire Excel – Budget prévisionnel

Prog et Budget 2020_AL.xls

Organisme:	PEYO			

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	récisez la source des reven	Revenus prévus			Revenus réels (ne pas compléter au moment de la
Subventions	Gouvernement du Can		Confirmé	Anticipé	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme :		☐	☐	
	Soutien financier demandé				
	(maximum de 75 % de H)				
	Arrondissement	5 400,00 $	☐	☑	
	Autres (précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventi	**5 400,00 $**	**0,00 $**	**5 400,00 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	inscriptions	7 100,00 $	☐	☐	
	dons	1 500,00 $	☐	☑	
	PEYO	1 000,00 $	☑	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus	**9 600,00 $**	**1 000,00 $**	**1 500,00 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**15 000,00 $**	**1 000,00 $**	**6 900,00 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la ville*
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire		
	1 coordo	80 x 15$ + 17%	1 404,00 $	
	8 animateurs	35X 13$ + 17%	4 258,80 $	
	service de gar	35X 13$ +17%	1 064,70 $	
	Total salaires et avantages sociaux		**6 727,50 $**	**0,00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	cabane a sucre		500,00 $	
	party fin de camp		600,00 $	
	activites		4 000,00 $	
	transport		1 800,00 $	
	(E) Total des frais d'opération		**6 900,00 $**	**0,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	publicites		350,00 $	
	F) Total communication et publicité		**350,00 $**	**0,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Frais admin		1 000,00 $	
	(G) Total des frais d'administration		**1 000,00 $**	**0,00 $**
Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F			**14 977,50 $**	**0,00 $**
Surplus ou (Déficit)			**-14 977,50 $**	

Section 4 : Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussignés PEYO.
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Ville-ay -Saint Michel -Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet.
- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Jean Audet-Belle.
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

7/nov/2019
Date

5

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☐ Le plan d'action
☐ Calendrier d'activités
☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
☐ États financiers
☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
☐ Publicités (dépliants);
☐ Certificats et cartes de compétence des employés (sur demande);
☐ Fiches signalétiques / listes d'employés (sur demande);
☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME (le format de ce tableau pourra être modifié)

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté
Complexe William Hingston	419, rue Saint-Roch	Salles polyvalentes, gymnase, palestre et auditorium
Parc Howard	Coin Querbes et De Liège	Cage à cricket

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);

- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :

tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation	site web
dépliant	page de médias sociaux
annonce dans le journal	publicité électronique
carton d'invitation	programmation
affiche	invitation ou information publique envoyée par courriel
bannière	
objet promotionnel	
communiqué de presse	

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :



La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.



2,5 pouces

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL—VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (VSMPE)**, personne morale ayant une adresse au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA19…..
N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la **«** Ville »

ET : **LES LOISIRS COMMUNAUTAIRES SAINT-MICHEL INC.**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 7501, rue François-Perrault, Montréal (Québec) H2A 2M1, agissant et représentée par monsieur Marc de Roussan, directeur, dûment autorisé aux fins de la présente convention telle qu'il le déclare.

N° d'inscription TPS : 86380 5073 RT 0001
N° d'inscription TVQ : 1206816259
Numéro d'organisme de charité : N/A

Ci-après appelée l' « Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de développer et procurer des activités de loisir destinées à toutes les clientèles

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Activités de loisirs » pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme « Activités de loisirs »**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.6 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.9 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.10 « **Unité administrative** » : Division des sports, des loisirs et du développement social — Développement et expertise de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) à l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de maximale de cinquante-cinq mille quatre cent un dollars (55 401 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de vingt-sept mille sept cents dollars et cinquante cents (27 700,50 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de seize mille six cent vingt dollars et trente cents (16 620,30 $),au plus tard le 1er septembre 2020;

- un troisième versement d'un montant maximal de onze mille quatre-vingts dollars et vingt cents (11 080,20 $) au plus tard le 31 décembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard (article non applicable, car convention sur un (1) an) de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat

d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 ASPECTS FINANCIERS

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente

convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention dans les soixante (60) jours après la fin de l'année financière de l'Organisme;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 RESPONSABILITÉ

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers

l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été

dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7501, rue François-Perrault, Montréal (Québec) H2A 2M1, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.
EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice CSLDS

Le .....e jour de 2020

LOISIRS COMMUNAUTAIRES SAINT-MICHEL INC.

Par : _____
Monsieur Marc de Roussan, directeur

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 XXXX).

ANNEXE 1

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Loisirs communautaires Saint-Michel (LCSM)


Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Loisirs communautaires Saint-Michel		
N° d'enregistrement : 1162161203		**Date d'incorporation :** 2004-04-07
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : de Roussan, Marc		**Titre :** Directeur général
Adresse de l'organisme		
N° civique : 7501	**Local** :	**Rue :** François-Perrault
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H2A1M1
	Poste n°	**Télécopieur :**
Courriel : lcsm@lcssm.qc.ca		**Site Web :** http:///www.
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale :Saint-Michel		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Loisirs communautaires (LCSM) est un organisme a but non lucratif qui s'engage à développer et procurer des activités de loisirs destinées à toutes les clientèles. LCSM favorise l'épanouissement des intérêts ainsi que la poursuite de l'apprentissage et du perfectionnement.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme Activités de loisirs)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Augmenter la programmation en développant et en maintenant 4 nouvelles activités pour les jeunes de 13/17 ans pendant l'année 2020 (une nouvelle activité par session)	Offrir et maintenir 1 nouvelle activité à chaque session dans les différents champs d'activité suivants au choix : activité sportive activité sociale activité culturelle Obtenir 10 inscriptions de jeunes par cours	Adapter l'offre des activités en tenant compte de la clientèle des 13/17 du quartier Intensifier la promotion dans les réseaux sociaux et sur le site internet Promouvoir dans les écoles secondaires du quartier	Décembre 2020	Direction LCSM Responsables des dossiers Animateurs spécialisés OBNL partenaires	Nombre de cours effectifs Nombre de 13/17 inscrit Coût du projet Nombre d'organismes contactés	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Développer et maintenir deux activités à faible coût et adapté aux moyens financiers du secteur à l'école Saint-Bernardin pour les sessions H-2020, P-2020 et A-2020	Offrir et maintenir deux activités à l'école Saint-Bernardin Obtenir 10 inscriptions de jeunes par activités Offrir les activités pour les sessions H-2020, P-2020 et A-2020	Limiter les coûts d'inscription à 30$ Prendre des ententes avec la direction de Saint-Bernardin Promouvoir les activités choisis dans l'école	Automne 2020	Direction générale Responsable des activités	Nombres d'activités en action Nombre de jeunes dans les activités Sessions remplies par ces activités	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Augmenter les inscriptions aux activités des LCSM de 15% par rapport aux chiffres de 2019 pour l'année 2020. Pour un total de 1400 inscriptions	Augmenter la fréquentation aux cours donné à MDC pour chacune des sessions Hiver 2020 : 410 Printemps 2020 : 340 Été 2020 :110 Automne 2020 :540	Promotion ciblée dans le quartier Promotion sur les réseaux sociaux et sur internet Distribution de la programmation dans les écoles du quartier Rappel téléphonique aux anciens usagers	1er décembre 2020	Directeur LCSM Responsables des dossiers Ville de Montréal Revenus d'inscription	Nombre de personnes inscrites dans les cours Nombre d'activités données Nombre de réinscription Nombre d'inscription pas les inscriptions en ligne	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Augmenter le taux d'occupation des locaux de la Maison du citoyen de 15% en le faisant passer à 65% des heures disponibles pendant l'année 2020	Développer de nouvelles avenues pour augmenter notre taux d'occupation à 65% des heures disponibles pendant l'année 2020	Promotion dans les sites de locations Promotion dans les réseaux sociaux	31 décembre 2020	Responsable des locations Directeur lcsm	Nombre d'heures de locations Rapport financier des locations	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Augmenter notre offre d'animation pour accueillir 15% de jeunes de plus pour la semaine de relâche 2020 et 15 de jeune de plus pour celui du temps des fêtes	Objectif d'inscription de 78 enfants pour la semaine de relâche 2020 Objectif d'Inscription de 40 enfants pour le camp des fêtes 2020-2021	Promotion dans les écoles primaires du quartier Sondage lors du camp de jour chez les adultes de l'été Promotion sur notre site internet et sur les réseaux	31 décembre 2020	Directeur général Responsable des cps Responsable de la promotion	Nombre d'inscription Sondage du camp de jour Pré-inscription pour la semaine de relâche 2020	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Offrir 12 camps thématiques les samedis pour les 6-12 ans à partir du mois de janvier 2020	Accueillir 15 enfants à chaque camp thématique Offrir 12 thèmes pour les journées du samedi	Promouvoir les camps par notre site internet et notre réseau social Utiliser les camps déjà existant pour dresser la liste des thèmes Intégrer les stages de formation DAFA dans la préparation des camps thématiques	31 décembre 2020	Responsable des camps Responsable terrain Direction générale	Nombre de semaine organisé Nombre d'enfant inscrit dans aux camps Diversité des thèmes	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Augmenter le taux d'occupation des gymnases de JFK pendant la session d'été 2020. Viser un taux d'occupation de 75% des heures disponibles.	Réalisation d'une planification efficace et efficiente en fonction des ressources disponibles en ciblant un taux d'occupation de 75% des heures disponibles sur les 3 plateaux dont dispose LCSM.	Développer la saison d'été à JFK Création d'une ligue de soccer récréative pour les moins de 12 ans Diversifier les contacts avec les différentes ligues récréatives Augmenter la promotion des activités à travers les réseaux sociaux Augmentation et fidélisation de la clientèle JFK Diversifier l'offre pour de nouveaux sports plus adapté pour l'été	31 août 2020	Direction générale Responsable de JFK Revenus de location Ville de Montréal	Programmation sportive Lieux des activités Résultats financiers de la saison	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020_AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Directeur général	Supervision générale des LCSM	5 ans + diplôme universitaire en gestion
Responsable des activités et des locations	Opérationnalisation du projet	Bac développement et/ou en cours universitaire dans une discipline reliée au développement
Responsable des camps	Responsable de l'organisation des camps	Bac en animation et/ou dans une discipline connexe, et/ou deux ans d'expérience
Comptable	Gestion financière du projet	BAC en administration
Surveillants	Responsables des aménagements et de l'ordre	DEC en cours
Responsable de JFK et promotion	Responsable de la gestion, du développement de JFK et de la promotion	BAC universitaire dans une discipline appropriée
Responsable terrain	Responsable du déroulement opérationnel des camps	DEC dans une discipline appropriée
Spécialistes	animation des activités de loisirs programmées	spécialisation dans le domaine d'expertise

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez remplir le formulaire Excel – Budget prévisionnel

Prog et Budget 2020_AL.xls

Organisme: Loisirs communatutaires Saint-Michel

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des reven	Revenus prévus			Revenus réels (ne pas compléter au moment de la
Subventions	Gouvernement du Can		Confirmé	Anticipé	
			☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez MEEL	75 000,00 $	☑	☐	74 500,00 $
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)	56 000,00 $	☐	☑	56 000,00 $
	Arrondissement : été au parc,	2 500,00 $	☐	☑	450,00 $
	Autres (précisez) Caribou,, Psych	8 000,00 $	☐	☑	4 207,00 $
	(A) Total des subventi	**141 500,00 $**	**75 000,00 $**	**66 500,00 $**	**135 157,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.			☐	☐	
	inscriptions aux cours et	221 000,00 $	☐	☑	235 796,00 $
	Cotisation	9 000,00 $	☐	☑	8 125,00 $
	Autre	2 100,00 $	☐	☑	3 190,00 $
	(B) Total des revenus	**232 100,00 $**	**0,00 $**	**232 100,00 $**	**247 111,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**373 600,00 $**	**75 000,00 $**	**298 600,00 $**	**382 268,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la ville*
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire		
	Directeur	1	60 420,00 $	12 084,00 $
	Coordonnateu	2	89 475,00 $	17 895,00 $
	Professeurs,	profentraîneurs, 7 surveillar	112 513,00 $	15 751,00 $
	Total salaires et avantages sociaux		**262 408,00 $**	**45 730,00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	Honoraires professionnels, formation		35 700,00 $	3 300,00 $
				0,00 $
	Matériaux, fourniture		8 500,00 $	850,00 $
	intergénérationnel (inclus dans salaire dire		0,00 $	0,00 $
	(E) Total des frais d'opération		**44 200,00 $**	**4 150,00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	Grille horaire + distribution + graphisme		24 000,00 $	0,00 $
	projet internet		23 000,00 $	3 262,00 $
	F) Total communication et publicité		**47 000,00 $**	**3 262,00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Assurances, affiliation, membership		4 820,00 $	482,00 $
	télécommunication		4 200,00 $	840,00 $
	Frais bancaire, créances, gestion admin.		10 972,00 $	1 536,00 $
	(G) Total des frais d'administration		**19 992,00 $**	**2 858,00 $**
Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F			**373 600,00 $**	**56 000,00 $**
Surplus ou (Déficit)			**0,00 $**	

Section 4 : Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussignés ***Loisirs communautaires Saint-Michel (LCSM)***

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Marc DeRoussan, directeur général

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

08-11-2019

Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande
☐ Le plan d'action
☐ Calendrier d'activités
☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
☐ États financiers
☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
☐ Publicités (dépliants);
☐ Certificats et cartes de compétence des employés (sur demande);
☐ Fiches signalétiques / listes d'employés (sur demande);
☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME (le format de ce tableau pourra être modifié)

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
École John F. Kennedy	3030 rue Villeray	Gymnases et palestres	(inscrire la date de début de la période)	(inscrire la date de fin de la période)	(inscrire les jours convenus)	(inscrire les heures convenues)
École St-Bernardin	7900, 8e avenue	Gymnase simple				
Maison du citoyen	7501 rue François-Perrault	Locaux : #104 #105 #106 #108 #109 #110 #202 #204 #205 #206 #207 #208 #209				

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);

- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :

tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation	site web
dépliant	page de médias sociaux
annonce dans le journal	publicité électronique
carton d'invitation	programmation
affiche	invitation ou information publique envoyée par courriel
bannière	

objet promotionnel

communiqué de presse

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :



La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL—VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (VSMPE)**, personne morale ayant une adresse au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée aux présentes par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA19 14 XXXX.

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la **«** Ville »

ET : **LA JOIE DES ENFANTS INC**, personne morale (constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 8520 rue Saint-Urbain, Montréal (Québec) H2P 2P3, agissant et représentée par madame Carole Séguin, coordonatrice, dûment autorisée aux fins de la présente convention telle qu'il le déclare.

N° d'inscription TPS : 1422604RT0001
N° d'inscription TVQ : 100955709TQ001
Numéro d'organisme de charité : 14422604RR0001

Ci-après appelée l' « Organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir des activités aux personnes handicapées intellectuelles par le biais de loisirs, de camp de jour, de répit, de gardiennage et de faire la promotion et la défense des droits de ces personnes;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme « Activités de loisirs » pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme « Activités de loisirs »**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.6 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.7 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.8 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.9 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.10 « **Unité administrative** » : Division des sports, des loisirs et du développement social — Développement et expertise de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS) à l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de maximale de quatre mille trois cent trente-cinq dollars (4 335 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements comme suit :

- un premier versement d'un montant maximal de deux mille cent soixante-sept dollars et cinquante cents (2 167.50 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;
- un deuxième versement d'un montant maximal de mille trois cent dollars et cinquante cents (1 300.50 $), au plus tard le 1er septembre 2020;
- un troisième versement d'un montant maximal de huit cent soixante-sept dollars (867.00$) au plus tard le 31 décembre 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard (article non applicable, car convention sur un (1) an) de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention dans les soixante (60) jours après la fin de l'année financière de l'Organisme;

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 8520 rue Saint-Urbain, Montréal (Québec) H2P 2P3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la coordonatrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN SIGNANT, VOUS CONSENTEZ À RECEVOIR VOTRE EXEMPLAIRE SIGNÉ DE LA CONVENTION EN VERSION ÉLECTRONIQUE SEULEMENT.
EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice CSLDS

Le .....e jour de 2020

LA JOIE DES ENFANTSINC.

Par : _____
Madame Carole Séguin, coordonnatrice

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le 3e jour de décembre 2019 (Résolution CA19 14 XXXX).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

LA JOIE DES ENFANTS

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : LA JOIE DES ENFANTS (MONTRÉAL) INC.		
N° d'enregistrement : 1143193853		**Date d'incorporation :** 31 MAI 1983
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : CAROLE SÉGUIN		**Titre :** COORDONNATRICE
Adresse de l'organisme		
N° civique : 8520	**Local** :	**Rue :** SAINT-URBAIN
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H2P 2P3
514-270-0338	**Poste n°**	**Télécopieur :**
Courriel : lajoiedesenfants@videotron.ca		**Site Web : http://pages.videotron.com/ljde**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : VILLERAY - ST-MICHEL - PARC EXTENSION		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) OFFRIR DES ACTIVITÉS AUX PERSONNES HANDICAPÉES INTELLECTUELLES PAR LE BIAIS DE LOISIRS, DE CAMP DE JOUR, DE RÉPIT, DE GARDIENNAGE ET FAIRE DE LA PROMOTION ET LA DÉFENSE DES DROITS DE CES PERSONNES		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme Activités de loisirs)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Maintenir une programmation diversifiée et de qualité correspondant aux besoins de la clientèle ayant une déficience intellectuelle	1 activité sportive 1 activité d'arts 1 activité de yoga/danse	Embaucher du personnel qualifié et spécialisé.	2 sessions de 10 semaines Printemps 2020 Automne 2020	•Coordonnatrice •Spécialistes •École St-Pierre Apôtre	-Programmation -Rapport d'inscriptions -Fréquentations	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Maintenir le nombre d'inscription	Avoir 40 participants par session Printemps 2020 Automne 2020	distribuer un formulaire d'inscription	Juin 2020 Décembre 2020	•Coordonnatrice •Écoles spécialisées •Parents •CLSC	-Nombre de participants	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Maintenir un évènement spécial lors de la fin des activités	Avoir 1 activité spéciale avec un taux de participation de 85% par événement	Budget supplémentaire	Juin 2020 Décembre 2020	•Coordonnatrice •Animateurs •Conseil d'administration	-Nombre de participants	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Offrir des activités de loisirs aux montréalais(es) handicapées intellectuelles de 7 à 45 ans.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020_AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
prof. yoga	1 cours de 16h à 19h30 par semaine X 10 semaines	
prof. arts	1 cours de 16h à 19h30 par semaine X 10 semaines	
Moniteurs	Animation/surveillance	Secondaire V

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez remplir le formulaire Excel – Budget prévisionnel

Prog et Budget 2020_AL.xls

Organisme: LA JOIE DES ENFANTS

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus			Montant déjà reçu pour ce projet
Subventions	**Gouvernement du Canada**		Confirmé	Anticipé	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)		☐	☐	
	Arrondissement	4 334.98 $	☐	☑	
	Autres (précisez)		☐	☑	
	(A) Total des subventions	**4 334.98 $**	**0.00 $**	**4 334.98 $**	**0.00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.			☐	☐	
	insc.	6 000.00 $	☐	☑	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	**6 000.00 $**	**0.00 $**	**6 000.00 $**	**0.00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		**10 334.98 $**	**0.00 $**	**10 334.98 $**	**0.00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Montant déjà reçu pour ce projet
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures X taux horaire		
	yoga	4h/semX20sem.X25$/hre	2 000.00 $	
	arts	4h/semX20sem.X20$/hre	1 600.00 $	
	moniteurs	4h/semX20sem.X15$/hreX7pers.	8 400.00 $	
	coordo	4h/semX20sem.X25$/hre	2 000.00 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux		**14 000.00 $**	**0.00 $**
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.				
	souper		12 000.00 $	
	achats matériels		500.00 $	
	(E) Total des frais d'opération		**12 500.00 $**	**0.00 $**
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.				
	(F) Total communication et publicité		**0.00 $**	**0.00 $**
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.				
	(G) Total des frais d'administration		**0.00 $**	**0.00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			**26 500.00 $**	**0.00 $**
Surplus ou (Déficit)			**-26 500.00 $**	

Section 4 : Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussignés LA JOIE DES ENFANTS (MONTRÉAL) INC.
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs,** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature : Carole Séguin
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

CAROLE SÉGUIN, coordonnatrice — 22-10-'19
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté
École Saint-Pierre Apôtre	8590, rue Clark	Gymnase, cafétéria, salles de classe, bureau, psychomotricité et divers locaux

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);

- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :

tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation	site web
dépliant	page de médias sociaux
annonce dans le journal	publicité électronique
carton d'invitation	programmation
affiche	invitation ou information publique envoyée par courriel
bannière	
objet promotionnel	
communiqué de presse	

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L'espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L'espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l'exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l'organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S'il s'agit d'un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l'organisme et l'arrondissement, la signature de l'organisme et celle de l'arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l'arrondissement doit toujours être à droite et celui de l'organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :





La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.

Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



1 pouce

Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



1,5 pouce

Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

2,5 pouces

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1197644015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente totalisant 336 316 $ à 8 organismes désignés à la recommandation, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre du « Programme Activités de loisir » et approuver les projets de conventions à cette fin.

DSF_2020_AL_Aventuriers.pdf DSF_2020_AL_CLCL.pdf DSF_2020_AL_CGLP.pdf

DSF_2020_AL_Espace_Multisoleil.pdf DSF_2020_AL_Joie des enfants_VF.pdf

DSF_2020_Activites_loisirs_PEYO_VF.pdf

DSF_2020_AL_LCSM_VF.pdf DSF_2020_AL_CLSM_VF.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent-Thomas HAMELIN
Conseiller en planification

Tél : 514-872-7569
Télécop. :

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Aventuriers de St-Gérard

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Aventuriers de St-Gérard		
N° d'enregistrement : 114730689		**Date d'incorporation :** 01-02-1989
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Jean-Sébastien Laurin		**Titre :** Président
Adresse de l'organisme		
N° civique : 505	**Local :**	**Rue :** Liège Est
Ville : Montréal		**Province :** Québec **Code postal :** h2paj9
514-709-5200	**Poste n°**	**Télécopieur :**
Courriel : aventuriers@live.ca		**Site Web :** http:///www.
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale :		

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Le mandat de l'organisme est de promouvoir en particulier le développement d'activités sportives, culturelles et de loisir pour les enfants d'âge scolaire. L'organisme organise 2 sessions d'activités qui rejoignent 150 enfants de 6 à 12 ans du quartier Villeray Nord.

Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020_AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Laurence Cournoyer	Coordinatrice	
Hans Dussault	Cosom Soccer	Parent, animateur
Patrice Lavoie	Échecs	Parents, animateur
Ericka B.	Graffiti et cuisine	Animatrice
Sport Montréal	Danse, caravan extérieur	Animateurs
Coop des profs de musique	Éveil musical, chant, cours individuels	Animateurs

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez remplir le formulaire Excel – Budget prévisionnel

Prog et Budget 2020_AL.xls

Section 4 : Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussignés Aventuriers de St-Gérard

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs,** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature : Jean Sébastien Laur

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Président

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

2019/10/28

Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☐ Le plan d'action

☐ Calendrier d'activités

☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);

☐ États financiers

☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme

☐ Publicités (dépliants);

☐ Certificats et cartes de compétence des employés (sur demande);

☐ Fiches signalétiques / listes d'employés (sur demande);

☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse		
Nº d'enregistrement : 1143476001		**Date d'incorporation :** 1989
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Émilie Leroy		**Titre :** Directrice générale
Adresse de l'organisme		
Nº civique : 7378	**Local** : 111	**Rue :** Lajeunesse
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H2R 2H8
514 278-2654	**Poste nº** 222	**Télécopieur :**
Courriel : direction@centrelajeunesse.org		**Site Web : http:///www.centrelajeunesse.org**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : Villeray / St-Michel / Parc-Extension		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Le Centre Lajeunesse a pour mission de créer un milieu de vie en offrant à la population des activités de loisir accessibles, novatrices, axées sur le développement de la personne et en favorisant une synergie entre organismes résidants et partenaires. Les valeurs mises de l'avant par le Centre Lajeunesse sont l'ouverture, la polyvalence et la transparence, en plus de valeurs secondaires que sont le respect, l'entraide et le bien-être.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme Activités de loisirs)

Mise en contexte :

Suite à l'annonce de la reprise de bâtiment situé au 7378 Rue Lajeunesse, l'organisme Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse (CLCL) s'est lancé dans une démarche de création d'une nouvelle entité avec le Patro le Prevost. Étant donné la charge de travail que cette démarche exige pour l'équipe du CLCL et l'incertitude face au résultat final, l'organisme s'est positionné et ne développera pas son offre de service. L'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension soutient activement la démarche et soutien l'organisme dans son plan d'action.
Le présent plan d'action est élaboré en conséquence.

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Hiver 2020 : maintien d'une offre de service aux citoyens (0-99 ans)	Offre d'une session de 6 semaines pour les activités au CL Offre d'une session de 10 semaines pour les autres points de services	Lien avec l'arrondissement pour trouver des lieux de remplacement Lien avec les écoles pour utilisation de leurs gymnases Promotion : Tournée des écoles, Site Internet, réseaux sociaux, Adapter les activités aux réalités Écoute des besoins de la clientèle Assurer la diffusion d'un message commun par les spécialistes pour rassurer les participants	Mars 2020	• Équipe des Loisirs du CLCL • Personnel du CLCL • Site Web • Réseaux sociaux • Commerçants du quartier • Écoles du quartier • Partenaires concertés • Équipe sports-loisirs arrondissement VSP • Spécialistes	Nombre d'activités offertes Nombre de semaines	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Arrimer les équipes du CLCL et Patro le Prevost dans le but de travailler une offre de service en loisirs	Un comité de travail CL / Patro mis en place	Entente sur l'enlignement de ce comité par les DG des 2 organismes Déléguer des représentants des deux organismes pour la	Printemps 2020	Directions générales Patro et CL Équipes loisirs des deux organismes	Comité mis en place plan de travail et échéancier produits	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement

		formation du comité Réalisation d'un plan de travail et d'un échéancier				☐ Non atteint **Explication :**
Sortir une programmation commune (CL-Patro) pour la session d'automne 2020	Programmation commune	Travail réalisé par le comité programmation du CL et Patro Lien avec l'arrondissement Promotion : Tournée des écoles, Site Internet, réseaux sociaux, lancement officiel Adapter les activités aux réalités Écoute des besoins de la clientèle Locaux disponibles	Automne 2020	• Équipe des Loisirs du CLCL et Patro • Personnel du CLCL et Patro • DG CLCL et Patro • Site Web • Réseaux sociaux • Commerçants du quartier • Écoles du quartier • Partenaires concertés • Équipe sports-loisirs arrondissement VSP • Spécialistes	Programmation commune offerte	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020_AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Directrice des loisirs	Proposer une programmation en cohérence avec les besoins des utilisateurs, des enjeux de quartier, en misant sur des activités accessibles, novatrices et de qualité, qu'elles soient physiques, sportives, culturelles, socio-éducatives, récréatives, scientifiques, etc. Pour le secteur Lajeunesse et pour l'est de Villeray. Recruter, former et encadrer les animateurs/spécialistes offrant les activités (horaires, absences, demandes, etc.). S'assurer de la qualité des cours offerts et de la satisfaction des utilisateurs. Faire l'inventaire du matériel et valider le bon état. Assurer le renouvellement de celui-ci et son adéquation avec les besoins, etc. En charge de sonder les participants et animateurs quant aux sessions terminées (créer le sondage, le diffuser, l'analyser) En charge des inscriptions (secteurs Lajeunesse et est de Villeray) Gérer le budget loisir (achat matériel, recrutement, etc.) Gérer les ententes ou collaborations avec les écoles partenaires et le sous-sol de l'église. Etc.	Gestionnaire, expérience en loisir, éducation, etc. Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)

Coordonnateur des loisirs jeunes	Proposer une programmation en cohérence avec les besoins des utilisateurs, des enjeux de quartier, en misant sur des activités accessibles, novatrices et de qualité, qu'elles soient physiques, sportives, culturelles, socio-éducatives, récréatives, scientifiques, etc. Pour le secteur Lajeunesse et pour l'est de Villeray. Participer au recrutement, à la formation et à l'encadrement des animateurs/spécialistes offrant les activités. S'assurer de la qualité des cours offerts et de la satisfaction des utilisateurs. Faire l'inventaire du matériel et valider son bon état, assurer le renouvellement de celui-ci, etc. En charge de sonder les participants et animateurs quant aux sessions terminées. En charge des inscriptions dans les secteurs Lajeunesse et est de Villeray. Répondre aux demandes particulières des utilisateurs Etc.	Expérience en loisir, éducation, intervention, gestion d'équipe, etc. Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)
Spécialistes	Offrir les cours et ateliers aux utilisateurs (enfants, adultes, ainés), de façon sécuritaire, dans un ambiance ludique et décontractée. Représenter le Centre Lajeunesse quant à ses valeurs, sa vision et sa mission globale. Respecter les ententes prises avec l'équipe des loisirs (ponctualité, dynamisme, etc.). Informer l'équipe des loisirs du Centre Lajeunesse en cas de problème ou de question (sur le matériel, le local, la propreté, les parents, etc.)	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)
Surveillants (au Centre Lajeunesse et dans les écoles)	Assurer l'ouverture, la fermeture et le bon déroulement des activités qui se tiennent dans les locaux mis à disposition. Accueillir les parents et les utilisateurs et rappeler les règles quant aux cours le cas échéant.	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)
Direction adjointe	Assurer la production et la coordination des communications pour la promotion des activités de loisir (dépliants, affiches, promotion sur les réseaux sociaux, site web, infolettre, etc.) Faire les vérifications d'antécédents judiciaires des spécialistes Coordonner la sortie et la diffusion des programmations de loisir	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)
Secrétaire-réceptionniste	Principale ressource pour faire les inscriptions, répondre aux multiples et diverses questions des utilisateurs, contacter les utilisateurs en cas d'absence du spécialiste, etc.	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)

Agent de location	Travailler de concert avec l'équipe des loisirs pour trouver les meilleurs locaux et plages horaires pour offrir une programmation répondant aux mieux aux besoins et souhaits des citoyens	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)
Équipe de l'immeuble (directeur, concierge et préposé à l'entretien)	Directeur immeuble : assurer la présence et la formation des surveillants d'école quand nécessaire Équipe : assurer le ménage des salles tout au long de la session. Faire le ménage, le rangement et de menus travaux pour offrir des espaces d'activités adéquats, sécuritaires et agréables (Centre Lajeunesse, sous-sol, etc.), installer le matériel nécessaire et s'assurer qu'il soit sécuritaire pour les utilisateurs	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)
Technicien informatique	Soutien à la production du dépliant de la programmation des activités de loisir (graphisme), soutien aux inscriptions. En charge de la plateforme d'inscriptions en ligne (entrer l'information, gérer les problèmes informatiques en lien avec la plateforme, etc.)	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)
Directrice générale	Assurer que la programmation soit en cohérence avec la mission, les valeurs, la vision de l'organisme, que les budgets soient respectés, que les spécialiste et les employés aient le nécessaire pour réaliser leurs tâches (ressources, matériel, temps, etc.), etc. Que le citoyen soit satisfait de la qualité du service offert !	Personne embauchée selon les compétences recherchées (processus d'embauche détaille, profil de poste, offre d'emploi, vérification d'antécédents, etc.)

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez remplir le formulaire Excel – Budget prévisionnel

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus						
	Précisez la source des revenus		Revenus prévus			Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	**Gouvernement du Canada**			Confirmé	Anticipé	
	Précisez			☐	☐	
	Gouvernement du Québec					
	Précisez	PAFCCL	35 000,00 $	☐	☑	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)			☐	☐	
	Arrondissement		42 935,75 $	☐	☑	
	Autres (précisez)	DRSP	5 500,00 $	☐	☑	
	(A) Total des subventions		**83 435,75 $**	**0,00 $**	**83 435,75 $**	**0,00 $**
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Frais d'inscription		133 000,00 $	☐	☑	
	Contribution de l'organisme		27 158,25 $	☐	☑	
				☐	☐	
				☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes		**160 158,25 $**	**0,00 $**	**160 158,25 $**	**0,00 $**
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)			**243 594,00 $**	**0,00 $**	**243 594,00 $**	**0,00 $**

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la ville*
	Titre du poste	**Nb d'heures X taux horaire**		
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Directrice secteur loisirs	35h x 52 semaines x 28,64$	52 124,80 $	
	Coordonnateur	35h x 52 semaines x 21,06$	38 329,20 $	
	Spécialistes		80 500,00 $	42 935,75 $
	Surveillance		24 000,00 $	
	Administration et soutien		21 000,00 $	
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	**(D) Total salaires et avantages sociaux**		**215 954,00 $**	**42 935,75 $**
	Matériel (achat, nettoyage, etc)		5 500,00 $	
	vérification antécédents judiciaires		840,00 $	
	plateforme d'inscriptions		8 000,00 $	
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	formation		300,00 $	
	(E) Total des frais d'opération		**14 640,00 $**	**0,00 $**
	Dépliants, affiches + distribution		6 800,00 $	
	promotion FB, etc.		600,00 $	
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	**(F) Total communication et publicité**		**7 400,00 $**	**0,00 $**
	cellulaires		600 $	
	frais d'administration		5 000 $	
	(G) Total des frais d'administration		**5 600,00 $**	**0,00 $**
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			**243 594,00 $**	**42 935,75 $**
Surplus ou (Déficit)			0,00 $	

Section 4 : Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

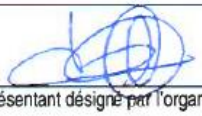
Nous soussignés Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature : 

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Émilie Leroy, Directrice générale — 5 novembre 2019

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☐ Le plan d'action

☐ Calendrier d'activités

☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);

☐ États financiers

☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme

☐ Publicités (dépliants);

☐ Certificats et cartes de compétence des employés (sur demande);

☐ Fiches signalétiques / listes d'employés (sur demande);

☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Corporation de Gestion des Loisirs du Parc

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Corporation de Gestion des Loisirs du Parc		
N° d'enregistrement : 140261132		**Date d'incorporation :** 31 décembre 1993
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Nelson Ossé		**Titre :** Directeur

Adresse de l'organisme		
N° civique : 419	**Local :** SS14	**Rue :** St-Roch
Ville : Montréal		**Province :** Québec **Code postal :** H3N-1K2
514-277-6471	**Poste n°** 222	**Télécopieur :** 514-277-3543
Courriel : coordination@loisirsduparc.org		**Site Web :** http:///www.loisirsduparc.org

Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : Villeray/St-Michel/Parc-Extension

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Gérer des infrastructures et offrir des activités sociocommunautaires et de loisirs pour la population, les organismes et les partenaires du milieu en fonction du plus haut niveau d'accessibilité, de qualité et de diversité possible.

Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme Activités de loisirs)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Maintenir notre approche concertée pour bonifier notre offre de service en loisirs et offrir une programmation d'activités de sport et loisirs diversifiée et de qualité en tenant compte des particularités des différents groupes d'âge	Offrir une programmation concertée de 10 et + activités sportives ou pour des jeunes de 0-17 ans et Adultes 18- 65+ Développer cette année une nouvelle activité parents et enfants (nouveauté)	Programmation saisonnière d'activités de sports et loisirs Travailler en étroite collaboration avec organismes du complexe ou autres Dynamiser les locaux spécialisés existants et maximiser leur utilisation : • Salle jeunesse • Salle de musculation • Gymnases • Dojo • Palestre	Janvier 2020	▪ Soutien financier VDM ▪ Organismes partenaires Associations partenaires Écoles du quartier Responsable des programmes Associations sportives ou culturelles	Pamphlet programmation d'activités saisonnières de sports et loisirs Sondage d'évaluation de la qualité des activités auprès des participants Nombre d'activités Inscriptions Rapport de fréquentations	☐ ☐ **Résultat obtenu :** **Objectif :** Atteint Partiellement Non atteint **Explication :**
Monter un plan de publicité concerté pour organiser une journée porte ouverte pour l'ensemble des activités du Complexe-Hingston	Augmentation de la participation des enfants, parents, ainés aux activités de loisirs et autres services offertes dans le complexe.	Produire une revue d'activités de loisirs offertes dans le complexe en collaboration avec les partenaires Comité des activités du complexe	Septembre 2020	▪ Expertise CGLP ▪ Expertise VDM ▪ Table de quartier de PX ▪ Honoraire professionnelle ▪ Commandites Comité des locataires	Organiser une journée porte ouverte en septembre pour les résidents de Parc-Extension pour promouvoir l'activité au Complexe	**Résultat obtenu :** **Non atteint** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :** Cet objectif fixé en 2019 est encore a travaillé pour 2020, nous avons entamé

						des discussions avec la table de quartier pour nous appuyer dans la réalisation de cette action pour 2020
Maintenir ouverte la salle de boxe et offrir une programmation pour jeunes et adultes et offrir un programme sport études en collaboration avec l'école secondaire Édouard Montpetit	Une programmation pour tous les groupes d'âges et	Embauche d'un intervenant pour offrir les séances d'activités de boxe à des jeunes à risque ainsi que la population Développer un partenariat avec les écoles du quartier pour la référence Signer un protocole de sport études avec l'école secondaire Édouard Montpetit	Janvier 2020	▪ ▪ ▪ Expertise CGLP ▪ Expertise arrondissement ▪ Spécialiste en boxe ▪ Directeur adjoint Boxe Québec Écoles du quartier	▪ ▪ Publicité Inscriptions Rapport de fréquentations	**Résultat obtenu :** ☐ ☐ ☐ **Objectif :** Atteint Partiellement Non atteint **Explication :**
Maintenir notre participation et implication dans les évènements sportifs (Festival sportif, Jeux de Montréal et jeux de la rue) de l'Arrondissement	Maintenir notre participation et implication dans les évènements sportifs (Festival sportif, Jeux de Montréal et jeux de la rue) de l'Arrondissement	Faire la promotion des jeux de Montréal et festival sportif et des jeux de Montréal ainsi que les jeux de la rue Maintenir la fiducie pour l'Arrondissement	Janvier 2020	▪ ▪ Comptabilité CGLP ▪ Responsable des programmes Club volleyball Everton	Inscriptions Publicité Programmation Rapport financier Rapport de fiducie	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Maintenir les travaux pour l'élaboration d'un plan planification stratégique est de fixer des nouveaux objectifs globaux pour l'organisme et d'élaborer un plan	Plan stratégique à court, moyen, long terme	Réactiver les rencontres du comité de plan de stratégique	Janvier 2020	▪ Conseil d'administration ▪ Directeur ▪ CA ▪ Agente de développement	Sondage Rapport d'évaluation	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

				▪ Expertise arrondissement		

290/329

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020 AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Ressource Loisirs	Gestion complète de la programmation des activités de loisirs	DEC ou BAC
Communication	Planification journée porte ouverte et commandites	BAC
Comptable Hon professionnel	Tenue de livre + Audit	DEC ET MBA
Honoraire professionnel accompagnemen	Accompagnement pour la réalisation plan stratégique	BAC
Prof arts-plastiques	Planifier et animer cours d'arts	BAC
Entraineur Taekwondo	Planifier et animer cours de taekwondo	PNCE 1 + RCR
Entraineur Karaté	Planifier et animer cours de Karaté	PNCE 1 + RCR
Entraineur badminton	Planifier et animer cours de badminton	PNCE 1 + RCR
Entraineur basket	Planifier et animer cours de basketball	PNCE 1 + RCR
	Planifier et animer cours de hockey cosom	PNCE 1 + RCR
Entraineur soccer	Planifier et animer cours de soccer	PNCE 1 + RCR
Animateur	Planifier et animer cours de multi sports	PNCE 1 + RCR
Entraineur Boxe	Planifier et animer cours de boxe	PNCE 1 + RCR
Professeur	Planifier et animer cours de guitare	BAC

Professeur guitare	Planifier et animer cours de guitare	BAC
Professeur chant	Planifier et animer cours de chant	BAC
Professeur TAI CHI	Planifier et animer 3cours de tai chi	Certificat

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez compléter le formulaire Excel – Budget prévisionnel



S:\CSLDS\Dossiers regionaux\Programm

Section 4 : Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussignés Corporation de Gestion des Loisirs du Parc

Nom de l'organisme

- Aprés avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs,** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financiére de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet
- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Premila Ramessur , trésorière 24-10-2019

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention Date

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Espace Multisoleil

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Espace Multisoleil		
N° d'enregistrement : 1143012087		**Date d'incorporation :** 1975-02-19
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Sarah Laurence		**Titre :** Directrice générale
Adresse de l'organisme		
N° civique : 7378	**Local** : 205	**Rue :** Lajeunesse
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H2R 2H8
514-544-6522	**Poste n°**	**Télécopieur :** 514-303-2202
Courriel : direction@espacemultisoleil.org		**Site Web : http:///www. espacemultisoleil.org**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Faire vivre à des personnes ayant une déficience physique (associée ou non à une déficience intellectuelle) des activités collectives de loisirs, adaptées, variées et ludiques, offertes par une équipe dynamique et professionnelle et se déroulant dans une ambiance stimulante, chaleureuse et sécuritaire.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme Activités de loisirs)

Espace Multisoleil - 1 janvier au 31 décembre 2020

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Révision du processus d'inscription et de gestion des listes d'attente, afin de permettre une meilleure équité, clarté et afin d'être en cohérence avec la mission. Dans le but d'offrir le service à de nouvelles familles.	Processus clair établi pour les inscriptions Processus clair établi pour la gestion de la liste d'attente	Consultation des membres Répertorier les bonnes pratiques existantes Recherche d'organisme pour assurer la continuité des services (référence) Création de lien avec le CIUSSS pour un meilleur référencement	Automne 2020	Direction générale Membres CIUSSS CA Organismes	Processus clair établi pour les inscriptions Processus clair établi pour la gestion de la liste d'attente	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Augmenter les heures totales de services (actuellement 206 heures)	Offrir un minimum de 20 heures d'activités de plus à l'année 2020 (env. 10%)	Montage financier Consultation des membres et employés Choix du scénario (voir plan d'action résultats 2019) Plan de communication de la nouvelle offre	Décembre 2020	CA Direction générale Coordonnatrice des activités Animateurs Membres École Victor-Doré	Heures d'activités supplémentaires disponibles aux participants Nouveaux participants dans les programmes	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

Acquisition de matériel spécialisé pour les activités	Achats de 3 items spécialisés	Inventaire du matériel Recherche et soumission Levée de fond Dépôt de projet	Décembre 2020	Coordonnateurs Partenaires (CSDM, Ville) Direction générale Animateurs	3 items acquis	Résultat obtenu : Objectif : ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint Explication :

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020_AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Coordonnateur(trice) aux activités	Gestion du personnel Communication avec les parents Planification des sorties et des activités Coordination des horaires (aquatiques, locaux, sorties etc.) Gestion du transport adapté Gestion du matériel et des achats, etc.	Supervision d'une équipe, connaissance de la clientèle DI, TSA et limitations fonctionnelles, expérience en coordination d'activités
Coordonnateur(trice) aux soins	Évaluation des dossiers médicaux des participants Soutien et forme l'équipe de préposés Soutien et supervise les soins d'hygiènes Suivi et administration des médicaments au besoin Formation continue du personnel en transfert et déplacements Etc.	Préposé au bénéficiaire, transferts et déplacements sécuritaires de participants à mobilité réduite (PDSB), premiers soins et RCR etc.
Animateurs	Planification des journées d'activités Animation d'activités de loisirs ludiques et stimulantes Accompagnement lors des sorites Intervention auprès des jeunes pour favoriser la pleine participation aux activités	Expérience en animation Expérience et aisance avec la clientèle DI, TSA et ayant des limitations fonctionnelles premiers soins et RCR
Préposés	Effectuer des soins d'hygiènes Gestion des transferts et déplacements des participants lors des soins et des activités aquatiques Soutien des animateurs lors des périodes de repas et des sorties	transferts et déplacements sécuritaires de participants à mobilité réduite (PDSB), premiers soins et RCR

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez remplir le formulaire Excel – Budget prévisionnel

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus						
	Précisez la source des revenus		Revenus prévus			Revenus réels (ne pas compléter au moment de la
Subventions	Gouvernement du Canada			Confirmé	Anticipé	
	Emploi été Canada		31 000,00 $	☐	☑	
	Gouvernement du Québec					
	Précisez	PSOC	87 000,00 $	☐	☑	
	Programme : Soutien financier demandé (maximum de 75 % de H)			☐	☐	
	Arrondissement VSP		66 549,00 $	☐	☑	
	Altergo		7 933,00 $	☐	☑	
	(A) Total des subventions		192 482,00 $	0,00 $	192 482,00 $	0,00 $
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organismes, etc.	Inscriptions		45 897,00 $	☐	☑	
	Cotisations annuelles		510,00 $	☐	☑	
	Frais administratifs		1 240,00 $	☐	☑	
	Autres: Dons, intérêts etc.		2 000,00 $	☐	☑	
	(B) Total des revenus autonomes		57 062,00 $	0,00 $	57 062,00 $	0,00 $
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)			249 544,00 $	0,00 $		

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses	Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la
Salaires et avantages sociaux EX: Coordonnateur, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste		
	coordonnatrice aux activités	15 560,00 $	
	coordonnateur aux soins	11 132,00 $	
	préposés et animateurs	93 744,00 $	66 549,00 $
	comptabilité et direction	61 922,46 $	
	avantages sociaux et assurances collectives	20 971,22 $	
	(D) Total salaires et avantages sociaux	203 329,68 $	66 549,00 $
Frais d'opération Ex. : Équipements, etc.	matériel activités et sorties	11 200,00 $	
	activités spécialisées (ex : zoothérapie) et déplacements sorties	1 500,00 $	
	matériel hygiène	3 500,00 $	
	(E) Total des frais d'opération	13 374,00 $	0,00 $
Communication et publicité Ex. : Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliant, etc.	Soutien informatique	3 000,00 $	
	Publicité	500,00 $	
	Collectes de fonds	500,00 $	
	(F) Total communication et publicité	4 000,00 $	0,00 $
Frais d'administration Ex : téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Traitement de la paie, honaires (vérificateurs), assurances, affiliations, mauvaises créances,	15 484,00 $	
	Formation, recrutement, antécédents judiciaires	10 750,00 $	
	Autres	875,00 $	
	(G) Total des frais d'administration	27 109,00 $	0,00 $
(H) Budget global du projet - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)		247 812,68 $	66 549,00 $
Surplus ou (Déficit)		1 731,32 $	

Section 4 : Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussignés Espace Multisoleil

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs,** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Sarah Laurence, directrice générale — 4/02/2019

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☐ Le plan d'action

☐ Calendrier d'activités

☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);

☐ États financiers

☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme

☐ Publicités (dépliants);

☐ Certificats et cartes de compétence des employés (sur demande);

☐ Fiches signalétiques / listes d'employés (sur demande);

☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

LA JOIE DES ENFANTS

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : LA JOIE DES ENFANTS (MONTRÉAL) INC.		
Nº d'enregistrement : 1143193853		**Date d'incorporation :** 31 MAI 1983
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : CAROLE SÉGUIN		**Titre :** COORDONNATRICE
Adresse de l'organisme		
Nº civique : 8520	**Local** :	**Rue :** SAINT-URBAIN
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H2P 2P3
514-270-0338	**Poste nº**	**Télécopieur :**
Courriel : lajoiedesenfants@videotron.ca		**Site Web : http://pages.videotron.com/ljde**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : VILLERAY - ST-MICHEL - PARC EXTENSION		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) OFFRIR DES ACTIVITÉS AUX PERSONNES HANDICAPÉES INTELLECTUELLES PAR LE BIAIS DE LOISIRS, DE CAMP DE JOUR, DE RÉPIT, DE GARDIENNAGE ET FAIRE DE LA PROMOTION ET LA DÉFENSE DES DROITS DE CES PERSONNES		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme Activités de loisirs)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Maintenir une programmation diversifiée et de qualité correspondant aux besoins de la clientèle ayant une déficience intellectuelle	1 activité sportive 1 activité d'arts 1 activité de yoga/danse	Embaucher du personnel qualifié et spécialisé.	2 sessions de 10 semaines Printemps 2020 Automne 2020	•Coordonnatrice •Spécialistes •École St-Pierre Apôtre	-Programmation -Rapport d'inscriptions -Fréquentations	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Maintenir le nombre d'inscription	Avoir 40 participants par session Printemps 2020 Automne 2020	distribuer un formulaire d'inscription	Juin 2020 Décembre 2020	•Coordonnatrice •Écoles spécialisées •Parents •CLSC	-Nombre de participants	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Maintenir un évènement spécial lors de la fin des activités	Avoir 1 activité spéciale avec un taux de participation de 85% par événement	Budget supplémentaire	Juin 2020 Décembre 2020	•Coordonnatrice •Animateurs •Conseil d'administration	-Nombre de participants	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Offrir des activités de loisirs aux montréalais(es) handicapées intellectuelles de 7 à 45 ans.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020_AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
prof. yoga	1 cours de 16h à 19h30 par semaine X 10 semaines	
prof. arts	1 cours de 16h à 19h30 par semaine X 10 semaines	
Moniteurs	Animation/surveillance	Secondaire V

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez remplir le formulaire Excel – Budget prévisionnel

Prog et Budget 2020_AL.xls

Section 4 : Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussignés LA JOIE DES ENFANTS

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature : Carole Séguin

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

CAROLE SÉGUIN, coordonnatrice — 08-11-2018

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☐ Le plan d'action

☐ Calendrier d'activités

☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);

☐ États financiers

☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme

☐ Publicités (dépliants);

☐ Certificats et cartes de compétence des employés (sur demande);

☐ Fiches signalétiques / listes d'employés (sur demande);

☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

PEYO

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : PEYO		
Nº d'enregistrement : 1145744216		**Date d'incorporation :** 1970
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Jo-An Audrey Jette		**Titre :** DG
Adresse de l'organisme		
Nº civique : 419	**Local** : ss12	**Rue :** St-Roch
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H3N1K2
5142787396	**233**	**Télécopieur :** 514-278-7768
Courriel : directeur@peyo.org		**Site Web : http:///www.peyo.org**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : VSMPE		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) **Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des résidents de Parc-Extension particulièrement aux jeunes et à leurs familles en offrant l'accessibilité à des activités et services sociaux, culturels et sportifs et ce sans discrimination à la diversité.**		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme Activités de loisirs)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Maintenir la capacité d'accueil à 105 jeunes	Permettre à 105 jeunes de 6 à 12 ans de participer à un camp d'hiver (8 groupes de 15 jeunes)	-Distribuer des dépliants dans les écoles du quartier. -L'annocer sur les résaux sociaux	Mars 2020	Ville de Montréal Ecoles bailleurs de fonds PEYO	Le nombre d'inscription lors de la semaine	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Embaucher une nouvelle coordination	Embaucher et former une nouvelle coordination afin d'encadrer l'équipe d'animation	Lancer une offre d'emploi; entrevues, intégration du coordonnateur	Février 2020	DG	Un nouveau coordonnateur est en poste.	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Organiser une activité cabane à sucre	Permettre à 105 jeunes de 6 à 12 ans à participer à une cabane à sucre tout en respectant les restrictions alimentaires des cultures	Planifier un repas avec la cuisine de PEYO	Mars 2020	Coordonnateur, Cuisine de PEYO	Activité cabane a sucre	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020_AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
	À determiner en mars 2020	
1	Coordo	DEC ou exp pertinente
8	Animateurs	Sec 4

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez remplir le formulaire Excel – Budget prévisionnel

Prog et Budget 2020_AL.xls

Section 4 : Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussignés PEYO.

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs,** nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet.

- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

JoAnn Audet Vette.

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

7/nov/2023

Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☐ Le plan d'action

☐ Calendrier d'activités

☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);

☐ États financiers

☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme

☐ Publicités (dépliants);

☐ Certificats et cartes de compétence des employés (sur demande);

☐ Fiches signalétiques / listes d'employés (sur demande);

☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Loisirs communautaires Saint-Michel (LCSM)

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Loisirs communautaires Saint-Michel		
N° d'enregistrement : 1162161203		**Date d'incorporation :** 2004-04-07
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : de Roussan, Marc		**Titre :** Directeur général
Adresse de l'organisme		
N° civique : 7501	**Local** :	**Rue :** François-Perrault
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H2A1M1
	Poste n°	**Télécopieur :**
Courriel : lcsm@lcssm.qc.ca		**Site Web :** http:///www.
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale :Saint-Michel		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Loisirs communautaires (LCSM) est un organisme a but non lucratif qui s'engage à développer et procurer des activités de loisirs destinées à toutes les clientèles. LCSM favorise l'épanouissement des intérêts ainsi que la poursuite de l'apprentissage et du perfectionnement.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme Activités de loisirs)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Augmenter la programmation en développant et en maintenant 4 nouvelles activités pour les jeunes de 13/17 ans pendant l'année 2020 (une nouvelle activité par session)	Offrir et maintenir 1 nouvelle activité à chaque session dans les différents champs d'activité suivants au choix : activité sportive activité sociale activité culturelle Obtenir 10 inscriptions de jeunes par cours	Adapter l'offre des activités en tenant compte de la clientèle des 13/17 du quartier Intensifier la promotion dans les réseaux sociaux et sur le site internet Promouvoir dans les écoles secondaires du quartier	Décembre 2020	Direction LCSM Responsables des dossiers Animateurs spécialisés OBNL partenaires	Nombre de cours effectifs Nombre de 13/17 inscrit Coût du projet Nombre d'organismes contactés	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Développer et maintenir deux activités à faible coût et adapté aux moyens financiers du secteur à l'école Saint-Bernardin pour les sessions H-2020, P-2020 et A-2020	Offrir et maintenir deux activités à l'école Saint-Bernardin Obtenir 10 inscriptions de jeunes par activités Offrir les activités pour les sessions H-2020, P-2020 et A-2020	Limiter les coûts d'inscription à 30$ Prendre des ententes avec la direction de Saint-Bernardin Promouvoir les activités choisis dans l'école	Automne 2020	Direction générale Responsable des activités	Nombres d'activités en action Nombre de jeunes dans les activités Sessions remplies par ces activités	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Augmenter les inscriptions aux activités des LCSM de 15% par rapport aux chiffres de 2019 pour l'année 2020. Pour un total de 1400 inscriptions	Augmenter la fréquentation aux cours donné à MDC pour chacune des sessions Hiver 2020 : 410 Printemps 2020 : 340 Été 2020 :110 Automne 2020 :540	Promotion ciblée dans le quartier Promotion sur les réseaux sociaux et sur internet Distribution de la programmation dans les écoles du quartier Rappel téléphonique aux anciens usagers	1er décembre 2020	Directeur LCSM Responsables des dossiers Ville de Montréal Revenus d'inscription	Nombre de personnes inscrites dans les cours Nombre d'activités données Nombre de réinscription Nombre d'inscription pas les inscriptions en ligne	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Augmenter le taux d'occupation des locaux de la Maison du citoyen de 15% en le faisant passer à 65% des heures disponibles pendant l'année 2020	Développer de nouvelles avenues pour augmenter notre taux d'occupation à 65% des heures disponibles pendant l'année 2020	Promotion dans les sites de locations Promotion dans les réseaux sociaux	31 décembre 2020	Responsable des locations Directeur lcsm	Nombre d'heures de locations Rapport financier des locations	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Augmenter notre offre d'animation pour accueillir 15% de jeunes de plus pour la semaine de relâche 2020 et 15 de jeune de plus pour celui du temps des fêtes	Objectif d'inscription de 78 enfants pour la semaine de relâche 2020 Objectif d'Inscription de 40 enfants pour le camp des fêtes 2020-2021	Promotion dans les écoles primaires du quartier Sondage lors du camp de jour chez les adultes de l'été Promotion sur notre site internet et sur les réseaux	31 décembre 2020	Directeur général Responsable des cps Responsable de la promotion	Nombre d'inscription Sondage du camp de jour Pré-inscription pour la semaine de relâche 2020	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Offrir 12 camps thématiques les samedis pour les 6-12 ans à partir du mois de janvier 2020	Accueillir 15 enfants à chaque camp thématique Offrir 12 thèmes pour les journées du samedi	Promouvoir les camps par notre site internet et notre réseau social Utiliser les camps déjà existant pour dresser la liste des thèmes Intégrer les stages de formation DAFA dans la préparation des camps thématiques	31 décembre 2020	Responsable des camps Responsable terrain Direction générale	Nombre de semaine organisé Nombre d'enfant inscrit dans aux camps Diversité des thèmes	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Augmenter le taux d'occupation des gymnases de JFK pendant la session d'été 2020. Viser un taux d'occupation de 75% des heures disponibles.	Réalisation d'une planification efficace et efficiente en fonction des ressources disponibles en ciblant un taux d'occupation de 75% des heures disponibles sur les 3 plateaux dont dispose LCSM.	Développer la saison d'été à JFK Création d'une ligue de soccer récréative pour les moins de 12 ans Diversifier les contacts avec les différentes ligues récréatives Augmenter la promotion des activités à travers les réseaux sociaux Augmentation et fidélisation de la clientèle JFK Diversifier l'offre pour de nouveaux sports plus adapté pour l'été	31 août 2020	Direction générale Responsable de JFK Revenus de location Ville de Montréal	Programmation sportive Lieux des activités Résultats financiers de la saison	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020_AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Directeur général	Supervision générale des LCSM	5 ans + diplôme universitaire en gestion
Responsable des activités et des locations	Opérationnalisation du projet	Bac développement et/ou en cours universitaire dans une discipline reliée au développement et/ou en cours
Responsable des camps	Responsable de l'organisation des camps	Bac en animation et/ou dans une discipline connexe, et/ou deux ans d'expérience
Comptable	Gestion financière du projet	BAC en administration
Surveillants	Responsables des aménagements et de l'ordre	DEC en cours
Responsable de JFK et promotion	Responsable de la gestion, du développement de JFK et de la promotion	BAC universitaire dans une discipline appropriée
Responsable terrain	Responsable du déroulement opérationnel des camps	DEC dans une discipline appropriée
Spécialistes	animation des activités de loisirs programmées	spécialisation dans le domaine d'expertise

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez remplir le formulaire Excel – Budget prévisionnel

Prog et Budget 2020_AL.xls

Section 4 : Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussignés ***Loisirs communautaires Saint-Michel (LCSM)***

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet

- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Marc DeRoussan, directeur général

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

08-11-2019

Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☐ Le plan d'action
☐ Calendrier d'activités
☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);
☐ États financiers
☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme
☐ Publicités (dépliants);
☐ Certificats et cartes de compétence des employés (sur demande);
☐ Fiches signalétiques / listes d'employés (sur demande);
☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER

PROGRAMME Activités de loisirs

1. FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ANNÉE : 2020

Plan d'action

Centre Lasallien Saint-Michel

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme		
Nom légal de l'organisme : Centre lasallien Saint-Michel		
N° d'enregistrement : 1168906734		**Date d'incorporation :** 19 février 2013
Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande		
Nom : Paul Evra		**Titre :** Directeur général
Adresse de l'organisme		
N° civique : 3001	**Local** :	**Rue :** de Louvain Est
Ville : Montréal		**Province** : Québec **Code postal :** H1Z 1J7
Téléphone : 514-328-4625	**Poste n°** 229	**Télécopieur :**
Courriel : paul.evra@centrelasallien.org		**Site Web : http:///www.centrelasallien.org**
Nom de l'arrondissement ou de l'unité centrale : Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension		
Mission de l'organisme : (max. 3 lignes) Le centre lasallien Saint-Michel s'inscrit dans la tradition éducative lasallienne qui a toujours reconnu l'éducation comme sa raison d'être et sa contribution à la formation de l'être humain. En offrant un milieu sécuritaire et stimulant, les jeunes peuvent y développer tout leur potentiel dans les différentes sphères de leur vie.		
Calendrier de réalisation du Plan d'action (2020)		
Date prévue de début du Plan d'action 1er janvier 2020		
Date prévue de la fin du Plan d'action 31 décembre 2020		

Section 2 : Description du Plan d'action/Projet et objectifs mesurables

Note : La description du plan d'action/projet et des objectifs mesurables est une demande du Vérificateur général

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de résultats du Programme de soutien – (Programme Activités de loisirs)

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	CIBLES	MOYENS	ÉCHÉANCE	RESSOURCES	INDICATEURS	RÉSULTATS OBTENUS
Poursuivre le partenariat avec la bibliothèque des jeunes, le samedi	Avoir une activité commune avec la bibliothèque	Contribuer conjointement avec les responsables de la bibliothèque des jeunes à bâtir la programmation.	Chaque session : hiver-printemps et automne 2020	Coordonnateur Loisirs Intervenant jeunesse Personnel de la bibliothèque	Programmation d'activité Rapport d'inscriptions	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Développer une programmation variée en sports et loisirs pour les sessions hiver, printemps et automne 2020 incluant la semaine de relâche.	2 activités sportives 1 activité culturelle 1 activité de jeux vidéo 5 activités de tout genre	Embaucher des spécialistes qualifiés en sports, loisirs, arts, cultures Mettre l'accent sur l'apprentissage des gestes techniques d'un sport spécifique.	Chaque session : hiver-printemps et automne 2020	Spécialistes Intervenants Animateurs Partenaires Coordonnateur Loisirs	Programmation hiver-printemps et automne 2020 Rapport d'inscriptions Évaluation des spécialistes	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
D'ici le printemps 2020, développer un drop in pour les adolescents 13 – 17 ans.	Avoir une programmation d'une journée réservée aux adolescents	Promouvoir les activités à l'école Louis-Joseph-Papineau Promotion sur les réseaux sociaux Diffuser les événements sportifs tout en jouant à des jeux de société et des jeux de vidéo.	Printemps 2020	Coordonnateur Loisirs Intervenant jeunesse	Programmation 2020 Rapport des fréquentations	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Au plus tard à la session d'automne 2020, offrir au moins deux ateliers	Avoir 2 activités de boxes et de soccer	Collaborer avec l'arrondissement pour l'aménagement d'un local	Avril 2020	Coordonnateur Loisirs Partenaires en sports	Programmation 2020 Rapport d'inscriptions	**Résultat obtenu :**

spécifiques spécialisés- Ex : boxe, soccer		Promotion dans les écoles du quartier Inviter des vedettes et des anciens joueurs à donner des ateliers.		Arrondissement VSMPE	Rapport des fréquentations	**Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint Ns **Explication :**
D'ici l'automne 2020, développer au moins deux activités jeunesse pour le samedi	Avoir dans la programmation 2 activités le samedi Offrir des leçons de sports en sous-groupe et offrir des cours de conditionnement physique	Mobiliser et aller à la rencontre des jeunes tout au long des sessions hiver-printemps et durant l'été Diffusion de la programmation dans les écoles et sur les réseaux sociaux	Automne 2020	Coordonnateur Loisirs	Programmation automne 2020 Rapport d'inscriptions Rapport des fréquentations	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
D'ici automne 2020, développer au moins une activité en partenariat avec au moins deux organismes du CLRG	Avoir un partenariat avec 2 organismes du CLRG afin d'offrir des activités communes	Collaborer avec les partenaires du Centre pour la mise en place d'activité Promotion de la programmation commune Rejoindre deux clientèles différentes pour des activités communes. Échanger les services.	Automne 2020	Coordonnateur Loisirs Organismes CLRG	Programmation du CLRG et des organismes internes Rapport d'inscription	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
Siéger sur la table l'Action Saint-Michel Est (ASME)	Assister à l'année au rencontre de concertation de la table de l'ASME	Collaborer avec les partenaires du quartier Siéger sur la table.	Janvier 2020	Coordonnateur Loisirs Partenaires ASME	Présence à la table (compte-rendu)	**Résultat obtenu :** **Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**
						Résultat obtenu :

Développer un partenariat avec l'école St-Noël-Chabanel	Rencontrer au moins à trois reprises les intervenants de l'école (direction, éducateurs physiques, etc.).	Collaborer avec l'école pour créer un calendrier de rencontre avec le personnel.	Décembre 2020	Coordonnateur Loisirs Intervenant jeunesse Personnel de l'école	Nombre de rencontre tenue pendant l'année Calendrier des rencontres – compte-rendu	**Objectif :** ☐ Atteint ☐ Partiellement ☐ Non atteint **Explication :**

2.2 - Offre de service

Le projet doit assurer une offre de service de loisirs accessible, diversifiée, de qualité et sécuritaire à l'ensemble de la clientèle de l'arrondissement tout en assurant une tarification favorisant l'accessibilité et la cohérence de la programmation.

Veuillez remplir le formulaire Excel suivant :

Prog et Budget 2020_AL.xls

2.3 Personnel

Décrivez le profil du personnel qui sera affecté au Plan d'action/Projet		
Fonctions (coordonnateur, animateur, moniteur, autre)	**Tâche effectuée**	**Formation demandée et expérience recherchée**
Intervenant jeunesse	Voir description tâche ci-jointe	.
Spécialiste	Voir description tâche ci-jointe	
Coordonnateur Loisir CLRG	Voir description tâche ci-jointe	

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Note : Cette section est une demande du Vérificateur général

Veuillez remplir le formulaire Excel – Budget prévisionnel

Prog et Budget 2020_AL.xls

Section 4 : Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général

Nous soussignés Centre lasallien St-Michel
Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier –Programme Activités de loisirs**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Plan d'action/Projet.
- Nous accusons réception de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à en respecter les termes.

Signature : P.Evry
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

directeur général — 8 nov
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — Date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☐ Le plan d'action

☐ Calendrier d'activités

☐ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupes d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif);

☐ États financiers

☐ Prévisions budgétaires de l'organisme et du programme

☐ Publicités (dépliants);

☐ Certificats et cartes de compétence des employés (sur demande);

☐ Fiches signalétiques / listes d'employés (sur demande);

☐ Bilan des réalisations;

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Quinze jours avant le début des activités : remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard **le 8 novembre 2019.**

1. dans une enveloppe directement à l'attention de votre agent de développement.
2. ou numérisés et envoyés par courriel à votre agent de développement.

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du Programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Renseignements

Vincent-Thomas Hamelin, Conseiller en planification
vincent-thomas.hamelin@ville.montreal.qc.ca
514-872-7569

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1198406002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages, plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réaménagement du parc Birnam, aux prix de sa soumission, soit au montant de 547 590,17 $ et autoriser une dépense maximale de 670 590,17 $, taxes incluses (contingences : 55 000 $; incidences : 68 000 $) – appel d'offres public PARCS-19-06 (6 soumissionnaires).

1. d'octroyer un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réaménagement du parc Birnam, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 547 590.17 $, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public PARCS-19-06 (6 soumissionnaires);

2. d'autoriser des contingences de 55 000 $, taxes incluses;

3. d'autoriser des incidences de 68 000 $, taxes incluses;

4. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Elsa MARSOT **Le** 2019-11-18 16:26

Signataire : Elsa MARSOT

_____

Directrice CSLDS
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198406002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages, plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réaménagement du parc Birnam, aux prix de sa soumission, soit au montant de 547 590,17 $ et autoriser une dépense maximale de 670 590,17 $, taxes incluses (contingences : 55 000 $; incidences : 68 000 $) – appel d'offres public PARCS-19-06 (6 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Situé dans le district de Parc-Extension, le parc Birnam est un lieu de vie et de rencontres pour les citoyens. D'une superficie de 543 m², il est bordé par la rue Birnam, entre la rue Jean-Talon et l'avenue Beaumont.
Le parc est au cœur d'un quartier où bourdonne la vie familiale et sert de lieu d'accueil pour les garderies à proximité. Créé en 1969, il regroupe aujourd'hui trois aires de jeux pour enfants, soit, une pour les 2 à 5 ans, une pour les 5 à 12 ans et une balançoire pour bébés de quatre places. Le secteur des aires de jeux a été remis aux normes pour la dernière fois en 2005. L'aménagement actuel du parc ne permet pas de maximiser son potentiel; les modules utilisés sont défraîchis et la balançoire ne répond plus aux normes de sécurité en vigueur.

Ainsi, le présent dossier consiste à octroyer un contrat de travaux afin de réaménager l'ensemble du parc en ajoutant, entre autres, une aire de jeux d'eau, une balançoire aux normes et de fournir une aire de jeu adaptée au 2 à 5 ans, représentant les utilisateurs majoritaires de ce petit parc de quartier. Nous portons une attention particulière aux arbres matures qui seront intégrés au nouvel aménagement et nous bonifierons le couvert végétal actuel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Les aires de jeux pour enfants seront complètement réaménagées et dotées de nouveaux équipements permettant de relever de nouveaux défis tant sur le plan physique que social. Les interventions de réaménagement se regroupent ainsi en trois catégories :

- La première consiste à la création d'une aire de jeu d'eau au centre du parc. Les modules choisis créent différentes expériences pour les utilisateurs de tous âges, un point de convergence et d'échange facilité par le jeu avec l'eau.
- La deuxième consiste à l'aménagement d'une aire de jeu pour les 2 à 5 ans proposant diverses structures pour enseigner aux enfants l'équilibre et les relations spatiales. Un revêtement synthétique sera mis en place comme surface de protection au sol pour le volet psychomotricité.
- La troisième consiste à la mise aux normes d'un nouvel espace doté d'une balançoire pour poupons.

JUSTIFICATION

Pour faire suite à l'appel d'offres public PARCS-19-06, dix-neuf preneurs ont fait l'acquisition du cahier des charges sur le SÉAO. La période d'appel d'offres public s'est déroulée du 1er octobre au 12 novembre 2019.
Le prix des soumissions varie entre 547 590,17 $ et 856 690,84 $*, soit un écart de 309 100,67 $. Les soumissions ont été analysées par la Division du greffe et l'architecte-paysagiste chargée du projet. La plus basse soumission étant conforme, la professionnelle responsable du dossier nous recommande de réaliser ce projet très attendu par les citoyens.

À ces coûts, nous devons ajouter un montant de 55 000 $ de contingences, incluant les taxes, correspondant approximativement à 10 % du coût des travaux.
Également, un montant de 68 000 $ incluant les taxes est prévu en incidences.

SOUMISSIONS CONFORMES	**COÛT DE BASE** (TAXES INCLUSES)	**AUTRES (PRÉCISER)** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
Les Terrassements Multi-Paysages	547 590,17 $		547 590,17 $
Les Entreprises Ventec Inc.	597 203,15 $		597 203,15$
Salvex Inc.	643 860,00 $		643 860,00 $
Aménagement Coté Jardin Inc.	782 861,90 $		782 861,90 $
Saho construction	797 863,26 $		797 863,26 $
Cappa construction inc.	856 690,84 $		856 690,84 $*
Dernière estimation réalisée ($)	510 803,80 $		510 803,80 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($) VOICI LA FORMULE : total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions			704 344,89 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) VOICI LA FORMULE : [(coût moyen des soumissions conformes – la plus basse)/la plus basse) x 100]			29 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) VOICI LA FORMULE : (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			309 100,68 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus haute conforme – la plus basse conforme)/la plus basse) x 100]			56%

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) VOICI LA FORMULE : (la plus basse conforme – estimation)	36 786,37 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100]	7 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) VOICI LA FORMULE : (la deuxième plus basse – la plus basse)	49 612,98 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) VOICI LA FORMULE : [(la deuxième plus basse – la plus basse)/la plus basse) x 100]	9 %

* Il s'agit du montant modifié après validation technique et administrative puisque le bordereau de soumission de ce soumissionnaire comportait des erreurs de calculs / prix déposé : 876 441,27 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Montant du contrat de l'entrepreneur, incluant les taxes : 547 590,17 $
Contingences, incluant les taxes : 55 000 $
Dépenses incidentes, incluant les taxes : 68 000 $

Les dépenses incidentes incluent notamment des frais de laboratoire pour contrôle de qualité et surveillance de sols, de la signalisation et une murale.

Montant de la dépense : 670 590,17 $
Crédits à voter : 612 338,21 $

Le prix des soumissions varie entre 547 590,17 $ et 856 690,84 $, soit un écart de 309 100,68 $. Les soumissions ont été analysées par la Division du greffe et l'architecte-paysagiste chargée du projet. La plus basse soumission étant conforme, la professionnelle responsable du dossier nous recommande son acceptation.

Le projet est inscrit au fonds des parcs.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les aspects du développement durable considérés dans ce projet sont les suivants :

- l'accessibilité universelle et l'équité entre les générations contribuent à une collectivité au coeur du développement durable;
- contribution à l'accès aux espaces verts et aux équipements de loisirs pour une meilleure qualité de vie;
- assurer la qualité des milieux de vie résidentiels en aménageant le parc et en augmentant le verdissement ainsi qu'en valorisant Montréal comme milieu de vie familial en créant des zones de convergence sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet constitue une amélioration de la qualité de l'offre en espaces verts pour les résidents du quartier tout en créant de nouvelles zones de convergences sociales. De plus, les aménagements réalisés permettront aux utilisateurs du parc d'avoir accès à des équipements diversifiés et stimulants tant sur le plan physique que social.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Lors des travaux, un plan de communication sera mis en place.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux débuteront au printemps 2020 et se termineront en septembre de la même année.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Marcelle DION)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie GARAT
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-2617
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-15

Valérie PRÉVOST
C/s sports et loisirs

Tél : 514 872-7996
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1198406002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Octroyer un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages, plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réaménagement du parc Birnam, aux prix de sa soumission, soit au montant de 547 590,17 $ et autoriser une dépense maximale de 670 590,17 $, taxes incluses (contingences : 55 000 $; incidences : 68 000 $) – appel d'offres public PARCS-19-06 (6 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Dossier 1198460002_Terr.Multi-Paysages_Birnam.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : (514)872-6504

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-18

Brigitte BEAUDREAULT
Directrice des services administratifs

Tél : 514 872-9173
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

SOMMAIRE DÉCISIONNEL 1198406002

« Octroyer un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages, plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réaménagement du parc Birnam, aux prix de sa soumission, soit au montant de 547 590,17 $ et autoriser une dépense maximale de 670 590,17 $, taxes incluses (contingences : 55 000 $; incidences : 68 000 $) – appel d'offres public PARCS-19-06 (6 soumissionnaires).»

Nous attestons que le présent dossier est conforme aux critères de conformité budgétaire énoncés au courrier budgétaire #38 et ne nécessite pas une intervention du Service des finances pour l'obtention des crédits.

Dossier 1198406002 - Terrassements Multi-Paysages					
Parc Birnam de Parc-Extension	**Contrat**	**Contingences**	**Incidences**	**Crédits totaux**	**VSMPE Fonds de parc**
Montant avant taxes	476 268,90	47 836,49	59 143,29	583 248,68	583 248,68
TPS	23 813,45	2 391,82	2 957,16	29 162,43	29 162,43
TVQ	47 507,82	4 771,69	5 899,54	58 179,06	58 179,06
Total	**547 590,17**	**55 000,00**	**68 000,00**	**670 590,17**	**670 590,17**
Ristoune TPS	-23 813,45	-2 391,82	-2 957,16	-29 162,43	-29 162,43
Ristourne TVQ	-23 753,91	-2 385,84	-2 949,77	-29 089,53	-29 089,53
Crédits nets de ristournes	**500 022,81**	**50 222,33**	**62 093,06**	**612 338,21**	**612 338,21**

Portion arrondissement :
Informations budgétaires :

Projet	34226	*Programme de réaménagement de parcs anciens*
Sous-projet	1934226 005	*Parc Birnam - Travaux de réaménagement PARCS-19-06*
Projet Simon	177950	
Exécutant	*Arr. VSMPE*	

Provenance :

Autres revenus divers – parcs et terrains de jeux	
6440.9500998.801650.07165.45901.013529.0000.177950.000000.15015.00000	612 338.21 $

Imputation :

6440.9500998.801650.07165.57201.000000.0000.177950.000000.15015.00000	550 245.15 $
6440.9500998.801650.07165.57201.000000.0000.177950.029327.15015.00000	62 093.06 $

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1198406002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Octroyer un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages, plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de réaménagement du parc Birnam, aux prix de sa soumission, soit au montant de 547 590,17 $ et autoriser une dépense maximale de 670 590,17 $, taxes incluses (contingences : 55 000 $; incidences : 68 000 $) – appel d'offres public PARCS-19-06 (6 soumissionnaires).

SEAO _ Liste des commandes_PARCS-19-06.pdfpv_ouverture-PARCS-19-06.pdf

PARCS-19-06 Multi-Paysages page 1.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie GARAT
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-2617
Télécop. :

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : PARCS-19-06
Numéro de référence : 1308754
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Parc Birnam - Réaménagement complet

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca	Madame Camélia Pais Téléphone : 514 354-8249 Télécopieur :	**Commande : (1651748)** 2019-10-11 8 h 31 **Transmission :** 2019-10-11 8 h 31	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 40 - Courriel 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 22 - Courriel 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 30 - Courriel 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 10 h 31 - Courriel 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 12 - Courriel 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 17 - Courriel 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Courriel 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 42 - Courriel 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 13 h 42 - Courriel 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 15 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Aménagement Coté Jardin Inc 4303 rue Hogan Montréal, QC, H2H 2N2	Monsieur Jean-Patrick Blanchette Téléphone : 514 939-3577 Télécopieur : 514 939-3174	**Commande : (1652838)** 2019-10-15 15 h 44 **Transmission :** 2019-10-15 15 h 44	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 40 - Courriel 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 22 - Courriel 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 30 - Courriel 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 10 h 31 - Courriel 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 12 - Courriel 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 17 - Courriel

			3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Courriel 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 42 - Courriel 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 13 h 42 - Courriel 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 15 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Aménagements Sud-Ouest 320 boul Pierre-Boursier Châteauguay, QC, J6J 4Z2	Monsieur Alain Provost Téléphone : 450 699-1368 Télécopieur : 450 699-4847	**Commande : (1647262)** 2019-10-01 13 h 45 **Transmission :** 2019-10-01 14 h	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 40 - Courriel 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 22 - Courriel 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 57 - Messagerie 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 11 h 01 - Messagerie 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 12 - Courriel 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 17 - Courriel 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Courriel 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 42 - Courriel 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 13 h 42 - Courriel 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 32 - Messagerie 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 16 h 02 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Cappa construction inc. 7012, boul. St-Laurent, bureau 200 Montréal, QC, H2s3e2	Monsieur Ben Capparelli Téléphone : 514 996-9070 Télécopieur :	**Commande : (1649590)** 2019-10-07 13 h 59 **Transmission :** 2019-10-07 15 h 15	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 40 - Courriel 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 22 - Courriel 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 30 - Courriel 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 10 h 31 - Courriel 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 12 - Courriel

			3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 17 - Courriel 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Courriel 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 42 - Courriel 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 13 h 42 - Courriel 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 15 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
E2R inc. 11635 6e Avenue Montréal, QC, H1E 1R8	Madame Julie Anne Moquin Téléphone : 514 419-1452 Télécopieur : 514 648-1455	**Commande : (1647562)** 2019-10-02 9 h 01 **Transmission :** 2019-10-02 9 h 07	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 40 - Courriel 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 22 - Courriel 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 59 - Messagerie 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 11 h 03 - Messagerie 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 12 - Courriel 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 17 - Courriel 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Courriel 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 42 - Courriel 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 13 h 42 - Courriel 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 35 - Messagerie 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 16 h 05 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Gestion S.Forget inc 104, de la Pointe-Langlois, suite B Laval, QC, H7L3M5	Monsieur Stéphane Forget Téléphone : 450 736-0510 Télécopieur : 579 641-1474	**Commande : (1653974)** 2019-10-17 15 h 19 **Transmission :** 2019-10-17 16 h 45	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 40 - Courriel 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 22 - Courriel 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 58 - Messagerie 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 11 h 03 - Messagerie

			3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 12 - Courriel 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 17 - Courriel 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Courriel 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 42 - Courriel 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 13 h 42 - Courriel 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 35 - Messagerie 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 16 h 05 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Installume inc. 1087 rue des Forges Terrebonne, QC, J6Y0J9	Monsieur alain Mainville Téléphone : 450 434-3499 Télécopieur : 450 434-4235	**Commande : (1658152)** 2019-10-29 10 h 33 **Transmission :** 2019-10-29 10 h 38	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-29 10 h 33 - Téléchargement 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-29 10 h 33 - Téléchargement 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-29 10 h 33 - Messagerie 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-29 10 h 33 - Messagerie 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 12 - Courriel 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 17 - Courriel 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Courriel 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 42 - Courriel 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 13 h 42 - Courriel 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 15 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Laurin et Laurin (1991) Inc.. 12000 Arthur Sicard Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.laurinlaurin.ca	Madame Martine Chouinard Téléphone : 450 435-9551 Télécopieur : 450 435-2662	**Commande : (1647657)** 2019-10-02 10 h 03 **Transmission :** 2019-10-02 10 h 03	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 40 - Courriel 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 22 - Courriel 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 30 - Courriel

			3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 10 h 31 - Courriel 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 12 - Courriel 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 17 - Courriel 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Courriel 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 42 - Courriel 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 13 h 42 - Courriel 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 15 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1648183)** 2019-10-03 9 h 34 **Transmission :** 2019-10-03 10 h 18	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 41 - Télécopie 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 23 - Télécopie 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 11 h 03 - Messagerie 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 11 h 01 - Messagerie 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 13 - Télécopie 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 18 - Télécopie 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 19 - Télécopie 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 43 - Télécopie 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 18 h 26 - Télécopie 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 20 h 05 - Télécopie 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 36 - Messagerie 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 16 h 05 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Marc Morin Électrique Inc. 4030, Mont-Royal Est Montréal, QC, H1X 3G3	Monsieur Marc Morin Téléphone : 514 252-0558 Télécopieur : 514 259-5652	**Commande : (1654300)** 2019-10-18 11 h 12 **Transmission :** 2019-10-18 11 h 12	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-18 11 h 12 - Téléchargement 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 22 - Courriel

			3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 30 - Courriel 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 10 h 31 - Courriel 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 12 - Courriel 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 17 - Courriel 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Courriel 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 42 - Courriel 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 13 h 42 - Courriel 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 15 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1647512)** 2019-10-02 8 h 22 **Transmission :** 2019-10-02 8 h 28	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 40 - Courriel 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 22 - Courriel 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 57 - Messagerie 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 11 h 01 - Messagerie 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 12 - Courriel 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 17 - Courriel 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Courriel 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 42 - Courriel 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 13 h 42 - Courriel 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 33 - Messagerie 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 16 h 03 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Saho construction 424 boul. Raymond	Monsieur Dan Renauld Téléphone : 418 614-3425	**Commande : (1652077)** 2019-10-11 14 h 23	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 41 - Télécopie

Québec, QC, G1C8K9	Télécopieur : 418 661-1177	**Transmission :** 2019-10-11 14 h 28	3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 23 - Télécopie 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 59 - Messagerie 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 11 h 03 - Messagerie 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 13 - Télécopie 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 18 - Télécopie 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 19 - Télécopie 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 43 - Télécopie 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 18 h 28 - Télécopie 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 20 h 08 - Télécopie 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 35 - Messagerie 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 16 h 06 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Salvex Inc.. 2450 Montée St-François Laval, QC, H7E 4P2	Monsieur Joe D. Salvo Téléphone : 450 664-4335 Télécopieur : 450 664-1132	**Commande : (1648306)** 2019-10-03 11 h 02 **Transmission :** 2019-10-03 11 h 05	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 40 - Courriel 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 22 - Courriel 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 58 - Messagerie 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 11 h 02 - Messagerie 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 12 - Courriel 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 17 - Courriel 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Courriel 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 42 - Courriel 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 13 h 42 - Courriel 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 34 - Messagerie 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 16 h 03 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9	Monsieur Natalino Cappello Téléphone : 514 488-6883 Télécopieur : 514 488-1791	**Commande : (1647845)** 2019-10-02 13 h 50 **Transmission :** 2019-10-02 14 h 27	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 41 - Télécopie 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 23 - Télécopie 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 58 - Messagerie 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 11 h 02 - Messagerie 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 13 - Télécopie 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 21 - Télécopie 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 19 - Télécopie 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 43 - Télécopie 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 19 h 55 - Télécopie 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 21 h 17 - Télécopie 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 34 - Messagerie 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 16 h 04 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Surfaces Carpell Inc (Surface synthétique sportive) 745, rue Vadnais Granby, QC, J2J 1H8 http://www.carpell.com	Monsieur Jean-François Daoust Téléphone : 450 361-2929 Télécopieur : 450 361-2882	**Commande : (1647570)** 2019-10-02 9 h 09 **Transmission :** 2019-10-02 9 h 09	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 40 - Courriel 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 22 - Courriel 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 30 - Courriel 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 10 h 31 - Courriel 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 12 - Courriel 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 17 - Courriel 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Courriel 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 42 - Courriel 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 13 h 42 - Courriel 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 15 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Terrassement Limoges & Fils 2249 Chemin Forest Rawdon, QC, J0K 1S0 http://www.terrassementlimoges.com	Monsieur Frédéric Limoges Téléphone : 450 834-5678 Télécopieur : 450 834-3463	**Commande : (1647593)** 2019-10-02 9 h 21 **Transmission :** 2019-10-02 9 h 21	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 41 - Télécopie 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 23 - Télécopie 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 30 - Courriel 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 10 h 31 - Courriel 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 13 - Télécopie 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 18 - Télécopie 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Télécopie 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 43 - Télécopie 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 19 h 53 - Télécopie 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 21 h 13 - Télécopie 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 15 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Terrassement Multi-Paysages 1355 rue Lépine Joliette, QC, J6E 4B7	Monsieur Stéphane Valois Téléphone : 450 756-1074 Télécopieur : 450 756-8997	**Commande : (1647784)** 2019-10-02 12 h 18 **Transmission :** 2019-10-02 12 h 18	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 40 - Courriel 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 22 - Courriel 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 30 - Courriel 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 10 h 31 - Courriel 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 12 - Courriel 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 17 - Courriel 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Courriel 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 42 - Courriel 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 13 h 42 - Courriel 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 15 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Tessier Récréo-Parc Inc 825 Théophile-St-Laurent, C.P. 57 Nicolet, QC, J3T 1A1 http://www.tessier-rp.com/	Madame Stéphanie Labrecque Téléphone : 819 293-8591 Télécopieur : 819 293-6644	**Commande : (1648429)** 2019-10-03 13 h 44 **Transmission :** 2019-10-03 13 h 44	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 40 - Courriel 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 22 - Courriel 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 30 - Courriel 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 10 h 31 - Courriel 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 12 - Courriel 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 17 - Courriel 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Courriel 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 42 - Courriel 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 13 h 42 - Courriel 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 15 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Urbex Construction Inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	**Commande : (1649609)** 2019-10-07 14 h 09 **Transmission :** 2019-10-07 14 h 09	3199522 - PARCS-19-06 Addenda 2019-10-17 16 h 40 - Courriel 3203200 - PARCS-19-06-Addenda-2 2019-10-25 10 h 22 - Courriel 3203201 - PARCS-19-06-Addenda-2_Plan 2019-10-25 10 h 30 - Courriel 3203202 - PARCS-19-06 Addenda-02 plan-2 2019-10-25 10 h 31 - Courriel 3204517 - PARCS-19-06 Addenda no 3 2019-10-29 13 h 12 - Courriel 3205358 - PARCS-19-06-Addenda-4 2019-10-30 15 h 17 - Courriel 3206428 - PARCS-19-06-Addenda-5 2019-11-01 10 h 18 - Courriel 3207222 - PARCS-19-06 Addenda no 6 2019-11-04 14 h 42 - Courriel 3207642 - PARCS-19-06 Addenda 07 2019-11-05 13 h 42 - Courriel 3207679 - PARCS-19-06 Addenda 07 (devis) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207680 - PARCS-19-06 Addenda 07 (plan) 2019-11-05 15 h 29 - Courriel 3207681 - PARCS-19-06 Addenda 07 (bordereau) 2019-11-05 15 h 29 - Téléchargement 3207683 - PARCS-19-06 Addenda 07 plan 2019-11-05 15 h 59 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Soumission publique

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à la mairie d'arrondissement, située au 405, avenue Ogilvy, bureau 200, Montréal, le **12 novembre 2019, à 10 h 30.**

Sont présentes : Diane Mongeau Secrétaire recherchiste
Audrey-Ann Chevrier Stagiaire
Claude-Étienne Poisson Préposé au contrôle des dossiers

SOUMISSION PARCS-19-06

Réaménagement du parc Birnam

Les soumissions reçues, suite à l'appel d'offres public, sont ouvertes par la secrétaire recherchiste. Les entreprises suivantes déposent une soumission :

Soumissionnaires	Prix incluant les taxes
Terrassement Multi-Paysages 1355 rue Lépine Joliette, (QC) CAN J6E 4B7	547 590,17 $
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, (QC) CAN H4C 1V1	597 203,15 $
Salvex Inc.. 2450 Montée St-François Laval, (QC) CAN H7E 4P2	643 860,00 $
Aménagement Coté Jardin Inc 4303 rue Hogan Montréal, (QC) CAN H2H 2N2	782 861,90 $
Saho construction 424 boul. Raymond Québec, (QC) CAN G1C8K9	797 863,26 $
Cappa construction inc. 7012, boul. St-Laurent, bureau 200 Montréal, (QC) CAN H2s3e2	876 441,27 $

La secrétaire recherchiste transmet ces soumissions à la Direction de la culture, des sports et du développement social.

Diane Mongeau

Audrey-Ann Chevrier

Claude-Étienne Poisson

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : PARCS-19-06

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Division du greffe, 405 Ogylvy, bureau 100 Montréal (Québec) H3N 1M3, avant 10 h 30
2	10	2019	11	11	2019	

PARC BIRNAM - AMÉNAGEMENT COMPLET

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux d'aménagement	
Ligne 1: Montant total prix forfaitaires avant taxes :	458 549,00 $
Ligne 2: Montant total prix unitaires avant taxes :	17 719,90 $
Sous-total:	**476 268,90 $**
Taxe sur les produits et services 5 % :	23 813,45 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	47 507,82 $
Montant total :	**547 590,17 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1140382590

Si non inscrit au REQ, cocher ici

Je (Nous), soussigné(s): Les Terrassements Multi-Paysages Inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1355 rue Lépine, Joliette, Québec, J6E 4B7

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : (450) 756-1074		
STÉPHANE VALOIS, DIRECTEUR AUX SOUMISSIONS	Télécopieur : (450) 756-8997		
	Courriel : svalois@multi-paysages.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	12	11	2019

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1191309013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 31 octobre 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du règlement RCA18-14009.

Il est recommandé :
de recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 31 octobre 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du règlement RCA18-14009.

Signé par Nathalie VAILLANCOURT **Le** 2019-11-15 09:30

Signataire : Nathalie VAILLANCOURT

Directrice d'arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1191309013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 31 octobre 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du règlement RCA18-14009.

CONTENU

CONTEXTE

Recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 31 octobre 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du règlement RCA18-14009.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne BERGERON
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-9173
Télécop. : 514 868-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-15

Brigitte BEAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe

Tél : 514 872-9173
Télécop. : 514 868-4066

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191309013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Recevoir le rapport consolidé faisant état, pour la période du 1er au 31 octobre 2019, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du règlement RCA18-14009.

- Copie papier du rapport mensuel pour la période du 1er au 31 octobre 2019;



- Rapport consolidé_oct 2019.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne BERGERON
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-9173
Télécop. : 514 868-4066

DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
OCTOBRE 2019

RAPPORT CONSOLIDÉ
Période du 1er au 31 octobre 2019

ARTICLE	DESCRIPTION	Octobre 2019		Cumulatif au 30 septembre 2019		Cumulatif pour les deux mois	
		Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $
	SOMMAIRE **Résultats par grande famille**						
	Octroi de contrats pour exécution de travaux par le budget de fonctionnement	3	164 402,75 $	0	- $	3	164 402,75 $
	Règlements de réclamations et de jugements	0	- $	0	- $	0	- $
	Autres décisions impliquant une dépense	7	- $	2	- $	9	- $
	Décisions impliquant la gestion des ressources humaines	27	- $	18	- $	45	- $
	Autres décisions n'impliquant pas de crédits	4	- $	6	- $	10	- $
	TOTAL	**41**	**164 402,75 $**	**26**	**- $**	**67**	**164 402,75 $**
RESSOURCES MATÉRIELLES							
22.01	Contrat 101 100 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
22.02	Contrat 50 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 2)	3	164 402,75 $	0	- $	3	164 402,75 $
22.03	Contrat 25 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 3)	0	- $	0	- $	0	- $
22.04	Contrat 15 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 4)	0	- $	0	- $	0	- $
22.05	Contrat 25 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 5)	0	- $	0	- $	0	- $
23.00	Location par la ville d'un immeuble: 101 100 $ et moins (Niveau 1) et 50 000 $ et moins (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $
TOTAL RESSOURCES MATÉRIELLES		**3**	**164 402,75 $**	**0**	**- $**	**3**	**164 402,75 $**
ADMINISTRATION FINANCIÈRE							
24.01	Contrat 50 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
24.02	Contrat 25 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $
24.03	Contrat 10 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 3)	0	- $	0	- $	0	- $
26.01	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 50 000 $ et moins (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
26.02	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 25 000 $ et moins (Niveau 2)	6	- $	1	- $	7	- $
26.03	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 10 000 $ et moins (Niveau 3)	1	- $	1	- $	2	- $
26.04	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 5 000 $ et moins (Niveau 4)	0	- $	0	- $	0	- $

DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
OCTOBRE 2019

RAPPORT CONSOLIDÉ
Période du 1er au 31 octobre 2019

ARTICLE	DESCRIPTION	Octobre 2019		Cumulatif au 30 septembre 2019		Cumulatif pour les deux mois	
		Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $
27.01	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 101 100 $ et moins (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
27.02	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 50 000 $ et moins (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $
27.03	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 25 000 $ et moins (Niveau 3)	0	- $	0	- $	0	- $
27.04	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 15 000 $ et moins (Niveau 4)	0	- $	0	- $	0	- $
28.01	Virement crédits : Tout virement sauf contributions financières (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
28.02	Virement crédits : entre deux fonctions budgétaires d'une même direction, à l'exception de la rémunération, des charges sociales et des contributions financières (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $
28.03	Virement crédits, à l'intérieur d'une même fonction budgétaire, à l'exception de la rémunération, des charges sociales et des contributions financières (Niveau 6)	0	- $	0	- $	0	- $
TOTAL ADMINISTRATION FINANCIÈRE		**7**	**- $**	**2**	**- $**	**9**	**- $**

RÉGLEMENTATION - DÉCISIONS N'IMPLIQUANT PAS DE CRÉDITS

	Permis - Règlement sur les opérations cadastrales Approuver projet de remplacement de lots	0	- $	0	- $	0	- $
29.00	Règlement: Pouvoirs en matière de circulation, signalisation et stationnement / Directeur TP seulement	2	- $	3	- $	5	- $
32.01	Demande de permis étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme et pour laquelle un avis favorable a été émis - construction hors toit en vertu d'un PIIA (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $
32.02	Demande de permis étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme et pour laquelle un avis favorable a été émis - enseignes (Niveau 2)	2	- $	3	- $	5	- $
TOTAL RÉGLEMENTATION		**4**	**- $**	**6**	**- $**	**10**	**- $**

DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
OCTOBRE 2019

RAPPORT CONSOLIDÉ
Période du 1er au 31 octobre 2019

ARTICLE	DESCRIPTION	Octobre 2019		Cumulatif au 30 septembre 2019		Cumulatif pour les deux mois	
		Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $
RESSOURCES HUMAINES							
07.00	POSTES - Nomination cadre (L.R.Q., c. C-19)	2	- $	2	- $	4	- $
08.01	POSTES - Nomination emplloyé syndiqué autre que manuel (L.R.Q., c. C-17) / Autres dir. arr.	0	- $	0	- $	0	- $
08.02	POSTES - Nomination employé syndiqué autre que manuel (L.R.Q., c. C-17) / Autres cas	13	- $	4	- $	17	- $
08.02.1	Mouvements de masse - Employés cols blancs (procédé administratif)	2	- $	0	- $	2	
09.00	POSTES - Nomination employé manuel ayant acquis la permanence d'emploi	1	- $	0	- $	1	- $
10.00	POSTES - Nomination emp. manuel lorsqu'elle entraîne la permanence d'emploi	1	- $	0	- $	1	- $
11.00	POSTES - Mouvement de personnel col bleu suite à une réquisition ou baisse de structure	0	- $	0	- $	0	- $
11.00.1	Mouvements de masse - Employés cols bleus (procédé administratif)	3	- $	0	- $	3	
12.00	POSTES - Résiliation cont. de trav. ou mise à pied d'un cadre (L.R.Q., c. C-19)	0	- $	0	- $	0	- $
13.01	POSTES - Résiliation cont. trav., rétrogradation ou mise à pied d'un employé syndiqué / Autres dir. arr.	0	- $	0	- $	0	- $
13.02	POSTES - Résiliation cont. trav., rétrogradation ou mise à pied d'un employé syndiqué / Autres cas	0	- $	9	- $	9	- $
14.01.0	Mesure disciplinaire incluant congédiement / Autorité dir. arr.	0	- $	0	- $	0	
14.02.0	Mesure disciplinaire, incluant congédiement / Autres cas	3	- $	2	- $	5	- $
15.00	Création et transfert de postes	1	- $	0	- $	1	- $
16.00	Abolition et modification de postes	0	- $	0	- $	0	- $
17.00	POSTES - Détermination de l'affectation de travail et des responsabilités des fonctionnaires et employés	0	- $	0	- $	0	- $
18.00	Négociation avec les associations syndicales accréditées, des clauses… prévues à l'art. 49.2.	0	- $	0	- $		
19.01	POSTES - Conditions de travail (non prévu au présent règlement) (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
19.02	POSTES - Conditions de travail (non prévu au présent règlement) / Autres cas (Niveau 2)	1	- $	1	- $	2	- $
TOTAL RESSOURCES HUMAINES		**27**	**0**	**18**	**0**	**45**	**- $**

DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
OCTOBRE 2019

RAPPORT CONSOLIDÉ
Période du 1er au 31 octobre 2019

ARTICLE	DESCRIPTION	Octobre 2019		Cumulatif au 30 septembre 2019		Cumulatif pour les deux mois	
		Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $
MATIÈRES JURIDIQUES							
20.01	Accomplissement de tout acte et signature de document relatif à la CSST incluant nég. proc. jud.	0	- $	0	- $	0	- $
20.02	Négociation, plaidorie et règl. de tout litige en matière de relations de travail avec rég. en matière zonage	0	- $	0	- $	0	- $
20.03	Paiement / Amende découlant d'une infraction en matière de SST	0	- $	0	- $	0	- $
20.04	Recouvrement des sommes dues à l'arrondissement	0	- $	0	- $	0	- $
20.05	Paiement de l'indemnité provisionnelle et paiement de l'indemnité définitive en matière d'expropriation	0	- $	0	- $	0	- $
20.06	Règlement d'une réclamation, action ou poursuite / Responsabilité civile ou pénale de l'arrondissement	0	- $	0	- $	0	- $
20.07	Consentir des mainlevées ou des quittances	0	- $	0	- $	0	- $
20.08	Radier une somme due à l'arrondissement sauf taxes décrétées par ce dernier	0	- $	0	- $	0	- $
20.09	Paiement des mémoires de frais judiciaires ou des frais d'experts	0	- $	0	- $	0	- $
20.10	Paiement de l'amende et des frais résultant de la commission avec un véhicule de l'arrondissement	0	- $	0	- $	0	- $
20.11	Paiement de l'amende et des frais réclamés par un constat d'infraction signifié à l'arrondissement	0	- $	0	- $	0	- $
20.12	Opposition à une demande de permis d'alcool prévue à la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., c. P-9-1)	0	- $	0	- $	0	- $
20.13	La négociation, la plaidoirie devant tout tribunal et le règlement de tout litige.	0	- $	0	- $	0	- $
TOTAL DES MATIÈRES JURIDIQUES		**0**	**- $**	**0**	**- $**	**0**	**- $**
	GRAND TOTAL des décisions déléguées prises pour ces périodes	**41**	**164 402,75 $**	**26**	**0,00 $**	**67**	**164 402,75 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1194322010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les dépenses de l'exercice 2020 relatives à un service d'utilité publique, à une commande ou à un service prévu dans une entente cadre, jusqu'à concurrence des budgets prévus à ces fins.

1. d'approuver les dépenses de l'exercice 2020 relatives à un service d'utilité publique, à une commande ou un service prévu dans une entente cadre, jusqu'à concurrence des budgets prévus à ces fins pour les objets de dépense suivants :
- électricité 1 090 000 $;
- pierre, béton et asphalte 309 800 $;
- sel et abrasifs 590 200 $;
- produits chimiques à l'usage des piscines 100 000 $.

2. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Brigitte BEAUDREAULT **Le** 2019-11-15 13:50

Signataire : Brigitte BEAUDREAULT

Directrice des services administratifs
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194322010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les dépenses de l'exercice 2020 relatives à un service d'utilité publique, à une commande ou à un service prévu dans une entente cadre, jusqu'à concurrence des budgets prévus à ces fins.

CONTENU

CONTEXTE

Certaines dépenses relatives à la fourniture de services publics (électricité) et à des biens non durables (sel et abrasifs, pierre, béton et asphalte, produits chimiques à l'usage des piscines) faisant l'objet d'ententes cadres négociées par le Service de l'approvisionnement requièrent préalablement une approbation. Cette approbation à priori permet de réserver les crédits budgétaires nécessaires à l'imputation des dépenses dans le système comptable SIMON.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0403 - 4 décembre 2018 - Approuver les dépenses de l'exercice 2019 relatives à un service d'utilité publique, à une commande ou un service prévu dans une entente cadre, jusqu'à concurrence des budgets prévus à ces fins.

DESCRIPTION

Les dépenses visées à l'objet sont relatives à la fourniture des biens et services suivants:
- électricité (éclairage de rues, bornes électriques);
- sel et abrasifs;
- pierre, béton et asphalte;
- produits chimiques à l'usage des piscines.

JUSTIFICATION

L'approbation des sommes annuelles requises pour ces types d'acquisitions relèvent de l'autorité du conseil d'arrondissement. Par conséquent, l'autorisation de ces dépenses permettrait de minimiser les risques de retards de livraison pouvant entraîner une rupture de stocks à un moment stratégique et/ou d'avoir à payer des frais pour des paiements de factures tardifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Budgets de l'exercice 2020 prévus pour les objets de dépense suivants :
- électricité 1 090 000 $;
- sel et abrasifs 590 200 $;
- pierre, béton et asphalte 309 800 $;
- produits chimiques à l'usage des piscines 100 000 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérification effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Luu Lan LE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-14

Sylvain DANSEREAU
Chef de division - Ressources financières et matérielles

Tél : 514 868-4062
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1194322010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Approuver les dépenses de l'exercice 2020 relatives à un service d'utilité publique, à une commande ou à un service prévu dans une entente cadre, jusqu'à concurrence des budgets prévus à ces fins.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1194322010.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Luu Lan LE
Conseillère en gestion des resources financières

Tél : 514-872-8459

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-15

Sylvain DANSEREAU
Chef de division - Ressources financières et matérielles
Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc Extension
Tél : 514-868-4062
Division :

Dossier 1194322010

Objet :

« Approuver les dépenses de l'exercice 2020 relatives à un service d'utilité publique, à une commande ou un service prévu dans une entente cadre, jusqu'à concurrence des budgets prévus à ces fins ».

Les fonds nécessaires pour donner suite à cette recommandation ont été priorisés lors de la confection du budget de fonctionnement 2020.

Les dépenses seront imputées comme suit :

Électricité	
2440.0010000.306412.03141.56301.000000.0000.000000.000000.00000.00000	**1 090 000 $**

Pierre, béton, sable, terre et asphalte	
2440.0010000.306415.XXXX.56504.XXXXXX.0000.000000.000000.00000.00000	34 100 $
2440.0010000.306416.XXXX.56504.XXXXXX.0000.000000.000000.00000.00000	138 900 $
2130.0010000.306446.XXXX.56504.XXXXXX.0000.000000.000000.00000.00000	136 800 $
	309 800 $

Sel et autres abrasifs	
2440.0010000.306416.03123.56505.XXXXXX.0000.000000.000000.00000.00000	**590 200 $**

Produits chimiques (chlore et autres matières)	
2440.0010000.306454.07151.56506.015013.0000.000000.000000.00000.00000	**100 000 $**

TOTAL	**2 090 000 $**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1194539002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 4 850 $ à 13 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2019, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 250 $ au CRAIC (Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes), 250 $ à Projet ado communautaire en travail de rue; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 300 $ à la Maison de quartier Villeray, 500 $ à Mon resto Saint-Michel, 250 $ à la CDC Solidarités Villeray, 500 $ à la CDC Solidarités Villeray; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 300 $ au Centre Génération Emploi, 300 $ à Habitation communautaire Hellénique de Montréal, 300 $ à la Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal, 300 $ à Afrique au féminin; DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 300 $ à Saint-Michel vie sans frontières, 200 $ à la Maison de la famille de St-Michel, 200 $ au Centre éducatif et communautaire René-Goupil (CECRG) ; DISTRICT DE VILLERAY : 500 $ à la Maison de quartier de Villeray, 250 $ à la CDC Solidarités Villeray, 150 $ à COPATLA, pour diverses activités sociales.

1. d'autoriser le versement d'une contribution financière totale de 4 850 $ à 13 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement, pour l'année financière 2019 comme suit :

FONDS DE LA MAIRESSE

250 $ au CRAIC (Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes)—pour leur repas de Noël
250 $ à Projet ado communautaire en travail de rue—pour l'organisation du repas de Noêl

DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT

300 $ à la Maison de quartier Villeray—pour l'organisation d'un souper bénéfice
500 $ à Mon resto Saint-Michel—pour le magasin partage de Noël

250 $ à la CDC Solidarités Villeray—pour l'organisation du 5e Rendez-vous culturel
500 $ à la CDC Solidarités Villeray—pour la célébration de Noël

DISTRICT DE PARC-EXTENSION

300 $ au Centre Génération Emploi—pour leur projet pilote en audiovisuel
300 $ à Habitation communautaire Hellénique de Montréal—pour diverses activités
300 $ à la Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal—pour l'organisation de la guignolée annuelle
300 $ à Afrique au féminin—pour le panier de Noël

DISTRICT DE SAINT-MICHEL

300 $ à Saint-Michel vie sans frontières—pour leur fête de Noël
200 $ à la Maison de la famille de St-Michel—pour la fête de l'enfant 2019
200 $ au Centre éducatif et communautaire René-Goupil (CECRG)—pour leur fête de Noël

DISTRICT DE VILLERAY

500 $ à la Maison de quartier de Villeray—pour l'organisation d'un souper bénéfice
250 $ à la CDC Solidarités Villeray—pour l'organisation du 5e Rendez-vous culturel
150 $ à COPATLA—pour le souper de Noël

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Elsa MARSOT **Le** 2019-11-26 14:38

Signataire : Elsa MARSOT

Directrice CSLDS
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194539002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 4 850 $ à 13 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2019, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 250 $ au CRAIC (Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes), 250 $ à Projet ado communautaire en travail de rue; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 300 $ à la Maison de quartier Villeray, 500 $ à Mon resto Saint-Michel, 250 $ à la CDC Solidarités Villeray, 500 $ à la CDC Solidarités Villeray; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 300 $ au Centre Génération Emploi, 300 $ à Habitation communautaire Hellénique de Montréal, 300 $ à la Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal, 300 $ à Afrique au féminin; DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 300 $ à Saint-Michel vie sans frontières, 200 $ à la Maison de la famille de St-Michel, 200 $ au Centre éducatif et communautaire René-Goupil (CECRG) ; DISTRICT DE VILLERAY : 500 $ à la Maison de quartier de Villeray, 250 $ à la CDC Solidarités Villeray, 150 $ à COPATLA, pour diverses activités sociales.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension a convenu de la mise sur pied d'un fonds discrétionnaire afin de répondre à des demandes ponctuelles d'aide financière d'organismes à but non lucratif, présents dans les différents districts de l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le conseil d'arrondissement a déjà versé des contributions financières ponctuelles afin d'aider différents organismes qui offrent des services à la population locale.

DESCRIPTION

FONDS DE LA MAIRESSE
250 $ au CRAIC (Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes)—pour leur repas de Noël
250 $ à Projet ado communautaire en travail de rue—pour l'organisation du repas de Noël

DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT

300 $ à la Maison de quartier Villeray—pour l'organisation d'un souper bénéfice
500 $ à Mon resto Saint-Michel—pour le magasin partage de Noël
250 $ à la CDC Solidarités Villeray—pour l'organisation du 5e Rendez-vous culturel
500 $ à la CDC Solidarités Villeray—pour la célébration de Noël

DISTRICT DE PARC-EXTENSION

300 $ au Centre Génération Emploi—pour leur projet pilote en audiovisuel
300 $ à Habitation communautaire Hellénique de Montréal—pour diverses activités
300 $ à la Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal—pour l'organisation de la guignolée annuelle
300 $ à Afrique au féminin—pour le panier de Noël

DISTRICT DE SAINT-MICHEL

300 $ à Saint-Michel vie sans frontières—pour leur fête de Noël
200 $ à la Maison de la famille de St-Michel—pour la fête de l'enfant 2019
200 $ au Centre éducatif et communautaire René-Goupil (CECRG)—pour leur fête de Noël

DISTRICT DE VILLERAY

500 $ à la Maison de quartier de Villeray—pour l'organisation d'un souper bénéfice
250 $ à la CDC Solidarités Villeray—pour l'organisation du 5e Rendez-vous culturel
150 $ à COPATLA—pour le souper de Noël

JUSTIFICATION

À la demande du conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

FONDS DE LA MAIRESSE
MONTANT : 500 $
IMPUTATION 2019 :
2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029335.00000.00000

250 $ au CRAIC (Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes)—138921
250 $ à Projet ado communautaire en travail de rue—123841

DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT
MONTANT : 1 550 $
IMPUTATION 2019 :
2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029195.00000.00000

300 $ à la Maison de quartier Villeray—129230
500 $ à Mon resto Saint-Michel—pour le magasin partage de Noël—129234
250 $ à la CDC Solidarités Villeray—377910
500 $ à la CDC Solidarités Villeray—377910

DISTRICT DE PARC-EXTENSION
MONTANT : 1 200 $
IMPUTATION 2019 :
2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029128.00000.00000

300 $ au Centre Génération Emploi—130386
300 $ à Habitation communautaire Hellénique de Montréal—386999
300 $ à la Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal—129110—**Chèque au nom de Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal—Conférence St-Roch à poster au 7533, avenue d'Outremont H3N 2L7—Merci!**
300 $ à Afrique au féminin—129238

DISTRICT DE SAINT-MICHEL
MONTANT : 700 $
IMPUTATION 2019:
2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029129.00000.00000

300 $ à Saint-Michel vie sans frontières—327583
200 $ à la Maison de la famille de St-Michel—133437
200 $ au Centre éducatif et communautaire René-Goupil (CECRG)—133907

DISTRICT DE VILLERAY
MONTANT : 900 $
IMPUTATION 2019 :
2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029336.00000.00000

500 $ à la Maison de quartier de Villeray—129230
250 $ à la CDC Solidarités Villeray—377910
150 $ à COPATLA—393289

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Marcelle DION)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christiane DUCHESNEAU
Secrétaire de direction CSLDS

Tél : 514 868-3443
Télécop. : 514 872-4682

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-14

Jean-Marc LABELLE
Chef de division SLDS - Développement et expertise

Tél : 514 872-3468
Télécop. : 514 872-4682

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1194539002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 4 850 $ à 13 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2019, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 250 $ au CRAIC (Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes), 250 $ à Projet ado communautaire en travail de rue; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 300 $ à la Maison de quartier Villeray, 500 $ à Mon resto Saint-Michel, 250 $ à la CDC Solidarités Villeray, 500 $ à la CDC Solidarités Villeray; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 300 $ au Centre Génération Emploi, 300 $ à Habitation communautaire Hellénique de Montréal, 300 $ à la Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal, 300 $ à Afrique au féminin; DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 300 $ à Saint-Michel vie sans frontières, 200 $ à la Maison de la famille de St-Michel, 200 $ au Centre éducatif et communautaire René-Goupil (CECRG) ; DISTRICT DE VILLERAY : 500 $ à la Maison de quartier de Villeray, 250 $ à la CDC Solidarités Villeray, 150 $ à COPATLA, pour diverses activités sociales.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds_1194539002_Contributions_décembre.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-26

Brigitte BEAUDREAULT
Directrice des services administratifs

Tél : (514)872-6504

Tél : 514 872-9173
Division : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

SOMMAIRE DÉCISIONNEL 1194539002

«*Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 4 850 $ à 13 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2019, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 250 $ au CRAIC (Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes), 250 $ à Projet ado communautaire en travail de rue; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 300 $ à la Maison de quartier Villeray, 500 $ à Mon resto Saint-Michel, 250 $ à la CDC Solidarités Villeray, 500 $ à la CDC Solidarités Villeray; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 300 $ au Centre Génération Emploi, 300 $ à Habitation communautaire Hellénique de Montréal, 300 $ à la Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal, 300 $ à Afrique au féminin; DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 300 $ à Saint-Michel vie sans frontières, 200 $ à la Maison de la famille de St-Michel, 200 $ au Centre éducatif et communautaire René-Goupil (CECRG) ; DISTRICT DE VILLERAY : 500 $ à la Maison de quartier de Villeray, 250 $ à la CDC Solidarités Villeray, 150 $ à COPATLA, pour diverses activités sociales.*»

Je certifie qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.

FONDS DE LA MAIRESSE : 500 $
IMPUTATION : 2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029335.00000.00000

MONTANT	ORGANISME	ACTIVITÉ	# DE FOURNISSEUR
250 $	*CRAIC (Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes)*	*pour leur repas de Noël*	*138921*
250 $	*Projet ado communautaire en travail de rue*	*Pour l'organisation du repas de Noël*	123841
500 $	**TOTAL – Fonds de la mairesse**		

DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 700 $
IMPUTATION : 2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029130.00000.00000

MONTANT	ORGANISME	ACTIVITÉ	# DE FOURNISSEUR
300 $	*Saint-Michel vie sans frontières*	*Pour leur fête de Noel*	*327583*
200 $	*Maison de la famille de St-Michel*	*pour la fête de l'enfant 2019*	*133437*
200 $	*Centre éducatif et communautaire René-Goupil (CECRG)*	*pour leur fête de Noël*	*133907*
700 $	**TOTAL – Saint-Michel**		

DISTRICT DE FRANCOIS-PERRAULT : 1 550 $
IMPUTATION : 2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029195.00000.00000

MONTANT	ORGANISME	ACTIVITÉ	# DE FOURNISSEUR
300 $	*Maison de quartier Villeray*	*pour l'organisation d'un souper bénéfice*	129230
500 $	*Mon resto Saint-Michel*	*pour le magasin partage de Noël*	129234
250 $	*CDC Solidarités Villeray*	*pour l'organisation du 5e Rendez-vous culturel*	377910
500 $	*CDC Solidarités Villeray*	*pour la célébration de Noël*	377910
1 550 $	**TOTAL – François-Perrault**		

DISTRICT DE VILLERAY : 900 $
IMPUTATION : 2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029336.00000.00000

MONTANT	ORGANISME	ACTIVITÉ	# DE FOURNISSEUR
500 $	Maison de quartier de Villeray	pour l'organisation d'un souper bénéfice	129230
250 $	*CDC Solidarités Villeray*	*pour l'organisation du 5e Rendez-vous culturel*	*377910*
150 $	*COPATLA*	*pour le souper de Noël*	*393289*
900 $	**TOTAL – Villeray**		

DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 1 200 $
IMPUTATION : 2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029128.00000.00000

MONTANT	ORGANISME	ACTIVITÉ	# DE FOURNISSEUR
300 $	*Centre Génération Emploi*	*pour leur projet pilote en audiovisuel*	*130386*
300 $	*Habitation communautaire Hellénique de Montréal*	*pour diverses activités*	*386999*
300 $	*Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal* ***Chèque au nom de Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal—Conférence St-Roch à poster au 7533, avenue d'Outremont H3N 2L7—Merci!***	*pour l'organisation de la guignolée annuelle*	*129110*
300 $	*Afrique au féminin*	*pour le panier de Noël*	*129238*
1 200 $	**TOTAL – PARC-EXTENSION**		

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1191010013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, par résolution, la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 et portant les numéros CA11 14 0223 et CA13 14 0256 pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003)

D'**adopter**, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc–Extension (RCA04-14003), et ce,
malgré la disposition aux articles 10 et 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283),

Une résolution à l'effet d'autoriser la demande d'autorisation visant des modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 et portant les numéros CA11 14 0223 et CA13 14 0256 pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest aux conditions suivantes:
- que la hauteur du bâtiment soit d'au plus 13,70 mètres;
- que la hauteur du bâtiment, incluant la construction hors toit, soit d'au plus 17,40 mètres;
- que soit autorisé comme usage principal la vente et la location de véhicules automobile;
- que les travaux qui auront lieu soient similaires à ceux illustrés sur la perspective sur laquelle est apposée un des parements métallique et qui a été soumise pour information au comité consultatif d'urbanisme (CCU);
- que les dimensions de la marquise soient celles qui sont illustrées sur les plans datés de mai 2019.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-09-17 16:22

Signataire : Jocelyn JOBIDON

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 novembre 2019	Résolution: CA19 14 0337

Adopter le second projet de résolution PP19-14008 à l'effet d'accorder la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 (CA11 14 0223 et CA13 14 0256) pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003) et recevoir le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 24 octobre 2019.

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP19-14008 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 1er octobre 2019 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 24 octobre 2019, dûment convoquée par avis paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 3 octobre 2019;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu par le conseil d'arrondissement à sa séance du 5 novembre 2019;

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'adopter le second projet de résolution PP19-14008 à l'effet d'accorder la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 (CA11 14 0223 et CA13 14 0256) pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc–Extension (RCA04-14003), et ce, malgré la disposition aux articles 10 et 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

- que la hauteur du bâtiment soit d'au plus 13,70 mètres;
- que la hauteur du bâtiment, incluant la construction hors toit, soit d'au plus 17,40 mètres;
- que soit autorisé comme usage principal la vente et la location de véhicules automobiles;
- que les travaux qui auront lieu soient similaires à ceux illustrés sur la perspective sur laquelle est apposée un des parements métalliques et qui a été soumise pour information au comité consultatif d'urbanisme (CCU);
- que les dimensions de la marquise soient celles qui sont illustrées sur les plans datés de mai 2019.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.15 1191010013

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 6 novembre 2019

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er octobre 2019	Résolution: CA19 14 0296

Adopter le premier projet de résolution PP19-14008 à l'effet d'accorder la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 (CA11 14 0223 et CA13 14 0256) pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003).

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

1. d'adopter le premier projet de résolution PP19-14008 à l'effet d'accorder la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 (CA11 14 0223 et CA13 14 0256) pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc–Extension (RCA04-14003), et ce, malgré la disposition aux articles 10 et 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes:

   - que la hauteur du bâtiment soit d'au plus 13,70 mètres;
   - que la hauteur du bâtiment, incluant la construction hors toit, soit d'au plus 17,40 mètres;
   - que soit autorisé comme usage principal la vente et la location de véhicules automobiles;
   - que les travaux qui auront lieu soient similaires à ceux illustrés sur la perspective sur laquelle est apposée un des parements métalliques et qui a été soumise pour information au comité consultatif d'urbanisme (CCU);
   - que les dimensions de la marquise soient celles qui sont illustrées sur les plans datés de mai 2019.

   Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de résolution.

Adopté à l'unanimité.

40.07 1191010013

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 octobre 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1191010013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, par résolution, la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 et portant les numéros CA11 14 0223 et CA13 14 0256 pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003)

CONTENU

CONTEXTE

Ce sommaire Addenda vise à déposer le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 24 octobre 2019.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
Conseiller(ere) en amenagement

514 868-3495
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1191010013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Accorder, par résolution, la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 et portant les numéros CA11 14 0223 et CA13 14 0256 pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003)



PV_PPCMOI PP19-14008_final.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 000-0000

PROCÈS-VERBAL
ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée de consultation publique tenue le jeudi 24 octobre 2019 à 18 h 00, au 405, avenue Ogilvy relative au premier projet de résolution numéro PP19-14008

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Mary Deros, conseillère de la ville - district de Parc-Extension

Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises

Citoyens
Aucun citoyen ne s'est présenté

Requérants
Gabriel Azouz (GPA Motor Trade Inc)
Isabelle Renaud (GPA Motor Trade Inc)

2. Présentation et contexte du premier projet de résolution PP19-14008

Le projet de résolution a été lu.

Mitchell Lavoie présente le dossier.

Aucun commentaire n'a été formulé par les citoyens pour ce dossier.

3. Période de questions et de commentaires des citoyens

Aucun commentaire n'a été formulé pour ce dossier.

À 18 h 15, l'assemblée de consultation publique est levée.

Signé à Montréal, ce e jour du mois d'octobre 2019.

_____	_____
Mary Deros	Cynthia Kabis Plante
Conseillère de la ville - district de Parc-Extension	Secrétaire de l'assemblée

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191010013**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, par résolution, la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 et portant les numéros CA11 14 0223 et CA13 14 0256 pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis est déposée pour effectuer des travaux de transformation sur le bâtiment situé au 250, rue Crémazie Ouest. L'immeuble construit déroge à certaines dispositions qui ont été approuvées par projet particulier en 2011 et 2013 soit:
- la hauteur maximale autorisée qui est de 13,5 mètres;
- la hauteur totale maximale du bâtiment, incluant la construction hors toit, qui est de 17,00 mètres.

Puis, la nouvelle occupation des lieux par le concessionnaire Kia (vente et location de véhicules automobile) n'est actuellement pas autorisée à titre d'usage principal.

Ceci signifie alors que l'ensemble de ces éléments devront être permis par projet particulier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA07 14 0250 - 9 août 2007 - Approuver, conformément au règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement, les plans visant la construction d'un bâtiment commercial (hôtel) sur le lot 2 589 411, à Montréal, bordant le boulevard Crémazie entre la rue Jeanne-Mance et l'avenue de l'Esplanade
CA11 14 0327 - 6 septembre 2011 - Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement, les plans visant la construction d'un nouveau bâtiment sur la propriété située au 250, boulevard Crémazie Ouest (Demande de permis 3000432243)

CA11 14 0330 - 6 septembre 2011 - Adopter la résolution numéro PP11-14014, afin de permettre la construction et l'occupation à des fins commerciales d'un nouveau bâtiment de deux étages sur le lot 2 589 411, situé sur le boulevard Crémazie Ouest

CA12 14 0299 - 10 septembre 2012 - Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement, les plans modifiant les plans approuvés visant la construction d'un nouveau bâtiment sur la propriété située au 250, boulevard Crémazie Ouest. Demande

de permis 3000533172

CA13 14 0256 - 2 juillet 2013 - Adopter la résolution numéro PP13-14009 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvé le 7 juin 2011 par la résolution CA11 14 0223 pour le nouveau bâtiment à des fins commerciales, situé sur le lot 2 589 411 (250, boulevard Crémazie Ouest - Projet Autolux), zone 0009, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003)

CA13 14 0260 - 2 juillet 2013 - Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement, les plans modifiant les plans approuvés visant la construction d'un nouveau bâtiment sur la propriété située au 250, boulevard Crémazie ouest. Demande de permis numéro 3000680647

CA15 14 0177 - 5 mai 2015 - Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A de l'arrondissement, le plan visant l'installation d'une enseigne sur le bâtiment situé au 25, boulevard Crémazie Ouest. Demande d'installation d'enseigne 3000980625

DESCRIPTION

La propriété visée se situe dans la zone 009 où sont autorisés les usages des catégories suivantes: I.2, C.7, C.1 et E.7. Dans ce secteur les bâtiments doivent avoir une hauteur variant entre 4 et 12,5 mètres et peuvent occuper la totalité de la superficie d'un terrain sans dépasser une densité de 4.5.
Travaux de transformation

Le groupe Gabriel, qui vendait et réparait des véhicules d'occasion au 250, boulevard Crémazie Ouest, a décidé de changer sa bannière pour devenir un concessionnaire Kia - véhicules électriques.

Pour ce faire, l'entreprise doit effectuer des travaux pour rendre son bâtiment conforme aux exigences de Kia Canada. En plus, elle souhaite augmenter sa visibilité depuis le boulevard Crémazie.

Il est donc suggéré de prolonger de 1,65 mètre le mur latéral ouest et d'y construire une marquise de 2,92 mètres de largeur et d'un peu plus de 6,20 mètres de hauteur. Ces nouvelles parties de mur seront recouvertes de parements métallique de couleur rouge, blanc et gris.

Des panneaux métalliques rouge et gris seront installés autour de la porte pour marquer l'entrée.

Enseignes

L'installation d'une enseigne sur socle est également planifiée en bordure de la rue. Celle-ci aura 5,18 mètres de haut et 2,44 mètres de large. Elle sera recouverte d'aluminium aux couleurs de l'entreprise, soit rouge et grise sur lesquels apparaîtront le logo de Kia et le nom du concessionnaire.

L'enseigne sera éclairée de l'intérieur.

Pour ce qui est des enseignes à plat qui seront installées sur le bâtiment, aucune information les concernant ne nous a été transmise.

Travaux réalisés

Pour ce qui est des éléments du bâtiment existant qui ne sont pas conformes à ce qui étaient prévus initialement, ils sont les suivants:
- le bâtiment est plus haut de 0,15 mètre que la hauteur permise qui est de 13,50 mètres.
- la construction hors toit dépasse de 0,38 mètre la hauteur autorisée qui est de 17 mètres.

JUSTIFICATION

Les critères en vertu desquels doit être effectuée l'évaluation de la demande d'autorisation d'un projet particulier sont les suivants :
- respect des objectifs du plan d'urbanisme de la Ville de Montréal;
- compatibilité des occupations prévues au projet avec le milieu d'insertion;
- qualité d'intégration du projet sur le plan de l'implantation, de la volumétrie, de la densité et de l'aménagement des lieux, des types de matériaux de revêtement proposés pour les constructions ainsi que de l'affichage;
- avantages des propositions d'intégration ou de démolition des constructions existantes et de celles pour la conservation ou la mise en valeur d'éléments architecturaux d'origine;
- avantages des propositions de mise en valeur des espaces extérieurs et des plantations;
- impacts environnementaux du projet, notamment sur le plan de l'ensoleillement, du vent, du bruit, des émanations et de la circulation;
- qualité de l'organisation fonctionnelle du projet, au regard notamment du stationnement, des accès et de la sécurité;
- avantages des composantes culturelles ou sociales du projet;
- faisabilité du projet selon l'échéancier de réalisation prévu;
- accessibilité universelle du projet, en regard notamment de la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, de l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

Selon les critères en vertu desquels est faite l'évaluation de la demande, la Direction du développement du territoire est d'avis que la présente demande est justifiée pour la raison suivante:
- le concessionnaire occupe déjà les lieux;
- les modifications qui seront apportées au bâtiment visent à rendre les lieux conformes à l'image corporative de Kia.

La direction émet toutefois des réserves concernant les éléments suivants:
- la marquise proposée est trop imposante, elle n'est pas en lien avec le caractère architectural du bâtiment et elle ne contribuera pas à le mettre en valeur;
- l'installation d'une enseigne sur socle est prévue pour augmenter la visibilité de l'établissement depuis le boulevard Crémazie;
- la majorité des autres concessionnaires Kia ne comporte pas de marquise.

À sa séance du 10 septembre 2019, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont recommandé d'accepter la demande telle que soumise aux conditions suivantes:
- que les travaux qui auront lieu soient similaires à ceux illustrés sur la perspective sur laquelle est apposé un des parements métallique et qui a été soumise pour information au CCU;
- que les dimensions de la marquise soient celles qui sont illustrées sur les plans datés de mai 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût estimé des travaux: 330 000$
Frais d'étude: 6 242$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report du dossier pourrait occasionner des retards dans les travaux

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage du projet sur le terrain visé;
Publication d'un avis annonçant une assemblée publique de consultation;
Publication d'un avis décrivant le mécanisme d'approbation référendaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Adoption d'un premier projet de résolution;
- Assemblée publique de consultation;
- Adoption d'un deuxième projet de résolution;
- Avis public portant sur la démarche d'approbation référendaire;
- Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au plan d'urbanisme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-12

Marc-André HERNANDEZ
Chef de division

Tél : 514.868.3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191010013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Accorder, par résolution, la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 et portant les numéros CA11 14 0223 et CA13 14 0256 pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Ouest en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003)

Certificat localisation 250 Cremazie Ouest.pdf



Localisation du site.png

Normes règlementaires_250 Crémazie O.pdf

Resolution_2013.pdf

Resolution_2014.pdf

Plans du projet_250 Crémazie Ouest.pdf

CCU_Extrait PV_2019-09-09-final.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

DOSSIER NUMÉRO RSM10400561-1
MINUTE NUMÉRO 20184

CERTIFICAT DE LOCALISATION

LOTS	:	**2 589 411**
CADASTRE	:	**QUÉBEC**
MUNICIPALITÉ	:	**VILLE DE MONTRÉAL**
ARRONDISSEMENT	:	**VILLERAY/SAINT-MICHEL/PARC-EXTENSION**
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	**MONTRÉAL**

Je, soussigné, Jean-Luc Léger, arpenteur-géomètre, dûment autorisé à pratiquer l'arpentage dans la Province de Québec, ayant étude à Longueuil, Comté de Chambly, certifie que :

MANDAT :

De Monsieur **Gabriel Azouz, président de GPA MOTOR TRADE INC.** a requis la confection du présent certificat de localisation pour la vente de la propriété.

DATE DU LEVÉ :

Le 15 novembre 2013, j'ai procédé à la localisation du bâtiment érigée au 250 boulevard Crémazie Ouest, en la Municipalité de la Ville de Montréal arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension.

RÉFÉRENCE AU TITRE DE PROPRIÉTÉ :

Les recherches effectuées au bureau de la publicité des droits de Montréal en date du 22 novembre 2013 m'ont permis de constater :

GPA MOTOR TRADE INC. est propriétaire de cet immeuble en vertu de l'acte publié sous le numéro 19 527 029 en date du 30 octobre 2012.

HISTORIQUE CADASTRAL :

Le lot 2 589 411 a été déposé officiellement au bureau de la publicité des droits le 29 janvier 2003 suite à une opération cadastrale de rénovation. Ce lot rénove le lot 642-848 du cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent.

Le lot 642-848 a été déposé officiellement au bureau de la publicité des droits le 30 juillet 1990 suite à une opération cadastrale de remplacement. Le lot 642-848 remplace une partie du lot 642-781. Le lot 642-781 fut mis en vigueur le 21 février 1951 et corrigé le 30 juillet 1990.

Le cadastre de la Paroisse de Saint-Laurent entra en vigueur le **2 novembre 1877,** créant entre autre le lot originaire **642.**

DESCRIPTION ACTUALISÉE DU BIEN-FONDS :

Cette propriété est connue et désignée comme étant le lot 2 589 411 du cadastre officiel du Québec.

Ce lot contient en superficie 3 770,5 m^2.

CONCORDANCE :

En relation avec l'historique cadastral de cette propriété, il y a concordance entre le titre de propriété et le cadastre.

De plus, en relation avec les mesures et contenance de cette propriété, il y a concordance entre le titre de propriété et le cadastre rénové.

Quant à l'occupation exercée sur cette propriété, celle-ci, telle que montrée sur le plan ci-joint, permet de conclure qu'elle concorde avec le titre de propriété et le cadastre sauf pour une partie de la clôture arrière de la propriété qui n'est pas représentative de la limite de propriété.

BORNAGE :

Aucun procès-verbal de bornage n'est inscrit comme tel au registre foncier de cet immeuble.

BÂTIMENTS, DÉPENDANCES ET STRUCTURES LOCALISÉS SUR LE BIEN-FONDS :

J'ai localisé sur cette propriété un bâtiment isolé sur dalle de béton de 3 étages en construction dont seulement la structure métallique est installée ainsi qu'un conduit de gaz naturel qui a été relevé. Les dimensions du bâtiment sont en référence à la fondation.

Ses dimensions et localisation sont indiquées sur le plan ci-joint préparé par le soussigné.

EMPIÉTEMENT :

Il existe sur la propriété voisine (lot 2 589 345) une rampe temporaire d'accès qui empiète partiellement sur notre propriété.

Il existe un conduit de gaz naturel qui a été relevé et aucune servitude n'a été publiée au bureau de publicité foncière.

SERVITUDE :

Une servitude de passage en faveur de notre propriété est publiée sous les numéros 934 316 et 3 970 012, suite à des morcellements depuis la création de la servitude, la présente propriété n'a plus de lien pour communiquer au fond servant inscrit dans ces actes.

Il n'existe aucune autre servitude active ou passive publiée au registre foncier ou contenue dans le dernier acte d'acquisition, ni aucune autre servitude apparente ou charge qui devrait normalement faire l'objet d'une servitude réelle concernant ce bien-fonds.

OUVERTURES ET VUES:

Les ouvertures des constructions érigées sur cet emplacement ainsi que sur les propriétés voisines sont toutes situées à des distances supérieures à celles exigées par les articles 993 à 996 du Code civil du Québec.

MITOYENNETÉ :

Aucun mur du bâtiment érigé sur la propriété susdécrite est mitoyen.

AVIS D'EXPROPRIATION :

Suivant les inscriptions au registre foncier se rapportant à la propriété faisant l'objet du présent rapport, aucun avis d'expropriation n'affecte présentement les droits réels de cette propriété.

RÉSERVE POUR FINS PUBLIQUES :

Il n'existe aucune réserve pour fins publiques pouvant affecter la propriété faisant l'objet du présent rapport.

AIRE DE PROTECTION DE BIENS CULTURELS CLASSÉS :

La propriété faisant l'objet du présent rapport n'est pas classée ou reconnue comme étant un bien culturel et n'est pas située à l'intérieur d'une aire de protection d'un bien culturel classé, ou d'un arrondissement historique.

De plus, aucune inscription de ce genre n'apparaît au registre foncier de ladite propriété, tel que requis en vertu de la loi sur les biens culturels (L.R.Q. c. B-4). Aucune disposition similaire n'apparaît au règlement municipal de zonage.

ZONAGE AGRICOLE (LOI 90) :

La propriété susdécrite n'est pas située à l'intérieur d'une zone agricole dont le plan a été approuvé par décret du gouvernement en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., c. P-41.1).

RÈGLEMENTS DE ZONAGE ET DE LOTISSEMENT :

La propriété est conforme à la zone commerciale (C.7A et C.1(2)C) et industrielles (I.2C) du règlement municipal de zonage de la Ville de Montréal arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension, quant à la position de la construction principale respecte les règlements municipaux relatifs au zonage actuellement en vigueur numéro 01-283.

Le tout tel que montré sur le plan accompagnant le présent rapport.

ZONE D'INONDATION ET ZONE DE PROTECTION :

Le bien-fonds n'est pas situé à l'intérieur d'une zone d'inondation cartographiée en vertu de la Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec relative à la cartographie et à la protection des plaines d'inondation et au développement durable des ressources en eau, signée en 1976 et ses modifications subséquentes.

De plus, le bien-fonds n'est pas situé à l'intérieur d'une zone de protection, d'une bande de protection riveraine, d'une zone d'inondation ou d'une zone à risque établie par le règlement municipal de zonage.

ZONE AÉROPORTUAIRE :

Suivant les inscriptions au registre foncier, le bien-fonds n'est pas situé à l'intérieur d'une zone aéroportuaire établie par un règlement adopté sous l'autorité de la Loi sur l'aéronautique.

ENSEMBLE IMMOBILIER :

La propriété faisant l'objet du présent rapport ne présente aucun élément apparent d'un ensemble immobilier au sens de l'article 45 de la Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., c. R-8.1).

SYSTÈME DE MESURE :

Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (SI).

UTILISATION DES DOCUMENTS :

Le présent rapport qui est partie intégrante du certificat de localisation et le plan qui l'accompagne doit faire partie, selon les renseignements obtenus, de la documentation requise à des fins de vente ou de créance de la propriété par ledit propriétaire et ne devra être utilisé ou invoqué à d'autres fins sans l'autorisation écrite du soussigné ou du détenteur de son greffe.

CERTIFICAT :

Je certifie que le présent rapport et le plan qui l'accompagne sont conformes aux renseignements obtenus par le mesurage et l'observation des lieux et à ceux fournis par les documents que j'ai pu recueillir.

De plus, les éléments mentionnés aux paragraphes 1° à 23° du premier alinéa de l'article 9 du règlement sur la norme de pratique relative au certificat de localisation (L.R.Q., c. A-23, a. 49) ont été

vérifiés par le soussigné.

Enfin, les éléments visés aux paragraphes 9° et 13° à 17° du premier alinéa de l'article 9 du règlement sur la norme de pratique relative au certificat de localisation (L.R.Q., c. A-23, a. 49) ont été personnellement validés par le soussigné.

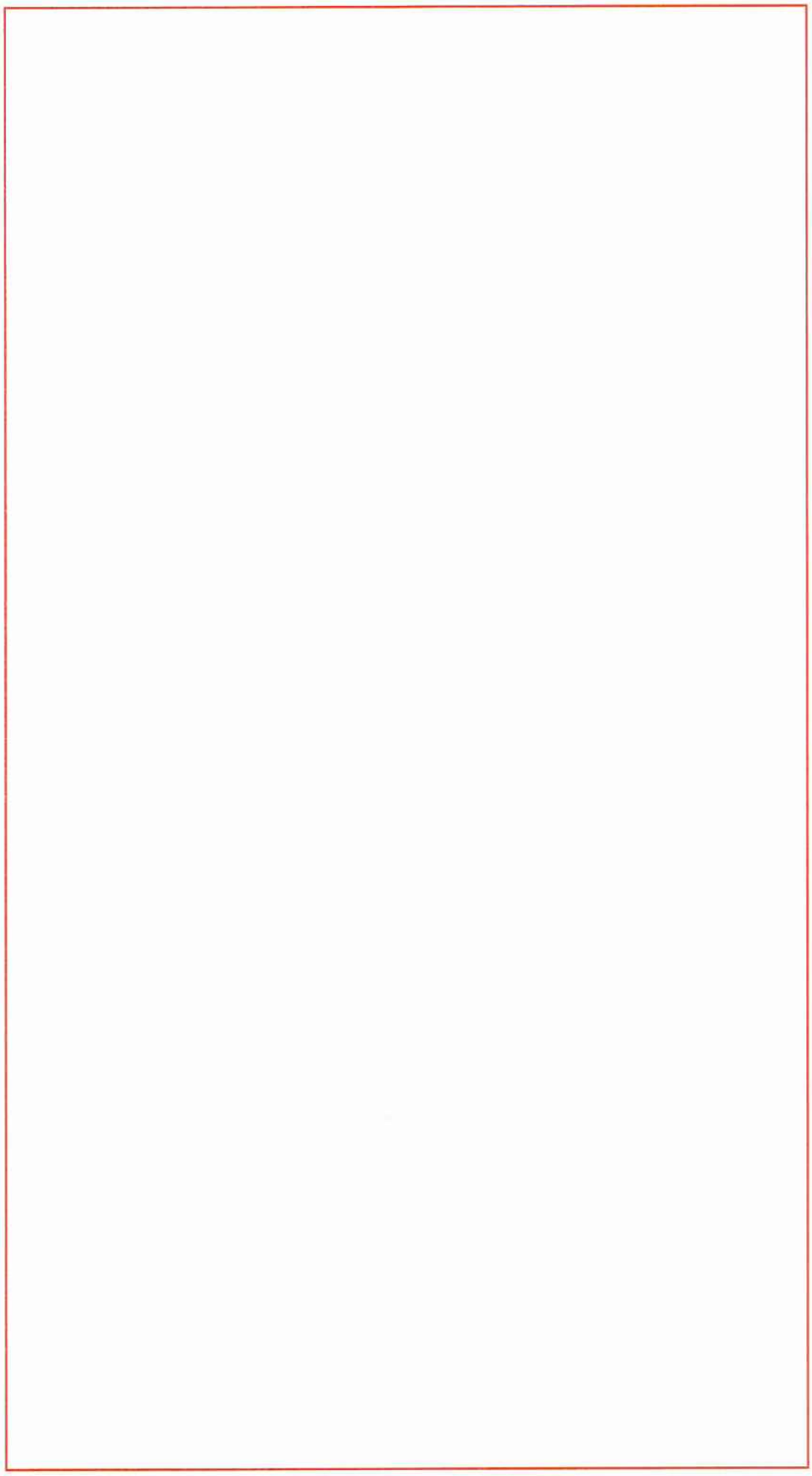
PRÉPARÉ À LONGUEUIL, LE 22 NOVEMBRE 2013, SOUS LE NUMÉRO 20184 DE MES MINUTES, DOSSIER NUMÉRO RSM10400561-1.

JEAN-LUC LÉGER
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

VRAIE COPIE DE L'ORIGINAL

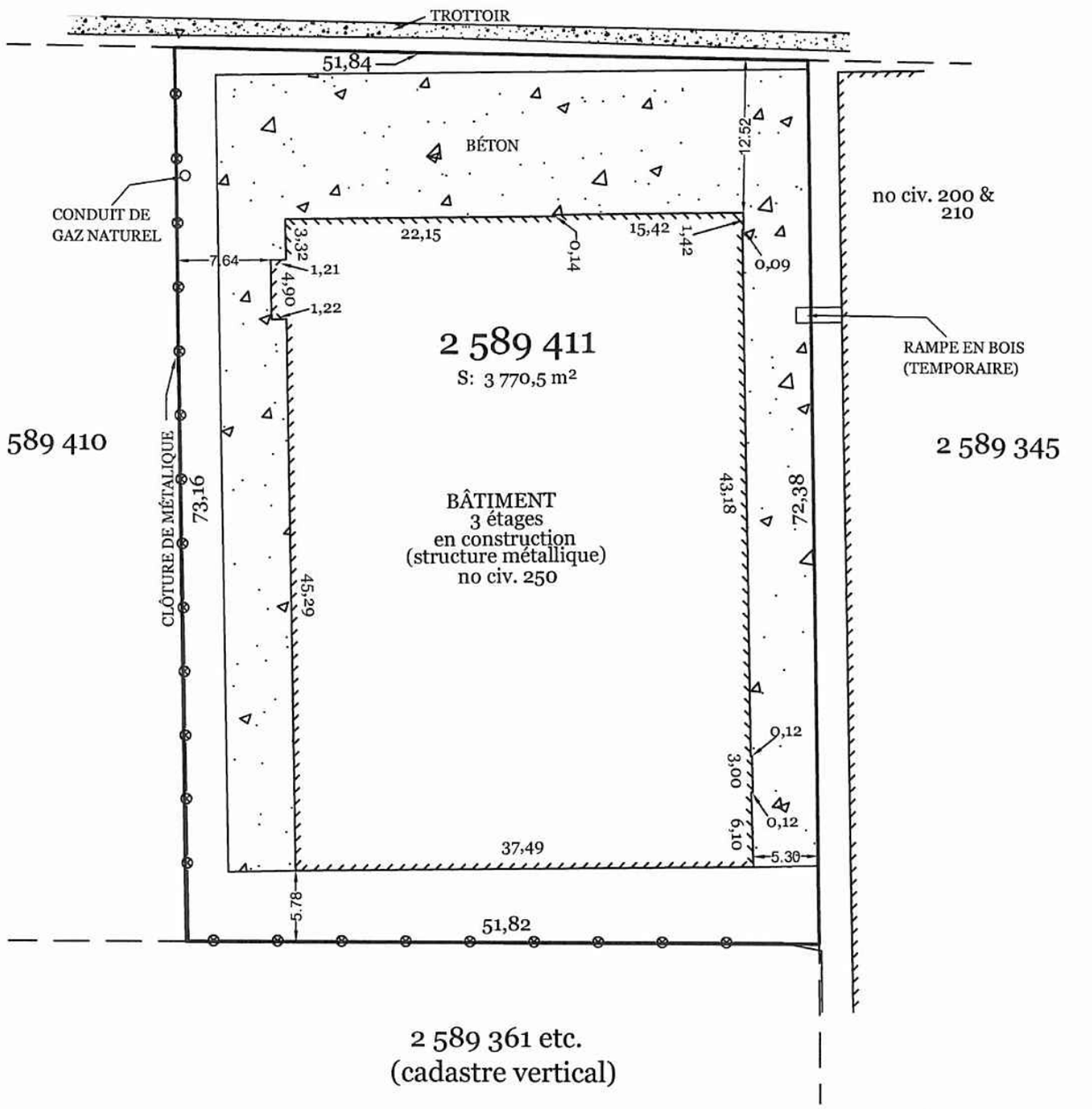
ÉMISE LE _____

PAR : _____



BOULEVARD CRÉMAZIE OUEST

2 590 459



ÉCHELLE : 1 : 500

15 NOVEMBRE 2013

REQUÉRANT :

GPA MOTOR TRADE INC.

NOTES :
- Les mesures indiquées sur ce document sont en mètres (SI).
- Toutes les mesures concernant les bâtiments sont prises sur la fondation
- Ce plan, préparé pour des fins de vente et / ou d'obtention de prêt hypothécaire, ne devra pas être utilisé ou invoqué pour d'autres fins sans l'autorisation écrite du soussigné.
- Ce plan fait partie intégrante du certificat de localisation.

CERTIFICAT DE LOCALISATION

Lot (s) : 2 589 411

Cadastre: du Québec

Circonscription foncière de: Montréal

Municipalité: Montréal

Arrondissement : Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension

Le groupe XYZ
CIVITAS

DIVISION DE LONGUEUIL
1085, boulevard Sainte-Foy, bureau 230,
Longueuil, Québec J4K 1W7
TÉL:(450) 670-1113
FAX: (450) 674-9522

Dressé par

JEAN-LUC LÉGER
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

Copie conforme à l'original,
émise le

ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

MINUTE : 20 184	DOSSIER : RSM10400561-1	Dessiné par : GL ET JMD	Longueuil, le 22 NOVEMBRE 2013


Système d'information géographique et spatiale
rue Meunier
rue Tolhurst
autoroute 40
ville Mont-Tremblant
boulevard Curé-Labelle
rue Waverly
rue Bellerive
avenue de l'Esplanade
250
306
303
255
180-200
200-220
221-23
225-29
233-37
305.27

Emplacement

Localisation: 691870-50 (OASIS) - 250 boulevard Crémazie Ouest (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0009	70510mc	Terrain situé dans plus d'un secteur de zonage - Vérifier plans annexes

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	4 m	12.5 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	N/A	N/A	**Étage sous les combles :**	N/A	**Mode implantation :**	I,J,C
Densité :	N/A	4.5			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	N/A	100%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 07
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : I.2C, C.7A, C.1(2)C, E.7(1)
Dispositions particulières :
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-08-13 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Pelletier, Clothilde-Bere

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 2 juillet 2013	Résolution: CA13 14 0256

Adopter la résolution numéro PP13-14009 relativement à la demande de modification du projet particulier approuvé le 7 juin 2011 par la résolution CA11 14 0223 pour le nouveau bâtiment à des fins commerciales, situé sur le lot 2 589 411 (250, boulevard Crémazie Ouest - Projet Autolux), zone 0009, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003).

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP13-14009 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 7 mai 2013 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 22 mai 2013, dûment convoquée par avis paru dans le journal Progrès de Villeray/Parc-Extension du 14 mai 2013;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu et le second projet de résolution adopté par le conseil d'arrondissement à sa séance du 4 juin 2013;

CONSIDÉRANT qu'un avis de demande d'approbation référendaire a été publié dans le journal Nouvelles Parc-Extension, édition du 15 juin 2013;

CONSIDÉRANT qu'aucune demande d'approbation référendaire de la part des personnes intéressées à cette résolution n'a été reçue à l'arrondissement en temps opportun;

Il est proposé par Anie SAMSON

appuyé par Frantz BENJAMIN

et résolu :

d'adopter, en vertu du règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions des articles 10 et 119 du règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), une résolution à l'effet d'accorder la demande de modification du projet particulier approuvé le 7 juin 2011 par la résolution CA11 14 0223 pour un bâtiment à des fins commerciales, situé sur le lot 2 589 411 (boulevard Crémazie ouest), afin d'autoriser :

- l'usage *entreposage de véhicules neufs* sur le toit du bâtiment;
- un bâtiment d'une hauteur maximale de 13,5 mètres et des constructions hors-toit d'une hauteur maximale de 17 mètres;

et afin de remplacer les plans *Élévation boulevard Crémazie*, *Élévation ouest*, *Élévation est* et *Élévation arrière* datés d'avril 2011, réalisés par l'atelier d'architecture Saroli Palumbo inc. et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises en date du 18 mai 2011 par les plans *Élévation boulevard Crémazie*, *Élévation ouest*, *Élévation est* et *Élévation arrière* datés d'avril 2011, réalisés par l'atelier d'architecture Saroli Palumbo inc. et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises en date du 8 avril 2013.

Adopté à l'unanimité.

40.18 1134992009

Anie SAMSON
_____
Maire d'arrondissement

Danielle LAMARRE TRIGNAC
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 3 juillet 2013

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 septembre 2011	Résolution: CA11 14 0330

Adopter la résolution numéro PP11-14014, afin de permettre la construction et l'occupation à des fins commerciales d'un nouveau bâtiment de deux étages sur le lot 2 589 411, situé sur le boulevard Crémazie Ouest.

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP11-14014 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 7 juin 2011, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003) et ce, malgré les articles 52, 87, 119, 538, 576 et 587 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (01-283);

CONSIDÉRANT qu'une assemblée de consultation s'est tenue le 22 juin 2011, dûment convoquée par avis paru dans le journal Progrès de Villeray/Parc-Extension édition du 14 juin 2011;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de l'assemblée de consultation fut reçu et le second projet de résolution adopté par le conseil d'arrondissement à sa séance du 5 juillet 2011;

CONSIDÉRANT qu'un avis de demande d'approbation référendaire a été publié dans le journal Nouvelles Parc-Extension News, édition du 16 juillet 2011;

CONSIDÉRANT qu'aucune demande d'approbation référendaire de la part des personnes intéressées à cette résolution n'a été reçue à l'arrondissement en temps opportun;

Il est proposé par Anie SAMSON

appuyé par Frank VENNERI

et résolu :

d'adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003) et ce, malgré les dispositions des articles 52, 87, 119, 538, 576 et 587 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283),

une résolution numéro **PP11-14014,** à l'effet d'accorder la demande d'autorisation pour le lot 2 589 411 situé au 250, boulevard Crémazie Ouest, afin d'autoriser :

- l'usage réparation et entretien de véhicules automobiles et l'usage complémentaire vente et location de véhicules automobiles
- un alignement de construction allant jusqu'à 13,2 mètres;
- une façade constituée de 90% d'ouverture;

- aucune aire de chargement;
- une largeur d'allée de circulation de 5,3 mètres pour le stationnement intérieur;
- une allée de circulation extérieure sans un dégagement de 1 mètre.

et ce, aux conditions suivantes :

- que l'apparence architecturale du bâtiment respecte substantiellement les plans *Élévation boulevard Crémazie*, *Élévation ouest*, *Élévation est* et *Élévation arrière* datés d'avril 2011, réalisés par l'atelier d'architecture Saroli Palumbo inc. et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises en date du 18 mai 2011;

- que l'implantation du bâtiment et l'aménagement paysager respectent substantiellement le plan *Plan d'implantation*, daté de mai 2011, réalisé par l'atelier d'architecture Saroli Palumbo inc. et estampillé par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises en date du 18 mai 2011.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.14 1114992003

Anie SAMSON
_____
Maire d'arrondissement

Danielle LAMARRE TRIGNAC
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 9 septembre 2011

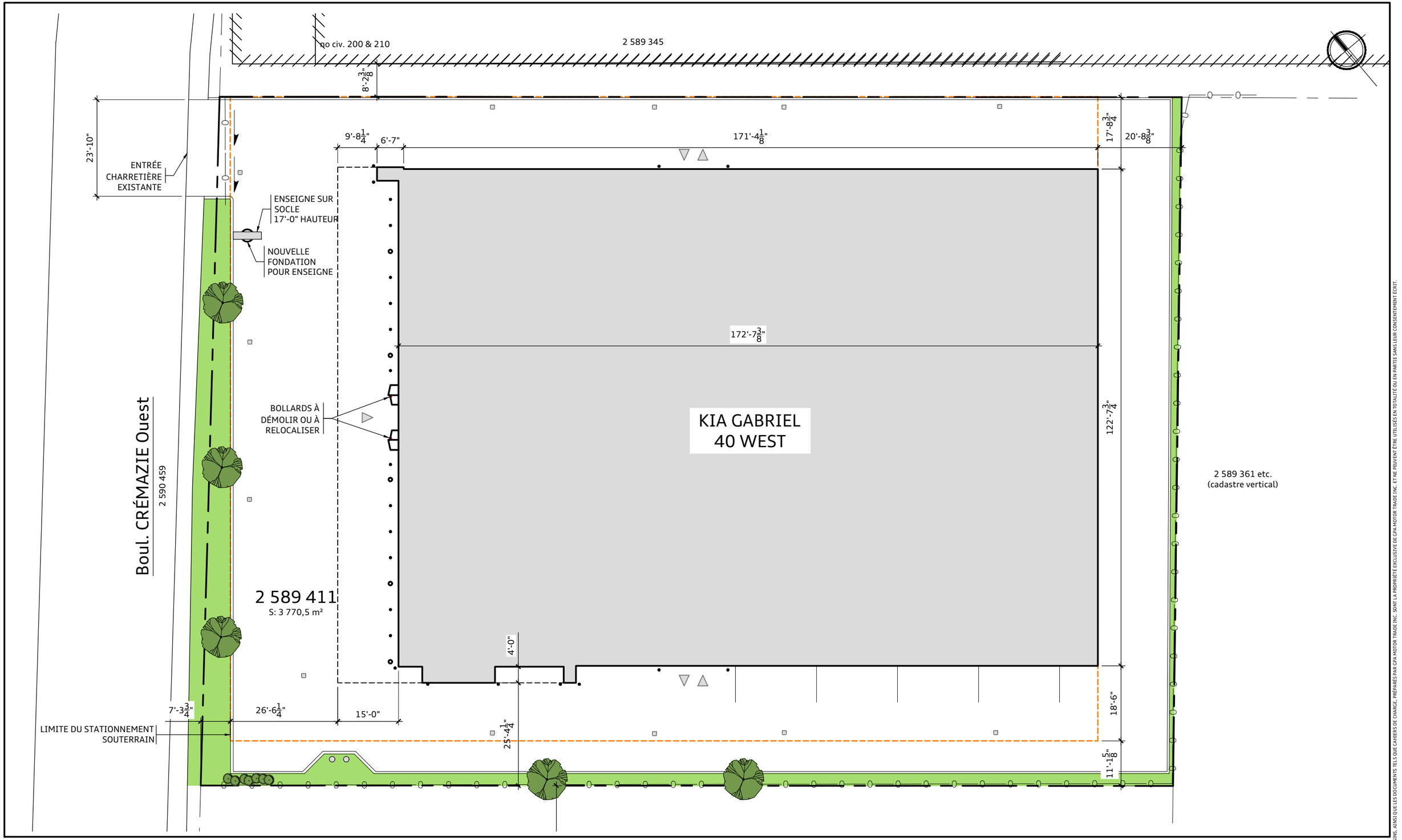
T

LUMINIUM
NC (PANTONE 11-0601)

250, Crémazie Ouest, Montréal



GROUPE



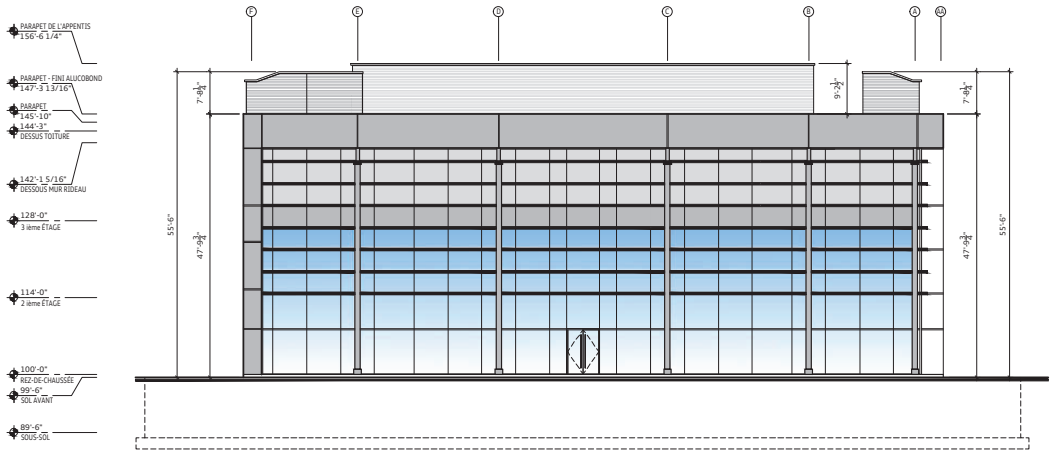
GROUPE GABRIEL
GPA MOTOR TRADE INC
5905, Route Transcanadienne
St-Laurent, Québec
H4T 1A1
T: 514.748.2301
F: 514.868.8594

PLAN D'IMPLANTATION PROPOSÉ

ÉCHELLE: 3/64" = 1'-0"

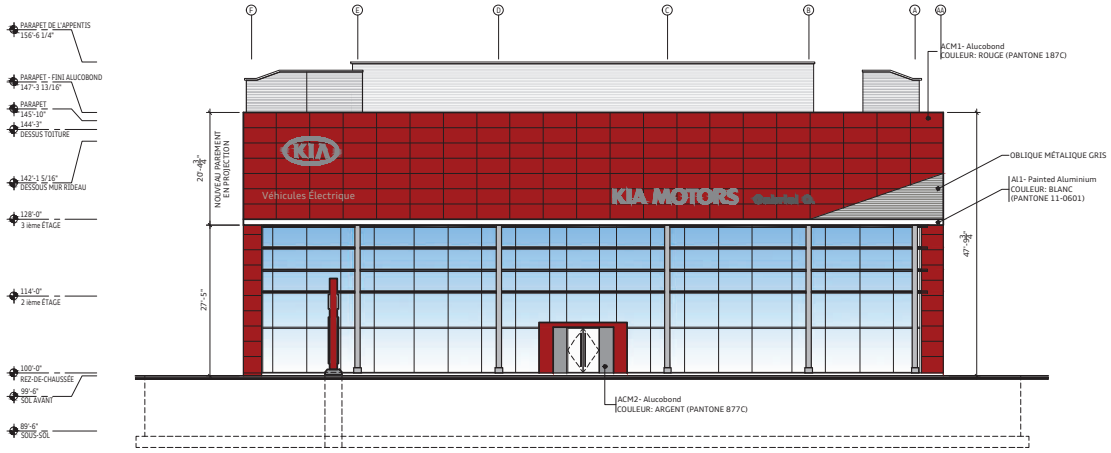
Kia Gabriel 40 West
250, Crémazie Ouest, Montréal
3 SEPTEMBRE 2019 | A100

COPYRIGHT: TOUS LES DESSINS, AINSI QUE LES DOCUMENTS TELS QUE CAHIERS DE CHARGE, PRÉPARÉS PAR GPA MOTOR TRADE INC. SONT LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE GPA MOTOR TRADE INC. ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS EN TOTALITÉ OU EN PARTIE SANS LEUR CONSENTEMENT ÉCRIT.

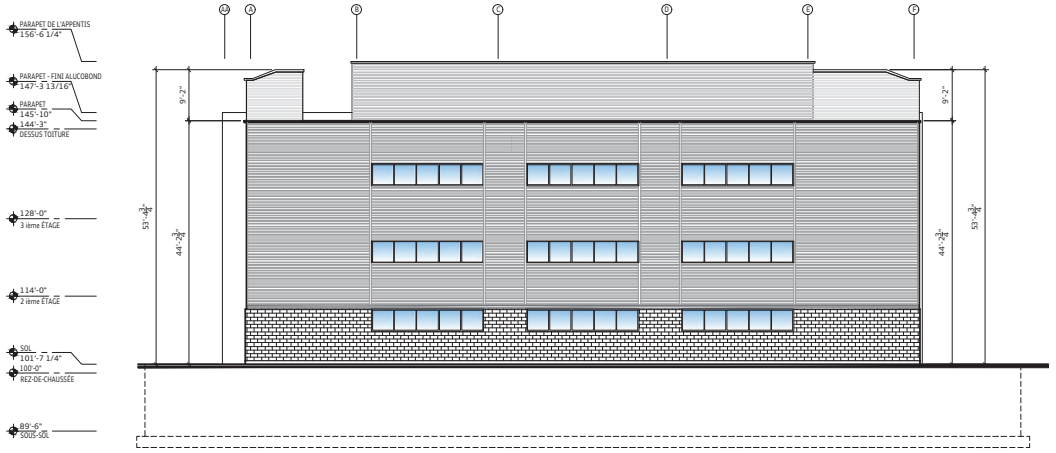


1 ÉLÉVATION NORD EXISTANTE
1/16" = 1'-0"

L'apparence devra être similaire à celle de la page 1 du document



1 ÉLÉVATION NORD PROPOSÉE
1/16" = 1'-0"



2 ÉLÉVATION SUD - AUCUN CHANGEMENT
1/16" = 1'-0"

LE PRÉSENT DOCUMENT EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC., ET NE DEVRA ÊTRE EXPLOITÉ QUE PAR SON APPROBATION SPÉCIFIQUE.

LES DIMENSIONS INSCRITES SUR LES DESSINS ONT PRÉSÉANCES SUR LES DIMENSIONS À L'ÉCHELLE.

LES ENTREPRENEURS DOIVENT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS AU CHANTIER, ET REPORTER TOUTE ERREUR OU OMMISION À L'ATTENTION DE L'ARCHITECTE.

NOTRE RESPONSABILITÉ SE LIMITE STRICTEMENT À LA DISCIPLINE DE L'ARCHITECTURE DE CE PROJET.

TOUS LES TRAVAUX DE STRUCTURE, D'ÉLECTRICITÉ ET DE LA MÉCANIQUE DU BÂTIMENT DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉS PAR DES CONSULTANTS QUALIFIÉS.

CE DOCUMENT DOIT COMPORTER LA SIGNATURE ORIGINALE DE L'ARCHITECTE POUR L'OBTENTION D'UN PERMIS DE CONSTRUCTION.

0	POUR PERMIS	2019-05-14

I verified

7109 Transcanadienne, Suite
Saint-Laurent, Québec, H4T 1A2
Tél.: (514) 331-4777
Fax.: (514) 331-0461
E-mail: info@khazaka.ca

2019-05-14

RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC.
A500

STRUCTURE:

MÉCANIQUE:

ÉLECTRIQUE:

CIVIL:

KIA GABRIEL - 40 WEST

250, CRÉMAZIE OUEST
MONTRÉAL

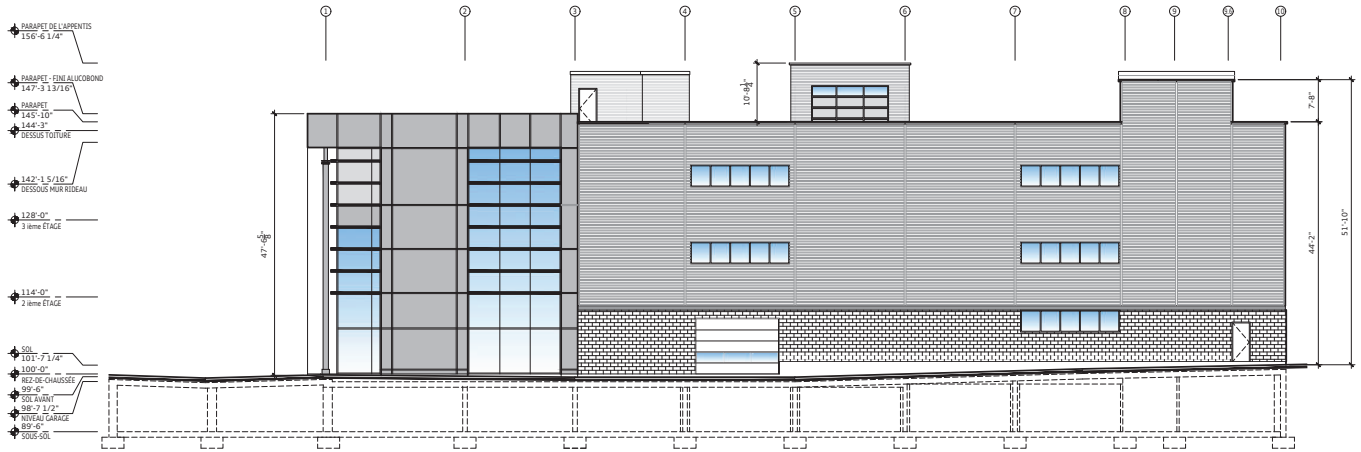
GPA MOTOR TRADE INC.

ÉLÉVATIONS NORD & SUD
EXISTANTE & PROPOSÉE

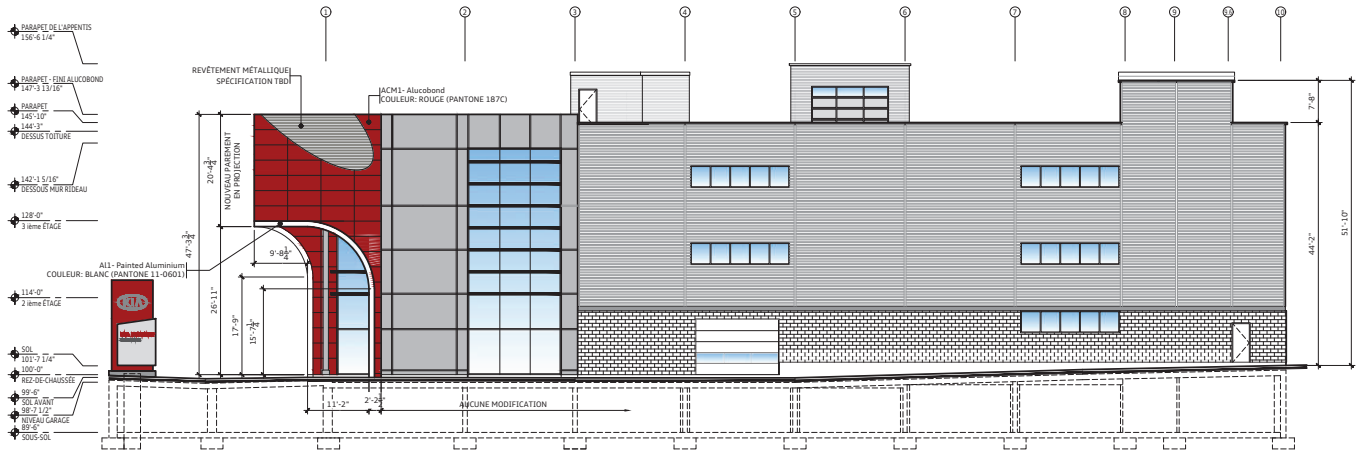
I. RENAUD | R. KHAZAKA

1/16" = 1'-0" | MARS 2019

K19-661



3 ÉLÉVATION EST EXISTANTE
1/16" = 1'-0"



3 ÉLÉVATION EST PROPOSÉE
1/16" = 1'-0"

L'apparence devra être similaire à celle de la page 1 de ce document

LE PRÉSENT DOCUMENT EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC.), ET NE DEVRA ÊTRE EXPLOITÉ QUE PAR SON APPROBATION SPÉCIFIQUE.

LES DIMENSIONS INSCRITES SUR LES DESSINS ONT PRÉSÉANCES SUR LES DIMENSIONS À L'ÉCHELLE.

LES ENTREPRENEURS DOIVENT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS AU CHANTIER, ET REPORTER TOUTE ERREUR OU OMMISION À L'ATTENTION DE L'ARCHITECTE.

NOTRE RESPONSABILITÉ SE LIMITE STRICTEMENT À LA DISCIPLINE DE L'ARCHITECTURE DE CE PROJET.

TOUS LES TRAVAUX DE STRUCTURE, D'ÉLECTRICITÉ ET DE LA MÉCANIQUE DU BÂTIMENT DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉS PAR DES CONSULTANTS QUALIFIÉS.

CE DOCUMENT DOIT COMPORTER LA SIGNATURE ORIGINALE DE L'ARCHITECTE POUR L'OBTENTION D'UN PERMIS DE CONSTRUCTION.

0	POUR PERMIS	2019-05-14

I verified

RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC.
7109 TRANSCANADIENNE, SUITE
SAINT-LAURENT, QUÉBEC, H4T 1A2
TEL.: (514) 331-4777
FAX.: (514) 331-021
E-MAIL: INFO@KHAZAKA.CA

2019-05-14

M. O. Q.

A 3285
RABIH KHAZAKA
ARCHITECT

Ordre des architectes du Québec

STRUCTURE:

MÉCANIQUE:

ÉLECTRIQUE:

CIVIL:

KIA GABRIEL - 40 WEST

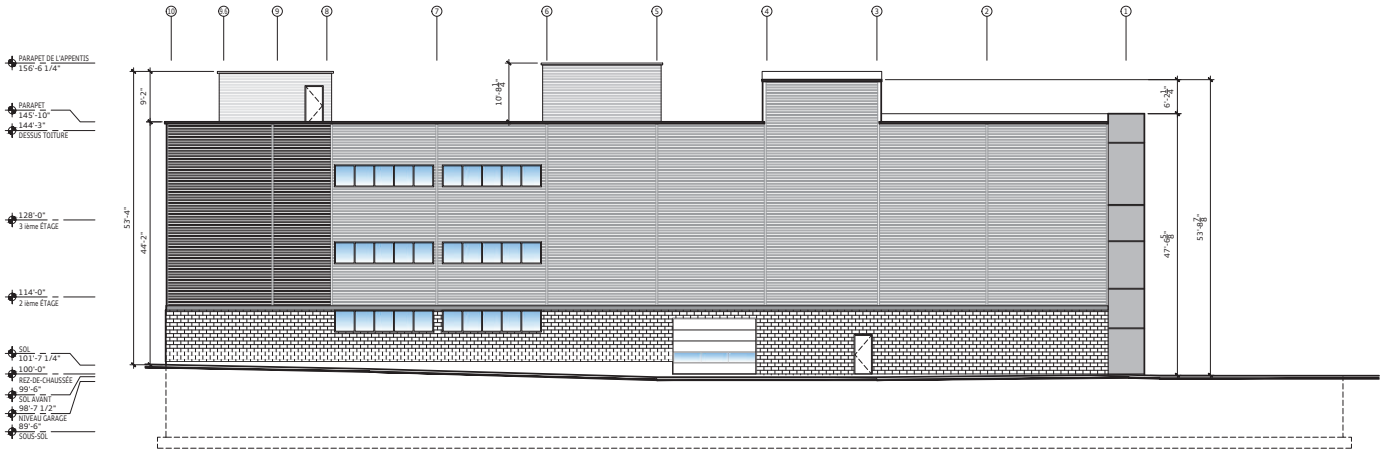
250, CRÉMAZIE OUEST
MONTRÉAL

GPA MOTOR TRADE INC.

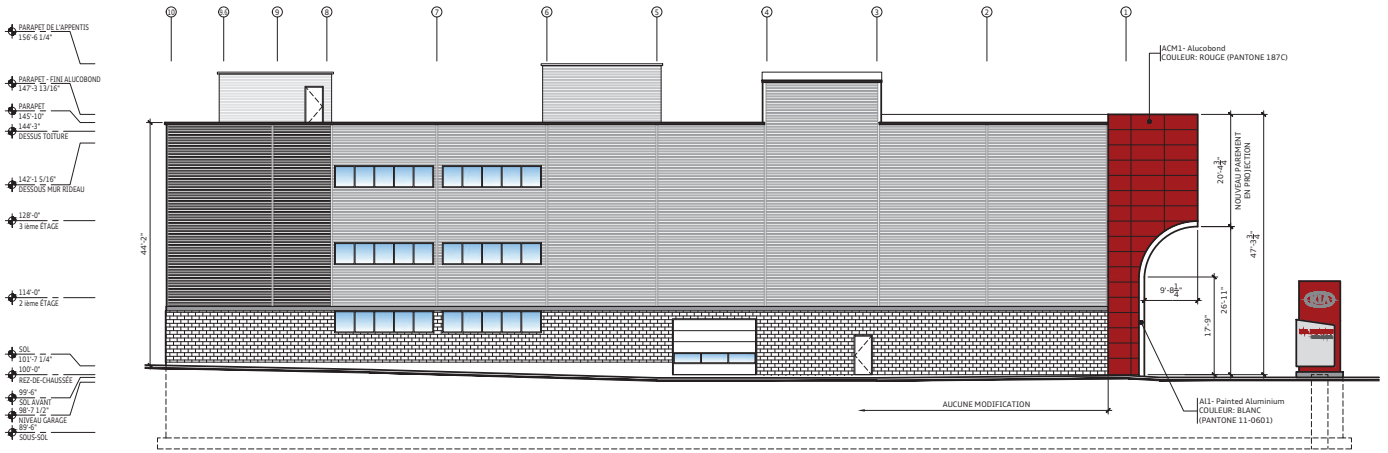
ÉLÉVATIONS EST
EXISTANTE & PROPOSÉE

I. RENAUD	R. KHAZAKA
1/16" = 1'-0"	MARS 2019
K19-661	

A505



4 ÉLÉVATION OUEST EXISTANTE
1/16" = 1'-0"



4 ÉLÉVATION OUEST PROPOSÉE
1/16" = 1'-0"

LE PRÉSENT DOCUMENT EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE "RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC.", ET NE DEVRA ÊTRE EXPLOITÉ QUE PAR SON APPROBATION SPÉCIFIQUE.

LES DIMENSIONS INSCRITES SUR LES DESSINS ONT PRÉSÉANCES SUR LES DIMENSIONS À L'ÉCHELLE.

LES ENTREPRENEURS DOIVENT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS AU CHANTIER, ET REPORTER TOUTE ERREUR OU OMMISION À L'ATTENTION DE L'ARCHITECTE.

NOTRE RESPONSABILITÉ SE LIMITE STRICTEMENT À LA DISCIPLINE DE L'ARCHITECTURE DE CE PROJET.

TOUS LES TRAVAUX DE STRUCTURE, D'ÉLECTRICITÉ ET DE LA MÉCANIQUE DU BÂTIMENT DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉS PAR DES CONSULTANTS QUALIFIÉS.

CE DOCUMENT DOIT COMPORTER LA SIGNATURE ORIGINALE DE L'ARCHITECTE POUR L'OBTENTION D'UN PERMIS DE CONSTRUCTION.

0	POUR PERMIS	2019-05-14

I verified

M. O. Q. A 3285
RABIH KHAZAKA
ARCHITECTE
Ordre des architectes du Québec

7109 TRANSCANADIENNE, SUITE
SAINT-LAURENT, QUÉBEC, H4T 1A2
TEL.: (514) 331-4777
FAX.: (514) 331-021
E-MAIL: INFO@KHAZAKA.CA

2019-05-14

RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC.

STRUCTURE:

MÉCANIQUE:

ÉLECTRIQUE:

CIVIL:

KIA GABRIEL - 40 WEST

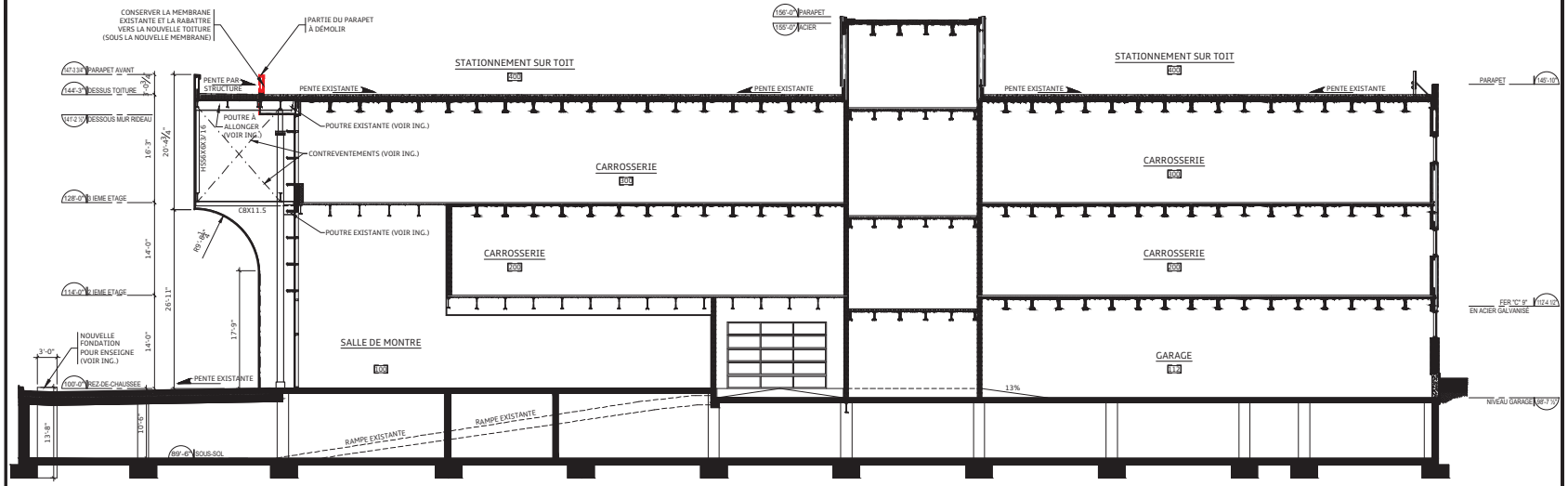
250, CRÉMAZIE OUEST
MONTRÉAL

GPA MOTOR TRADE INC.

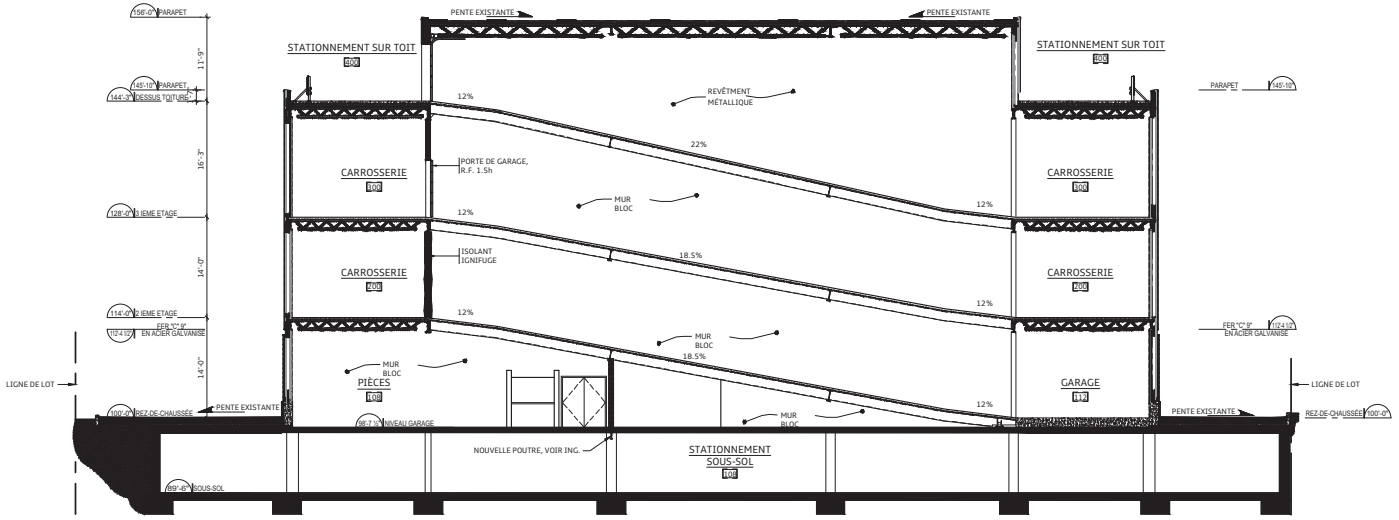
ÉLÉVATIONS OUEST
EXISTANTE & PROPOSÉE

I. RENAUD	R. KHAZAKA
1/16" = 1'-0"	MARS 2019
K19-661	

A510



1 COUPE LONGITUDINALE



2 COUPE TRANSVERSALE

LE PRÉSENT DOCUMENT EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC.), ET NE DEVRA ÊTRE EXPLOITÉ QUE PAR SON APPROBATION SPÉCIFIQUE.

LES DIMENSIONS INSCRITES SUR LES DESSINS ONT PRÉSÉANCES SUR LES DIMENSIONS À L'ÉCHELLE.

LES ENTREPRENEURS DOIVENT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS AU CHANTIER, ET REPORTER TOUTE ERREUR OU OMMISION À L'ATTENTION DE L'ARCHITECTE.

NOTRE RESPONSABILITÉ SE LIMITE STRICTEMENT À LA DISCIPLINE DE L'ARCHITECTURE DE CE PROJET.

TOUS LES TRAVAUX DE STRUCTURE, D'ÉLECTRICITÉ ET DE LA MÉCANIQUE DU BÂTIMENT DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉS PAR DES CONSULTANTS QUALIFIÉS.

CE DOCUMENT DOIT COMPORTER LA SIGNATURE ORIGINALE DE L'ARCHITECTE POUR L'OBTENTION D'UN PERMIS DE CONSTRUCTION.

0	POUR PERMIS	2019-05-14

I verified

7109 Transcanadienne, Suite
Saint-Laurent, Québec, H4T 1A2
Tél.: (514) 331-4777
Fax.: (514) 331-0611
E-mail: info@khazaka.ca

2019-05-14

RABIH KHAZAKA, ARCHITECTE INC.

STRUCTURE:

MÉCANIQUE:

ÉLECTRIQUE:

CIVIL:

KIA GABRIEL - 40 WEST

250, Crémazie Ouest
Montréal

GPA Motor Trade Inc.

COUPES DE BÂTIMENT

I. Renaud	R. Khazaka
S.O.	Mars 2019

K19-661

A600

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 9 septembre 2019, à 19 h

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district François-Perrault

Katherine Routhier
Esther St-Louis (Départ à 21H40)
Véronique Lamarre
Selma Laroussi

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents :

Françis Grimard
Anh Truong

1. Ouverture de la séance

À 19 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Katherine Routhier

appuyé par Véronique Lamarre

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclare d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption de procès-verbaux de la séance du 12 août 2019

L'adoption du procès-verbal est remise à la séance d'octobre.

5. Suivi des dossiers

6.3. PPCMOI : 250, boulevard Crémazie Ouest	
Présenté par	**Invités**
Clothilde-Béré Pelletier Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Accorder, par résolution, la demande de modifications aux résolutions approuvées les 7 juin 2011 et 2 juillet 2013 et portant les numéros CA11 14 0223 et CA13 14 0256 pour la construction d'un bâtiment commercial situé au 250, boulevard Crémazie Est en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003)

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- L'implantation en recul du bâtiment par rapport à la rue qui le rend peu visible;
- Le manque de verdissement sur le terrain;
- Le geste trop imposant de la marquise;
- La signature architecturale du concessionnaire automobile;
- Le fait que les modifications devraient avoir lieu sur le bâtiment existant plutôt que d'ajouter une marquise.

CCU19-09-09-PPCMOI01	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée, aux conditions suivantes :

- Que les travaux qui auront lieu soient similaires à ceux illustrés sur la perspective sur laquelle est apposé un des parements métallique et qui a été soumise pour information au CCU;
- Que les dimensions de la marquise soient celles qui sont illustrées sur les plans datant de mai 2019.

Il est proposé par Véronique Lamarre

appuyé par Selma Laroussi

ADOPTÉ à l'unanimité.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1198053015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

d'adopter la résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

- que les usages de la famille commerce exercés dans le bâtiment soient limités à ceux autorisés dans la catégorie C.2 et à l'usage additionnel « salle de réunion »;
- que la superficie totale des usages commerciaux dans le bâtiment soit limitée à 500 m^2;
- que la superficie occupée par un usage de type « épicerie » ou « restaurant, traiteur » soit limitée à 200 m^2 et que l'exercice de tels usages soit limité au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur à ce dernier;
- qu'aucune hotte commerciale ne soit installée sur le bâtiment;
- que seuls les usages additionnels soient autorisés à l'étage;
- qu'aucune activité commerciale n'ait lieu à l'extérieur du bâtiment;
- qu'un toit-terrasse aménagé sur le volume du garage soit bordé du côté de la ruelle et de la propriété résidentielle voisine au nord par un écran d'intimité ajouré.

La présente autorisation sera nulle et sans effet si, dans les 24 mois suivant son entrée en vigueur, aucune demande visant l'occupation de l'étage à des fins commerciales n'est ouverte.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-10-23 16:07

Signataire : Jocelyn JOBIDON

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 novembre 2019	Résolution: CA19 14 0339

Adopter le premier projet de résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'adopter le premier projet de résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

   - que les usages de la famille commerce exercés dans le bâtiment soient limités à ceux autorisés dans la catégorie C.2 et à l'usage additionnel « salle de réunion »;

   - que la superficie totale des usages commerciaux dans le bâtiment soit limitée à 500 m^2;

   - que la superficie occupée par un usage de type « épicerie » ou « restaurant, traiteur » soit limitée à 200 m^2 et que l'exercice de tels usages soit limité au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur à ce dernier;

   - qu'aucune hotte commerciale ne soit installée sur le bâtiment;

   - que seuls les usages additionnels soient autorisés à l'étage;

   - qu'aucune activité commerciale n'ait lieu à l'extérieur du bâtiment;

   - qu'un toit-terrasse aménagé sur le volume du garage soit bordé du côté de la ruelle et de la propriété résidentielle voisine au nord par un écran d'intimité ajouré.

   La présente autorisation sera nulle et sans effet si, dans les 24 mois suivant son entrée en vigueur, aucune demande visant l'occupation de l'étage à des fins commerciales n'est ouverte.

2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de résolution.

Adopté à l'unanimité.

40.16 1198053015

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 6 novembre 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1198053015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Ce sommaire Addenda vise à soumettre le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 14 novembre 2019.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

514-868-8716
Tél :
Télécop. : 514-886-4706

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1198053015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).



PV_1201, Jean-talon Est.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-886-4706

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

PROCÈS-VERBAL
ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée de consultation publique tenue le jeudi 14 novembre 2019, à 18h00, au 405, avenue Ogilvy relative au projet de résolution numéro PP19-14009

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Mary Deros, conseillère de la ville – district de Parc-Extension

Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement

Citoyens

Aucun citoyen ne s'est présenté à cette assemblée.

2. Présentation et contexte du projet de résolution PP19-14009

Le projet de résolution a été lu, et aucun commentaire n'a été formulé par les citoyens pour ce dossier.

Mitchell Lavoie présente le dossier.

3. Période de questions et de commentaires des citoyens

Aucun commentaire n'a été formulé pour ce dossier.

À 18 h 15, l'assemblée de consultation publique est levée.

Signé à Montréal, ce 14e jour du mois de novembre 2019.

_____	_____
Mary Deros	David Fortin
Conseillère de la Ville - district de Parc-Extension	Secrétaire de l'assemblée

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1198053015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier est déposée visant à autoriser, à tous les niveaux du bâtiment portant le numéro civique 1201, rue Jean-Talon Est, des usages commerciaux exercés par une entreprise d'innovation sociale. Cette entreprise, nommée « Mon atelier de quartier », vise à regrouper sous un même toit un café zéro déchet avec mets préparés sans cuisson sur place, un espace adaptable à différentes activités et cours, ainsi que des bureaux administratifs à l'étage. Pour ce faire, des dérogations aux dispositions du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement sont requises, dont celles relatives aux usages commerciaux autorisés, à la classe d'occupation commerciale applicable, à la superficie maximale autorisée pour un commerce, ainsi qu'au contingentement des occupations de type « restaurant, traiteur ».
En vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble,* un projet nécessitant des dérogations à la réglementation d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation par le comité consultatif d'urbanisme préalablement à l'adoption du projet de résolution approuvant ces dérogations.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

La demande vise à autoriser l'occupation de la totalité du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est à des fins commerciales pour y accueillir une entreprise en innovation sociale. Le projet « Mon atelier de quartier » vise à rendre accessible une gamme d'activités et de services favorisant l'adoption de comportements écoresponsables. Ce dernier comprendra trois volets, soit un café zéro déchet offrant des mets préparés sans cuisson sur place, un espace polyvalent pouvant accueillir des cours de yoga, des ateliers de réparation de petits objets, des conférences et des réunions, entre autres, ainsi que des bureaux administratifs

à l'étage. La demande déroge aux articles suivants du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement :

- Article 119 relatif aux usages prescrits dans la zone visée;
- Article 159 relatif à la classe d'occupation A qui limite l'emplacement d'un usage commercial au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement en-dessous de ce dernier;
- Article 183 relatif à la superficie maximale de 200 m^2 pouvant être occupée par un usage de la famille C.2;
- Article 230 relatif au contingentement d'un usage de type restaurant dans un rayon de 25 m d'un autre restaurant.

Le bâtiment visé est une construction de 2 étages construite en 1951 à l'intersection des rues Jean-Talon Est et de la Roche. Sis sur un lot de forme longue et étroite d'une superficie de 160,9 m^2, le bâtiment comporte une superficie de plancher d'environ 460 m^2 incluant le sous-sol et le garage double donnant sur la rue Jean-Talon Est. Le bâtiment a été conçu pour accueillir des fonctions commerciales sur ses deux niveaux, mais le 2^e étage aurait été utilisé à des fins de logement jusqu'en 2018. Malgré cette occupation résidentielle préalable, l'étage aurait conservé son aménagement de type bureau.

Dans la zone de la propriété visée, les constructions doivent avoir une hauteur de 2 à 3 étages, un taux d'implantation entre 35% et 100% et un mode implantation en contiguïté par rapport à leurs voisins. Les usages commerciaux de la catégorie C.2A ainsi que l'habitation sont autorisés à l'heure actuelle sur la propriété visée. La classe d'occupation A limite les occupations commerciales au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur à celui-ci. En raison de la proximité d'une occupation de type « restaurant, traiteur », cet usage spécifique ne peut être autorisé dans le bâtiment visé actuellement.

Le projet vise l'occupation du bâtiment existant de la façon suivante :

- Local de coin au rez-de-chaussée et espace d'entreposage correspondant au sous-sol : Café zéro déchet avec mets préparés sans cuisson sur place;
- Local du rez-de-chaussée donnant sur la rue Jean-Talon Est et espace d'entreposage correspondant au sous-sol : Espace polyvalent (cours de yoga, ateliers de réparation, réunions, conférences);
- Garage et espace d'entreposage correspondant au sous-sol : Occupation potentielle en tant qu'espace supplémentaire pour les activités prévues dans l'espace polyvalent au rez-de-chaussée;
- Deuxième étage : Bureaux administratifs de l'entreprise;
- Toiture du garage : Aménagement d'une terrasse à l'usage exclusif des utilisateurs du 2^e étage.

Les activités commerciales visées par les porteurs du projet s'apparentent aux usages spécifiques et additionnels suivants, dont certains sont dérogatoires au règlement de zonage :

- Café zéro déchet avec mets préparés sans cuisson sur place : usage s'apparentant à l'usage spécifique « restaurant, traiteur » qui est autorisé dans la catégorie C.2, mais qui fait l'objet d'un contingentement sur la propriété visée;
- Cours de yoga : usage s'apparentant à l'usage additionnel « centre d'activités physiques » qui est autorisé dans la catégorie C.2;
- Atelier de réparation de petits objets : usage s'apparentant à l'usage additionnel « services personnels et domestiques » qui est autorisé dans la catégorie C.2;

- Conférences et réunions : usage s'apparentant à l'usage additionnel « salle de réunion » qui n'est pas autorisé dans la catégorie C.2;
- Bureaux administratifs : usage s'apparentant à l'usage additionnel « bureau » qui est autorisé dans la catégorie C.2, mais seulement au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur à celui-ci lorsque la classe d'occupation A s'applique.

Comme il s'agit d'un concept relativement nouveau, il est attendu que les activités et services offerts par l'entreprises évoluent au fil du temps. Ainsi, il est souhaité que le projet bénéficie d'une certaine souplesse au niveau des superficies d'occupation autorisées. Pour ce faire, une dérogation à la limite de superficie de 200 m^2 applicable aux usages de la catégorie C.2 est demandée pour permettre à l'entreprise d'exercer l'ensemble de ses activités dans le bâtiment à travers un seul certificat d'occupation. L'espace disponible dans le bâtiment étant restreint, il est anticipé qu'aucune nuisance ne sera générée par le projet. En ce qui concerne l'occupation de l'étage à des fins commerciales, cela aura peu d'incidence sur le voisinage puisque de nombreux édifices avoisinants comportent des usages de ce type sur des niveaux autres que le rez-de-chaussée.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande de projet particulier pour les raisons suivantes :

- Les usages proposés dans le bâtiment n'occasionneront pas de nuisances pour le voisinage;
- La superficie relativement restreinte du bâtiment limitera l'intensité des activités qui s'y trouveront;
- Plusieurs bâtiments sur cette portion de la rue Jean-Talon Est abritent des usages commerciaux à des niveaux autres que le rez-de-chaussée;
- L'intégration des nouvelles occupations dans le bâtiment ne nécessitera aucune modification à l'enveloppe du bâtiment, mis à part le retrait d'une cheminée;
- Les activités et services proposés dans le bâtiment visent à favoriser des comportements écoresponsables dans la population du quartier immédiat.

Toutefois, la Direction est d'avis que les conditions suivantes devraient être assujetties à l'autorisation :

- Que les usages de la famille commerce exercés dans le bâtiment soient limités à ceux autorisés dans la catégorie C.2 et à l'usage additionnel « salle de réunion »;
- Que la superficie totale des usages commerciaux dans le bâtiment soit limitée à 500 m^2;
- Que la superficie occupée par un usage de type « épicerie » ou « restaurant, traiteur » soit limitée à 200 m^2 et que l'exercice de tels usages soit limité au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement inférieur à ce dernier;
- Qu'aucune hotte commerciale ne soit installée sur le bâtiment;
- Que seuls les usages additionnels soient autorisés à l'étage;
- Qu'aucune activité commerciale n'ait lieu à l'extérieur du bâtiment;
- Qu'un toit-terrasse aménagé sur le volume du garage soit bordé du côté de la ruelle et de la propriété résidentielle voisine au nord par un écran d'intimité ajouré.

La Direction propose également que la clause suivante soit intégrée à la résolution de projet

particulier : *La présente autorisation sera nulle et sans effet si, dans les 24 mois suivant son entrée en vigueur, aucune demande visant l'occupation de l'étage à des fins commerciales n'est ouverte.*

Lors de sa séance du 17 octobre 2019, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport à la demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude de la demande de PPCMOI : 3 980,00 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet proposé vise à favoriser des comportements écoresponsables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage du projet sur le terrain visé;

- Publication d'un avis annonçant une assemblée publique de consultation;
- Publication d'un avis aux personnes intéressées ayant le droit de signer une demande d'approbation référendaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Assemblée publique de consultation;

- Adoption d'un deuxième projet de résolution;
- Période de signature des demandes d'approbation référendaire;
- Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.
Conforme au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Marc-André HERNANDEZ
c/d urb.<<arr.>60000>>

Tél : 514-868-3512
Télécop. : 514-868-4706

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1198053015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP19-14009 à l'effet d'autoriser certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

2019-04-04-Normes-réglementaires.pdf Localisation.pdf Critères-PPCMOI.pdf

1318-CMA_Demande PPCMOI_2019-09-25.pdf CCU_PV_2019-10-17.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

Emplacement

Localisation: 680620-50 (OASIS) - 7155 rue De La Roche (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0420	155mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	11 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	3	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	C
Densité :	N/A	4.5			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	35%	100%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 01
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : C.2A, H
Dispositions particulières :
Note :

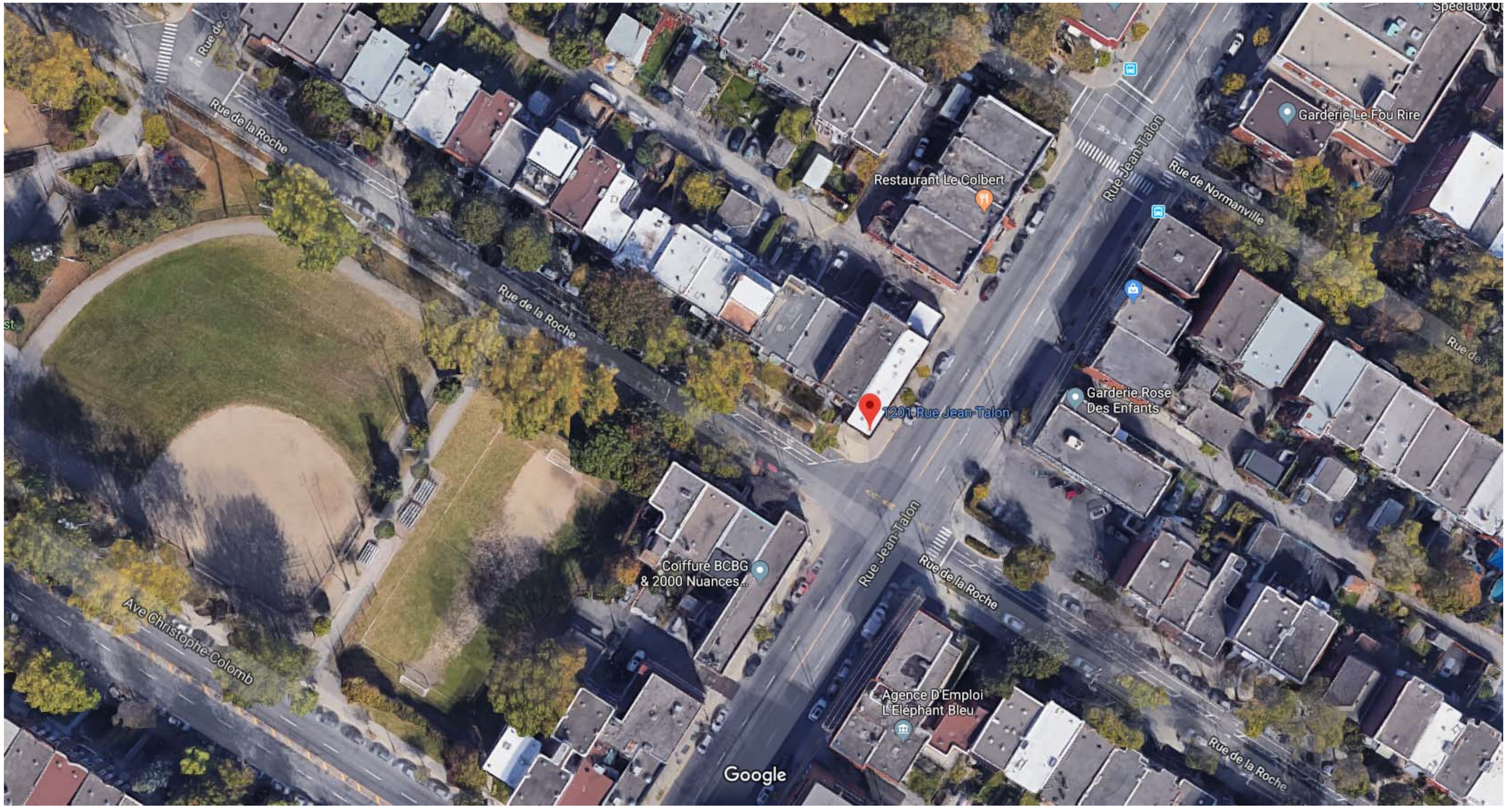
********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-04-04 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Lavoie, Mitchell

Google Maps 1201 Rue Jean-Talon



Images ©2019 Google, Images ©2019 Maxar Technologies, Données cartographiques ©2019 20 m



1201 Rue Jean-Talon

Montréal, QC H2R 1W1

Itinéraires | Enregistrer | À proximité | Envoyer vers votre téléphone | Partager

G9VQ+9C Montréal, Québec

Photos



SECTION IV
CRITÈRES D’ÉVALUATION

9. Les critères suivant lesquels est faite l’évaluation de la demande d’autorisation d’un projet particulier sont les suivants :

1 respect des objectifs du plan d’urbanisme de la Ville de Montréal;

2º compatibilité des occupations prévues au projet avec le milieu d'insertion;

3º qualités d'intégration du projet sur le plan de l'implantation, de la volumétrie, de la densité et de l'aménagement des lieux, des types de matériaux de revêtement proposés pour les constructions ainsi que de l'affichage;

4º avantages des propositions d'intégration ou de démolition des constructions existantes et de celles pour la conservation ou la mise en valeur d'éléments architecturaux d'origine;

5º avantages des propositions de mise en valeur des espaces extérieurs et des plantations;

6º impacts environnementaux du projet, notamment sur le plan de l'ensoleillement, du vent, du bruit, des émanations et de la circulation;

7º qualité de l'organisation fonctionnelle du projet, au regard notamment du stationnement, des accès et de la sécurité;

8º avantages des composantes culturelles ou sociales du projet;

9º faisabilité du projet selon l'échéancier de réalisation prévu.

10º accessibilité universelle du projet, en regard notamment de la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, de l’aménagement sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l’aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

Réaménagement commercial

Document pour PPCMOI

1201 rue Jean-Talon



Liste des dessins

A-000 Page titre
A-001 Photos de l'existant
A-021 Plan d'implantation

A-101 Plans proposés
A-102 Plans proposés
A-103 Aménagements proposés

architecture rose

Owen Rose, architecte
www.rosearchitecture.net t.514.528.9839
5425, rue de Bordeaux, bureau 243
Montréal (Québec) H2H 2P9

Ordre des architectes du Québec
A 4276
OWEN ALEXANDER ROSE
ARCHITECTE

L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions sur le chantier et d'informer l'architecte de toutes omissions ou contradictions avec les plans et devis*
Dessins non-émis pour construction**

Réaménagement commercial
1210 rue Jean-Talon Est
Montréal (Québec) H2R 2T2

projet	no de projet	révision	date
	1318-CMA	pour PPCMOI	2019-09-25



Photo 1 - Vue du coin des rue Jeant-Talon et de la Roche



Photo 2 - Vue de la rue Jean-Talon



Photo 3 - Vue de la terrasse



Photo 4 - Vue de l'espace café



Photo 5 - Vue de l'espace cuisine

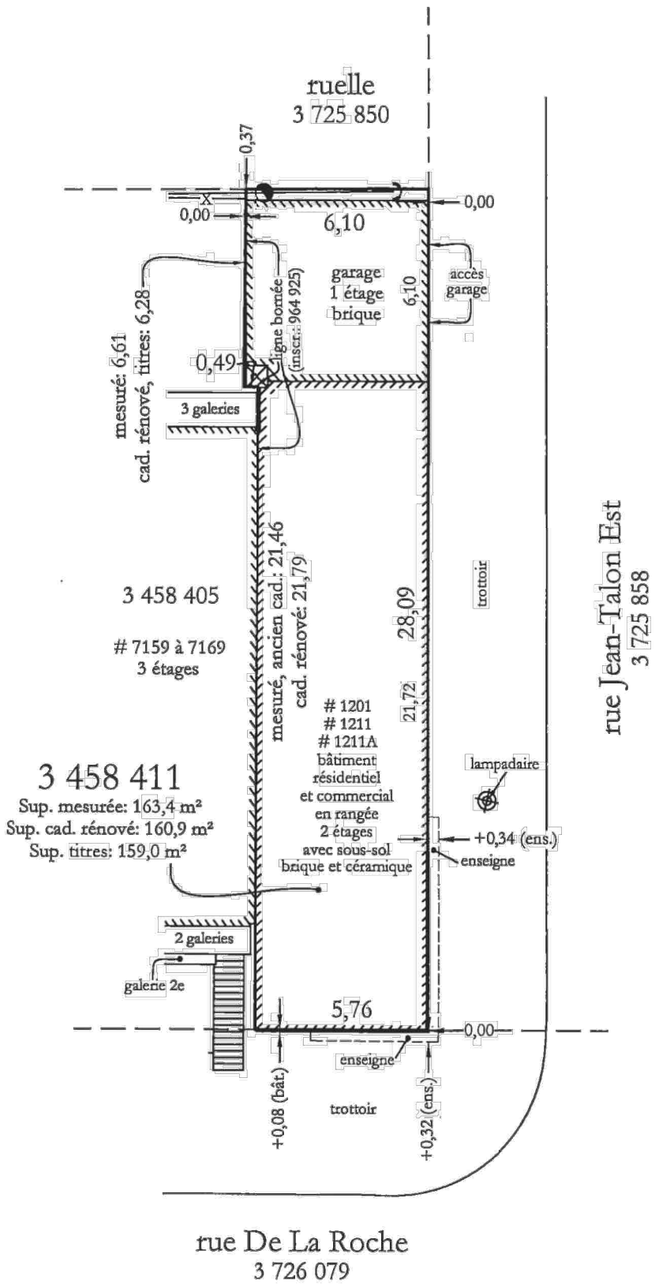
architecture rose
Owen Rose, architecte
www.rosearchitecture.net t.514.528.9839
5425, rue de Bordeaux, bureau 243
Montréal (Québec) H2H 2P9

L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions sur le chantier et d'informer l'architecte de toutes omissions ou contradictions avec les plans et devis*
Dessins non-émis pour construction**

Réaménagement commercial

1210 rue Jean-Talon Est
Montréal (Québec) H2R 2T2
projet

1318-CMA	pour PPCMOI	2019-09-25	s/o	Photos de l'existant	A-001
no de projet	révision	date	échelle	dessin	no de dessin



CERTIFICAT DE LOCALISATION

ARPENTEUR-GÉOMÈTRE
JEAN-PHILIPPE GRONDIN

6424, rue Jean-Talon Est, bureau 202
Montréal, Québec, H1S 1M8
Téléphone : 514-508-3497
Télécopieur : 514-439-0790
info@jpgrondin.com

LOT(S) : 3 458 411

CADASTRE : Du Québec

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE : Montréal

MUNICIPALITÉ : Ville de Montréal

ARRONDISSEMENT : Villeray/ Saint-Michel/ Parc-Extension

DOSSIER : JPG-4507 | ÉCHELLE: 1/200 | Montréal, le 31 août 2017 | MINUTE : 5193

Notes:
- Ce plan ainsi que le rapport l'accompagnant font partie intégrante du présent certificat de localisation. Préparés pour fin de vente et / ou obtention d'un prêt hypothécaire.
- Ce document ne peut pas être utilisé ou invoqué pour d'autres fins sans l'autorisation écrite du soussigné.
- Les mesures concernant les bâtiments ont été prises sur le revêtement extérieur.
- Les dimensions indiquées sur ce plan sont en mètres (SI).

Préparé par :

JEAN-PHILIPPE GRONDIN
arpenteur-géomètre

Copie conforme à l'original émise le, 31 août 2017

par:

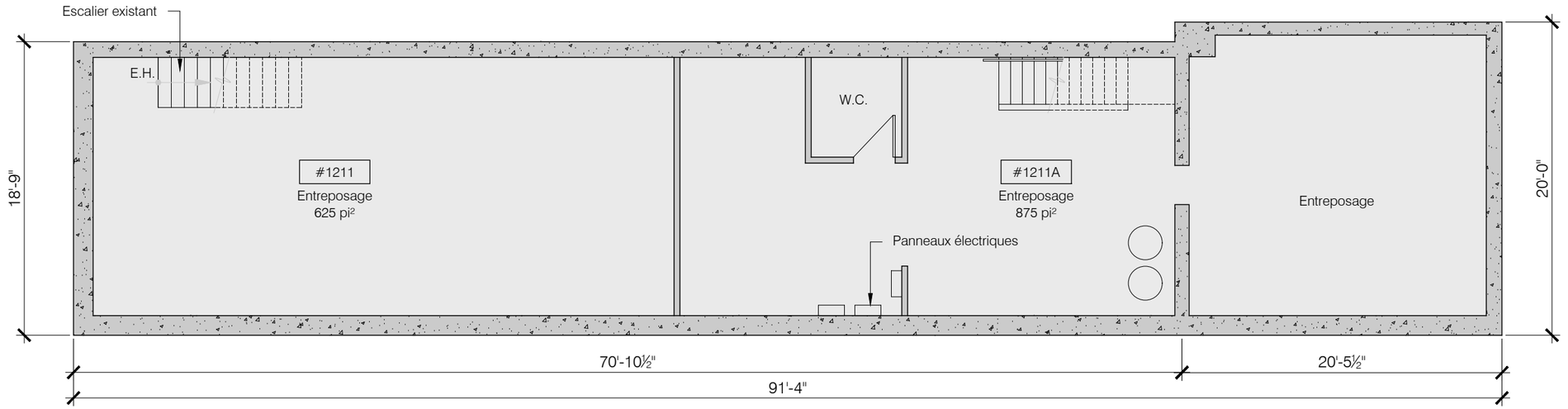
arpenteur-géomètre

L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions sur le chantier et d'informer l'architecte de toutes omissions ou contradictions avec les plans et devis*
Dessins non-émis pour construction**

rose architecture
Owen Rose, architecte
www.rosearchitecture.net t.514.528.9839
5425, rue de Bordeaux, bureau 243
Montréal (Québec) H2H 2P9

Réaménagement commercial
1210 rue Jean-Talon Est
Montréal (Québec) H2R 2T2
projet

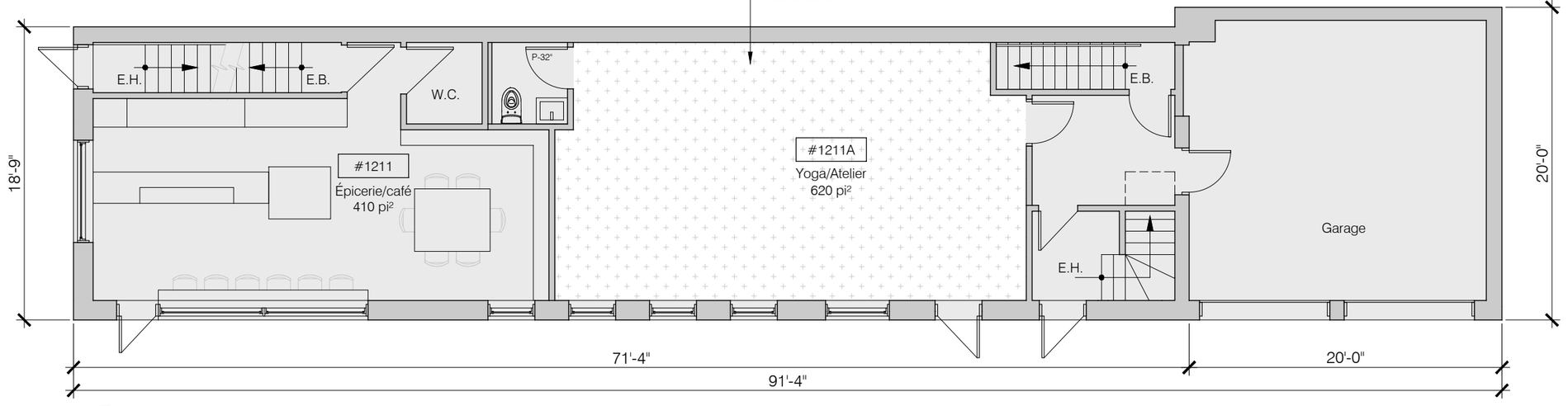
1318-CMA	pour PPCMOI	2019-09-25	s/o	Plan d'implantation	A-021
no de projet	révision	date	échelle	dessin	no de dessin



01
A-101

Plan sous-sol proposé

Échelle : 1/8"=1'-0"



02
A-101

Plan rez-de-chaussée proposé

Échelle : 1/8"=1'-0"

Légende

- Cloison/mur existant
- Zone non-touchée par les travaux
- Zone touchée par une demande de changement d'usage

Note générale

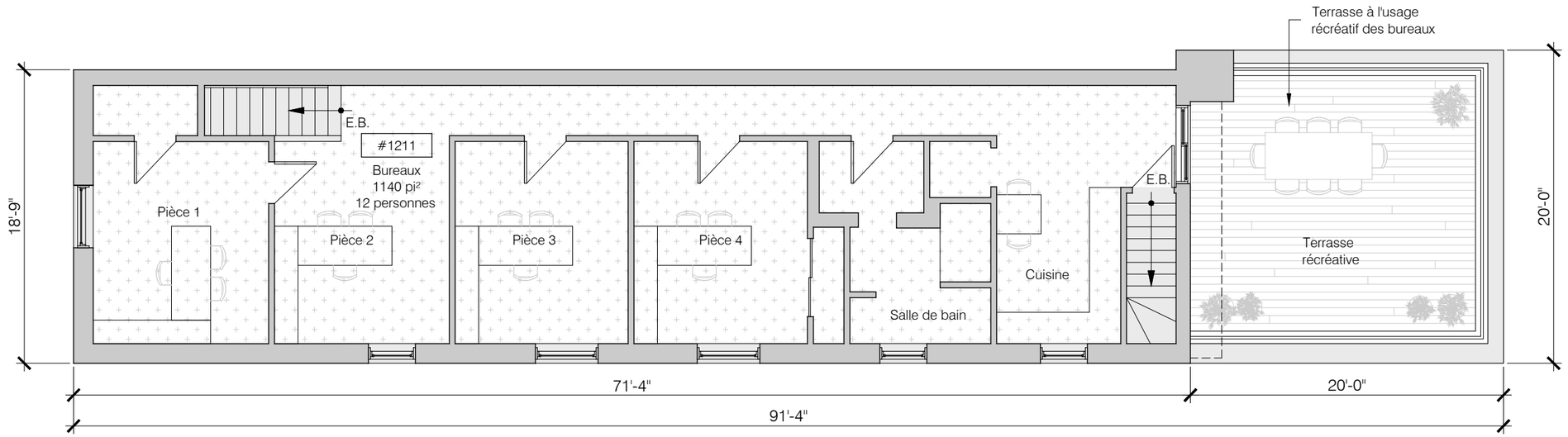
1. La demande de changement d'usage touche l'ensemble du rez-de-chaussée et du deuxième étage de l'édifice pour permettre l'aménagement d'espaces de bureaux.
2. La demande de changement d'usage comprend la création d'un atelier de petite réparation domestique (124 m2) - demande pour le rdc au complet pour la flexibilité future
3. Les travaux du rez-de-chaussée et de la terrasse font l'objet d'une demande de permis différente.
4. Le nombre de personnes calculé pour les bureaux est déterminé selon la section 3.1.17 du CCQ

L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions sur le chantier et d'informer l'architecte de toutes omissions ou contradictions avec les plans et devis*
Dessins non-émis pour construction**

architecture rose
Owen Rose, architecte
www.rosearchitecture.net t.514.528.9839
5425, rue de Bordeaux, bureau 243
Montréal (Québec) H2H 2P9

Réaménagement commercial
1210 rue Jean-Talon Est
Montréal (Québec) H2R 2T2
projet

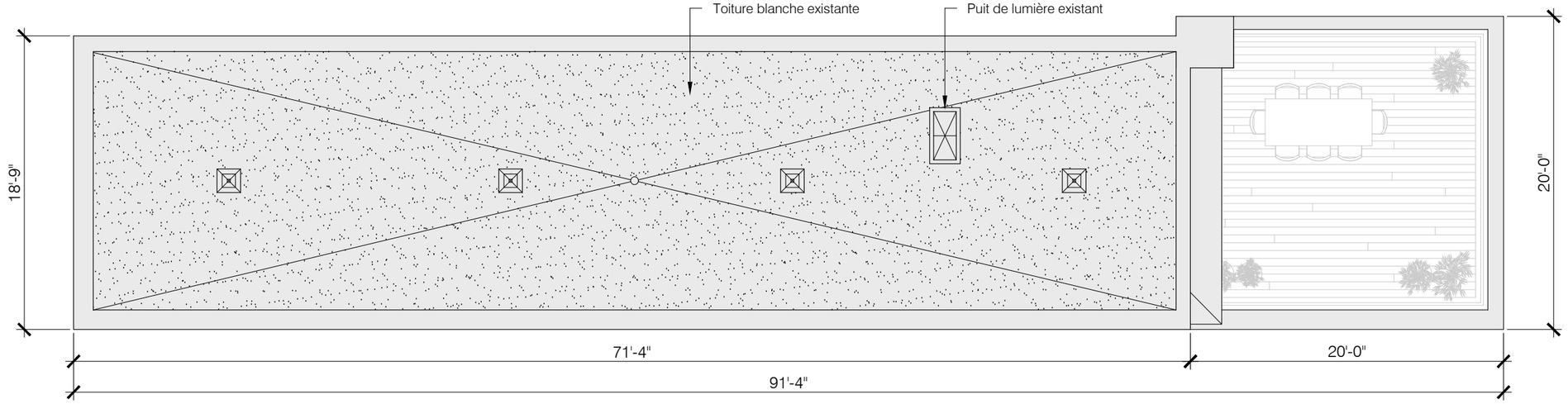
1318-CMA	pour PPCMOI	2019-09-25	⅛" = 1'-0"	Plans proposés	A-101
no de projet	révision	date	échelle	dessin	no de dessin



01
A-102

Plan de l'étage proposé

Échelle : 1/8"=1'-0"



02
A-102

Plan de toit proposé

Échelle : 1/8"=1'-0"

Légende

- Cloison/mur existant
- Zone non-touchée par les travaux
- Zone touchée par une demande de changement d'usage

Note générale

1. La demande de changement d'usage touche l'ensemble du rez-de-chaussée et du deuxième étage de l'édifice pour permettre l'aménagement d'espaces de bureaux.
2. La demande de changement d'usage comprend la création d'un atelier de petite réparation domestique (124 m2) - demande pour le rdc au complet pour la flexibilité future
3. Les travaux du rez-de-chaussée et de la terrasse font l'objet d'une demande de permis différente.
4. Le nombre de personnes calculé pour les bureaux est déterminé selon la section 3.1.17 du CCQ

L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions sur le chantier et d'informer l'architecte de toutes omissions ou contradictions avec les plans et devis*
Dessins non-émis pour construction**

architecture rose
Owen Rose, architecte
www.rosearchitecture.net t.514.528.9839
5425, rue de Bordeaux, bureau 243
Montréal (Québec) H2H 2P9

Réaménagement commercial
1210 rue Jean-Talon Est
Montréal (Québec) H2R 2T2
projet

1318-CMA	pour PPCMOI	2019-09-25	1/8" = 1'-0"	Plans proposés	A-102
no de projet	révision	date	échelle	dessin	no de dessin

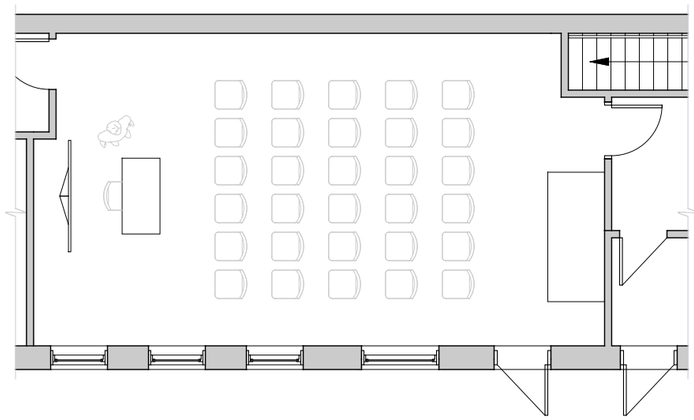
Légende

Cloison/mur existant

Note générale

1. Le nombre maximal permis pour la salle est de 40 personnes suivant la partie 10 du CCQ

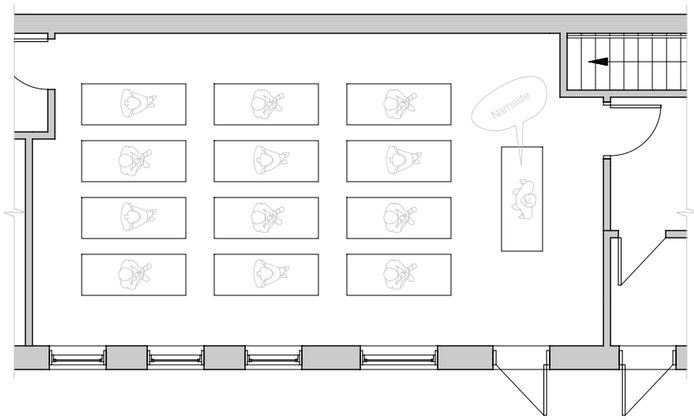
Des conférences pourraient être présentées occassionnellement sur des sujets en lien avec les missions des organismes occupant le bâtiment.



01 A-103 Exemple d'aménagement - conférence

Échelle : 1/8"=1'-0"

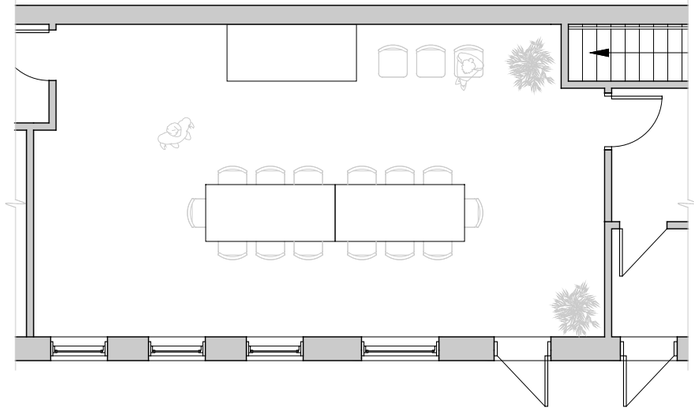
Des cours de yoga seront offerts dans l'espace de manière régulière.



02 A-103 Exemple d'aménagement - Yoga

Échelle : 1/8"=1'-0"

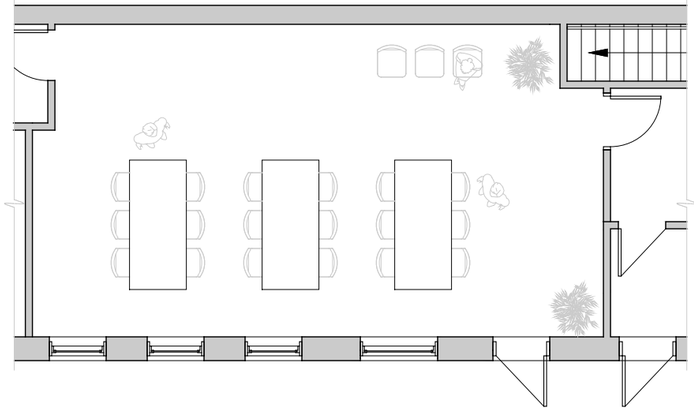
La salle sera aménagée avec des tables pour permettre l'organisation de réunion ou de tables rondes de manière régulière.



03 A-103 Exemple d'aménagement - réunion

Échelle : 1/8"=1'-0"

Des ateliers de réparation d'appareils électroniques et ménagers ne requiérant pas d'outilages lourds seront offerts occasionnellement.



04 A-103 Exemple d'aménagement - Atelier de réparation

Échelle : 1/8"=1'-0"

L'entrepreneur est tenu de vérifier toutes les dimensions sur le chantier et d'informer l'architecte de toutes omissions ou contradictions avec les plans et devis*
Dessins non-émis pour construction**

architecture rose
Owen Rose, architecte
www.rosearchitecture.net t.514.528.9839
5425, rue de Bordeaux, bureau 243
Montréal (Québec) H2H 2P9

Réaménagement commercial

1210 rue Jean-Talon Est
Montréal (Québec) H2R 2T2
projet

1318-CMA	pour PPCMOI	2019-09-25	1/8" = 1'-0"	Aménagements proposés	A-103
no de projet	révision	date	échelle	dessin	no de dessin

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 17 octobre 2019, à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district François-Perrault

Celso Giancarlo Alcantara
Anh Truong
Françis Grimard

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Geneviève Boucher, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents:

Katherine Routhier
Esther St-Louis
Véronique Lamarre

1. Ouverture de la séance

À 18 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Françis Grimard

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption du procès-verbal du 12 août 2019

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Anh Truong

d'adopter le procès-verbal de la séance du 12 août 2019

ADOPTÉ à l'unanimité.

5. Suivi des dossiers

6.4. PPCMOI : 1201 rue Jean-Talon Est	
Présenté par	**Invités**
Mitchell Lavoie Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Accorder, par résolution, la demande d'autorisation visant à permettre certains usages commerciaux sur une superficie de plus de 200 mètres carrés à tous les niveaux du bâtiment situé au 1201, rue Jean-Talon Est en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 119, 159, 183 et 230 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283)

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- L'enveloppe extérieure qui ne sera pas modifiée.
- Les activités qui s'implanteront bien dans le secteur et qui ne perturberont pas le voisinage.
- Le fait que d'autres bâtiments dans le secteur aient des fonctions commerciales au 2e étage.
- Le fait qu'il n'y ait plus de logement dans le bâtiment.
- La terrasse sur le garage qui ne sera pas à vocation commerciale. Il s'agit plutôt d'un espace pour les employés que ne pourra être aménagé que si un écran d'intimité est installé.

CCU19-10-17-PPCMOI01	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Anh Truong

ADOPTÉ à l'unanimité.

7. Varia

8. Levée de la séance
Tous les points ayant été traités à 20h15, Du consentement unanime des membres du comité, la séance est levée. ADOPTÉ.

Signée à Montréal, ce 17e jour du mois d'octobre 2019.

_____
Mary Deros, Présidente du comité
et conseillère de la ville – district Parc-Extension

_____
David Fortin, Secrétaire du comité
et agent du cadre bâti

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1196495011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

d'adopter la résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions de l'article 119 du Règlement sur le zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

- l'usage est autorisé uniquement au rez-de-chaussée du bâtiment;
- les demandes de permis de transformation et du certificat d'occupation doivent être déposées dans les 6 mois suivant l'entrée en vigueur du projet particulier.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-10-23 16:26

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 novembre 2019	Résolution: CA19 14 0340

Adopter le premier projet de résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'adopter le premier projet de résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions de l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :
   - l'usage est autorisé uniquement au rez-de-chaussée du bâtiment;
   - les demandes de permis de transformation et du certificat d'occupation doivent être déposées dans les 6 mois suivant l'entrée en vigueur du projet particulier.
2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de résolution.

Adopté à l'unanimité.

40.17 1196495011

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 6 novembre 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1196495011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Ce sommaire Addenda vise à soumettre le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 14 novembre 2019.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

514 872-7932
Tél :
Télécop. : 514 868-4706

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1196495011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Voici le procès-verbal de l'assemblée publique :

PV 3554-3558, rue Bélair.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

PROCÈS-VERBAL
ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée de consultation publique tenue le jeudi 14 novembre 2019 à 18h00, au 405, avenue Ogilvy Ogilvy relative au projet de résolution numéro PP19-14010.

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Mary Deros, conseillère de la Ville – district de Parc-Extension

Geneviève Boucher, conseillère en aménagement

Citoyens

Aucun citoyen ne s'est présenté à cette assemblée.

2. Présentation et contexte du projet de résolution PP19-14010

Le projet de résolution a été lu, et aucun commentaire n'a été formulé par les citoyens pour ce dossier.

Geneviève Boucher présente le dossier.

3. Période de questions et de commentaires des citoyens

Aucun commentaire n'a été formulé pour ce dossier.

À 18 h 10, l'assemblée de consultation publique est levée.

Signé à Montréal, ce 14e jour du mois de novembre 2019.

_____	_____
Mary Deros	David Fortin
Conseillère de la Ville - district de Parc-Extension	Secrétaire de l'assemblée

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196495011**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée par le propriétaire et le nouveau locataire du local situé au 3554, rue Bélair, afin d'y exploiter une école de karaté, considérée au sens du règlement de zonage comme un centre d'activités physiquee.

La demande est déposée au comité consultatif d'urbanisme pour recommandation et, par la suite, au conseil d'arrondissement pour autorisation, le cas échéant.

La demande est également assujettie à une procédure d'approbation référendaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0153 - PIIA - 9 avril 2018

DESCRIPTION

Le requérant est propriétaire d'une école de karaté qui est située de l'autre côté de la rue Bélair. Il désire installer son commerce dans le nouveau local du 3554, rue Bélair. Le bâtiment du 3554-3558, rue Bélair a fait l'objet récemment d'un développement. Dans le cadre de ce projet, des locaux commerciaux ont été réaménagée au rez-de-chaussée.
Le zonage actuel autorise seulement les usages commerciaux de la catégorie C.1(1). L'usage "centre d'activités physiques", nécessaire pour autoriser une école de karaté, n'est pas autorisé et est plutôt associé à du C.1(2) ou du C.2.

La demande déroge donc à l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

La rue Bélair, est une rue semi-commerciale qui vise à accueillir des commerces de proximité au rez-de-chaussée des bâtiments. Le local visé, qui fait 1900 pieds carrés, occupe la moitié du rez-de-chaussée du bâtiment. Étant donné la dimension du local, l'intensité commerciale de l'usage demandé n'est pas plus importante que les autres usages

actuellement autorisés dans la zone. Le commerce ne générera pas plus de nuisance sur le milieu qu'il ne le fait présentement.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis que cette demande devrait recevoir une suite favorable, et ce, considérant les éléments suivants:

- le commerce est déjà présent sur cette rue depuis de nombreuses années et ne génère pas de nuisance notable sur le milieu;
- le commerce desservira la population locale.

La direction est d'avis que la présente autorisation doit être assujettie aux conditions suivantes:

- l'usage est autorisé uniquement au rez-de-chaussée du bâtiment;
- les demandes de permis de transformation et du certificat d'occupation doivent être déposées dans les 6 mois suivant l'entrée en vigueur du projet particulier.

Lors de la séance du 17 octobre 2019, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable au projet tel que présenté.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût du PPCMOI: 3 980$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

NA

IMPACT(S) MAJEUR(S)

NA

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Consultation publique
Publication sur le site internet de la ville
Affiche sur le bâtiment

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du premier projet de résolution - 5 novembre 2019
Consultation publique - novembre 2019
Adoption du second projet de résolution - 3 décembre 2019
Processus d'approbation référendaire - décembre 2019 à janvier 2020
Adoption de la résolution - février 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La présente demande est conforme au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal et au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003) de l'arrondissement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-23

Jocelyn JOBIDON
Directeur du développement du territoire

Tél : 514 868-3450
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1196495011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP19-14010 à l'effet de permettre l'usage « centre d'activités physiques » dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 119 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Localisation 3554-58 Bélair.pdfCCU_PV_2019-10-17_extrait.pdf



Plan du local_3554 Bélair.jpg

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706



Sigs3

Date: 19-10-23 13:13

Échelle 1:476

Producteur: BOUCHER, GENEVIEVE

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 17 octobre 2019, à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district François-Perrault

Celso Giancarlo Alcantara
Anh Truong
Françis Grimard

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Geneviève Boucher, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents:

Katherine Routhier
Esther St-Louis
Véronique Lamarre

1. Ouverture de la séance

À 18 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Françis Grimard

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption du procès-verbal du 12 août 2019

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Anh Truong

d'adopter le procès-verbal de la séance du 12 août 2019

ADOPTÉ à l'unanimité.

5. Suivi des dossiers

6.6. PIIA : 3554 rue Bélair	
Présenté par	**Invités**
Geneviève Boucher Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Adopter, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003), une résolution à l'effet de permettre l'usage "centre d'activités physique" dans le bâtiment situé au 3554-3558, rue Bélair.

Commentaires

Aucun commentaire n’a été formulé.

CCU19-10-17-PIIA04	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

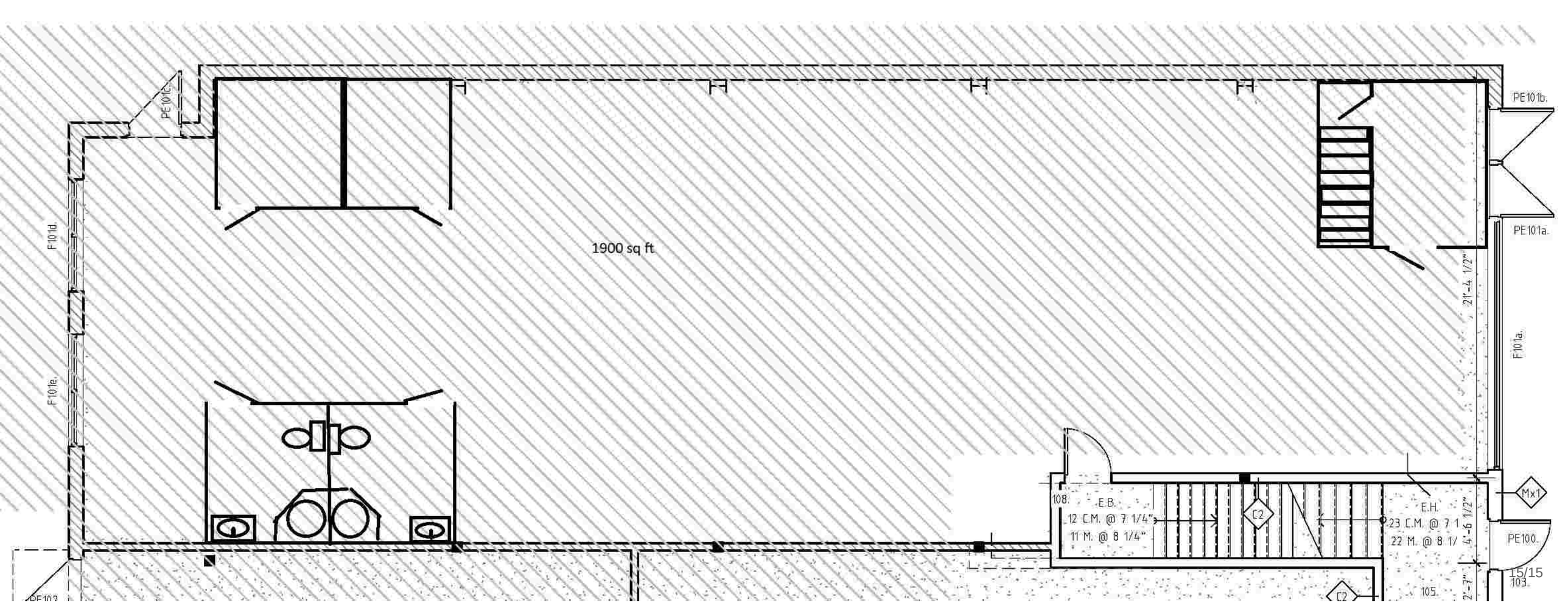
L’évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

Les membres du comité recommandent au conseil d’arrondissement d’accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Anh Truong

appuyé par Francis Grimard

ADOPTÉ à l’unanimité.


PE101c.
PE101b.
PE101a.
F101d.
F101e.
F101a.
1900 sq ft
21'-4 1/2"
4'-6 1/2"
2'-7"
108.
E.B.
12 C.M. @ 7 1/4"
11 M. @ 8 1/4"
C2
E.H.
23 C.M. @ 7 1
22 M. @ 8 1/
M x1
PE100.
15/15
103.
105.
C2

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1195898019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14011 à l'effet de permettre la démolition des bâtiments existants situés aux 7225-7229 et 7231 -7237, rue Saint-Hubert et la construction d'un nouvel immeuble de 3 étages, avec construction hors toit, accueillant un espace commercial au rez-de-chaussée et un total de 23 logements, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 22, 24 81 et 200 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

d'adopter la résolution PP19-14011 à l'effet de permettre la démolition des bâtiments existants situés aux 7225-7229 et 7231-7237, rue Saint-Hubert et la construction d'un nouvel immeuble de 3 étages, avec construction hors toit, accueillant un espace commercial au rez-de-chaussée et un total de 23 logements, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), en dérogation aux articles 22, 24 81 et 200 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), et ce, aux conditions suivantes :

- La hauteur maximale pour le nouvel immeuble, incluant la construction hors toit, est de 14,5 mètres;
- une cour intérieure d'une superficie minimale de 90 m^2 libre au sol, devra être aménagée au centre du projet;
- le taux d'implantation minimal pour le nouvel immeuble est de 75% et le taux d'implantation maximal est de 80%;
- le nombre maximum de logements pour le nouveau bâtiment est de 23;
- une superficie de plancher brute minimale de 185 m^2 devra être dédiée à la fonction commerciale au rez-de-chaussée du bâtiment;
- la construction hors toit, au-dessus du volume donnant sur la rue Saint-Hubert, devra respecter un retrait minimal de deux fois sa hauteur par rapport au mur de façade avant;
- la construction hors toit, au-dessus du volume donnant sur la rue Saint-André, devra respecter une retrait minimal de 3,8 mètres par rapport au mur de façade avant et de 2,8 mètres par rapport aux murs latéraux;
- la façade donnant sur la rue Saint-André devra être revêtue de maçonnerie dans une proportion minimale de 50%;

- le projet devra inclure l'aménagement d'un minimum de trois logements d'une superficie de plancher brute minimale de 90 m^2.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-11-20 13:45

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195898019**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14011 à l'effet de permettre la démolition des bâtiments existants situés aux 7225-7229 et 7231-7237, rue Saint-Hubert et la construction d'un nouvel immeuble de 3 étages, avec construction hors toit, accueillant un espace commercial au rez-de-chaussée et un total de 23 logements, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 22, 24 81 et 200 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Le requérant s'est porté acquéreur des bâtiments situés aux 7225 à 7229 et 7231 à 7237, immeubles comptant respectivement 1 et 2 étages, dans le but de procéder au redéveloppement, et à la densification, des parcelles concernées. La proposition suppose la démolition des deux immeubles concernés et leur remplacement par un nouveau bâtiment de 3 étages, avec construction hors toit. La programmation du site prévoit l'aménagement d'un espace commercial au rez-de-chaussée sur la rue Saint-Hubert et d'un total de 23 logements. Le nouvel immeuble, implanté sur un lot transversal, serait articulé sur cour intérieure de manière à offrir une façade principale sur la rue Saint-André.
Le projet soumis déroge aux dispositions suivantes du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) :

- Article 22 : hauteur maximale et retrait minimal d'une construction hors toit par rapport à une façade;
- Article 24 : hauteur maximale en mètres et en étages prescrit par la règle d'insertion;
- Article 81 : proportion minimale de maçonnerie en façade d'un bâtiment;
- Article 200 : occupation d'un rez-de-chaussée en zone C.4 (façade Saint-André).

Afin de permettre la réalisation du projet envisagé, le requérant a donc déposé une demande d'autorisation en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003).

À sa séance du 11 novembre 2019, le comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement a formulé une recommandation favorable quant à la présente proposition, et ce, telle que présentée. La demande est donc acheminée pour approbation, le cas échéant, au conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Les bâtiments concernés sont localisés sur le côté est de la rue Saint-Hubert près de l'intersection avec la rue De Castelnau. Ce tronçon de la rue Saint-Hubert est marqué par une majorité d'immeubles de 3 étages occupés par des usages commerciaux au rez-de-chaussée et des logements aux étages. Les lots sur ce côté de la rue sont traversant, donnant sur la rue Saint-André à l'arrière. La rue Saint-Hubert est marquée par une continuité commerciale bien établie et l'artère est identifiée au règlement de zonage comme un secteur de moyenne intensité commerciale (C.4). Le côté ouest de la rue Saint-André est principalement occupé par les cours arrières des bâtiments donnant sur St-Hubert, servant le plus souvent à la desserte des commerces tandis que le côté Est est occupé presque entièrement à des fins résidentielles. Cela dit, la propriété faisant face au site concerné, sur Saint-André, est occupée par la Maison de la culture Claude-Léveillé et son stationnement. Cette propriété, dont l'adresse principale est sur Jean-Talon, est affectée par un zonage commercial C.4 ce qui a pour conséquence d'obliger que le rez-de-chaussée des propriétés lui faisant face, sur Saint-André, soit exploité par des activités de nature commerciale. Plusieurs sites ont été redéveloppés, ou sont en voie de l'être, sur le tronçon de la rue Saint-Hubert compris entre les rues Jean-Talon et Villeray. Les caractéristiques des différents projets y sont similaires, à savoir la construction d'immeubles de trois étages, avec construction hors toit, comportant un rez-de-chaussée affecté à des fins commerciales sur la rue Saint-Hubert et des logements aux étages. Les lots transversaux, entre Saint-Hubert et Saint-André, y ont été travaillé de manière à rétablir la trame résidentielle sur le côté Saint-André, atténuant du même coup les impacts de l'exploitation des locaux commerciaux pour les résidents de cette rue. L'arrondissement y préconise une architecture de bâtiments contemporaine et distinctive, mettant également l'accent sur la transition entre le rez-de-chaussée commercial et les étages.

Bâtiments existants

La proposition suppose la démolition de deux immeubles distincts montrant des compositions différentes. Le premier (7225-7229), compte 2 étages et occupe la majeure partie de son lot. Il s'agit d'un bâtiment entièrement conçu et jusqu'à récemment occupé à des fins commerciales, le rez-de-chaussée y abritant un bureau de change tandis qu'on y retrouvait un bar et une discothèque, en droits acquis, au 2e étage. Il s'agit d'un immeuble relativement récent (1988) dont la façade principale est recouverte de crépi et les murs latéraux et arrière de panneaux de béton préfabriqués. Le rapport d'expertise fourni avec la demande fait état d'un bâtiment montrant quelques signes d'infiltration d'eau et de la présence de moisissures sur quelques finis de surface.

Le deuxième immeuble (7231-7237) a été construit au début des années 1960 et ne compte qu'un seul étage. N'occupant qu'un peu plus du tiers de son lot, celui-ci est configuré comme deux bâtiments distincts, comportant deux entrées principales aménagées en alcôve, et est traité de manière symétrique. Il accueille un total de 4 commerces, soient une bijouterie, une teinturerie, une pizzeria ainsi qu'un magasin de fournitures électroniques. La façade principale du bâtiment est recouverte d'un parement de maçonnerie brunâtre et elle est découpée par deux larges baies commerciales permettant l'accès aux locaux commerciaux. Différents éléments architecturaux et structuraux de l'immeuble seraient à remplacer dans les années à venir, montrant des signes de désuétude.

Les deux immeubles, de construction relativement récente, possèdent peu de valeur

historique ou patrimonial et ne comportent pas de caractéristiques permettant de leur conférer un intérêt paysager. Le site est actuellement sous-utilisé et, bien qu'assurant une continuité commerciale sur Saint-Hubert, les bâtiments ne contribuent pas, dans leur forme actuelle, à rehausser la qualité générale et l'aspect de la rue Saint-Hubert. Dans le cas présent, l'intention de démolir les immeubles est principalement sous-tendue par le potentiel de requalification de l'ensemble. À cet égard, les ouvrages existants, bien que montrant certains signes de dégradation dû à un manque d'entretien, n'ont pas atteint la fin de leur vie utile mais, suite à une analyse des coûts visant à les intégrer au projet suggéré, il serait économiquement peu réaliste de les conserver et les agrandir. Afin de voir à la réalisation d'un nouveau projet d'ensemble et d'assurer une meilleure qualité à la construction, le requérant propose ainsi de les démolir complètement.

Projet de remplacement

Le bâtiment de remplacement proposé compte trois étages, avec construction hors toit, et est aménagé de manière à marquer et animer les deux voies publiques qui le bordent. Sur Saint-Hubert, l'aménagement d'un local commercial, largement fenêtré, est prévu au rez-de-chaussée. Les dimensions du local, d'environ 200 m^2, assure le maintien et la pérennité des activités commerciales sur le site et l'actualisation du local et de sa vitrine contribueront à rehausser l'apparence et la qualité de l'offre commerciale sur le tronçon. Une entrée cochère, dans la portion nord du site, sera aménagée afin de permettre l'accès aux espaces dédiés à l'habitation ainsi qu'à la cour intérieure. Sur Saint-André, le projet est articulé de manière à affirmer le caractère principalement résidentiel de cette rue en reprenant, pour les deux premiers niveaux, une typologie s'apparentant aux maisons de ville en offrant un accès privatif sur rue aux unités situées au rez-de-chaussée. Au niveau de l'offre résidentielle, la répartition préliminaire est la suivante :

- 1 chambre à coucher (555 à 630 pi^2) : 11 unités
- 2 chambres à coucher (705 à 1030 pi^2) : 10 unités
- 3 chambres à coucher (1060 à 1305 pi^2) : 2 unités

Le découpage volumétrique proposé compte trois étages sur rue avec construction hors toit. Sur Saint-Hubert, le volume au toit respectera le retrait minimal prescrit par rapport au mur de façade tandis qu'il est suggéré, pour Saint-André, de retrancher une partie du volume de part et d'autre des murs mitoyens et de l'avancer vers la façade. Cette stratégie a pour objectif d'atténuer la visibilité de la construction hors toit sur cette voie publique puisque les bâtiments adjacents, de chaque côté du projet, sont beaucoup moins haut, ne comptant que deux étages.

Le bâtiment proposé est principalement revêtu d'un parement de maçonnerie de couleur blanche et un revêtement métallique agencé en losanges, peint blanc et posé légèrement en retrait du plan de maçonnerie, complétera les façades sur rue. Les murs de la cour intérieure seront revêtus de ce même parement métallique afin de rendre l'espace le plus clair possible tandis que l'intérieur des alcôves sera de bois (chêne) afin de rendre ces espaces plus chaleureux pour leurs usagers.

Dérogations

La proposition, dans sa forme actuelle, déroge à certaines dispositions du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) :

- **Article 22** : les dispositions prévues à cet article exige qu'une construction hors toit abritant une partie d'un logement peut excéder de 2 m la hauteur maximale en mètres prescrites en autant que la construction hors toit observe un retrait de 2 fois sa hauteur par rapport un mur de façade avant. Dans le cas présent, la

hauteur en mètre de la construction excède de plus de 2 m la hauteur maximale et elle n'observe pas le retrait exigé de deux fois sa hauteur par rapport au mur de façade donnant sur la rue Saint-André. Puisque le bâtiment proposé, avant la construction hors toit, dépasse déjà la hauteur maximale prescrite de plus de 2 m, cette hauteur étant déterminée par la règle d'insertion, toute construction hors toit prévue sur l'immeuble serait dérogatoire aux dispositions prévues à l'article 22 du règlement.

- **Article 24** : le projet déroge à la hauteur maximale en mètres et en étages prévue par la règle d'insertion. À cet égard, la règle d'insertion stipule qu'un bâtiment ne peut excéder la hauteur en étages de son voisin immédiat le plus haut et que le bâtiment à construire peut être, au maximum, plus haut d'un mètre que son voisin le plus haut. Dans le cas présent, les voisins de part et d'autre du site ne compte que deux étages et sont d'un hauteur d'au plus 8 mètres, faisant en sorte que le projet, à trois étages, sera nécessairement dérogatoire aux dispositions prévues à l'article 24.
- **Article 81** : le traitement proposé pour le nouvel immeuble, sur la rue Saint-André, ne rencontre pas les exigences prévues à l'article 81 concernant la proportion minimale de maçonnerie en façade (80%). Dans le cas présent, seulement 54% de la façade Saint-André serait recouverte d'un parement de maçonnerie et cette condition est dû à un choix de conception avancé par l'architecte au dossier. En effet, il est suggéré de détacher le troisième étage, par l'utilisation d'un revêtement métallique légèrement en retrait, des deux premiers niveaux de manière à accentuer le caractère résidentiel de cette façade et pour confirmer l'apparence de maisons de ville souhaité pour les unités d'habitation sur ce tronçon. L'appareillage est également suggéré afin d'alléger le volume et pour atténuer, visuellement, la différence de hauteur entre le volume projeté et ses voisins immédiats.
- **Article 200** : le site faisant face à la propriété visée, occupé par la Maison de la culture Claude-Léveillé, est localisé dans une zone C.4 ce qui impose une occupation commerciale du rez-de-chaussée des bâtiments du côté opposé de la même voie publique. Le projet soumis suggère plutôt un rez-de-chaussée résidentiel sur Saint-André, en cohérence avec la fonction largement dominante sur cette voie publique.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis que la présente requête est justifiée et qu'une suite favorable devrait lui être accordée, et ce, considérant les éléments suivants :

- Les immeubles existants, bien que dans un état structural relativement sain, seraient techniquement difficiles à intégrer dans un projet d'agrandissement et de densification du site. Leur composition, leur apparence et leur manque d'intérêt tant au niveau architectural que patrimonial, ne justifient pas leur conservation et leur intégration à un projet de redéveloppement;
- le site est actuellement sous-utilisé et entièrement minéralisé, la proposition permettra donc de végétalisé davantage l'espace et permettre une meilleure utilisation des terrains concernés;
- le gabarit du nouveau volume, malgré qu'il déroge à la hauteur maximale prévue par la règle d'insertion, est cohérent avec la composition de la rue Saint-Hubert et avec l'ensemble des développements récents effectués sur cette rue;
- le projet s'inscrit dans les efforts de revitalisation de la rue Saint-Hubert et contribuera à en rehausser la qualité du cadre bâti;

- la proposition permettra de diversifier l'offre résidentielle dans le secteur et l'introduction de cette fonction, sur la rue Saint-André, est cohérente avec la vocation dominante de celle-ci;
- l'articulation du projet, sur Saint-André, a été pensée de manière à atténuer l'impact visuel de la différence de hauteur par rapport aux immeubles adjacents;

La Direction du développement du territoire suggère d'assujettir l'autorisation aux conditions suivantes :

- La hauteur maximale pour le nouvel immeuble, incluant la construction hors toit, est de 14,5 mètres;
- une cour intérieure d'une superficie minimale de 90 m^2 libre au sol, devra être aménagée au centre du projet;
- le taux d'implantation minimal pour le nouvel immeuble est de 75% et le taux d'implantation maximal est de 80%;
- le nombre maximum de logements pour le nouveau bâtiment est de 23;
- une superficie de plancher brute minimale de 185 m^2 devra être dédiée à la fonction commerciale au rez-de-chaussée du bâtiment;
- la construction hors toit, au-dessus du volume donnant sur la rue Saint-Hubert, devra respecter un retrait minimal de deux fois sa hauteur par rapport au mur de façade avant;
- la construction hors toit, au-dessus du volume donnant sur la rue Saint-André, devra respecter une retrait minimal de 3,8 mètres par rapport au mur de façade avant et de 2,8 mètres par rapport aux murs latéraux;
- la façade donnant sur la rue Saint-André devra être revêtue de maçonnerie dans une proportion minimale de 50%;
- le projet devra inclure l'aménagement d'un minimum de trois logements d'une superficie de plancher brute minimale de 90 m^2.

À sa séance du 11 novembre 2019, le comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement a formulé une recommandation favorable quant à la proposition, et ce, aux mêmes conditions que celles suggérées par la Direction.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'analyse, demande de PPCMOI (projet de 501 à 4 999 m^2) - 8 489 $
Contribution attendue au fonds pour le logement social : 78 200 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet, bien qu'incluant la démolition de deux bâtiments, assurera une plus grande mixité de fonctions et l'aménagement d'un nombre significatif de logements, de typologie variée, sur un site localisé à grande proximité d'infrastructures de transport en commun (métro Jean-Talon). De plus, la proposition inclut la plantation d'arbres et de végétaux ainsi que l'aménagement d'une toiture blanche, gestes qui contribueront à la lutte aux îlots de chaleur urbains.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant la tenue d'une assemblée publique de consultation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis du comité consultatif d'urbanisme : 11 novembre 2019
Adoption du premier projet de résolution par le conseil d'arrondissement : 3 décembre 2019
Assemblée publique de consultation : janvier 2020
Adoption du 2e projet de résolution par le conseil d'arrondissement : février 2020
Période d'approbation référendaire : février 2020
Adoption de la résolution autorisant le projet particulier : mars 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La proposition est conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal mais déroge aux dispositions prévues aux articles 22, 24, 81 et 200 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier GAUTHIER
Conseiller en aménagement

Tél : 514-868-3513
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-15

Marc-André HERNANDEZ
c/d urb.<<arr.>60000>>

Tél : 514-868-3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195898019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP19-14011 à l'effet de permettre la démolition des bâtiments existants situés aux 7225-7229 et 7231 -7237, rue Saint-Hubert et la construction d'un nouvel immeuble de 3 étages, avec construction hors toit, accueillant un espace commercial au rez-de-chaussée et un total de 23 logements, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 22, 24 81 et 200 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

7225-7237_St-Hubert_Lettre_engagement_Fonds.pdf

20191018_18095-St-Hubert_presentation_PPCMOI_Rev 04.pdf

20191018_18095-St-Hubert-7225_Plans PPCMOI Rev 04_sans nuages.pdf

Rapport_structure_7225-7237 St-Hubert_final_signé.pdf

CCU_PV_2019-11-11_7225-7237_St-Hubert_PPCMOI.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier GAUTHIER
Conseiller en aménagement

Tél : 514-868-3513
Télécop. : 514-868-4706

Residia
Développement immobilier

PAR COURRIEL

Montréal, le 13 novembre 2019

Ville de Montréal
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
405, avenue Ogilvy, Montréal (Québec) H3N 1M3

Objet : Contribution financière au Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables de la Ville de Montréal - Projet immobilier situé au 7225-7237, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec)

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la réalisation potentielle du projet immobilier résidentiel et commercial situé au 7225-7237, rue Saint-Hubert, à Montréal, l'entreprise **9400-0650 Québec inc.** (f.a.s.r.s. Residia – Développement immobilier), s'engagerait à verser une contribution financière volontaire au montant de **soixante-dix-huit mille deux cents dollars (78 200,00 $)** au *Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables de la Ville de Montréa*l, ledit montant pouvant être revu à la hausse ou à la baisse selon le nombre final d'unités de logement du projet.

Cette contribution financière serait toutefois versée à la Ville de Montréal à la condition que celle-ci serve aux seules fins de réalisation de logements sociaux et communautaires sur le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, et uniquement dans l'éventualité où le projet immobilier serait accepté par la Ville de Montréal.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations les plus distinguées.

Charles Duchesne
Président
Residia – Développement immobilier
2455-101, rue Des Nations
Montréal (Québec) H4R 9L6

7225 ST-HUBERT

VILLERAY, MONTRÉAL

2019.10.18

ADHOC ARCHITECTES
4035 ST-AMBROISE # 401
MONTRÉAL
QC . CANADA H4C 2E1
514.764.0133
ADHOC-ARCHITECTES.COM

PROJET #
18095

DOSSIER POUR PPCMOI
REV 04

ÉQUIPE ADHOC

L'agence ADHOC a été créée par 2 architectes experts avec 2 personnalités différentes, unies et complémentaires. ADHOC est une toute nouvelle firme, dotée d'une approche novatrice, aux idées à la hauteur des ambitions de ses fondateurs.

▶ QUI A ÉTÉ INSTITUÉ SPÉCIALEMENT POUR RÉPONDRE À UN BESOIN. DU LATIN AD HOC QUI SIGNIFIE "POUR CELA"

SERVICES ADHOC

ADHOC aspire à un idéal architectural et favorise la qualité des services afin de surpasser vos attentes, de proposer des concepts créatifs et d'assurer une expertise technique confirmée. Spécialisés dans la revalorisation immobilière, nous offrons des services architecturaux basés sur l'échange, la satisfaction et le succès global des projets en regard des aspects esthétiques, fonctionnels,économiques et environnementaux.
Le plaisir et l'expérience client sont autant de valeurs ajoutées à nos services.

AD IDENTITÉ

ADHOC vous aide à atteindre vos objectifs personnels, corporatifs et collectifs en déterminant un projet fidèle à votre image; un projet qui reflète votre essence, votre savoir-faire et vos ambitions. Nous sommes persuadés que l'architecture contribue à définir la vision des entreprises, et même au-delà. Elle véhicule un message et agit comme un signal dans son environnement. Créative, l'architecture représente votre engagement et votre esprit visionnaire.

Transposer une identité visuelle sur une architecture suppose une collaboration étroite entre vous et nous. Vous connaître au préalable nous permet de répondre spécifiquement à vos besoins. Nous veillons donc à la cohérence de votre identité pour construire et consolider votre image de marque. Un projet fidèle à votre image; un projet qui reflète votre essence, votre savoir-faire et vos ambitions.

AD CRÉATIVITÉ

Un bon design cultive l'expérience et suppose l'innovation. Il est mémorable, inspirant, distinctif, esthétique et fonctionnel. C'est un vecteur de communication sans égal, un puissant outil de désir, d'émotion et de créativité.

▶ UN BON DESIGN RACONTE UNE HISTOIRE, COMMUNIQUE UNE VISION ET EXPRIME UN IDÉAL

AD TECHNICITÉ

L'équipe compte sur des professionnels agréés LEED - Leadership in Energy and Environmental Design - reconnus en tant qu'experts de la construction durable, ainsi que des spécialistes de l'approche BIM - Building Information Modeling, technologie de pointe en coordination technique des documents de construction. Grâce à cela, ADHOC se démarque aujourd'hui dans la courte liste d'agence qui maîtrise ces techniques au Québec.

Combinées dans un même processus, ces deux dimensions nous permettent de proposer des solutions architecturales écologiques d'avant-garde tout en respectant méticuleusement le concept architectural, le budget et l'échéancier.



PLAN DE LOCALISATION



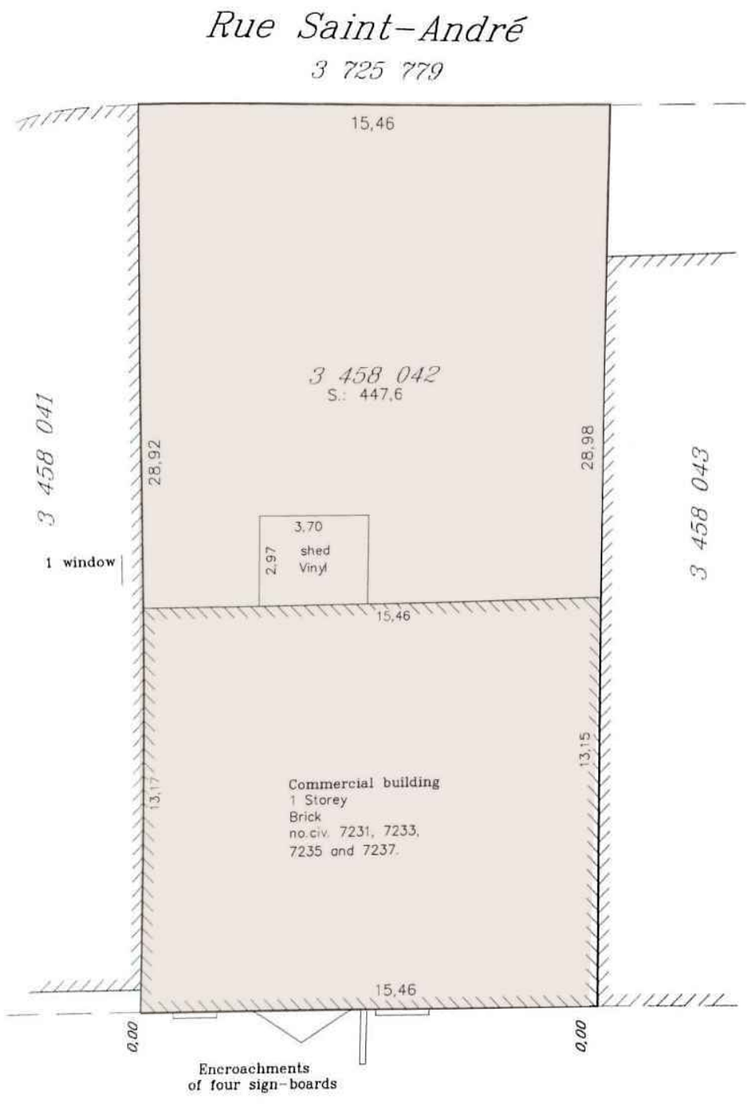
VUE AÉRIENNE



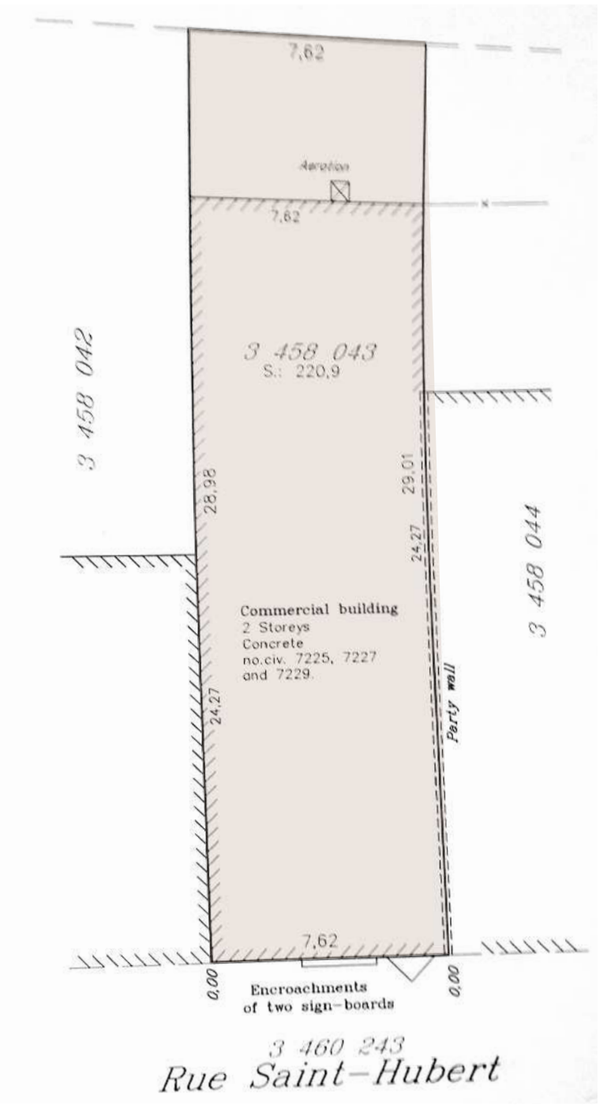
RUE ST-HUBERT



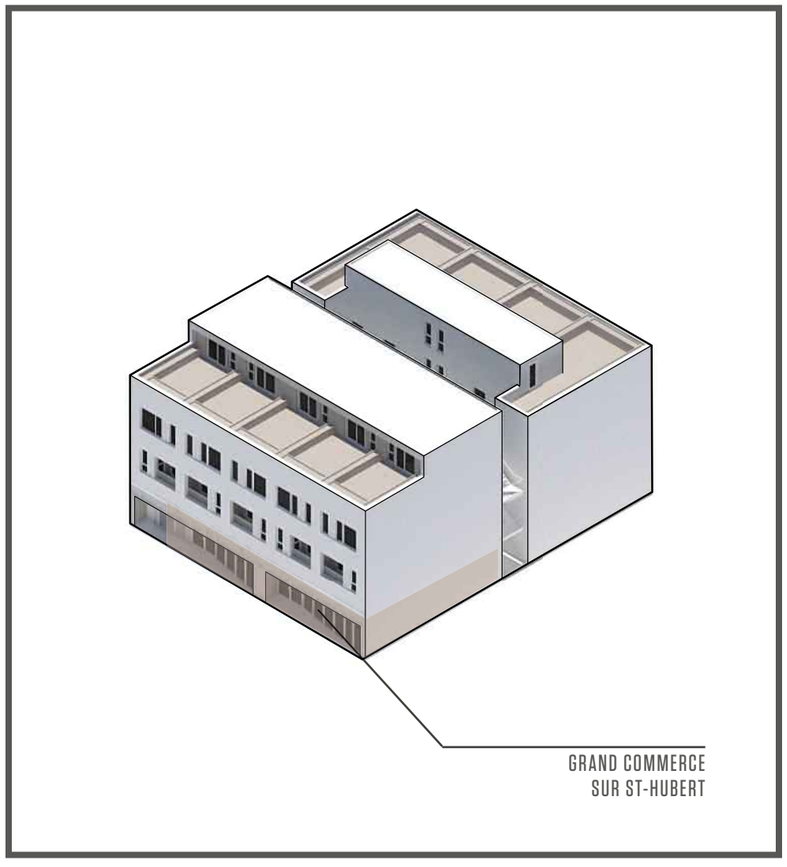
RUE SAINT-ANDRÉ


Rue Saint-André
3 725 779
15,46
3 458 042
S.: 447,6
28,92
28,98
3 458 041
3 458 043
1 window
3,70
2,97
shed
Vinyl
15,46
13,17
13,15
Commercial building
1 Storey
Brick
no.civ. 7231, 7233,
7235 and 7237.
15,46
0,00
0,00
Encroachments
of four sign-boards
3 460 243
Rue Saint-Hubert

LOT 1


7,62
Aeration
7,62
3 458 043
S.: 220,9
3 458 042
28,98
29,01
24,27
3 458 044
Commercial building
2 Storeys
Concrete
no.civ. 7225, 7227
and 7229.
24,27
Party wall
7,62
0,00
0,00
Encroachments
of two sign-boards
3 460 243
Rue Saint-Hubert

LOT 2



GRAND COMMERCE
SUR ST-HUBERT

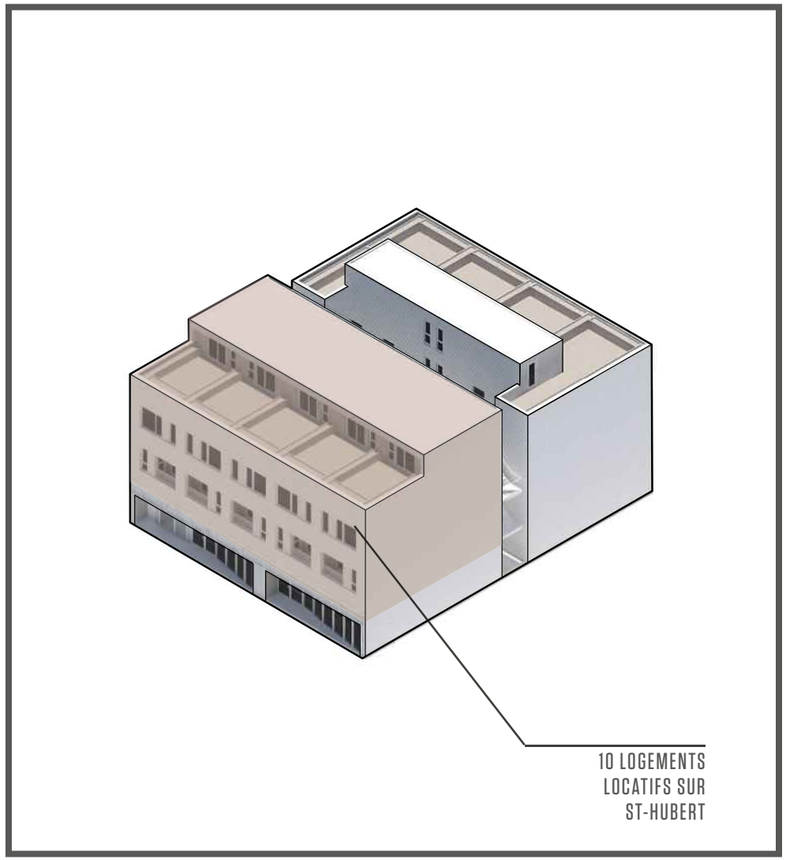






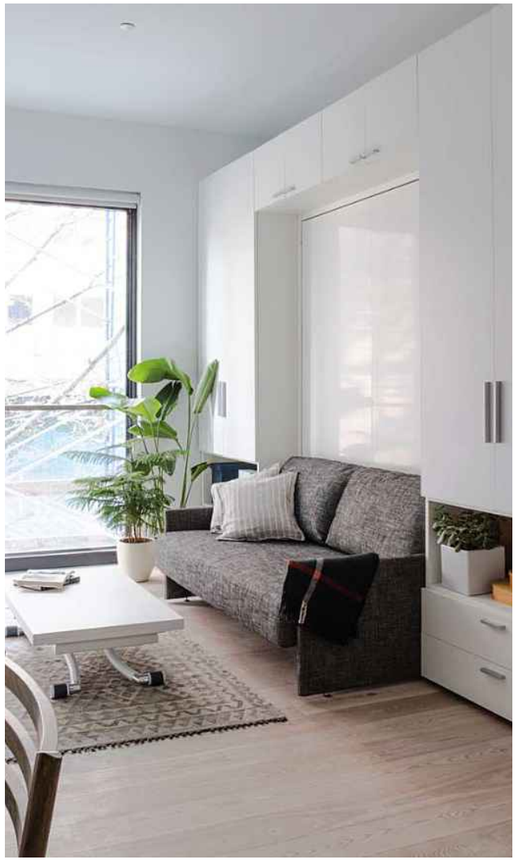
SANNA
New Musem, New york

Sur St-Hubert, un grand espace est laissé à l'usage commercial. Les 2150 pi² bénéficient d'un maximum d'ouverture sur l'artère commercial au niveau du trottoir. Deux grandes diagonales dans la façade guident les usagers vers les entrées. Dans un soucis de flexibilité et d'utilisation évolutive, ce geste rend possible l'ajout d'une seconde entrée permettant à l'espace commercial de se subdiviser pour s'adapter à une utilisation différente dans le futur. De plus, les angles sont l'occasion d'intégrer l'affichage commercial visible depuis le sens de la circulation de St-Hubert.

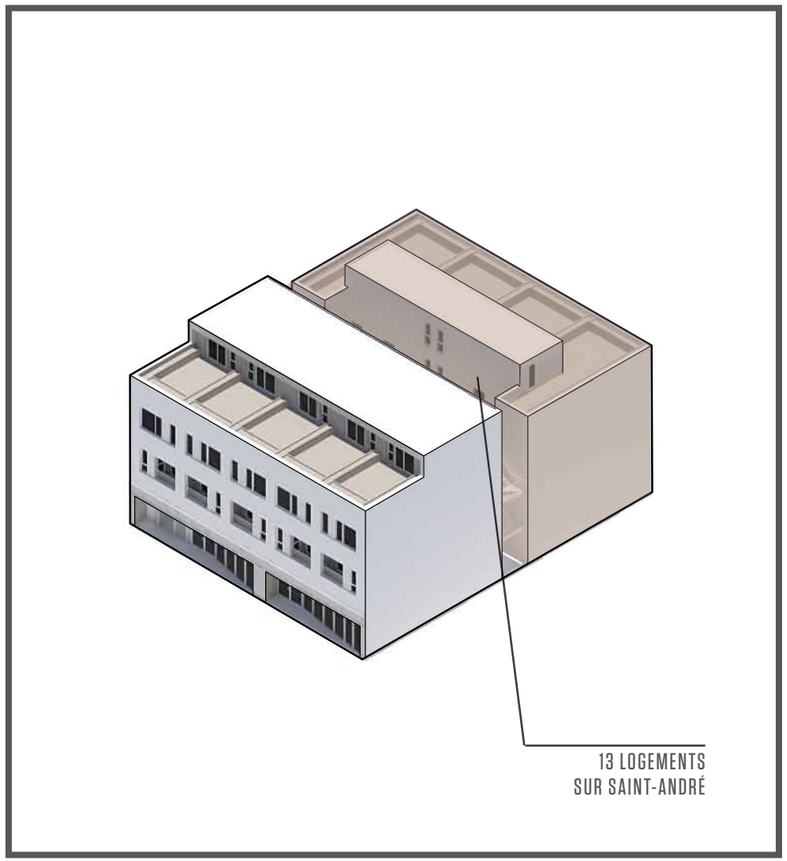








Au Sud, le volume sur St-Hubert accueille 10 logements locatifs de deux chambres sur deux niveaux. Tout en restant abordables, ceux-ci accomodent, par leur taille, une grande variété de situations : couples seuls, couples avec enfants, jeunes professionnels, étudiants. Chaque logements s'accède depuis la cour intérieure. Ce lieu du quotidien deivent l'occasion d'échanges et de rencontres. En plus d'être traversantess, les unités profitent d'un maximum de lumière naturelle dans les espaces de vie aménagésdu côté de la façade sur St-Hubert. Chaque logement bénéficie soit d'une loggia ou d'une terrasse en toiture. Le revêtement de bois dans ces espaces extérieurs privés assure un maximum de confort à tout moment.





BAN HANSEN
Bond & State Townhouses, New York



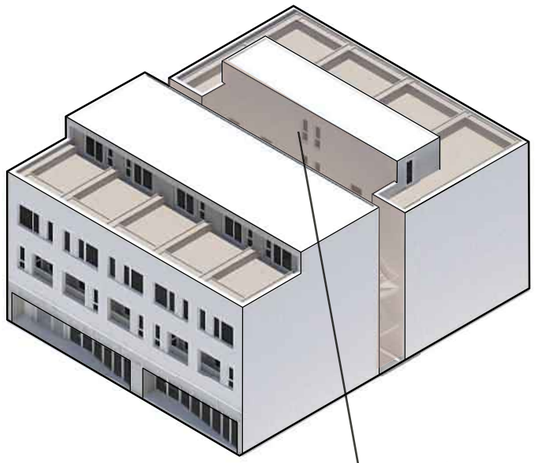
BEDAUX DE BROUWER
Leidsche Rijn Utrecht, Pays-Bas



NATURE HUMAINE
Résidence Marquette, Montréal

En résonnance avec le caractère résidentiel de la rue Saint-André, 13 logements de dimensions variées s'ajoutent sur cette façade. Chacun possède une entrée individuelle sur rue ou en cheminant par la cour intérieure.

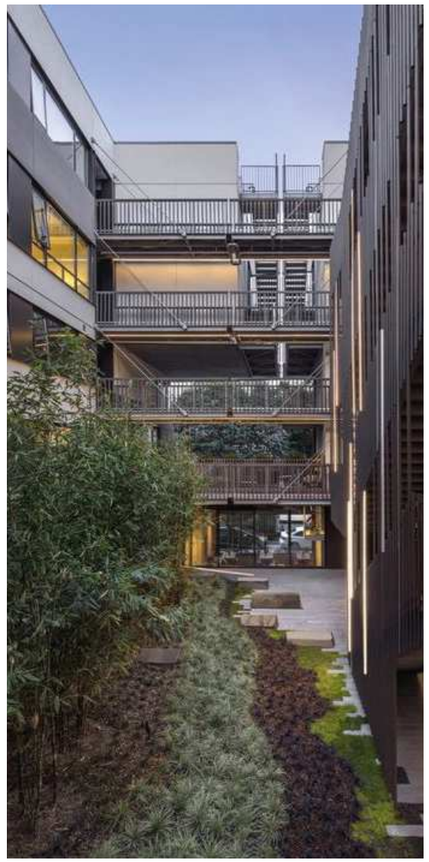
Finalement, le traitement vertical de l'architecture en façade s'agence et communique la fonction résidentielle du bâtiment tout en proposant un maximum de fenestration pour les espaces intérieurs.



COUR INTÉRIEURE COMMUNE
ET
TERRASSES VÉGÉTALISÉES
Végétation au sol
Plantation d'arbres
Bacs de plantations

La cour intérieure propose un coeur végétal qui se déploie sur l'ensemble du projet. Le système complet par sa diversité d'espèces qui y seront plantés est un véritable oasis autour des lieux de circulation. Au sol, le couvert végétal abondant au même niveau que les aires de planchers délimite les zones privatives des zones de circulations. Un volume de terre généreux consitué de 4' 6" de pleine terre assure la pérennité des arbres qui y seront plantés. Finalement, des bacs de plantation intégrés aux coursives accueillent du houblon grimpant contribuant au déploiement vertical.

Le choix d'un matériau métallique réfléchissant assure un maximum de lumière au centre de cet espace, occasion de rencontres et d'échanges par les résidents.



FOURGERON ARCHITECTURE
400 Groove, États-Unis

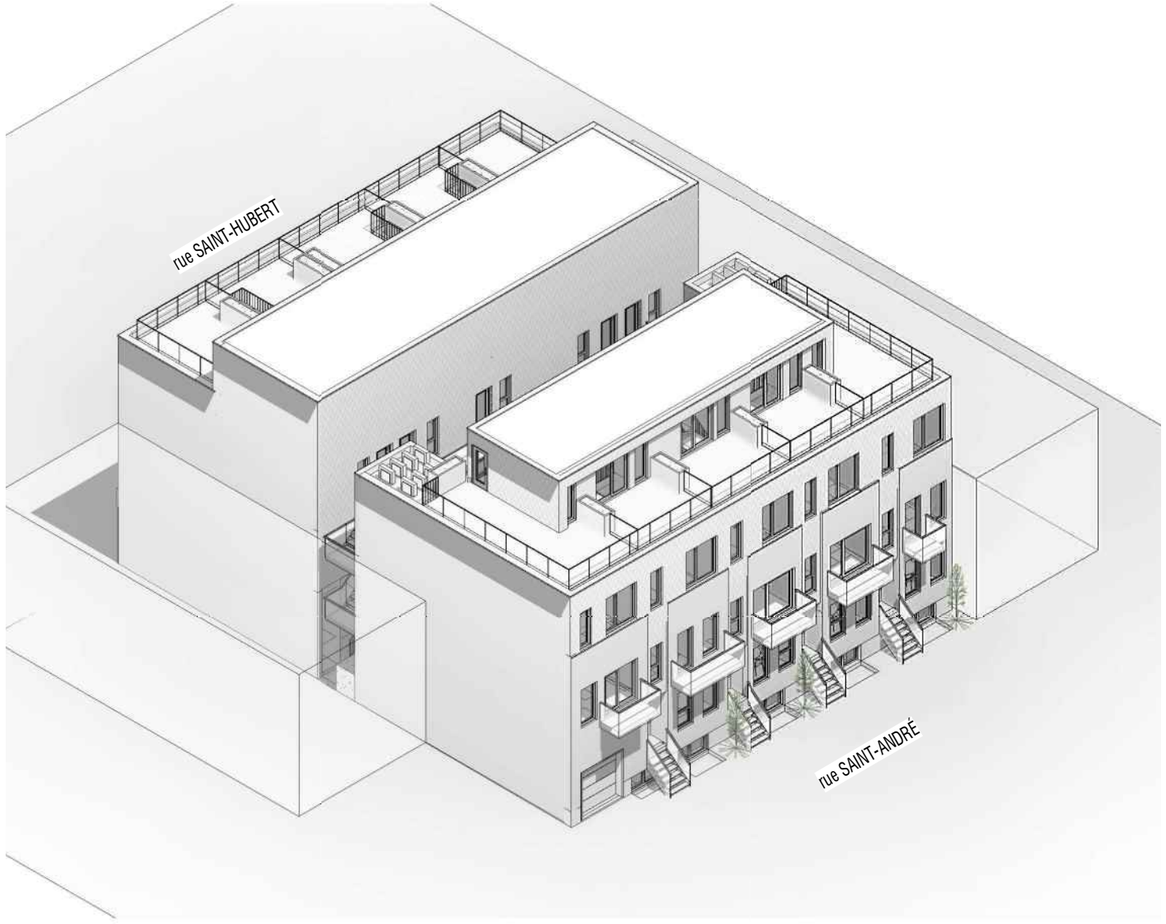


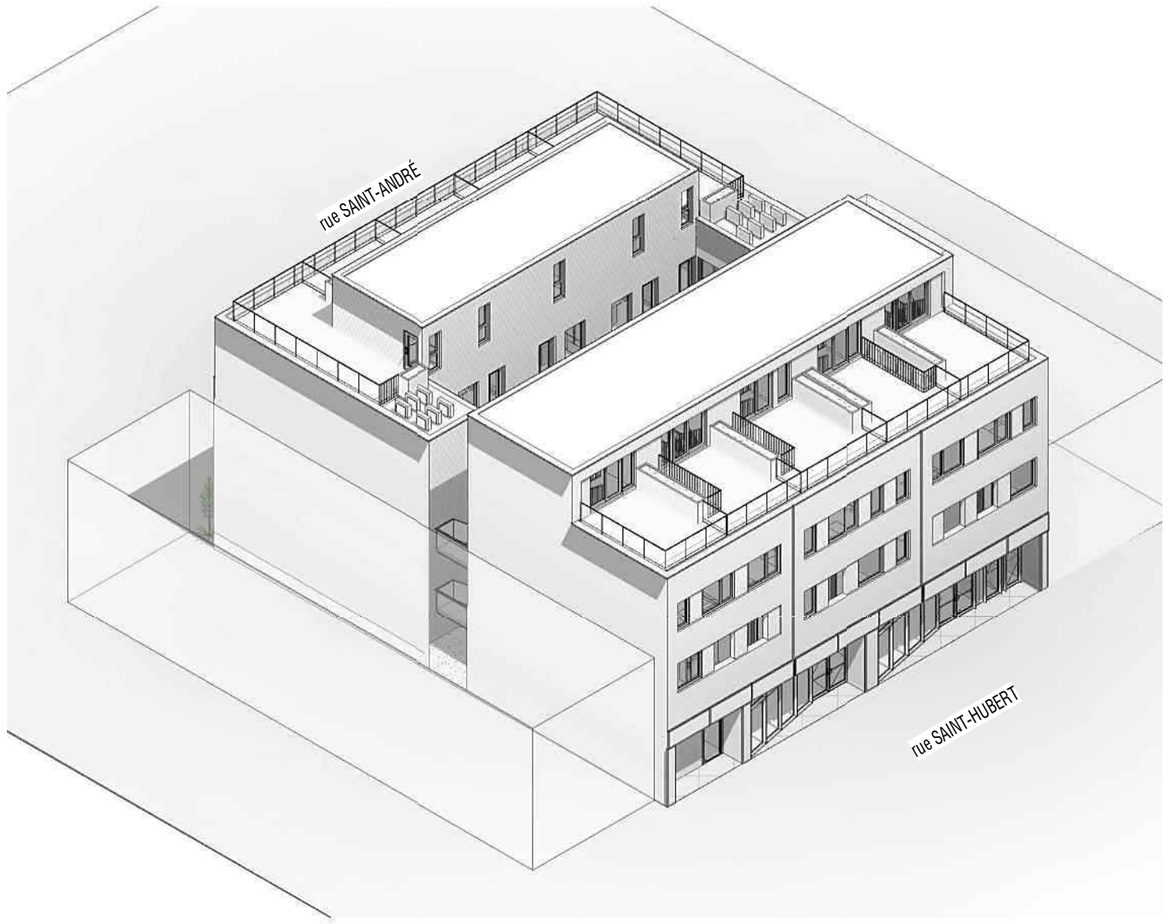
ZANDERROTH ARCHITEKTEN
BIGyard , Allemagne

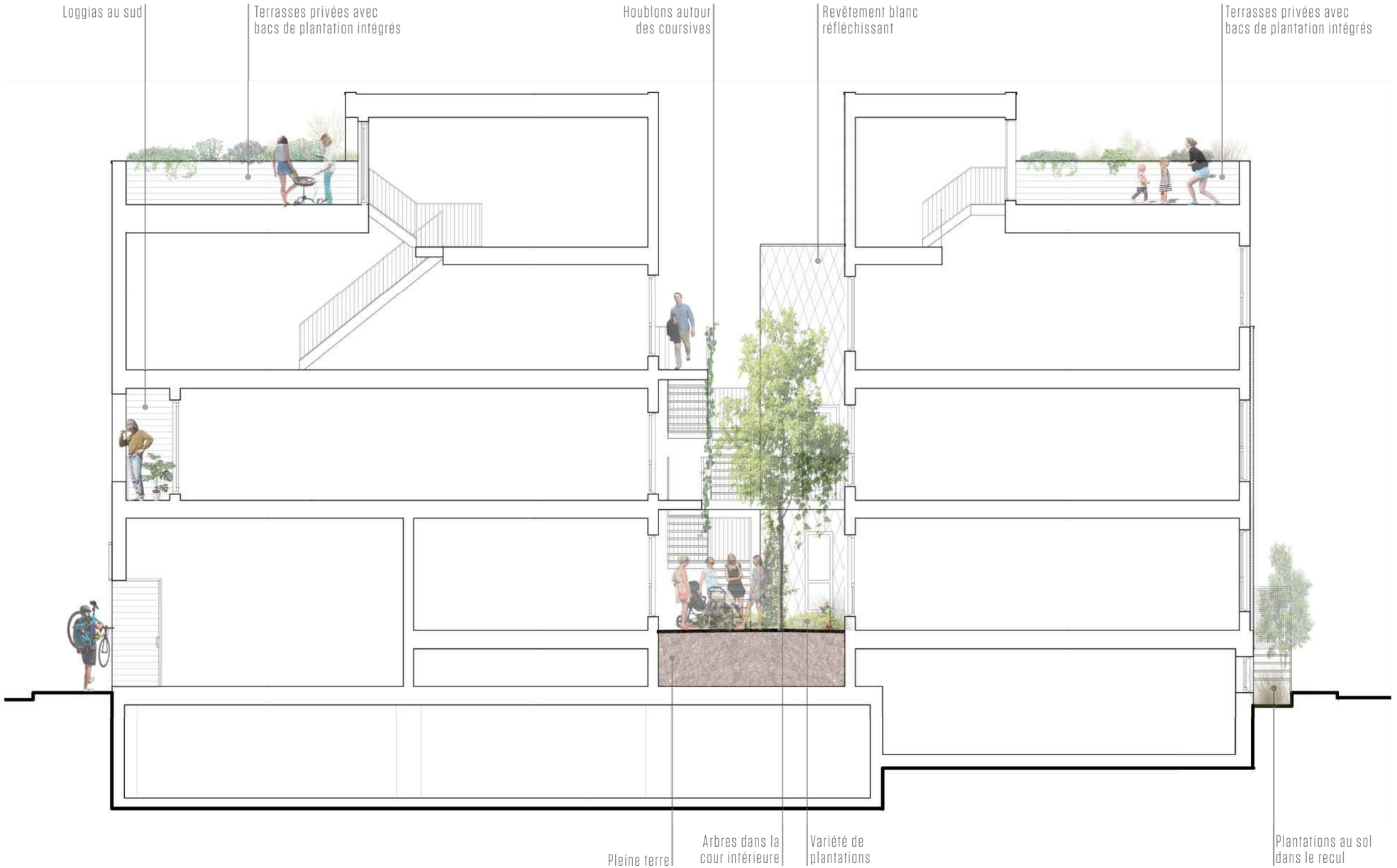


EKAR
ReGEN House, Thailande




rue SAINT-HUBERT
rue SAINT-ANDRÉ


rue SAINT-ANDRÉ
rue SAINT-HUBERT


Loggias au sud
Terrasses privées avec bacs de plantation intégrés
Houblons autour des coursives
Revêtement blanc réfléchissant
Terrasses privées avec bacs de plantation intégrés
Pleine terre
Arbres dans la cour intérieure
Variété de plantations
Plantations au sol dans le recul









La rue St-Hubert se démarque depuis plusieurs décennies comme une des artères commerciales les plus importantes de Montréal. Une grande variété de types de commerces s'y succèdent depuis plus d'un siècle. Clin d'oeil au nombre important de boutiques de robe de mariée, le projet propose une architecture de qualité inspirée de ce commerce singulier et soulève le caractère unique de ce lieu.

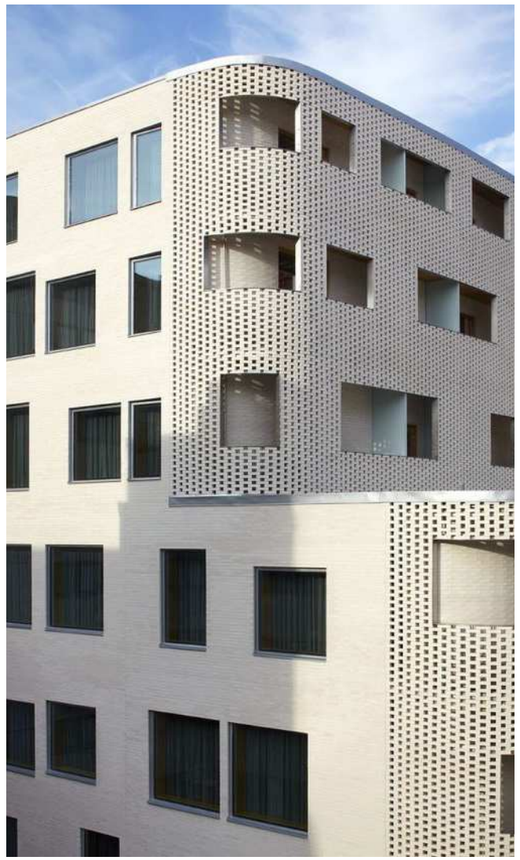
Monochromes, les façades reprennent la superposition des tissus des robes et réinterpètent les délicats détails de celles-ci. Pli, superposition, décalage, fluidité, mouvement, sont le langage de l'architecture proposée.

Une variété de matériaux de couleur blanche et argentée s'agencent avec finesse et communiquent autant la fonction commerciale que résidentielle.

Sur St-Hubert, le revêtement tire profit du caractère modulaire de la brique pour suggérer une façade en mouvement. Au rez-de-chaussée, les angles de la vitrine commerciale évoquent les plis des tissus et laisse paraître des portions de revêtement de bois. Plus discrète, la façade sur Saint-André superpose la brique au revêtement métallique en losange et s'agence au caractère résidentiel de cette rue par la verticalité des traits.



SANAA
New museum of contemporary art, New York



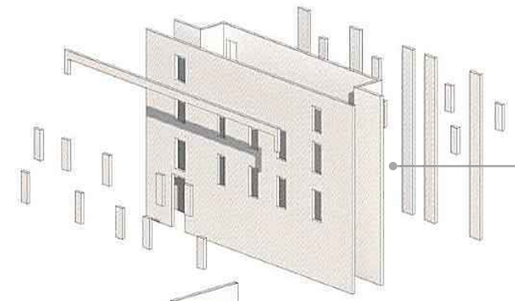
HARMONIC+MASSON & ASSOCIÉS
Rue Camille Claudel, France



K2S ARCHITECTS
Paasitorni Hotel, Finlande

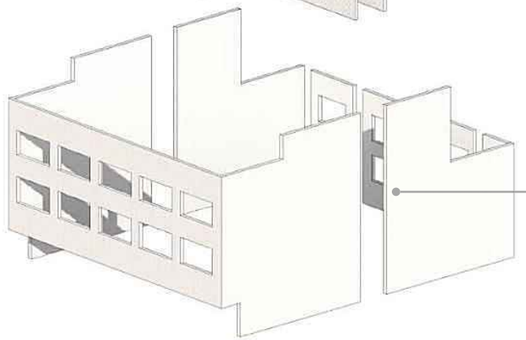


KOMADA ARCHITECTS
KAP, Japon



Revêtement métallique blanc
Format diamant





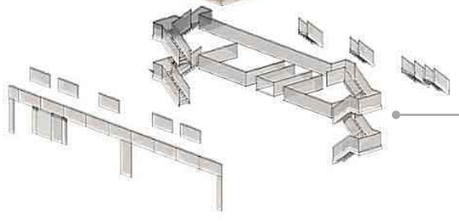
Brique blanche





Bois clair





Acier déployé peint blanc





QUATRE ARCHITECTURE
Habitations et bureaux, Bruxelles



TUILES 3R
Commercial, Rouyn-Norand



MRDV
Rotterdam



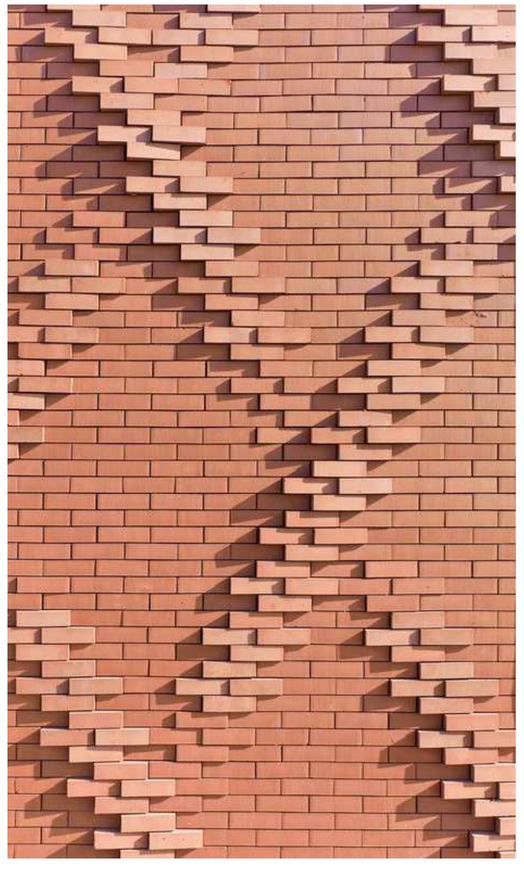




BEHET BONDZIO LIN ARCHITEKTEN
Bâtiment administratif Textilverband, Allemagne



BEHET BONDZIO LIN ARCHITEKTEN
Bâtiment administratif Textilverband, Allemagne



ELLENAMEHL ARCHITECTS
Maison de la solidarité, France

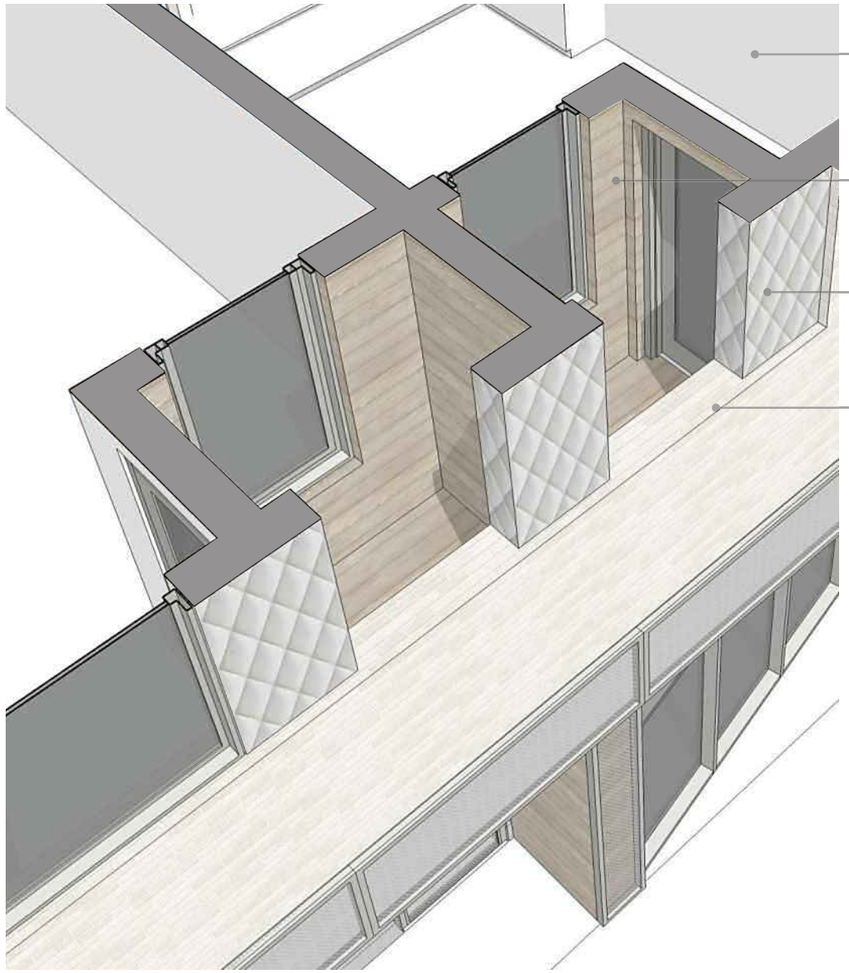


ARCHI UNION ARCHITECTS
The Lanxi Curtilage, Chine


7225
N92 NCA



Détail
appareillage de maçonnerie



Unité 208

Intérieur de la loggia en bois clair

Revêtement métallique blanc
Format diamant

Brique blanche à hauteur de garde-corps





Agrandi
revêtement métallique
légèrement en retrait





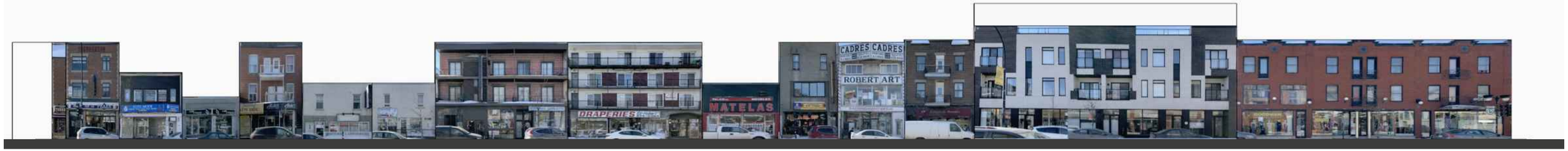
ÉLÉVATION NORD-EST - EXISTANT



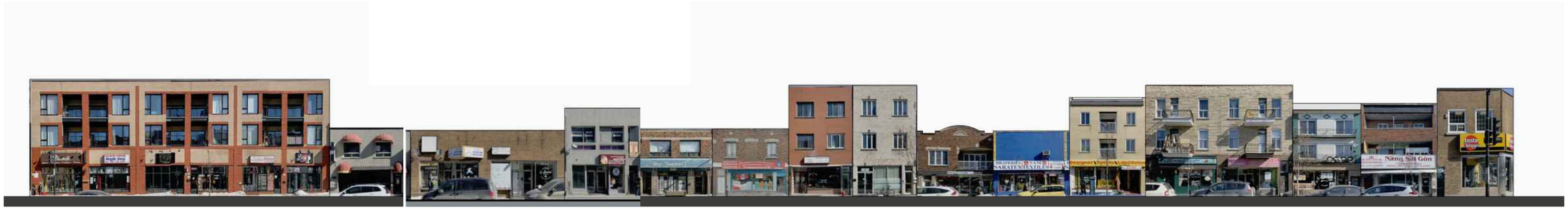
ÉLÉVATION SUD-OUEST - EXISTANT



ÉLÉVATION SUD-OUEST - PROPOSÉ



ÉLÉVATION SUD-OUEST - EXISTANT



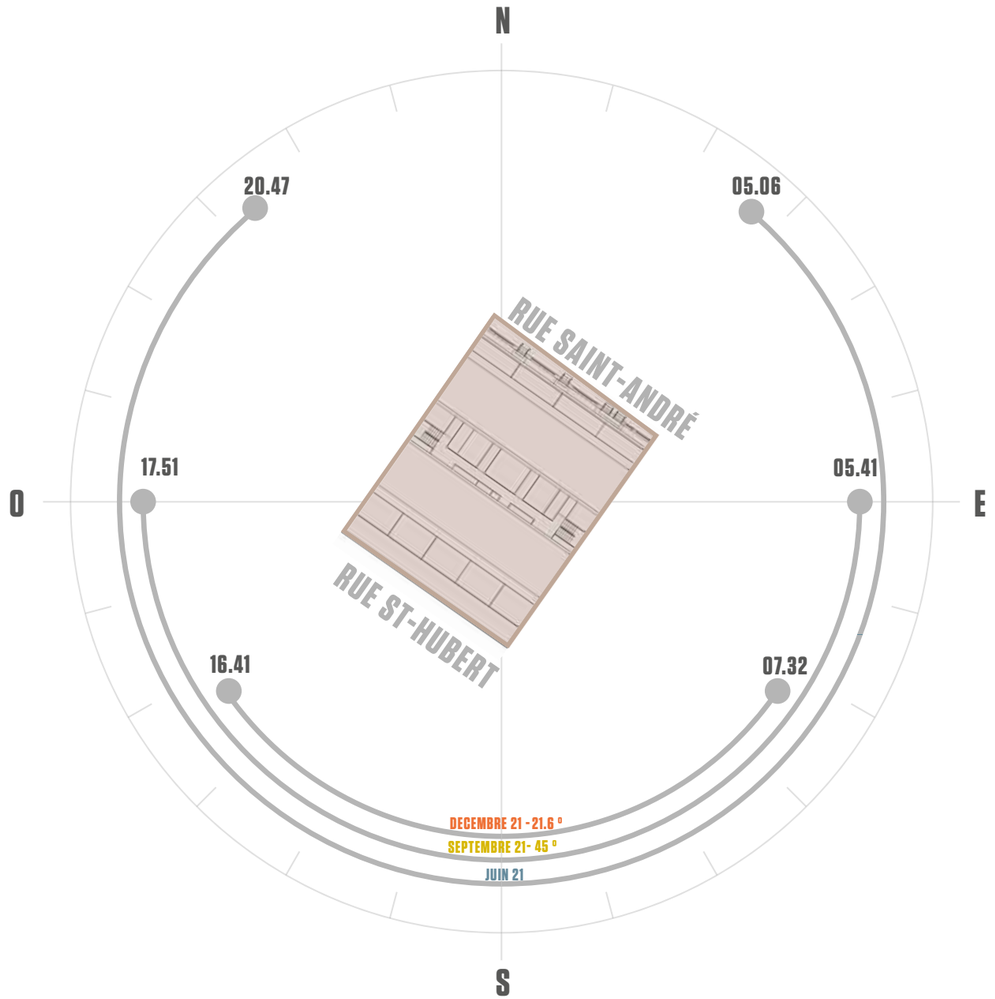
ÉLÉVATION NORD-EST - EXISTANT



ÉLÉVATION NORD-EST - PROPOSÉ

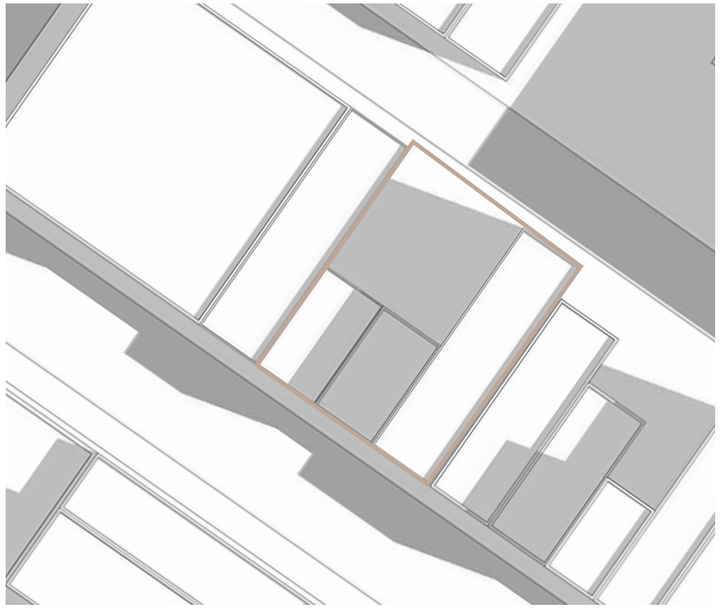


CONDITIONS EXISTANTES

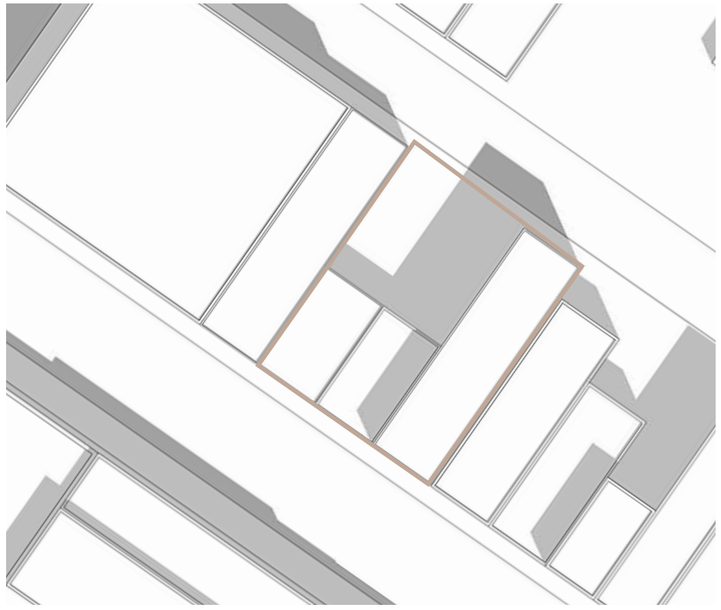


PROJET PROPOSÉ

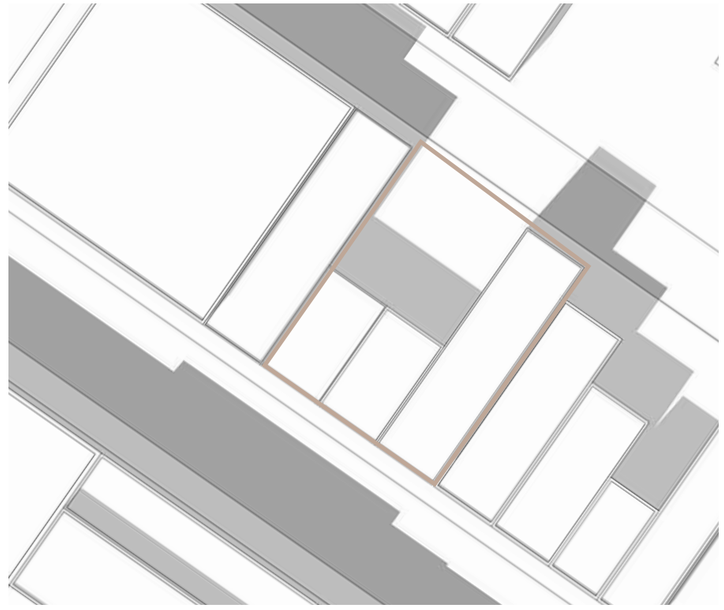
CONDITIONS EXISTANTES



ÉQUINOXE - 21 MARS ET 21 SEPTEMBRE - 9H00

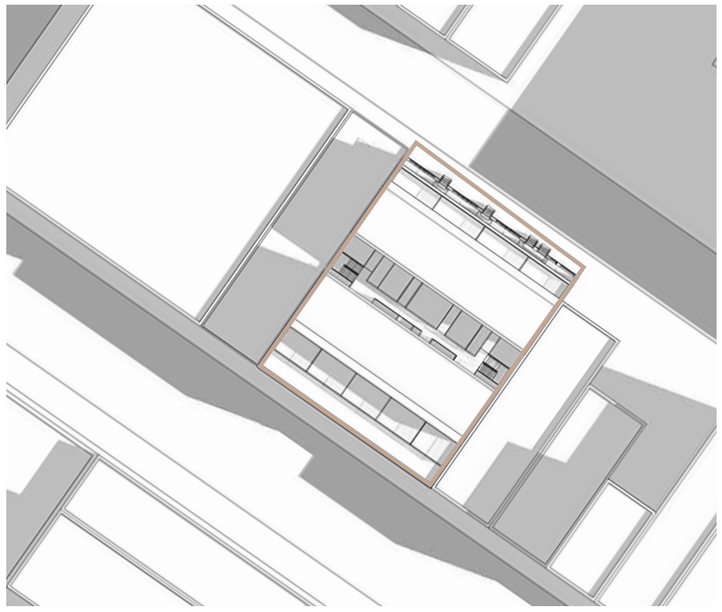


ÉQUINOXE - 21 MARS ET 21 SEPTEMBRE - 12H00

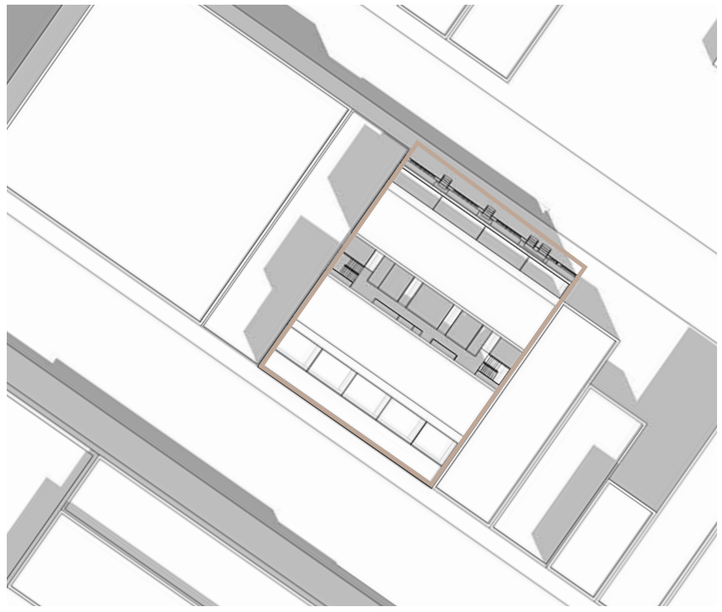


ÉQUINOXE - 21 MARS ET 21 SEPTEMBRE - 15H00

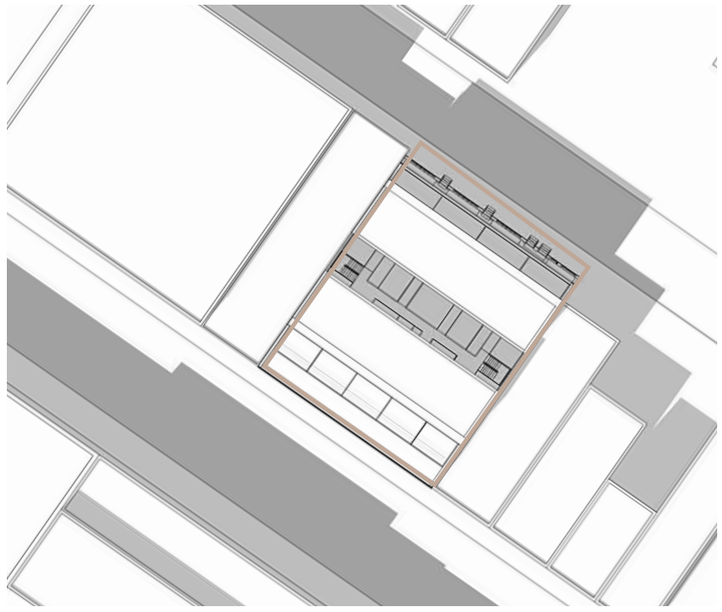
PROJET PROPOSÉ



ÉQUINOXE - 21 MARS ET 21 SEPTEMBRE - 9H00

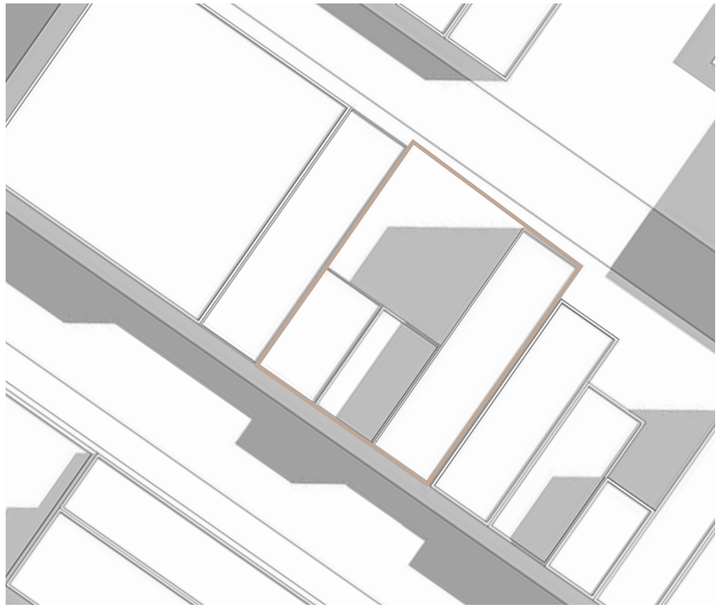


ÉQUINOXE - 21 MARS ET 21 SEPTEMBRE - 12H00

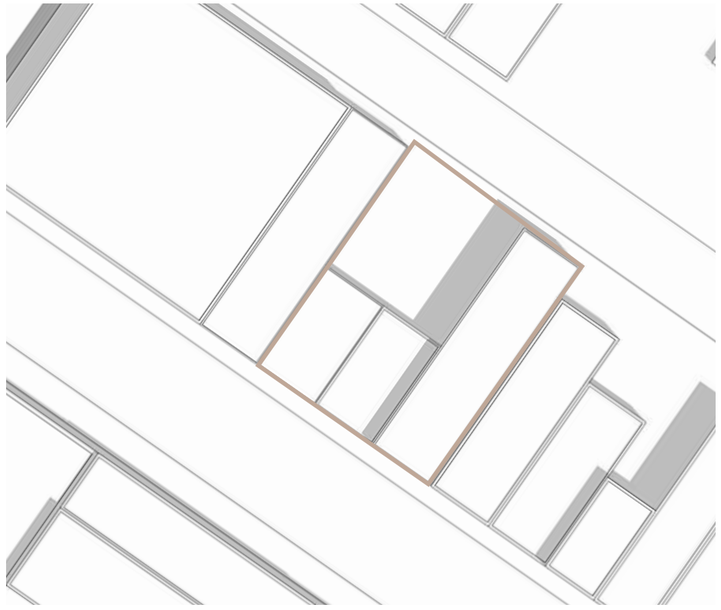


ÉQUINOXE - 21 MARS ET 21 SEPTEMBRE - 15H00

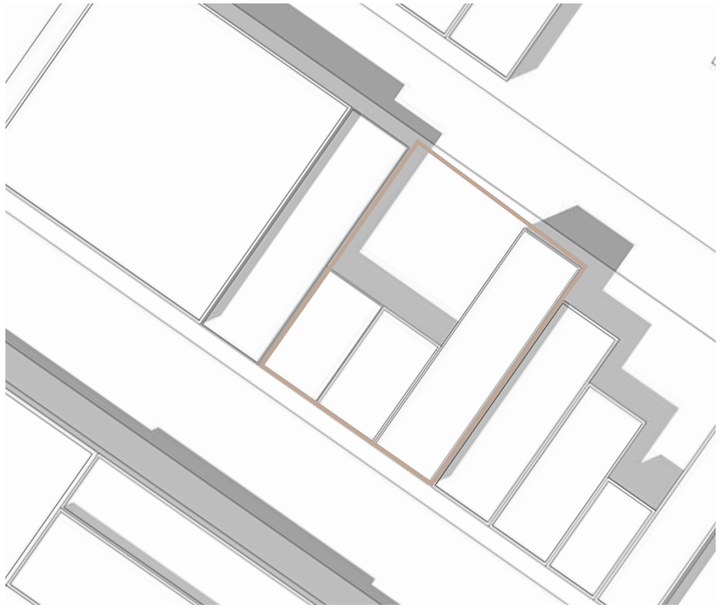
CONDITIONS EXISTANTES



SOLSTICE ÉTÉ - 21 JUIN - 9H00

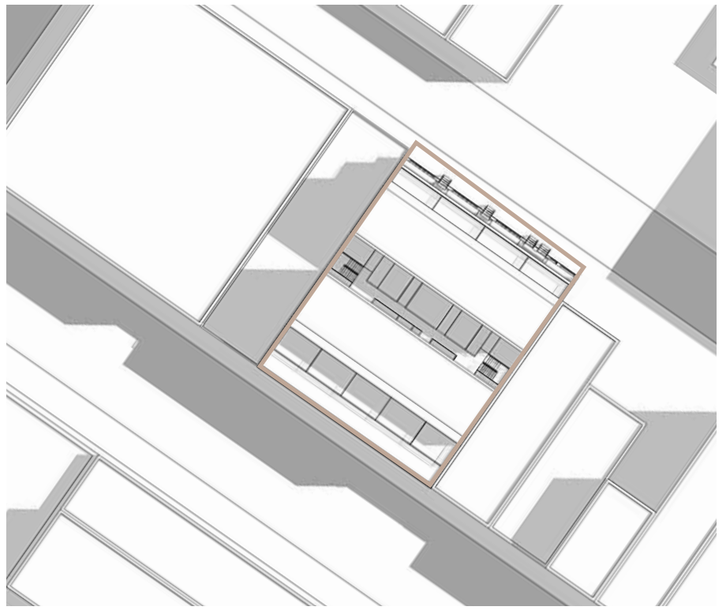


SOLSTICE ÉTÉ - 21 JUIN - 12H00

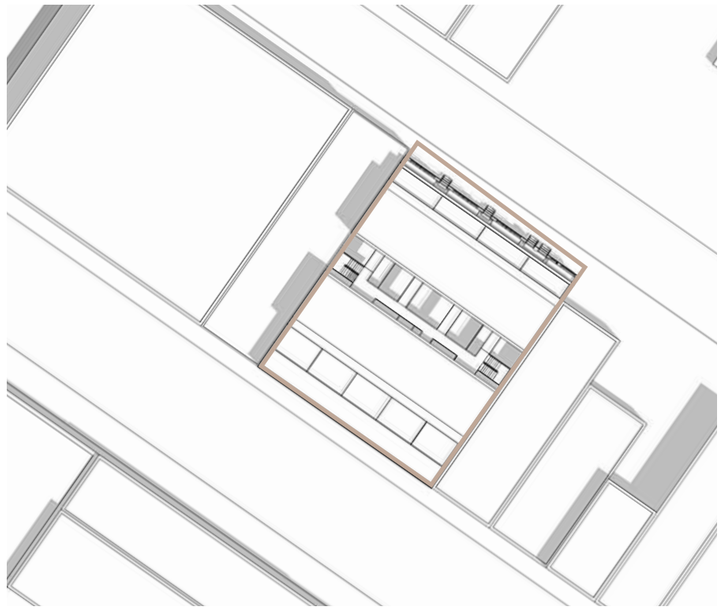


SOLSTICE ÉTÉ - 21 JUIN - 15H00

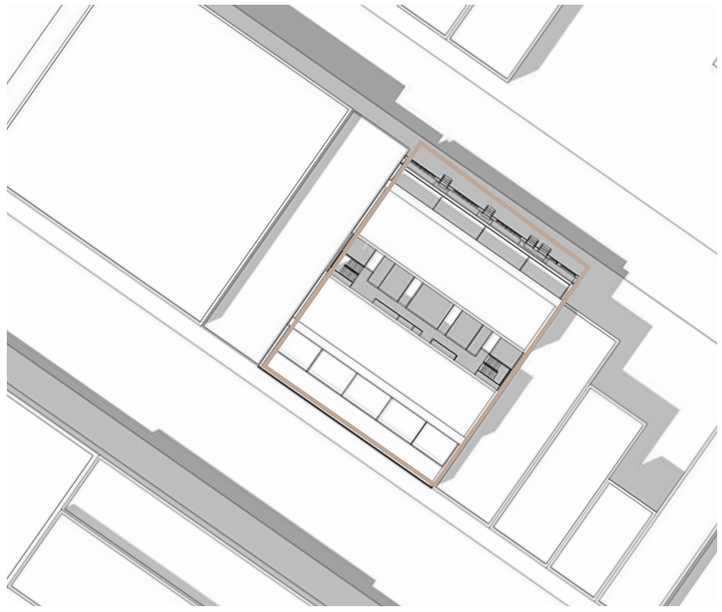
PROJET PROPOSÉ



SOLSTICE ÉTÉ - 21 JUIN - 9H00

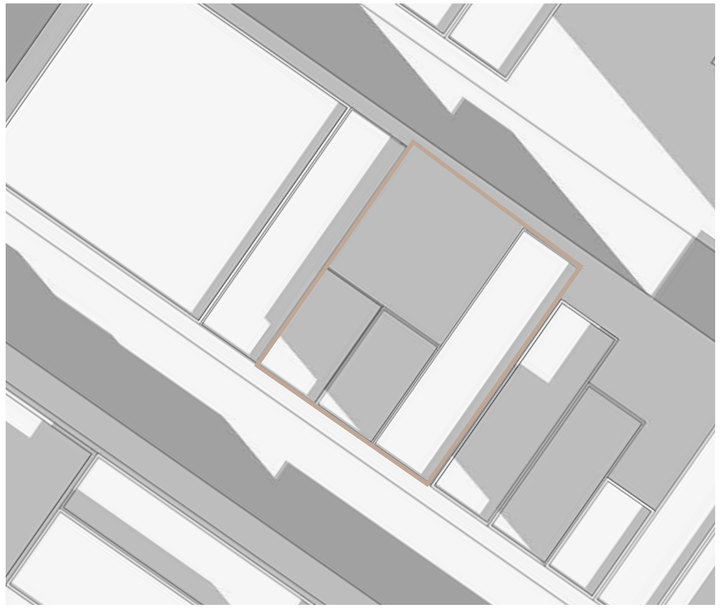


SOLSTICE ÉTÉ - 21 JUIN - 12H00

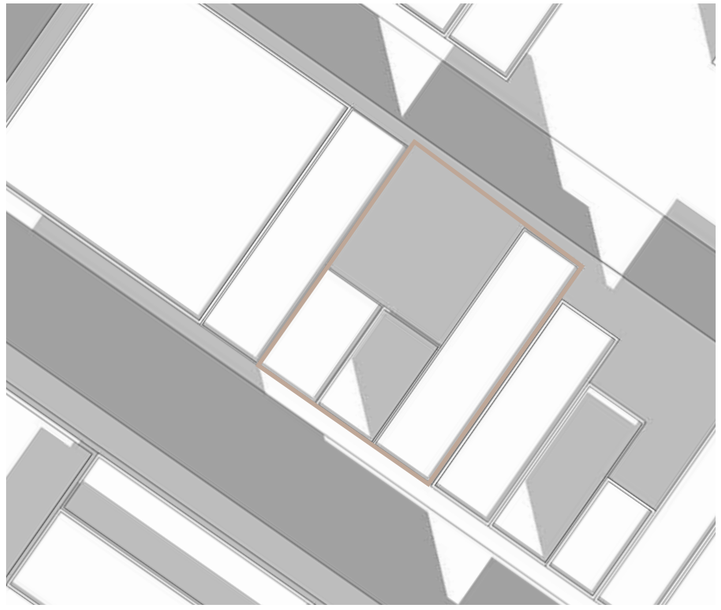


SOLSTICE ÉTÉ - 21 JUIN - 15H00

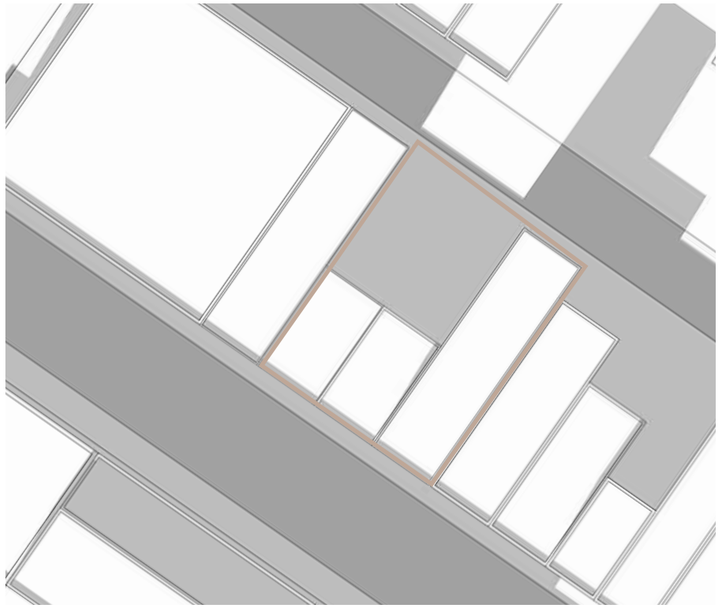
CONDITIONS EXISTANTES



SOLSTICE HIVER - 21 DÉCEMBRE - 9H00

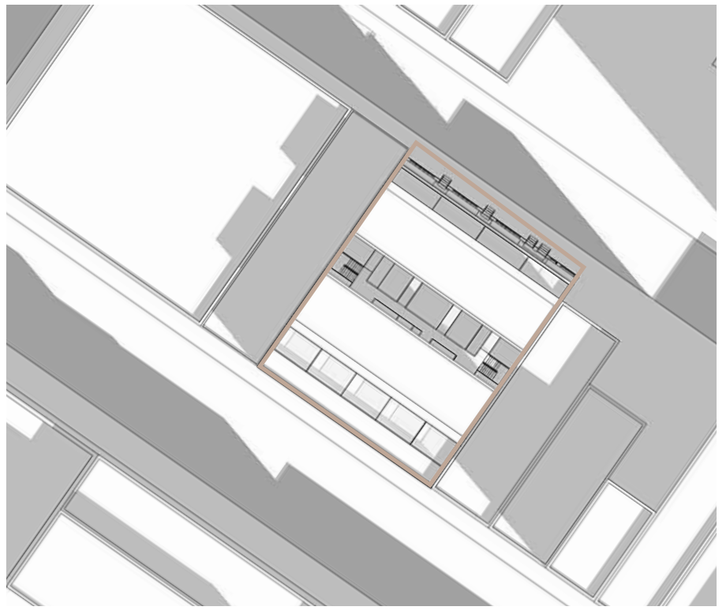


SOLSTICE HIVER - 21 DÉCEMBRE - 12H00

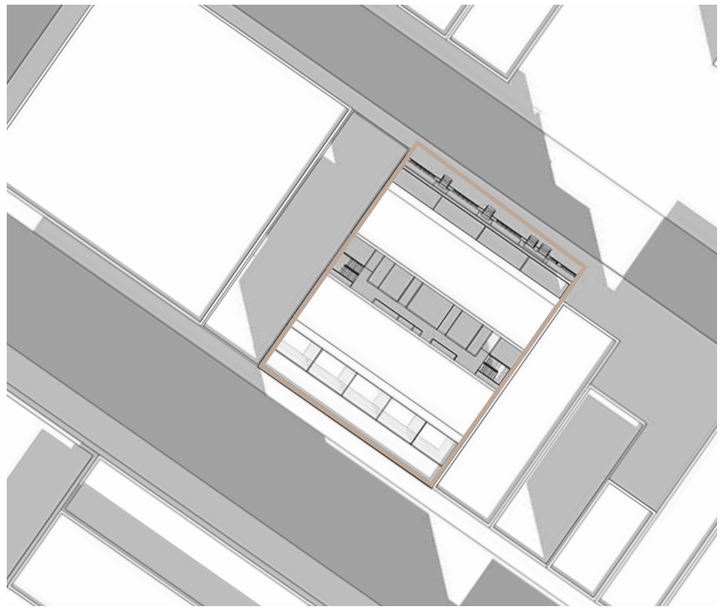


SOLSTICE HIVER - 21 DÉCEMBRE - 15H00

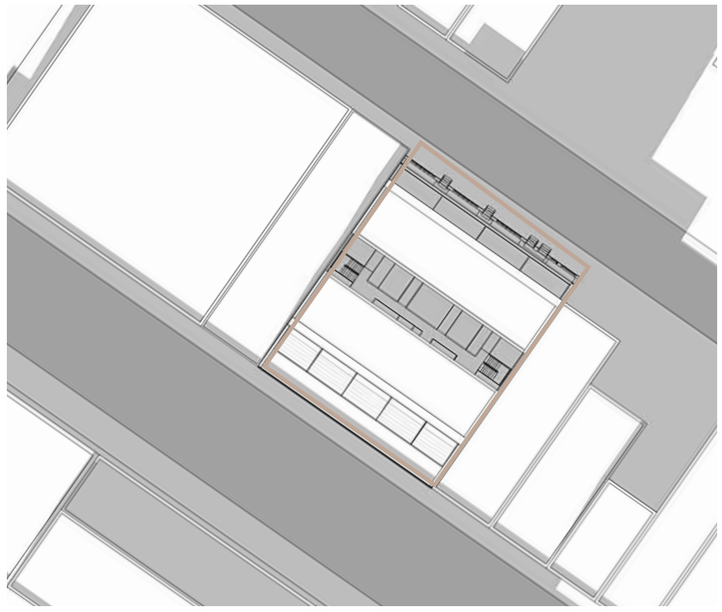
PROJET PROPOSÉ



SOLSTICE HIVER - 21 DÉCEMBRE - 9H00



SOLSTICE HIVER - 21 DÉCEMBRE - 12H00



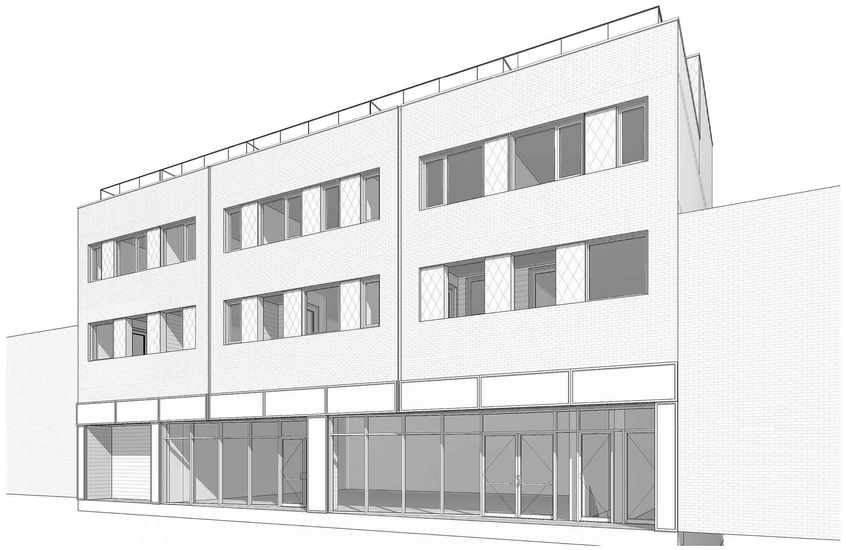
SOLSTICE HIVER - 21 DÉCEMBRE - 15H00





LISTE DES PAGES

PAGE	DESSIN	REV. N°	DATE DE REV.
302	Unnamed		
SÉRIE A000 - GÉNÉRALITÉS			
001	RÉGLEMENTATION	6	2019-10-04
011	IMPLANTATION ET RELEVÉ ALTIMÉTRIQUE	7	2019-10-18
SÉRIE A100 - PLANS DE CONSTRUCTION			
101	PLAN DU NIVEAU 0	4	2019-09-04
102	PLAN DU NIVEAU 1	4	2019-09-04
103	PLAN DU NIVEAU 2	6	2019-10-04
104	PLAN DU NIVEAU 3	4	2019-09-04
105	PLAN DU NIVEAU MEZZANINE	7	2019-10-18
SÉRIE A200 - ÉLÉVATIONS			
201	ÉLÉVATIONS	7	2019-10-18
SÉRIE A300 - COUPE GÉNÉRALE			
301	COUPE GÉNÉRALE	6	2019-10-04





ADHOC ARCHITECTES
4035 ST-AMBROISE # 401
MONTRÉAL QC. CANADA
H4C 2E1

Clients

Residia
Développement immobilier

Consultants

Note générale:

Les plans sont émis uniquement aux fins spécifiées sur le cartouche et ne doivent aucunement être utilisés à d'autres fins.

No.	Description	Date
1	PPCMOI	2019-05-27
4	PPCMOI Rév.01	2019-09-04
5	PPCMOI Rév.02	2019-09-25

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 5205
FRANÇOIS MARTINEAU
ARCHITECTE

Projet:
Projet St-Hubert
7225 St-Hubert

FRONTISPICE

No de projet	18095
Imprimé le	2019-10-18 18:25:11
Dessiné par	VG
Vérifié par	FM

A000

Échelle

RÉGLEMENTATION MUNICIPALE

DONNÉES DU PROJET

IMPLANTATION		
SUPERFICIE DU LOT	668,5 m²	7 195,7 pi²
SUPERFICIE DU BÂTIMENT	520,8 m²	5606,3 pi²
TAUX D'IMPLANTATION		
PERMIS	35-100 %	78,0%
DENSITÉ (ISP) (CHAPITRE III) (INDICE DE SUPERFICIE DE PLANCHER)*		
PERMIS	4.5	
ACTUEL	– 2.77	
DÉTAILS DU CALCUL		
AIRE DE PLANCHER - SS	6 824,5 pi²	
AIRE DE PLANCHER - 1ER	5 134,5 pi²	
AIRE DE PLANCHER - 2E	5 461,1 pi²	
AIRE DE PLANCHER - 3E	5 606,3 pi²	
AIRE DE PLANCHER - MEZZANINE	2 539 pi²	
ÉLÉMENTS EXCLUS - STAT.	- 4 237,7 pi²	
ÉLÉMENTS EXCLUS - MÉC. + CIRC.	- 17768,0 pi²	MAX. 15%
AIRE DE PLANCHER TOTALE COMPTABILISÉE	19 525,8 pi²	
USAGES		
COMMERCES MOYENNE INTENSITÉ (AUTORISÉS AUX NIVEAUX 0, 1 ET 2)	C-4B	
HABITATIONS (12 À 36 LOGEMENTS)	H6	33 UNITÉS
MARGES DE CONSTRUCTION (CHAPITRE VI)		
AVANT MINIMALE (60% MIN. DE LA FAÇADE)	ALIGNEMENT CONSTR.	
LATÉRALE (SUR 4.0m MIN. DEPUIS FAÇADE)	0 M	0' -0"
LATÉRALE PROPOSÉE	0 M	0' -0"
SAILLIE DANS UNE MARGE ARRIÈRE OU LATÉRALE (ART.330-331)		
BALCONS (SAILLIE MAX. DANS LA MARGE)	1,5m	(ART.330)
BALCONS (DISTANCE MINIMALE LIGNE LOT)	1,2m	(ART.331)

DONNÉES DU PROJET (SUITE)

HAUTEUR DE BÂTIMENT (CHAPITRE 9)		
MINIMUM	2 ÉTAGES	-
MAXIMUM	3 ÉTAGES	12,9 M**
RÈGLE D'INSERTION À RESPECTER	BÂTIMENT ADJACENT LE PLUS HAUT + 1,0m	
PROPOSÉ	3 ÉTAGES	14,6 M
SUPERFICIE DE PLANCHER DE LA MEZZ. PAR RAPPORT À L'ÉTAGE INFÉRIEUR	36,8%	
DÉPASSEMENT AUTORISÉ (PARAPET, G-C)	2,0 M	6' - 7"
DÉPASSEMENT AUTORISÉ (ASC./ESC./MÉC.)	RETRAIT 2 : 1	
DÉPASSEMENT AUTORISÉ (MEZZANINES)	2,0 M	6' - 7"
DÉPASSEMENT PROPOSÉ (MEZZANINES)	2,87 M	9' - 4 3/4"
FAÇADE AVANT (RUE ST-HUBERT)	RETRAIT 2 : 1	
FAÇADE AVANT (RUE ST-ANDRÉ)	RETRAIT 1,3 : 1	
ESPACES LIBRES EXTÉRIEURS (CHAPITRE IV)		
MINIMUM, POUR TOUT USAGE HABITATION AVEC TAUX IMPL. > 85% (ART.44)	N/A	
VERDISSEMENT		
410.0.3 (N/A POUR IMPLANTATION > 70%)	N/A	
PLANTATION D'ARBRES EXIGÉE (ART. 384)	1 ARBRE D'UNE HAUTEUR MINIMALE DE 1.5M/200m² DE TERRAIN NON CONSTRUIT	
NOMBRE D'ARBRE REQUIS (113,3M2 TERRAIN)	1	
CASES DE STATIONNEMENT (ART. 560-562) * **		
REQUIS - UNITÉS MOINS DE 50m² (538 pi²) REQUIS - UNITÉS PLUS DE 50m² (538 pi²) REQUIS - COMMERCES	0,25/LOG. 0,5/LOG. 1/200m2	0 11 0
TOTAL REQUISES		11 CASES
TOTAL PROPOSÉES		11 CASES
UNITÉS DE CHARGEMENT COMMERCE (ART. 538 ET 553)	1 PETITE/ 500-5000m2	N/A 9'-0" x 18'
DIMENSIONS MINIMALES (ART. 572)	2,6 x 5,5M	
VOIES D'ACCÈS (ART. 574)		
LARGEUR MINIMALE ET MAXIMALE (ACCÈS)	2,4M/7,5M	7'-11"/24-7"
LARGEUR ALLÉE DEVANT LES CASES	5,5M	18'-0"
CASES POUR VÉLOS (ART. 615)		
REQUIS (23 UNITÉS): 5 CASES POUR LES 10 PREMIERS LOGEMENTS, + 1 CASE PAR TRANCHE ADDITIONNELLE DE 10 LOGEMENTS (DIMENSIONS : SUSPENDU 0.4m X 1.2m)	7	
PROPOSÉ	7	

MATÉRIAUX EN FAÇADE

	FAÇADE RUE SAINT-ANDRÉ		FAÇADE RUE ST-HUBERT	
SUPERFICIE TOTALE (EXCLUANT MEZZ.)	3477 pi² (1er-2e-3e)		2632pi² (0-3e)	
OUVERTURES (ENTRE 10-40%) : (ART. 86-87)	34.6%	1202 pi²	26.7%	704 pi² (0-3e)
SUPERFICIE DE MATÉRIAUX (SUPERFICIE TOTALE - OUVERTURES)		2017 pi² (1re-2e-3e)		1582 pi² (0e-3e)
MAÇONNERIE				
MINIMUM : 80% (ART. 81)		1097 pi²		1353 pi²
ACTUEL :		54.3%		85.5%
AUTRE				
MAXIMUM : 20%		920 pi²		229 pi²
ACTUEL :		45.7%		14.5%
REVÊTEMENT DE TOITURES (CHAPITRE VII)				
REVÊTEMENTS AUTORISÉS (ART. 88.1)	TOIT VERT, MATÉRIAU DE COUL. BLANCHE OU AVEC IRS D'AU MOINS 0,66			

ALIGNEMENT EN FAÇADE

	FAÇADE RUE SAINT-ANDRÉ		FAÇADE RUE ST-HUBERT	
SUPERFICIE TOTALE		3022,0 pi²		2986,6 pi²
SUPERFICIE DE FAÇADE À L'ALIGNEMENT DE CONSTRUCTION	95.3%	2878,8 pi²	73.8%	2205,4 pi²

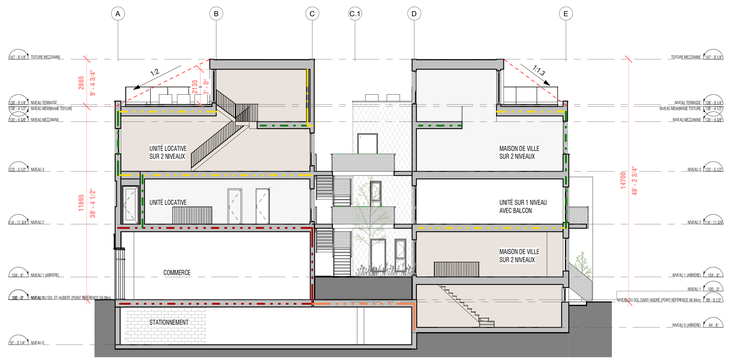
* CHAPITRE III DE L'ARRONDISSEMENT VILLERAY-SAINT-MICHEL-PARC-EXTENSION (01-283) :

LA SUPERFICIE DE PLANCHER D'UN BÂTIMENT EST ÉGALE À LA SOMME DE LA SUPERFICIE DE CHACUN DES PLANCHERS D'UN BÂTIMENT, INCLUANT UNE MEZZANINE ET UN PLANCHER-EN-SOUS-SOL. LA SUPERFICIE DE PLANCHER D'UN BÂTIMENT EST MESURÉE À PARTIR DE LA FACE EXTERNE DES MURS EXTÉRIEURS.

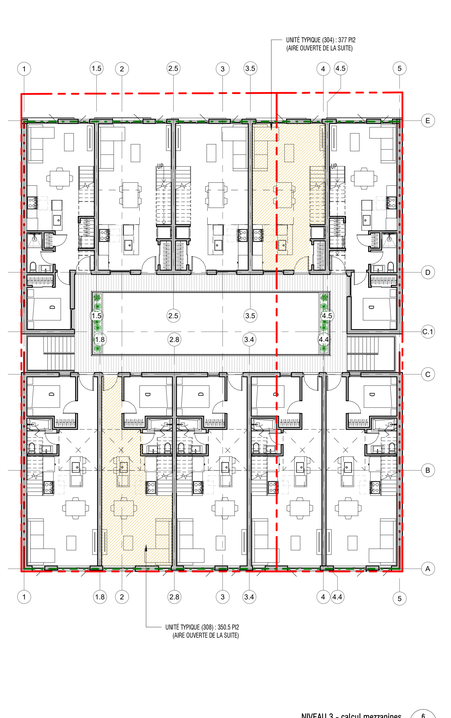
LES ÉLÉMENTS SUIVANTS SONT EXCLUS DU CALCUL DE LA SUPERFICIE DE PLANCHER D'UN BÂTIMENT :

- AIRE DE STATIONNEMENT DES VÉHICULES SITUÉE EN SOUS-SOL ;
- AIRE DESTINÉE À CE L'ÉQUIPEMENT MÉCANIQUE, À UN ESCALIER, À UN ASCENSEUR ET À UNE CANALISATION VERTICALE, JUSQU'À UN MAXIMUM DE 15% DE LA SUPERFICIE TOTALE DE PLANCHER.

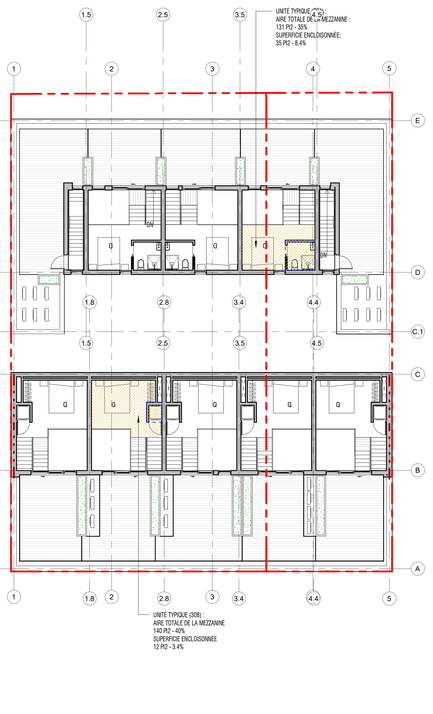
**CHAPITRE II (HAUTEUR) - CALCUL
16. LA HAUTEUR EN MÈTRES D'UN BÂTIMENT EST MESURÉE À LA VERTICALE, À PARTIR DU NIVEAU NATUREL DU SOL À L'ALIGNEMENT DE CONSTRUCTION OU DU TROTTOIR JUSQU'EN SON POINT LE PLUS ÉLEVÉ, MOINS 1.0m POUR UN TOIT À VERSANTS.



COUPE TRANSVERSALE - réglementation 5 / 001
3/32" = 1'-0"



NIVEAU 3 - calcul mezzanines 6 / 001
3/32" = 1'-0"



NIVEAU MEZZANINE - calcul mezzanines 7 / 001
3/32" = 1'-0"

SUPERFICIES

SUPERFICIES (VENDABLE) - RÉGLEMENTATION

UNITÉ	SUPERFICIE (pi²)	Comments
V-101*	1030	2 chambres
V-102*	930	2 chambres
V-103*	1060	2 chambres
V-104*	1305	3 chambres
V-201	585	1 chambre
V-202	705	2 chambres
V-203	710	2 chambres
V-204	590	1 chambre
V-301	590	1 chambre
V-302*	625	1 chambre
V-303*	625	1 chambre
V-304*	630	1 chambre
V-305	595	1 chambre
	9973	

SUPERFICIES (LOCATIF) - RÉGLEMENTATION

UNITÉ	SUPERFICIE (pi²)	Comments
L-105*	820	2 chambres
L-205	580	1 chambre
L-206	555	1 chambre
L-207	555	1 chambre
L-208	555	1 chambre
L-306*	770	2 chambres
L-307*	740	2 chambres
L-308*	740	2 chambres
L-309*	740	2 chambres
L-310*	770	2 chambres
L-COMMERCE	2130	-
	8955	

* UNITÉ SUR 2 NIVEAUX



RÉGLEMENTATION PROVINCIALE - CODE DE CONSTRUCTION

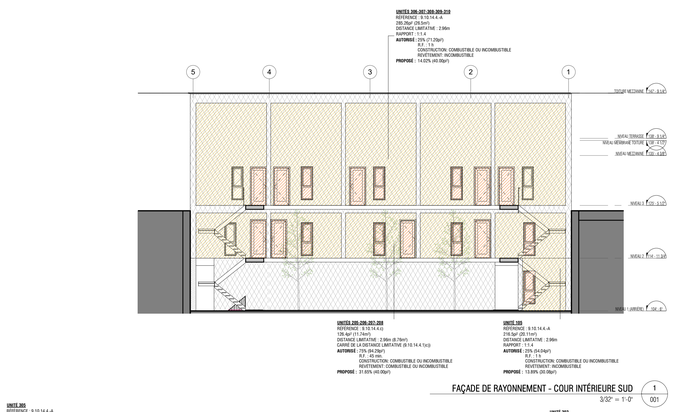
DEGRÉS DE RÉSISTANCE AU FEU REQUIS

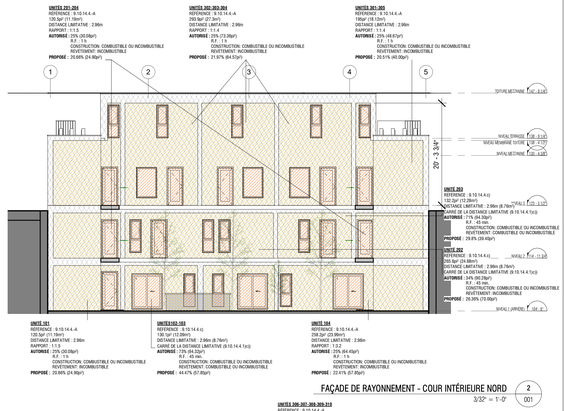
	DRF	CCQ
PLANCHERS, TOIT ET ÉLÉMENTS PORTEURS		
PLANCHERS À L'INTÉRIEUR D'UNE SUITE D'HABITATION	45 MIN	9.10.8.1
TOIT-TERRASSE	45 MIN	9.10.8.7
TOIT NON OCCUPÉ	-	9.10.8.1
MOYENS D'ÉVACUATION		
ESCALIERS D'ISSUE (ÉTAGE 0)	2 HRS	9.9.4.2
PASSAGE EXT. D'ISSUE AVANT (ÉTAGE 1)	2 HRS	9.9.4.2
COMPARTIMENTATION		
STATIONNEMENT ET AUTRES USAGES	1.5 HR	9.10.9.16.1)
SÉPARATION DES HAB. ENTRE ELLES (*)	1 HR	9.10.9.14.3)
COMMERCE ET AUTRE USAGE	2 HRS	9.10.9.11.2)
SERVICES TECHNIQUES		
SALLE À DÉCHETS	1 HR	9.10.10.6
SALLE ÉLECTRIQUE	1 HR	9.10.10.3

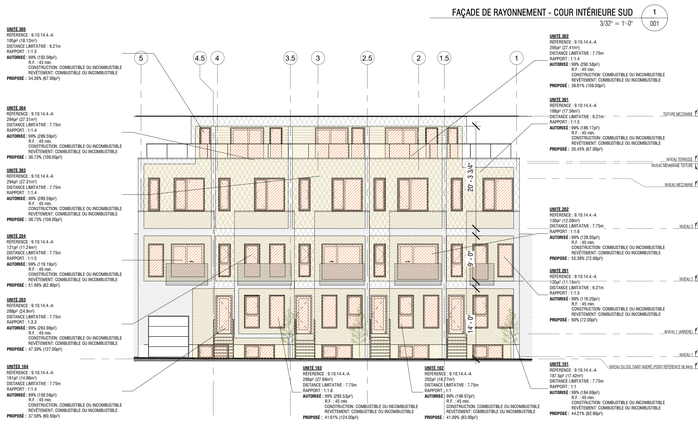
(*) *Chaque logement doit être isolé de toute autre partie du bâtiment ou il peut se produire du bruit par une construction ayant un indice de transmission du son (ITS) d'au moins 50 (9.9.1.2.1)).*

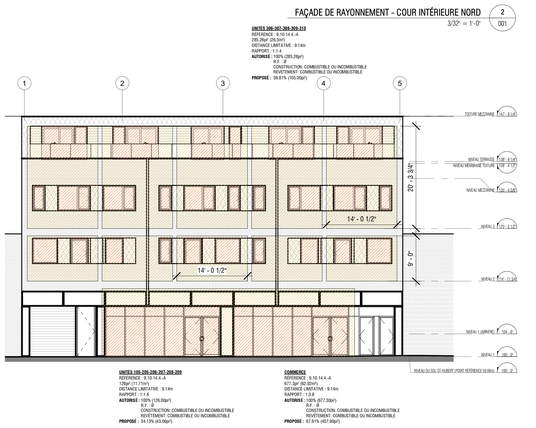
SOMMAIRE DU PROJET

	PRÉPARÉ PAR : RBP	TABLEAU DES DONNÉES			RÉFÉRENCE CCQ, PARTIE 9
01	**DESCRIPTION DU PROJET**	■ NOUVEAU BÂTIMENT			
		□ TRANSFORMATION			
		□ AGRANDISSEMENT			
02	**USAGE(S) PRINCIPAL(AUX)**	□ EXISTANT	-	GR -	9.10.2
		□ NOUVEAU	-	GR -	
		■ MIXTES	1er : HAB. ET COMMERCE	GR: C ET E	9.10.2.4
		■ SUPERPOSÉS	2e-3e-mezz : HABITATION	GR C	9.10.2.3
	USAGE(S) SECONDAIRE(S)	□ EXISTANT	-	GR -	
		■ NOUVEAU	STATIONNEMENT	GR: F3	
03	**AIRE DE BÂTIMENT (M2)**	EXISTANT	-		1.4.1.2
		NOUVEAU	520,8 m2		
		TOTAL	520,8 m2		
04	**NB D'ÉTAGES (DEPUIS NIVEAU DU SOL)**	AU-DESSUS	3 + MEZZANINE		9.10.4 & 1.4.1.2
		AU-DESSOUS	1		
05	**HAUTEUR DU BÂTIMENT**	(NB EN ÉTAGES)	3		1.4.1.2
		(M)	14.6 m		VOIR VILLE
06	**NOMBRE DE RUES / VOIES D'ACCÈS**	(NB)	2		9.10.20.3
07	**CLASSIFICATION DU BÂTIMENT**		-		9.10.2.1
08	**RÉSEAU DE GICLEUR PROPOSÉ**	□ TOUT LE BÂTIMENT			
		□ SOUS-SOL SEULEMENT			
		□ PLUTÔT QU'UN TOIT @ DRF			
		■ NON-REQUIS			
09	**RÉSEAU DE CANALISATION D'INCENDIE REQUIS**	□ OUI	■ NON		N/A
10	**ALARME-INCENDIE REQUISE**	■ OUI	□ NON		9.10.18
11	**ALIMENTATION EN EAU ADÉQUATE**	■ OUI	□ NON		9.10.20.3
12	**BÂTIMENT DE GRANDE HAUTEUR**	□ OUI	■ NON		N/A
13	**CONSTRUCTION AUTORISÉE**	■ COMBUSTIBLE	□ INCOMBUSTIBLE		9.10.6
14	**AIRE DE LA MEZZANINE**		VOIR CALCULS DÉTAILLÉS		
15	**NIVEAU D'OCCUPATION BASE SUR**	■ PERSONNE/M2	■ CONCEPTION DU BÂTIMENT		9.9.1.3
	NIVEAU 0	USAGE STAT. (1 PERS./40M2) - 361 M2		CAPACITÉ 8	
		USAGE C (2 PERS./CH) - 7 CH.		CAPACITÉ 14	
	NIVEAU 1	USAGE COMM. (1 PERS./3,7M2) - 200 M2		CAPACITÉ 54	
		USAGE C (2 PERS./CH) - 4 CH.		CAPACITÉ 8	
	NIVEAU 2	USAGE C (2 PERS./CH) - 11 CH.		CAPACITÉ 22	
	NIVEAU 3	USAGE C (2 PERS./CH) - 7 CH.		CAPACITÉ 14	
	NIVEAU MEZZANINE	USAGE C (2 PERS./CH) - 8 CH.		CAPACITÉ 16	
16	**CONCEPTION SANS OBSTACLE**	■ OUI (COMMERCE)	□ NON		
17	**MATIÈRES DANGEREUSES**	□ OUI	■ NON		
18	**ACCÈS DU SERVICE D'INCENDIE**	■ ÉVACUATION DES CHAMBRES			9.5.2
		OUVERTURE MIN. DÉGAGÉE PORTE OU FEN.		0,35M2 (3,8 PI2)	9.10.1.3(4)
		LARGEUR / HAUTEUR MIN.		0,38M (1'-3")	9.9.10.1
		■ ACCÈS AUX SOUS-SOLS (FAÇADE SUR RUE)			
		LARGEUR / HAUTEUR MIN.		0.55M / 1.10M	
		HAUTEUR MAX. SEUIL		0.90M	9.10.20.2
		■ ACCÈS AUX ÉTAGES AU-DESSUS DU SOL (FAÇADE SUR RUE)			
		LARGEUR / HAUTEUR MIN.		0.55M / 1.10M	
		HAUTEUR MAX. SEUIL		0.90M	9.10.20.1









ADHOC ARCHITECTES
4035 ST-AMBROISE # 401
MONTRÉAL QC, CANADA
H4C 2E1

Clients

Residia Développement immobilier

Consultants

Note générale:

Les plans sont émis uniquement aux fins spécifiées sur le cartouche et ne doivent aucunement être utilisés à d'autres fins.

No.	Description	Date
1	PPCMOI	2019-05-27
4	PPCMOI Rév.01	2019-09-04
5	PPCMOI Rév.02	2019-09-25
6	PPCMOI Rév.03	2019-10-04

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

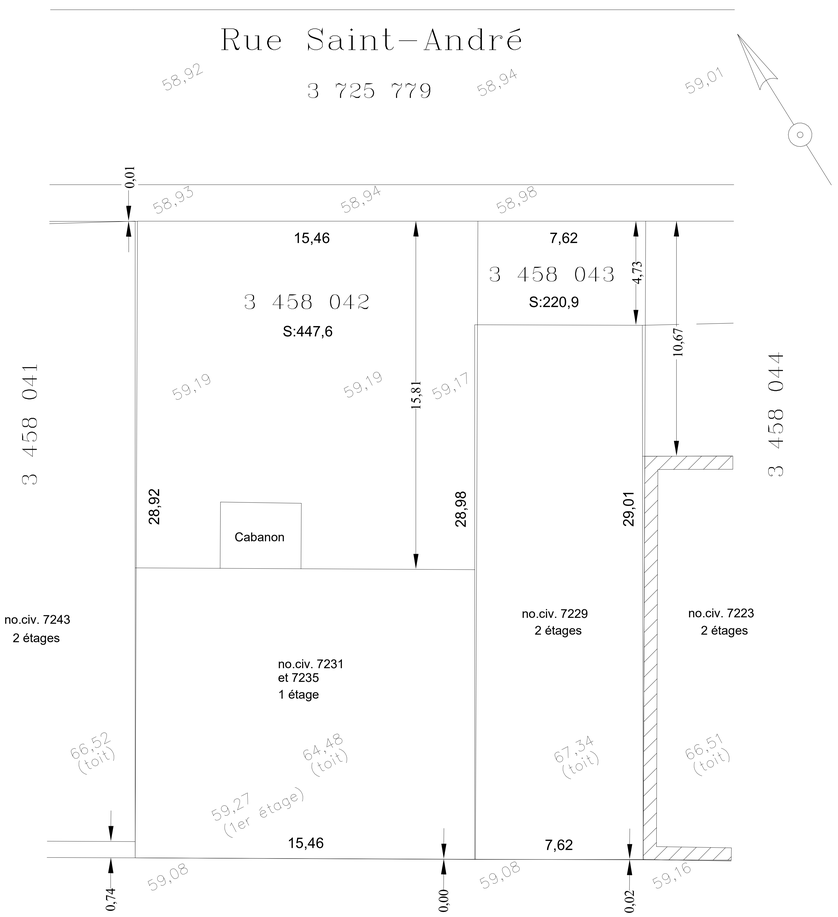
Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 5205
FRANÇOIS MARTINEAU
ARCHITECTE

Projet:
Projet St-Hubert
7225 St-Hubert

RÉGLEMENTATION

No de projet	18095
Imprimé le	2019-10-18 18:25:19
Dessiné par	-
Vérifié par	FM
	A001
Échelle	As indicated



Ce plan ainsi que le rapport l'accompagnant font parties
intégrantes du présent certificat de localisation.

Toutes les mesures des structures aux limites de propriété ont été prises au revêtement. 1 : 200

PLAN COTES ET NIVEAUX

Préparé pour des fins de transactions immobilières, il ne doit pas être
utilisé ou invoqué pour une autre fin sans l'autorisation écrite de son auteur.

ROGERSIMARD
ARPENTEUR | GÉOMÈTRE INC

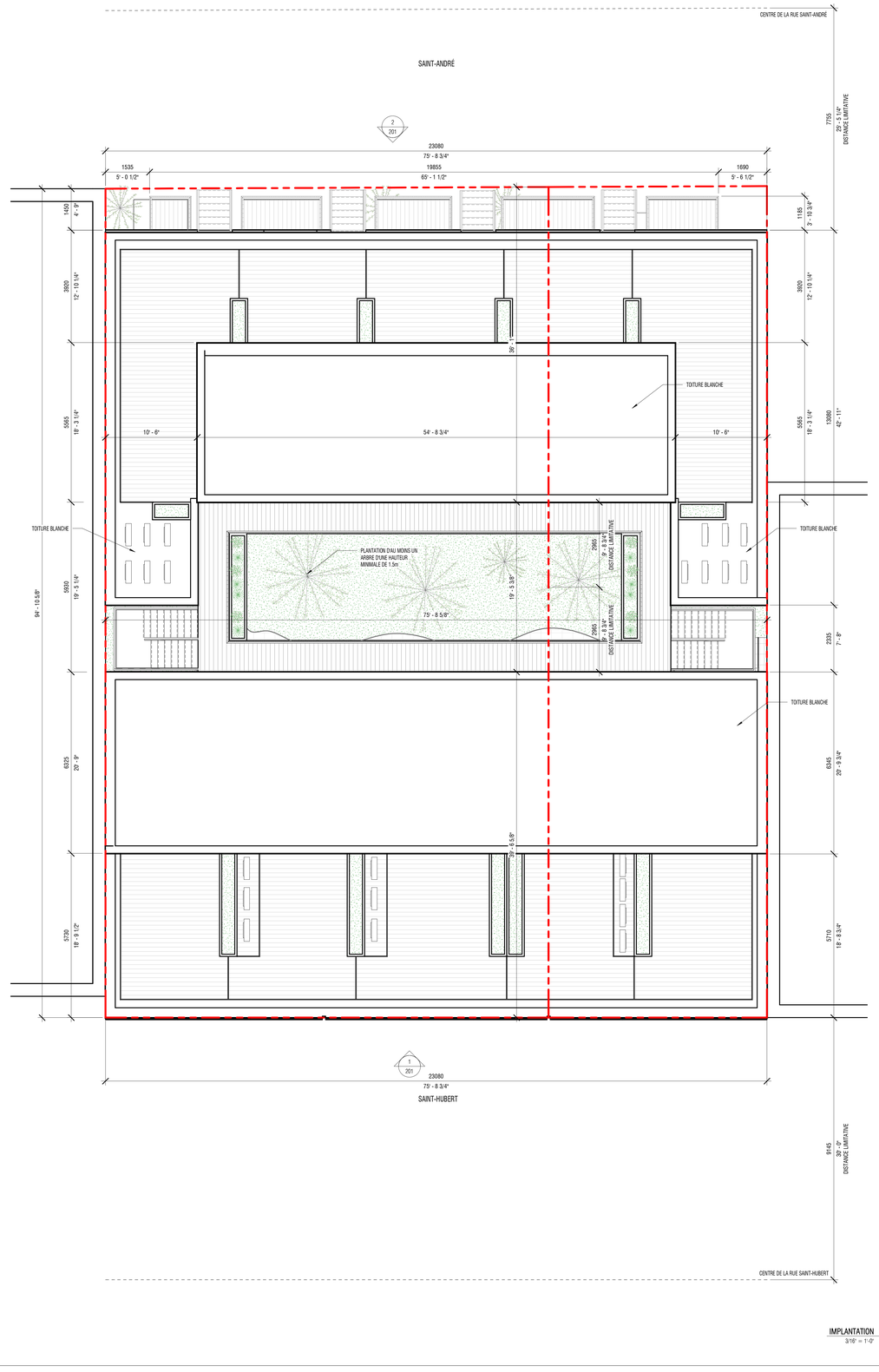
[redacted]

18 janvier 2019

A.-Roger Simard

Residia développement immobilier Inc.
3 458 042 et 3 458 043
du Québec
Montréal
Ville de Montréal

29 novembre 2018	11 janvier 2019	18966	8178-8



IMPLANTATION 1/16" = 1'-0" (1/011)

ADHOC ARCHITECTES
4035 ST-AMBROISE # 401
MONTRÉAL QC. CANADA
H4C 2E1

Clients

Residia
Développement immobilier

Consultants

Note générale:

Les plans sont émis uniquement aux fins spécifiées sur le cartouche et ne doivent aucunement être utilisés à d'autres fins.

No.	Description	Date
4	PPCMOI Rév.01	2019-09-04
5	PPCMOI Rév.02	2019-09-25
6	PPCMOI Rév.03	2019-10-04
7	PPCMOI Rév.04	2019-10-18

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 5205
FRANÇOIS MARTINEAU
ARCHITECTE

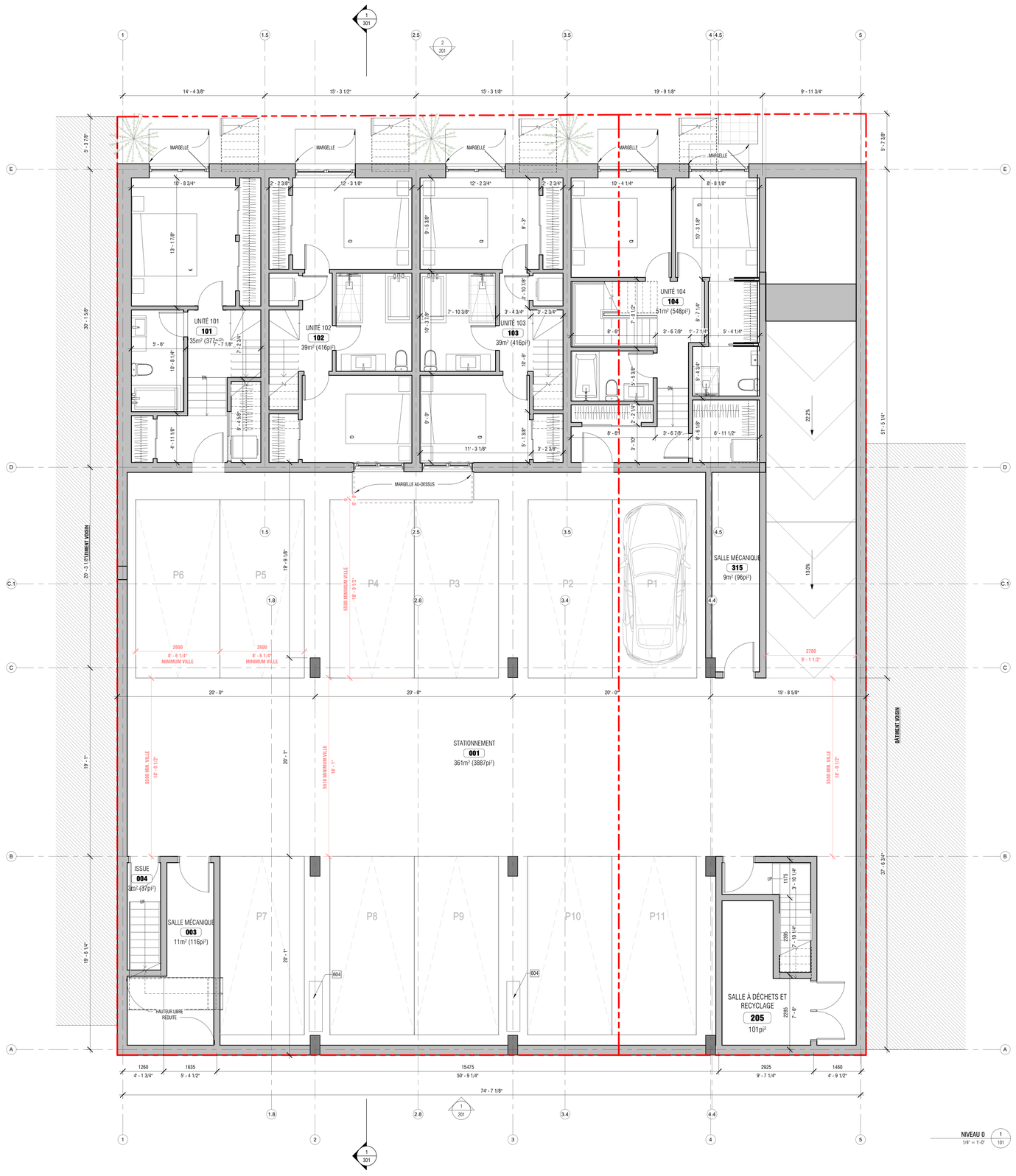
Projet:
Projet St-Hubert
7225 St-Hubert

IMPLANTATION ET RELEVÉ ALTIMÉTRIQUE

No de projet	18095
Imprimé le	2019-10-18 18:25:21
Dessiné par	RBP
Vérifié par	FM

A011

Échelle: As indicated



SUPERFICIES (VENDABLE)		
UNITÉ	SUPERFICIE (pi²)	Comments
V-101*	1030	2 chambres
V-102*	930	2 chambres
V-103*	1060	2 chambres
V-104*	1305	3 chambres
V-201	585	1 chambre
V-201 ext.	20	Balcon
V-202	705	2 chambres
V-202 ext.	40	Balcon
V-203	710	2 chambres
V-203 ext.	85	Balcon
V-204	590	1 chambre
V-204 ext.	35	Balcon
V-301	590	1 chambre
V-301ext.	330	Terrasse
V-302*	625	1 chambre
V-302* ext.	175	Terrasse
V-303*	625	1 chambre
V-303* ext.	185	Terrasse
V-304*	630	1 chambre
V-304* ext.	180	Terrasse
V-305	595	1 chambre
V-305* ext.	335	Terrasse
	11360	

SUPERFICIES (LOCATIF)		
UNITÉ	SUPERFICIE (pi²)	Comments
L-105*	820	2 chambres
L-105* ext.	35	Loggia
L-205	580	1 chambre
L-205 ext.	35	Loggia
L-206	555	1 chambre
L-206 ext.	35	Loggia
L-207	555	1 chambre
L-207 ext.	35	Loggia
L-208	555	1 chambre
L-208 ext.	30	Loggia
L-306*	770	2 chambres
L-306* ext.	270	Terrasse
L-307*	740	2 chambres
L-307* ext.	275	Terrasse
L-308*	740	2 chambres
L-308* ext.	275	Terrasse
L-309*	740	2 chambres
L-309* ext.	275	Terrasse
L-310*	770	2 chambres
L-310* ext.	270	Terrasse
L-COMMERCE	2130	-
	10490	

LÉGENDE DES DEGRÉS DE RÉSISTANCE AU FEU

- DRF 45 MIN
- DRF 1 HR
- DRF 1.5 HRS
- DRF 2 HRS

LÉGENDE DES NOTES DE CONSTRUCTION

#	ÉLÉMENT
111	BAC DE PLANTATION 36" HAUT
113	CLOSON DE PLANCHES DE BOIS AVEC ACCES
114	GARDE-CORPS EN VERRE EXT. 42" HAUT
221	GARDE-CORPS EN ACIER AVEC PANNEAU D'ACIER DÉPLOYÉ PRÉPEINT BLANC, 42" HAUT
301	SOLIN MÉTALLIQUE PRÉPEINT COUL. M1
302	INSERTION MÉTALLIQUE COUL. M1
604	BORNE DE RECHARGE POUR VOITURE ÉLECTRIQUE
702	THERMOPOMPE

ADHOC ARCHITECTES
4035 ST-AMBROISE # 401
MONTRÉAL QC. CANADA
H4C 2E1

Clients

Residia Développement immobilier

Consultants

Note générale:

Les plans sont émis uniquement aux fins spécifiées sur le cartouche et ne doivent aucunement être utilisés à d'autres fins.

No.	Description	Date
2	Pour information	2019-03-07
3	POUR INFORMATION	2019-07-18
4	PPCMOI Rév.01	2019-09-04

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A-5205
FRANÇOIS MARTINEAU
ARCHITECTE

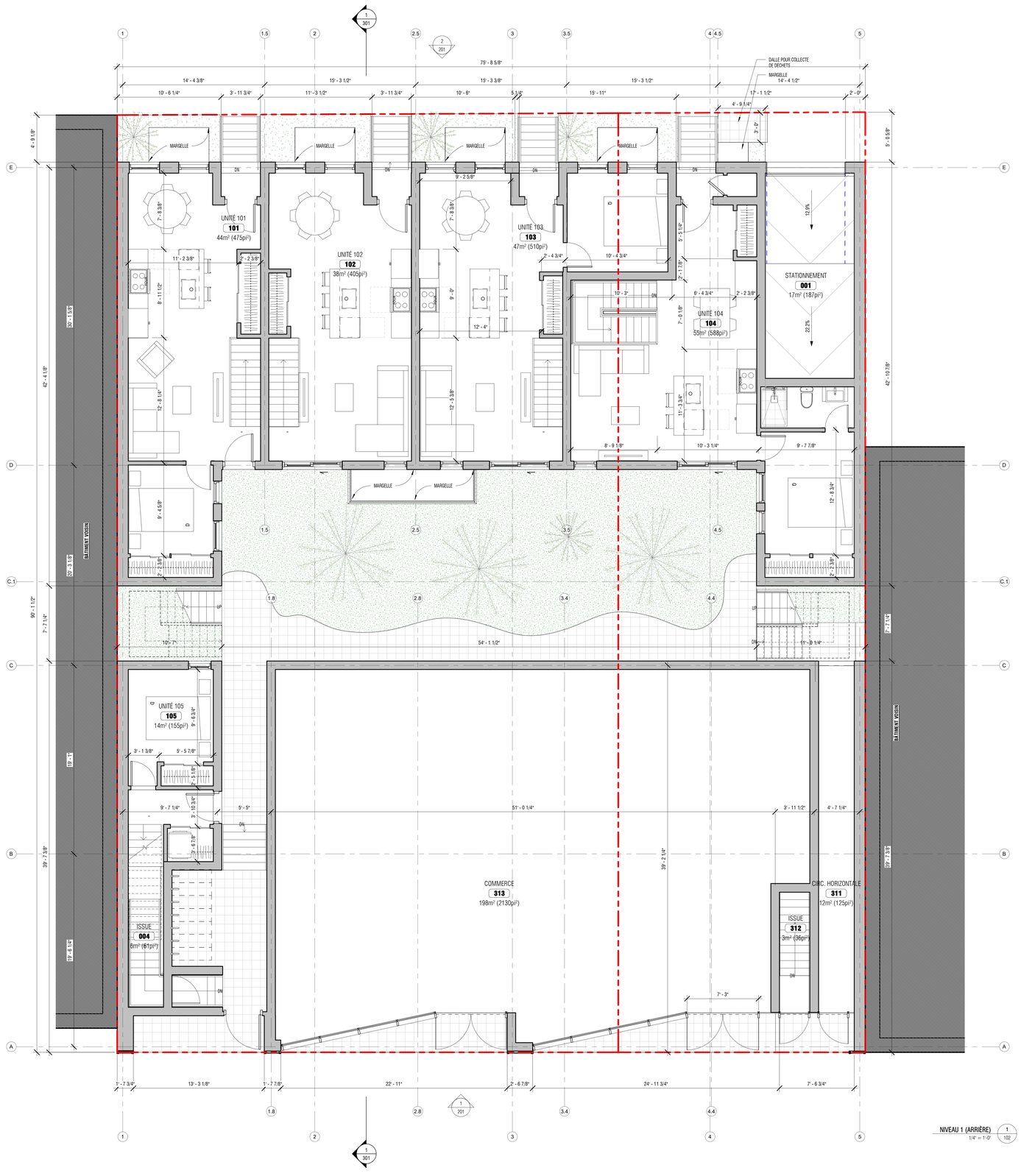
Projet:
Projet St-Hubert
7225 St-Hubert

PLAN DU NIVEAU 0

No de projet	18095
Imprimé le	2019-10-18 18:25:24
Dessiné par	VG
Vérifié par	FM

A101

Échelle 1/4" = 1'-0"



SUPERFICES (VENDABLE)		
UNITÉ	SUPERFICIE (pi²)	Comments
V-101*	1030	2 chambres
V-102*	930	2 chambres
V-103*	1060	2 chambres
V-104*	1305	3 chambres
V-201	585	1 chambre
V-201 ext.	20	Balcon
V-202	705	2 chambres
V-202 ext.	40	Balcon
V-203	710	2 chambres
V-203 ext.	85	Balcon
V-204	590	1 chambre
V-204 ext.	35	Balcon
V-301	590	1 chambre
V-301ext.	330	Terrasse
V-302*	625	1 chambre
V-302* ext.	175	Terrasse
V-303*	625	1 chambre
V-303* ext.	185	Terrasse
V-304*	630	1 chambre
V-304* ext.	180	Terrasse
V-305	595	1 chambre
V-305* ext.	330	Terrasse
	11360	

SUPERFICES (LOCATIF)		
UNITÉ	SUPERFICIE (pi²)	Comments
L-105*	820	2 chambres
L-105* ext.	35	Loggia
L-205	580	1 chambre
L-205 ext.	35	Loggia
L-206	555	1 chambre
L-206 ext.	35	Loggia
L-207	555	1 chambre
L-207 ext.	35	Loggia
L-208	555	1 chambre
L-208 ext.	30	Loggia
L-306*	770	2 chambres
L-306* ext.	270	Terrasse
L-307*	740	2 chambres
L-307* ext.	275	Terrasse
L-308*	740	2 chambres
L-308* ext.	275	Terrasse
L-309*	740	2 chambres
L-309* ext.	275	Terrasse
L-310*	770	2 chambres
L-310* ext.	270	Terrasse
L-COMMERCE	2130	-
	10490	

LÉGENDE DES DEGRÉS DE RÉSISTANCE AU FEU

- DRF 45 MIN
- DRF 1 HR
- DRF 1.5 HRS
- DRF 2 HRS

LÉGENDE DES NOTES DE CONSTRUCTION

#	ÉLÉMENT
111	BAC DE PLANTATION 36" HAUT
113	CLOISON DE PLANCHES DE BOIS AVEC ACCES
114	GARDE-CORPS EN VERRE EXT. 42" HAUT
221	GARDE-CORPS EN ACIER AVEC PANNEAU D'ACIER DÉPLOYÉ PRÉPEINT BLANC, 42" HAUT
301	SOLIN MÉTALLIQUE PRÉPEINT COUL. M1
302	INSERTION MÉTALLIQUE COUL. M1
604	BORNE DE RECHARGE POUR VOITURE ÉLECTRIQUE
702	THERMOPOMPE

ADHOC ARCHITECTES
4035 ST-AMBROISE # 401
MONTRÉAL QC, CANADA
H4C 2E1

Clients

Residia Développement immobilier

Consultants

Note générale:

Les plans sont émis uniquement aux fins spécifiées sur le cartouche et ne doivent aucunement être utilisés à d'autres fins.

No.	Description	Date
2	Pour information	2019-03-07
3	POUR INFORMATION	2019-07-18
4	PPCMOI Rév.01	2019-09-04

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

Sceau

Ordre des architectes du Québec
#42005
FRANÇOIS MARTINEAU
ARCHITECTE

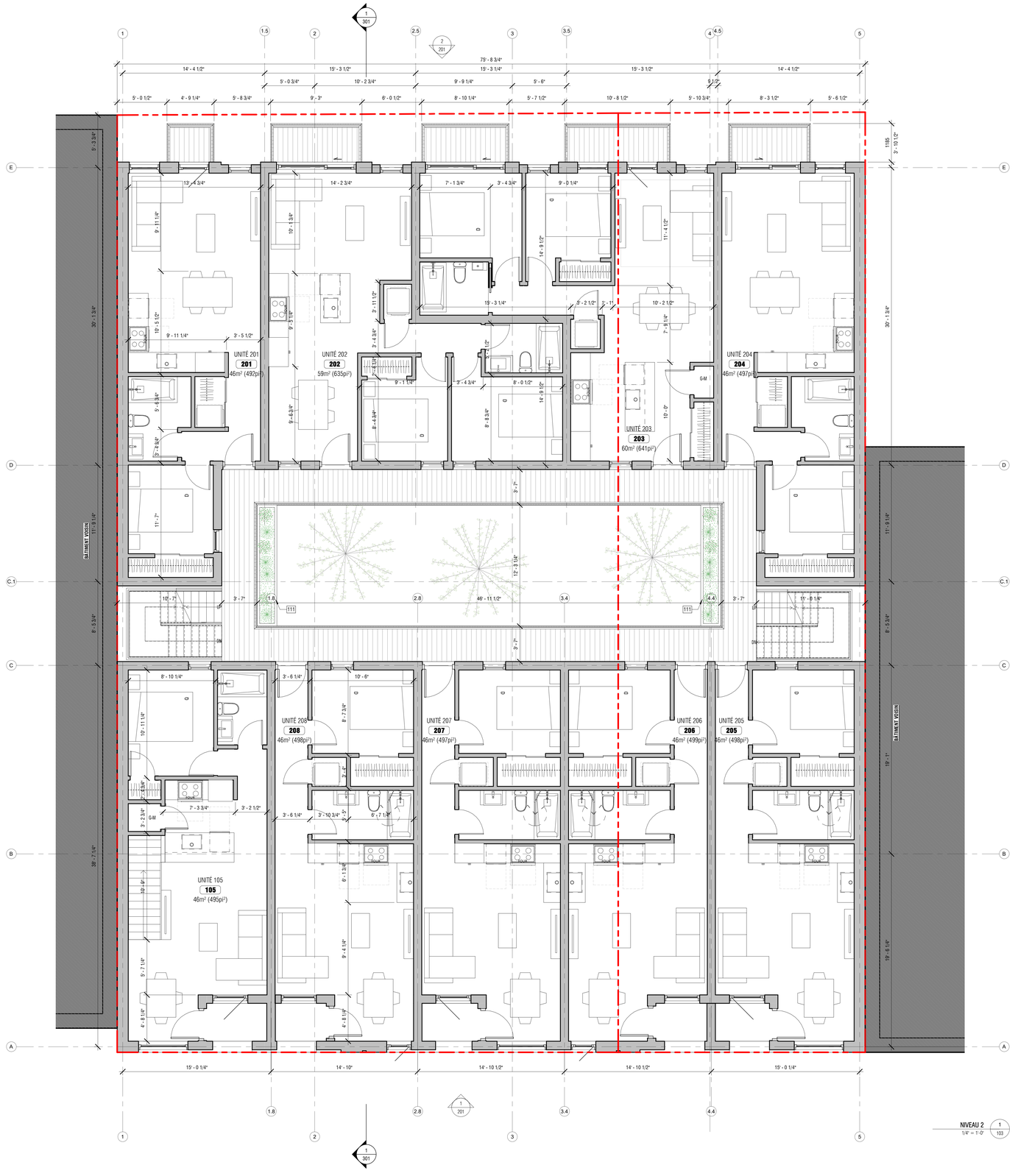
Projet:
Projet St-Hubert
7225 St-Hubert

PLAN DU NIVEAU 1

No de projet	18095
Imprimé le	2019-10-18 18:25:27
Dessiné par	VG
Vérifié par	FM

A102

Échelle 1/4" = 1'-0"



SUPERFICIES (VENDABLE)		
UNITÉ	SUPERFICIE (pi²)	Comments
V-101*	1030	2 chambres
V-102*	930	2 chambres
V-103*	1060	2 chambres
V-104*	1305	3 chambres
V-201	585	1 chambre
V-201 ext.	20	Balcon
V-202	705	2 chambres
V-202 ext.	40	Balcon
V-203	710	2 chambres
V-203 ext.	85	Balcon
V-204	590	1 chambre
V-204 ext.	35	Balcon
V-301	590	1 chambre
V-301ext.	330	Terrasse
V-302*	625	1 chambre
V-302* ext.	175	Terrasse
V-303*	625	1 chambre
V-303* ext.	185	Terrasse
V-304*	630	1 chambre
V-304* ext.	180	Terrasse
V-305	595	1 chambre
V-305* ext.	330	Terrasse
	11360	

SUPERFICIES (LOCATIF)		
UNITÉ	SUPERFICIE (pi²)	Comments
L-105*	820	2 chambres
L-105* ext.	35	Loggia
L-205	580	1 chambre
L-205 ext.	35	Loggia
L-206	555	1 chambre
L-206 ext.	35	Loggia
L-207	555	1 chambre
L-207 ext.	35	Loggia
L-208	555	1 chambre
L-208 ext.	30	Loggia
L-306*	770	2 chambres
L-306* ext.	270	Terrasse
L-307*	740	2 chambres
L-307* ext.	275	Terrasse
L-308*	740	2 chambres
L-308* ext.	275	Terrasse
L-309*	740	2 chambres
L-309* ext.	275	Terrasse
L-310*	770	2 chambres
L-310* ext.	270	Terrasse
L-COMMERCE	2130	-
	10490	

LÉGENDE DES DEGRÉS DE RÉSISTANCE AU FEU

	DRF 45 MIN
	DRF 1 HR
	DRF 1.5 HRS
	DRF 2 HRS

LÉGENDE DES NOTES DE CONSTRUCTION

#	ÉLÉMENT
111	BAC DE PLANTATION 36" HAUT
113	CLOSOIR DE PLANCHES DE BOIS AVEC ACCES
114	GARDE-CORPS EN VERRE EXT. 42" HAUT
221	GARDE-CORPS EN ACIER AVEC PANNEAU D'ACIER DÉPLOYÉ PREPEINT BLANC, 42" HAUT
301	SOLIN MÉTALLIQUE PREPEINT COUL. M1
302	INSERTION MÉTALLIQUE COUL. M1
604	BORNE DE RECHARGE POUR VOITURE ÉLECTRIQUE
702	THERMOPOMPE

ADHOC ARCHITECTES
4035 ST-AMBROISE # 401
MONTRÉAL QC. CANADA
H4C 2E1

Clients

Residia
Développement immobilier

Consultants

Note générale:

Les plans sont émis uniquement aux fins spécifiées sur le cartouche et ne doivent aucunement être utilisés à d'autres fins.

No.	Description	Date
2	Pour information	2019-03-07
3	POUR INFORMATION	2019-07-18
4	PPCMOI Rév.01	2019-09-04
6	PPCMOI Rév.03	2019-10-04

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A19205
FRANÇOIS MARTINEAU
ARCHITECTE

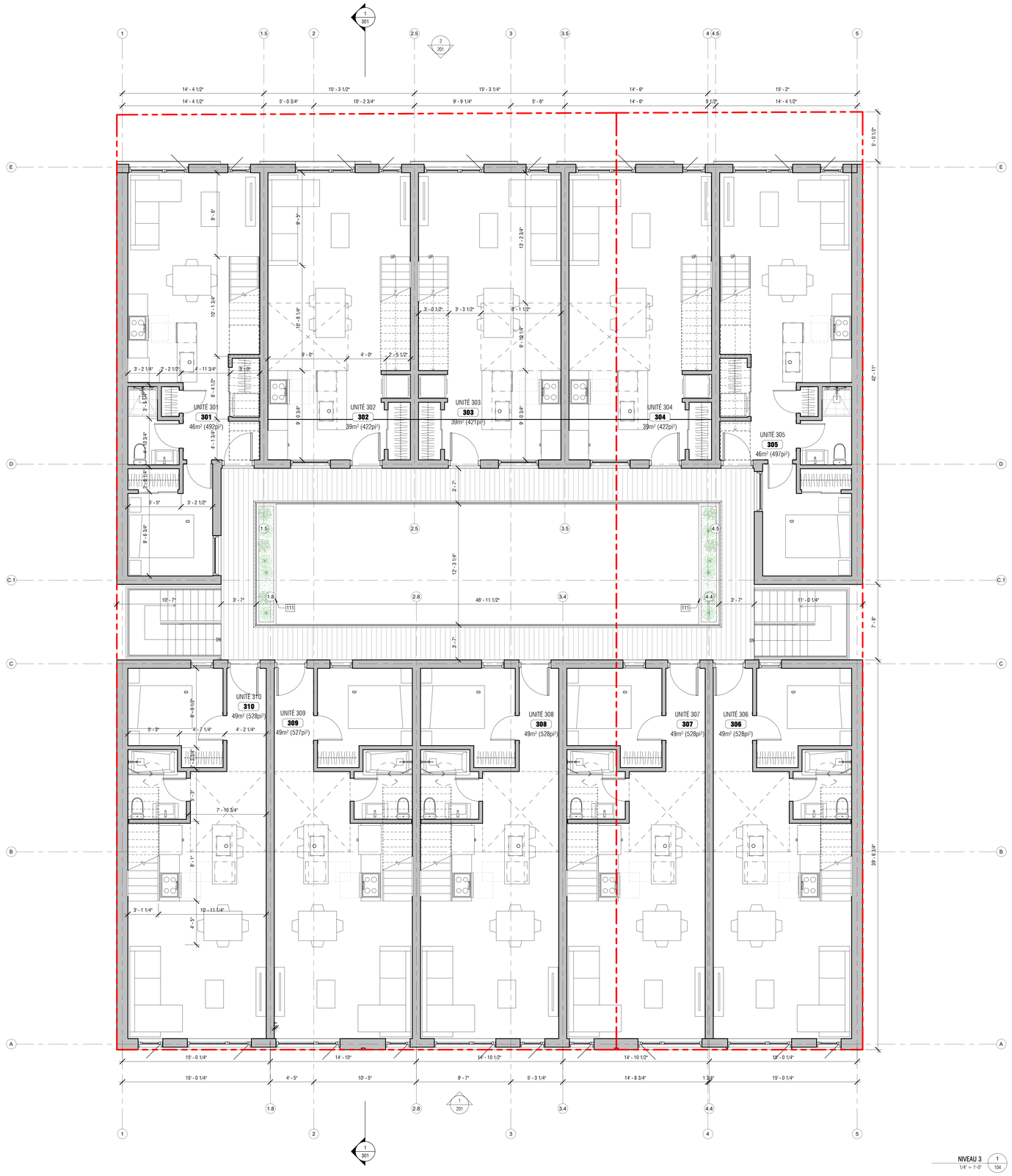
Projet:
Projet St-Hubert
7225 St-Hubert

PLAN DU NIVEAU 2

No de projet	18095
Imprimé le	2019-10-18 18:25:29
Dessiné par	VG
Vérifié par	FM

A103

Échelle 1/4" = 1'-0"



SUPERFICIES (VENDABLE)		
UNITÉ	SUPERFICIE (pi²)	Comments
V-101*	1030	2 chambres
V-102*	930	2 chambres
V-103*	1060	2 chambres
V-104*	1305	3 chambres
V-201	585	1 chambre
V-201 ext.	20	Balcon
V-202	705	2 chambres
V-202 ext.	40	Balcon
V-203	710	2 chambres
V-203 ext.	85	Balcon
V-204	590	1 chambre
V-204 ext.	35	Balcon
V-301	590	1 chambre
V-301ext.	330	Terrasse
V-302*	625	1 chambre
V-302* ext.	175	Terrasse
V-303*	625	1 chambre
V-303* ext.	185	Terrasse
V-304*	630	1 chambre
V-304* ext.	180	Terrasse
V-305	595	1 chambre
V-305* ext.	330	Terrasse
	11380	

SUPERFICIES (LOCATIF)		
UNITÉ	SUPERFICIE (pi²)	Comments
L-105*	820	2 chambres
L-105* ext.	35	Loggia
L-205	580	1 chambre
L-205 ext.	35	Loggia
L-206	555	1 chambre
L-206 ext.	35	Loggia
L-207	555	1 chambre
L-207 ext.	35	Loggia
L-208	555	1 chambre
L-208 ext.	30	Loggia
L-306*	770	2 chambres
L-306* ext.	270	Terrasse
L-307*	740	2 chambres
L-307* ext.	275	Terrasse
L-308*	740	2 chambres
L-308* ext.	275	Terrasse
L-309*	740	2 chambres
L-309* ext.	275	Terrasse
L-310*	770	2 chambres
L-310* ext.	270	Terrasse
L-COMMERCE	2130	-
	10490	

LÉGENDE DES DEGRÉS DE RÉSISTANCE AU FEU

	DRF 45 MIN
	DRF 1 HR
	DRF 1.5 HRS
	DRF 2 HRS

LÉGENDE DES NOTES DE CONSTRUCTION

#	ÉLÉMENT
111	BAC DE PLANTATION 36" HAUT
113	CLOSOIR DE PLANCHES DE BOIS AVEC ACCES
114	GARDE-CORPS EN VERRE EXT. 42" HAUT
221	GARDE-CORPS EN ACIER AVEC PANNEAU D'ACIER DÉPLOYÉ PRÉPEINT BLANC, 42" HAUT
301	SOLIN MÉTALLIQUE PRÉPEINT COUL. M1
302	INSERTION MÉTALLIQUE COUL. M1
604	BORNE DE RECHARGE POUR VOITURE ÉLECTRIQUE
702	THERMOPOMPE

ADHOC ARCHITECTES
4035 ST-AMBROISE # 401
MONTRÉAL QC. CANADA
H4C 2E1

Clients

Residia
Développement immobilier

Consultants

Note générale:

Les plans sont émis uniquement aux fins spécifiées sur le cartouche et ne doivent aucunement être utilisés à d'autres fins.

No.	Description	Date
2	Pour information	2019-03-07
3	POUR INFORMATION	2019-07-18
4	PPCMOI Rév.01	2019-09-04

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

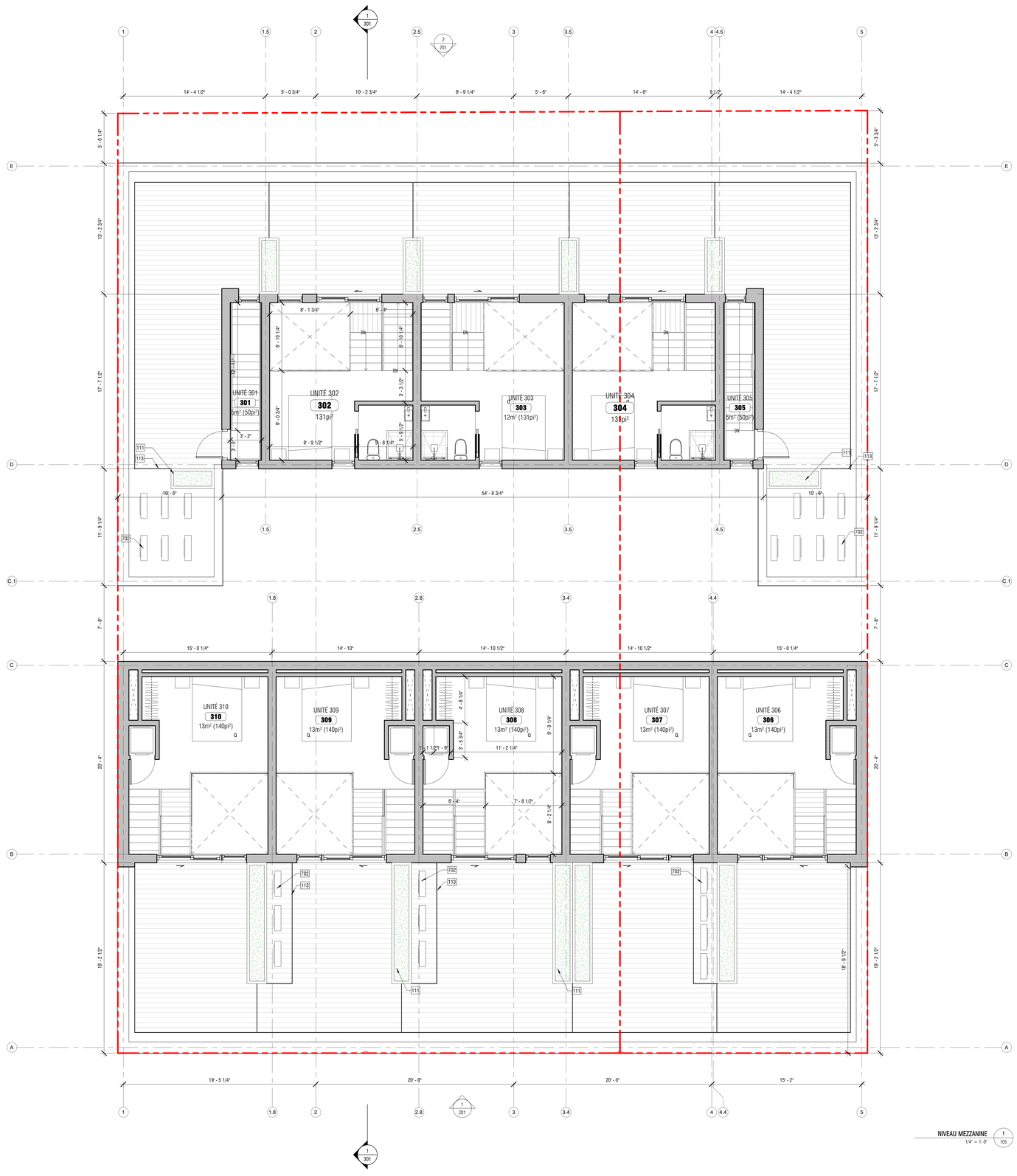
Sceau

Ordre des architectes du Québec
A 5205
FRANÇOIS MARTINEAU
ARCHITECTE

Projet:
Projet St-Hubert
7225 St-Hubert

PLAN DU NIVEAU 3

No de projet	18095
Imprimé le	2019-10-18 18:25:31
Dessiné par	VG
Vérifié par	FM
	A104
Échelle	1/4" = 1'-0"



SUPERFICIES (VENDABLE)

UNITÉ	SUPERFICIE (pi²)	Comments
V-101*	1030	2 chambres
V-102*	930	2 chambres
V-103*	1060	2 chambres
V-104*	1305	3 chambres
V-201	565	1 chambre
V-201 ext.	20	Balcon
V-202	705	2 chambres
V-202 ext.	40	Balcon
V-203	710	2 chambres
V-203 ext.	85	Balcon
V-204	590	1 chambre
V-204 ext.	35	Balcon
V-301	590	1 chambre
V-301ext.	330	Terrasse
V-302*	625	1 chambre
V-302* ext.	175	Terrasse
V-303*	625	1 chambre
V-303* ext.	185	Terrasse
V-304*	630	1 chambre
V-304* ext.	180	Terrasse
V-305	595	1 chambre
V-305* ext.	330	Terrasse
	11360	

SUPERFICIES (LOCATIF)

UNITÉ	SUPERFICIE (pi²)	Comments
L-105*	820	2 chambres
L-105* ext.	35	Loggia
L-205	580	1 chambre
L-205 ext.	35	Loggia
L-206	555	1 chambre
L-206 ext.	35	Loggia
L-207	555	1 chambre
L-207 ext.	35	Loggia
L-208	555	1 chambre
L-208 ext.	30	Loggia
L-306*	770	2 chambres
L-306* ext.	270	Terrasse
L-307*	740	2 chambres
L-307* ext.	275	Terrasse
L-308*	740	2 chambres
L-308* ext.	275	Terrasse
L-309*	740	2 chambres
L-309* ext.	275	Terrasse
L-310*	770	2 chambres
L-310* ext.	270	Terrasse
L-COMMERCE	2130	-
	10490	

LÉGENDE DES DEGRÉS DE RÉSISTANCE AU FEU

- DRF 45 MIN
- DRF 1 HR
- DRF 1.5 HRS
- DRF 2 HRS

LÉGENDE DES NOTES DE CONSTRUCTION

#	ÉLÉMENT
111	BAC DE PLANTATION 36" HAUT
113	CLOSOIR DE PLANCHES DE BOIS AVEC ACCES
114	GARDE-CORPS EN VERRE EXT. 42" HAUT
221	GARDE-CORPS EN ACIER AVEC PANNEAU D'ACIER DEPLOYÉ PREPEINT BLANC, 42" HAUT
301	SOLIN MÉTALLIQUE PREPEINT COUL. M1
302	INSERTION MÉTALLIQUE COUL. M1
604	BORNE DE RECHARGE POUR VOITURE ÉLECTRIQUE
702	THERMOPOMPE

ADHOC ARCHITECTES
4035 ST-AMBROISE # 401
MONTRÉAL QC. CANADA
H4C 2E1

Clients

Residia
Développement immobilier

Consultants

Note générale:

Les plans sont émis uniquement aux fins spécifiées sur le cartouche et ne doivent aucunement être utilisés à d'autres fins.

No.	Description	Date
2	Pour information	2019-03-07
3	POUR INFORMATION	2019-07-18
4	PPCMOI Rév.01	2019-09-04
6	PPCMOI Rév.03	2019-10-04
7	PPCMOI Rév.04	2019-10-18

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A-12005
FRANÇOIS MARTINEAU
ARCHITECTE

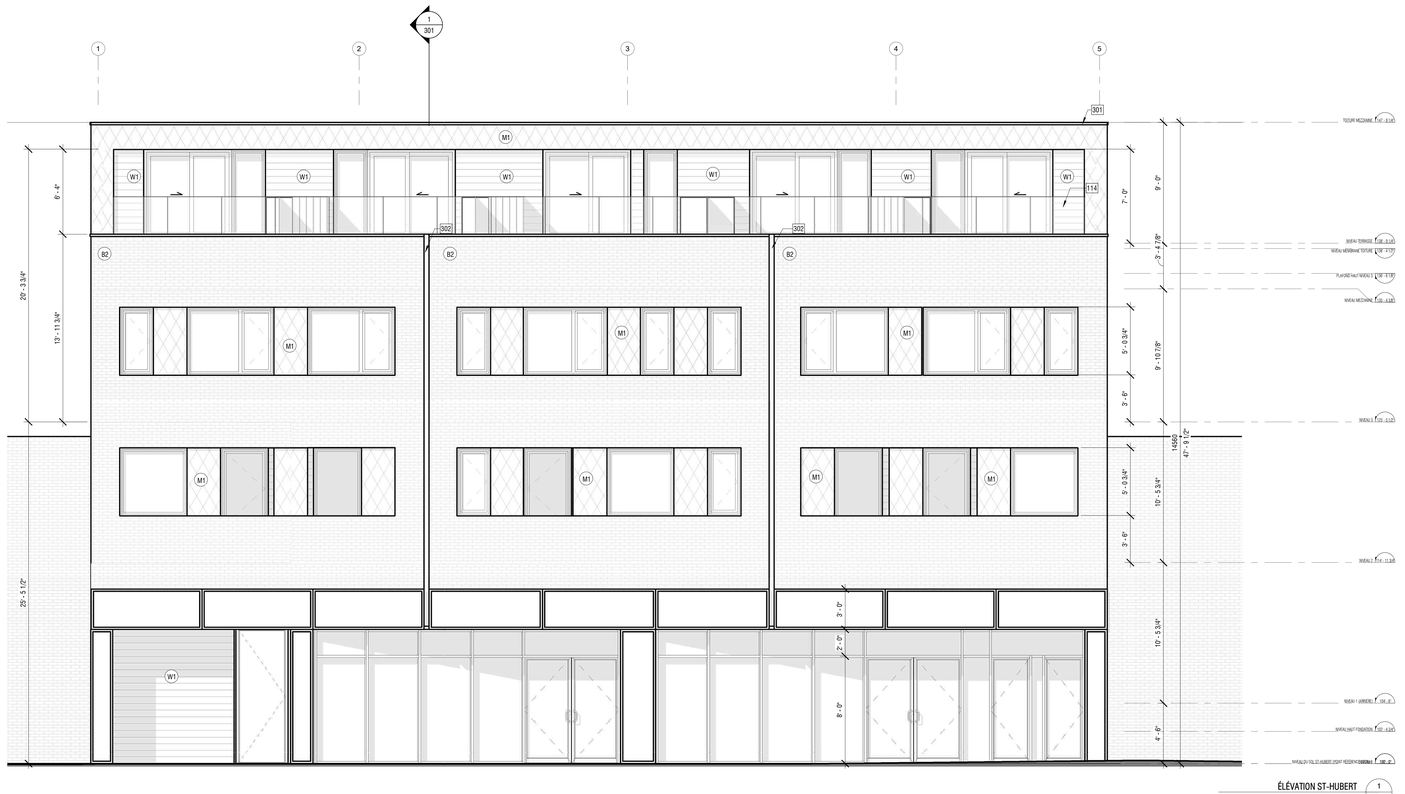
Projet:
Projet St-Hubert
7225 St-Hubert

PLAN DU NIVEAU MEZZANINE

No de projet	18095
Imprimé le	2019-10-18 18:25:34
Dessiné par	VG
Vérifié par	FM
	A105
Échelle	1/4" = 1'-0"



ÉLÉVATION ST-ANDRÉ
1/4" = 1'-0"
2
201



ÉLÉVATION ST-HUBERT
1/4" = 1'-0"
1
201

LÉGENDE DES FINIS EXTÉRIEURS

B1	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE BRIQUE D'ARGILE MODULAIRE MÉTRIQUE BLANCHE
M1	TUILES LOSANGES D'ALUMINIUM PRÉPEINTES BLANCHES
W1	REVÊTEMENT EN PLANCHES DE BOIS CLAIR, POSE HORIZONTALE ESSENCE: CHÊNE
BE	BÉTON LAISSÉ APPARENT

LÉGENDE DES NOTES DE CONSTRUCTION

#	ÉLÉMENT
111	BAC DE PLANTATION 30" HAUT
113	CLOISON DE PLANCHES DE BOIS AVEC ACCÈS
114	GARDE-CORPS EN VERRE EXT. 42" HAUT
221	GARDE-CORPS EN ACIER AVEC PANNEAU D'ACIER DÉPLOYÉ PRÉPEINT BLANC, 42" HAUT
301	SOLIN MÉTALLIQUE PRÉPEINT COUL. M1
302	INSERTION MÉTALLIQUE COUL. M1
604	BORNE DE RECHARGE POUR VOITURE ÉLECTRIQUE
702	THERMOPOMPE

ADHOC ARCHITECTES
4035 ST-AMBROISE # 401
MONTRÉAL QC. CANADA
H4C 2E1

Clients

Residia
Développement immobilier

Consultants

Note générale:

Les plans sont émis uniquement aux fins spécifiées sur le cartouche et ne doivent aucunement être utilisés à d'autres fins.

No.	Description	Date
1	PPCMOI	2019-05-27
4	PPCMOI Rév.01	2019-09-04
5	PPCMOI Rév.02	2019-09-25
7	PPCMOI Rév.04	2019-10-18

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A-5205
FRANÇOIS MARTINEAU
ARCHITECTE

Projet:
Projet St-Hubert
7225 St-Hubert

ÉLÉVATIONS

No de projet	18095
Imprimé le	2019-10-18 18:25:40
Dessiné par	-
Vérifié par	FM

A201

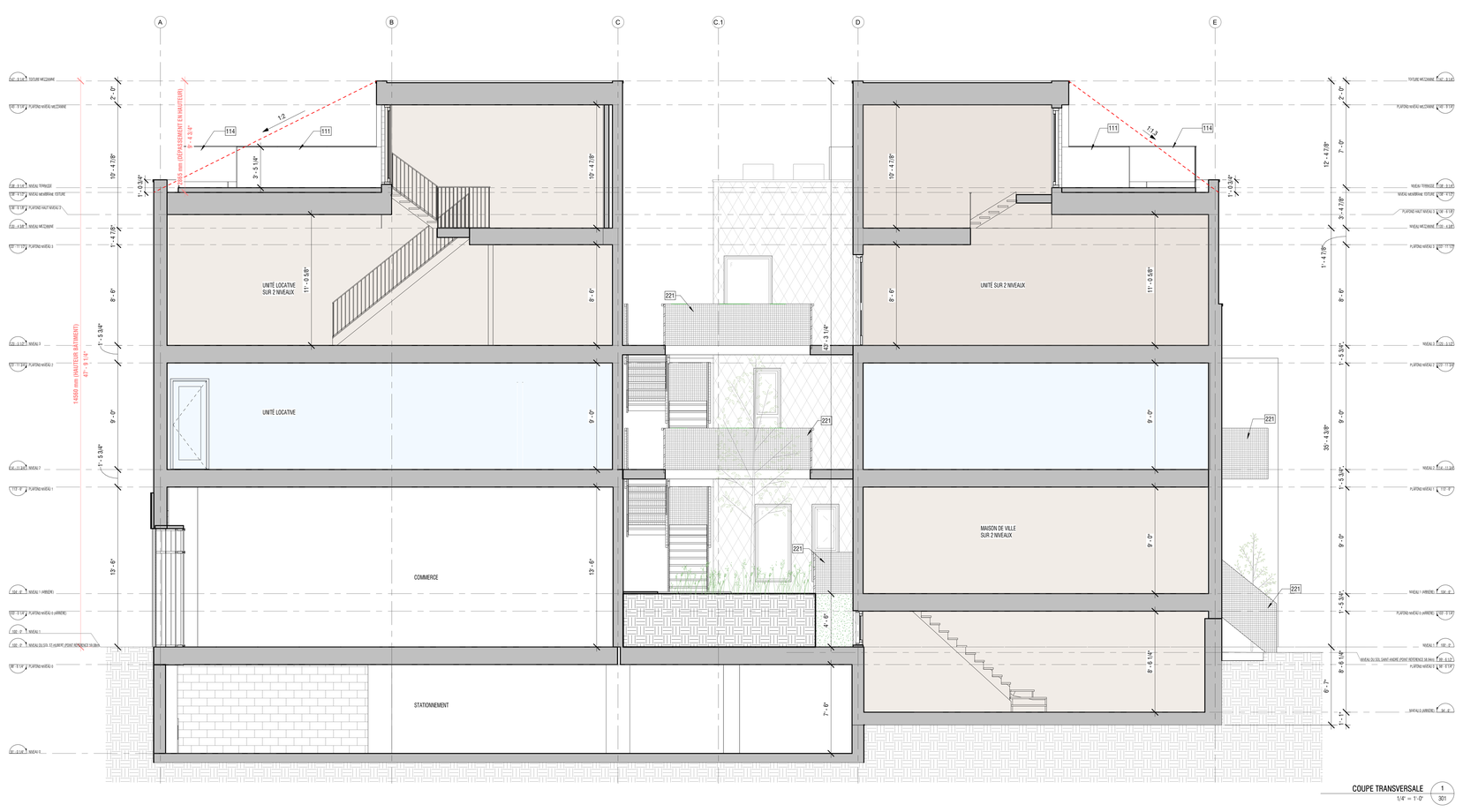
Échelle 1/4" = 1'-0"

LÉGENDE DES FINIS EXTÉRIEURS

B1	REVÊTEMENT DE MAÇONNERIE BRIQUE D'ARGILE MODULAIRE MÉTRIQUE BLANCHE
M1	TUILES LOSANGES D'ALUMINIUM PRÉPEINTES BLANCHES
W1	REVÊTEMENT EN PLANCHES DE BOIS CLAIR, POSE HORIZONTALE ESSENCE: CHÊNE
BE	BÉTON LAISSÉ APPARENT

LÉGENDE DES NOTES DE CONSTRUCTION

#	ÉLÉMENT
111	BAC DE PLANTATION 30" HAUT
113	CLOISON DE PLANCHES DE BOIS AVEC ACCÈS
114	GARDE-CORPS EN VERRE EXT. 42" HAUT
221	GARDE-CORPS EN ACIER AVEC PANNEAU D'ACIER DÉPLOYÉ PRÉPEINT BLANC, 42" HAUT
301	SOLIN MÉTALLIQUE PRÉPEINT COUL. M1
302	INSERTION MÉTALLIQUE COUL. M1
604	BORNE DE RECHARGE POUR VOITURE ÉLECTRIQUE
702	THERMOPOMPE



COUPE TRANSVERSALE 1
1/4" = 1'-0" 301

ADHOC ARCHITECTES
4035 ST-AMBROISE # 401
MONTRÉAL QC. CANADA
H4C 2E1

Clients

Residia
Développement immobilier

Consultants

Note générale:

Les plans sont émis uniquement aux fins spécifiées sur le cartouche et ne doivent aucunement être utilisés à d'autres fins.

No.	Description	Date
1	PPCMOI	2019-05-27
3	POUR INFORMATION	2019-07-18
4	PPCMOI Rév.01	2019-09-04
6	PPCMOI Rév.03	2019-10-04

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

Sceau

Ordre des architectes du Québec
A-5205
FRANÇOIS MARTINEAU
ARCHITECTE

Projet:
Projet St-Hubert
7225 St-Hubert

COUPE GÉNÉRALE

No de projet	18095
Imprimé le	2019-10-18 18:25:42
Dessiné par	VG
Vérifié par	JFSTO / FM
	A301
Échelle	1/4" = 1'-0"

EXAMINE
CONSTRUCTION | CONSULTANTS

7725-7237 RUE SAINT-HUBERT, MONTRÉAL

Étude comparative des coûts de construction

Préparé à la demande de

Résidia – Développement Immobilier Inc.

Préparé par

EXAMINE CONSULTANTS CONSTRUCTION INC.

12 août 2019

TABLE DES MATIÈRES

1. Mise en situation 1
2. Mandat 2
3. Rapport d'inspection D.L. Turner Consultants inc. 3
   3.1. 7225-7229 Rue St-Hubert 3
   3.2. 7231-7237 Rue St-Hubert 3
   3.3. Conclusions et recommandations 3
4. Analyse des coûts de construction 5
   4.1. Option 1 : Mise à niveau des bâtiments existants 5
   4.2. Option 2 : Construction neuve du Projet 6
5. Page de signature 8

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1. Rapport d'inspection de D.L. Turner Consultants Inc.
Annexe 2. Estimation option 1
Annexe 3. Estimation option 2
Annexe 4. Curriculum vitae de Nicolas Patrice-Quirion

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Façades projetées du Projet 1
Figure 2: Bâtiments existants sur les lots du Projet 1
Figure 3: Ventilation prix option 1 5
Figure 4: Ventilation prix option 2 6
Figure 5: Comparaison des coûts directs des options 1 et 2 7

1. MISE EN SITUATION

Residia – Développement Immobilier Inc. (**Residia**) est présentement en préparation d'un projet de développement immobilier visant la construction d'un bâtiment à usage mixte au 7225-7237 rue St-Hubert à Montréal (**Projet**). Plus particulièrement, le projet consiste en :

- Bâtiment de 555 m^2;
- Trois étages;
- Une mezzanine;
- Un stationnement sous-terrain;
- 23 unités résidentielles;
- Un local à vocation commerciale.

La figure ci-dessous illustre les façades projetées du Projet :



Figure 1: Façades projetées du Projet

Deux bâtiments existants sont cependant sur les lots visés par le Projet, tel qu'illustré dans la figure ci-bas :



Figure 2: Bâtiments existants sur les lots du Projet

Conséquemment, dans l'optique d'une potentielle intégration des bâtiments existants dans le Projet, Residia a mandaté la firme D.L. Turner Consultants Inc. de préparer un rapport suite à une inspection visuelle adressant l'état structural des bâtiments et leur respect des normes en vigueur.

2. MANDAT

Residia a retenu les services d'Examine Consultants Construction (Examine) afin de préparer un rapport comparant les coûts de réalisation du Projet selon deux options :

1) Mise à niveau des bâtiments existants et intégration au sein du Projet proposé
2) Démolition des bâtiments existants et construction complètement neuve du Projet

Les opinions énoncées dans ce rapport sont basées sur les prix historiques pour des projets similaires ainsi que les informations disponibles et consultées par Examine incluant :

- Rapport « 7725 au 7237 rue St-Hubert, Montréal, Inspection de la structure de l'édifice » daté du 21 décembre 2018 par D.L. Turner Consultants Inc.[1]
- Plans pour informations de ADHOC Architectes datés du 18 juillet 2019.

Notre analyse est basée sur notre analyse des documents disponibles et consultés par Examine en date de ce rapport. Examine se réserve le droit de revoir et/ou de modifier ses opinions si de l'information additionnelle nous est fournie ultérieurement. De plus, les estimations effectuées dans le cadre de la présente analyse sont de nature budgétaire. Examine ne peut garantir que les coûts estimés représenteront exactement les coûts réels.

[1] Voir Annexe 1 pour le rapport d'inspection de D.L. Turner Consultants Inc.

3. RAPPORT D'INSPECTION D.L. TURNER CONSULTANTS INC.

Le rapport préparé par D.L. Turner Consultants Inc. daté du 21 décembre 2018 avait pour objectif « d'effectuer une inspection et de fournir nos observations des conditions existantes déficientes de la structure [des bâtiments situés aux 7225-7237 rue St-Hubert à Montréal] ». L'inspection a eu lieu le 11 décembre 2018 et le rapport est signé par M. Daniel Turner et Mme Nahidah Hussainzada, tous deux ingénieurs enregistrés à l'Ordre des Ingénieurs du Québec.

3.1. 7225-7229 Rue St-Hubert

L'édifice construit en 1988 est composé de deux étages et n'a pas de sous-sol. Le revêtement extérieur est endommagé de manière esthétique à plusieurs endroits, notamment sur le crépi à la façade avant. La toiture n'a pas été inspectée par D.L. Turner Consultants Inc., mais la propriétaire du bâtiment a indiqué que la toiture n'a pas été réparée depuis dix ans.

L'inspection étant de nature visuelle, la structure n'a pu être inspectée que sommairement. Néanmoins, des traces d'infiltration d'eau ont été notées sur le plafond sous la toiture et sur les solives de la structure en bois du rez-de-chaussée. De la moisissure a également été constatée au deuxième étage du bâtiment.

3.2. 7231-7237 Rue St-Hubert

L'édifice commercial est composé d'un étage et n'a pas de sous-sol. D.L. Turner Consultants Inc. qualifie le revêtement extérieur en brique comme étant « généralement détérioré » et la façade arrière comme étant « en piètre condition ». La toiture n'a pas été inspectée par D.L. Turner Consultants Inc., mais selon le rapport d'évaluation environnementale du site produit par Aforge Environnement Inc., la toiture et les solins métalliques semblent en mauvaise condition.

L'inspection étant de nature visuelle, la structure n'a pu être inspectée que sommairement. Néanmoins, des traces d'infiltration d'eau ont été notées sur le plafond sous la toiture et pourraient suggérer un endommagement de la toiture. Également, D.L. Turner Consultants Inc. indique que la capacité des poutrelles de bois est probablement inadéquate pour supporter la charge de neige.

3.3. Conclusions et recommandations

D.L. Turner Consultants Inc. constate trois incompatibilités majeures au niveau des bâtiments situés aux 7225-7237 rue St-Hubert à Montréal avec le Projet:

1. Le stationnement sous-terrain nécessitera l'excavation et la construction d'un sous-sol ainsi que les travaux de fondation pour supporter la nouvelle structure. Une portion de l'enveloppe devra être détruire afin de permettre le passage de la machinerie requise pour les travaux.

2. Les dimensions actuelles des bâtiments ne permettent pas le dégagement vertical ou les aires ouvertes prévues au Projet, requérant le rehaussement du toit ou du deuxième étage des bâtiments.
3. La structure en bois et les fondations existantes ne sont pas suffisantes pour les charges additionnelles induites par l'ajout de deux à trois étages tel que prévu au Projet.

D.L. Turner Consultants Inc. conclut donc que les édifices existants ne sont pas conformes aux exigences du code de bâtiment national du Canada et recommande la démolition des bâtiments dans le cadre du Projet.

4. ANALYSE DES COÛTS DE CONSTRUCTION

L'analyse des coûts de construction a pour objectif de démontrer l'ordre de grandeur des travaux visés selon des coûts historiques obtenus de projets similaires. Les prix sont ajustés en fonction des dimensions des bâtiments, du type de travaux et de la location des travaux.

4.1. Option 1 : Mise à niveau des bâtiments existants

L'option 1 prévoit la mise à normes des bâtiments existants selon les indications du rapport de D.L. Turner Consultants Inc. et l'adaptation au sein du Projet. Cette option est principalement différenciée par les facteurs suivants :

- Mise à norme de la structure existante;
- Démolition d'une portion de la façade existante;
- Démolition du rez-de-chaussée pour excavation du sous-sol;
- Excavation du sous-sol avec petite machinerie pour espaces restreints;
- Démolition et reconstruction des fondations;
- Renforcement de la structure existante pour supporter les étages additionnels;
- Réhabilitation de la façade existante;
- Mise à norme des services;
- Travaux exhaustifs d'agencement des systèmes d'étanchéité et d'isolation entre les bâtiments existants et les nouveaux étages.

Le projet principalement utilisé à titre de référence pour les coûts est un projet de construction d'un bâtiment à usage mixte dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal à Montréal amorcé en 2018. Le projet requérait la conservation des façades existantes, le renforcement de la structure et la construction de nouveaux étages au-dessus du bâtiment existant. Deux autres projets d'envergures similaires au Projet proposé sont également utilisés afin d'identifier es coûts liés à la structure et aux finis. Ces projets sont localisés dans l'arrondissement de Villeray à Montréal et sur la Rive-Nord de Montréal.

À la lumière des coûts comparatifs et des informations fournies sur le Projet, nous estimons la valeur des travaux pour le Projet dans le cadre d'une réhabilitation des bâtiments existants à **4 180 951,14 $**, toutes taxes exclues. La ventilation du prix est identifiée dans la figure ci-dessous :

Coûts directs	3 631 817,45 $
Coûts indirects	549 133,69 $
Total	**4 180 951,14 $**

Figure 3: Ventilation prix option 1

Le détail de l'estimation est disponible à l'annexe 2.

4.2. Option 2 : Construction neuve du Projet

L'option 2 prévoit la démolition complète des bâtiments existants et la construction neuve de l'ensemble du Projet. Cette option est principalement différenciée par les facteurs suivants :

- Démolition complète des bâtiments existants, incluant désamiantage;
- Excavation de masse du sous-sol;
- Construction de fondations neuves
- Dalle de béton au rez-de-chaussée et structure en bois aux étages
- Travaux de maçonnerie neuve sur l'ensemble des façades.

Le projet principalement utilisé à titre de référence pour les coûts est un projet de construction d'un bâtiment à vocation résidentielle l'arrondissement de Villeray à Montréal amorcé en 2019. Le projet requérait la démolition et le désamiantage des bâtiments existants, l'excavation d'un sous-sol et la construction neuve du bâtiment. Deux autres projets d'envergures similaires au Projet proposé sont également utilisés afin d'identifier es coûts liés à la structure et aux finis. Ces projets sont localisés dans l'arrondissement du Plateau Mont-Royal à Montréal et sur la Rive-Nord de Montréal.

À la lumière des coûts comparatifs et des informations fournies sur le Projet, nous estimons la valeur des travaux pour le Projet dans le cadre d'une construction neuve entière à **3 705 049,06 $**, toutes taxes exclues. La ventilation du prix est identifiée dans la figure ci-dessous :

Coûts directs	3 218 421,21 $
Coûts indirects	486 627,85 $
Total	**3 705 049,06 $**

Figure 4: Ventilation prix option 2

Le détail de l'estimation est disponible à l'annexe 3.

4.3. Comparaison des options

La figure ci-dessous compare les différentes divisions dans l'estimation des coûts directs selon les deux options. Les variations majeures sont surlignées en gris :

Description	Option 1	Option 2	Variation (1-2)
Conditions générales	209 125,94 $	139 417,29 $	69 708,65 $
Démolition	233 419,04 $	118 370,50 $	115 048,54 $
Aménagement du site	311 085,76 $	202 205,75 $	108 880,01 $
Travaux de béton	127 114,40 $	221 687,56 $	-94 573,16 $
Maçonnerie	158 841,90 $	121 327,47 $	37 514,43 $
Structure d'acier	499 483,64 $	70 722,73 $	428 760,91 $
Travaux de bois	90 186,71 $	432 334,87 $	-342 148,16 $
Isolation et imperméabilisation	286 112,18 $	142 816,86 $	143 295,32 $
Portres et fenêtres	157 553,29 $	150 466,85 $	7 086,44 $
Systèmes intérieurs	388 376,47 $	388 376,47 $	0,00 $
Planchers	125 014,72 $	125 014,72 $	0,00 $
Peinture	28 860,87 $	28 860,87 $	0,00 $
Autres finis	8 507,66 $	8 507,66 $	0,00 $
Équipements	68 046,97 $	68 046,97 $	0,00 $
Protection incendie	48 383,63 $	48 383,63 $	0,00 $
Systèmes	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Ascenseur	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Plomberie	249 705,65 $	277 450,72 $	-27 745,07 $
Ventilation	161 574,24 $	179 526,94 $	-17 952,70 $
Contrôles	0,00 $	0,00 $	0,00 $
Électricité	307 480,68 $	341 645,20 $	-34 164,52 $
Total:	***3 458 873,75 $***	***3 065 163,06 $***	***393 710,69 $***

Figure 5: Comparaison des coûts directs des options 1 et 2

L'on constate donc une différence de 393 710,69 $ entre les coûts directs des deux options, se traduisant par une différence de 475 902,08 $ en considérant les coûts indirects. L'option 1 est donc 13% plus dispendieuse que l'option 2. Ceci s'explique majoritairement par les coûts additionnels de structure d'acier pour renforcer la structure existante et les coûts d'aménagement du site lié à l'excavation du sous-sol avec de la machinerie de petite taille et l'évacuation difficile des déblais. Également, l'intégration des bâtiments existants dans le projet demandera un effort considérable au niveau de l'imperméabilisation et l'isolation compte tenu de l'interface entre l'existant et le nouveau. Néanmoins, certaines économies sont à prévoir en conservant les bâtiments existants, notamment au niveau des services et de la structure en bois déjà en place. À noter qu'il n'y a aucune économie à la maçonnerie à cause des difficultés liées à la conservation, rénovation et intégration des façades existantes aux nouvelles sections du bâtiment.

5. PAGE DE SIGNATURE

Ce rapport a été préparé par Nicolas Patrice-Quirion, consultant junior[2] chez Examine Consultants Construction.

Ce rapport ne contient pas d'opinion juridique et n'est pas rédigé à cette fin.

Les opinions et les conclusions présentées dans ce rapport sont fondées sur l'information et les documents qui nous ont été fournis et qui ont été consultés par Examine à la date d'émission de ce rapport. Examine se réserve le droit de réviser et/ou modifier son opinion si des informations additionnelles nous sont fournies ultérieurement.

L'analyse et les conclusions contenues dans ce rapport sont basées sur la formation et l'expérience de ses auteurs dans les disciplines de gestion de projet, contrôle de coût, analyse d'échéanciers, analyse de productivité et l'impact des changements sur l'exécution de projets.

EXAMINE CONSULTANTS CONSTRUCTION INC.



.....

Nicolas Patrice-Quirion, Ing. Jr.
Consultant Junior

[2] Voir Annexe 4 pour le curriculum vitae de Nicolas Patrice-Quirion

Étude comparative des coûts de construction
7725-7237 Rue Saint-Hubert

Annexe 1

Rapport d'insepction de D.L. Turner Consultants Inc.

D. L. TURNER CONSULTANTS INC.
4700 DE LA SAVANE, SUITE 203
MONTREAL, QUEBEC
H4P 1T7

Tel. No.: (514) 344-1865
Cell No.: (514) 992-1961
daniel@dlturner-consultants.ca
www.dlturner-consultants.ca

Le 21 décembre 2018

Residia – Développement Immobilier
101-2455 Rue des Nations
Montréal Saint-Laurent, Québec
H4R 9L6

Cell: 514-717-7537 cduchesne@residiadev.ca

À l'attention de: Charles Duchesne

Objet: **7725 au 7237 rue St-Hubert, Montréal**
Inspection de la structure de l'édifice

Notre projet : 218202

Chers Messieurs,

Nous avons effectué une visite le 11 décembre 2018 aux édifices suivantes (voir Figure 1) afin d'effectuer une inspection et de fournir nos observations des conditions existantes déficientes de la structure:

I. 7225-7227-7229 rue St-Hubert, Montréal et;
II. 7231-7233-7235-7237 rue St-Hubert, Montréal.

Un nouveau bâtiment résidentiel et commercial comprenant trois étages, une mezzanine et un niveau de stationnement souterrain est proposé à l'emplacement actuel des deux (2) bâtiments.



Figure 1 – 7225 au 7237 rue St-Hubert (source: google.ca)

…/2

I. 7225-7229 RUE ST-HUBERT

A. Description des Lieux

1. Les plans de structure originale de l'édifice ne sont pas disponibles.

2. Le bâtiment est situé sur la rue St-Hubert entre les rues Jean-Talon est et de Castelnau Est. Le bâtiment est encadré par deux édifices commerciales mitoyen d'un (1) et deux (2) étages respectivement de chaque côté et par la rue St-André au nord (voir Figure 2).

3. L'édifice de deux étages, construit en 1988, mesure ± 78'- 0'' en longueur par ± 23'- 0'' en largeur.

4. Le bâtiment commercial est occupé par un bar/club de nuit au deuxième étage (7225), un commerce de transfert monétaire (7227) et un espace à bureau inoccupé (7229) au premier étage. L'édifice ne comporte pas de sous-sol.

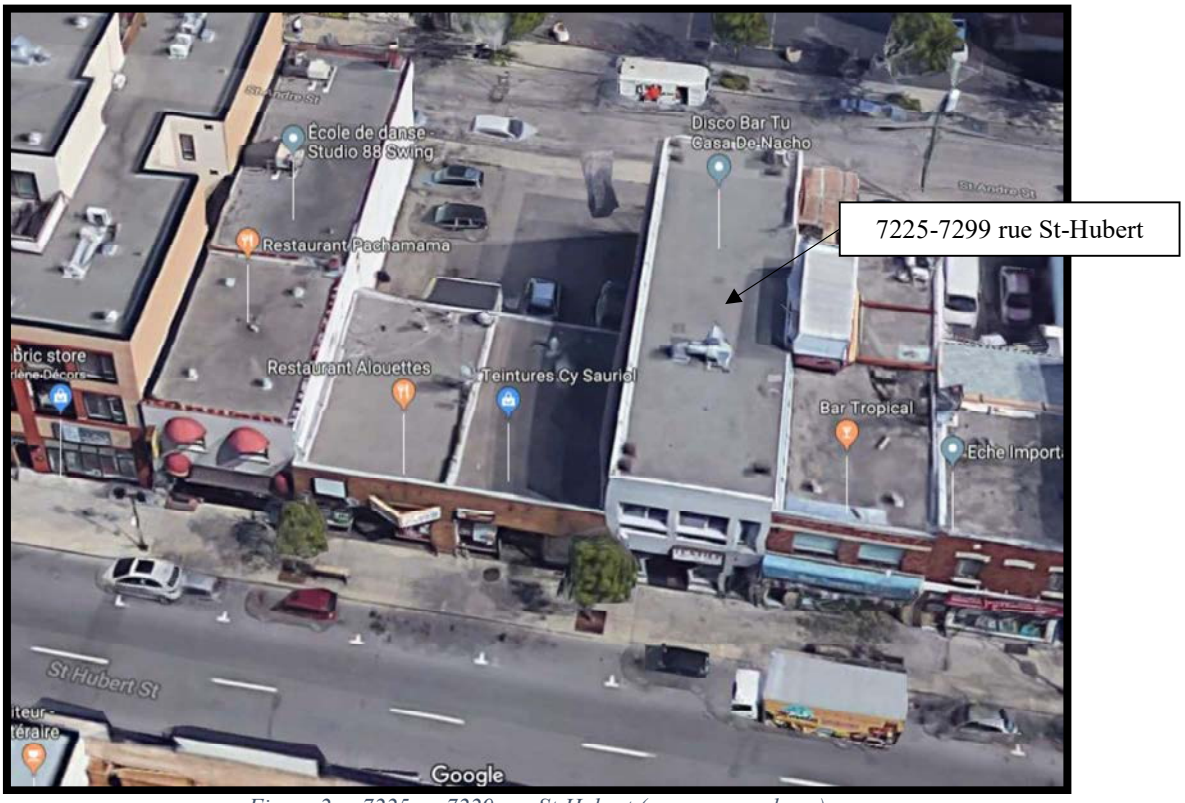


Figure 2 – 7225 au 7229 rue St-Hubert (source: google.ca)

B. Observations Visuelles

1. Façades:

1.1 La façade avant est recouverte d'un crépi.



Photo 1- façade avant

a. La façade avant est en mauvaise condition. Des tâches d'infiltrations d'eau et des fissures sont visibles à plusieurs endroits sur le crépi (Photos 1 à5).



Photo 2- façade avant



Photo 3- façade avant



Photo 4- façade avant



Photo 5- façade avant

1.2 Les <u>façades arrière</u> (nord) et des côtés est et ouest sont composés de panneaux de béton préfabriqués.

a. Des fissures sont visibles dans les joints de mortier et des dommages mineurs sont visibles sur les façades (Photos 6 à 9).

b. Des traces de rouille sont visibles sur les linteaux au-dessus des ouvertures (voir Photo 6).



Photo 6 – Façade arrière



Photo 7 – Façade est



Photo 8 – Façade arrière



Photo 9 – Façade arrière

2. Toiture:

2.1 La toiture n'a pas pu être accédée et n'a donc pas été inspectée.

2.2 Une photo prise en date du 4 octobre 2011 pour un rapport d'évaluation environnementale du site effectué par Aforge Environnement Inc (Photo 10) a été évaluée.

a. La toiture est composée d'un système de goudron et de gravier.

b. Des traces de détérioration (fissurations) dans la toiture en goudron sont apparentes sur la photo.



Photo 10- Toiture – Extrait du Rapport Environnementale Aforge Environnement (Octobre 2011)

2.3 Selon les informations reçus de la propriétaire du bâtiment (Katz Issie), aucune réparation de la toiture n'a été effectuée dans les dix dernières années.

3. Structure:

3.1 La structure du bâtiment est recouverte et n'a pas pu être inspecté.

3.2 Des traces qui apparaissent comme de l'infiltration d'eau sont visibles sur le plafond en gypse du 7225 St-Hubert au 2e étage (Photos 11 et 12) indiquant possiblement une toiture endommagée.



Photo 11- traces d'infiltration d'eau



Photo 12- traces d'infiltration d'eau

3.3 Selon les informations reçus de la propriétaire du bâtiment (Katz Issie), des réparations ont été effectuées au fini architectural (parqueterie et tuiles du plancher) du 7225 St-Hubert au deuxième étage suite à des dégâts d'eau causés par de la tuyauterie déficiente.

3.4 Des dommages causés aux tuiles du plancher par de la tuyauterie déficiente sont toujours visibles (Photos 13 et 14).



Photo 13



Photo 14

3.5 De la moisissure causée par l'infiltration d'eau est visible au plafond et autour de toutes les fenêtres du deuxième étage du bâtiment (Photos 15 à 18).



Photo 15 – Moisissure



Photo 16 – Moisissure



Photo 17 – Moisissure



Photo 18 – Moisissure

3.6 Une photo prise en date du 4 octobre 2011 par Aforge Environnement Inc (Photo 19) dans leur rapport d'évaluation environnementale montre une structure en bois à l'entrée d'eau de l'immeuble.

a. On peut présumer que la structure du rez-de-chausée est composée en bois ou en partie en bois.

b. Des tâches d'infiltration d'eau sont généralement visibles sur les solives en bois de la structure du présumée du rez-de-chaussée.



Photo 19 – Structure en bois à l'entrée d'eau – Extrait du Rapport Environnementale Par Aforge Environnement (Octobre 2011)

II. 7231-7237 RUE ST-HUBERT

A. Description des Lieux

1. Les plans de structure originale de l'édifice ne sont pas disponibles.

2. Le bâtiment est situé sur la rue St-Hubert entre les rues Jean-Talon est et de Castelnau Est. Le bâtiment est encadré par deux édifices commerciales mitoyen de deux (2) étages de chaque côté et par la rue St-André au nord (voir Figure 2).

3. L'édifice d'un étage, construit en mesure ± 51'- 0'' en longueur par ± 46'- 0'' en largeur.

4. Le bâtiment commercial est occupé par quatre (4) commerces dont un magasin de teinture (7231), une bijouterie inoccupée (7233), une pizzeria (7235) et un magasin d'équipement de télévision (7237). L'édifice ne comporte pas de sous-sol.

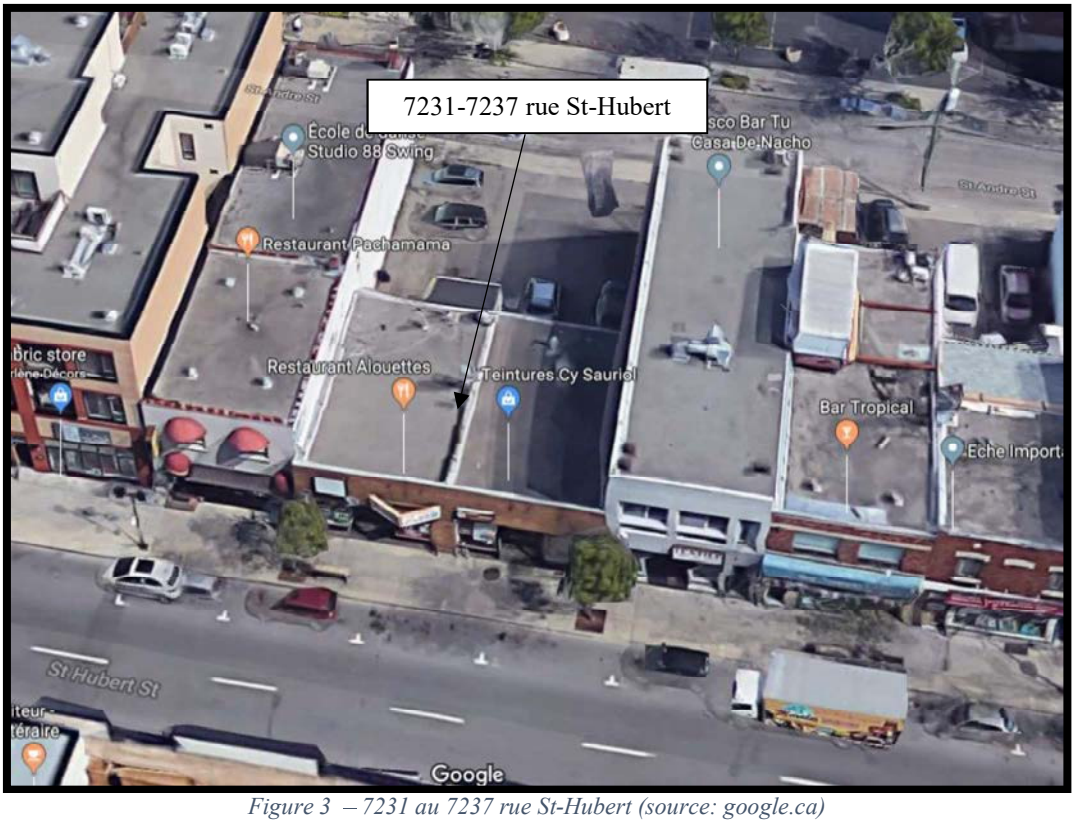


Figure 3 – 7231 au 7237 rue St-Hubert (source: google.ca)

B. **Observations Visuelles**

Les déficiences suivantes ont été observées lors de la visite d'inspection quant aux façades, à la toiture ainsi qu'à la structure de l'édifice :

1. Façades:

1.1 La façade avant est principalement composée de briques. La façade de briques est généralement détériorée (Photo 20 à 23)

a. Des traces d'efflorescence sont visibles sur la façade de briques.

b. Des traces de rouille sont visibles sur les linteaux au-dessus des ouvertures (voir Photo 21 et 22).



Photo 20 – Façade avant



Photo 21 – Façade avant



Photo 22 – Façade avant



Photo 23 – Façade avant

1.2 La <u>façade arrière</u> est en piètre condition (Photo 24 et 25).

a. La façade arrière de l'édifice est recouverte de crépi.

b. Des fissures et des dommages sont généralement visibles sur la façade.



Photo 24 – Façade arrière *Photo 25 – Façade arrière*

2. <u>Toiture:</u>

2.1 La toiture n'a pas pu être accédée et n'a donc pas été inspectée.

2.2 Une photo prise en date du 4 octobre 2011 pour un rapport d'évaluation environnementale du site effectué par Aforge Environnement Inc (Photo 10) a été évaluée.

c. La toiture est composée d'un système de goudron et de gravier.

d. La toiture de goudron et gravier du toit haut ainsi que les solins métalliques apparaissent détériorées et en mauvaise condition (Photo 26).



Photo 26- Toiture – Extrait du Rapport Environnementale Aforge Environnement (Octobre 2011) *Photo 27- Toiture – Solins Métalliques*

3. Structure:

3.1 La structure du bâtiment est recouverte et n'a pas pu être inspecté.

3.2 Des traces possiblement indiquant des infiltrations d'eau sont généralement visibles sur le plafond et murs en gypse de tous les commerces du 7231 au 7237 St-Hubert (Photos 28 à 33) indiquant que la toiture est possiblement endommagée et/ou a atteint son espérance de vie



Photo 28- Infiltrations d'eau

Photo 29- Toiture – Infiltrations d'eau

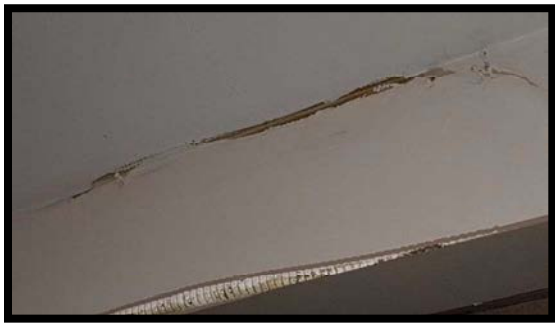


Photo 30- Infiltrations d'eau



Photo 31- Toiture – Infiltrations d'eau



Photo 32- Infiltrations d'eau



Photo 33- Toiture – Infiltrations d'eau

3.3 Une ouverture dans un mur indique la présence d'une structure en bois (Photo 34). Des madriers et une colonne en bois est visible à travers l'ouverture.



Photo 34- Madriers en bois

3.4 On présume que la structure du toit haut est composée de poutrelles en bois supportée par des poutres et colonnes en bois ou en acier et par les murs extérieurs en bois (madriers).



Photo 35- Colonne et poutre

3.5 Une importante accumulation de neige est causée par la présence de l'édifice avoisinant de deux (2) étages (7225-7229). Nous présumons que la capacité des poutrelles de bois est inadéquate pour supporter cette accumulation de neige.

Conclusions et Recommandations

1. Les déficiences suivantes observées au site sont résumés ici-bas pour les deux (2) édifices situés au 7225 au 7237 rue St-Hubert:

    a. Les façades en brique sont détériorées.

    b. La toiture est endommagée, ce qui a causé des infiltrations d'eau généralement visibles sur le plafond de gypse et possiblement des dommages à la structure du toit.

    c. Nous présumons que la structure en bois du toit du 7231-7237 St-Hubert est inadéquate pour supporter les accumulations de neige causées par la présence du bâtiment mitoyen à deux étages.

2. Un nouveau bâtiment (commercial au premier étage et résidentiel aux étages supérieurs) est proposé à l'emplacement des deux (2) édifices existants. Le nouveau bâtiment proposé constituera de trois étages, une mezzanine et d'un niveau de stationnement souterrain.

3. La démolition des deux bâtiments existants est recommandée afin de permettre la construction du nouvel édifice selon les normes et codes à jour.

    a. La création d'un niveau de stationnement souterrain nécessitera la démolition de la structure du rez-de-chaussée, l'excavation du sol et des travaux de sous-œuvre en séquence pour supporter la structure et la fondation existante des deux bâtiments. Ces travaux ne peuvent être effectués sans une démolition partielle ou totale des façades et de la structure des bâtiments existants.

    b. La configuration requise pour les commerces au premier étage (espaces ouvertes et hauteur libre minimum de 13 pieds) n'est pas conforme avec la configuration actuelle des deux bâtiments et nécessitera une démolition de la structure du toit (au 7225-7229 St-Hubert) ou du deuxième étage (au 7231-7237 St-Hubert)

    c. La structure en bois et fondations des bâtiments existants ne sont pas adéquats pour supporter les charges mortes et vives additionnelles due à l'ajout de deux à trois nouvelles étages.

4. Selon les déficiences et points 1 à 3 énumérées ici-haut, les édifices existants situés au 7396 et 7408 rue St-Hubert, Montréal ne sont pas conformes au code de bâtiment national du Canada le plus récent (NBCC 2010).

5. La construction du nouvel édifice doit être effectué selon les plans et les devis préparés par un ingénieur en structure membre de l'OIQ et par un architecte membre de l'OAQ.

Nous espérons que le tout sera à votre entière satisfaction. N'hésitez pas à communiquer avec nous pour de plus amples renseignements.

Limites de l'Investigation

Ce rapport a été préparé à l'usage du client nommé ci-dessus. Son contenu se base entièrement sur les renseignements disponibles au moment de sa préparation. Toute utilisation que pourrait en faire une tierce partie ou toute référence ou toute décision en découlant est l'entière responsabilité de ladite tierce partie. Les Consultants D.L. Turner Inc. n'accepte aucune responsabilité quant aux pertes ou dommages que pourrait subir une tierce partie à la suite de décisions ou de gestes basés sur le présent rapport.

Les visite de site se sont effectuées aux endroits facilement accessibles et sont limitées à des observations visuelles des conditions apparentes existant au moment de la visite. Les défauts et les imperfections cachés et latents sont exclus des visites de chantier.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Sincèrement,

Daniel Turner, P.Eng.
OIQ# 102893

Nahidah Hussainzada, ing.
OIQ# 5052209

Projects/2018/218202/Letter/218202-7225-7237 St-Hubert-Rapport-20181221

Étude comparative des coûts de construction
7725-7237 Rue Saint-Hubert

Annexe 2

Estimation option 1 - Mise à niveau des bâtiments existants

Project: 7225-7237 St-Hubert - Option 1

Cost References

		Reference 1	Reference 2	Reference 3	Average
General	Total Cost	$ 5 869 272,06	$ 4 647 675,46	$ 3 916 534,55	
	Total Floor Area (m2)	4218	4960	2283	
	$/m2	$ 1 391,48	$ 937,03	$ 1 715,52	$ 1 348,01
	Units	23	$ 32,00	$ 16,00	
	$/unit	$ 255 185,74	$ 145 239,86	$ 244 783,41	$ 215 069,67
	Location factor	106	98,5	106	103,5
	%Residential Area	61,40%	80,00%	63,51%	
Direct/ Indirect	Direct Cost (no land)	$ 4 925 017,39	$ 4 233 902,46	$ 3 331 534,55	
	Indirect Costs (no land)	$ 944 254,67	$ 413 773,00	$ 585 000,00	
	Indirect Cost %	19,17%	9,77%	17,56%	15,50%

						Area source
Divisions	General Conditions	$ 174,04	$ 28,61	$ 56,13	$ 86,26	*TFA*
	Demolition	$ 232,26	$ -	$ 176,67	$ 136,31	*BI*
	Site Work	$ 135,68	$ 435,46	$ 478,59	$ 349,91	*GUA*
	Concrete work	$ 51,17	$ 82,93	$ 266,75	$ 133,62	*TFA*
	Masonry	$ 211,45	$ 153,64	$ 161,51	$ 175,53	*EWA*
	Steel structure	$ 160,86	$ 5,08	$ 28,47	$ 64,81	*TFA*
	Woodwork	$ 36,31	$ 161,73	$ 54,69	$ 84,24	*TFA*
	Insulation & waterproofing	$ 127,67	$ 117,99	$ 95,59	$ 113,75	*EWA+RA*
	Doors and windows	$ 85,91	$ 33,67	$ 82,04	$ 67,21	*GAGFA*
	Interior systems	$ 152,76	$ 117,39	$ 282,35	$ 184,17	*GAGFA*
	Flooring	$ 39,07	$ 36,52	$ 68,17	$ 47,92	*GAGFA*
	Paint	$ 19,10	$ 17,78	$ 15,74	$ 17,54	*GAGFA*
	Other finishes	$ 4,64	$ 3,27	$ -	$ 2,64	*GAGFA*
	Furnishing	$ 36,08	$ 34,48	$ 54,11	$ 41,55	*TFA*
	Fire protection	$ 18,73	$ 31,25	$ 19,48	$ 23,15	*TFA*
	Systems	$ -	$ -	$ -	$ -	*TFA*
	Elevator	$ 73,26	$ 20,14	$ -	$ 31,13	*TFA*
	Plumbing	$ 54,43	$ 50,15	$ 111,70	$ 72,09	*TFA*
	HVAC	$ 56,90	$ 31,36	$ 72,27	$ 53,51	*TFA*
	Controls	$ -	$ -	$ -	$ -	*TFA*
	Electricity	$ 62,83	$ 42,73	$ 137,54	$ 81,03	

Project Information

Building Imprint (m2)	670	*(BI)*
Total Floor Area (m2)	2484	*(TFA)*
Gross Underground Area (m2)	650	*(GUA)*
Gross Above-Ground Floor Area (m2)	1834	*(GAGFA)*
Roof Area (m2)	555	*(RA)*
Common Area (m2)	113	*(CA)*
Residential Area (m2)	1768	*(RA)*
Exterior Wall Area (m2)	939	*(EWA)*
Units	23	
Location (Price adjustment)	Montreal	106

Estimate

Division	Reference	$/m2	Adjustment	$
General Conditions	Reference 3	56,13	150%	$ 209 125,94
Demolition	Reference 1	232,26	150%	$ 233 419,04
Site Work	Reference 3	478,59	100%	$ 311 085,76
Concrete work	Reference 1	51,17	100%	$ 127 114,40
Masonry	Reference 1	211,45	80%	$ 158 841,90
Steel structure	Reference 1	160,86	125%	$ 499 483,64
Woodwork	Reference 1	36,31	100%	$ 90 186,71
Insulation & waterproofing	Reference 1	127,67	150%	$ 286 112,18
Doors and windows	Reference 1	85,91	100%	$ 157 553,29
Interior systems	Reference 3	282,35	75%	$ 388 376,47
Flooring	Reference 3	68,17	100%	$ 125 014,72
Paint	Reference 3	15,74	100%	$ 28 860,87
Other finishes	Reference 1	4,64	100%	$ 8 507,66
Furnishing	Reference 2	37,10	100%	$ 68 046,97
Fire protection	Reference 3	19,48	100%	$ 48 383,63
Systems	Reference 1	0,00	100%	$ -
Elevator	Reference 1	73,26	0%	$ -
Plumbing	Reference 3	111,70	90%	$ 249 705,65
HVAC	Reference 3	72,27	90%	$ 161 574,24
Controls	Reference 2	0,00	100%	$ -
Electricity	Reference 3	137,54	90%	$ 307 480,68
Direct Costs				$ 3 458 873,76
Construction management		5%	100%	$ 172 943,69
Indirect Costs	Average	15,88%	100%	$ 549 133,69
Total Costs				***$ 4 180 951,14***

Étude comparative des coûts de construction
7725-7237 Rue Saint-Hubert

Annexe 3

Estimation option 2 - Mise à niveau des bâtiments existants

Project: 7225-7237 St-Hubert - Option 2

Cost References

		Reference 1	Reference 2	Reference 3	Average
General	Total Cost	$ 5 869 272,06	$ 4 647 675,46	$ 3 916 534,55	
	Total Floor Area (m2)	4218	4960	2283	
	$/m2	$ 1 391,48	$ 937,03	$ 1 715,52	$ 1 348,01
	Units	23	$ 32,00	$ 16,00	
	$/unit	$ 255 185,74	$ 145 239,86	$ 244 783,41	$ 215 069,67
	Location factor	106	98,5	106	103,5
	%Residential Area	61,40%	80,00%	63,51%	
Direct/ Indirect	Direct Cost (no land)	$ 4 925 017,39	$ 4 233 902,46	$ 3 331 534,55	
	Indirect Costs (no land)	$ 944 254,67	$ 413 773,00	$ 585 000,00	
	Indirect Cost %	19,17%	9,77%	17,56%	15,50%

						Area source
Divisions	General Conditions	$ 174,04	$ 28,61	$ 56,13	$ 86,26	*TFA*
	Demolition	$ 232,26	$ -	$ 176,67	$ 136,31	*BI*
	Site Work	$ 135,68	$ 435,46	$ 478,59	$ 349,91	*GUA*
	Concrete work	$ 51,17	$ 82,93	$ 266,75	$ 133,62	*TFA*
	Masonry	$ 211,45	$ 153,64	$ 161,51	$ 175,53	*EWA*
	Steel structure	$ 160,86	$ 5,08	$ 28,47	$ 64,81	*TFA*
	Woodwork	$ 36,31	$ 161,73	$ 54,69	$ 84,24	*TFA*
	Insulation & waterproofing	$ 127,67	$ 117,99	$ 95,59	$ 113,75	*EWA+RA*
	Doors and windows	$ 85,91	$ 33,67	$ 82,04	$ 67,21	*GAGFA*
	Interior systems	$ 152,76	$ 117,39	$ 282,35	$ 184,17	*GAGFA*
	Flooring	$ 39,07	$ 36,52	$ 68,17	$ 47,92	*GAGFA*
	Paint	$ 19,10	$ 17,78	$ 15,74	$ 17,54	*GAGFA*
	Other finishes	$ 4,64	$ 3,27	$ -	$ 2,64	*GAGFA*
	Furnishing	$ 36,08	$ 34,48	$ 54,11	$ 41,55	*TFA*
	Fire protection	$ 18,73	$ 31,25	$ 19,48	$ 23,15	*TFA*
	Systems	$ -	$ -	$ -	$ -	*TFA*
	Elevator	$ 73,26	$ 20,14	$ -	$ 31,13	*TFA*
	Plumbing	$ 54,43	$ 50,15	$ 111,70	$ 72,09	*TFA*
	HVAC	$ 56,90	$ 31,36	$ 72,27	$ 53,51	*TFA*
	Controls	$ -	$ -	$ -	$ -	*TFA*
	Electricity	$ 62,83	$ 42,73	$ 137,54	$ 81,03	

Project Information

Building Imprint (m2)	670	*(BI)*
Total Floor Area (m2)	2484	*(TFA)*
Gross Underground Area (m2)	650	*(GUA)*
Gross Above-Ground Floor Area (m2)	1834	*(GAGFA)*
Roof Area (m2)	555	*(RA)*
Common Area (m2)	113	*(CA)*
Residential Area (m2)	1768	*(RA)*
Exterior Wall Area (m2)	939	*(EWA)*
Units	23	
Location (Price adjustment)	Montreal	106

Estimate

Division	Reference	$/m2	Adjustment	$
General Conditions	Reference 3	56,13	100%	$ 139 417,29
Demolition	Reference 3	176,67	100%	$ 118 370,50
Site Work	Reference 3	478,59	65%	$ 202 205,75
Concrete work	Reference 2	89,25	100%	$ 221 687,56
Masonry	Reference 3	161,51	80%	$ 121 327,47
Steel structure	Reference 3	28,47	100%	$ 70 722,73
Woodwork	Reference 2	174,05	100%	$ 432 334,87
Insulation & waterproofing	Reference 3	95,59	100%	$ 142 816,86
Doors and windows	Reference 3	82,04	100%	$ 150 466,85
Interior systems	Reference 3	282,35	75%	$ 388 376,47
Flooring	Reference 3	68,17	100%	$ 125 014,72
Paint	Reference 3	15,74	100%	$ 28 860,87
Other finishes	Reference 1	4,64	100%	$ 8 507,66
Furnishing	Reference 2	37,10	100%	$ 68 046,97
Fire protection	Reference 3	19,48	100%	$ 48 383,63
Systems	Reference 1	0,00	100%	$ -
Elevator	Reference 1	73,26	0%	$ -
Plumbing	Reference 3	111,70	100%	$ 277 450,72
HVAC	Reference 3	72,27	100%	$ 179 526,94
Controls	Reference 2	0,00	100%	$ -
Electricity	Reference 3	137,54	100%	$ 341 645,20
Direct Costs				$ 3 065 163,06
Construction management		5%	100%	$ 153 258,15
Indirect Costs	Average	15,88%	100%	$ 486 627,85
Total Costs				***$ 3 705 049,06***

Étude comparative des coûts de construction
7725-7237 Rue Saint-Hubert

Annexe 4

Curriculum vitae de Nicolas Patrice-Quirion

Nicolas Patrice-Quirion, ing. jr.

Consultant Junior
Examine Construction Consultants Inc.
Montreal, Quebec, Canada
npquirion@examine-consultants.com

Profil

Nicolas Patrice-Quirion est un ingénieur junior détenant plus de 5 années d'expérience dans l'industrie de la construction. Il est bachelier de l'école Polytechnique de Montréal en Génie Civil et est inscrit au tableau de l'Ordre des Ingénieurs du Québec (OIQ).

Avant de joindre l'équipe d'Examine en 2018, Nicolas a travaillé en tant que coordonnateur de projets chez Congeres Inc, un entrepreneur général. Cela lui a permis de travailler sur des projets dans de divers secteurs tels que l'institutionnel, le résidentiel, le commercial et la mécanique de procédés. Il a pris part dans tous les aspects de la gestion de projet, incluant le contrôle des coûts, la préparation de soumissions, la planification, les méthodes de construction, la conception de structures temporaires et les réclamations.

Au sein d'Examine, Nicolas prépare des rapports d'experts, des réclamations de construction et offre des services de consultation en analyse de coûts. Il parle couramment l'anglais et le français.

Expérience

Consultant Junior, Examine Construction Consultants
Depuis 2018

Rôle: Gestion de projets, préparation de rapports d'experts et de réclamations dans l'industrie de la construction et consultation en analyse de coûts

- Évaluer et développer des réclamations de construction
- Aider à la préparation des rapports d'experts
- Effectuer les analyses de coûts et de retards
- Effectuer des évaluations et des audits de coûts de construction
- Évaluer et développer des processus de gestion de projet
- Suivi et gestion des coûts de projets
- Évaluation et analyse des dépassements de coûts

Coordonnateur de projets, Congeres Inc.
2013 – 2018

Rôle: Assister le gérant de projet dans tous les aspects de la gestion de projet

- Préparation de soumissions
- Plannification

- Préparation de réclamations
- Coordination et gestion des sous-traitants
- Gestion de la documentation du projet

Associations professionnelles

- Membre – Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ)

Éducation

- Bachelier en Ingénierie (B.Ing), Génie Civil, Polytechnique, 2018
- Diplome d’études collégiales, Sciences pures, Champlain College, 2013

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 11 novembre 2019 à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district de Parc-Extension

Françis Grimard
Esther St-Louis
Véronique Lamarre

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Olivier Gauthier, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Clothilde-Béré Pelletier conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents:

Katherine Routhier
Anh Truong

1. Ouverture de la séance

À 18 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Françis Grimard

appuyé par Esther St-Louis

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption du procès-verbal du 17 octobre 2019

L'adoption du procès-verbal est remise à la séance de décembre

5. Suivi des dossiers

6.3. PPCMOI : 7225-7237, rue Saint-Hubert	
Présenté par	**Invités**
Olivier Gauthier Conseiller en aménagement	Aucun

Objet

Adopter la résolution PP19-14011, à l'effet de permettre la démolition des bâtiments existants sis aux 7225-7229 et 7231-7237, rue Saint-Hubert et la construction d'un nouvel immeuble de 3 étages, avec construction hors toit, accueillant un espace commercial au rez-de-chaussée et un total de 23 logements, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux articles 22, 24 81 et 200 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- Le nombre de cases de stationnement par rapport au nombre de logements;
- La vocation de la cour intérieure à usage résidentiel exclusif;
- Les dimensions restreintes de la cour intérieure, son utilisation future et son rôle dans l'apport en éclairage naturel pour les unités d'habitation;
- La gestion des déchets et les espaces dédiés dans l'immeuble et sur la propriété privée;
- Les logements de petite superficie et le nombre de logements de 3 chambres;
- La mixité dans le mode de tenure des logements : locatif (Saint-Hubert) et condominium (Saint-André);
- L'augmentation de l'offre de studios et de logements d'une seule chambre à coucher à Montréal pour les personnes vivant seules;
- Le peaufinement de la proposition en vue du passage en PIIA, notamment en ce qui a trait aux jeux de maçonnerie à venir.

CCU19-11-11-PPCMOI02	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Véronique Lamarre

appuyé par Esther St-Louis

ADOPTÉ à l'unanimité.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1191010014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14012 à l'effet de permettre la démolition des bâtiments situés aux 8300 à 8360, boulevard Saint-Laurent et d'y construire sur ces sites un bâtiment mixte de 4 étages en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003) et ce, en dérogation aux articles 22, 119, 551, 561 et 574 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

D'adopter la résolution PP19-14012 à l'effet de permettre la démolition des bâtiments situés aux 8300 à 8360 boulevard Saint-Laurent et d'y construire sur ce site un bâtiment mixte de 4 étages en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc–Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions des articles 22, 119, 551, 561 et 574 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes:
- qu'une aire d'entreposage extérieure fonctionnelle soit planifiée sur le site pour l'entreposage des bacs de matières résiduelles lors des journées de collecte;
- d'augmenter le nombre d'espace de stationnement pour vélo à au moins 1 par logement;
- qu'un concept d'affichage soit élaboré pour l'immeuble;
- que le permis de construction soit émis dans les 36 mois suivants l'approbation de la demande de projet particulier;

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-11-22 09:28

Signataire : Jocelyn JOBIDON

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1191010014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14012 à l'effet de permettre la démolition des bâtiments situés aux 8300 à 8360, boulevard Saint-Laurent et d'y construire sur ces sites un bâtiment mixte de 4 étages en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003) et ce, en dérogation aux articles 22, 119, 551, 561 et 574 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier est déposée pour démolir les bâtiments situés à l'intersection du boulevard Saint-Laurent et de la rue Guizot, soit les 8300 au 8360 boulevard Saint-Laurent, pour y construire un bâtiment mixte, de 4 étages, avec construction hors toit.

Le projet dérogerait aux dispositions réglementaires suivantes:
- les usages autorisés dans la zone qui ne permettent pas les habitations;
- l'implantation de la construction hors toit qui ne correspond pas, en tout point, à deux fois sa hauteur par rapport aux murs de façade;
- le nombre maximum de cases de stationnement autorisé qui est de 132 alors que l'on projette d'en construire 156;
- la largeur de l'entrée charretière qui est supérieure à 7,5 mètres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

n/a

DESCRIPTION

Les 8300 à 8360, boulevard Saint-Laurent se situent dans la zone 0041 où sont prévues les normes réglementaires suivantes:
- Usages: I.2, C.4 et C.7
- Hauteur des bâtiments: 0 à 16 mètres et de 2 à 4 étages
- Densité: 0 à 4.5
- Taux d'implantation au sol: 35% à 70%
- Alignement de construction: règles d'insertion

Occupation actuelle des lieux

Les propriétés visées sont occupées par divers commerces dont, une quincaillerie, un salon de barbier, un marchand de tissus et des bureaux.

Pour ce qui est de la portion de bâtiment construite directement à l'intersection, elle est actuellement vacante. Auparavant, à cet endroit, s'y trouvait la boutique Desmarais & Robitaille qui vend des articles d'arts liturgiques et religieux. Celle-ci a fermé ses portes en 2016 et poursuit désormais ses activités sur internet.

Rapport de démolition

Selon le rapport de démolition, les bâtiments sont relativement en bon état mais ils requerraient des mises à jour et certaines réparations. Notamment leurs toitures seraient à changer car on dénote à certains endroits des infiltrations d'eau. Puis des fissures dans les fondations ont été observées.

En somme, la démolition des bâtiments est souhaitée puisque leur conversion pour accueillir des usages résidentiels serait laborieuse car ils ont été conçus pour répondre aux besoins de la fonction commerciale.

Milieu environnant

Le secteur du boulevard Saint-Laurent situé au nord de la rue Jarry est caractérisé par la présence de bâtiment commerciaux et industriels de hauteur variables, soit entre 2 à 4 étages, implantés majoritairement aux limites latérales et avant de propriété.

À l'ouest du boulevard Saint-Laurent, se trouve un milieu résidentiel établi. Celui-ci est très uniforme quant à la typologie de ses bâtiments et leur implantation. Plus particulièrement, il se compose d'habitations de 2 étages et de 2 logements chacun. Elles sont construites sous forme jumelée et elles occupent un peu moins de 50% de la surface des propriétés.

Projet de construction

Le nouveau volume sera implanté en bordure des limites avant de terrain. À l'arrière et sur le côté des retraits sont prévus pour assurer l'interface avec les bâtiments résidentiels.

La nouvelle construction aura 4 étages de haut et 14,9 mètres de hauteur, en excluant la construction hors toit. Son rez-de-chaussée occupera 84% de la surface du terrain. Le taux d'implantation des étages résidentiels sera de 15% inférieur afin de permettre l'aménagement d'espace de vie extérieure sur le toit du commerce. En somme, la densité projetée est de 2.79.

Le rez-de-chaussée du nouveau volume sera exclusivement dédié à l'usage commercial. Sa superficie sera de 2 648 mètres carrés. Pour le moment, la nature du commerce qui viendra s'y installer sera probablement une épicerie mais ceci demeure à confirmer.

Les trois autres étages seront consacrés à la fonction résidentielle. Au total, il est projeté d'y construire 70 logements. Ceux-ci se composeront majoritairement de logis de 2 chambres à coucher. En somme, il est prévu d'aménager:
- 20 logements d'une chambre à coucher;
- 42 de deux chambres à coucher;
- 8 de trois chambres à coucher.

La superficie des logements variera entre 55 à 1215 mètres carrés.

Le rez-de-chaussée aura un peu plus de 5,8 mètres de hauteur et les étages, 3 mètres de haut.

Les façades du local commercial seront entièrement fenestrées et le cadrage des ouvertures sera en aluminium anodisé naturel.

Les revêtements qui recouvriront les autres étages, seront principalement la brique, de format CSR et de couleur brune-rouge, et le bloc de béton, de couleur gris. Des insertions métalliques de couleurs grise et rouge sont également planifiées. Pour ce qui est de la construction hors toit, elle sera en métal de couleur gris foncé.

Les ouvertures des logements seront en aluminium de couleur noire.

Les portes en acier et les cadrages d'aluminium des fenêtres du rez-de-chaussée seront de couleur grise.

Chacun des logements aura son propre balcon. Leurs garde-corps seront en verre.

Les logements du dernier étage qui feront face au boulevard Saint-Laurent et à la rue Guizot bénéficieront d'une pièce supplémentaire sur le toit et d'une terrasse privative sur le toit.

Les cases de stationnement pour automobile (156), celles pour vélos (25) ainsi que les espaces de rangement et les salles à déchets seront aménagés au sous-sol. L'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques est projetée au sous-sol.

Plusieurs scénarios ont été étudiés pour localiser l'aire de chargement. Il a été décidé de l'aménager face à la rue Guizot pour éviter de compromettre la sécurité des utilisateurs de la ruelle, de réduire les nuisances au niveau du bruit pour les résidents et pour ne pas entraver la circulation sur le boulevard Saint-Laurent.

Dans le but d'éviter que les camions multiplient les manœuvres sur la rue Guizot pour accéder à l'aire de chargement et qu'ils utilisent le trottoir sur le côté sud pour leurs manœuvres, des simulations Autoturn ont été réalisées selon diverses options. Celles-ci démontrent que la construction en recul de l'entrée de l'aire de chargement est la plus appropriée.

Pour ce qui est des aménagements extérieurs, pour le moment, aucun plan détaillé ne nous a été transmis. Celui-ci sera remis lors de l'analyse du dossier en vertu du règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA). En plus, devra apparaître sur ces plans, les informations concernant l'aire d'entreposage extérieur des bacs lors des journées de collecte.

Étude acoustique

Au schéma d'aménagement, le boulevard Saint-Laurent est identifié comme étant une voie à débit important. Ceci sous-entend que des normes relatives au bruit à l'intérieur des logements s'appliquent. Les niveaux sonores ne peuvent dépasser 40 dBA Leg (24) à l'intérieur des lieux.

L'étude de bruit ambiant confirme que les bruits dominants proviennent de la circulation automobile sur le boulevard Saint-Laurent. Selon la période de la journée, les niveaux sonores peuvent atteindre un peu plus de 80 dBA.

Pour cette raison, l'expert recommande que soient installées des fenêtres et des portes dont l'indice de transmission du son (ITS) soient supérieur à 35.

Pour ce qui est des murs extérieurs et du toit, leur composition devront donner un ITS supérieur à 40.

JUSTIFICATION

Les critères en vertu desquels doit être effectuée l'évaluation de la demande d'autorisation d'un projet particulier sont les suivants :

- respect des objectifs du plan d'urbanisme de la Ville de Montréal;
- compatibilité des occupations prévues au projet avec le milieu d'insertion;
- qualité d'intégration du projet sur le plan de l'implantation, de la volumétrie, de la densité et de l'aménagement des lieux, des types de matériaux de revêtement proposés pour les constructions ainsi que de l'affichage;
- avantages des propositions d'intégration ou de démolition des constructions existantes et de celles pour la conservation ou la mise en valeur d'éléments architecturaux d'origine;
- avantages des propositions de mise en valeur des espaces extérieurs et des plantations;
- impacts environnementaux du projet, notamment sur le plan de l'ensoleillement, du vent, du bruit, des émanations et de la circulation;
- qualité de l'organisation fonctionnelle du projet, au regard notamment du stationnement, des accès et de la sécurité;
- avantages des composantes culturelles ou sociales du projet;
- faisabilité du projet selon l'échéancier de réalisation prévu;
- accessibilité universelle du projet, en regard notamment de la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, de l'aménagement de sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l'aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

Selon les critères en vertu desquels est faite l'évaluation de la demande, la Direction du développement du territoire est d'avis que la présente demande est justifiée pour les raisons suivantes:
- Le projet s'intègre dans le cadre bâti environnant quant à sa hauteur et son gabarit;
- l'interface avec le milieu résidentiel est assurée par les jeux volumétriques et l'implantation en recul du bâtiment;
- plus de la moitié des logements seront composés de 2 chambres et plus;
- tous les logements disposeront d'espace de vie extérieur privatif;
- les simulations Autoturn ont été validées par la division des études techniques de l'arrondissement et les propositions sont conformes aux recommandations de cette dernière;
- l'ensemble des espaces de stationnement seront aménagés à l'intérieur;
- le nombre d'espace de stationnement prévu sur le site permettra de ne pas créer de pression supplémentaire sur le stationnement sur rue dont l'offre est nettement inférieure à la demande.

La Direction souhaite que soit prévue la condition suivante:
- qu'une aire d'entreposage extérieur fonctionnel soit planifiée sur le site pour l'entreposage des bacs de matières résiduelles lors des journées de collecte;
- d'augmenter le nombre d'espace de stationnement pour vélo à au moins 1 par logement.

À sa séance du 11 novembre, 2019, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont recommandé d'accepter la demande telle que soumise aux conditions suivantes:
- qu'une aire d'entreposage extérieur fonctionnel soit planifiée sur le site pour l'entreposage des bacs de matières résiduelles lors des journées de collecte;

- d'augmenter le nombre d'espace de stationnement pour vélo à au moins 1 par logement.
- qu'un concept d'affichage soit élaboré pour l'immeuble.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude: 26 192$;
Contribution au fond de la Politique locale d'inclusion sociale: 238 000$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une partie de la propriété sera verdie alors qu'actuellement, les bâtiments occupent la totalité de la superficie de leur site.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report du dossier pourrait occasionner des retards dans les travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage du projet sur le terrain visé;
Publication d'un avis annonçant une assemblée publique de consultation;
Publication d'un avis décrivant le mécanisme d'approbation référendaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Adoption d'un premier projet de résolution;
- Assemblée publique de consultation;
- Adoption d'un deuxième projet de résolution;
- Avis public portant sur la démarche d'approbation référendaire;
- Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au plan d'urbanisme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-15

Marc-André HERNANDEZ
Chef de division

Tél : 514.868.3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191010014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP19-14012 à l'effet de permettre la démolition des bâtiments situés aux 8300 à 8360, boulevard Saint-Laurent et d'y construire sur ces sites un bâtiment mixte de 4 étages en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003) et ce, en dérogation aux articles 22, 119, 551, 561 et 574 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Devis protection arbres_8300 St-Laurent.pdf

Étude accoustique_8300 St-Laurent.pdf



Localisation du site_8300 St-Laurent.png

Normes réglementaires.pdf

Simulation Autoturn_option retenue.pdf

Étude circulation_taille réduite.pdf

Plans du projet_taille réduite.pdf

Lettre engagement politique inclusion2.pdf

Rapport démolition_taille réduite.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

NADEAU Foresterie Urbaine Inc.

233, boul. Ste-Rose Bureau 420 Laval, QC H7L 1L7 Canada
Tél.: 450-628-1291 • Fax: 450-628-6196
nfu@nadeauforesterieurbaine.com
www.nadeauforesterieurbaine.com

Objet : **Arrondissement Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension**

8300 boul. St-Laurent –
Devis de protection d'arbres publics

Date : **21 août 2019**

Général

Les instructions pour assurer la préservation et la conservation des arbres publics situés dans des fosses en trottoir le long du boulevard St-Laurent [voir *plan 1* en pièce jointe] sont exposées aux paragraphes qui suivent.

1- Arbres publics à conserver et protéger lors des travaux :

a) Description générale des arbres:

- L'arbre #1 est un orme Accolade (*Ulmus* x 'Accolade') public situé dans une fosse en trottoir et dont le tronc fait environ 12 cm de diamètre. Cet arbre est en bonne condition de santé générale. Indépendamment des travaux à venir, la conservation de cet arbre serait recommandée.
- L'arbre #2 est un pommetier (*Malus* spp.) public situé dans une fosse en trottoir et dont le tronc fait environ 7 cm de diamètre. Cet arbre est en bonne condition de santé générale. Indépendamment des travaux à venir, la conservation de cet arbre serait recommandée.
- L'arbre #3 est un orme Accolade public situé dans une fosse en trottoir et dont le tronc fait environ 11 cm de diamètre. Cet arbre est en bonne condition de santé générale. Indépendamment des travaux à venir, la conservation de cet arbre serait recommandée.
- L'arbre #4 est un pommetier public situé dans une fosse en trottoir et dont le tronc fait environ 8 cm de diamètre. Cet arbre est en bonne condition de santé générale. Indépendamment des travaux à venir, la conservation de cet arbre serait recommandée.
- L'arbre #5 est un orme Accolade public situé dans une fosse en trottoir et dont le tronc fait environ 11 cm de diamètre. Cet arbre est en bonne condition de santé générale. Indépendamment des travaux à venir, la conservation de cet arbre serait recommandée.
- L'arbre #6 est un pommetier public situé dans une fosse en trottoir et dont le tronc fait environ 7 cm de diamètre. Cet arbre est en bonne condition de santé générale. Indépendamment des travaux à venir, la conservation de cet arbre serait recommandée.

b) Instructions :

- Les arbres #1 à 6 sont à protéger et à préserver par l'Entrepreneur. L'Entrepreneur doit donc prendre toutes les mesures appropriées pour atteindre pleinement cet objectif, notamment en respectant les mesures de protection présentées dans les sections suivantes ainsi que sur le *plan 1* ci-joint.
- Le terme « arbre » inclut tout autant les parties aériennes (tronc, cime, branches, feuilles) que la portion souterraine, soit les racines ainsi que le sol (terre, sable, pierre, roc) autour des racines ainsi que les propriétés physiques (texture, porosité, densité, topographie) et chimiques (composition, acidité, etc.) qui caractérisent le sol environnant ce dernier.
- À moins d'un avis contraire, l'Entrepreneur devra verser à l'Arrondissement la valeur donnée au point c) en dépôt de garantie bancaire et ce, avant le début des travaux de construction. Cette valeur est déterminée en vertu des arbres 49 et 72 du RCA18-14008.

c) Garantie bancaire à verser avant le début des travaux de construction:
   - Total pour les six arbres publics : **12 412 $**
   - Le détail du calcul de la garantie bancaire est présenté au *tableau 1* ci-joint.

2- <u>Élagage de branches</u> :

- Si des branches des arbres à conserver interfèrent avec les travaux prévus, elles devront être élaguées par la Ville de Montréal.
- Si cette situation se présente, l'Entrepreneur devra contacter Roxanne Maheu de la firme *Nadeau Foresterie Urbaine* (450-628-1291 poste 207) au moins 10 jours ouvrables avant le début des travaux de construction. En vertu de l'article 49 du RCA18-14008, des frais (ou tarifs) s'appliqueraient alors. Ces derniers devraient être complètement acquittés avant que la Ville de Montréal ne procède à l'élagage des arbres.

3- <u>Mesures de protection pour les troncs</u>:

a) Instructions :
   - Les troncs des arbres #1 à 6 devront être recouverts avec des pièces de bois (madriers 2 × 3 po.) sur une hauteur minimale de 1,2 m depuis le sol.
   - Des bandes de caoutchouc ou toute autre matière matelassante devront être insérées entre les pièces de bois et les troncs. Les pièces de bois devront être fixées en place autour du tronc au moyen de ceintures ou broches métalliques.
   - L'installation des madriers devra être réalisée préalablement au début des travaux par l'Entrepreneur.

4- <u>Clôtures et périmètres de protection:</u>

a) Instructions :
   - Autour des arbres #1 à 6, une clôture de protection devra être installée telle qu'indiqué sur le *plan 1* ci-joint afin de délimiter leur aire de protection. Cette clôture devra minimalement couvrir les limites de la fosse d'arbre, tout en s'assurant de laisser dans la mesure du possible un passage libre de 1,8 m de largeur sur le trottoir afin que les piétons puissent circuler.
   - Cette clôture devra avoir minimalement 1200 mm de hauteur.
   - Cette clôture devra être installée avant le début des travaux et n'être retirée qu'à la fin de ces derniers.
   - Toute excavation, circulation de machinerie ou entreposage temporaire de matériaux au-delà de cette clôture (i.e. à l'intérieur de l'aire de protection) sera interdite en tout temps.

5- <u>Norme de référence pour la protection des arbres</u> :

a) Instructions :
   - Dans le cadre de ses travaux de construction, l'Entrepreneur devra respecter les prescriptions émises dans la norme *NQ 0605-100-IX, Aménagement paysager à l'aide de végétaux – Conservation des arbres et des arbustes lors des travaux d'aménagement et de construction.*

6- <u>Avis pour début et fin des travaux</u> :

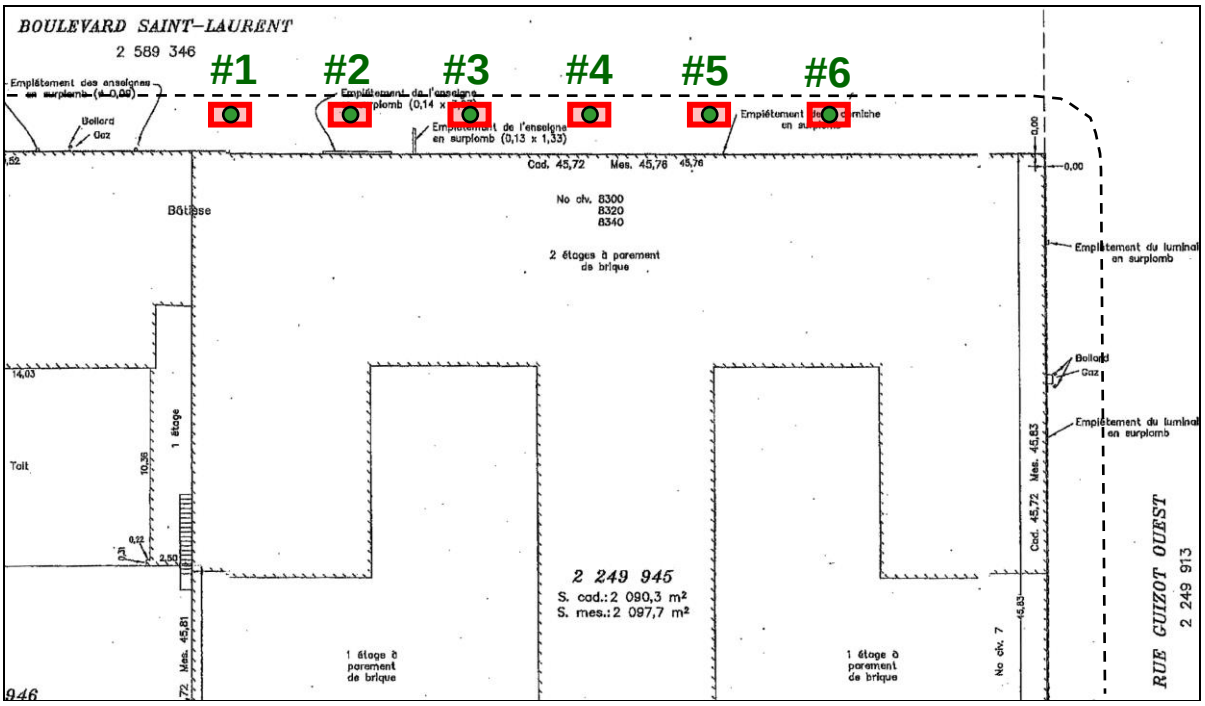
a) Instructions :
   - À moins d'un avis contraire, l'Entrepreneur ou le propriétaire de l'immeuble devra aviser Roxanne Maheu de la firme *Nadeau Foresterie Urbaine* (450-628-1291 poste 207) immédiatement après la mise en place complète des ouvrages de protection, avant le début des travaux de construction, afin qu'une vérification de la conformité de mise en place des mesures de protection des arbres soit faite.
   - À moins d'un avis contraire, l'Entrepreneur ou le propriétaire de l'immeuble devra recontacter Roxanne Maheu à la fin des travaux, juste après le démantèlement des ouvrages de protection, afin qu'une vérification de la condition des arbres soit faite. Le but est d'autoriser le décaissement du dépôt bancaire si les arbres ont été préservés tel que demandé. Autrement, des montants pourraient être retenus pour la perte et/ou pour les correctifs à apporter par rapport aux arbres publics.

Document préparé par :



Roxanne Maheu, ing.f.

Plan 1 : **Plan de localisation approximative des arbres publics à conserver et mesures de protection à réaliser/installer**



Légende

- arbre public à conserver et protéger (bouclier de protection de tronc à installer)
- clôture de protection d'arbre à installer
  (doit minimalement couvrir les limites de la fosse de plantation des arbres)
- **aire de protection:** zone interdite à toute excavation, circulation de machinerie lourde ou entreposage temporaire de matériaux **en tout temps**

Source du plan de base: Certificat de localisation des lots 2 249 945 et 2 249 946, blain + paquin arpenteurs-géomètres inc. 2016-09-30.



Photo 1 Arbres #1 et 2 – vue générale



Photo 2 Arbres #3 et 4 – vue générale



Photo 3 Arbres #5 et 6 – vue générale

Tableau 1: **Calcul de la garantie bancaire pour les arbres publics en périphérie du projet**

No arbre public	Tarifs pour l'exécution de l'abattage éventuel des arbres (art. 49 du RCA18-14008)					Compensation exigible pour la valeur de l'arbre (art. 72 du RCA18-14008)	Valeur totale à verser par arbre en garantie bancaire avant le début des travaux
	préparation du chantier et surveillance (nb heures) (146,66 $/heure)	abattage avec camion-nacelle (nb heures) (274,81 $/heure)	ramassage des déchets ligneux (nb heures) (89,95 $/heure)	essouchement (nb heures) (156,84 $/heure)	**Montant total pour les travaux d'arboriculture (arrondi)**		
1	0,5	0,25	0,25	0,25	204 $	1 865 $	2 069 $
2	0,5	0,25	0,25	0,25	204 $	1 865 $	2 069 $
3	0,5	0,25	0,25	0,25	204 $	1 865 $	2 069 $
4	0,5	0,25	0,25	0,25	204 $	1 865 $	2 069 $
5	0,5	0,25	0,25	0,25	204 $	1 865 $	2 069 $
6	0,5	0,25	0,25	0,25	204 $	1 865 $	2 069 $
					Somme des valeurs à verser en garantie bancaire avant le début des travaux:		**12 412 $**

VINACOUSTIK inc.
ACOUSTIQUE BRUIT VIBRATION
ACOUSTICS NOISE VIBRATION

RAPPORT D'ÉTUDE

ÉTUDE DE BRUIT AMBIANT AU FUTUR SITE DU PROJET DE CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE AU 8300-8360, BOUL. SAINT-LAURENT, MONTRÉAL

(N/R: V18-202)

Présenté à :

GROUPE JULMAT INC.
Montréal (Québec)

V/R :
Bon de commande : signé

Vérification par:
Phat Nguyen, ing.

Étude et rédaction par :
Jack Hien Nguyen, B.Sc.
Alexandre Fillion, B. Ing.

Rapport : V18-202
Janvier 2019

TABLE DES MATIÈRES

1. MÉTHODOLOGIE ET INSTRUMENTATION 1
2. CRITÈRE SONORE APPLICABLE 7
3. RÉSULTATS DES MESURES DE BRUIT DE LONGUE DURÉE 8
4. ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ ET RECOMMANDATIONS DES COMPOSANTES STRUCTURELLES ET ARCHITECTURALES 15
5. CONCLUSIONS 21

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 Plan d'aménagement de la zone d'étude et points de mesure 4
FIGURE 2 Plan d'aménagement du future projet de construction résidentielle .. 5
FIGURE 3 Distance entre le futur site et l'autoroute/voie rapide (A-40 et Boul. Crémazie O.) 6
FIGURE 4 Niveau de bruit mesuré au point R1 du 18 au 19 décembre 2018 9
FIGURE 5 Niveau de bruit mesuré au point R1 du 19 au 20 décembre 2018 10
FIGURE 6 Niveau de bruit mesuré au point R2 du 18 au 19 décembre 2018 11
FIGURE 7 Niveau de bruit mesuré au point R2 du 19 au 20 décembre 2018 12
FIGURE 8 Niveau de bruit mesuré au point R3 du 18 au 19 décembre 2018 13
FIGURE 9 Niveau de bruit mesuré au point R3 du 19 au 20 décembre 2018 14
FIGURE 10 Façades affectées par le bruit du Boul. Saint-Laurent au rez-de-chaussée 17
FIGURE 11 Façades affectées par le bruit du Boul. Saint-Laurent au 2ème étage 18
FIGURE 12 Façades affectées par le bruit du Boul. Saint-Laurent au 3ème étage 19
FIGURE 13 Façades affectées par le bruit du Boul. Saint-Laurent au 4ème étage 20

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 2 Résumé des résultats de mesure de longues durées 8
TABLEAU 3 Indice transmission du son minimum des façades affectées par le Boul. Saint-Laurent 16

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 Extrait de l'article 4.8 Les contraintes et nuisances du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal 22

ANNEXE 2 Pré-calibration, post-calibration et certificat de calibration 25
ANNEXE 3 Conditions météorologiques..... 31
ANNEXE 4 Extrait d'Isolement acoustique dans les collectifs d'habitation 38
ANNEXE 5 Extrait de guide acoustique pour ITS des fenêtres Error! Bookmark not defined.

VINACOUSTIK inc.
ACOUSTIQUE BRUIT VIBRATION
ACOUSTICS NOISE VIBRATION

www.vinacoustik.com / info@vinacoustik.com
1487, rue Bégin, St-Laurent, Québec H4R 1V8 Canada Tél. : (514) 946-6299 / Fax : (514) 336-9501

Montréal, le 13 janvier 2019

Groupe Julmat Inc.
6455, Jean-Talon Est, #402
Montréal, Québec
H1S 3E8

À l'attention de Monsieur Tony Rizzo

OBJET : **RAPPORT D'ÉTUDE V18-202**
Étude de bruit ambiant au futur site du projet de construction résidentielle au 8300-8360, rue Saint-Laurent, Montréal

Monsieur,

À votre demande, une étude a été effectuée pour évaluer le bruit ambiant extérieur actuel du futur site du projet situé au 8300-8360, rue Saint-Laurent, Montréal. Des niveaux de bruit élémentaire de $L_{Aeq,\ 1min}$ ont été mesurés et des niveaux de bruit de $L_{Aeq,\ 24\ heures}$ ont été calculés. À partir des niveaux de bruit $L_{Aeq,\ 24heures}$ obtenus, des recommandations aux niveaux des indices de transmission du son (ITS) pour l'enveloppe (mur, façade extérieur, fenêtres, portes) du bâtiment afin de rencontrer un niveau sonore intérieur du logement égal ou inférieur à 40 dBA (Leq 24h) sont proposées. Voir annexe 1 pour l'extrait du *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal*.

1. MÉTHODOLOGIE ET INSTRUMENTATION

1.1 Le plan d'aménagement de la zone d'étude et points de mesure de longues durées sont présentés aux figures 1 et 2.

1.2 L'application pour la nuisance sonore est appliquée seulement pour le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment où s'exerce l'usage car la partie du terrain est situé à moins de 30 mètres de l'emprise d'une voie à débit important (Boul. Saint-Laurent) selon l'article *4.8.3.3 Occupation d'un terrain adjacent à une voie à débit important ou à une voie ferrée principale.*

1.3 Pour l'espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment (55 dBA Leq (24h) n'est pas applicable selon l'article *4.8.3.4 Occupation d'un terrain adjacent à une autoroute ou à une voie rapide* car le futur site au 8300, Boul. Saint-Laurent est situé plus de 300 m du Boul. Crémazie Ouest et de la Métropolitaine (A-40), voir figure 3.

1.4 Normalement les sonomètres doivent être installés à 1.5 m du sol, plus de 3 m de la voie de la circulation et d'une surface réfléchissante. Dans notre cas, à cause de la localisation actuelle du bâtiment, les sonomètres ne pourront être installés selon les règles de l'art. Les sonomètres sont installés à la façade du bâtiment actuel à 3 m de la voie de circulation et plus de 1.5 m du sol. Pour éviter que les passants sur le trottoir touchent et vandalisent les sonomètres, les instruments sont installés à plus de 2.5 m du sol.

1.5 Les mesures de longues durées de 24 heures ont été effectuées entre 15h00 et 15h00 du 18 au 19 décembre 2018 (mardi au mercredi), et entre 15h00 et 15h00 du 19 au 20 décembre 2018 (mercredi au jeudi).

1.6 Les mesures en continu sur une période de 24 heures incluent tous les bruits ambiants repérables (ex : passage des véhicules sur les voies publics, survol d'avions, activités humaines, etc.)

1.7 Trois (3) sonomètres intégrateurs Noise Sentry de Convergence Instruments ont été utilisés pour les mesures du bruit en continu. Ces instrument ont été calibrés avant et après les mesures en utilisant l'étalonneur Bruel and Kjaer 4231 et aucune déviation majeure (>0.5 dB) n'a été observée. Ces instruments sont conformes aux normes en vigueur et sont vérifiés annuellement par un laboratoire indépendant. Les certificats de calibration valides de ces appareils se trouvent à l'annexe 2.

1.8 Pour la période d'échantillonnage en continu de longue durée, les mesures de bruit ont été effectuées dans des conditions de météo suivantes :

- vitesse du vent < 20 km/h;
- température > -10^{o}C;
- humidité relative < 90 %;
- aucune précipitation, chaussée sèche

Les rapports des conditions météorologiques pendant la période d'échantillonnage de bruit se trouvent à l'annexe 3.

1.9 Les résultats de cette étude sont présentés dans ce rapport technique incluant des recommandations pour atteindre l'objectif sonore de ce projet.

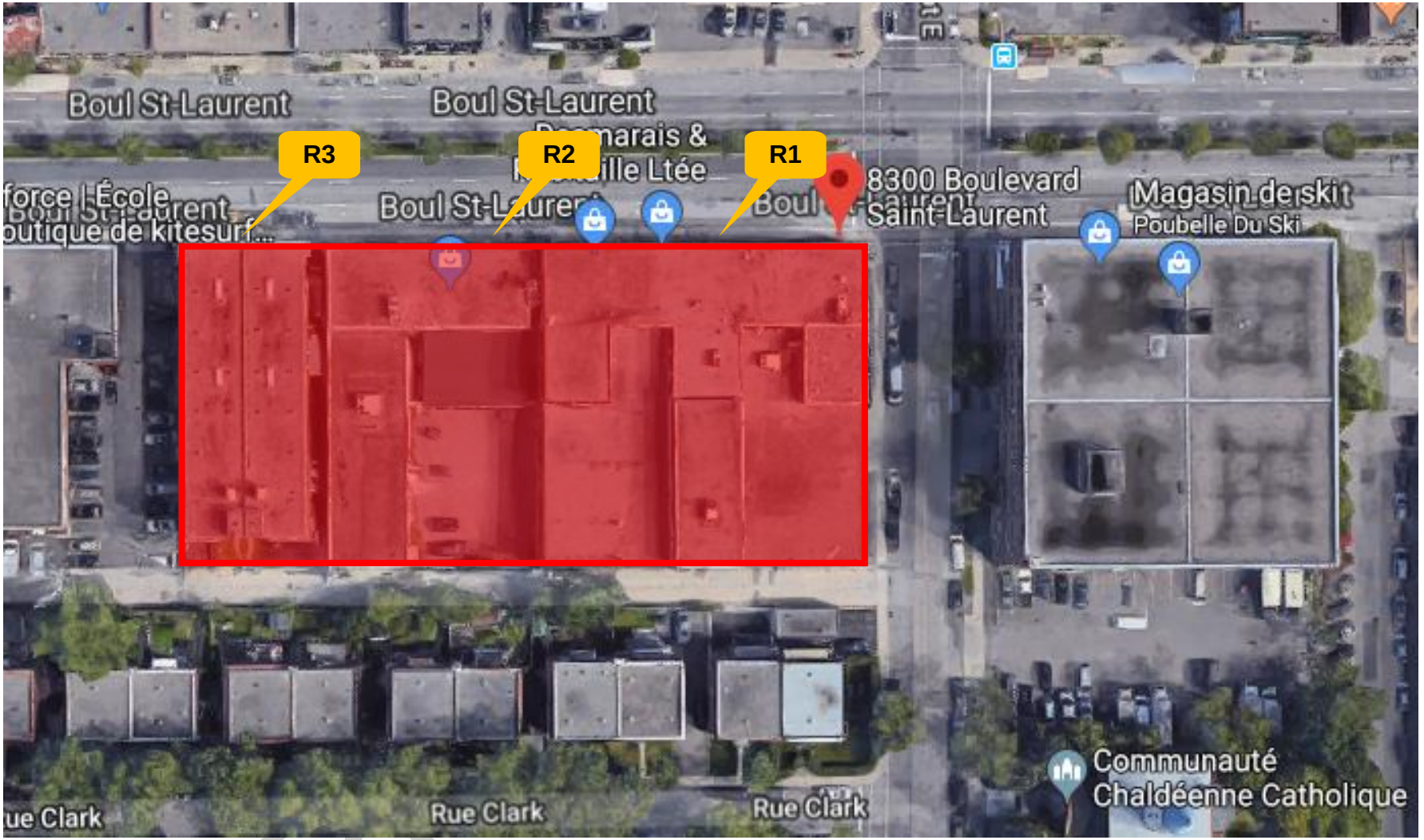


FIGURE 1 Plan d'aménagement de la zone d'étude et points de mesure

Page 5

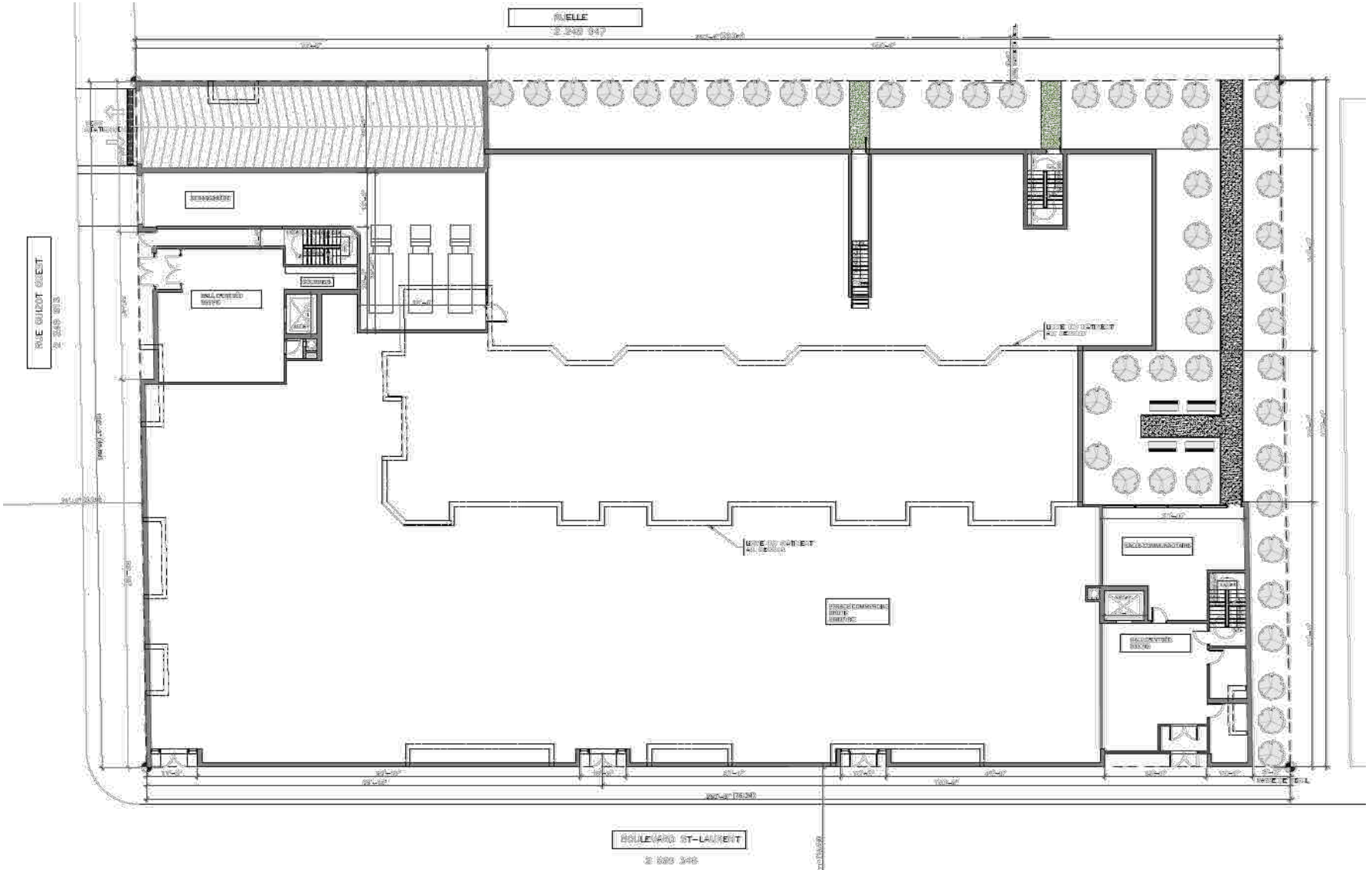


FIGURE 2 Plan d'aménagement du future projet de construction résidentielle



FIGURE 3 Distance entre le futur site et l'autoroute/voie rapide (A-40 et Boul. Crémazie O.)

2. CRITÈRE SONORE APPLICABLE

L'article *4.8.3.3 Occupation d'un terrain adjacent à une voie à débit important ou à une voie ferrée principale* du *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (voir annexe 1), stipule :

> *« La règlementation d'urbanisme d'une municipalité ou d'un arrondissement doit prévoir qu'un terrain ou une partie du terrain situé à moins de 30 mètres de l'emprise d'une voie à débit important ou d'une voie ferrée principale, indiquées à la carte 24 – Réseau ferroviaire et routier à fort débit, et adjacent à cette emprise, ne peut pas être occupé par un des usages sensibles énumérés à la section 4.8.3.1, si le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment où s'exerce l'usage, est supérieur à **40** dBA Leq (24h) »*

3. RÉSULTATS DES MESURES DE BRUIT DE LONGUE DURÉE

Lors de l'étude sur place, il est observé que le bruit prédominant sur le site actuel est le bruit provenant de la circulation sur le boulevard Saint-Laurent.

Les niveaux de bruit actuel sur le futur site, mesurés sur une période élémentaire de 1 minute ($L_{Aeq,\ 1\ min}$) pendant deux périodes de 24 heures :

- Entre 15h00 et 15h00 du 18 au 19 décembre 2018, et
- Entre 15h00 et 15h00 du 19 au 20 décembre 2018

À partir des données échantillonnées ($L_{Aeq,\ 1min}$), les niveaux de bruit équivalent 24 heures ($L_{Aeq,\ 24\ heures}$) ont été calculés et leurs résultats sont présentés au Tableau 1.

Les figures 4 à 9 présentent les niveaux de bruit mesurés pour les points R1 à R3 pour ces dates mentionnées.

TABLEAU 1 Résumé des résultats de mesure de longues durées

Points de mesure	NIVEAU DE BRUIT mesuré $L_{Aeq,\ 24\ heures}$ (dBA)		
	18 au 19 décembre 2018 (15h à 15h)	**19 au 20 décembre 2018 (15h à 15h)**	**Moyenne (1)**
R1	70.4	70.2	**71**
R2	70.6	70.7	**71**
R3	71.2	71.1	**72**

(1) Moyenne logarithmique et arrondi à l'unité supérieure

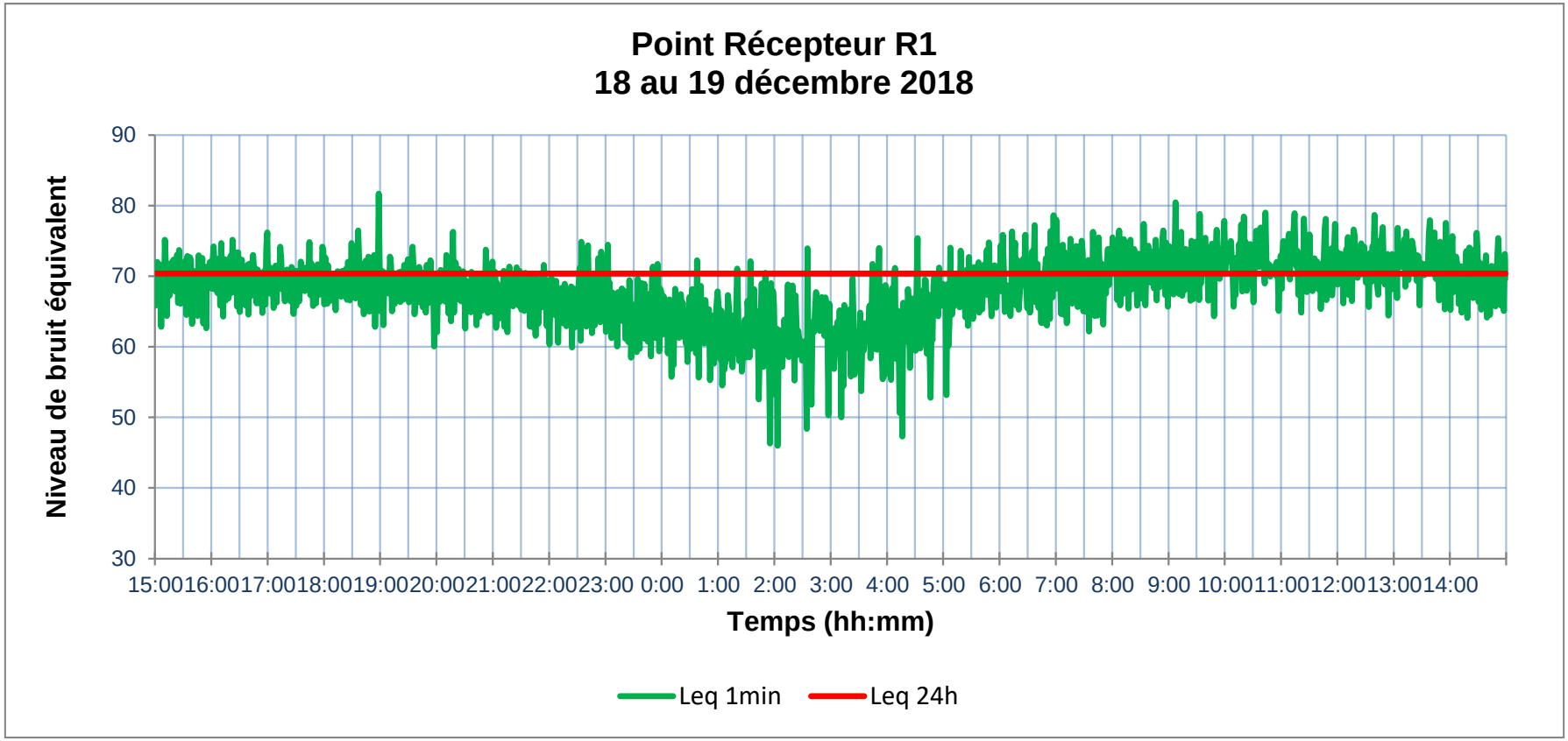


FIGURE 4 Niveau de bruit mesuré au point R1 du 18 au 19 décembre 2018

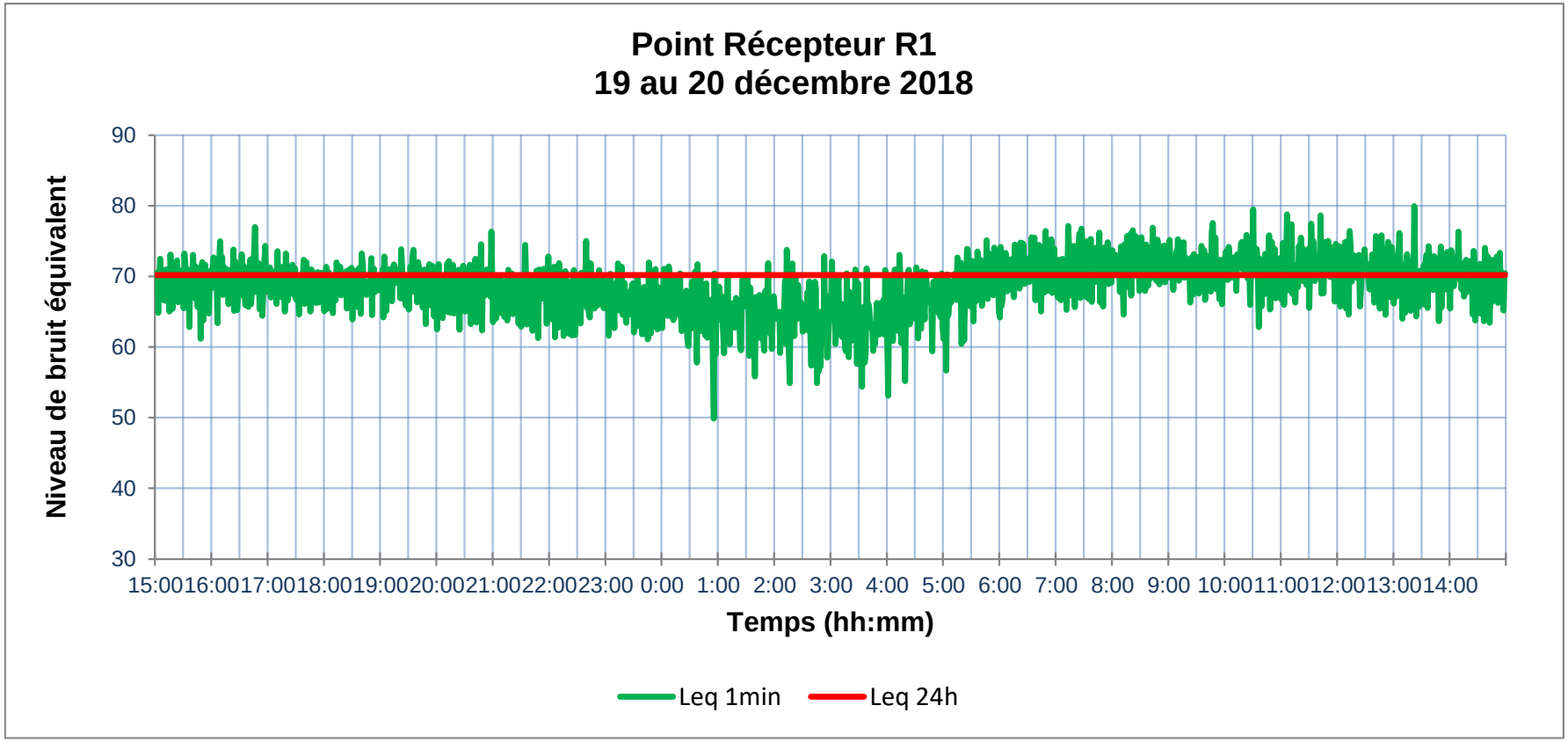


FIGURE 5 Niveau de bruit mesuré au point R1 du 19 au 20 décembre 2018

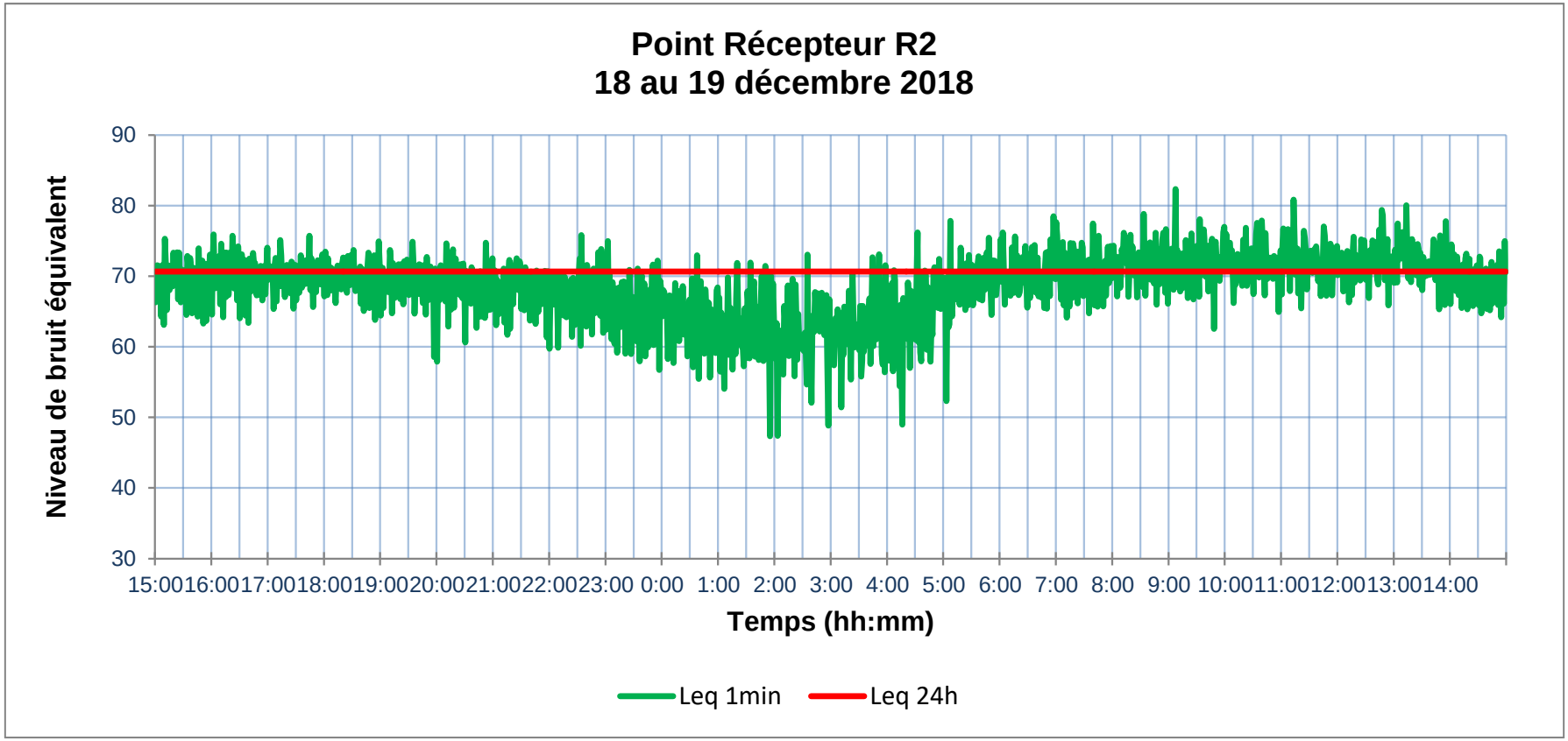


FIGURE 6 Niveau de bruit mesuré au point R2 du 18 au 19 décembre 2018

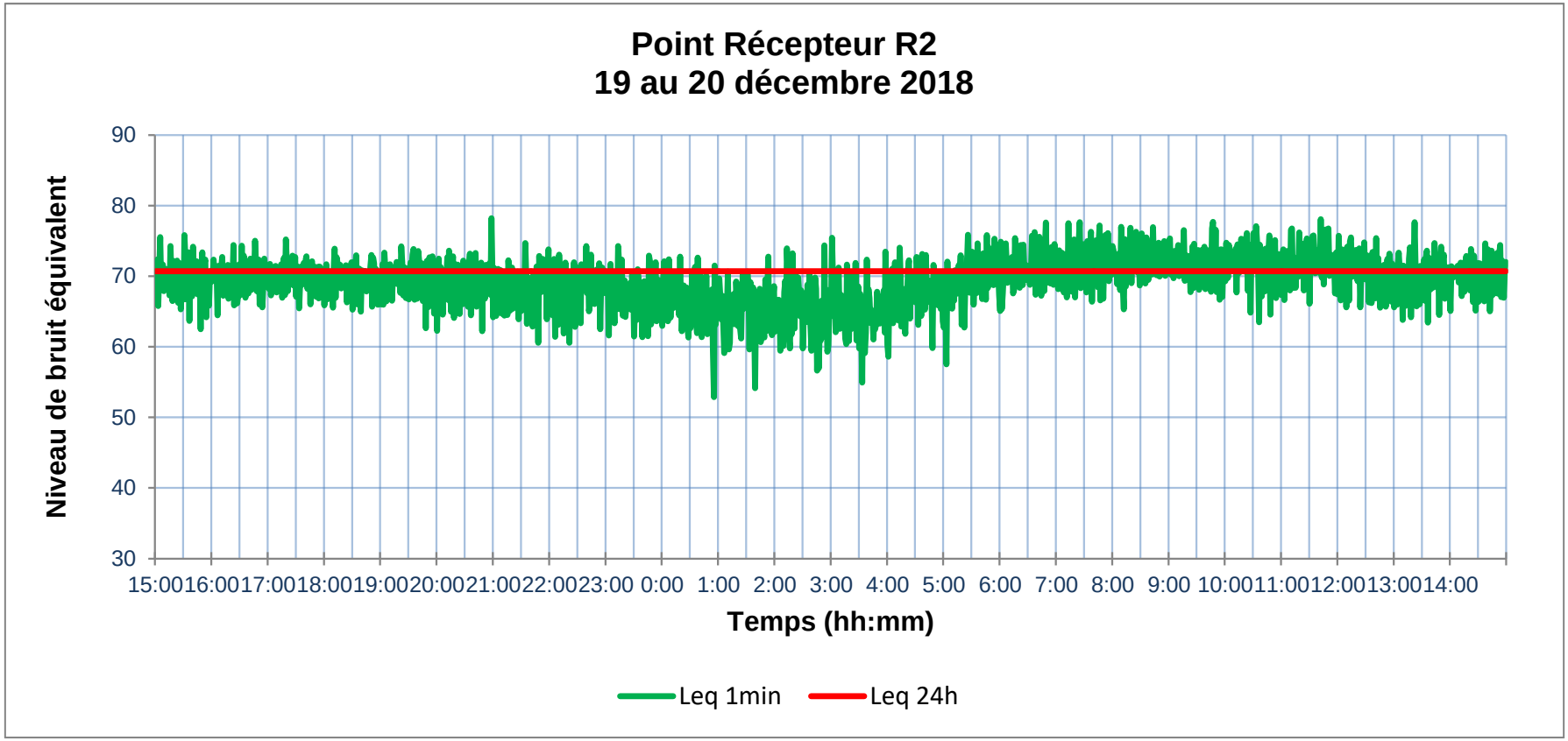


FIGURE 7 Niveau de bruit mesuré au point R2 du 19 au 20 décembre 2018

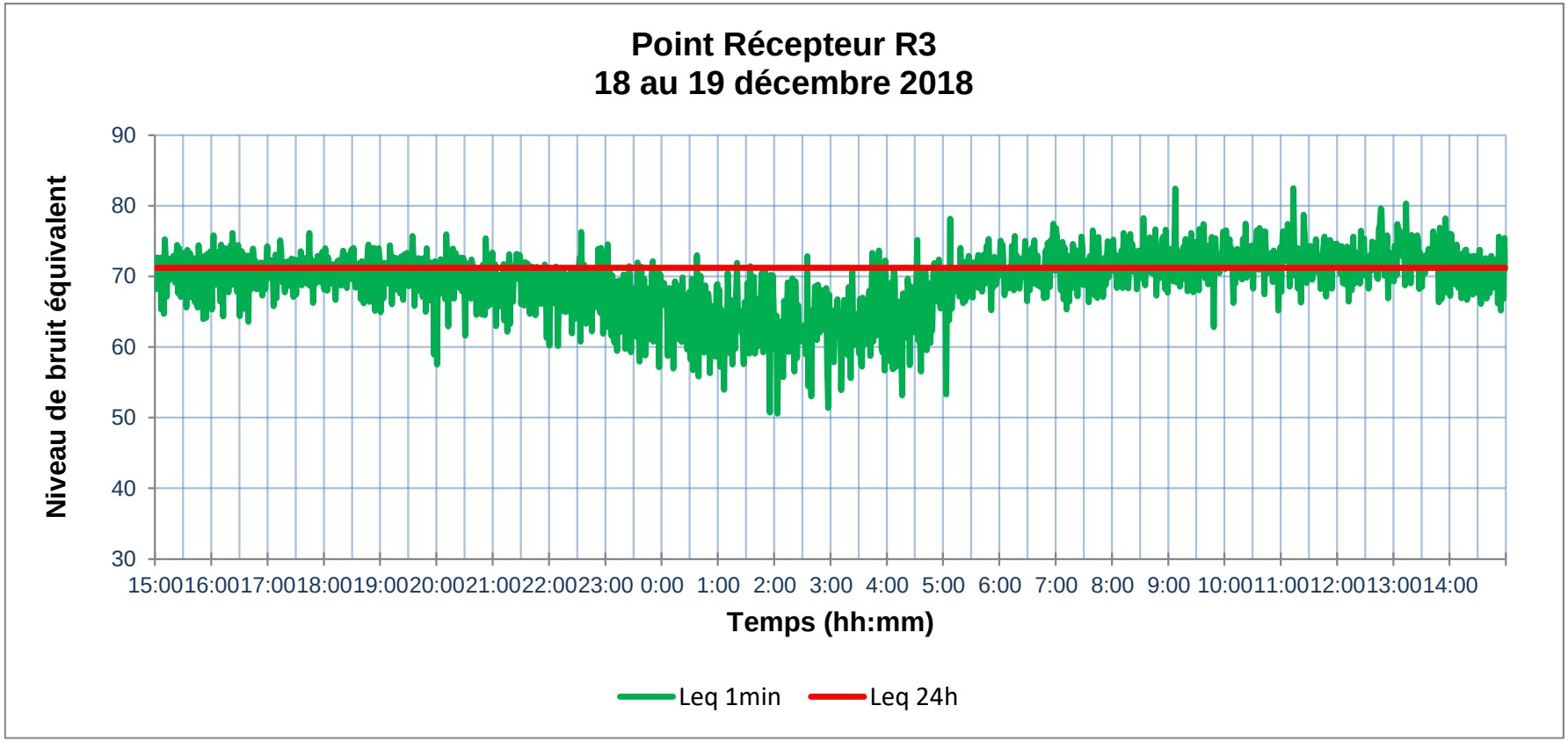


FIGURE 8 Niveau de bruit mesuré au point R3 du 18 au 19 décembre 2018

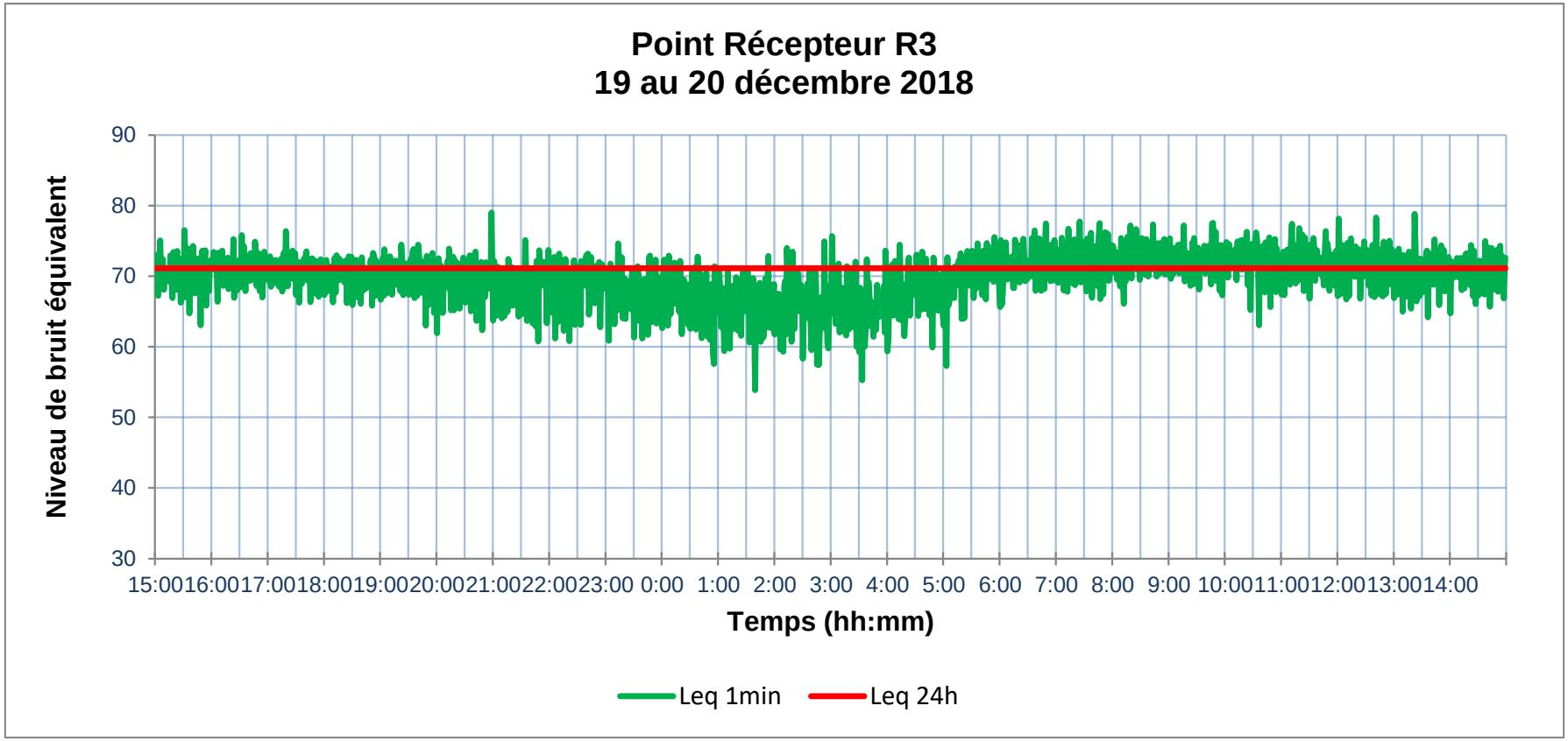


FIGURE 9 Niveau de bruit mesuré au point R3 du 19 au 20 décembre 2018

4. ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ ET RECOMMANDATIONS DES COMPOSANTES STRUCTURELLES ET ARCHITECTURALES

Les recommandations des ITS (Indice transmission du son) pour les composantes architecturales et structurelles seront basées sur le document intitulé *Isolement acoustique dans les collectifs d'habitation à ossature de bois* de la *Société Canadienne d'hypothèque et de logement*, voir annexe 4.

Selon SCHL, la partie massive des murs extérieurs présente habituellement un ITSEI (Indice de transmission du son extérieur-intérieur) élevé, ce sont les portes et les fenêtres qui procurent les moins d'isolement acoustique.

- Des portes courantes ont des ITS variant entre 27 et 32 (voir annexe 4).

- Toutes les fenestrations à double vitrage ont des indices ITS variant entre 27 et 34 pour des fenêtres fixes et des indices ITS variant entre 28 et 41 pour des fenêtres ouvrantes (voir annexe 4).

- SCHL recommande des fenêtres ayant un ITS de 30 pour les logements situés sur des rues à vocation résidentielle dont la circulation automobile est faible ou modéré. Par contre, un ITS de 40 est recommandé dans le cas qu'on est à proximité des artères principales, des usines et des aéroports (voir annexe 4).

Les murs extérieurs en revêtement de maçonnerie incluant les composants architecturaux des murs intérieurs (laine acoustique, montant métallique, barres résilientes, 1 ou 2 gypses, etc.) donnent des ITS supérieurs à 40.

La même chose pour le toit, les compositions et les matériaux de construction pour le toit donnent des ITS supérieurs à 40.

Un résumé des ITS pour les fenêtres et portes d'accès qui sont affectées par le bruit provenant du Boul. Saint-Laurent est présenté aux tableaux 2.

TABLEAU 2 Indice transmission du son minimum des façades affectées par le Boul. Saint-Laurent

Niveau de bruit $L_{Aeq, 24h}$ calculé (voir tableau 1)		Niveau de bruit ambiant ($L_{Aeq, 24h}$) à l'intérieur selon le critère sonore	ITS des composantes structurales et architecturales des façades affectées par le Boul. Saint-Laurent
R1	71	40	Minimum **35** **(1)** (2) - pour les fenêtres et les portes d'accès
R2	71		
R3	72		

(1) Inclus ~3 dB de plus pour la différence entre la valeur de ITS de laboratoire et la valeur de l'essai in-situ
(2) Inclure un système de ventilation ou air climatisé, de sorte que leurs fenêtres puissent être fermées au besoin pour bloquer le bruit extérieur.

Seules les façades qui sont affectées par le bruit provenant du Boul. Saint-Laurent doivent être traitées :

- Les façades affectées par le bruit provenant (en rouge) du Boul. Saint-Laurent pour chaque étage sont démontrées aux figures 10 à 13.
- Installer des fenêtres et des portes d'accès avec ITS minimum de **35** (voir Annexe 5 pour plus de détails sur l'indice de transmission extérieure intérieure OITC des vitrages).
- En général, des portes en acier de calibre 16 de 2 pouces avec isolation acoustique intégrée peuvent atténuer ce niveau sonore.
- Pour les unités affectées, inclure un système de ventilation ou air climatisé, de sorte que leurs fenêtres puissent être fermées au besoin pour bloquer le bruit extérieur.

Des fenêtres standards et des portes de métal standard avec un ITS 27 peuvent être choisies pour les façades qui ne sont pas affectées par le bruit provenant du Boul. Saint-Laurent.

Façades affectées par le bruit du Boul. Saint-Laurent

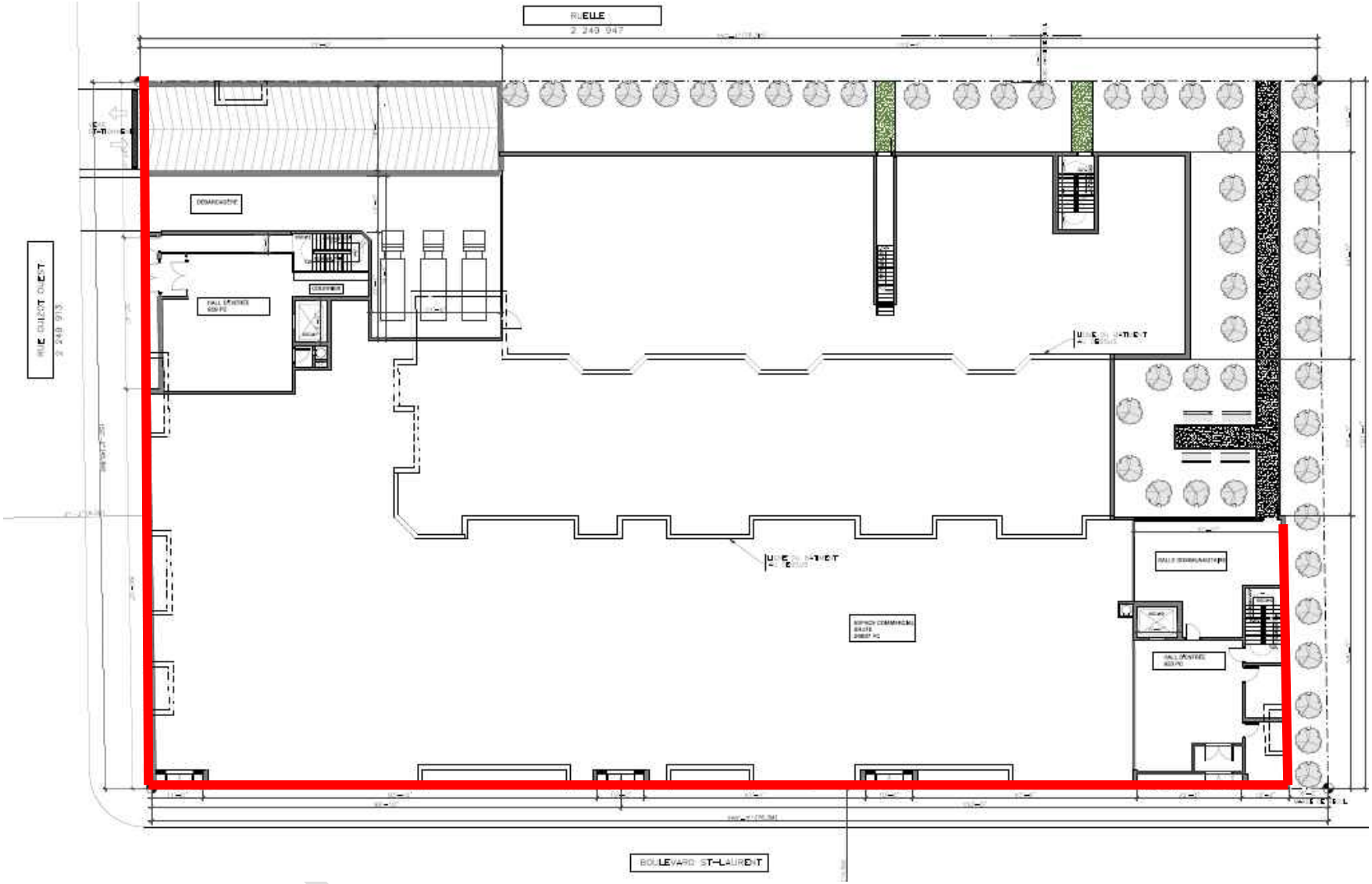


FIGURE 10 Façades affectées par le bruit du Boul. Saint-Laurent au rez-de-chaussée

Façades affectées par le bruit du Boul. Saint-Laurent



FIGURE 11 Façades affectées par le bruit du Boul. Saint-Laurent au 2ème étage

Façades affectées par le bruit du Boul. Saint-Laurent

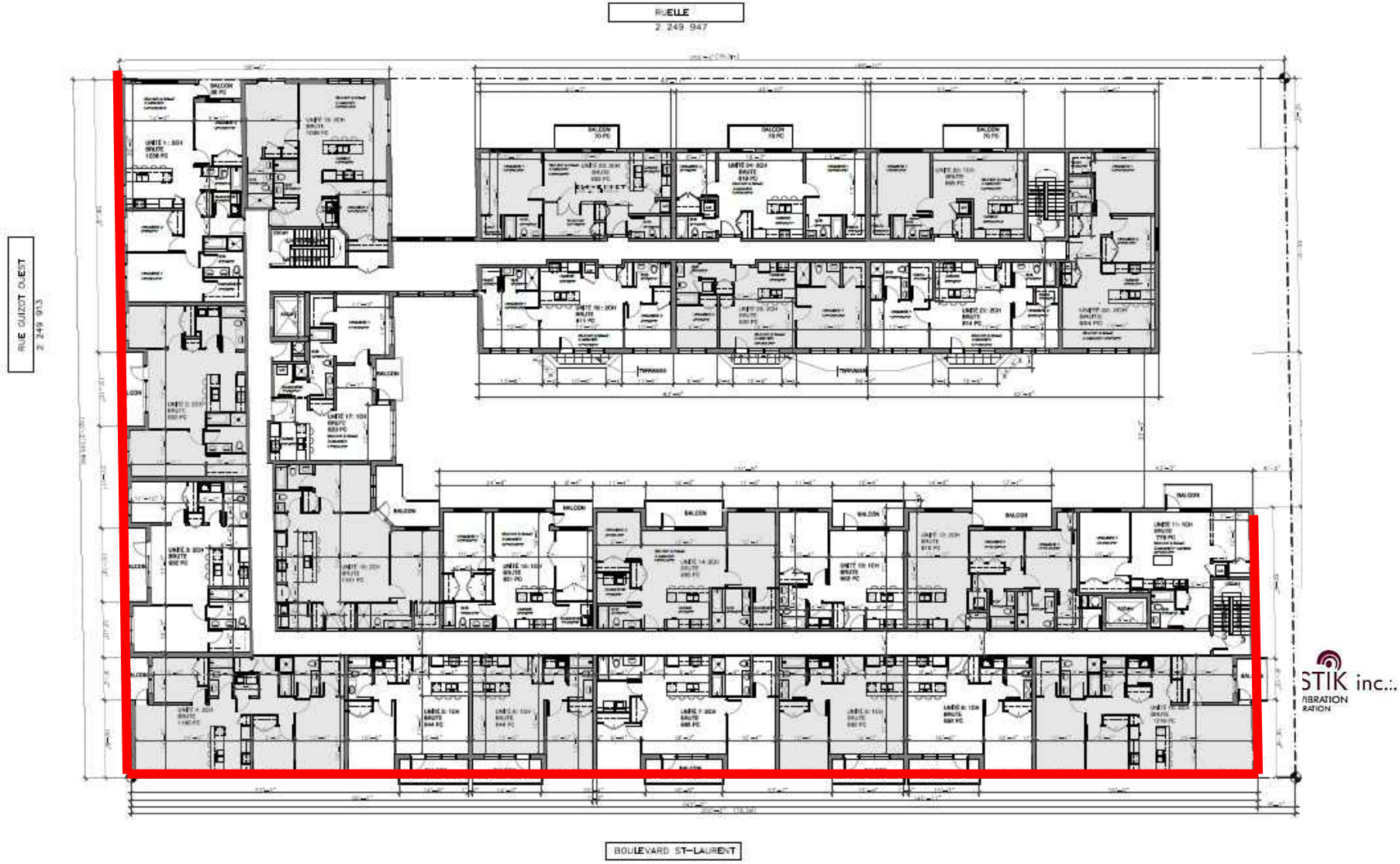


FIGURE 12 Façades affectées par le bruit du Boul. Saint-Laurent au 3ème étage

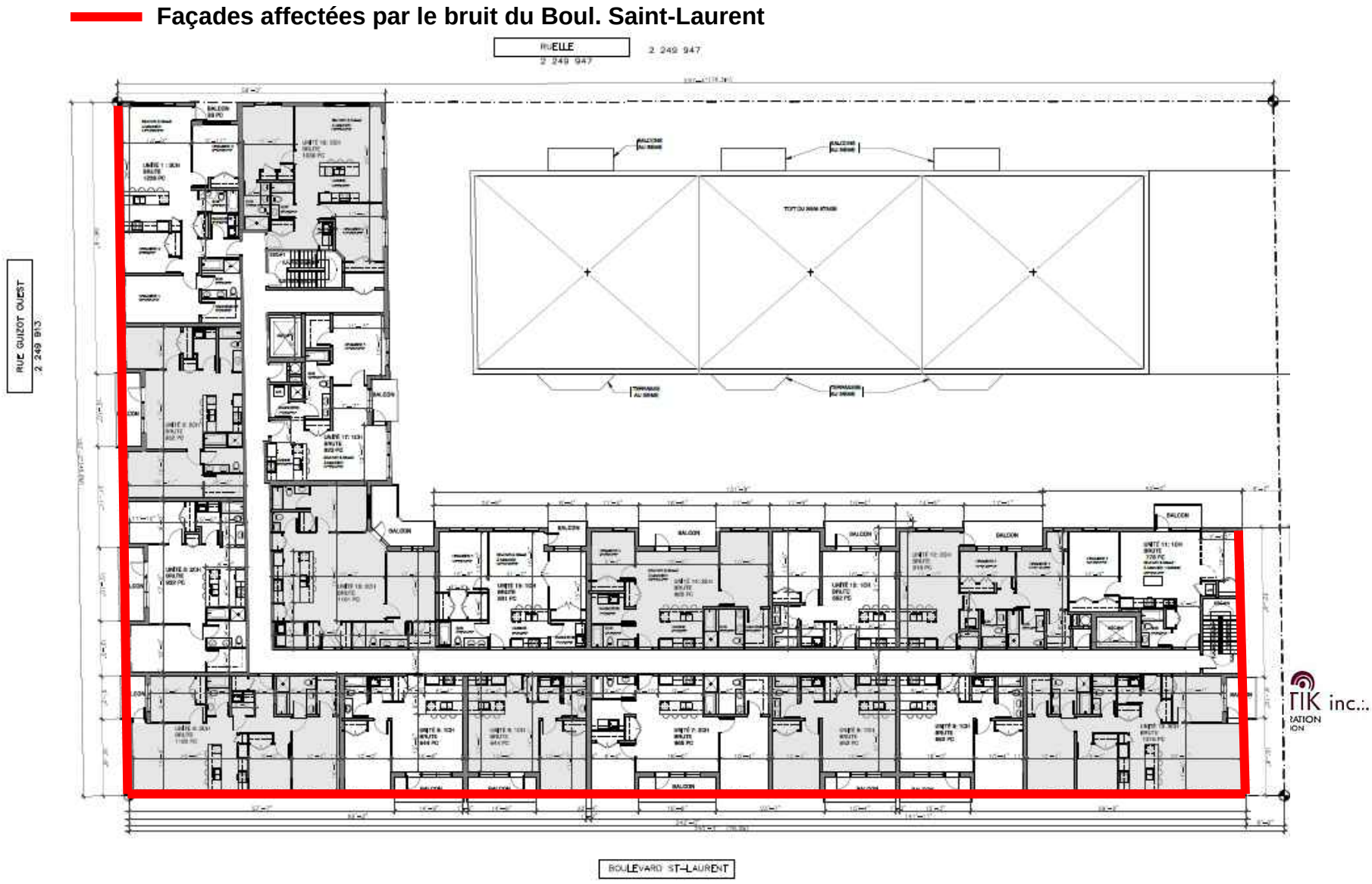


FIGURE 13 Façades affectées par le bruit du Boul. Saint-Laurent au 4ème étage

5. CONCLUSIONS

5.1 Des mesures ont été réalisées sur le futur site du projet pour évaluer le climat sonore actuel sur deux périodes de 24h consécutives durant la semaine.

5.2 Des calculs ont été effectués pour obtenir les niveaux $L_{Aeq\ 24\ heures}$.

5.3 Le critère sonore applicable est un niveau $L_{Aeq\ 24\ heures}$ 40 dBA ou moins en milieu intérieur selon *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.*

5.4 Afin d'obtenir les niveaux sonores en milieu intérieur de $L_{Aeq\ 24\ heures}$ 40 dBA ou moins, il est recommandé d'installer des fenêtres et des portes d'accès avec ITS de 35 ou supérieur sur les façades illustrées dans la section 4.

J'espère le tout conforme à votre demande. Si vous avez besoin de renseignements supplémentaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Veuillez agréer, monsieur, nos sentiments les meilleurs.

Étude et rédigé par :



Jack Hien Nguyen, B.Sc.
VINACOUSTIK INC.
JHN

Vérification par :



Phat Nguyen, ing.
VINACOUSTIK INC.
PN



Alexandre Fillion, B.Ing.
VINACOUSTIK INC.
SL

ANNEXE 1

Extrait de l'article 4.8 Les contraintes et nuisances du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal

5. Dans le cas où la route, le chemin, la rue ou toute voie de circulation automobile est déjà construite au moment de l'entrée en vigueur du règlement de contrôle intérimaire de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal (règlement 65), le 21 décembre 1983, la profondeur minimale des lots pourra être réduite à 30 mètres ou à une profondeur non spécifiée pour des secteurs identifiés comme présentant des contraintes physiques particulières, notamment une falaise et une voie ferrée.

6. Pour toute route, tout chemin, toute rue ou toute autre voie de circulation automobile longeant un cours d'eau ou un lac, la distance peut être réduite jusqu'à 20 mètres si l'espace compris entre cette voie et le plan d'eau est zoné à des fins de parc.

La distance entre une route, un chemin, une rue ou toute voie de circulation automobile et un cours d'eau ou un lac peut être réduite à 15 mètres si une telle voie de circulation constitue le parachèvement d'un réseau et dans la mesure où l'espace compris entre la voie de circulation et le plan d'eau ne fait pas l'objet d'une construction. Toutefois, la voie de circulation ne devra en aucun cas empiéter sur la bande riveraine de 15 mètres.

La distance entre une route, un chemin, une rue ou toute voie de circulation automobile et un cours d'eau ou un lac peut être réduite à une profondeur imposée par une contrainte, et ce, pour des secteurs identifiés comme présentant des contraintes physiques particulières (ex. : une voie ferrée, une falaise, etc.).

Dans les cas de routes qui sont perpendiculaires au lac ou au cours d'eau mais qui ne les traversent pas, la distance pourra être réduite jusqu'à 15 mètres.

7. Dans les cas de routes perpendiculaires au lac ou au cours d'eau, il n'y a pas de profondeur minimale pour les lots adjacents à ce lac ou à ce cours d'eau si l'alignement des lots est parallèle à la rive. Dans ces cas, pour les lots entièrement, partiellement ou non desservis, la largeur du lot mesurée sur la ligne avant doit alors être majorée de la largeur de la rive afin d'assurer la protection de la bande riveraine.

8. Pour tous les cours d'eau ayant un bassin versant de moins de 20 km², il est possible de n'appliquer les normes de corridor riverain qu'aux seuls lots adjacents au plan d'eau. Ce sont les normes applicables à l'extérieur du corridor riverain qui s'appliquent aux lots non adjacents.

Exceptions

Les opérations cadastrales à des fins municipales et d'utilité publique qui ne nécessitent pas de services autonomes ou municipaux d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées ne sont pas visées par les normes minimales sur la superficie de lots et les dimensions de lot de la présente section.

4.8.3 Sécurité, bruit et vibrations

4.8.3.1 Occupation d'un terrain adjacent à une gare de triage ferroviaire ou à une voie ferrée principale

La réglementation d'urbanisme d'une municipalité ou d'un arrondissement doit prévoir des critères visant à favoriser la sécurité des aménagements ou des constructions requis pour abriter un des usages sensibles suivants si le terrain visé est adjacent à une emprise d'une gare de triage ferroviaire ou d'une voie ferrée principale, indiquées à la carte 24 – Réseaux ferroviaire et routier à fort débit. Aux fins de l'évaluation de ces critères, la réglementation doit exiger le dépôt d'une évaluation conforme à l'annexe XVII. Les usages sensibles visés sont:

- Un usage résidentiel;
- Un des équipements collectifs et institutionnels suivants:
  - Bibliothèque;
  - Centre d'hébergement et de soins de longue durée;
  - Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse;
  - Centre de réadaptation;
  - Centre de services de santé et de services sociaux;
  - Centre hospitalier;
  - École;
  - Établissement cultuel, tel qu'un lieu de culte et un couvent;
  - Garderie.

La réglementation d'urbanisme doit prévoir qu'un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 75 mètres d'une limite d'emprise d'une gare de triage ferroviaire ou d'une voie ferrée principale et adjacent à cette emprise ne peut pas être occupé par un des usages sensibles énumérés ci-dessus si le niveau de vibration, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage, est supérieur à 0,14 mm/s.

4.8.3.2 Occupation d'un terrain adjacent à une gare de triage ferroviaire

La réglementation d'urbanisme d'une municipalité ou d'un arrondissement doit prévoir qu'un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 300 mètres de l'emprise d'une gare de triage ferroviaire indiquée à la carte 24 – Réseaux ferroviaire et routier à fort débit et adjacent à cette emprise ne peut pas être occupé par un des usages sensibles énumérés à la section 4.8.3.1, si le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment dans lequel s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h) ou par un espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment si le niveau sonore est supérieur à 55 dBA Leq (24 h).

4.8.3.3 Occupation d'un terrain adjacent à une voie à débit important ou à une voie ferrée principale

La réglementation d'urbanisme d'une municipalité ou d'un arrondissement doit prévoir qu'un terrain ou une partie de terrain situé à moins de 30 mètres de l'emprise d'une voie à débit important ou d'une voie ferrée principale, indiquées à la carte 24 – Réseaux ferroviaire et routier à fort débit, et adjacent à cette emprise, ne peut pas être occupé par un des usages sensibles énumérés à la section 4.8.3.1, si le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment où s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h).

4.8.3.4 Occupation d'un terrain adjacent à une autoroute ou à une voie rapide

Dans le cas d'un terrain à construire ou à transformer indiqué à la carte 33 – Densité résidentielle, d'un terrain d'un secteur de planification stratégique indiqué à la carte 3 – Concept d'organisation spatiale ou d'un terrain d'un secteur faisant l'objet d'un programme particulier d'urbanisme, la réglementation d'urbanisme d'une municipalité ou d'un arrondissement doit prévoir qu'un tel terrain ou une partie de ce terrain situé à moins de 300 mètres de l'emprise d'une autoroute ou d'une voie rapide, indiquées à la carte 24 – Réseaux ferroviaire et routier à fort débit, et adjacent à cette emprise ne peut pas être occupé par :

- Un des usages sensibles énumérés à la section 4.8.3.1, si le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment ou de la partie du bâtiment où s'exerce l'usage, est supérieur à 40 dBA Leq (24 h) ;
- Un espace de détente au sol à l'extérieur du bâtiment si le niveau sonore à l'extérieur du bâtiment est supérieur à 55 dBA Leq (24 h).

4.8.3.5 Occupations dans un secteur situé aux abords de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal

La réglementation d'urbanisme d'une municipalité ou d'un arrondissement doit régir l'occupation d'un emplacement par un des usages indiqués à la section 4.8.3.1 à l'intérieur d'une zone dont le niveau de projection du bruit perçu (NEF) est supérieur à 25, tel qu'il est indiqué à la carte 25 – Contraintes liées à l'aéroport.

ANNEXE 2

Pré-calibration, post-calibration et certificat de calibration

Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail
505, boul. De Maisonneuve Ouest, Montréal (Québec) H3A 3C2
Tél. : (514) 288-1551 **Fax :** (514) 288-9399 **www.irsst.qc.ca**

Certificat d'étalonnage d'un calibreur acoustique

Certificat N ° : Aco-cal-10319 **Demande de service N ° :** S809367 **Date de réception :** 2018/03/21

Demandeur :	**Destinataire :**
Pham Van (DLP-0459) Vinacoustik inc. 1487 rue Bégin St-Laurent (Québec) H4R 1V8 Canada 1083	Van Pham Vinacoustik inc. 1487 rue Bégin St-Laurent (Québec) H4R 1V8 Canada 1083

INSTRUMENT

Fabricant : Bruel & Kjaer **# de série :** 2528322
Modèle : BK 4231 **# d'inventaire :** HB2-30538

Condition de l'instrument à la réception : Aucune défectuosité apparente.

Travail supplémentaire effectué :

ÉTALONNAGE

Le calibreur acoustique a été testé à l'aide d'instruments de référence pour vérifier sa réponse aux essais spécifiés dans la CEI 60942:2003, "Electroacoustique - Calibreurs acoustiques", Annexe B - Essais périodiques.
L'instruction de travail **I-ACO-005 : Détermination du SPL, de la fréquence et du % de distorsion totale du signal sonore d'un calibreur acoustique selon la CEI 60942** a été suivie pour effectuer ces tests.

Note : À la réception, le calibreur acoustique générait un niveau de pression acoustique de 94,20 dB.
Le calibreur acoustique n'a pas été ajusté avant son étalonnage.

ÉQUIPEMENTS D'ÉTALONNAGE

Étalons de travail

Équipement	Manufacturier	Modèle	# de série
Générateur de signal	Stanford Research	DS360	88442
Voltmètre-électromètre	Keithley	237	0549585
Fréquencemètre	Pendulum	CNT-90	SM153070
Analyseur de distorsion	Keithley	2015	0947463
Analyseur FFT	ONO SOKKI	CF-7200	84701434
Mesureur combiné de pression, d'humidité relative et de température	Vaisala	PTU303	N1050207

Étalons de référence contribuant directement à la traçabilité

Équipement	Manufacturier	Modèle	# de série	Laboratoire	Date d'étalonnage due	Certificat
Microphone pression	Brüel & Kjaer	4160	2338725	CNRC-SME	11 août 2020	AS-2017-0013
Microphone pression	Brüel & Kjaer	4180	2341435	CNRC-SME	30 novembre 2018	AS-2015-0003
Pistonphone	Brüel & Kjaer	4226	2163720	CNRC-SME	7 février 2020	AS-2017-0003
Voltmètre	Agilent	34401A	3146A69914	IREQ	12 juillet 2018	1305801-17193
Mesureur combiné de pression, d'humidité relative et de température	Vaisala	PTU301	E3810004	Vaisala	12 mai 2018	K008-Z01424
Rubidium	Stanford Research	FS725	65427	SRS Stanford research sys	6 octobre 2020	N/A

CONDITIONS ENVIRONNEMENTALES

Les tests ont été effectués dans les conditions ambiantes suivantes :
Température : 22,6 ° C ± 0,5 ° C **Pression :** 1006,4 hPa ± 2 hPa **Humidité relative :** 26 % ± 5 %

Date d'étalonnage : 2018/04/03 **Date d'émission :** 2018/04/03

Effectué par : Pierre Beaudoin, Technicien en physique
beaudoin.pierre@irsst.qc.ca

Approuvé par : Chun H. Law, Professionnel scientifique
chunhong.law@irsst.qc.ca

Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail
505, boul. De Maisonneuve Ouest, Montréal (Québec) H3A 3C2
Tél. : (514) 288-1551 **Fax :** (514) 288-9399 **www.irsst.qc.ca**

Certificat d'étalonnage d'un calibreur acoustique

Certificat N ° : Aco-cal-10319 **Demande de service N ° :** S809367 **Date d'étalonnage :** 2018/04/03

INSTRUMENT

Fabricant : Bruel & Kjaer **# de série :** 2528322
Modèle : BK 4231 **# d'inventaire :** HB2-30538

RÉSULTATS D'ÉTALONNAGE

	SPL	Fréquence	Distorsion totale
Spécifications du fabricant :	94,00 dB ± 0,20 dB	1000,00 Hz ± 1,00 Hz	Non spécifiée (1)
Tolérances de la norme CEI 60942 :	± 0,40 dB	± 10,00 Hz	< 3,0 %

(1) La spécification du manufacturier est donnée pour la 'distorsion harmonique' et non la 'distorsion totale' telle que demandée par la CEI 60942:2003

	À la réception	1er essai	2ème essai	3ème essai	Moyenne
SPL (dB)					
Moyenne *	94,20 ± 0,01	94,20 ± 0,01	94,20 ± 0,01	94,20 ± 0,01	94,20
Minimum	94,20	94,20	94,20	94,20	
Maximum	94,21	94,21	94,21	94,21	
Fréquence (Hz)					
Moyenne *	999,96 ± 0,00	999,96 ± 0,00	999,96 ± 0,00	999,96 ± 0,00	999,96
Minimum	999,96	999,96	999,96	999,96	
Maximum	999,96	999,96	999,96	999,96	
Distorsion totale (THD+N de 22 à 20000 Hz) (%)					
Moyenne *	0,96 ± 0,20	0,91 ± 0,24	0,98 ± 0,23	0,97 ± 0,24	0,95
Minimum	0,72	0,75	0,73	0,71	
Maximum	1,16	1,15	1,20	1,19	

* Les incertitudes indiquées ici correspondent à 2 fois l'écart-type calculé sur 20 mesures effectuées sur une période d'essai de 20 secondes.

Le niveau de pression sonore du calibreur acoustique correspond à des conditions de référence de 1013.25 hPa, 23 ° C et 50 % d'humidité relative.

Le calibreur acoustique a été montré conforme aux prescriptions d'essais périodiques décrits dans la CEI 60942:2003 pour les calibreurs acoustiques de classe 1 et concernant le niveau de pression acoustique et la fréquence spécifiée pour les conditions ambiantes dans lesquelles les essais ont été effectués.

Cependant, comme on ne dispose pas de preuve officielle émanant d'un organisme responsable pour l'approbation de modèle montrant que le modèle de calibreur acoustique est conforme aux prescriptions d'évaluation de modèle décrites dans l'Annexe A de la CEI 60942:2003, on ne peut tirer aucune conclusion générale concernant la conformité du calibreur acoustique aux prescriptions de la CEI 60942:2003.

Les résultats d'étalonnage indiqués sur ce certificat ne s'applique qu'à l'instrument décrit en rubrique et ne sont pas nécessairement représentatifs de modèles similaires.

Sauf indication contraire, les résultats de l'étalonnage sont tous à l'intérieur de la portée de cette accréditation.

Les incertitudes sur les mesures de SPL, de fréquence et de distorsion totale sont respectivement égales ou inférieurs à 0,15 dB, 0,3 % et 0,5 %. Ces incertitudes, calculées pour un facteur d'élargissement de k=2, correspondent à un niveau de confiance d'environ 95 %. Elles incluent des composantes estimées par méthodes statistiques et prennent en compte toutes les sources d'erreur connues.

Accreditation du laboratoire d'étalonnage acoustique de l'IRSST

Le Service d'évaluation des laboratoires d'étalonnage (CLAS) du Conseil national de recherches du Canada (CNRC) a évalué et certifié la capacité d'étalonnage du laboratoire et la traçabilité au Système international d'unités (SI) ou à des étalons acceptables selon le CLAS.

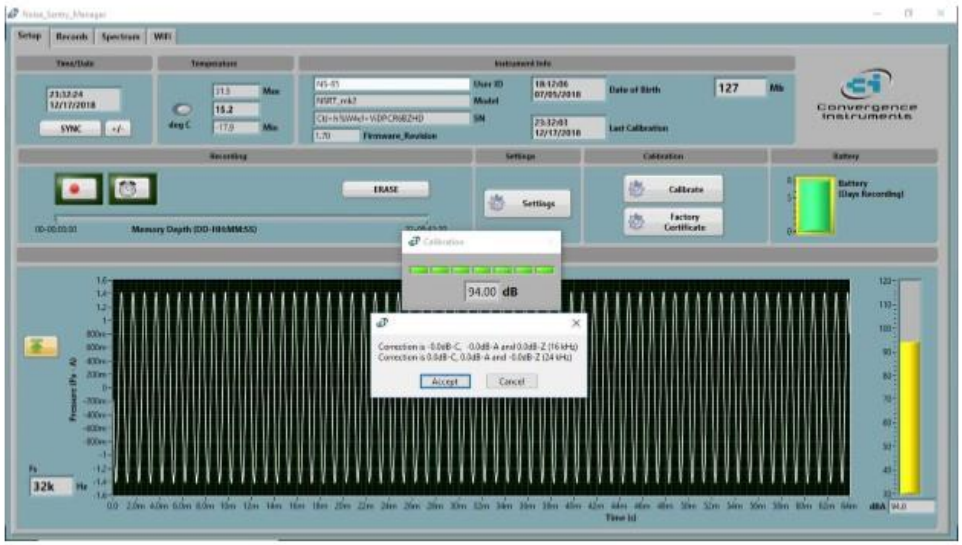
Le présent certificat d'étalonnage est délivré conformément aux conditions de certification du CLAS et aux conditions d'accréditation du Conseil canadien des normes (CCN).

Le CLAS et le CCN ne garantissent pas l'exactitude des étalonnages individuels effectués par les laboratoires accrédités.

N° d'inscription du laboratoire accrédité par le CCN : 107, délivré à l'origine, le 1993-04-06
N° du certificat CLAS : CNRC CLAS N° 94-01, délivré à l'origine, le 1994-09-23

Copyright (c) 2013 par IRSST
Ce certificat ne peut être reproduit autrement qu'en entier sauf avec l'autorisation écrite, préalablement obtenue, du responsable technique du laboratoire.

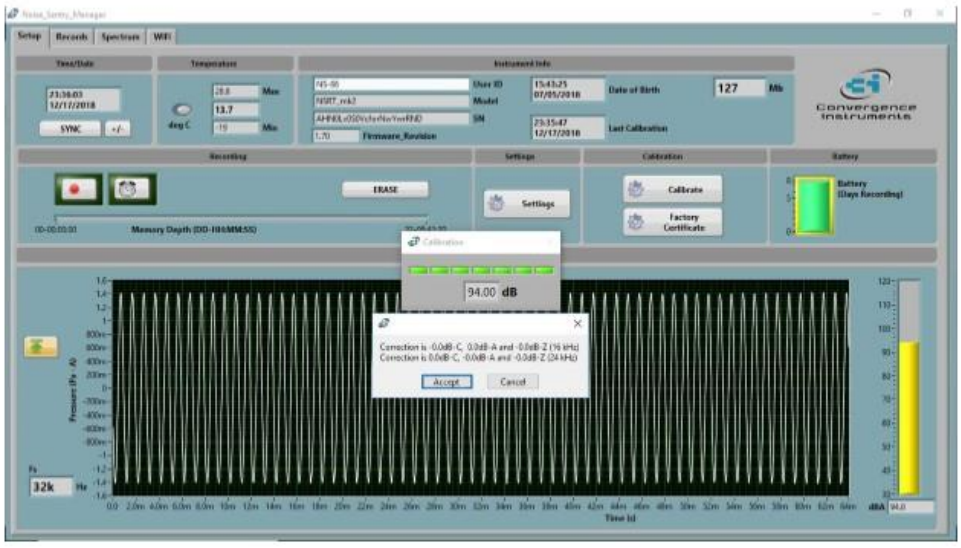
Pre-calibration NS-65



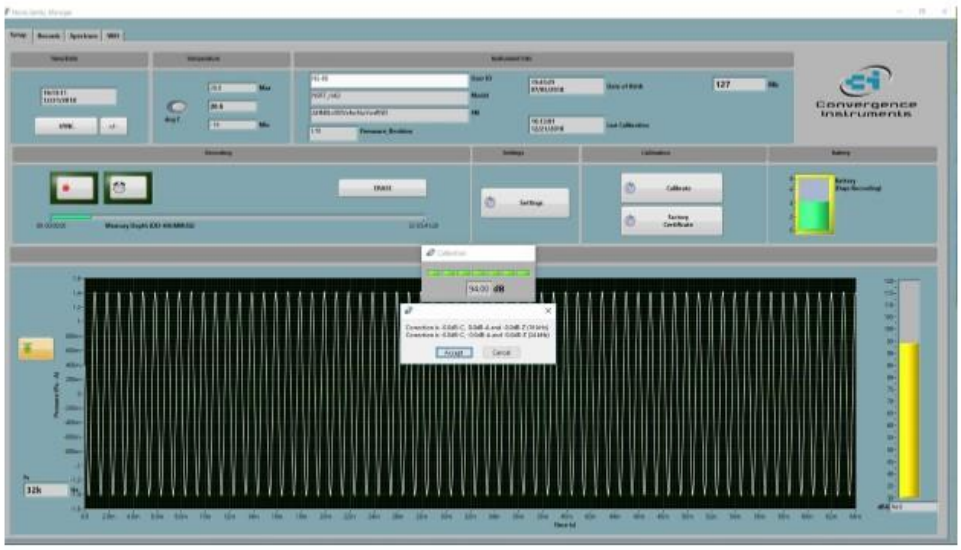
Post-calibration NS-65



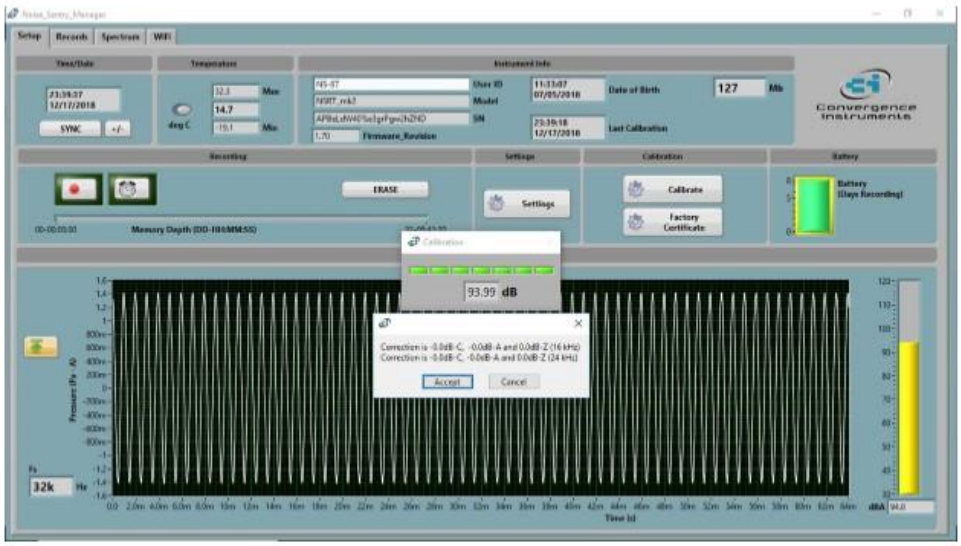
Pre-calibration NS-66



Post-calibration NS-66



Pre-calibration NS-67



Post-calibration NS-67



ANNEXE 3

Conditions météorologiques

Gouvernement du Canada Government of Canada

Accueil → Environnement et ressources naturelles → Météo, climat et catastrophes naturelles → Conditions météorologiques et climatiques passées → Données historiques

Rapport de données horaires pour le 18 décembre 2018

Toutes les heures sont exprimées en heure normale locale (HNL). Pour convertir l'heure locale en heure avancée, ajoutez 1 heure s'il y a lieu.

MONTREAL INTL A
QUÉBEC
Opérateur de station opérationnelle : NAVCAN

Latitude :	45°28'14,000" N
Longitude :	73°44'27,000" O
Altitude :	36,00 m
ID climatologique :	7025251
ID de l'OMM :	71627
ID de TC :	YUL

	Temp. °C	Point de rosée °C	Hum. rel. %	Dir. du vent 10's deg	Vit. du vent km/h	Visibilité km	Pression à la station kPa	Hmdx	Refr. éolien	Météo
HEURE										
00:00	-6,7	-12,4	64	30	24	12,9	100,60		-14	Neige
01:00	-7,3	-12,0	70	30	29	12,9	100,65		-16	Neige
02:00	-7,3	-13,1	64	30	29	12,9	100,73		-16	Neige
03:00	-7,6	-14,0	61	30	22	16,1	100,82		-15	Neige
04:00	-8,1	-14,2	62	29	20	24,1	100,91		-15	Généralement dégagé
05:00	-8,4	-14,3	63	30	22	24,1	101,01		-16	ND
06:00	-8,5	-14,4	63	28	21	24,1	101,14		-16	ND
07:00	-8,8	-14,4	64	29	15	24,1	101,24		-15	Généralement nuageux
08:00	-8,2	-14,0	63	28	19	24,1	101,32		-15	ND
09:00	-7,5	-13,4	63	28	22	24,1	101,36		-15	ND

	Temp. °C	Point de rosée °C	Hum. rel. %	Dir. du vent 10's deg	Vit. du vent km/h	Visibilité km	Pression à la station kPa	Hmdx	Refr. éolien	Météo
10:00	-7,1	-12,9	64	27	21	24,1	101,38		-14	Généralement dégagé
11:00	-5,5	-12,5	58	29	27	24,1	101,35		-13	ND
12:00	-5,1	-13,1	54	30	31	24,1	101,41		-13	ND
13:00	-4,7	-12,6	54	29	37	24,1	101,34		-13	Généralement dégagé
14:00	-4,9	-12,6	55	29	26	24,1	101,40		-12	ND
15:00	-5,1	-13,2	53	32	28	24,1	101,46		-13	ND
16:00	-5,6	-12,9	56	31	19	24,1	101,49		-12	Généralement dégagé
17:00	-6,2	-12,6	61	29	21	24,1	101,55		-13	ND
18:00	-6,6	-13,0	61	30	20	24,1	101,55		-14	ND
19:00	-7,0	-13,1	62	28	12	24,1	101,58		-12	Généralement dégagé
20:00	-7,4	-12,9	65	27	14	24,1	101,60		-13	ND
21:00	-8,2	-12,2	73	24	13	24,1	101,59		-14	ND
22:00	-8,3	-12,5	72	24	15	24,1	101,55		-15	Généralement dégagé
23:00	-8,7	-12,5	74	23	17	24,1	101,50		-16	ND

Légende

- E = Valeur estimée
- M = Données manquantes
- ND = Non disponible

Date de modification :
2018-07-20

Gouvernement du Canada Government of Canada

Rapport de données horaires pour le 19 décembre 2018

Toutes les heures sont exprimées en heure normale locale (HNL). Pour convertir l'heure locale en heure avancée, ajoutez 1 heure s'il y a lieu.

MONTREAL INTL A
QUÉBEC
Opérateur de station opérationnelle : NAVCAN

Latitude :	45°28'14.000" N
Longitude :	73°44'27.000" O
Altitude :	36,00 m
ID climatologique :	7025251
ID de l'OMM :	71627
ID de TC :	YUL

	Temp. °C	Point de rosée °C	Hum. rel. %	Dir. du vent 10's deg	Vit. du vent km/h	Visibilité km	Pression à la station kPa	Hmdx	Refr. éolien	Météo
HEURE										
00:00	-8,9	-12,9	73	26	17	24,1	101,51		-16	ND
01:00	-9,4	-13,2	74	24	15	24,1	101,50		-16	Généralement dégagé
02:00	-9,5	-13,3	74	25	17	24,1	101,52		-17	ND
03:00	-9,3	-13,3	73	23	15	24,1	101,55		-16	ND
04:00	-9,9	-13,4	76	25	12	24,1	101,52		-16	Généralement dégagé
05:00	-9,6	-13,5	74	23	5	24,1	101,50		-12	ND
06:00	-9,8	-13,6	74	30	3	24,1	101,49		-12	ND
07:00	-10,0	-13,4	76	24	4	48,3	101,42		-12	Généralement nuageux
08:00	-9,8	-12,6	80	32	4	48,3	101,47		-12	ND
09:00	-8,1	-11,5	76	36	2	24,1	101,46		-9	ND

	Temp. °C	Point de rosée °C	Hum. rel. %	Dir. du vent 10's deg	Vit. du vent km/h	Visibilité km	Pression à la station kPa	Hmdx	Refr. éolien	Météo
10:00	-6,2	-11,0	69	16	10	24,1	101,39		-11	Nuageux
11:00	-5,7	-10,7	68	10	9	24,1	101,32		-10	ND
12:00	-4,8	-9,5	70	14	8	24,1	101,25		-8	Neige
13:00	-4,0	-8,7	70	13	13	24,1	101,19		-9	Nuageux
14:00	-3,3	-7,7	72	15	10	24,1	101,19		-7	ND
15:00	-2,7	-6,8	74	13	8	24,1	101,18		-6	ND
16:00	-2,9	-6,8	75	14	9	24,1	101,20		-6	Nuageux
17:00	-2,5	-6,3	75	11	8	24,1	101,19		-6	ND
18:00	-2,9	-6,2	78	12	7	24,1	101,21		-6	ND
19:00	-3,1	-6,8	76	13	9	24,1	101,21		-7	Nuageux
20:00	-2,9	-7,0	73	12	7	24,1	101,21		-6	ND
21:00	-2,7	-7,0	73	13	8	24,1	101,22		-6	ND
22:00	-2,6	-7,1	72	13	5	24,1	101,21		-5	Généralement nuageux
23:00	-2,5	-7,2	71	12	8	24,1	101,16		-6	ND

Légende

- E = Valeur estimée
- M = Données manquantes
- ND = Non disponible

Date de modification :
2018-07-20

Gouvernement du Canada Government of Canada

Rapport de données horaires pour le 20 décembre 2018

Toutes les heures sont exprimées en heure normale locale (HNL). Pour convertir l'heure locale en heure avancée, ajoutez 1 heure s'il y a lieu.

MONTREAL INTL A
QUÉBEC
Opérateur de station opérationnelle : NAVCAN

Latitude :	45°28'14.000" N
Longitude :	73°44'27.000" O
Altitude :	36.00 m
ID climatologique :	7025251
ID de l'OMM :	71627
ID de TC :	YUL

	Temp. °C	Point de rosée °C	Hum. rel. %	Dir. du vent 10's deg	Vit. du vent km/h	Visibilité km	Pression à la station kPa	Hmdx	Refr. éolien	Météo
HEURE										
00:00	-2,4	-6,9	71	12	4	24,1	101,15		-4	ND
01:00	-2,8	-6,7	75	10	4	24,1	101,15		-4	Généralement dégagé
02:00	-6,6	-8,5	86	35	8	24,1	101,19		-10	ND
03:00	-6,2	-7,7	89	35	3	24,1	101,18		-8	ND
04:00	-7,0	-8,4	90	36	5	24,1	101,20		-10	Dégagé
05:00	-8,1	-9,4	90	35	6	24,1	101,18		-11	ND
06:00	-7,7	-9,3	88	1	6	24,1	101,20		-11	ND
07:00	-7,2	-8,6	90	1	8	48,3	101,25		-11	Généralement dégagé
08:00	-6,8	-8,5	88	1	7	48,3	101,31		-10	ND
09:00	-3,9	-6,1	85	2	9	48,3	101,32		-8	ND

	Temp. °C	Point de rosée °C	Hum. rel. %	Dir. du vent 10's deg	Vit. du vent km/h	Visibilité km	Pression à la station kPa	Hmdx	Refr. éolien	Météo
10:00	-1,7	-5,5	76	36	7	24,1	101,40		-4	Généralement nuageux
11:00	0,4	-4,6	69	6	9	24,1	101,28			ND
12:00	2,3	-4,1	63	7	9	48,3	101,20			ND
13:00	3,6	-3,3	61	10	9	48,3	101,15			Généralement nuageux
14:00	4,2	-2,6	61	10	11	48,3	101,11			ND
15:00	3,7	-2,9	62	8	12	48,3	101,09			ND
16:00	3,6	-3,4	61	8	9	24,1	101,08			Nuageux
17:00	0,8	-2,9	77	4	13	24,1	101,02			ND
18:00	0,6	-2,7	79	3	19	24,1	100,98			ND
19:00	0,6	-3,2	76	3	16	24,1	100,98			Nuageux
20:00	0,1	-3,7	76	3	22	24,1	100,83			ND
21:00	0,1	-4,1	74	3	17	24,1	100,82			Pluie verglaçante
22:00	0,1	-2,8	81	3	13	9,7	100,79			Pluie,Brouillard
23:00	0,0	-1,4	91	4	15	8,1	100,71		-4	Pluie verglaçante,Brouillard

Légende

- E = Valeur estimée
- M = Données manquantes
- ND = Non disponible

Date de modification :
2018-07-20

ANNEXE 4

Extrait d’Isolement acoustique dans les collectifs d’habitation

Installation électrique

- Décalez les interrupteurs et les réceptacles d'au moins 400 mm (16 po) horizontalement sur les côtés opposés des murs mitoyens entre les logements.
- Posez de l'isolant phonique derrière les coffrets électriques.
- Posez les plafonniers en applique au lieu de les encastrer dans les plafonds /planchers qui séparent les logements. Étanchéisez le pourtour des coffrets électriques.
- Évitez de poser les panneaux électriques, les téléphones, les sonnettes, les intercoms et les installations audio encastrés dans les murs mitoyens ou les murs des corridors.
- Utiliser des câbles individuels pour desservir chaque logement de manière à ce que les bruits ne se transmettent pas d'un logement à l'autre par le biais du câblage.
- Employez des connecteurs souples pour les raccords électriques aux équipements qui produisent des vibrations.

Murs extérieurs et murs de corridor

Le Code national du bâtiment du Canada ne réglemente pas les murs et les toits assujettis à des sources de bruit extérieur. Malgré tout, dans certains cas, les concepteurs sont tenus de prévoir un isolement acoustique pour les murs extérieurs (par ex. près des artères principales) ou pour les murs et toits (près des pistes d'envol des aéroports[7]). Il convient d'avoir recours à l'indice de transmission du son extérieur-intérieur (ITSEI), le cas échéant, pour évaluer l'isolement acoustique des murs extérieurs et des toits. Puisque la partie massive des murs extérieurs présente habituellement un ITSEI élevé, ce sont les portes et les fenêtres qui procurent le moins d'isolement acoustique. Ces ouvertures et autres points de pénétration à travers les murs extérieurs requièrent une attention particulière de manière à garantir un isolement acoustique convenable contre les bruits provenant de sources extérieures (*voir* le tableau 1).

L'autorité provinciale ou municipale compétente peut exiger des études sur le bruit dans le cas d'aménagements résidentiels proposés près de routes achalandées, de voies ferrées ou d'aéroports. Ces études peuvent recommander des exigences minimales en matière d'isolement acoustique des matériaux des façades, des portes et des fenêtres pour répondre aux normes minimales antibruit. Elles peuvent également restreindre la surface maximale des ouvertures donnant sur des artères bruyantes.

Fenêtres

Les fenêtres procurent un isolement acoustique habituellement inférieur à celui des murs adjacents. Les fenêtres bien situées et des bonnes dimensions peuvent contribuer à atténuer les bruits provenant de l'extérieur. Les vitrages doubles ou triples, l'étanchéisation du périmètre et les coupe-froid améliorent également le niveau d'isolement acoustique

Les ouvrants de fenêtre les plus courants dans les constructions résidentielles sont les fenêtres pivotantes (à battant), à guillotine, basculantes et coulissantes. En position ouverte, les fenêtres pivotantes et basculantes peuvent dévier le bruit dans l'espace habitable. On devrait donc les poser de manière à ce qu'elles s'ouvrent en direction opposée aux bruits dominants, de manière à atténuer quelque peu le bruit à la suite d'une déviation.

Jusqu'à tout récemment, les données acoustiques portant sur les fenêtres supposaient habituellement que la composition du vitrage déterminait en majeure partie leurs propriétés de transmission du son. Les données ne tenaient pas compte du type d'ouvrant, lequel peut influer sur la transmission du bruit.

[7] Birta, J., J. S. Bradley et T. Estabrooks, *IBANA-Calc User's Manual*, Conseil national de recherches du Canada, novembre 2001. (Le logiciel IBANA-Calc évalue le niveau des bruits intérieurs en fonction d'un bruit d'avion donné.)

Des recherches récentes révèlent que l'ITS varie en fonction :

- du type de fenêtre (pivotante, basculante ou coulissante); de ses caractéristiques physiques et de son coût;
- des dimensions de l'ouverture;
- de la composition du vitrage (type de vitrage, épaisseur du vide entre les verres et de la vitre, et type d'intercalaire) et
- des fuites à travers la fenêtre et au pourtour.

Le tableau 7 montre des exemples d'ITS de certaines fenêtres fixes et ouvrantes dotées de différents types de vitrages. Typiquement, les valeurs d'ITS varient entre 25 et 40, suivant le type de fenêtre, le genre de vitrage et la lame d'air.

Type de fenêtre	Type de cadre ou de châssis	Composition du vitrage	Notes	Poids/ épaisseur	ITS
Fenêtres fixes					
Vitrage isolant posé directement dans le bâti d'attente d'essai et scellé au périmètre	Sans cadre ni châssis (fixe)	Verre de 3 mm; lame d'air de 19 mm; verre de 3 mm	Vitrage isolant courant utilisé dans les fenêtres en aluminium à battant	62 lb/24,5 mm	27
		Verre de 5 mm; lame d'air de 38 mm; verre de 5 mm	Vitrage conçu pour une fenêtre fixe ou pour une fenêtre coulissante économique	104 lbs/48 mm	32
		Verre de 6 mm; lame d'air de 9 mm; verre de 8 mm	Maximise la performance acoustique des fenêtres en bois, en aluminium et en PVC	146 lbs/23 mm	34
Fenêtres ouvrantes					
Fenêtre à battant, 2 châssis (1 fixe, 1 ouvrant)	Châssis en PVC, cadre en bois recouvert de PVC	Verre de 3 mm; lame d'air de 16 mm; verre de 3 mm	Fenêtre à battant courante en PVC	98 lbs/22 mm	28
Fenêtre coulissante, 4 châssis coulissant horizontalement	Châssis et cadre en bois recouverts de vinyle	Verre de 5 mm; lame d'air de 34 mm; verre de 5 mm	La plus économique des fenêtres coulissantes à quatre volets	120 lbs/44 mm	32
Fenêtre coulissante, 4 châssis coulissant horizontalement	Châssis et cadre en aluminium	Verre de 3 mm; lame d'air de 108 mm; verre de 3 mm	Fenêtre coulissante en aluminium courante	95 lbs/114 mm	41

Source : Adapté de Morin, M., *Isolation sonore procurée par les fenêtres de projets résidentiels*, SCHL, Ottawa, 1997

Tableau 7 — Exemples de valeurs d'isolement acoustique des fenêtres résidentielles

Un ITS de 30 est habituellement acceptable dans le cas de logements situés sur des rues à vocation résidentielle dont la circulation automobile est faible ou modérée. On recommande un ITS de 40 dans les endroits bruyants, comme c'est le cas à proximité des artères principales, des usines et des aéroports. Des fenêtres acoustiques spéciales, offertes dans le commerce, possèdent un ITS allant d'environ 45 à plus de 50. Ces valeurs élevées résultent de la lame d'air importante entre les plaques de verre (environ 38 mm ou 1 1/2 po) et la pose d'un matériau absorbant au périmètre entre les plaques de verre, qui atténue les ondes sonores.

De plus, il faut isoler acoustiquement les vitrages les uns des autres, et des murs ou cadres adjacents. Un faible taux d'infiltration d'air par le périmètre de l'ouvrant s'impose également, car les parcours empruntés par les fuites d'air transmettent le bruit. Les fenêtres qui présentent de bonnes qualités acoustiques sont souvent très étanches à l'air.

L'orientation du bâtiment et la conception de l'emplacement peuvent influer sur le degré d'exposition aux bruits provenant de l'extérieur. Par exemple, les bermes et les barrières antibruits peuvent atténuer le bruit qui se rend jusqu'au bâtiment. Bien que les arbres et les arbustes puissent servir d'écran visuel, ils ne sont pas efficaces à titre d'écran acoustique.

Portes de logement

Les portes de logement dans les collectifs d'habitation possèdent un degré pare-flamme et pare-son modérés, quoique les espaces de joint au pourtour des cadres et au seuil permettent à une quantité considérable de bruit de se transmettre dans les logements. Des coupe-froid compressibles posés sur le dessus et les côtés du cadre de porte rehausseront l'ITS de la porte. Bien que les coupe-froid de seuil de portes puissent amenuiser la transmission du son, ils peuvent réduire l'alimentation en air frais dans le logement.

Dans les collectifs d'habitation, les corridors sont souvent pressurisés à l'aide d'air frais afin de repousser la fumée et les odeurs dans les logements, et pour compenser l'air évacué par les ventilateurs de cuisine et de salle de bains, et les sécheuses. Toutefois, l'espace habituellement prévu sous la porte pour permettre à l'air frais du corridor de parvenir dans le logement diminue grandement les qualités acoustiques de la porte. Si les corridors doivent être pressurisés, on peut en atténuer les effets négatifs sur l'isolement acoustique en situant l'espace de joint au-dessus de la porte et en la recouvrant d'un morceau de conduit isolé ou d'un silencieux qui fournit un indice de transmission sonore équivalent à celui de la porte.

L'ITS des portes courantes varie entre 27 et 32. Avec les améliorations apportées aux garnitures, les cotes peuvent augmenter de 5 dB. Le tableau 8 établit une comparaison entre quelques portes ordinaires de logement. Veuillez noter que l'ITS des portes est de beaucoup inférieur à celui des murs.

Type de fenêtre	Poids par unité de surface		ITS (avec garnitures d'étanchéité)
	Kg/m²	lb/pi²	
Portes en métal avec remplissage	29,5	6.5	27
Porte en bois à âme massive de 45 à 57 mm d'épaisseur (1 ¾ à 2 ¼ po)	23-28,6	5,2-6,3	28
Portes insonorisantes	36,3	8	32

Source : Birta, J., J. S. Bradley et T. Estabrooks, *IBANA-Calc User's Manual*

Tableau 8 — Exemples de valeurs d'isolement acoustique de portes ordinaires

Des portes insonorisantes spéciales assortis d'un ITS de plus de 50 existent dans le commerce. Elles sont beaucoup plus lourdes que les portes ordinaires, et sont munies de charnières et de cadres conçus pour soutenir le poids additionnel. On portera une attention particulière à la conception des garnitures de périmètre afin d'assurer une atténuation optimale du bruit.

Une entrée de logement comportant une porte extérieure, un vestibule et une porte intérieure peut atteindre un ITS de 50 ou plus, au moyen de composants de bâtiment et de portes ordinaires.

ANNEXE 5

Extrait de guide acoustique pour ITS des fenêtres

Saflex www.saflex.com

Acoustical Guide – Determining Minimum STC Rating

1 RAL TL 85 and TL 95 sound transmission loss tests are in accordance with ASTM E90. STCratings have been determined from TL data using ASTME413. See Section 3 for actual TLdata.

2 Estimated. Computation based on a one-third octave band TL at 80 Hz (which was not measured in the laboratory) that is equal to the 100 Hz one-third octave band TL minus 2dB.

3 The overall heat transfer coefficient in BTU/hr/sq ft/¡F

4 AS - Air Space

5 Unsealed configurations are individual glass panels separated by wood stops and caulked into the laboratory test opening using glazing putty.

6 0.030", 0.060" - Saflex™ interlayer thicknesses

7 The second and third glass panels of the triple glass configurations tested are sealed insulating glass units. After sealed IG units were installed into the laboratory test opening, the first glass panel and wood spacers were used to complete the triple glass configurations.

Riverbank Acoustical Laboratories TEST NO.1	Nominal Thickness - (Configuration)	STC	OITC2	Rw	U-Value3 Summer	U-Value3 Winter
	Monolithic					
TL 85-169	1/4"	31	29	32	1.01	1.08
TL 85-198	1/2"	36	33	37	.97	1.03
	Laminated					
TL 85-218	1/4" - (Lami - 0.030" - Lami)	35	31	35	1.00	1.06
TL 85-170	1/4" - (1/8" - 0.030" - 1/8")	35	31	35	.99	1.05
TL 85-224	1/4" - (1/8" - 0.060" - 1/8")	35	32	35	.97	1.03
TL 85-234	1/4" - (1/8" - 0.045" - 1/8")	35	31	35	.98	1.04
TL 85-200	3/8" - (3/16" - 0.030" - 3/16")	36	33	36	.97	1.03
TL 85-229	3/8" - (1/4" - 0.030" - 1/8")	36	33	36	.97	1.03
TL 85-223	3/8" - (1/4" - 0.060" - 1/8")	37	33	37	.95	1.00
TL 85-225	1/2" - (1/4" - 0.030" - 1/4")	38	34	38	.95	1.01
TL 85-232	1/2" - (1/4" - 0.045" - 1/4")	38	34	38	.94	.99
TL 85-228	1/2" - (1/4" - 0.060" - 1/4")	39	34	39	.93	.98
TL 85-222	5/8" - (3/8" - 0.030" - 1/4")	40	36	40	.93	.99
TL 85-230	3/4" - (1/2" - 0.060" - 1/4")	41	36	41	.90	.95
	Insulating 4,5					
TL 85-212	1/2" - (1/8" - 1/4" AS - 1/8") (SEALED)	28	26	30	.62	.57
TL 85-213	5/8" - (1/8" - 3/8" AS - 1/8") (SEALED)	31	26	32	.57	.52
TL 85-294	1" - (1/4" - 1/2" AS - 1/4") (SEALED)	35	28	35	.54	.48
TL 85-215	1-3/8" - (3/16" - 1" AS - 3/16") (SEALED)	35	27	37	.54	.48
TL 85-293	1-1/2" - (1/4" - 1" AS - 1/4") (UNSEALED)	37	30	37	.52	.48
TL 85-216	4-3/8" - (3/16" - 4" AS - 3/16") (UNSEALED)	44	35	44	.52	.48
	Laminated Insulating 4,5, 6					
TL 95-296	5/8" - (1/8" - 0.030" - 1/8"- 1/4" AS - 1/8") (SEALED)	35	31	35	.61	.56
TL 85-189	13/16" - (1/8" - 0.030" - 1/8" - 3/8" AS - 3/16") (SEALED)	37	31	37	.55	.50
TL 85-238	15/16" - (1/8" - 0.030" - 1/8" - 1/2" AS - 3/16") (SEALED)	39	31	39	.53	.48
TL 85-235	1" - (1/8" - 0.030" - 1/8" - 1/2" AS - 1/4") (SEALED)	39	31	39	.53	.48
TL 95-192	1-1/8" - (1/8" - 0.030" - 1/4" - 1/2" AS - 1/4") (SEALED)	40	31	40	.53	.47
TL 85-239	1-7/16" - (1/8" - 0.030" - 1/8" - 1" AS - 3/16") (UNSEALED)	42	33	42	.51	.48
TL 85-173	2-7/16" - (1/8" - 0.030" - 1/8" - 2" AS - 3/16") (UNSEALED)	45	35	45	.51	.48
TL 85-194	2-11/16" - (1/4" - 0.030" - 1/4" - 2" AS - 3/16") (UNSEALED)	46	38	46	.50	.47
TL 85-196	2-7/8" - (1/4" - 0.030" - 1/4" - 2" AS - 3/8") (UNSEALED)	46	42	47	.49	.46
TL 95-298	1-11/16" - (1/4" - 0.030" - 1/4" - 1" AS - 3/16") (UNSEALED)	47	36	47	.52	.47
TL 85-174	4-7/16" - (1/8" - 0.030" - 1/8" - 4" AS - 3/16") (UNSEALED)	48	39	48	.51	.48
TL 85-195	4-11/16" - (1/4" - 0.030" - 1/4" - 4" AS - 3/16") (UNSEALED)	49	41	49	.50	.47
TL 85-197	4-7/8" - (1/4" - 0.030" - 1/4" - 4" AS - 3/8") (UNSEALED)	49	44	50	.49	.46
TL 85-240	4-7/8" - (1/2" - 0.030" - 1/4" - 4" AS - 1/8") (UNSEALED)	49	40	49	.49	.46
	Double Laminated Insulating 4,5, 6					
TL 85-172	1-1/16" - (1/8" - 0.030" - 1/8" - 1/2" AS - 1/8" - 0.030" - 1/8") (SEALED)	42	33	42	.52	.47
TL 95-299	1-9/16" - (1/8" - 0.030" - 1/8" - 1" AS - 1/8" - 0.030" - 1/8") (UNSEALED)	46	37	46	.52	.47
TL 85-236	1-13/16" - (1/4" - 0.030" - 1/4" - 1" AS - 1/8" - 0.060" - 1/8") (UNSEALED)	46	34	46	.49	.46
TL 85-221	5-1/16" - (1/4" - 0.060" - 1/4" - 4" AS - 1/4" - 0.030" - 1/4") (UNSEALED)	50	42	50	.48	.45
TL 85-220	5-5/16" - (1/2" - 0.060" - 1/4" - 4" AS - 1/4" - 0.030" - 1/4") (UNSEALED)	50	42	50	.47	.44
TL 85-237	4-13/16" - (1/4" - 0.030" - 1/4" - 4" AS - 1/8" - 0.060" - 1/8") (UNSEALED)	51	44	51	.49	.46
TL 95-301A	4-9/16" - (1/8" - 0.030" - 1/8" - 4" AS - 1/8" - 0.030" - 1/8") (UNSEALED)	52	38	51	.51	.47
TL 95-302	4-13/16" - (1/8" - 0.030" - 1/8" - 4" AS - 1/4" - 0.060" - 1/4") (UNSEALED)	53	45	53	.49	.46
	Triple Glazing 4,6, 7					
TL 95-294	1-3/4" - (1/4" - 1/2" AS - 1/4" - 1/2" AS - 1/4") (SEALED)	39	31	39	.37	.31
TL 95-295	1-13/16" - (1/4" LAM. - 1/2" AS - 1/4" LAM. -1/2" AS - 1/4" LAM.) (UNSEALED)	44	33	44	.36	.30
TL 95-297	2-1/4" - (1/4" - 1" AS - 1/4"-1/2" AS - 1/4") (UNSEALED)	46	37	47	.36	.30
TL 95-300	2-5/16" - (1/4" LAM. - 1" AS - 1/4" LAM. -1/2" AS - 1/4" LAM.) (UNSEALED)	49	39	49	.35	.30

Figure 1.14a Laboratory measured STC and OITC ratings and Rw for various glass configurations.*

* [The data and information set forth are based on samples tested and are not guaranteed for all samples or applications.]

© Solutia Inc. SAFLEX® and SOLUTIA AND INFINITY LOGO® are trademarks of Solutia Inc., registered in the U.S. and other countries.

SOLUTIA Solutions for a better life


Système d'information géographique et spatiale
rue Saint-Dominique
boulevard Saint-Laurent
rue Gilford Est
rue Gilford Ouest
rue Clark
8351-8407
8379-8387
8359-8371
8355-8355A
8330
8320-8326
8310-8316
23-31
15-19
8305
8366-8448
8366-8370
8350-8360
8374-8390
8300-8340
5-7
8411-8413
8401-8403
8391-8393
8381-8383
8371-8373
8359-8363
8351-8353
8341-8343
8331-8333
8321-8323
8301-8303
8311-8313
8400-8402
8386-8388
8376-8378
8356-8358
8346-8348
8366-8368
8330-8332
8320-8322
8310-8312
8375-8377
8365-8367
8345-8349
8325
8300-8302
6270-6290
44
8264-8266
8256
8253-8257
8258-8262
8244
8228-8236
8289-8291
8293-8295
8214-8216
8265-8267
8204-8206
8200-8202
8194-8196
8245-8251
8243-8245
8235-8237
8291-8239
8219-8221
8213-8215
8207-8209
8201-8205
8195-8199
8191-8193
8185
8166-8168
20
8272-8278
8268-8270
8250-8258
8275
8232-8236
8228-8228
8208-8212
8188-8194
8251-8261
8225-8227
8180-8184
8170-8172
8175
8155
62/136

Répertoire informatisé des rues et emplacements
Impression des normes réglementaires

Emplacement

Localisation: 691699-60 (OASIS) - 8300 à 8340 boulevard Saint-Laurent (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0041	2072mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	16 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	4	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	RI
Densité :	N/A	4.5			**Marge latérale minimum :**	2.5 m
Taux implant. au sol :	35%	70%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 01
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

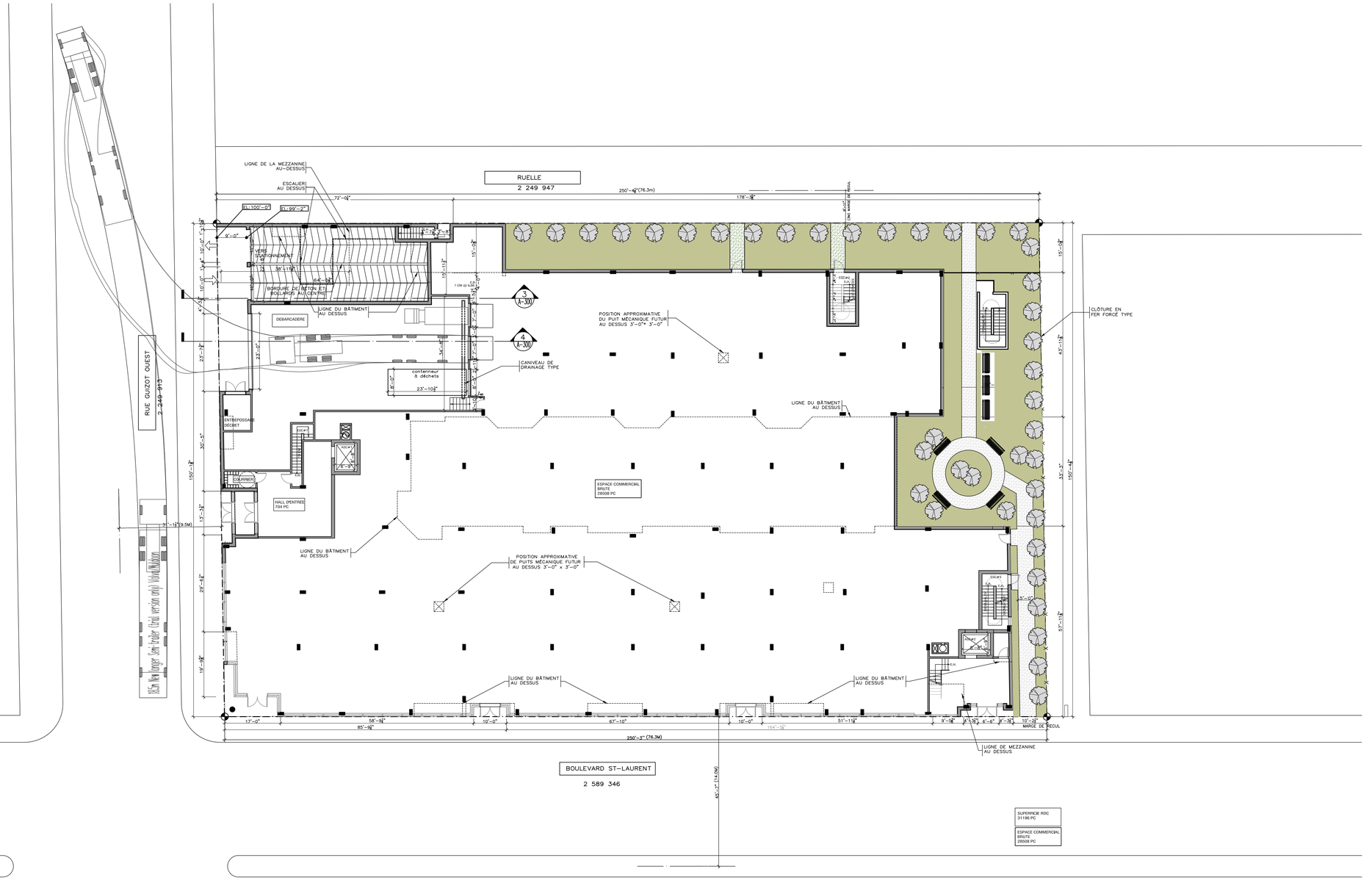
Catégorie(s) d'usage : I.2C, C.4C, C.7A
Dispositions particulières :
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2018-10-09 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Pelletier, Clothilde-Bere



1 PLAN REZ-DE-CHAUSSÉE
A-101-a ÉCHELLE:3/16"=1'-0"

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_ plans ensemble.dwg – 2019.09.16 – 2:23PM – Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
B	16/09/2019	EMIS POUR APPROBATION
A	27/08/2019	EMIS POUR APPROBATION

DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 16.09.2019

ISSUES

no.	date J/M/A	description

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:



FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title

Nouveau Projet Residentiel et commercial

8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title

PLAN REZ-DE-CHAUSSÉE
SIMULATION AUTOTURN

echelle/scale 1/16"=1'-0"	projet/project no. 18-03
date J/M/A 27/08/2019	revision no.
dessine/drawn AG	dessin/drawing no. A-101-a
verifie/checked MR	

Le 19 juin 2019

marc@frwarchitects.com

Monsieur Marc Rasmussen, M.O.Q.Q.
Fischer Rasmussen Withefield architects inc.
370, rue Guy, suite 209
Montréal (Québec) H3J 1S6

Objet : Avis technique en circulation
Accessibilité au projet résidentiel et commercial du 8300-8360, boulevard Saint-Laurent à Montréal
N/Réf. : M05505A Z:\Cima-200\Transport_Projets\M05505A\030_RAPPORTS\M05505A_AVT_E02.docx

Monsieur,

Il nous fait plaisir de vous transmettre notre avis technique pour le projet cité en rubrique. Nous comprenons que vous prévoyez réaménager le site dans le quadrant nord-ouest de l'intersection Saint-Laurent/ Guizot Ouest à Montréal. Le projet de quatre étages implique 71 unités résidentielles et un marché d'alimentation et/ou un espace commercial au rez-de-chaussée. Le projet comprendrait 190 unités de stationnement souterraines, réparties sur deux étages. Les accès au quai de livraison du marché et/ou autre commerce et au stationnement souterrain sont prévus sur la rue Guizot Ouest.

Le plan d'implantation est joint à l'annexe A.

1. Déplacements générés

L'estimation des déplacements générés par le projet s'appuie sur des données provenant du manuel de référence Trip Generation Handbook (TGH)[1], 10e édition. Il s'agit d'une estimation théorique des déplacements engendrés par un tel projet. Les taux de génération représentent une moyenne pondérée de résultats d'études similaires réalisées pour des sites de fonctions semblables au Canada et aux États-Unis. Ces taux de génération supposent une utilisation exclusive (100 %) de l'automobile.

Le manuel de référence susmentionné a été utilisé pour estimer les déplacements générés par les projets. L'usage ainsi que la référence du TGH utilisés sont les suivants :

- Logements : 71 unités. Référence # 231 – *Mid-Rise Residential with 1st Floor Commercial*;
- Marché d'alimentation : 29 030 pi². Référence 850 – *Supermarket.*

Le tableau 1 indique la génération des déplacements bruts (tous modes).

1. Institute of Traffic Engineers, Trip Generation, 10th Edition, Washington. D.C, 2014.

Tableau 1 : Déplacements bruts générés par le projet

Heure de pointe	Usage (TGH 10)	Taux de génération	Déplacements entrants		Déplacements sortants		Total véh./h
			%	Dépl./h	%	Dépl./h	
AM	71 unités résidentielles	0,30 / unité	28 %	6	72 %	15	21
PM		0,36 / unité	70 %	18	30 %	8	26
AM	Marché d'alimentation de 29 030 pi²	3,82 / 1000 pi²	60%	67	40%	44	111
PM		9,24 / 1000 pi²	51%	137	49%	131	268

Afin de tenir compte des particularités du développement et du milieu récepteur, les hypothèses suivantes ont été utilisées pour raffiner les analyses de génération de déplacements :

+ **Transports collectifs**. La part modale en transport collectif a été considérée. L'estimation des déplacements en transports collectifs repose sur l'hypothèse que les résidents des logements et les clients du marché adopteront un comportement de déplacement similaire à celui observable actuellement dans le secteur. Les résultats de l'enquête Origine-Destination 2013[2], réalisée par l'AMT pour le secteur Villeray de la ville de Montréal, présentent un taux de 41,8 % pour les déplacements en transports collectifs produits en heure de pointe du matin et de l'après-midi.
+ **Transports actifs**. La part modale du transport actif (marche, vélo) a également été considérée. Ainsi, le taux provenant de l'enquête OD de 2013 pour ce secteur prévoit 21,9 % pour les déplacements produits aux heures de pointe du matin et de l'après-midi;
+ **Échange**. Considérant les deux usages complémentaires (commercial et résidentiel), un calcul du taux d'échange entre les deux usages a été effectué. On anticipe que des déplacements attirés par le marché proviendront des résidents du projet, sans créer de nouveaux déplacements sur le réseau local. Le taux calculé en fonction des superficies et des distances entre les deux usages est de 0% pour la période de pointe du matin et 8 % pour la période de pointe de l'après-midi;
+ **Pass-by**. Le calcul de génération considère également les déplacements en « *pass-by* » selon les taux prescrits par le manuel de référence *Trip Generation Handbook*. Les véhicules en « *pass-by* » se définissent comme ceux qui profiteront de la présence d'un commerce sur leur trajet pour y faire un arrêt. Ces véhicules ne sont pas des nouveaux véhicules sur le réseau routier, mais ils seront déviés vers les accès du commerce. Le taux suggéré par le Manuel du TGH est de 36 % pour la période de pointe de l'après-midi.

Le tableau 3 présente les déplacements nets, selon le mode de transport privilégié et en tenant compte de l'échange entre les usages et des déplacements de type « *pass-by* ».

Tableau 3 : Génération des déplacements par modes de transport

Mode	Heure de pointe du matin			Heure de pointe de l'après-midi		
	Entrant (véh./h)	Sortant (véh./h)	Total (véh./h)	Entrant (véh./h)	Sortant (véh./h)	Total (véh./h)
Automobile	18	15	33	35	32	67
Échange	0	0	0	12	11	23
Transports collectifs	31	24	55	60	53	113
Transports actifs	15	14	29	32	27	59
Pass-by	9	6	15	16	16	32
Total	73	59	132	155	139	294

[2] RTM et al. (2013) – Enquête origine-destination 2013 : la mobilité des personnes dans la région de Montréal, p.79.

En somme, le projet à l'étude générera un total de **33 déplacements véhiculaires additionnels à l'heure de pointe du matin** sur le réseau routier, soit 18 entrants et 15 sortants, et **67 déplacements véhiculaires additionnels à l'heure de pointe de l'après-midi,** soit 35 entrants et 32 sortants.

En distribuant les déplacements anticipés selon la proportion des débits aux différents mouvements aux intersections limitrophes, moins de 30 véhicules à l'heure par mouvement seront générés par le projet de développement. **Ainsi, les débits générés par le projet auront un impact négligeable sur la capacité de l'intersection Saint-Laurent / Guizot Ouest.** En effet, dans ce secteur, une part importante des déplacements sont effectués en transport en commun ou par modes actifs, ce qui permet de limiter l'impact du projet sur les conditions de circulation.

Il est à noter qu'une génération de déplacements additionnelle est prévisible au futur accès, compte tenu de l'offre en stationnement (190 cases) largement supérieure aux besoins inhérents au projet. On suppose donc que des cases de stationnement intérieures seront offertes pour pallier au manque actuel de cases sur rue. Ces véhicules devraient toutefois avoir un impact négligeable sur les débits de circulation, puisqu'ils représentent déjà des véhicules circulant dans le secteur, à la recherche d'une place sur rue.

Le détail des calculs de génération des déplacements peut être consulté à l'annexe B.

2. Positionnement des accès

Selon le plan d'implantation, l'accès au stationnement prévu se situe sur la rue Guizot Ouest, de même que le débarcadère de livraison pour le commerce ou l'épicerie. Afin d'assurer la sécurité des manœuvres véhiculaires, il est nécessaire de valider le positionnement et l'aménagement de ces accès sur la rue Guizot O. Les éléments qui définissent les caractéristiques et le positionnement des accès sont issus du Guide canadien de conception géométrique des routes de l'Association des Transports du Canada (ATC).

Accès au stationnement souterrain

L'ATC[3] recommande un dégagement minimal de 15 m entre une entrée située sur une rue locale et un carrefour en aval géré par des feux de circulation. Pour ce projet, l'accès au stationnement est prévu sur la rue Guizot O. à une distance d'environ 42 m de la route transversale (boulevard Saint-Laurent), ce qui respecte la recommandation de l'ATC.

Toutefois, l'accès au stationnement devrait avoir une largeur minimale de 7,2 mètres selon les recommandations de L'ATC, pour un usage de type commercial. Le plan propose une largeur d'environ 5,5 mètres, ce qui ne respecte pas les recommandations de L'ATC et ne permet pas le croisement confortable de deux véhicules.

Accès au débarcadère

Le débarcadère est quant à lui situé à une distance d'environ 22 m de l'intersection de la rue Guizot O. et du boulevard Saint-Laurent, soit à un positionnement permettant de maximiser le dégagement avec l'intersection limitrophe.

Ainsi, les recommandations concernant le dégagement minimal entre une entrée et un carrefour sont respectées pour les accès au stationnement et au débarcadère. Cependant, la largeur de l'accès au stationnement est, quant à elle, inférieure à la largeur recommandée.

[3] ATC – Guide de conception géométrique des routes, 2017.

3. Fonctionnalité des manœuvres d'accès

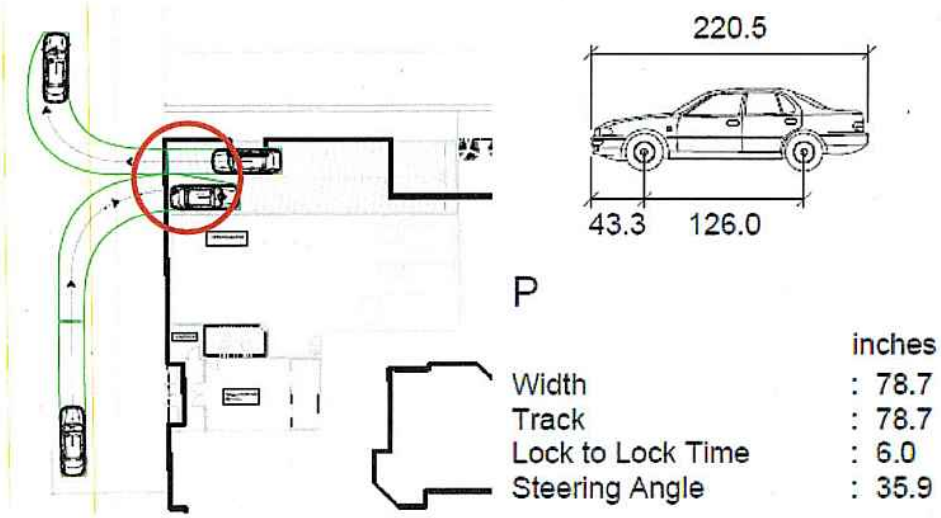
Accès au stationnement souterrain

Les véhicules accèderaient au stationnement souterrain du projet par l'accès sur la rue Guizot Ouest, situé à la limite de la ruelle qui relie les rues Guizot O. et Liège O. Selon le plan d'implantation analysé, les manœuvres d'accès au stationnement souterrain sont difficiles. Effectivement, pour des rampes d'accès à double sens, on recommande une largeur minimale de 6,0 mètres pour permettre les croisements, ainsi qu'un élargissement aux points en courbe pour l'exécution des virages. La largeur recommandée est notamment tributaire de l'occurrence des croisements. Ainsi, dans le contexte actuel (190 cases, intégrant des cases affectées à une desserte commerciale), l'occurrence des croisements sera fréquente et doit considérer une largeur d'allée supérieure.

De ce fait, deux options sont possibles, soit :

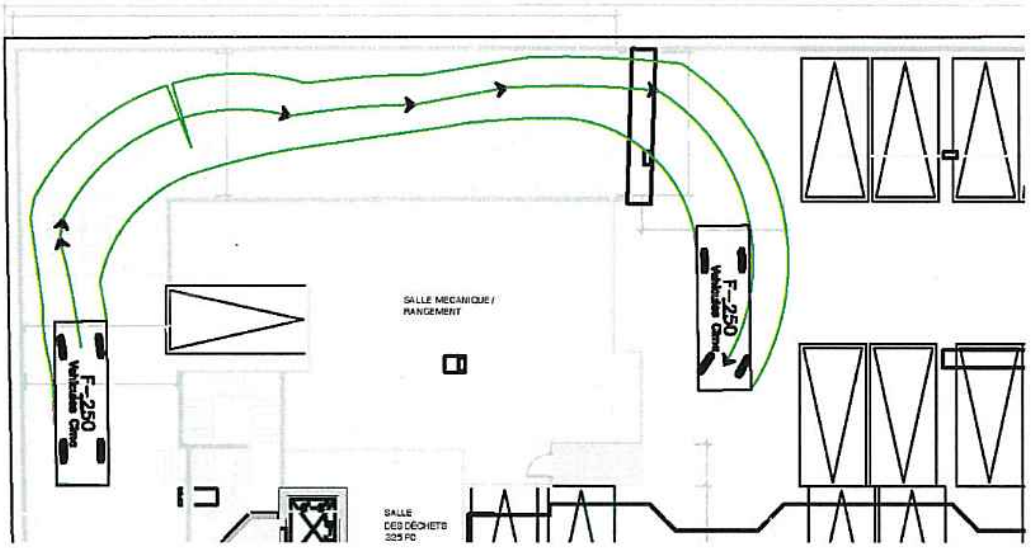
- **Élargir l'accès au stationnement et les rampes entre les paliers pour faciliter les manœuvres à double-sens,** ou;
- **Prévoir un système de gestion des priorités en haut et en bas de la rampe (feux), pour sécuriser le passage unidirectionnel des véhicules (alternance de la permission d'entrée et de sortie).**

Figure 1 : Manœuvres d'entrée et de sortie au stationnement souterrain



La fonctionnalité interne du stationnement est aussi validée pour les véhicules personnels de grand gabarit. Encore une fois, les manœuvres de croisement sont problématiques, compte tenu de la largeur réduite prévue. De plus, une problématique quant à la manœuvre entre les deux niveaux de stationnement est décelée. La visibilité entre le véhicule qui s'engage pour descendre au niveau inférieur et celui qui s'insère pour remonter ne peut être offerte, puisque la manœuvre implique de faire deux virages à 90° consécutifs. En effet, les cases de stationnement empêchent les véhicules du niveau inférieur de voir si un véhicule est en train de descendre la rampe (et vice versa). **Il est recommandé de revoir l'aménagement des cases de stationnement, pour aligner l'allée et la rampe, ce qui impliquerait un seul virage à 90°.** La problématique soulevée est illustrée à la figure 2.

Figure 2 : Manœuvres de circulation interne, véhicules de gros gabarits



Quant aux aires de stationnement, le dimensionnement des cases ainsi que de la largeur de la voie de circulation illustrés au plan respectent la réglementation de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (voir figure 3).

Figure 3 : Extrait du règlement d'urbanisme de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension

SECTION IV
AMÉNAGEMENT D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT

572. Une aire de stationnement comprend la superficie de l'ensemble des espaces occupés par des unités de stationnement et des voies de circulation.

573. Une unité de stationnement doit mesurer :

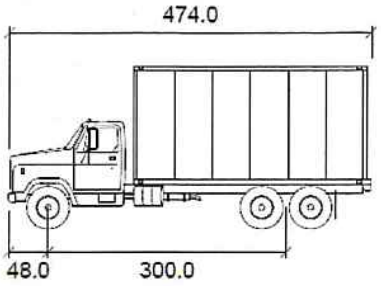
1° au moins 2,75 m de largeur et 6,1 m de longueur lorsqu'elle est parallèle à une voie de circulation, à une ruelle ou à une voie publique;

2° au moins 2,75 m de largeur et 5,5 m de longueur dans tout autre cas.

Débarcadère pour les véhicules de livraisons et de service sur la rue Guizot Ouest

La règlementation de camionnage de la Ville de Montréal interdit, à l'exception des livraisons locales, toute circulation de véhicules lourds sur la rue Guizot O. Les manœuvres d'accès au débarcadère de livraison et de déménagement sont validées en fonction du plus gros camion pouvant réaliser de telles manœuvres. Dans le cas de ce débarcadère, un camion de type cube de 12 mètres de longueur est en mesure d'atteindre les deux quais de livraison en marche arrière, tel qu'illustré à la figure 5. L'espace est suffisant pour effectuer les manœuvres des deux approches, autant en provenance du Boulevard Saint-Laurent que de l'avenue de l'Esplanade, un seul camion à la fois.

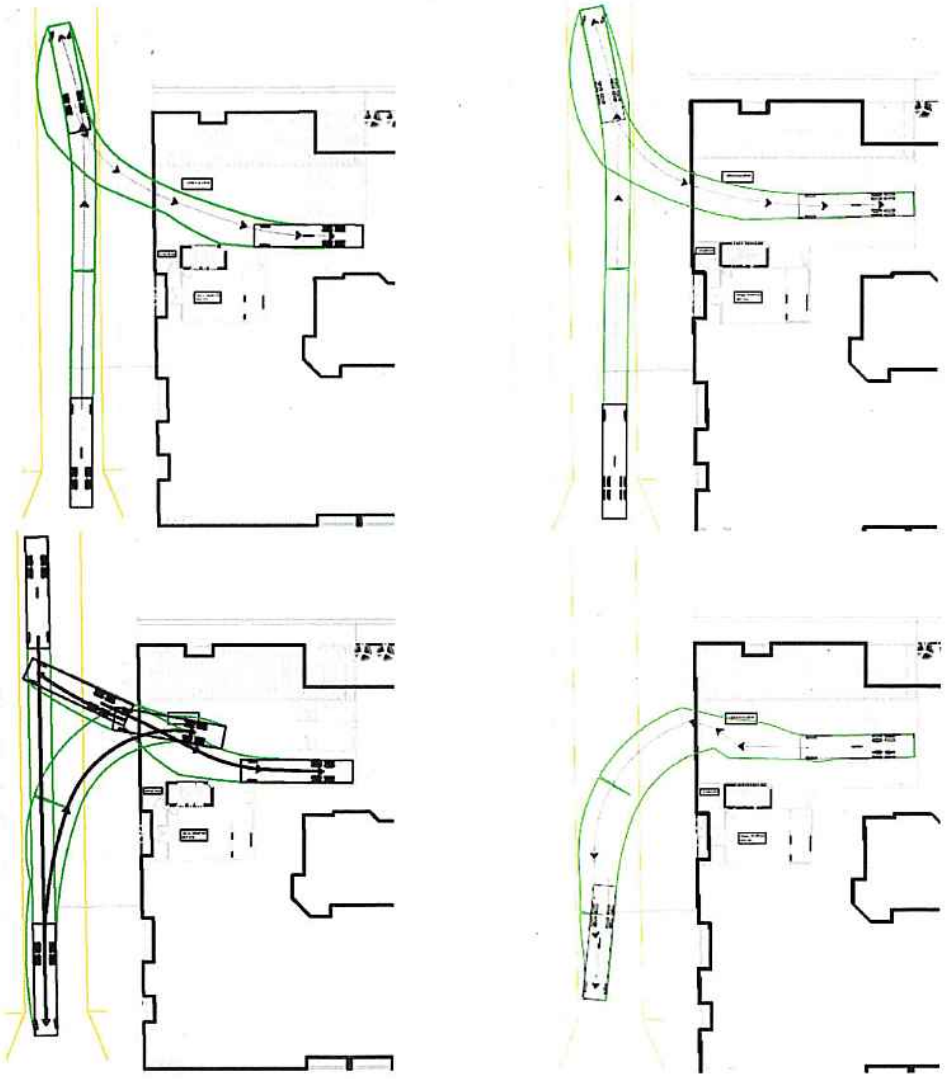
Figure 4 : Camion de type cube de 12 mètres



SU-12M

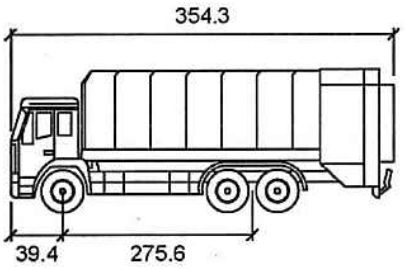
	inches
Width	: 96.0
Track	: 96.0
Lock to Lock Time	: 6.0
Steering Angle	: 31.8

Figure 5 : Manœuvres de camion de livraison possibles



Pour ce qui est de l'accessibilité au conteneur à déchets la figure 7 montre que les manœuvres peuvent être effectuées sans encombre, si le conteneur est positionné du côté ouest, soit à gauche des quais de livraison. Notons que les paramètres relatifs à la collecte des ordures (type de conteneur, type de camion à ordure, position du ou des conteneurs, etc.) sont pour l'instant inconnus, compte tenu de l'aspect préliminaire du projet.

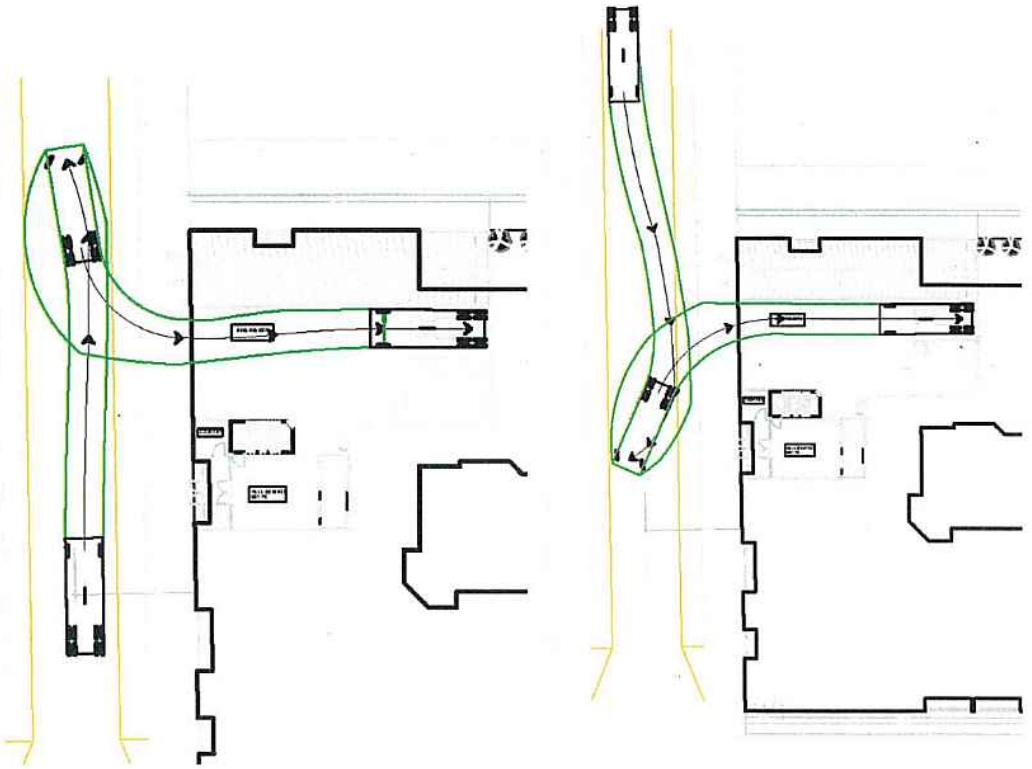
Figure 6 : Camion à ordures à chargement arrière de 9 mètres



conteneur40verges

	inches
Width	: 114.2
Track	: 114.2
Lock to Lock Time	: 6.0
Steering Angle	: 40.0

Figure 7 : Manœuvres de camion à ordures



4. Conclusion

Le projet de réaménagement du 8300 boulevard Saint-Laurent prévoit la construction de 71 unités résidentielles et d'un commerce de détail et/ou épicerie d'envergure locale. **Au total, 33 et 67 nouveaux déplacements véhiculaires sont respectivement attendus aux heures de pointe du matin et de l'après-midi.** Le nombre de déplacements générés par le projet étant faible, les impacts anticipés en termes de circulation sont non significatifs.

Le positionnement des accès au stationnement ainsi qu'au débarcadère respecte les recommandations de l'ATC quant au dégagement minimal entre un accès et un carrefour.

En ce qui a trait à la fonctionnalité des accès au stationnement souterrain, les manœuvres sont problématiques. Dans ce contexte, CIMA+ recommande donc deux options, soit : **d'élargir l'accès au stationnement et les rampes entre les paliers pour faciliter les manœuvres,** ou **de prévoir un mode de gestion de l'accès et restreindre la circulation à un véhicule à la fois.** De plus, l'emplacement des cases au bas de la rampe oblige l'exécution de deux manœuvres de virage consécutives par les véhicules (entrants et sortants), limitant considérablement la visibilité. Dans ce contexte, CIMA+ recommande d'**aligner la rampe avec l'allée de circulation, pour éviter l'exécution d'une manœuvre à 90° au bas de la rampe.**

Finalement, des camions de type cube, d'une longueur de 12 mètres, ainsi que les camions de collecte de déchets sont en mesure d'effectuer des manœuvres d'arrimage convenablement.

Nous espérons le tout à votre entière satisfaction. Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Préparé par : _____ et par : _____

Marc-Antoine Béchard, ing. jr
Ingénieur junior de projet
No membre OIQ : 6010377

Mathieu Côté, urb., M.ATDR, ENV SP
Chargé de projet
No membre OUQ : 1274

Préparé par : _____

Geneviève Lefebvre, ing.
Directrice de projet
No membre OIQ : 114972

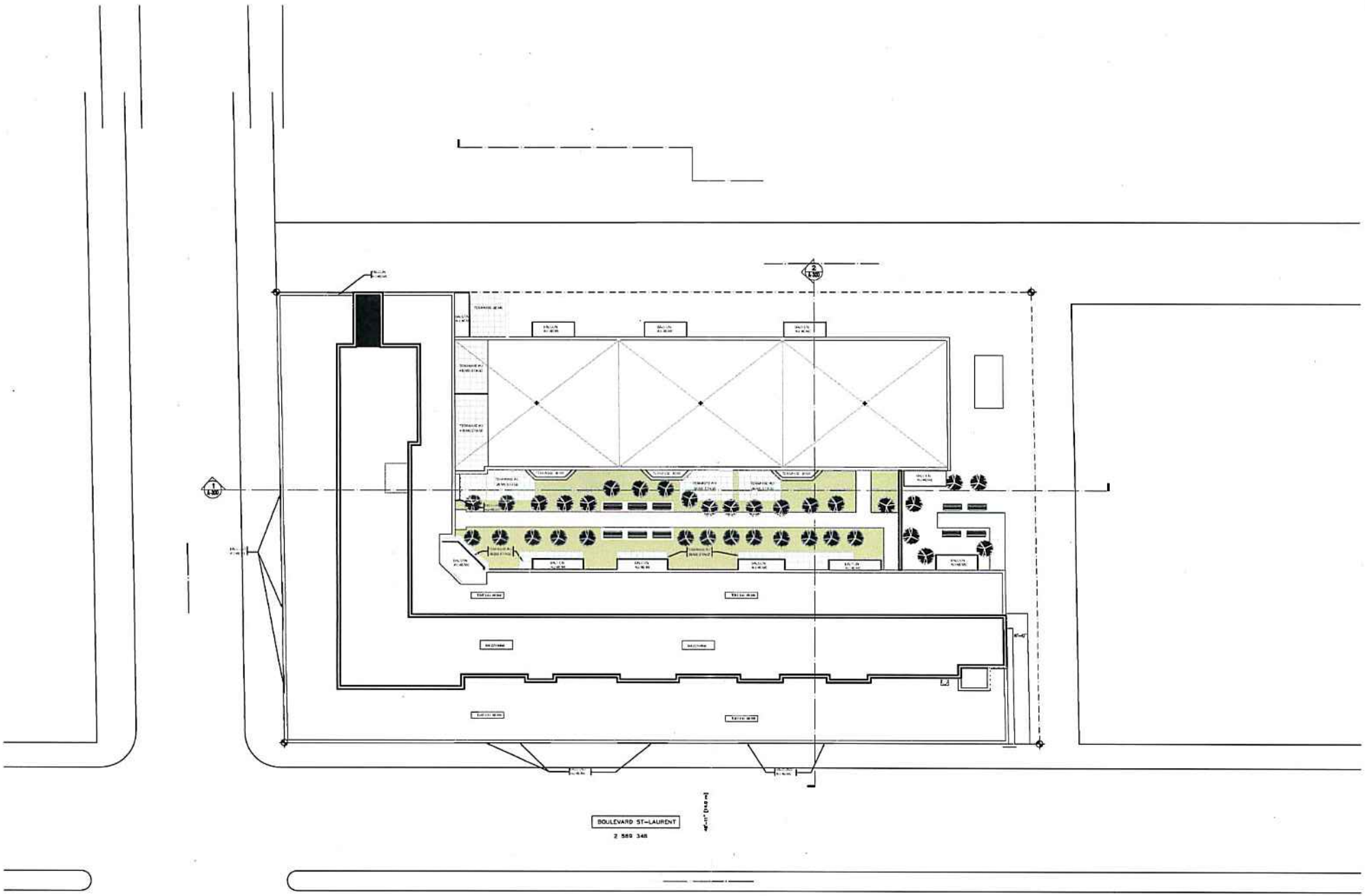
REGISTRE DES ÉMISSIONS ET RÉVISIONS

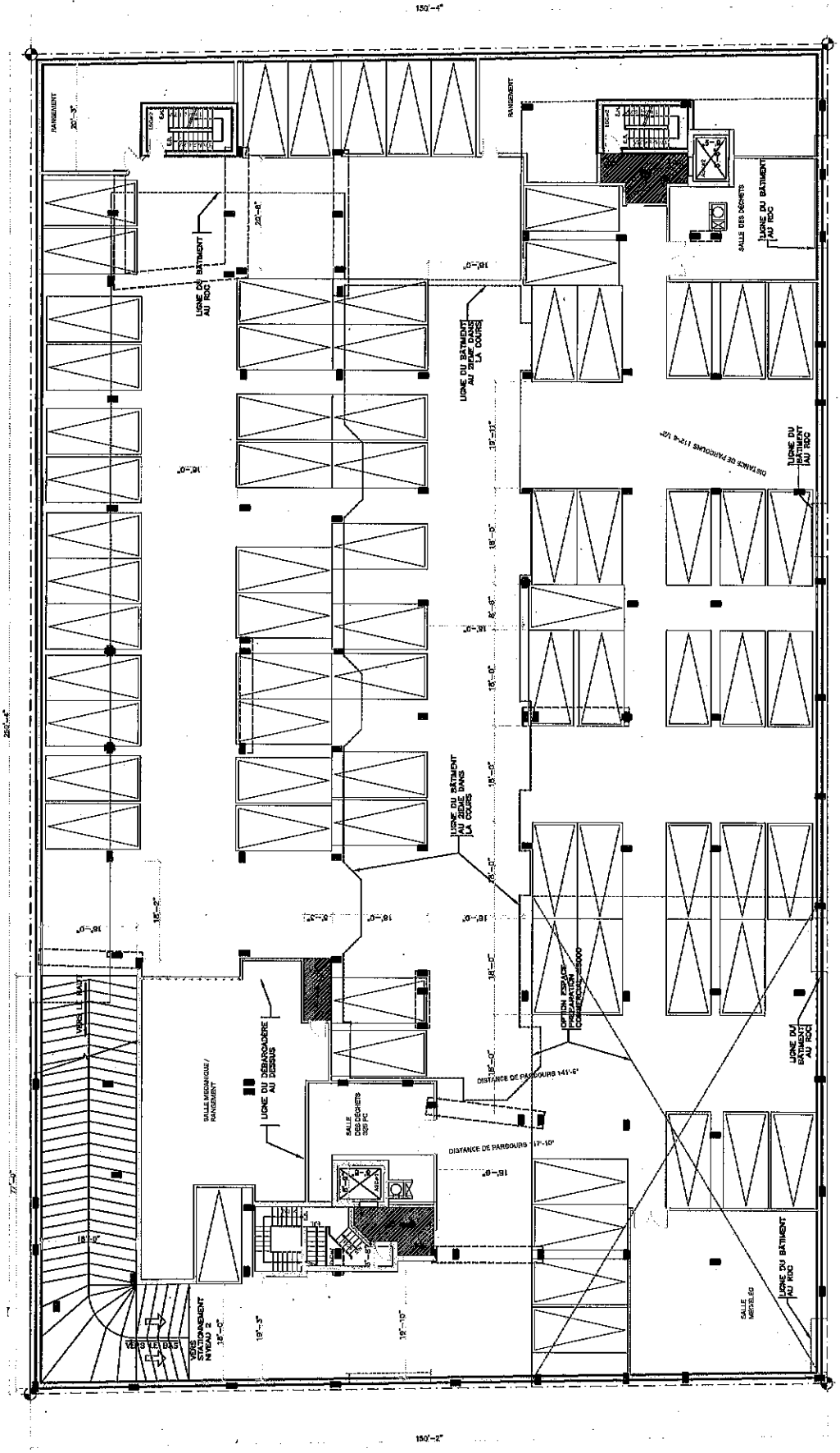
Identification	Date	Description de l'émission et/ou de révision
E01	2019-06-04	Rapport complet
E02	2019-06-19	Version finale

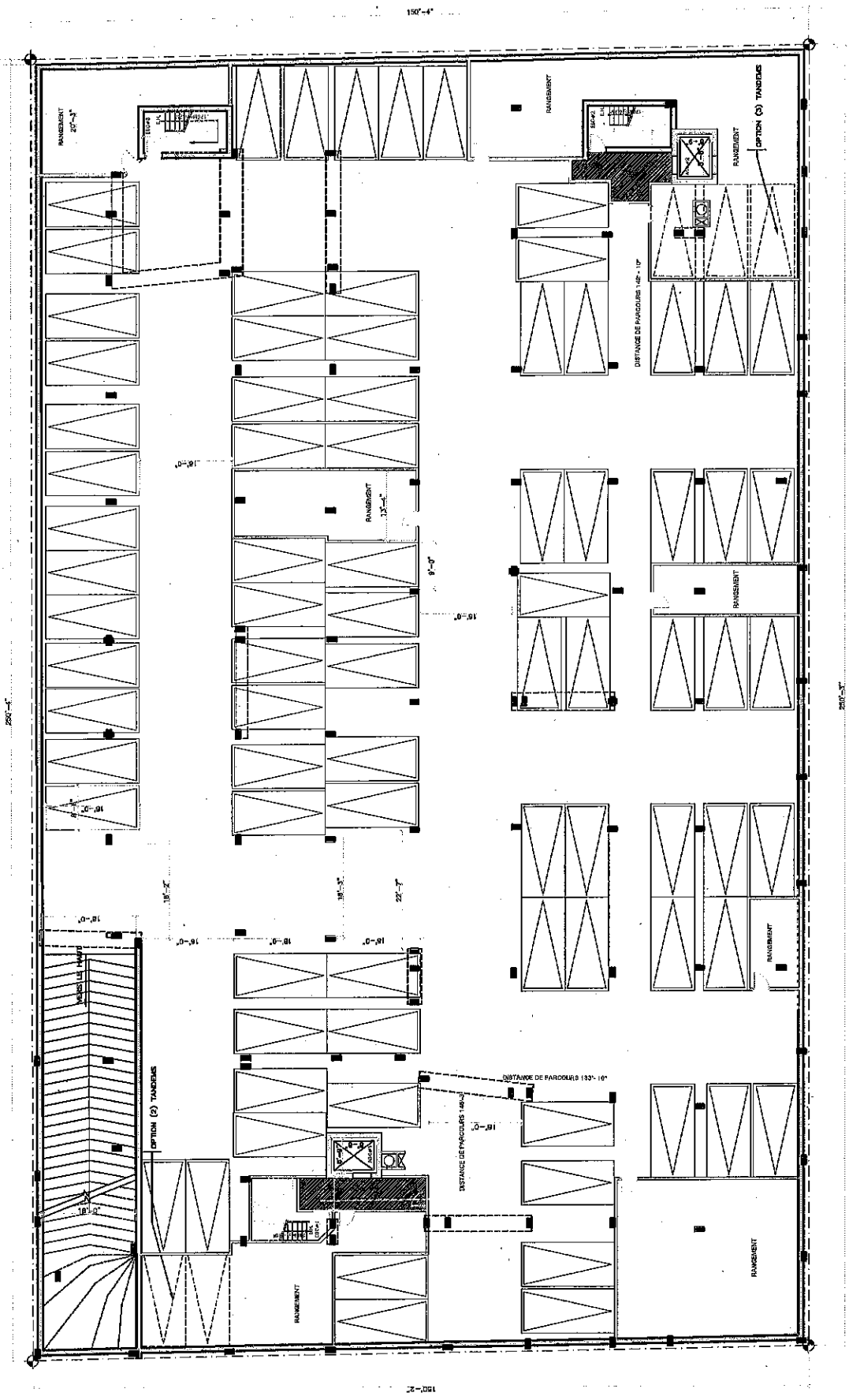
p.j. :
Annexe A : Plan d'implantation du site
Annexe B : Génération des déplacements

A

Annexe A
Plan d'implantation

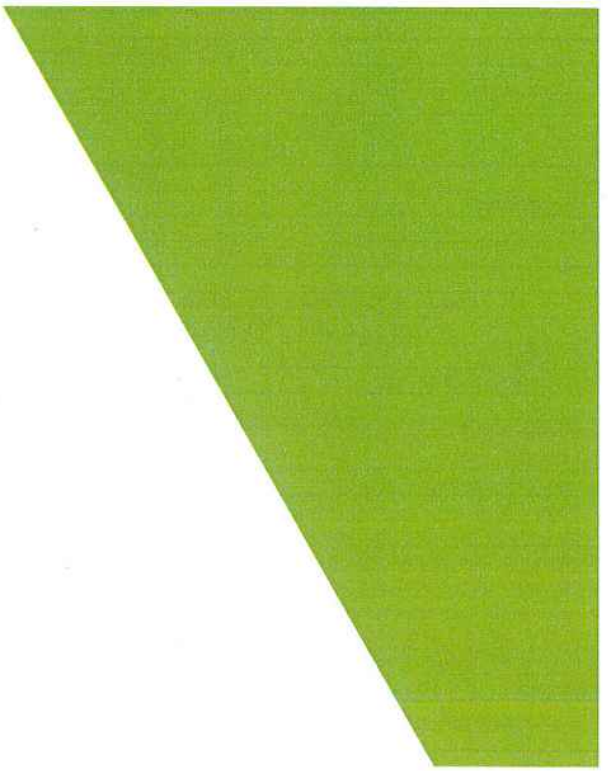

BOULEVARD ST-LAURENT
2 589 348


RANGEMENT
LIGNE DU BÂTIMENT AU ROC
LIGNE DU BÂTIMENT AU 2IÈME DANS LA COURS
SALLE DES DÉCHETS
DISTANCE DE PARCOURS 112'-6 1/2"
OPTION POSSIBLE POUR AUTRES COMMERCES
DISTANCE DE PARCOURS 141'-6"
DISTANCE DE PARCOURS 117'-10"
LIGNE DU DÉBARCADÈRE AU 2IÈME
SALLE MÉCANIQUE / RANGEMENT
SALLE DES DÉCHETS 300 PC
VERS LES BAS
VERS STATIONNEMENT NIVEAU 2
SALLE MÉCANIQUE


RANGEMENT
OPTION (2) TANDEMS
DISTANCE DE PARCOURS 148'-10"
DISTANCE DE PARCOURS 133'-10"
VERS LE HAUT

B

Annexe B
Génération des déplacements



NCHRP 684 Internal Trip Capture Estimation Tool			
Project Name:	AVT - Saint-Laurent/Guizot	**Organization:**	CIMA+
Project Location:	Saint-Laurent/Guizot Ouest	**Performed By:**	Marc-Antoine Béchard, ing. jr
Scenario Description:	Situation future	**Date:**	15 mai 2019
Analysis Year:	20XX	**Checked By:**	
Analysis Period:	Heure de pointe AM	**Date:**	

Table 1-A: Base Vehicle-Trip Generation Estimates (Single-Use Site Estimate)

Land Use	Development Data (*For Information Only*)			Estimated Vehicle-Trips[3]		
	ITE LUCs[1]	Quantity	Units	Total	Entering	Exiting
Office				0		
Retail				111	67	44
Restaurant				0		
Cinema/Entertainment				0		
Residential				21	6	15
Hotel				0		
All Other Land Uses[2]				0		
				132	73	59

Table 2-A: Mode Split and Vehicle Occupancy Estimates

Land Use	Entering Trips			Exiting Trips		
	Veh. Occ.[4]	% Transit	% Non-Motorized	Veh. Occ.[4]	% Transit	% Non-Motorized
Office						
Retail	1.10	42%	22%	1.24	42%	22%
Restaurant						
Cinema/Entertainment						
Residential	1.12	42%	22%	1.24	42%	22%
Hotel						
All Other Land Uses[2]						

Table 3-A: Average Land Use Interchange Distances (Feet Walking Distance)

Origin (From)	Destination (To)					
	Office	Retail	Restaurant	Cinema/Entertainment	Residential	Hotel
Office						
Retail						
Restaurant						
Cinema/Entertainment						
Residential						
Hotel						

Table 4-A: Internal Person-Trip Origin-Destination Matrix*

Origin (From)	Destination (To)					
	Office	Retail	Restaurant	Cinema/Entertainment	Residential	Hotel
Office		0	0	0	0	0
Retail	0		0	0	0	0
Restaurant	0	0		0	0	0
Cinema/Entertainment	0	0	0		0	0
Residential	0	0	0	0		0
Hotel	0	0	0	0	0	

Table 5-A: Computations Summary

	Total	Entering	Exiting
All Person-Trips	155	81	74
Internal Capture Percentage	0%	0%	0%
External Vehicle-Trips[5]	49	27	22
External Transit-Trips[6]	65	34	31
External Non-Motorized Trips[6]	34	18	16

Table 6-A: Internal Trip Capture Percentages by Land Use

Land Use	Entering Trips	Exiting Trips
Office	N/A	N/A
Retail	0%	0%
Restaurant	N/A	N/A
Cinema/Entertainment	N/A	N/A
Residential	0%	0%
Hotel	N/A	N/A

[1]Land Use Codes (LUCs) from *Trip Generation Manual*, published by the Institute of Transportation Engineers.

[2]Total estimate for all other land uses at mixed-use development site is not subject to internal trip capture computations in this estimator.

[3]Enter trips assuming no transit or non-motorized trips (as assumed in ITE *Trip Generation Manual*).

[4]Enter vehicle occupancy assumed in Table 1-A vehicle trips. If vehicle occupancy changes for proposed mixed-use project, manual adjustments must be made to Tables 5-A, 9-A (O and D). Enter transit, non-motorized percentages that will result with proposed mixed-use project complete.

[5]Vehicle-trips computed using the mode split and vehicle occupancy values provided in Table 2-A.

[6]Person-Trips

*Indicates computation that has been rounded to the nearest whole number.

Estimation Tool Developed by the Texas A&M Transportation Institute - Version 2013.1

Project Name:	AVT - Saint-Laurent/Guizot
Analysis Period:	Heure de pointe AM

Table 7-A: Conversion of Vehicle-Trip Ends to Person-Trip Ends

Land Use	Table 7-A (D): Entering Trips			Table 7-A (O): Exiting Trips		
	Veh. Occ.	Vehicle-Trips	Person-Trips*	Veh. Occ.	Vehicle-Trips	Person-Trips*
Office	1.00	0	0	1.00	0	0
Retail	1.10	67	74	1.24	44	55
Restaurant	1.00	0	0	1.00	0	0
Cinema/Entertainment	1.00	0	0	1.00	0	0
Residential	1.12	6	7	1.24	15	19
Hotel	1.00	0	0	1.00	0	0

Table 8-A (O): Internal Person-Trip Origin-Destination Matrix (Computed at Origin)

Origin (From)	Destination (To)					
	Office	Retail	Restaurant	Cinema/Entertainment	Residential	Hotel
Office		0	0	0	0	0
Retail	16		7	0	8	0
Restaurant	0	0		0	0	0
Cinema/Entertainment	0	0	0		0	0
Residential	0	0	4	0		0
Hotel	0	0	0	0	0	

Table 8-A (D): Internal Person-Trip Origin-Destination Matrix (Computed at Destination)

Origin (From)	Destination (To)					
	Office	Retail	Restaurant	Cinema/Entertainment	Residential	Hotel
Office		24	0	0	0	0
Retail	0		0	0	0	0
Restaurant	0	6		0	0	0
Cinema/Entertainment	0	0	0		0	0
Residential	0	13	0	0		0
Hotel	0	3	0	0	0	

Table 9-A (D): Internal and External Trips Summary (Entering Trips)

Destination Land Use	Person-Trip Estimates			External Trips by Mode*		
	Internal	External	Total	Vehicles[1]	Transit[2]	Non-Motorized[2]
Office	0	0	0	0	0	0
Retail	0	74	74	25	31	16
Restaurant	0	0	0	0	0	0
Cinema/Entertainment	0	0	0	0	0	0
Residential	0	7	7	2	3	2
Hotel	0	0	0	0	0	0
All Other Land Uses[3]	0	0	0	0	0	0

Table 9-A (O): Internal and External Trips Summary (Exiting Trips)

Origin Land Use	Person-Trip Estimates			External Trips by Mode*		
	Internal	External	Total	Vehicles[1]	Transit[2]	Non-Motorized[2]
Office	0	0	0	0	0	0
Retail	0	55	55	16	23	12
Restaurant	0	0	0	0	0	0
Cinema/Entertainment	0	0	0	0	0	0
Residential	0	19	19	6	8	4
Hotel	0	0	0	0	0	0
All Other Land Uses[3]	0	0	0	0	0	0

[1]Vehicle-trips computed using the mode split and vehicle occupancy values provided in Table 2-A

[2]Person-Trips

[3]Total estimate for all other land uses at mixed-use development site is not subject to internal trip capture computations in this estimator

*Indicates computation that has been rounded to the nearest whole number.

NCHRP 684 Internal Trip Capture Estimation Tool			
Project Name:	AVT - Saint-Laurent/Guizot	**Organization:**	CIMA+
Project Location:	Saint-Laurent/Guizot Ouest	**Performed By:**	Marc-Antoine Béchard, ing. jr
Scenario Description:	Situation future	**Date:**	15 mai 2019
Analysis Year:	20XX	**Checked By:**	
Analysis Period:	Heure de pointe PM	**Date:**	

Table 1-P: Base Vehicle-Trip Generation Estimates (Single-Use Site Estimate)

Land Use	Development Data (*For Information Only*)			Estimated Vehicle-Trips[3]		
	ITE LUCs[1]	Quantity	Units	Total	Entering	Exiting
Office				0		
Retail				268	137	131
Restaurant				0		
Cinema/Entertainment				0		
Residential				26	18	8
Hotel				0		
All Other Land Uses[2]				0		
				294	155	139

Table 2-P: Mode Split and Vehicle Occupancy Estimates

Land Use	Entering Trips			Exiting Trips		
	Veh. Occ.[4]	% Transit	% Non-Motorized	Veh. Occ.[4]	% Transit	% Non-Motorized
Office						
Retail	1.23	42%	22%	1.26	42%	22%
Restaurant						
Cinema/Entertainment						
Residential	1.25	42%	22%	1.26	42%	22%
Hotel						
All Other Land Uses[2]						

Table 3-P: Average Land Use Interchange Distances (Feet Walking Distance)

Origin (From)	Destination (To)					
	Office	Retail	Restaurant	Cinema/Entertainment	Residential	Hotel
Office						
Retail					0	
Restaurant						
Cinema/Entertainment						
Residential		0				
Hotel						

Table 4-P: Internal Person-Trip Origin-Destination Matrix*

Origin (From)	Destination (To)					
	Office	Retail	Restaurant	Cinema/Entertainment	Residential	Hotel
Office		0	0	0	0	0
Retail	0		0	0	11	0
Restaurant	0	0		0	0	0
Cinema/Entertainment	0	0	0		0	0
Residential	0	4	0	0		0
Hotel	0	0	0	0	0	

Table 5-P: Computations Summary

	Total	Entering	Exiting
All Person-Trips	367	192	175
Internal Capture Percentage	8%	8%	9%
External Vehicle-Trips[5]	98	52	46
External Transit-Trips[6]	141	74	67
External Non-Motorized Trips[6]	74	39	35

Table 6-P: Internal Trip Capture Percentages by Land Use

Land Use	Entering Trips	Exiting Trips
Office	N/A	N/A
Retail	2%	7%
Restaurant	N/A	N/A
Cinema/Entertainment	N/A	N/A
Residential	48%	40%
Hotel	N/A	N/A

[1]Land Use Codes (LUCs) from *Trip Generation Manual*, published by the Institute of Transportation Engineers.

[2]Total estimate for all other land uses at mixed-use development site is not subject to internal trip capture computations in this estimator.

[3]Enter trips assuming no transit or non-motorized trips (as assumed in ITE *Trip Generation Manual*).

[4]Enter vehicle occupancy assumed in Table 1-P vehicle trips. If vehicle occupancy changes for proposed mixed-use project, manual adjustments must be made

[5]Vehicle-trips computed using the mode split and vehicle occupancy values provided in Table 2-P.

[6]Person-Trips

*Indicates computation that has been rounded to the nearest whole number.

Estimation Tool Developed by the Texas A&M Transportation Institute - Version 2013.1

Project Name:	AVT - Saint-Laurent/Guizot
Analysis Period:	Heure de pointe PM

Table 7-P: Conversion of Vehicle-Trip Ends to Person-Trip Ends

Land Use	Table 7-P (D): Entering Trips			Table 7-P (O): Exiting Trips		
	Veh. Occ.	Vehicle-Trips	Person-Trips*	Veh. Occ.	Vehicle-Trips	Person-Trips*
Office	1.00	0	0	1.00	0	0
Retail	1.23	137	169	1.26	131	165
Restaurant	1.00	0	0	1.00	0	0
Cinema/Entertainment	1.00	0	0	1.00	0	0
Residential	1.25	18	23	1.26	8	10
Hotel	1.00	0	0	1.00	0	0

Table 8-P (O): Internal Person-Trip Origin-Destination Matrix (Computed at Origin)

Origin (From)	Destination (To)					
	Office	Retail	Restaurant	Cinema/Entertainment	Residential	Hotel
Office		0	0	0	0	0
Retail	3		48	7	43	8
Restaurant	0	0		0	0	0
Cinema/Entertainment	0	0	0		0	0
Residential	0	4	2	0		0
Hotel	0	0	0	0	0	

Table 8-P (D): Internal Person-Trip Origin-Destination Matrix (Computed at Destination)

Origin (From)	Destination (To)					
	Office	Retail	Restaurant	Cinema/Entertainment	Residential	Hotel
Office		14	0	0	1	0
Retail	0		0	0	11	0
Restaurant	0	85		0	4	0
Cinema/Entertainment	0	7	0		1	0
Residential	0	17	0	0		0
Hotel	0	3	0	0	0	

Table 9-P (D): Internal and External Trips Summary (Entering Trips)

Destination Land Use	Person-Trip Estimates			External Trips by Mode*		
	Internal	External	Total	Vehicles[1]	Transit[2]	Non-Motorized[2]
Office	0	0	0	0	0	0
Retail	4	165	169	49	69	36
Restaurant	0	0	0	0	0	0
Cinema/Entertainment	0	0	0	0	0	0
Residential	11	12	23	3	5	3
Hotel	0	0	0	0	0	0
All Other Land Uses[3]	0	0	0	0	0	0

Table 9-P (O): Internal and External Trips Summary (Exiting Trips)

Origin Land Use	Person-Trip Estimates			External Trips by Mode*		
	Internal	External	Total	Vehicles[1]	Transit[2]	Non-Motorized[2]
Office	0	0	0	0	0	0
Retail	11	154	165	44	64	34
Restaurant	0	0	0	0	0	0
Cinema/Entertainment	0	0	0	0	0	0
Residential	4	6	10	2	3	1
Hotel	0	0	0	0	0	0
All Other Land Uses[3]	0	0	0	0	0	0

[1]Vehicle-trips computed using the mode split and vehicle occupancy values provided in Table 2-P

[2]Person-Trips

[3]Total estimate for all other land uses at mixed-use development site is not subject to internal trip capture computations in this estimator

*Indicates computation that has been rounded to the nearest whole number.

Dossier :	M05483A
Effectué par :	Marc-Antoine Béchard, ir (OIQ: #6010377)
Vérifié par :	(OIQ: #)
Date :	14-May-19

Projet : AVT - Saint-Laurent/Guizot

Total des déplacements	Total	Entrée	Sortie
Nouveaux déplacements :	33	18	15
Échange:	0	0	0
Transport en commun:	55	31	24
Transport actif:	29	15	14
Pass-by :	15	9	6
Diverted Link Trips :	0	0	0

Code :	231
Référence :	Trip Generation Handbook 10th Edition
Land Use :	Mid-Rise Residential with 1st-Floor Commercial
Commerce :	Apartements
Période :	Pointe AM des rues adjacentes, une heure entre 7h00 et 9h00

Quantité	Unités	Taux de génération	Pourcentage entrée	Pourcentage sortie
71	Unités	0.30	28%	72%

Déplacements	Proportion	Total	Entrée	Sortie
Génération brute	100%	21	6	15
Échange	0%	0	0	0
TC	42%	9	3	6
Transport Actif	22%	5	1	4
Pass-By	0%	0	0	0
Diverted Link Trips	0%	0	0	0
Net	33%	7	2	5

Dossier :	M05483A
Effectué par :	Marc-Antoine Béchard, ir (OIQ: #6010377)
Vérifié par :	(OIQ: #)
Date :	14-May-19

Projet : AVT - Saint-Laurent/Guizot

Code :	850
Référence :	Trip Generation Handbook 10th Edition
Land Use :	Supermarket
Commerce :	Épicerie
Période :	Pointe AM des rues adjacentes, une heure entre 7h00 et 9h00

Quantité	Unités	Taux de génération	Pourcentage entrée	Pourcentage sortie
29	x1000 pi²	3.82	60%	40%

Déplacements	Proportion	Total	Entrée	Sortie
Génération brute	100%	111	67	44
Échange	0%	0	0	0
TC	42%	46	28	18
Transport Actif	22%	24	14	10
Pass-By	36%	15	9	6
Diverted Link Trips	0%	0	0	0
Net	23%	26	16	10

Dossier :	M05483A
Effectué par :	Marc-Antoine Béchard (OIQ: #6010377)
Vérifié par :	(OIQ: #)
Date :	14-May-19

Projet : AVT - Saint-Laurent/Guizot

Total des déplacements	Total	Entrée	Sortie
Nouveaux déplacements :	67	35	32
Échange:	23	12	11
Transport en commun:	113	60	53
Transport actif:	59	32	27
Pass-by :	32	16	16
Diverted Link Trips :	0	0	0

Code :	231
Référence :	Trip Generation Handbook 10th Edition
Land Use :	Mid-Rise Residential with 1st-Floor Commercial
Commerce :	Apartements
Période :	Pointe PM des rues adjacentes, une heure entre 16h00 et 18h00

Quantité	Unités	Taux de génération	Pourcentage entrée	Pourcentage sortie
71	Unités	0.36	70%	30%

Déplacements	Proportion	Total	Entrée	Sortie
Génération brute	100%	26	18	8
Échange	8%	2	1	1
TC	42%	10	7	3
Transport Actif	22%	5	4	1
Pass-By	0%	0	0	0
Diverted Link Trips	0%	0	0	0
Net	35%	9	6	3

Dossier :	M05483A
Effectué par :	Marc-Antoine Béchard (OIQ: #6010377)
Vérifié par :	(OIQ: #)
Date :	14-May-19

Projet : AVT - Saint-Laurent/Guizot

Code :	850
Référence :	Trip Generation Handbook 10th Edition
Land Use :	Supermarket
Commerce :	Épicerie
Période :	Pointe PM des rues adjacentes, une heure entre 16h00 et 18h00

Quantité	Unités	Taux de génération	Pourcentage entrée	Pourcentage sortie
29	x1000 pi²	9.24	51%	49%

Déplacements	Proportion	Total	Entrée	Sortie
Génération brute	100%	268	137	131
Échange	8%	21	11	10
TC	42%	103	53	50
Transport Actif	22%	54	28	26
Pass-By	36%	32	16	16
Diverted Link Trips	0%	0	0	0
Net	22%	58	29	29

• PROJET RÉSIDENTIEL ET COMMERCIAL •

8300, 8360 BLD ST-LAURENT, MONTRÉAL, QUÉBEC



L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
L	08/10/2019	EMIS POUR DISCUSSION
K	29/09/2019	EMIS POUR DISCUSSION
J	29/07/2019	EMIS POUR DISCUSSION
I	27/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
H	25/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
G	21/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
F	22/05/2019	EMIS POUR DISCUSSION
E	07/01/2019	EMIS POUR DISCUSSION
D	15/08/2018	EMIS POUR DEMANDE D.AVIS PRÉLIMINAIRE
no.	date J/M/A	description

ISSUES

DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 08.10.2019

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec
3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTREAL QUEBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

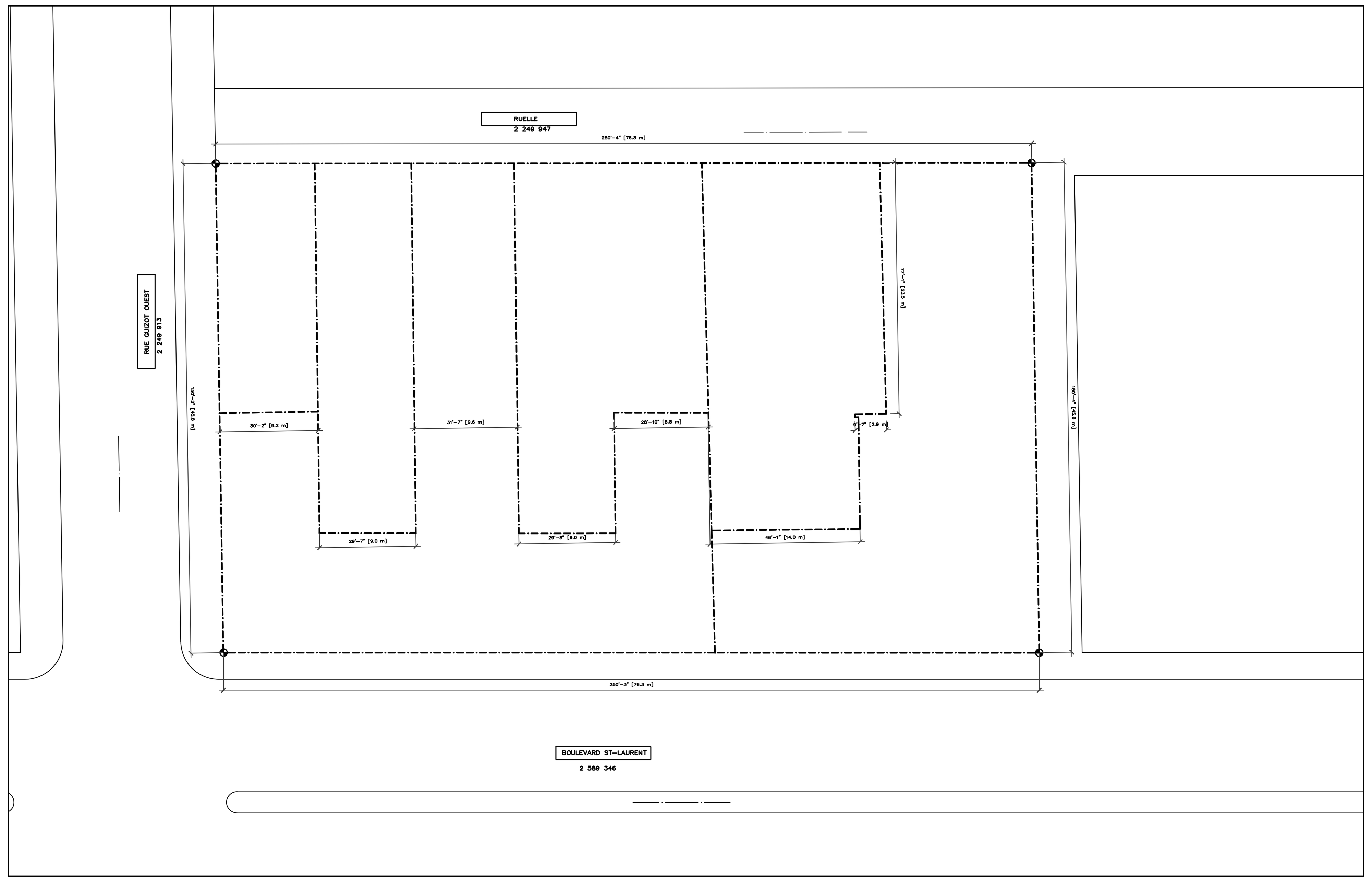
titre du projet/project title

Nouveau Projet Residentiel et commercial

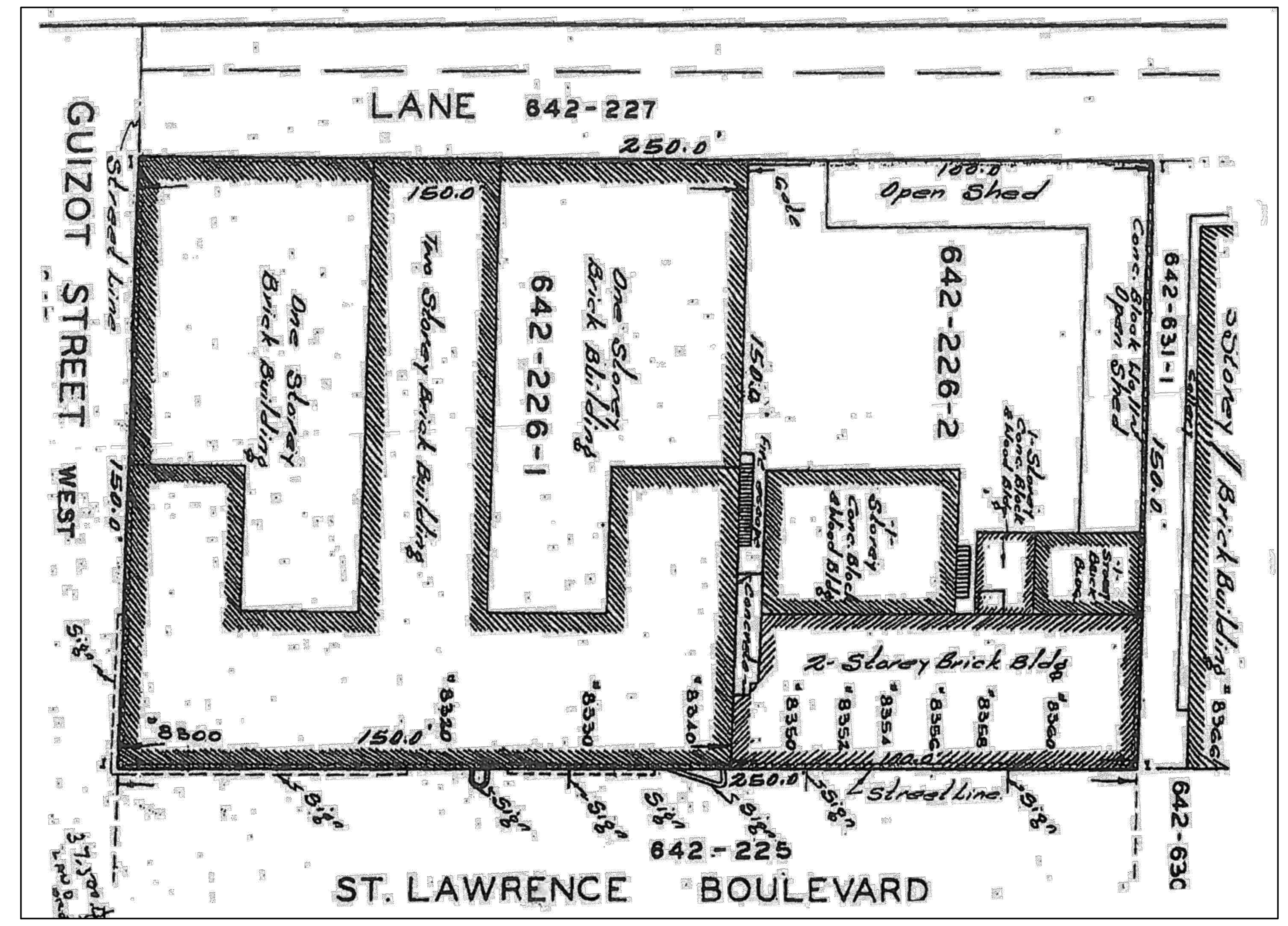
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUEBEC

titre du dessin/drawing title

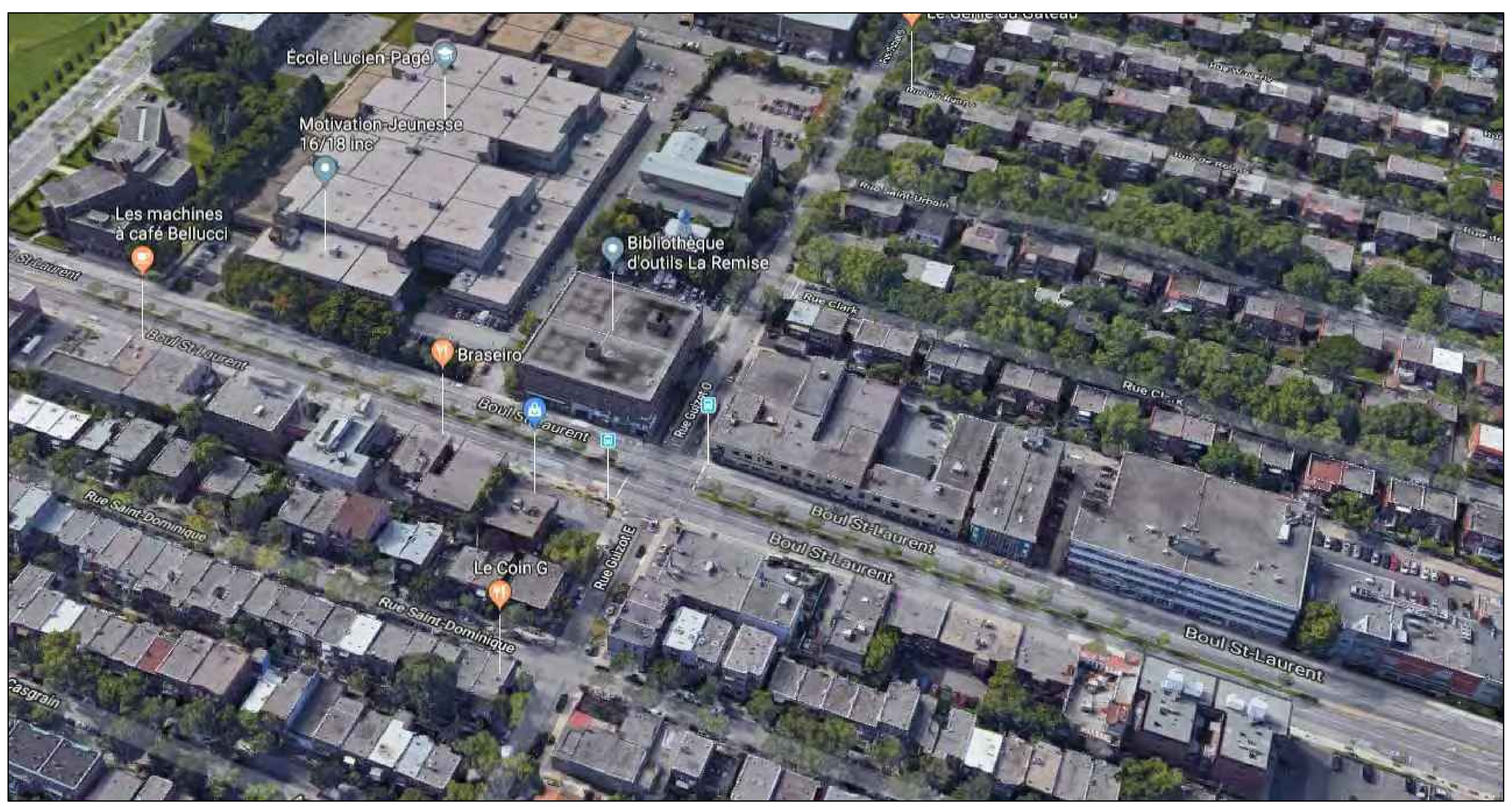
echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 21/06/2019	revision no.
dessine/drawn BC-AG-RG	dessin/drawing no. A-000
verifie/checked MR	



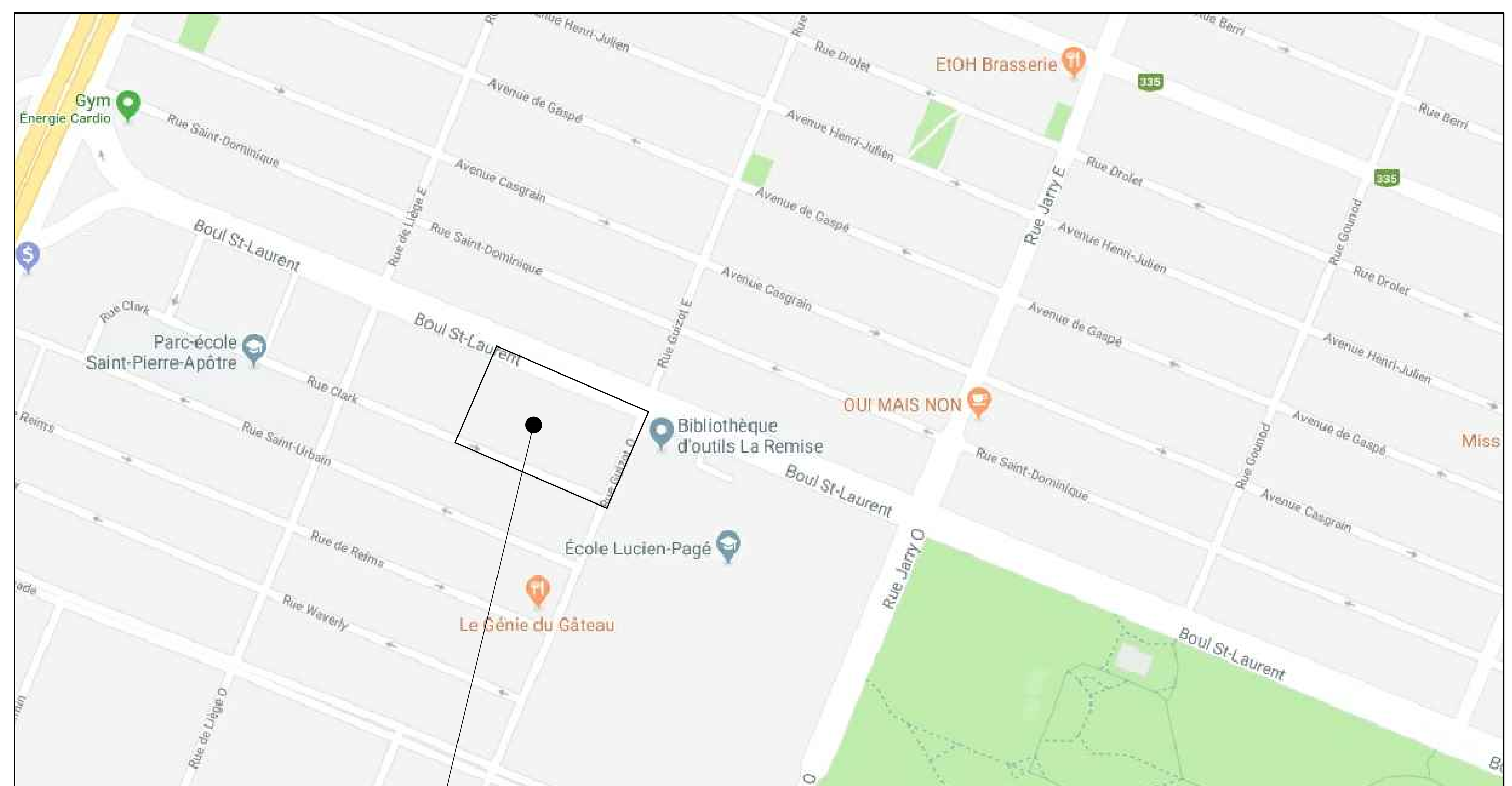
2 PLAN IMPLANTATION EXISTANT
A-001 ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"



3 PLAN ARPENTAGE
A-001 ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"



3 VUE D'ENSEMBLE
A-000 ÉCHELLE:



SITE À L'ÉTUDE - 8300-8360 ST-LAURENT

4 PLAN DE SITE
A-000 ÉCHELLE:

C:\Users\anna\desktop\temp-autosave\AcPublish_432812\18-03_ A001.dwg – 2019.08.02 – 3:43PM – Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 02.08.2019
P	25/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
O	21/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
N	22/05/2019	EMIS POUR DISCUSSION
M	22/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
L	02/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
K	07/03/2019	EMIS POUR DISCUSSION
J	21/02/2019	EMIS POUR DISCUSSION
I	06/02/2019	EMIS POUR DISCUSSION
H	29/01/2019	EMIS POUR DISCUSSION
G	23/01/2019	EMIS POUR DISCUSSION
F	22/01/2019	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

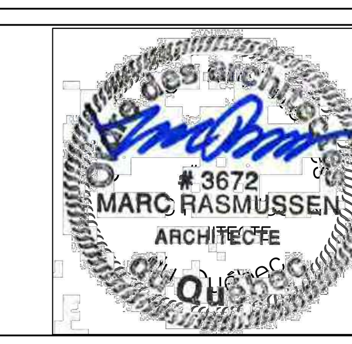
ISSUES

mécanique-éléctricité:

structure:

design interieur:

sceau:



FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES

370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN D'IMPLANTATION EXISTANT

echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 21/06/2019	revision no.
dessine/drawn BC/MKH/RG	dessin/drawing no. A-001
verifie/checked MR	

SUPERFICIE DE CONSTRUCTION -25/10/2019

ÉTAGE	SUPERFICIE TOTAL	ESPACE COMMERCIAL BRUTE	ESPACE RESIDENTIEL BRUTE	DEDUCTIONS					SUPERFICIE TOTAL POUR DENSITÉ	ESPACE COMMUN	LOUABLE	EFFICACITE %
				ESC	ASC.	PUITS MÉC.	RAMPE DE STATIONNEMENT	DEDUCTIONS TOTAL				
SOUS-SOL2	36,809											
SOUS-SOL1	36,809						1,545					
RDC	31,189	28,508		600	145	13	1,342	2,100	29,089	369	0	91%
2	26,004		26,004	475	145	13		633	25,371	2,659	21,256	82%
3	25,848		25,848	475	145	13		633	25,215	2,413	22,513	87%
4	18,550		18,550	304	145	13		462	18,088	1,573	16,284	88%
MEZZANINE	7,326		7,470	304	145	13		462	6,864		6,718	90%
TOIT												
TOTAL*	108,917.0	28,508.0	77,872.0	2,158.0	725.0	65.0	2,887.0	4,290.0	104,627.0	7,014.0	66,771.0	88%
TOTAL**	182,535.0											

* Superficie au dessus du sol
** Superficie sous-sol inclus

1 CH	2 CH.	3 CH.	TOTAL # D'UNITÉS
			0
7	16	1	24
8	15	2	25
5	11	5	21
20	42	8	70
29%	60%	11%	100%

2 / A-002 CALCUL DES SUPERFICIES
ÉCHELLE: NA

ÉTAGE	SUPERFICIE UTILISABLE DE RESIDENTIEL	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
SOUS-SOL																													
SOUS-SOL																													
1																													
2	21256	1059	1086	1031	905	914	644	971	663	663	990	818	823	693	998	853	1148		889	871	806	1109	670	825	830	997			
3	22513	1059	1086	1031	1215	609	644	972	665	664	1018	819	968	693	998	853	1062	1145	845	825	886	1135	670	825	830	996			
4	16284	1119	691	661	716	1029	589	494	622	691	664	633	484	574	958	828	693	998	852	1073	1103	812							
MEZZANINE	6718		575	605	582		661	657	690		693	677	611	396								571							
TOTAL:	66771																												

3 / A-002 TABLEAU UNITÉS
ÉCHELLE: NA

Projet	**Developpement Residentiel sur St-Laurent**
Dossier	**do-18-03**
Adresse	**8300-8360 BLD STLAURENT MONTREAL**
Règlement-01-283	**Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension**
25 octobre 2019	Permis-requis / Proposé
# du terrain	2 249 945 - 2 249 946
Total superficie de terrain mesuré m2	3494.0
Total superfice de terrain mesuré pc	37609.1
*Total superficie de terrain (selon cadastre) m2	3483.8
*Total superficie de terrain (selon cadastre) pc	37499.3
Condominiums (superficie)	
Construction totale (superficie)	
Taux implantation au sol minimum (%)	35%
Taux implantation au sol minimum (en pc)	13163
*Taux implantation au sol minim (en pc) (cadastre	13125
Taux implantation au sol maximum (%)	70% / 69.08% (aux étages)
Bâtiment de coin (x1.2)	84% / 82.9% (RDC)
	*69.35% (au étages)
	83.2% (RDC)
Taux implantation 2ieme etage (%)	25980 / 69.08%
Taux implantation 3ieme etage (%)	25848 / 68.73%
Taux implantation 4ieme etage (%)	18550 / 49.32%
Moyenne partie résidentielle (%)	/ 62.38%
Taux implantation au sol maximum (en pc,)	31592 / 31,189
*Taux implantation au sol maxim(en pc) (cadastre)	/ 31,189
Densité de construction	4.50 / 2.78
Densité de construction (en pc)	169241 / 104,634
*Densité de construction	4.50 / 2.79
*Densité de construction (en pc) (cadastre)	168747 / 104,634
Hauteur min. en étages	2
Hauteur max. en étages	4 / 4 avec mezzanine 40%
Hauteur max.	16m (52.5') / 52.5'
Superficie maximum des bâtiments	N/A
Usages permis	I.2C, C.4C, C.7A / Habitations + commercial
	Industriel et commercial
Nombre de logements	/ 70
Mode d'implantation	RI / RI
Alignement	NA
Marge avant	N/A
Marge arriere	3m (9.84') / 3m (9.84') et 7.59m (24' - 11")
Marges latérales	2.5m (8.20') / 3.0m (10' - 0")
Superficie d'ouverture (art. 87)	40% / —
STATIONNEMENT (art. 561)	
Stationnement résidentiel	1 unité par groupe de 2 logements 50 m² et plus 538 S.F (77 unités) 1 /4 par logements 50 m²(538 S.F.) et moins — 38.5
Total résidentiel	38.5
Stationnement commerciel min. (commercial parking)	1 case (stall) pour 200 m² (2152s.f.) 29198 pc./ 2152pc.=13.57 — 14
Stationnement commercial max	1 case (stall) pour 75 m² (807.29s.f.) 26406/807.29=32.7
Total requis(commerciel+résidentiel) min:	52.5 / 156
Voie d'accès automobile (art. 574)	2.4m à 7.5m (7'- 10 1/2" à 24'- 7") / 18'-0" 5.5m) et 21'-0" extérieur
Voie d'accès aire de chargement (art 551)	3.5m à 8m (11'-6" à 26'-3") / 18' (5.5m)
STATIONNEMENT STATIONNEMENT POUR VÉLO (art. 615)	
Stationnement résidentiel	5 pour le premier groupe de 10 logements, — 5 1 unité pour chaque groupe de 10 logements additionnels — 6
Stationnement commerciel min. (commercial parking)	5 pour le premier 500 M2 1 unité pour chaque tranche de superficie de plancher de 1 000 m², jusqu'à concurrence de 100 unités. — 7.3
Total requis(commerciel+résidentiel) min:	18 / 25
AIRE DE CHANGEMENT (art 534)	
Dimensions	3 m x10.5 mx 4.3m (9.84'x34.4'x14') Largeur x Longeur x Hauteur
QUANTITÉ (art 538)	
Unité requise	1 pour superficie de 500 @ 5000 m² / 1

* calcul effectuer a partir de la superficie du terrain tel que inscrite sur le cadastre

1 / A-002 TABLEAU DE ZONAGE
ÉCHELLE: NA

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_ A001.dwg – 2019.10.25 – 3:46PM – Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 25.10.2019
W	25/10/2019	EMIS POUR APPROBATION
V	08/10/2019	EMIS POUR APPROBATION
U	17/09/2019	EMIS POUR APPROBATION
T	22/08/2019	AJUSTEMENT ENTRÉE DE SOUTERRAINE
S	07/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
R	29/07/2019	EMIS POUR DISCUSSION
P	25/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
O	21/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
N	22/05/2019	EMIS POUR DISCUSSION
M	22/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
L	02/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION

no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

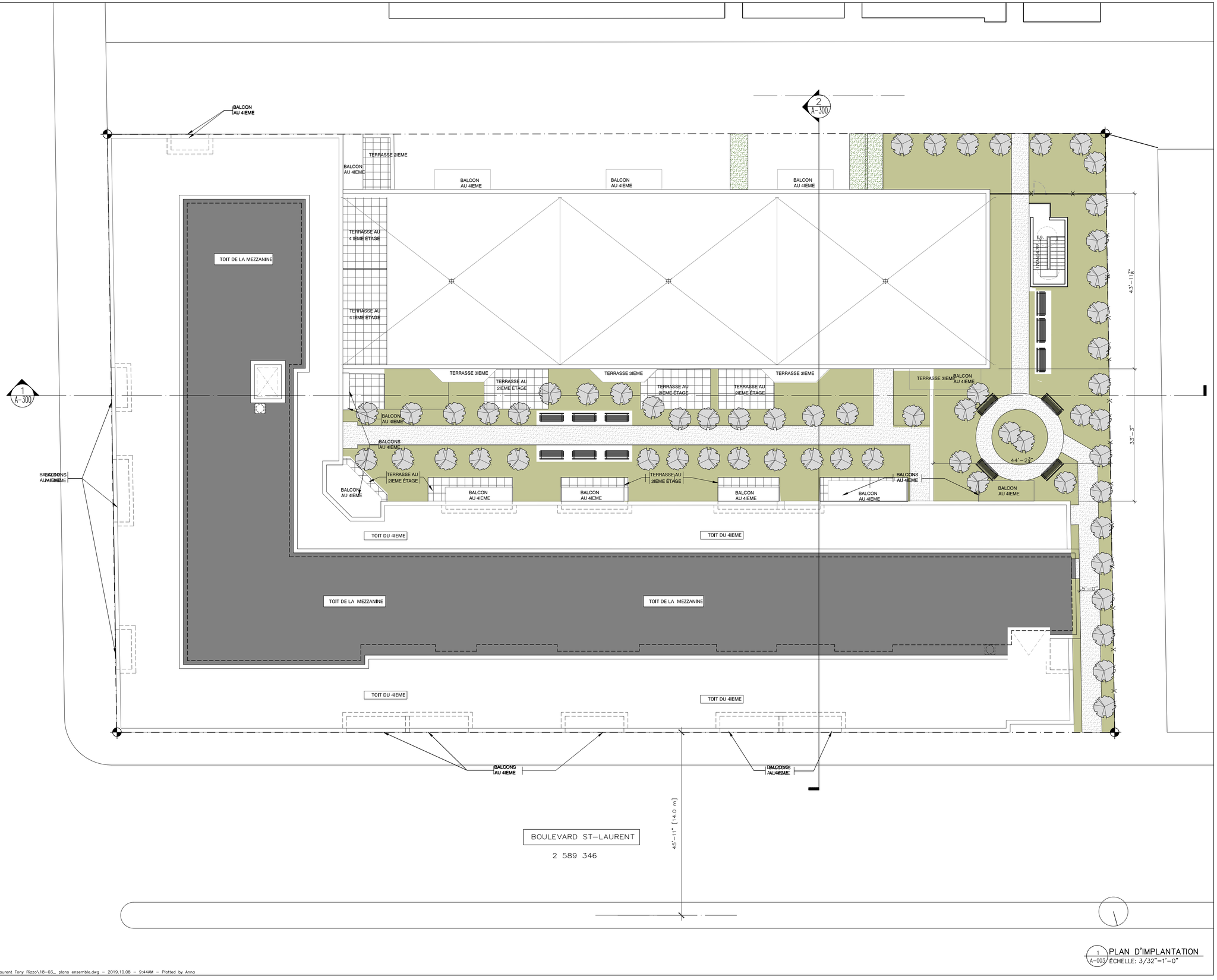
sceau: Ordre des architectes du Québec # 3672 MARC RASMUSSEN ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
ZONAGE ET CALCUL DES UNITÉS

echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 21/06/2019	revision no.
dessine/drawn BC/MKH/RG/AG	dessin/drawing no. A-002
verifie/checked MR	



1 A-003 PLAN D'IMPLANTATION
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_ plans ensemble.dwg — 2019.10.08 — 9:44AM — Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 08.10.2019
K	07/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
J	21/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
I	22/05/2019	EMIS POUR DISCUSSION
H	22/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
G	04/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
F	14/02/2019	EMIS POUR DISCUSSION
E	07/01/2019	EMIS POUR DISCUSSION
D	14/08/2018	EMIS POUR DEMANDE D'AVIS PRÉLIMINAIRE
C	01/08/2018	EMIS POUR DISCUSSION
B	19/07/2018	EMIS POUR DISCUSSION
A	19/06/2018	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:



FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title

Nouveau Projet Residentiel et commercial

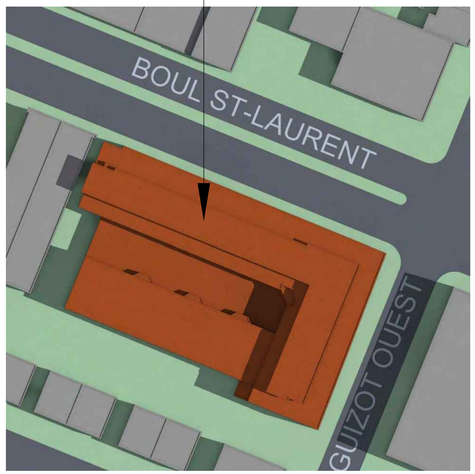
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title

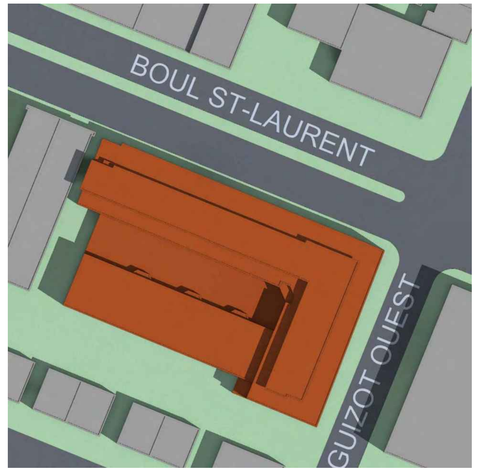
PLAN D'IMPLANTATION

echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 14/06/2018	revision no.
dessine/drawn BC/MKH/MM	dessin/drawing no. A-003
verifie/checked MR	

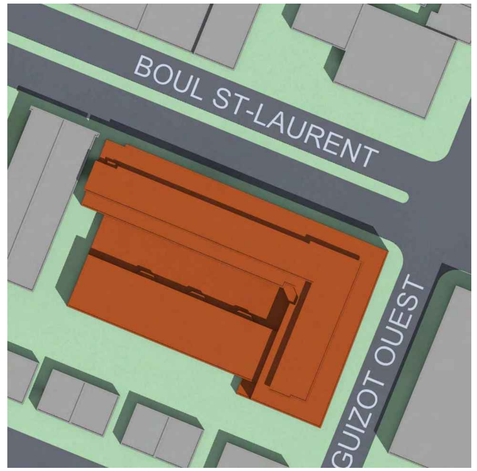
8300 BLD ST-LAURENT



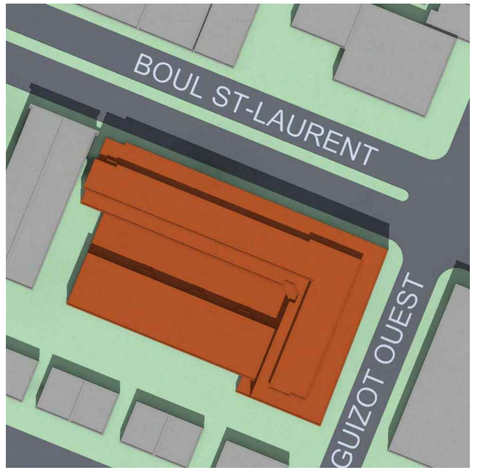
9:00



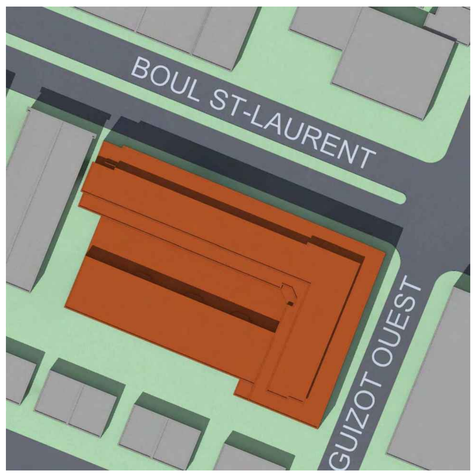
10:00



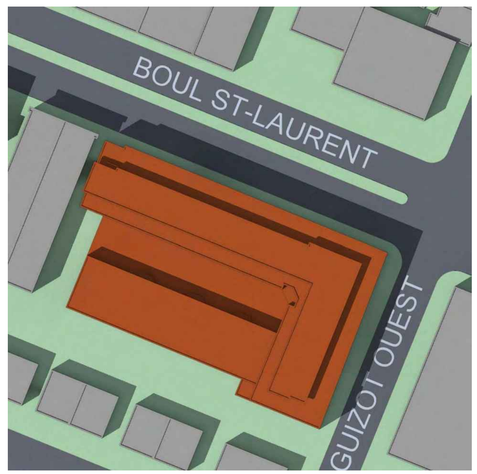
11:00



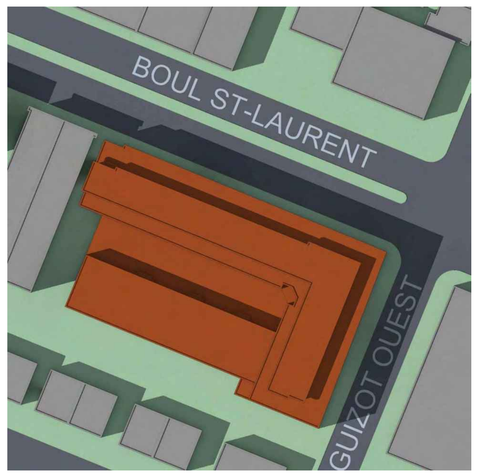
12:00



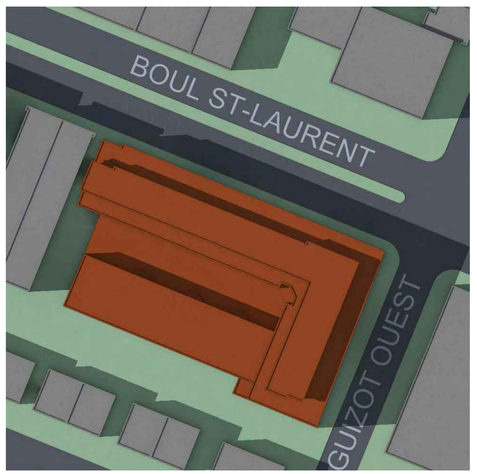
13:00



14:00



15:00



16:00

SOLSTICE D'ÉTÉ - 22JUIN - 09:00-16:00



W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03- A-05.1-A-05.3-SHADOW STUDY.dwg - 2019.08.08 - 11:31AM - Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
A	07/08/2019	ÉMIS POUR PRESENTATION AU CCU

DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 08.08.2019

no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:



FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title

Nouveau Projet Residentiel et commercial

8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

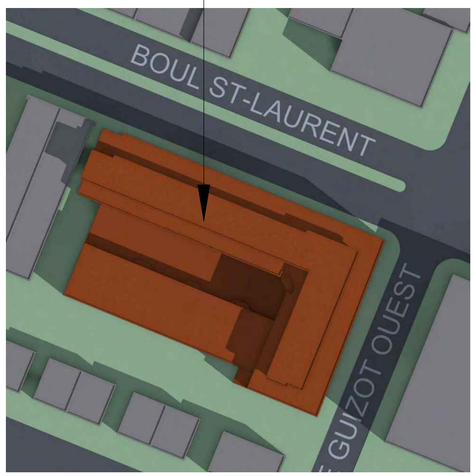
titre du dessin/drawing title

ETUDES D'ENSOLEILLEMENT

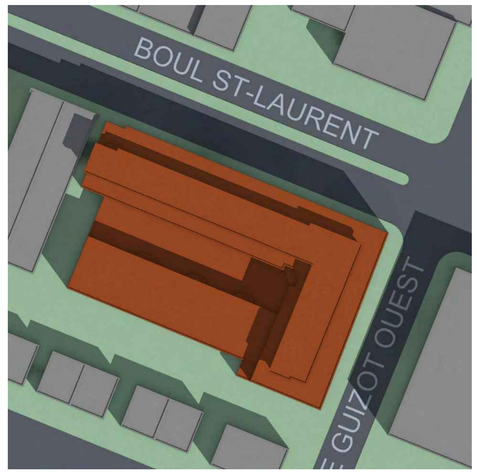
SOLSTICE D'ÉTÉ

echelle/scale N/A	projet/project no. 18-03
date J/M/A 2019-08-07	revision no.
dessine/drawn AG	dessin/drawing no. A-05.1
verifie/checked MR	

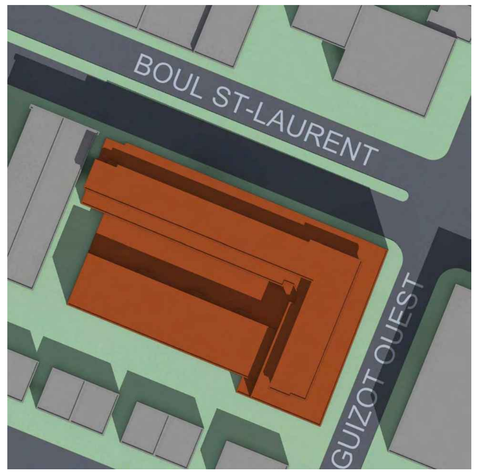
8300 BLD ST-LAURENT



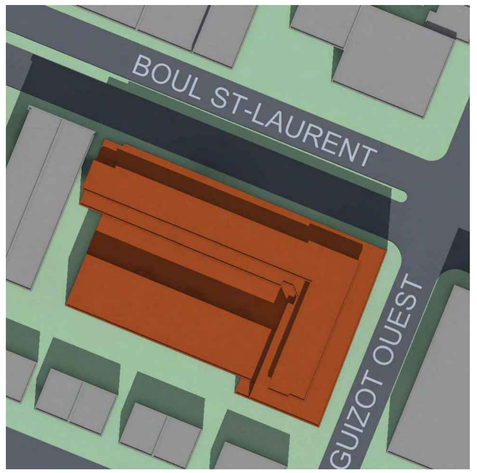
9:00



10:00



11:00



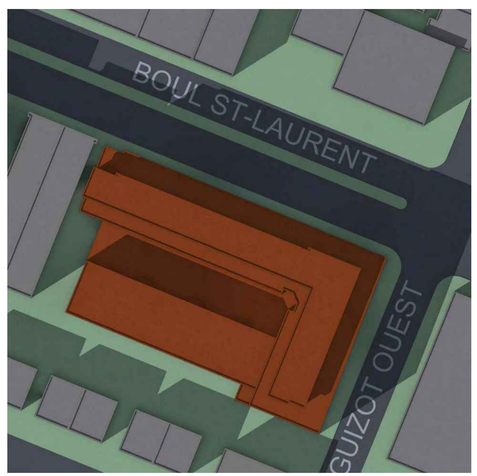
12:00



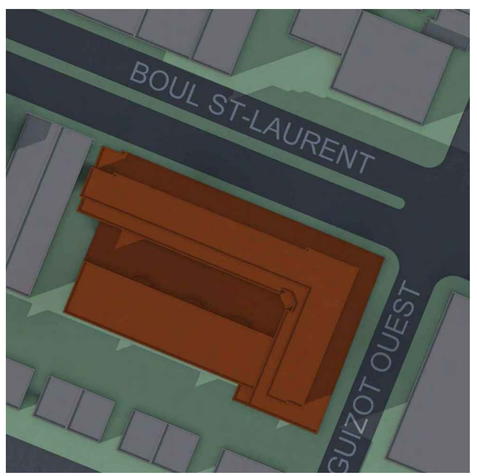
13:00



14:00

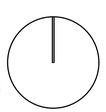


15:00



16:00

ÉQUINOXE - 22 SEPT - 09:00-16:00



W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03- A-05.1-A-05.3-SHADOW STUDY.dwg - 2019.08.08 - 11:31AM - Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 08.08.2019
A	07/08/2019	ÉMIS POUR APPROBATION

no.	date J/M/A	description

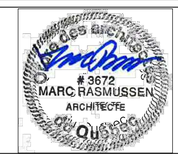
ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:



FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title

Nouveau Projet Residentiel et commercial

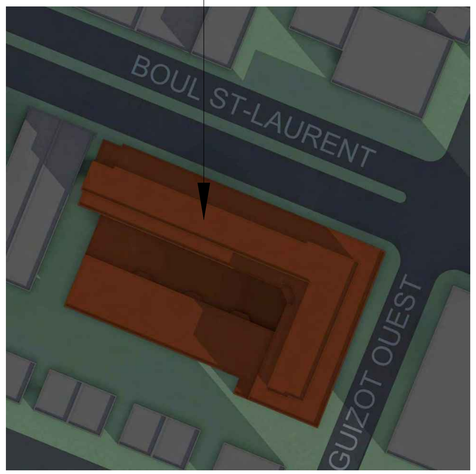
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title

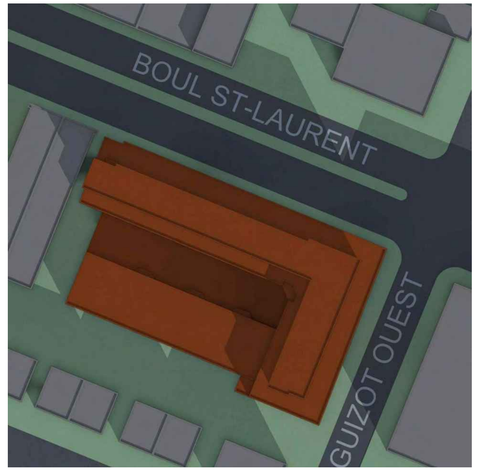
ETUDES D'ENSOLEILLEMENT - EQUINOXE

echelle/scale N/A	projet/project no. 18-03
date J/M/A 2019-08-07	revision no.
dessine/drawn AG	dessin/drawing no. A-05.2
verifie/checked MR	

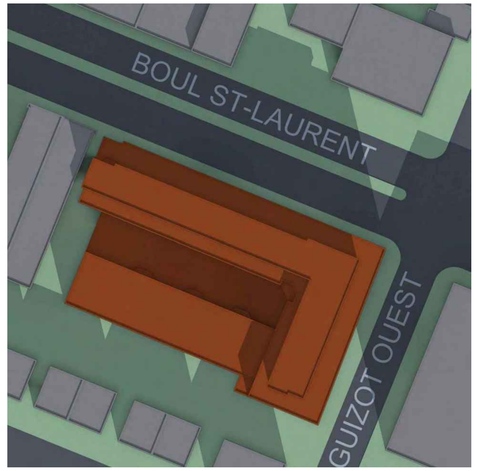
8300 BLD ST-LAURENT



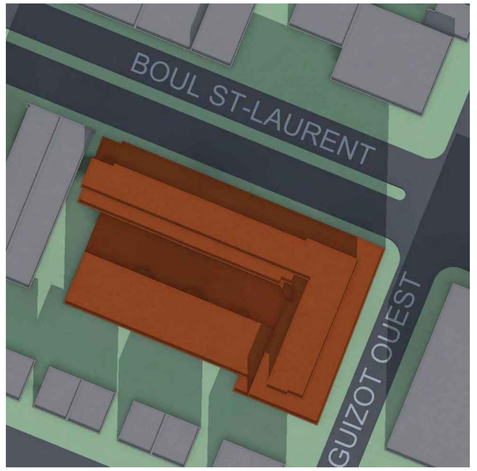
9:00



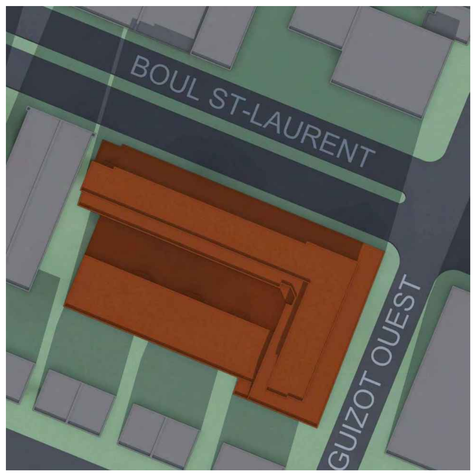
10:00



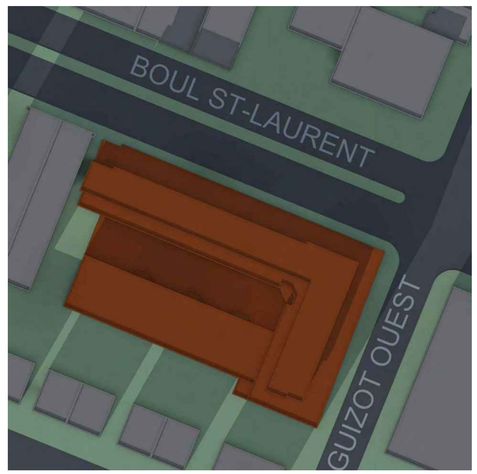
11:00



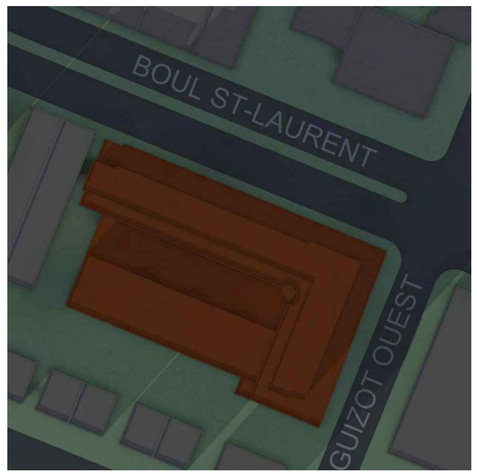
12:00



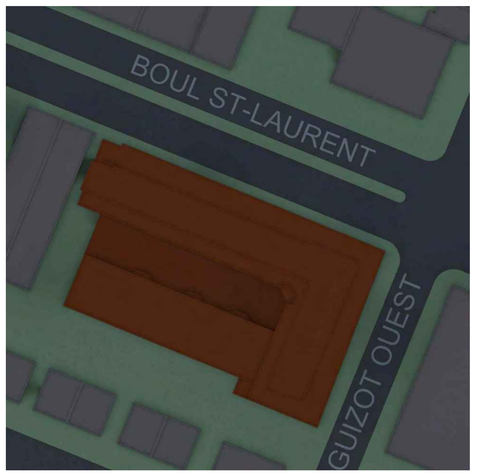
13:00



14:00



15:00



16:00

SOLSTICE D'HIVER - 22 DÉCEMBRE - 09:00-16:00



C:\Users\anna\desktop\temp-autosave\AcPublish_2142952\18-03- A-05.1-A-05.3-SHADOW STUDY.dwg - 2019.08.07 - 4:20PM - Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
A	07/08/2019	ÉMIS POUR APPROBATION

DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 07-08-2019

no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:



FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title

Nouveau Projet Residentiel et commercial

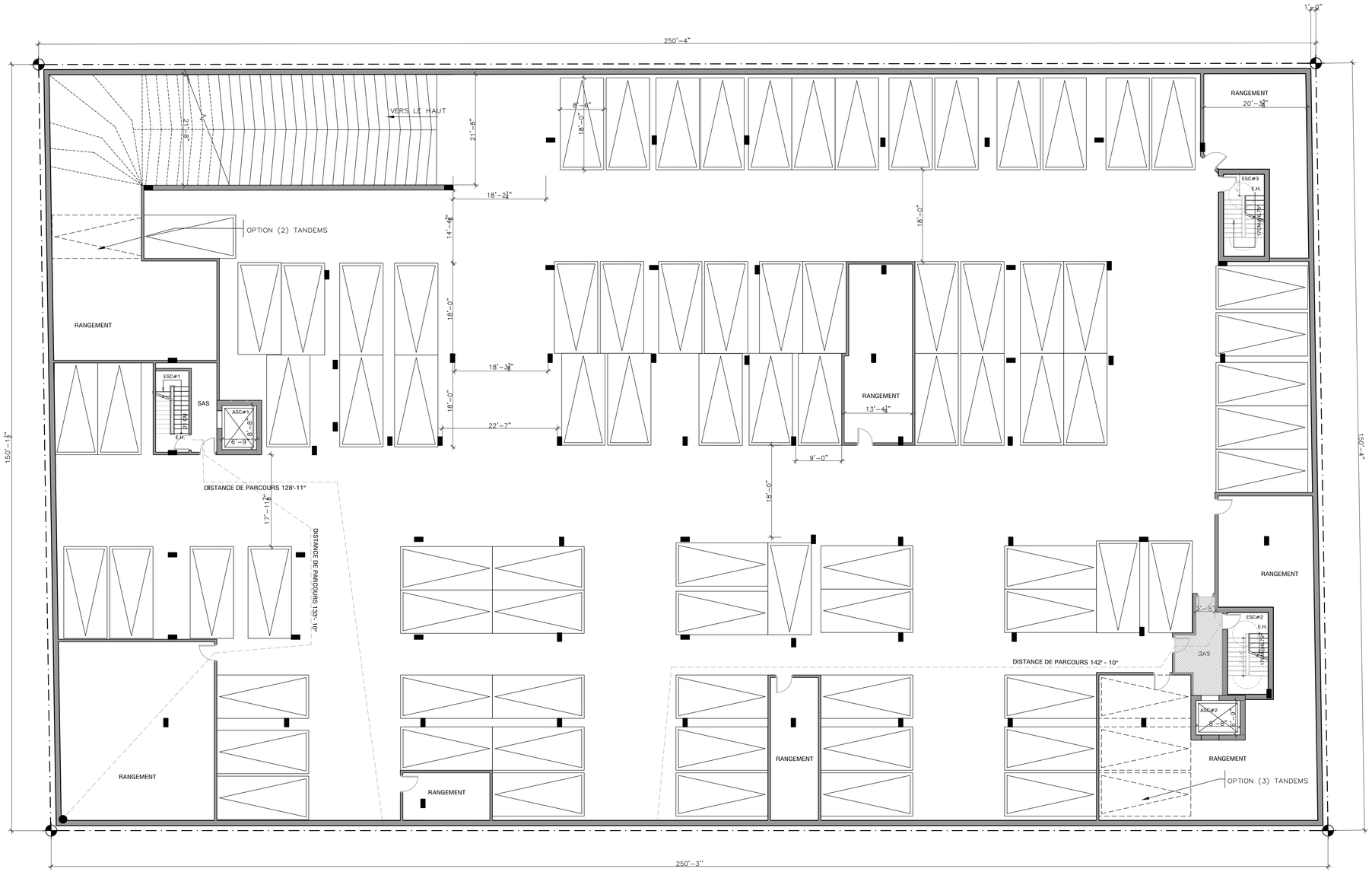
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title

ETUDES D'ENSOLEILLEMENT

SOLSTICE D'HIVER

echelle/scale N/A	projet/project no. 18-03
date J/M/A 2019-08-07	revision no.
dessine/drawn AG	dessin/drawing no. A-05.3
verifie/checked MR	



1 PLAN SOUS-SOL 2
A-99 ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

SUPERFICIE SOUS SOL 1	36809 PC
SUPERFICIE SOUS SOL 2	36809 PC
SUPERFICIE TOTALE S-S1 ET S-SOL 2	73618 PC

CASES DE STATIONNEMENT SOUS SOL1	75
CASES DE STATIONNEMENT SOUS SOL2	81
TOTAL CASES DE STATIONNEMENT	156

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_ plans ensemble.dwg – 2019.10.25 – 3:42PM – Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 25.10.2019
J	25/10/2019	EMIS POUR APPROBATION
I	22/08/2019	AJUSTEMENT ENTRÉE DE SOUTERRAINE
H	22/05/2019	EMIS POUR DISCUSSION
G	22/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
F	18/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
E	28/02/2019	EMIS POUR DISCUSSION
D	02/02/2019	EMIS POUR DISCUSSION
C	07/01/2019	EMIS POUR DISCUSSION
B	15/08/2018	EMIS POUR DEMANDE D'AVIS PRÉLIMINAIRE
A	01/08/2018	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

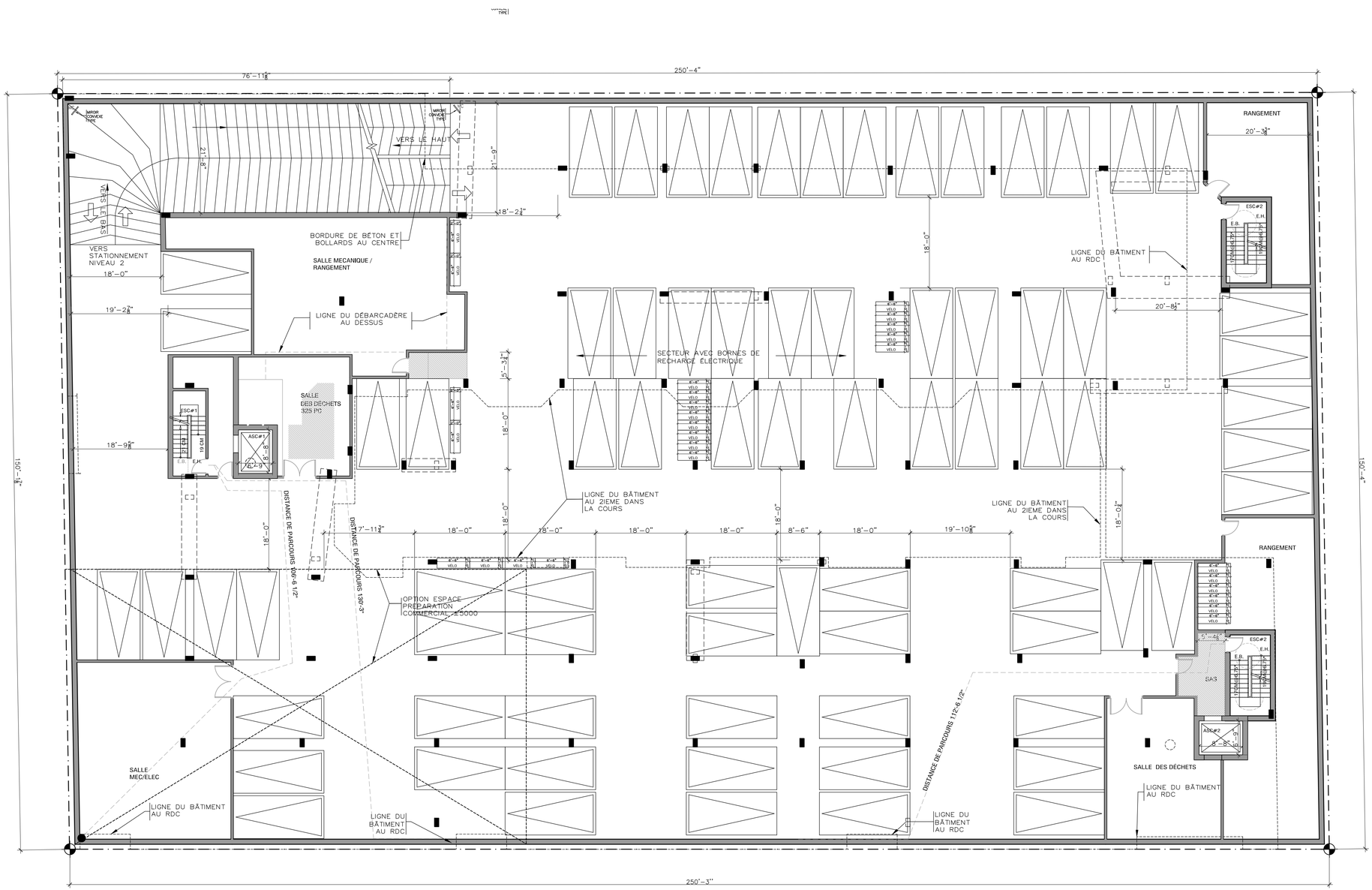


FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN SOUS-SOL 2

echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 14/06/2018	revision no.
dessine/drawn BC/MKH/MM	dessin/drawing no. A-99
verifie/checked MR	



1 PLAN SOUS-SOL 1
A-100 ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

SUPERFICIE SOUS SOL 1	36809 PC
SUPERFICIE SOUS SOL 2	36809 PC
SUPERFICIE TOTALE S-S1 ET S-SOL 2	73618 PC

CASES DE STATIONNEMENT SOUS SOL1	75
CASES DE STATIONNEMENT SOUS SOL2	81
TOTAL CASES DE STATIONNEMENT	156

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_ plans ensemble.dwg – 2019.10.25 – 3:31PM – Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 25.10.2019
M	25/10/2019	EMIS POUR APPROBATION
N	22/08/2019	AJUSTEMENT ENTRÉE DE SOUTERRAINE
M	21/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
L	22/05/2019	EMIS POUR DISCUSSION
K	22/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
J	18/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
I	28/02/2019	EMIS POUR DISCUSSION
H	27/02/2019	EMIS POUR DISCUSSION
G	02/02/2019	EMIS POUR DISCUSSION
F	31/01/2019	EMIS POUR DISCUSSION

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

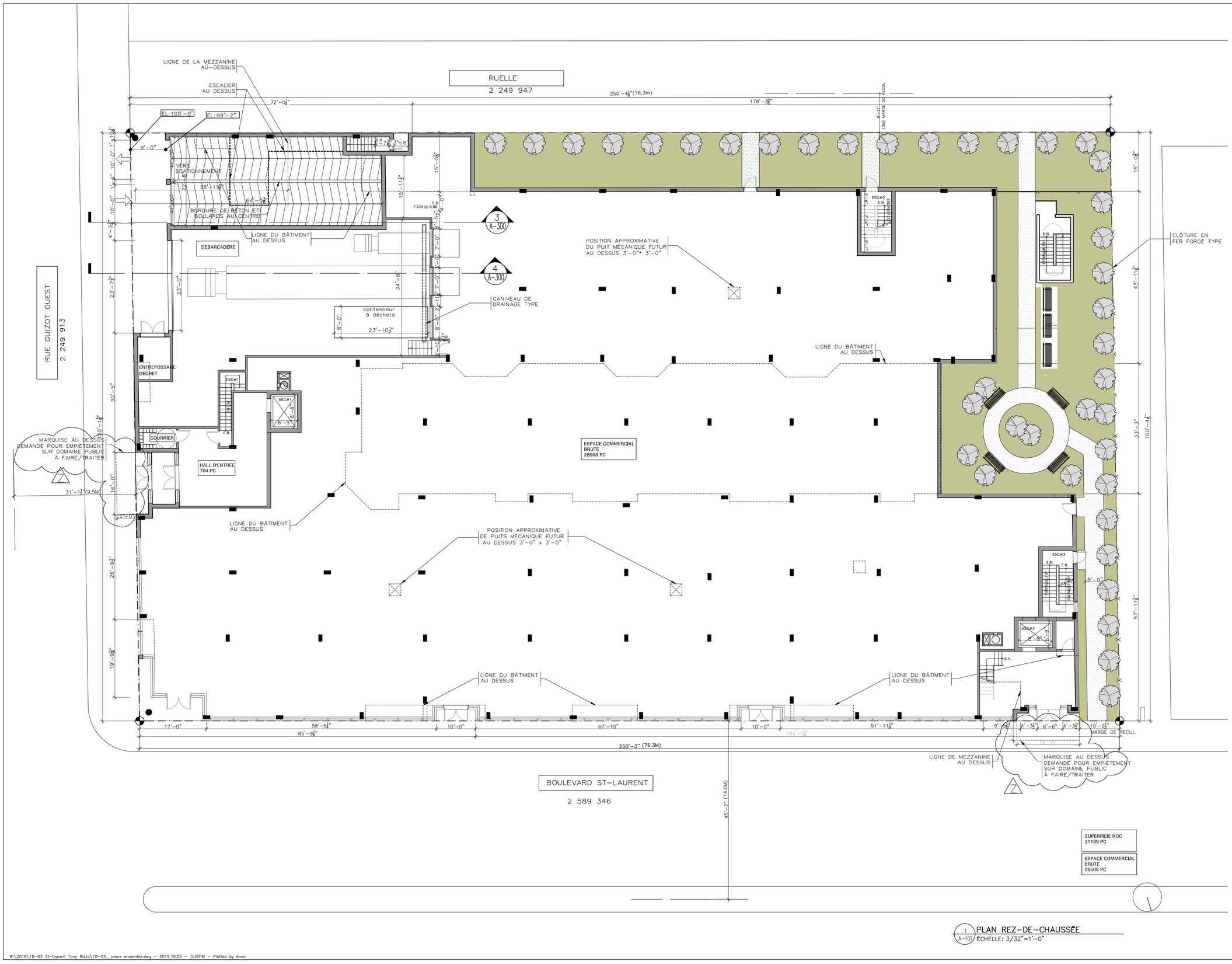


FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN SOUS-SOL 1

echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 14/06/2018	revision no.
dessine/drawn BC/MKH/MM	dessin/drawing no. A-100
verifie/checked MR	



W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_ plans ensemble.dwg – 2019.10.25 – 3:35PM – Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 25.10.2019
Z	25/10/2019	EMIS POUR APPROBATION
Y	04/10/2019	EMIS POUR APPROBATION
X	17/09/2019	EMIS POUR APPROBATION
W	22/08/2019	AJUSTEMENT ENTRÉE DE SOUTERRAINE
V	15/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
U	07/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
T	25/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
S	21/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
R	22/05/2019	EMIS POUR DISCUSSION
Q	22/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
P	18/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec
3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title

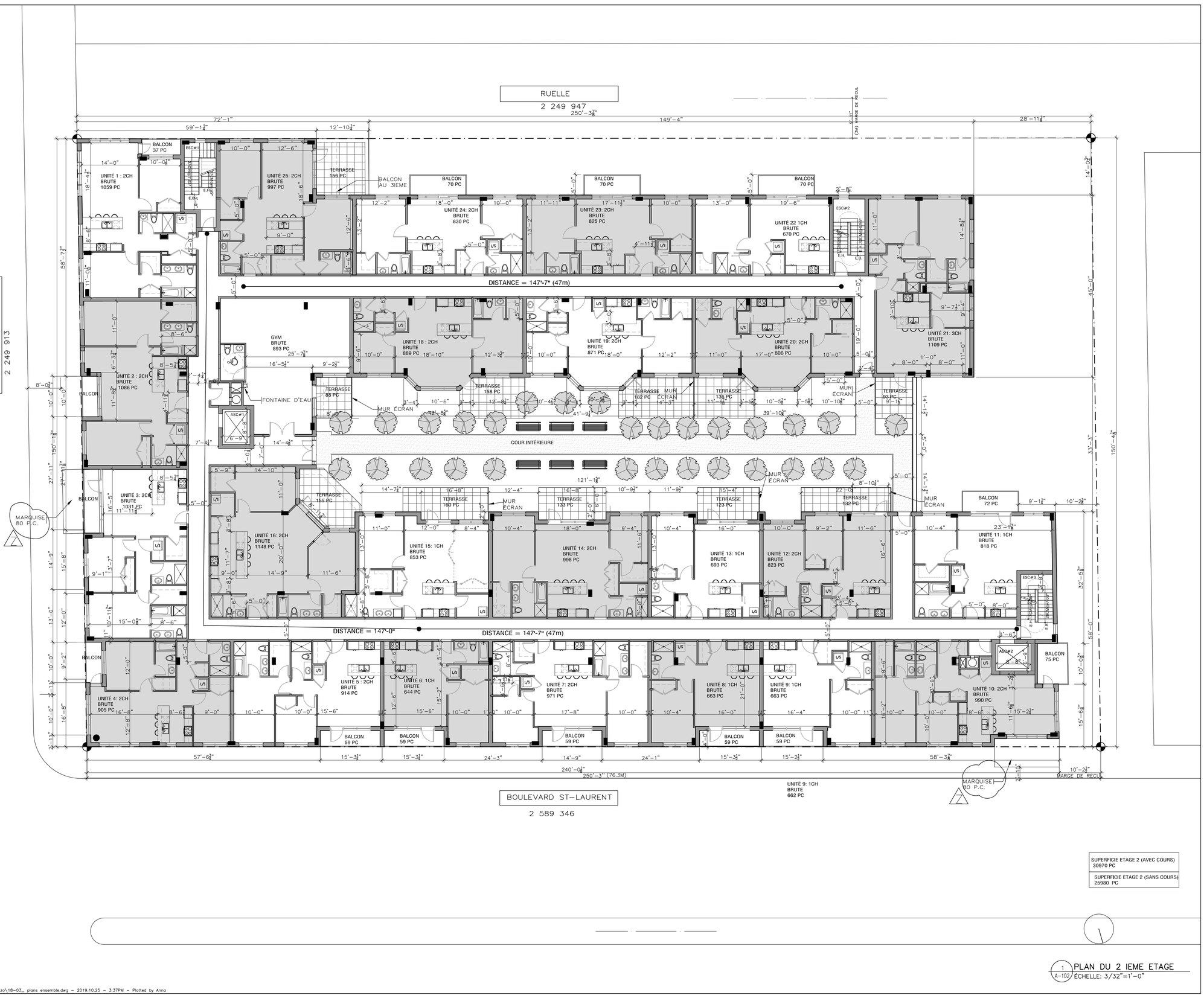
Nouveau Projet Residentiel et commercial

8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title

PLAN REZ-DE-CHAUSSÉE

echelle/scale 3/32"=1'-0"	projet/project no. 18-03
date J/M/A 14/06/2018	revision no.
dessine/drawn BC/MKH/MM/AG	dessin/drawing no. A-101
verifie/checked MR	



SUPERFICIE ETAGE 2 (AVEC COURS)
30970 PC
SUPERFICIE ETAGE 2 (SANS COURS)
25980 PC

1 A-102 PLAN DU 2 IEME ETAGE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_ plans ensemble.dwg – 2019.10.25 – 3:37PM – Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 25.10.2019
Z	25/10/2019	EMIS POUR APPROBATION
Y	17/09/2019	EMIS POUR APPROBATION
X	15/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
W	31/07/2019	EMIS POUR DISCUSSION
V	29/07/2019	EMIS POUR DISCUSSION
U	21/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
T	06/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
S	22/05/2019	EMIS POUR DISCUSSION
R	6/05/2019	EMIS POUR DISCUSSION
Q	22/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
P	18/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
O	12/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION

no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:



FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN 2 IEME ETAGE

echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 06/06/2019	revision no.
dessine/drawn BC/MKH/AG/RG	dessin/drawing no. A-102
verifie/checked MR	

RUELLE
2 249 947

RUE GUIZOT OUEST
2 249 913



BOULEVARD ST-LAURENT
2 589 346

SUPERFICIE ETAGE 3
25848 PC

1 / A-103 PLAN DU 3 IEME ETAGE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_ plans ensemble.dwg – 2019.10.08 – 9:44AM – Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 08.10.2019
V	17/09/2019	EMIS POUR APPROBATION
U	31/07/2019	EMIS POUR DISCUSSION
T	29/07/2019	EMIS POUR DISCUSSION
S	21/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
R	06/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
Q	22/05/2019	EMIS POUR DISCUSSION
P	7/05/2019	EMIS POUR DISCUSSION
O	22/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
N	18/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
M	01/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
L	28/02/2019	EMIS POUR DISCUSSION
K	05/02/2019	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

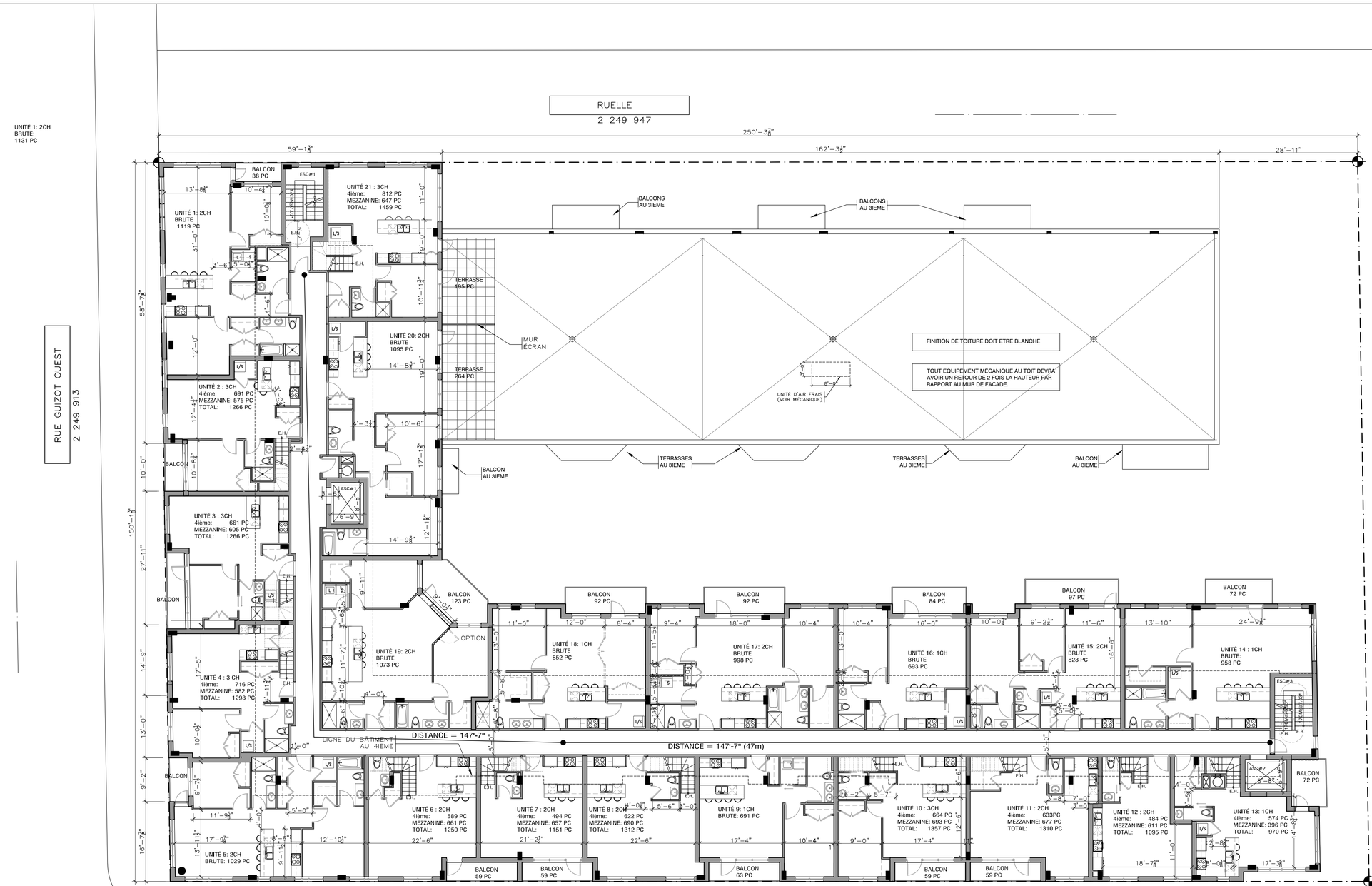
Ordre des architectes du Québec
3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN 3 IEME ETAGE

echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 14/06/2018	revision no.
dessine/drawn BC/MKH/MM	dessin/drawing no. A-103
verifie/checked MR	



SUPERFICIE ETAGE 4
18550 PC

1 / A-104 PLAN DU 4 IEME ETAGE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_ plans ensemble.dwg – 2019.10.08 – 9:44AM – Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 08.10.2019
V	17/09/2019	EMIS POUR APPROBATION
U	31/07/2019	EMIS POUR DISCUSSION
T	29/07/2019	EMIS POUR DISCUSSION
S	21/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
R	22/05/2019	EMIS POUR DISCUSSION
Q	7/05/2019	EMIS POUR DISCUSSION
P	22/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
O	18/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
N	02/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
M	07/03/2019	EMIS POUR DISCUSSION
L	28/02/2019	EMIS POUR DISCUSSION
K	14/02/2019	EMIS POUR DISCUSSION

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

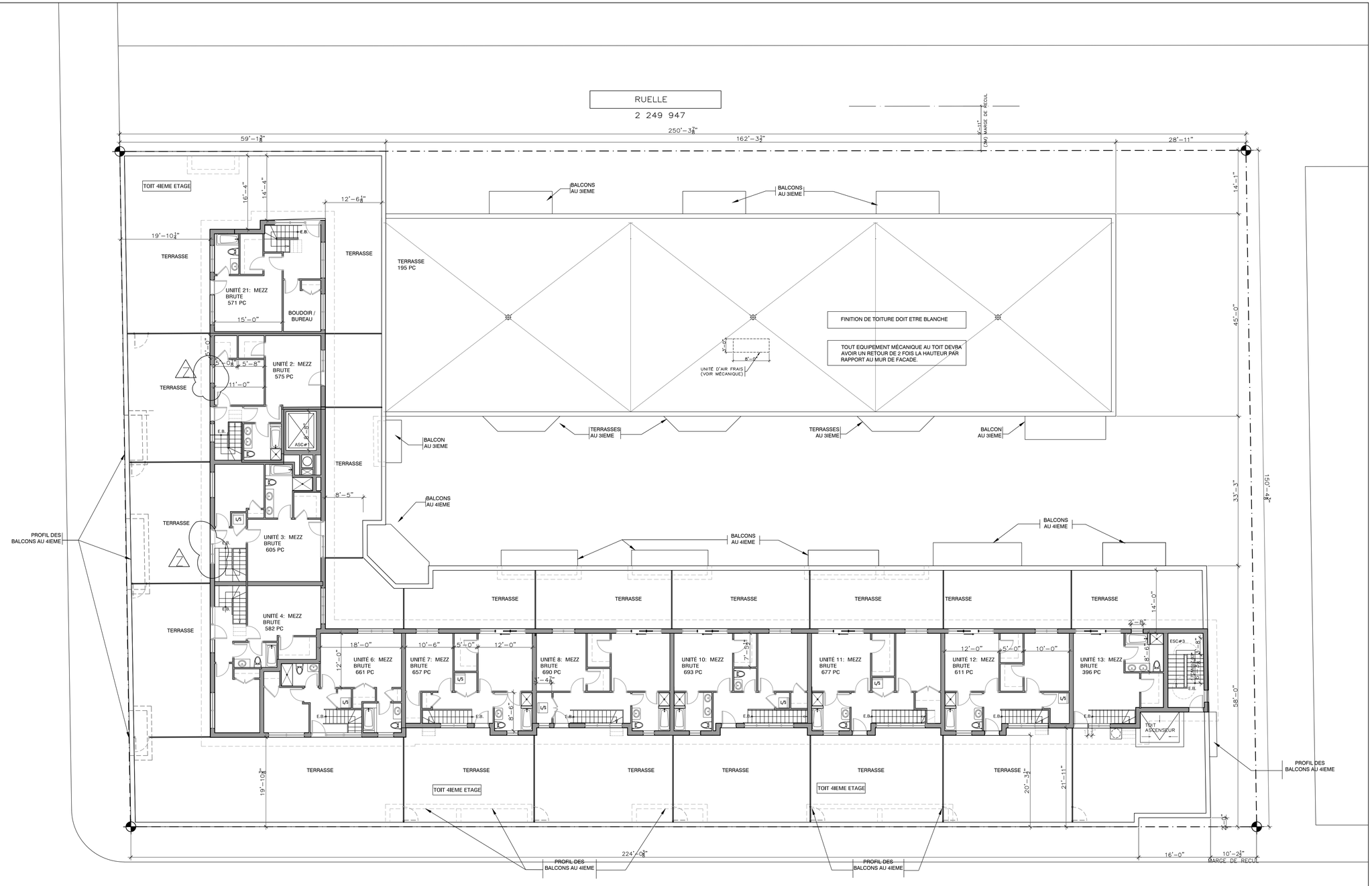


FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN 4 IEME ETAGE

echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 14/06/2018	revision no.
dessine/drawn BC/MKH/MM	dessin/drawing no. A-104
verifie/checked MR	



1 A-105 PLAN MEZZANINE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_ plans ensemble.dwg – 2019.10.25 – 4:30PM – Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 25.10.2019
U	25/10/2019	EMIS POUR APPROBATION
T	15/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
S	29/07/2019	EMIS POUR DISCUSSION
P	21/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
O	06/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
N	22/05/2019	EMIS POUR DISCUSSION
M	22/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
L	18/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
K	02/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
J	07/03/2019	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

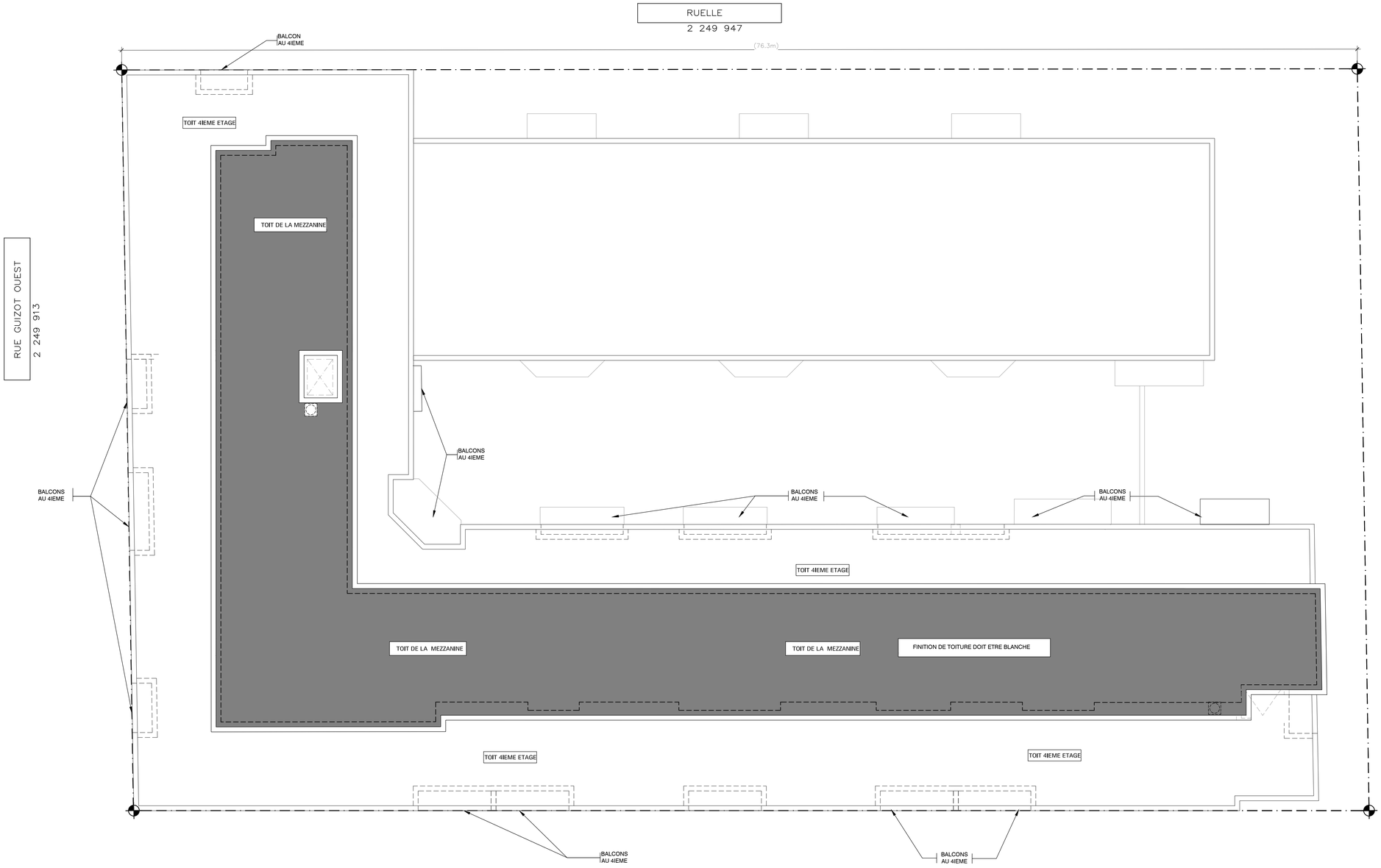
Ordre des architectes du Québec
3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
LAN MEZZANINE

echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 06/06/2019	revision no.
dessine/drawn BC/MKH/RG	dessin/drawing no. A-105
verifie/checked MR	



1 A-106 PLAN DE TOIT
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_ plans ensemble.dwg – 2019.10.08 – 9:44AM – Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 08.10.2019
L	07/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
K	29/07/2019	EMIS POUR DISCUSSION
J	21/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
I	22/05/2019	EMIS POUR DISCUSSION
H	22/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
G	18/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
F	04/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
E	07/01/2019	EMIS POUR DISCUSSION
D	14/08/2018	EMIS POUR DEMANDE D'AVIS PRÉLIMINAIRE
C	01/08/2018	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

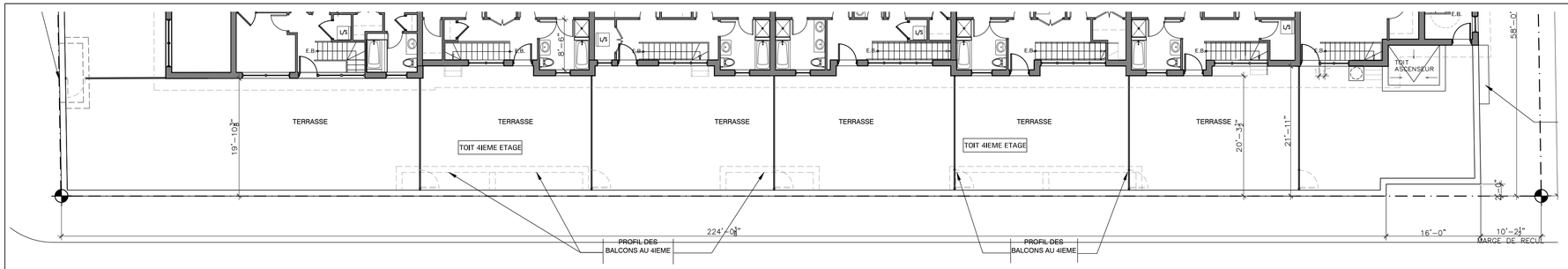
ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC
3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

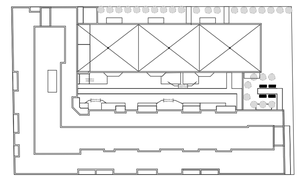
FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN TOIT

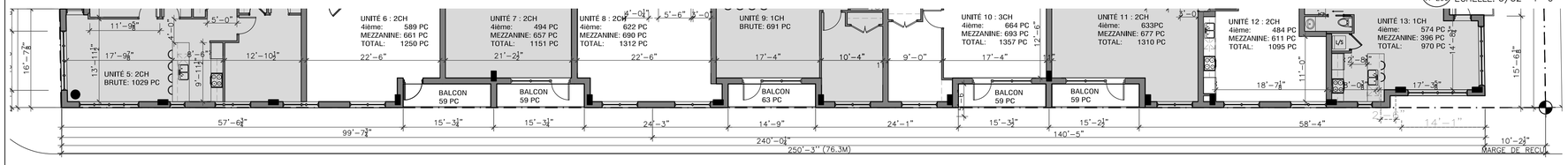
echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 18/06/2018	revision no.
dessine/drawn BC/MKH/MM	dessin/drawing no. A-106
verifie/checked MR	





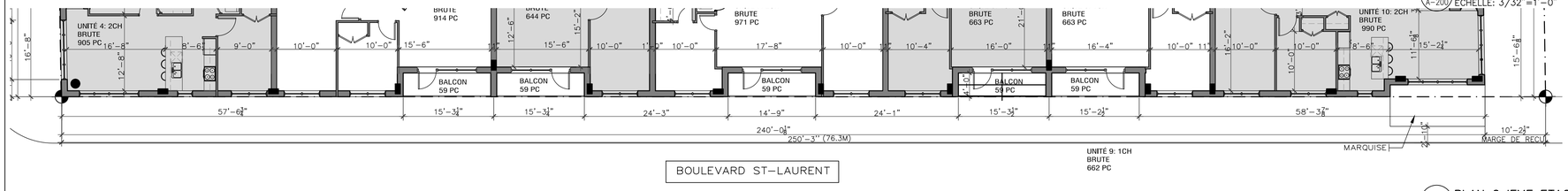
1 A-200

5 A-200 MEZZANINE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



BOULEVARD ST-LAURENT

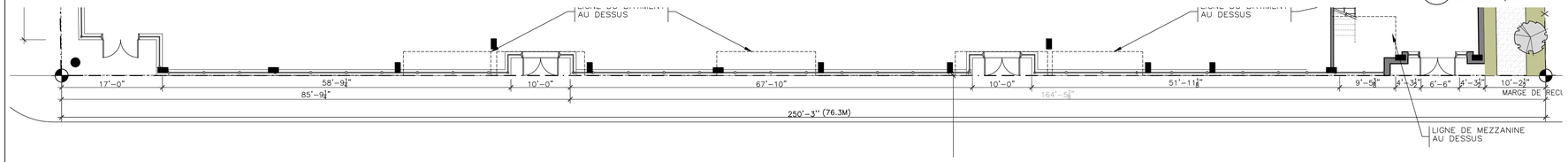
4 A-200 PLAN 4 IEME ETAGE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



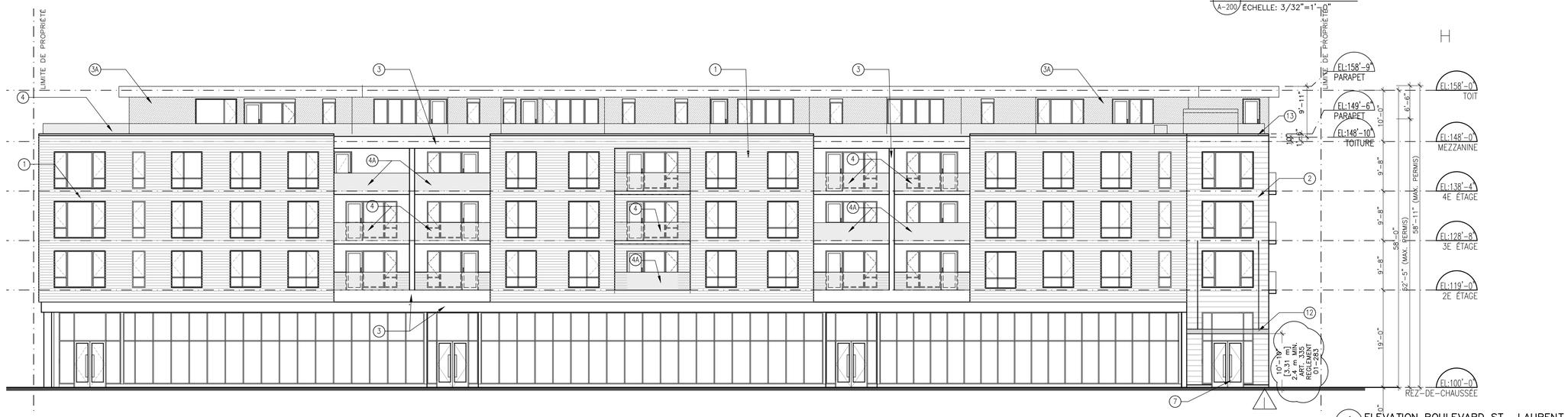
BOULEVARD ST-LAURENT

UNITÉ 9: 1CH
BRUTE
662 PC

3 A-200 PLAN 2 IEME ETAGE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



2 A-200 PLAN RDC
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



1 A-200 ELEVATION BOULEVARD ST- LAURENT
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_A-200-A201- ELEVATIONS.dwg - 2019.10.25 - 4:11PM - Plotted by Anna

LEGENDE MATÉRIAUX

1- REVETEMENT DE BRIQUE FORMAT CSR
1A- SECTION DE BRIQUE, EN RETRAIT
2- REVETEMENT DE PIERRE PRÉFABRIQUÉ DE TYPE ARRISCRAF OU ÉQUIVALENT APPROUVE
3- REVETEMENT MÉTALLIQUE UNI DE TYPE "PANFAB"
3A-REVETEMENT MÉTALLIQUE UNI DE TYPE "AD-300"
4- GARDE-CORPS EN PANNEAUX DE VERRE TREMPÉ CLAIR
4A-GARDE-CORPS EN VERRE OPAQUE
5- DEVANTURE COMMERCIALE EN ALUMINIUM OU MUR RIDEAU
6- FENÊTRE EN ALUMINUM - CADRE COULEUR NOIR
7- PORTE COMMERCIAL ISOLÉE EN ALUMINIUM
8- PORTE EN ACIER ISOLÉE.
9- FIXTURE ÉLECTRIQUE TYPE (VOIR ÉLECTRICITÉ)
10-PORTE DE GARAGE EN ACIER ISOLÉ
11-PERSIENNE VOIR MÉCANIQUE
12-MARQUISE EN VERRE ET ACIER AVEC CABLE
13-SOLIN MÉTALLIQUE
14-FIXTURE D'ECLAIRAGE

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 25.10.2019
I	25/10/2019	EMIS POUR APPROBATION
H	15/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
G	31/07/2019	EMIS POUR APPROBATION
F	29/07/2019	EMIS POUR APPROBATION
E	21/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
D	06/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
C	29/05/2019	EMIS POUR CLIENT
B	04/04/2019	EMIS POUR DISCUSSION
A	03/08/2019	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec # 3672 MARC RASMUSSEN ARCHITECTE

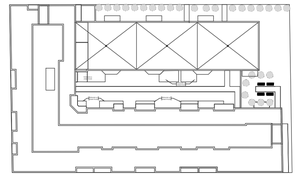
FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
ELEVATION ST-LAURENT

echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 21/06/2019	revision no.
dessine/drawn RC/MKH/RG	dessin/drawing no. A-200
verifie/checked MR	

8300 BOULEVARD ST-LAURENT	
25/10/2019 ELEVATION BLD. ST-LAURENT A-200	
NUMERO	CALCUL DES OUVERTURES
	SUPERFICIE OUVERTURES
1	71.65
2	71.65
3	71.65
4	17.91
5	17.91
6	17.91
7	43.00
8	43.00
9	43.00
10	43.00
11	43.00
12	43.00
13	43.00
14	43.00
15	43.00
16	73.32
17	73.32
18	29.00
19	71.65
20	71.65
21	71.65
22	43.00
23	43.00
24	43.00
25	43.00
26	43.00
27	43.00
28	73.32
29	73.32
30	73.32
31	43.00
32	43.00
33	43.00
34	43.00
35	43.00
36	43.00
37	73.32
38	73.32
39	73.32
40	73.32
41	73.32
42	73.32
43	43.00
44	43.00
45	43.00
46	43.00
43	43.00
48	43.00
49	43.00
50	43.00
51	43.00
52	17.91
53	17.91
54	17.91
55	71.65
56	71.65
57	71.65
58	59.66
59	73.32
60	17.91
61	116.54
62	17.91
63	17.91
64	121.28
65	17.91
66	17.91
67	28.88
68	87.68
69	17.91
70	87.68
71	17.91
72	70.48
73	66.19
74	28.88
TOTAL:	3,743.79

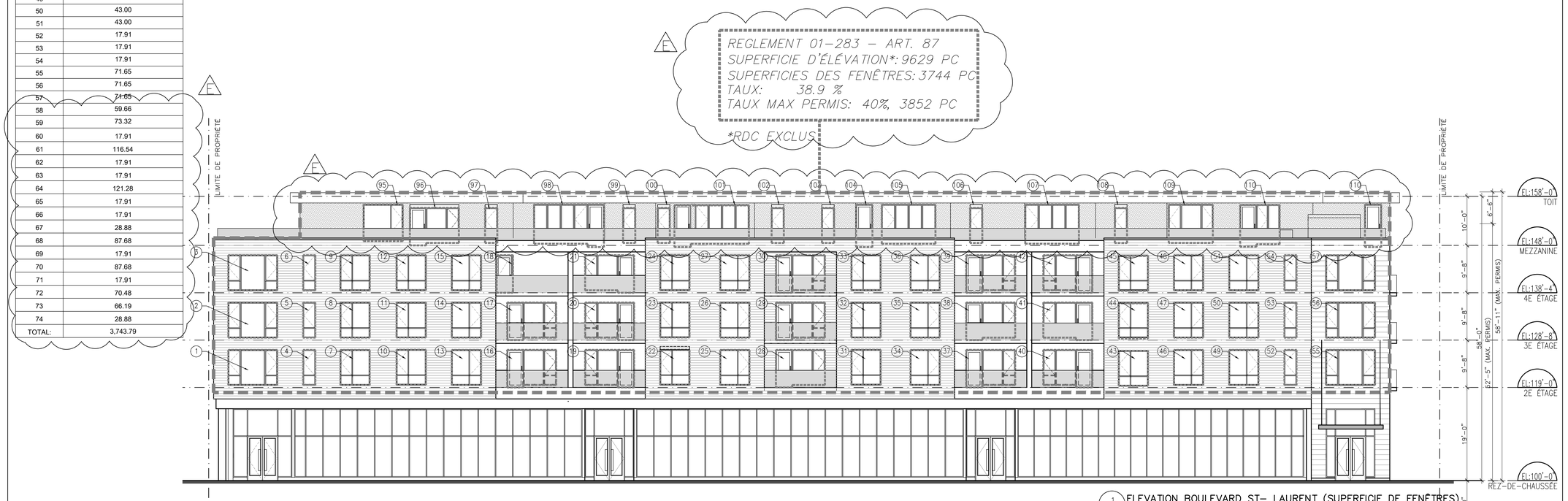


1 A-200

E

REGLEMENT 01-283 - ART. 87
SUPERFICIE D'ÉLÉVATION*: 9629 PC
SUPERFICIES DES FENÊTRES: 3744 PC
TAUX: 38.9 %
TAUX MAX PERMIS: 40%, 3852 PC

*RDC EXCLUS



1 A-200-A ELEVATION BOULEVARD ST- LAURENT (SUPERFICIE DE FENÊTRES)
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_A-200-A201- ELEVATIONS.dwg - 2019.10.25 - 2:27PM - Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
E	25/10/2019	EMIS POUR APPROBATION
D	07/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
C	31/07/2019	EMIS POUR APPROBATION
B	29/07/2019	EMIS POUR APPROBATION
A	12/07/2019	EMIS POUR APPROBATION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

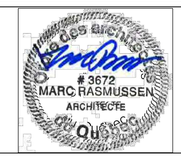
DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 25.10.2019

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:



FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

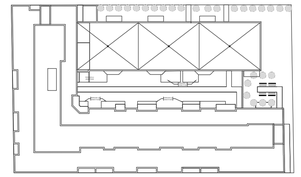
titre du dessin/drawing title
ELEVATION ST-LAURENT
SUPERFICIE DE FENÊTRES

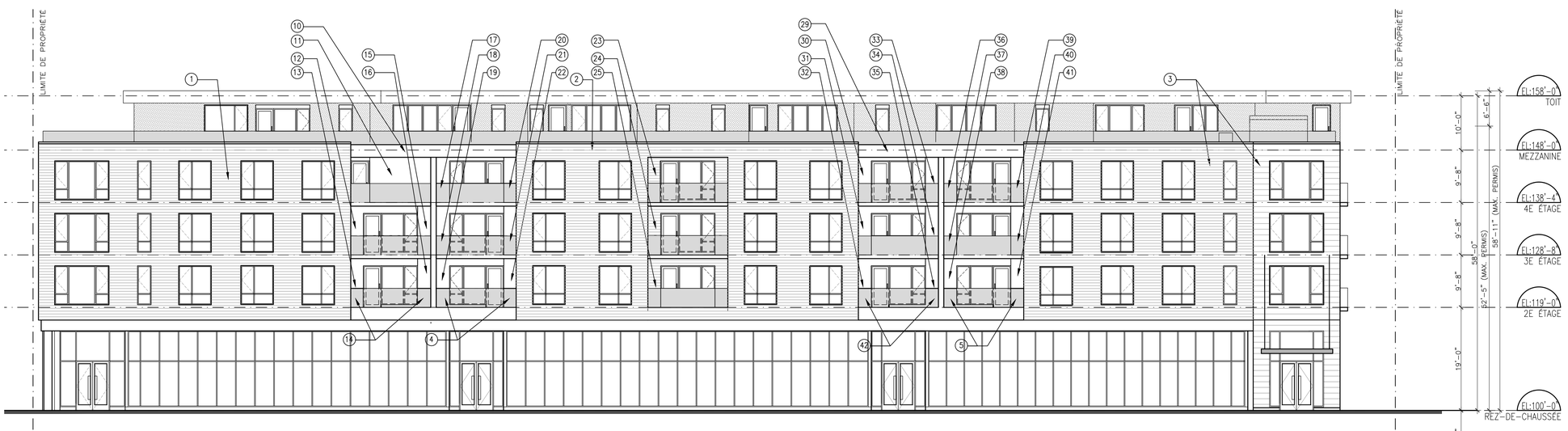
echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 12/07/2019	revision no.
dessine/drawn AG	dessin/drawing no. A-200-A
verifie/checked MR	

8300 BOULEVARD ST-LAURENT	
26/07/2019	ELEVATION BLD. ST-LAURENT A-200
NUMERO	CALCUL DES MATÉRIAUX
	SUPERFICIE MACONNERIE
1	1235.6
2	1167.8
3	1259.2
4	20.0
14	20.0
5	20.0
23	45.4
24	56.1
25	56.1
42	20.0
TOTAL:	3900.1

8300 BOULEVARD ST-LAURENT	
26/07/2019	ELEVATION BLD. ST-LAURENT A-200
NUMERO	CALCUL DES MATÉRIAUX
	SUPERFICIE REVETEMENT METALLIQUE
10	170.0
11	93.7
12	34.1
13	27.0
15	22.4
16	12.5
17	27.3
18	35.6
19	27.0
20	19.0
21	20.5
22	12.5
29	170.0
30	27.3
31	35.6
32	26.5
33	19.9
34	21.5
35	13.2
36	27.3
37	35.6
38	26.5
39	19.9
40	21.5
41	13.2
TOTAL:	959.2

CALCUL DESMATÉRIAUX		
	SUPERFICIE DES MATÉRIAUX FAÇADE (PC)	POURCENTAGE
MACONNERIE	3,900.1	80.3%
REVETEMENT METALLIQUE	959.2	19.7%
TOTAL	4,859.3	100.0%





1 A-200-B ELEVATION BOULEVARD ST- LAURENT (POURCENTAGE DES MATÉRIAUX)
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_A-200-A201- ELEVATIONS.dwg - 2019.08.07 - 3:57PM - Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devrant etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
D	07/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
C	31/07/2019	EMIS POUR APPROBATION
B	29/07/2019	EMIS POUR APPROBATION
A	12/07/2019	EMIS POUR APPROBATION

DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 07.08.2019

no.	date J/M/A	description

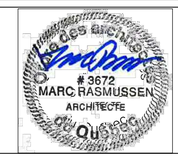
ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

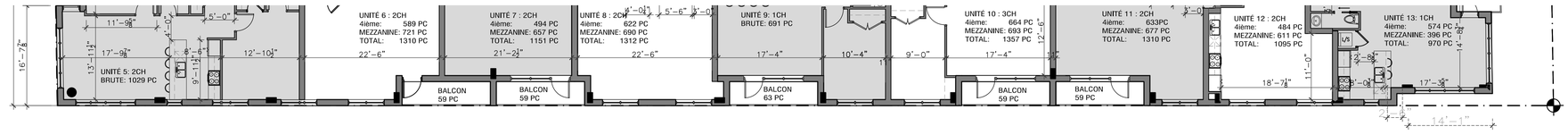


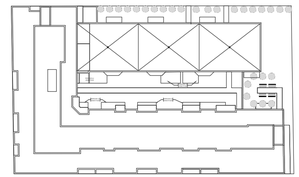
FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
ELEVATION ST-LAURENT
POURCENTAGE DES MATÉRIAUX

echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 26/07/2019	revision no.
dessine/drawn AG	dessin/drawing no. A-200-B
verifie/checked MR	

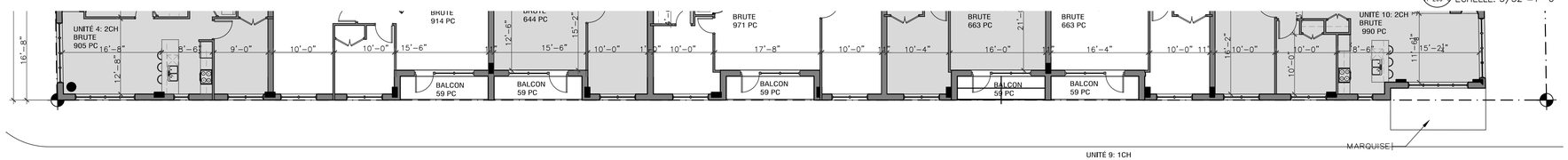




1 A-200

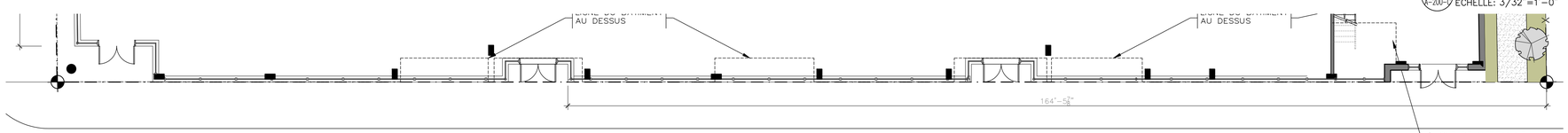
BOULEVARD ST-LAURENT

4 A-200-0 PLAN 4 IEME ETAGE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



BOULEVARD ST-LAURENT

3 A-200-0 PLAN 2 IEME ETAGE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



2 A-200-0 PLAN RDC
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

SUPERFICIE SECTION : A	1730 P.C
SUPERFICIE SECTION : B	139 P.C
SUPERFICIE SECTION : D	758 P.C
SUPERFICIE SECTION : F	749 P.C
SUPERFICIE SECTION : G	139 P.C
SUPERFICIE SECTION : I	1271 P.C
SUPERFICIE SECTION : L	897 P.C
SUPERFICIE SECTION : N	1018 P.C
SUPERFICIE SECTION : P	907 P.C
SUPERFICIE SECTION : Q	741 P.C

SUPERFICIE TOTALE (A+B+D+I+L+P+Q+F+G)	8349 P.C
SUPERFICIE TOTALE DE L'ELEVATION	11609 P.C
POURCENTAGE D'ALIGNEMENT	71.91%

SUPERFICIE SECTION : C1 @ C6	776 P.C
SUPERFICIE SECTION : E1 @ E3	388 P.C
SUPERFICIE SECTION : H1 @ H6	776 P.C
SUPERFICIE SECTION : M	151 P.C
SUPERFICIE SECTION : O	151 P.C

SUPERFICIE TOTALE (C1@C6 +E1@E3+H1@H6+M+O)	2242 P.C
SUPERFICIE TOTALE DE L'ELEVATION	11609 P.C
POURCENTAGE EN RETRAIT (1)	19.31%

SUPERFICIE SECTION : K2	199 P.C
SUPERFICIE TOTALE DE L'ELEVATION	11609 P.C
POURCENTAGE EN RETRAIT (2)	1.71 %

SUPERFICIE SECTION K1 45 P.C	
SUPERFICIE TOTALE DE L'ELEVATION	11609 P.C
POURCENTAGE EN RETRAIT (3)	0.38 %

SUPERFICIE SECTION J 774 P.C	
SUPERFICIE TOTALE DE L'ELEVATION	11609 P.C
POURCENTAGE EN RETRAIT (4)	6.66%

8300 BOULEVARD ST-LAURENT	
26/07/2019 BLD. ST-LAURENT A-200	ELEVATION
SUPERFICIE TOTALE ELEVATION	11609 PC
POURCENTAGE D'ALIGNEMENT	71.91%
POURCENTAGE RETRAIT(1+2+3+4)	28.09%
TOTAL:	100.00%



1 A-200-0 ELEVATION BOULEVARD ST- LAURENT (POURCENTAGE D'ALIGNEMENT)
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_A-200-A201- ELEVATIONS.dwg - 2019.08.07 - 3:57PM - Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 07-08-2019
C	07/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
B	31/07/2019	EMIS POUR APPROBATION
A	29/07/2019	EMIS POUR APPROBATION

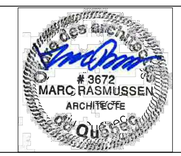
ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

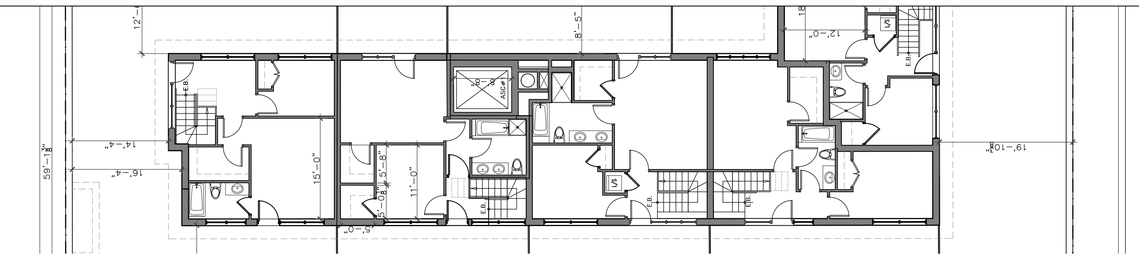


FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

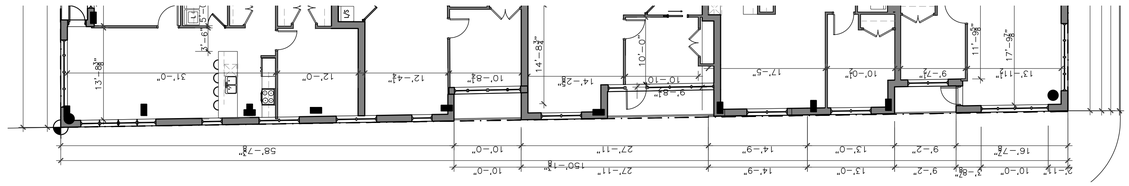
titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
ELEVATION ST-LAURENT
POURCENTAGE D'ALIGNEMENT

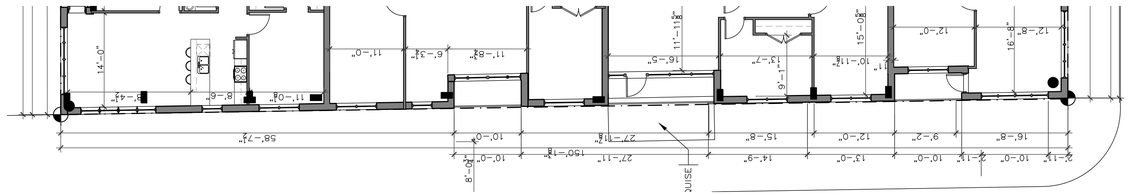
echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 24/07/2019	revision no.
dessine/drawn AG	dessin/drawing no. A-200-C
verifie/checked MR	



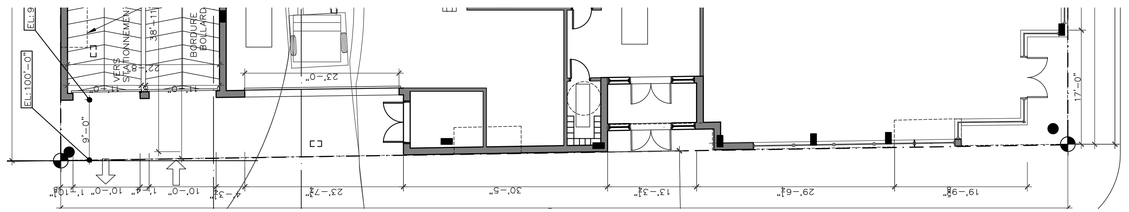
4 A-201 MEZZANINE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



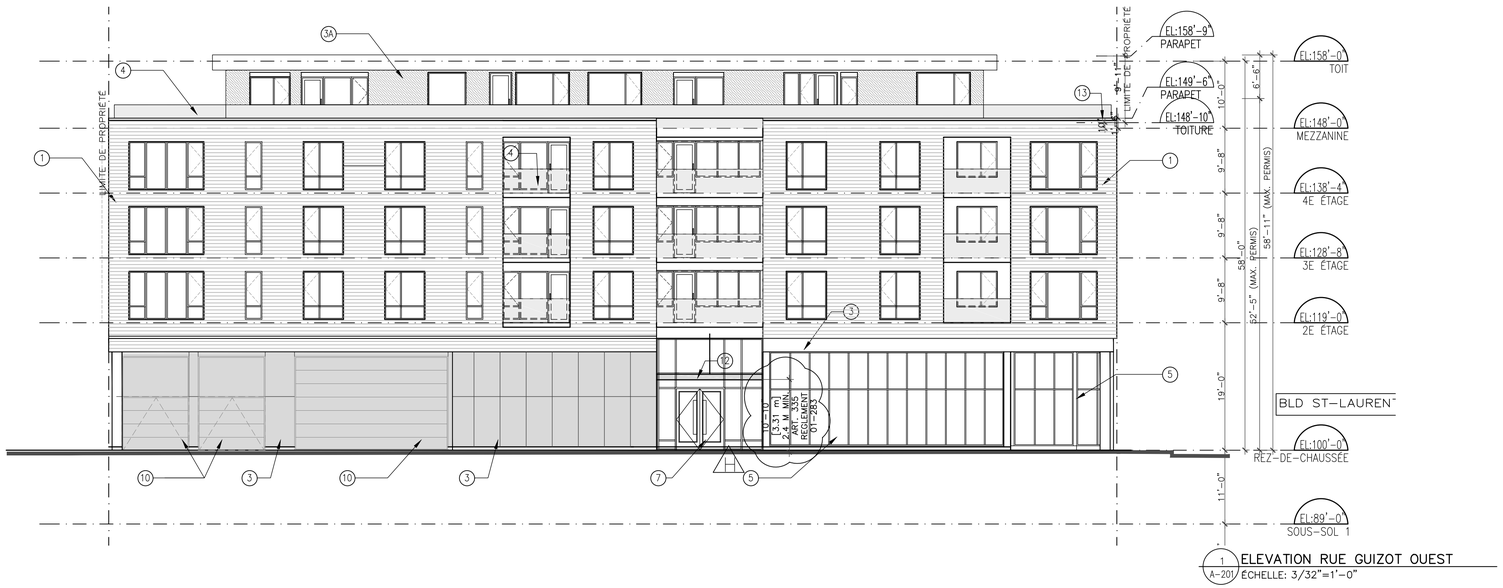
PLAN 4 IEME ETAGE
A-201 ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



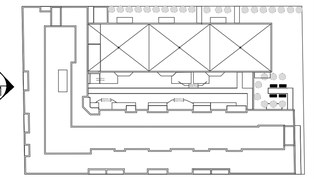
3 A-201 PLAN 2 IEME ETAGE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



2 A-201 PLAN RDC
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



1 A-201 ELEVATION RUE GUIZOT OUEST
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



2 A-201

BOULEVARD ST-LAURENT

LEGENDE MATÉRIAUX

1- REVETEMENT DE BRIQUE FORMAT CSR
1A- SECTION DE BRIQUE. EN RETRAIT
2- REVETEMENT DE PIERRE PRÉFABRIQUÉ DE TYPE ARRISCRAF OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
3- REVETEMENT MÉTALLIQUE UNI DE TYPE "PANFAB"
3A- REVETEMENT MÉTALLIQUE UNI DE TYPE "AD-300"
4- GARDE-CORPS EN PANNEAUX DE VERRE TREMPÉ CLAIR
4A- GARDE-CORPS EN VERRE OPAQUE
5- DEVANTURE COMMERCIALE EN ALUMINIUM OU MUR RIDEAU
6- FENÊTRE EN ALUMINIUM – CADRE COULEUR NOIR
7- PORTE COMMERCIAL ISOLÉE EN ALUMINIUM
8- PORTE EN ACIER ISOLÉE.
9- FIXTURE ÉLECTRIQUE TYPE (VOIR ÉLECTRICITÉ)
10- PORTE DE GARAGE EN ACIER ISOLÉ
11- PERSIENNE VOIR MÉCANIQUE
12- MARQUISE EN VERRE ET ACIER AVEC CABLE
13- SOLIN MÉTALLIQUE
14- FIXTURE D'ÉCLAIRAGE

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 25.10.2019
H	25/10/2019	EMIS POUR APPROBATION
G	17/09/2019	EMIS POUR APPROBATION
F	15/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
E	07/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
D	31/07/2019	EMIS POUR APPROBATION
C	29/07/2019	EMIS POUR DISCUSSION
B	21/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
A	06/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec # 3672 MARC RASMUSSEN ARCHITECTE

FISCHER RASMUSSEN WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
ELEVATION GUIZOT OUEST

echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 21/06/2019	revision no.
dessine/drawn BC/MKH/RG	dessin/drawing no. A-201
verifie/checked MR	

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_A-200-A201- ELEVATIONS.dwg – 2019.10.25 – 4:08PM – Plotted by Anna

8300 BOULEVARD ST-LAURENT	
17/09/2019 ELEVATION BLD. GUIZOT OUEST A-201	
NUMERO	CALCUL DES OUVERTURES
	SUPERFICIE OUVERTURES
59	80.22
60	80.22
61	80.22
62	17.91
63	17.91
64	17.91
65	43.00
66	43.00
67	43.00
68	43.00
69	43.00
70	43.00
71	17.91
72	17.91
73	17.91
74	73.32
75	73.32
76	73.32
77	43.00
78	43.00
79	43.00
80	90.26
81	90.26
82	90.26
83	43.00
84	43.00
85	43.00
86	43.00
87	43.00
88	43.00
89	31.77
90	31.77
91	31.77
92	71.65
93	71.65
94	71.65
112	30.00
113	72.20
114	42.25
115	28.88
116	59.66
117	59.66
118	57.36
119	66.49
120	17.91
121	59.66
TOTAL:	2,288.19

F

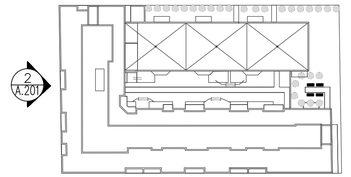
F

REGLEMENT 01-283 – ART. 87
SUPERFICIE D'ÉLÉVATION*: 5743 PC
SUPERFICIES DES FENÊTRES: 2288 PC
TAUX: 39.8 %
TAUX MAX PERMIS: 40%, 2297 PC
*RDC EXCLUS

F



1 A-201 ELEVATION RUE GUIZOT OUEST (SUPERFICIE DE FENÊTRES)
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
F	25/10/2019	EMIS POUR APPROBATION
E	17/09/2019	EMIS POUR APPROBATION
D	07/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
C	31/07/2019	EMIS POUR APPROBATION
B	29/07/2019	EMIS POUR APPROBATION
A	12/07/2019	EMIS POUR APPROBATION

DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 25.10.2019

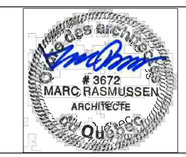
ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design intérieur:

sceau:



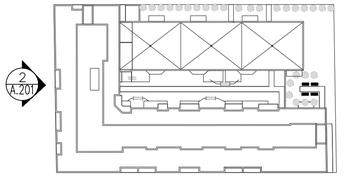
FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
ELEVATION GUIZOT OUEST
SUPERFICIE DE FENÊTRES

echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 12/07/2019	revision no.
dessine/drawn AG	dessin/drawing no. A-201-A
verifie/checked MR	

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_A-200-A201- ELEVATIONS.dwg – 2019.10.25 – 3:27PM – Plotted by Anna



8300 BOULEVARD ST-LAURENT	
26/07/2019 ELEVATION RUE GUIZOT O A-201	
NUMERO	CALCUL DES MATÉRIAUX SUPERFICIE MACONNERIE
1	1,584.11
2	964.94
TOTAL:	2,549.05

8300 BOULEVARD ST-LAURENT	
26/07/2019 ELEVATION RUE GUIZOT O A-201	
NUMERO	CALCUL DES MATÉRIAUX SUPERFICIE REVETEMENT METALLIQUE
11	33.34
12	52.86
13	51.53
14	58.19
15	58.19
TOTAL:	254.11

	SUPERFICIE DES MATÉRIAUX FAÇADE (PC)	POURCENTAGE
MACONNERIE	2,549.05	90.93%
REVETEMENT METALLIQUE	254.11	9.07%
TOTAL	2,803.16	100.00%



1 / A-201-B ELEVATION RUE GUIZOT OUEST (POURCENTAGE DES MATÉRIAUX)
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

C:\Users\anna\desktop\temp-autosave\AcPublish_1157608\18-03_A-200-A201- ELEVATIONS.dwg - 2019.10.08 - 10:01AM - Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
E	17/09/2019	EMIS POUR APPROBATION
D	07/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
C	31/07/2019	EMIS POUR APPROBATION
B	29/07/2019	EMIS POUR APPROBATION
A	12/07/2019	EMIS POUR APPROBATION

DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 08.10.2019

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:



FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title

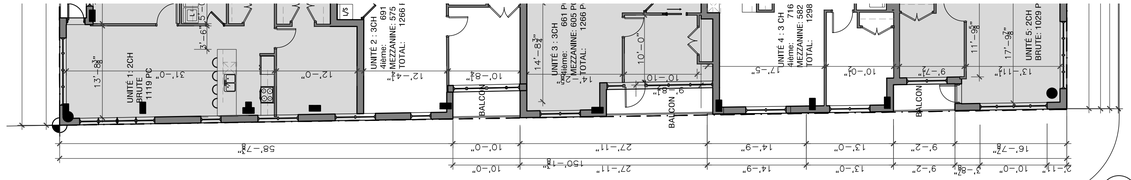
Nouveau Projet Residentiel et commercial

8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

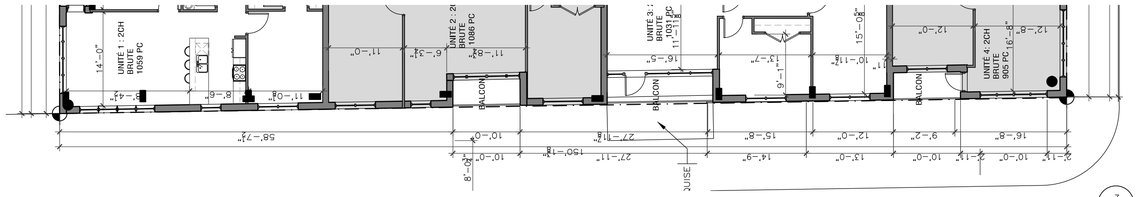
titre du dessin/drawing title

ELEVATION GUIZOT OUEST
POURCENTAGE DES MATÉRIAUX

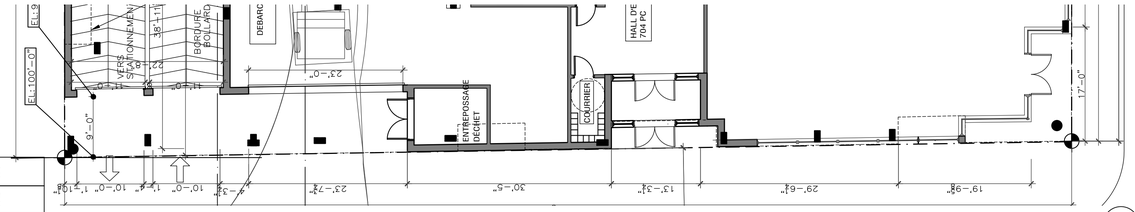
echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 12/07/2019	revision no.
dessine/drawn AG	dessin/drawing no. A-201-B
verifie/checked MR	



1 PLAN 4 IEME ETAGE
A-201-C ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



3 PLAN 2 IEME ETAGE
A-201-C ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



2 PLAN RDC
A-201-C ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

SUPERFICIE SECTION : A 1763 P.C
SUPERFICIE SECTION : B 427 P.C
SUPERFICIE SECTION : D 884 P.C
SUPERFICIE SECTION : F 493 P.C
SUPERFICIE SECTION : H 175 P.C
SUPERFICIE SECTION : J 773 P.C
SUPERFICIE SECTION : L 553 P.C

SUPERFICIE SECTION K 270 P.C
SUPERFICIE SECTION M 147 P.C

SUPERFICIE SECTION C1@C3 260 P.C
SUPERFICIE SECTION : E1 @E3 417 P.C
SUPERFICIE SECTION : G1 @G3 263 P.C

SUPERFICIE TOTALE (A+B+D+F+H+J+L) 5065 P.C
SUPERFICIE TOTALE DE L'ELEVATION 7260 P.C
POURCENTAGE D'ALIGNEMENT 69.76%

SUPERFICIE TOTALE (K+M) 417 P.C
SUPERFICIE TOTALE DE L'ELEVATION 7260 P.C
POURCENTAGE EN RETRAIT (1) 5.74%

SUPERFICIE SECTION : I ### P.C
SUPERFICIE TOTALE DE L'ELEVATION 7260 P.C
POURCENTAGE EN RETRAIT (2) 10.41%

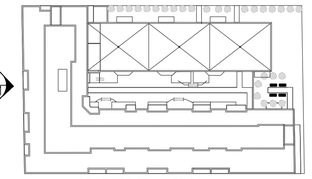
SUPERFICIE TOTALE (C1@C3+E1@E3+G1@G3) 940 P.C
SUPERFICIE TOTALE DE L'ELEVATION 7260 P.C
POURCENTAGE EN RETRAIT (3) 12.94%

SUPERFICIE SECTION N 83 P.C
SUPERFICIE TOTALE DE L'ELEVATION 7260 P.C
POURCENTAGE EN RETRAIT (4) 1.14%



1 ELEVATION RUE GUIZOT OUEST (POURCENTAGE D'ALIGNEMENT)
A-201-C ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

8300 BOULEVARD ST-LAURENT	
26/07/2019 ELEVATION BLD. GUIZOT OUEST A-201	
SUPERFICIE TOTALE ELEVATION	7260 PC
POURCENTAGE D'ALIGNEMENT	69.76%
POURCENTAGE RETRAIT(1+2+3+4)	30.24%
TOTAL:	100.00%



BOULEVARD ST-LAURENT

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 08.10.2019
E	17/09/2019	EMIS POUR APPROBATION
D	07/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
C	31/07/2019	EMIS POUR APPROBATION
B	29/07/2019	EMIS POUR APPROBATION
A	12/07/2019	EMIS POUR APPROBATION

no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des ingénieurs du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE
Québec

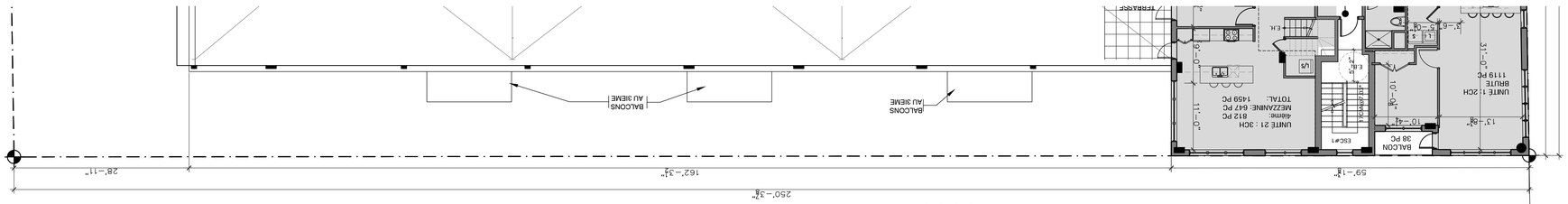
FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

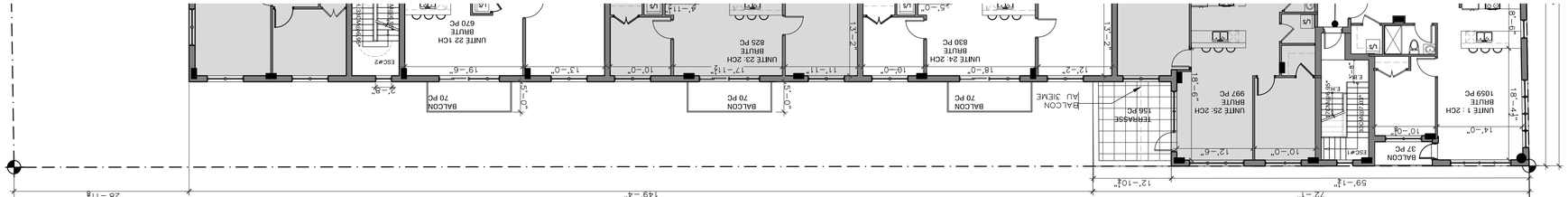
titre du dessin/drawing title
ELEVATION GUIZOT OUEST
POURCENTAGE D'ALIGNEMENT

echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 12/07/2019	revision no.
dessine/drawn AG	dessin/drawing no. A-201-C
verifie/checked MR	

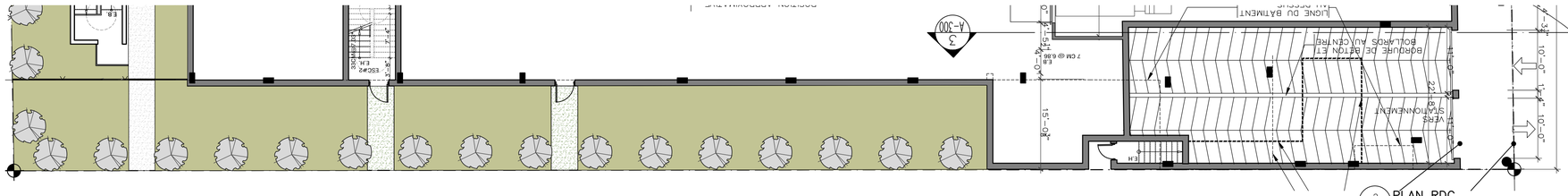
C:\Users\anna\desktop\temp-autosave\AcPublish_1157608\18-03_A-200-A201- ELEVATIONS.dwg - 2019.10.08 - 10:01AM - Plotted by Anna



4 MEZZANINE
A-200 ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



3 PLAN 2 IEME ETAGE
A-200 ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



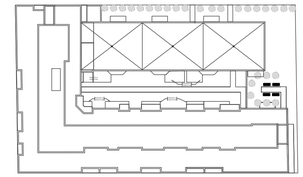
2 PLAN RDC
A-200 ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



1 ELEVATION RUELLE
A-202 ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_A-202-A203- ELEVATIONS.dwg - 2019.10.08 - 9:33AM - Plotted by Anna

3 A-202



BOULEVARD ST-LAURENT

LEGENDE MATÉRIAUX

1- REVETEMENT DE BRIQUE FORMAT CSR
1A- SECTION DE BRIQUE. EN RETRAIT
2- REVETEMENT DE PIERRE PRÉFABRIQUÉ DE TYPE ARRISCRAF OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
3- REVETEMENT MÉTALLIQUE UNI DE TYPE "PANFAB"
3A- REVETEMENT MÉTALLIQUE UNI DE TYPE "AD-300"
4- GARDE-CORPS EN PANNEAUX DE VERRE TREMPÉ CLAIR
4A- GARDE-CORPS EN VERRE OPAQUE
5- DEVANTURE COMMERCIALE EN ALUMINIUM OU MUR RIDEAU
6- FENÊTRE EN ALUMINIUM - CADRE COULEUR NOIR
7- PORTE COMMERCIAL ISOLÉE EN ALUMINIUM
8- PORTE EN ACIER ISOLÉE.
9- FIXTURE ÉLECTRIQUE TYPE (VOIR ÉLECTRICITÉ)
10- PORTE DE GARAGE EN ACIER ISOLÉ
11- PERSIENNE VOIR MÉCANIQUE
12- MARQUISE EN VERRE ET ACIER AVEC CABLE
13- SOLIN MÉTALLIQUE
14- FIXTURE D'ECLAIRAGE

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 08.10.2019
D	08/10/2019	EMIS POUR APPROBATION
C	07/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
B	21/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
A	06/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION

ISSUES

no.	date J/M/A	description

mécanique-électricité:

structure:

design intérieur:

sceau:



FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title

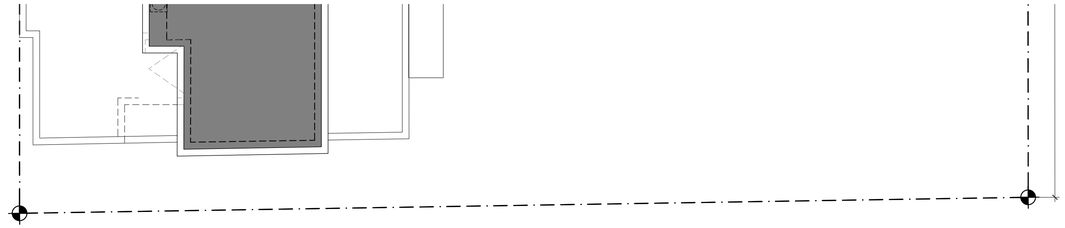
Nouveau Projet Residentiel et commercial

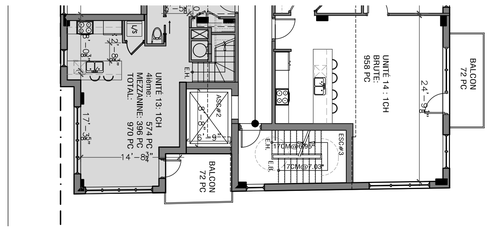
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

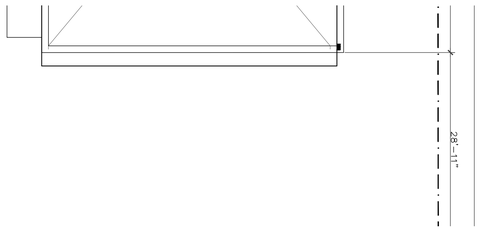
titre du dessin/drawing title

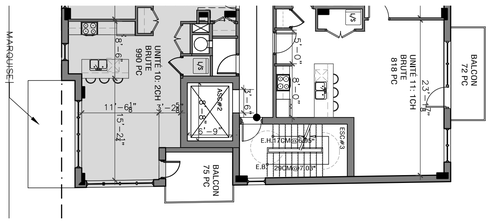
ELEVATION RUELLE

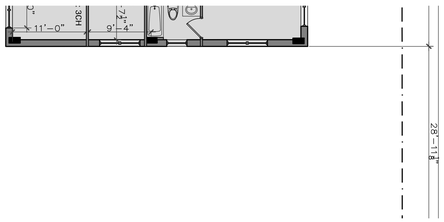
echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 21/06/2019	revision no.
dessine/drawn BC/MKH/RG	dessin/drawing no. A-202
verifie/checked MR	



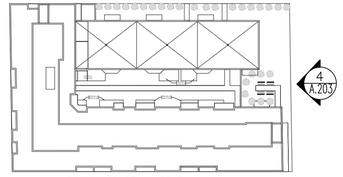












5 / A-203 TOIT
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

4 / A-203 MEZZANINE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

3 / A-203 PLAN 2 IEME ETAGE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

2 / A-203 PLAN RDC
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

1 / A-203 ELEVATION NORD
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

LEGENDE MATÉRIAUX

1- REVETEMENT DE BRIQUE FORMAT CSR
1A- SECTION DE BRIQUE, EN RETRAIT
2- REVETEMENT DE PIERRE PRÉFABRIQUÉ DE TYPE ARRISCRAF OU ÉQUIVALENT APPROUVE
3- REVETEMENT MÉTALLIQUE UNI DE TYPE "PANFAB"
3A- REVETEMENT MÉTALLIQUE UNI DE TYPE "AD-300"
4- GARDE-CORPS EN PANNEAUX DE VERRE TREMPÉ CLAIR
4A-GARDE-CORPS EN VERRE OPAQUE
5- DEVANTURE COMMERCIALE EN ALUMINIUM OU MUR RIDEAU
6- FENÊTRE EN ALUMINIUM – CADRE COULEUR NOIR
7- PORTE COMMERCIAL ISOLÉE EN ALUMINIUM
8- PORTE EN ACIER ISOLÉE.
9- FIXTURE ÉLECTRIQUE TYPE (VOIR ÉLECTRICITÉ)
10-PORTE DE GARAGE EN ACIER ISOLÉ
11-PERSIENNE VOIR MÉCANIQUE
12-MARQUISE EN VERRE ET ACIER AVEC CABLE
13-SOLIN MÉTALLIQUE
14-FIXTURE D'ECLAIRAGE

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 08.08.2019
C	07/08/2019	EMIS POUR APPROBATION
B	21/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION
A	07/06/2019	EMIS POUR DISCUSSION

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

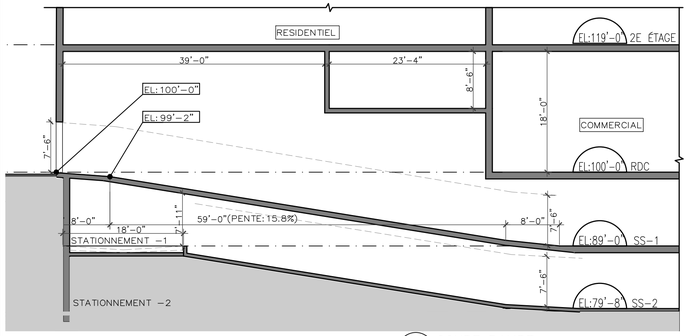


FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

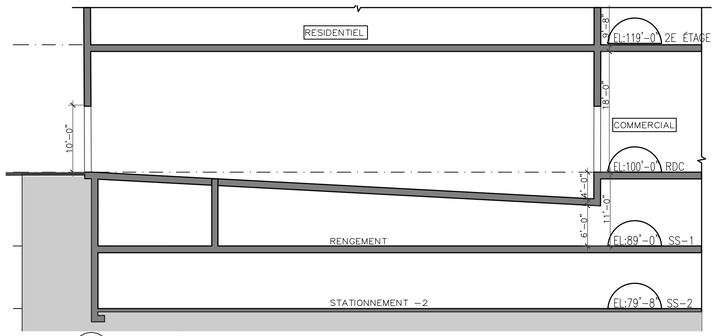
titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
ELEVATION NORD

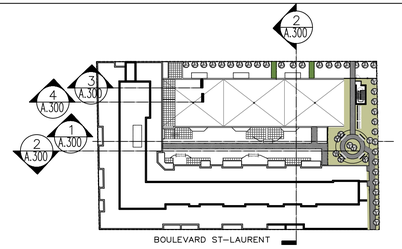
echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 21/06/2019	revision no.
dessine/drawn BC/MKH/MM	dessin/drawing no. A-203
verifie/checked MR	

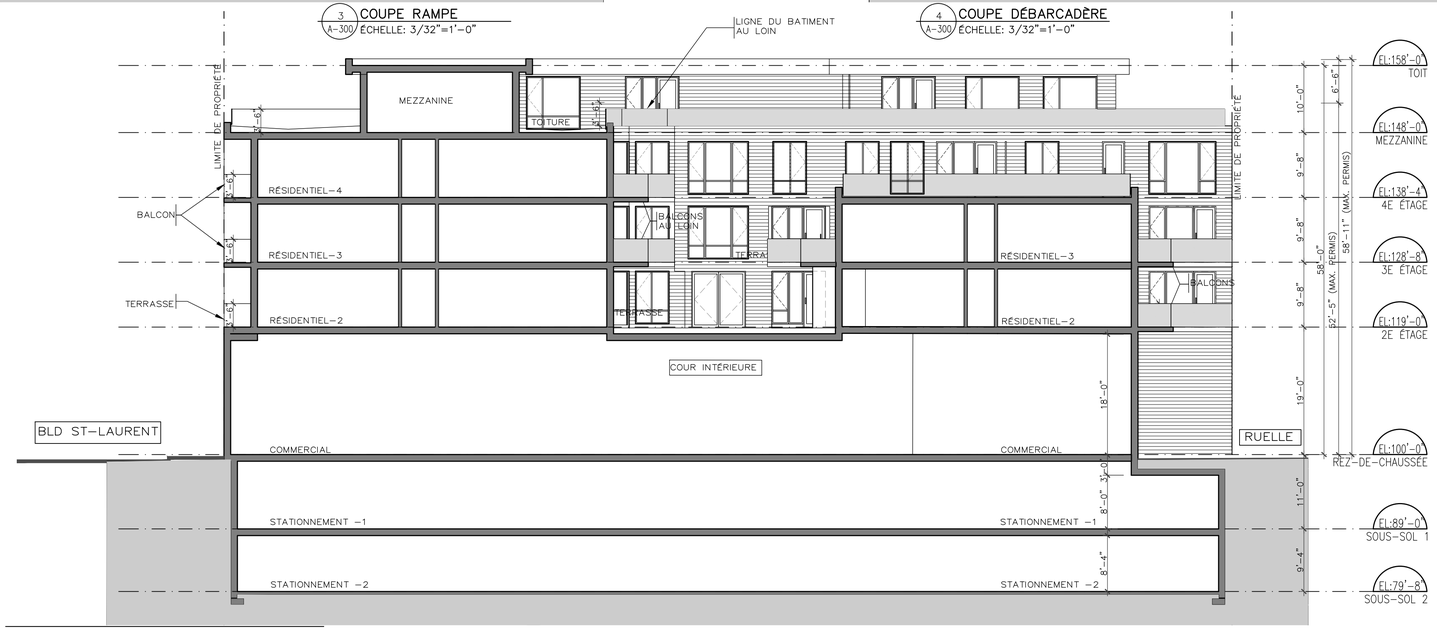


3 A-300 COUPE RAMPE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



4 A-300 COUPE DÉBARCADÈRE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"





LEGENDE MATÉRIAUX
1- REVETEMENT DE BRIQUE FORMAT CSR
1A- SECTION DE BRIQUE. EN RETRAIT
2- REVETEMENT DE PIERRE PRÉFABRIQUÉ DE TYPE ARRISCRAF OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
3- REVETEMENT MÉTALLIQUE UNI DE TYPE "PANFAB"
3A- REVETEMENT MÉTALLIQUE UNI DE TYPE "AD-300"
4- GARDE-CORPS EN PANNEAUX DE VERRE TREMPÉ CLAIR
4A- GARDE-CORPS EN VERRE OPAQUE
5- DEVANTURE COMMERCIALE EN ALUMINIUM OU MUR RIDEAU
6- FENÊTRE EN ALUMINIUM – CADRE COULEUR NOIR
7- PORTE COMMERCIAL ISOLÉE EN ALUMINIUM
8- PORTE EN ACIER ISOLÉE.
9- FIXTURE ÉLECTRIQUE TYPE (VOIR ÉLECTRICITÉ)
10- PORTE DE GARAGE EN ACIER ISOLÉ
11- PERSIENNE VOIR MÉCANIQUE
12- MARQUISE EN VERRE ET ACIER AVEC CABLE
13- SOLIN MÉTALLIQUE

2 A-300 COUPE SCHEMATIQUE – TRANSVERSALE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



1 A-300 COUPE SCHEMATIQUE–LONGITUDINALE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_A-300 COUPES.dwg – 2019.08.07 – 5:08PM – Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
		DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 07.08.2019
G	07/08/2019	ÉMIS POUR APPROBATION
F	25/06/2019	ÉMIS POUR DISCUSSION
E	21/06/2019	ÉMIS POUR DISCUSSION
D	18/06/2019	ÉMIS POUR DISCUSSION
C	30/01/2019	ÉMIS POUR DISCUSSION
B	15/08/2018	ÉMIS POUR DEMANDE D'AVIS PRÉLIMINAIRE
A	01/08/2018	EMIS POUR DISCUSSION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

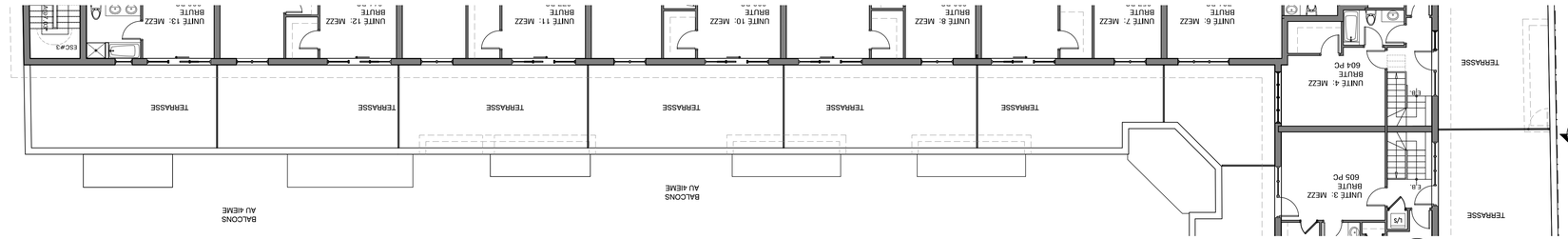


FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

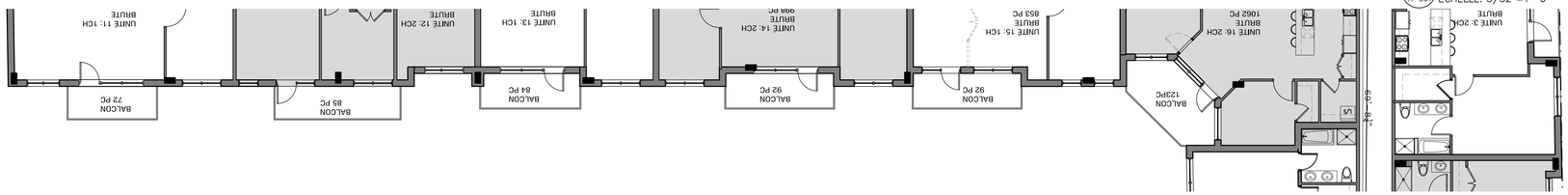
titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
COUPES SCEHEMATIQUES

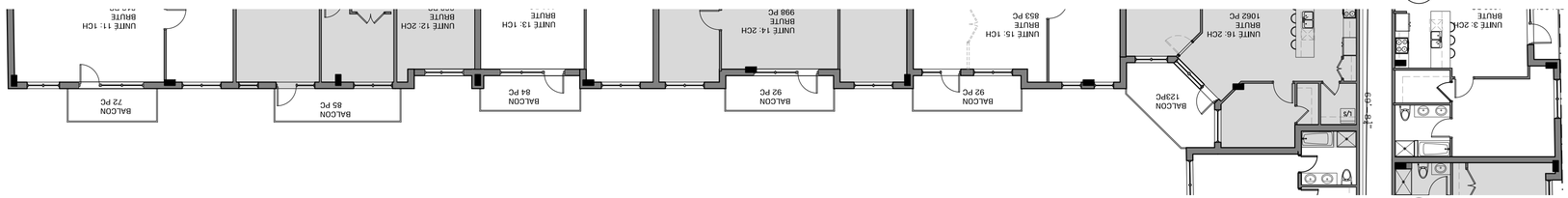
echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 21/06/2019	revision no.
dessine/drawn BC/MKH	dessin/drawing no. A-300
verifie/checked MR	



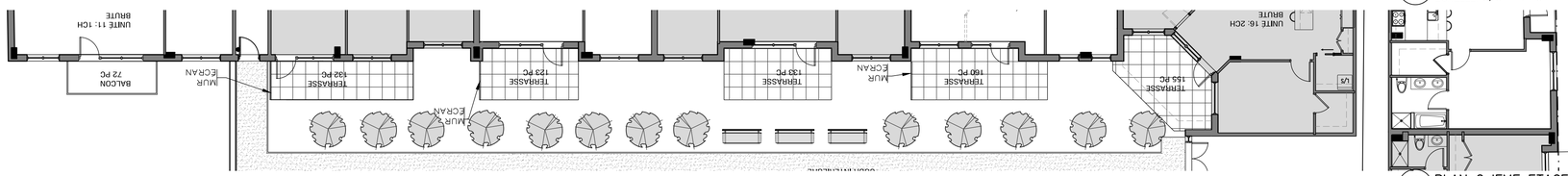
4 A-301 PLAN MEZZANINE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



4 A-301 PLAN 4 IEME ETAGE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



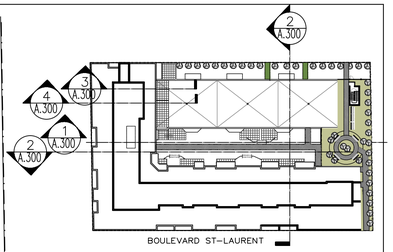
3 A-301 PLAN 3 IEME ETAGE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



2 A-301 PLAN 2 IEME ETAGE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



1 A-301 COUPE SCHEMATIQUE-LONGITUDINALE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"



LEGENDE MATÉRIAUX

1- REVETEMENT DE BRIQUE FORMAT CSR
1A- SECTION DE BRIQUE, EN RETRAIT
2- REVETEMENT DE PIERRE PRÉFABRIQUÉ DE TYPE ARRISCRAF OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ
3- REVETEMENT MÉTALLIQUE UNI DE TYPE "PANFAB"
3A- REVETEMENT MÉTALLIQUE UNI DE TYPE "AD-300"
4- GARDE-CORPS EN PANNEAUX DE VERRE TREMPÉ CLAIR
4A-GARDE-CORPS EN VERRE OPAQUE
5- DEVANTURE COMMERCIALE EN ALUMINIUM OU MUR RIDEAU
6- FENÊTRE EN ALUMINIUM - CADRE COULEUR NOIR
7- PORTE COMMERCIAL ISOLÉE EN ALUMINIUM
8- PORTE EN ACIER ISOLÉE.
9- FIXTURE ÉLECTRIQUE TYPE (VOIR ÉLECTRICITÉ)
10-PORTE DE GARAGE EN ACIER ISOLÉ
11-PERSIENNE VOIR MÉCANIQUE
12-MARQUISE EN VERRE ET ACIER AVEC CABLE
13-SOLIN MÉTALLIQUE

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
A	26/06/2016	EMIS POUR DISCUSSION

DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 07.08.2019

ISSUES

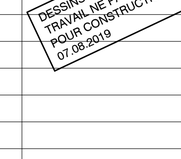
no.	date J/M/A	description

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:



FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370, RUE GUY, SUITE 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
8300-8360, BLD ST-LAURENT, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
COUPES SCEHEMATIQUES

echelle/scale	projet/project no. 18-03
date J/M/A 26/06/2019	revision no.
dessine/drawn RG	dessin/drawing no. A-301
verifie/checked MR	

W:\2018\18-03 St-laurent Tony Rizzo\18-03_A-300 COUPES.dwg - 2019.08.07 - 4:19PM - Plotted by Anna

Montréal le 18 novembre 2019

Ville de Montréal
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
405, avenue Ogilvy

À l'attention de la Ville de Montréal

OBJET : Contribution financière au Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables de la Ville de Montréal ,Le 7 Guizot. (8300 à 8360, boulevard Saint-Laurent)

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la réalisation du projet immobilier résidentiel et commercial Le 7 Guizot aux 8300 à 8360, boulevard Saint-Laurent, l'entreprise 9354-5416 Quebec Inc. s'engage à verser une contribution financière volontaire au montant de **deux cent trente-huit mille dollars (238 000,00 $)** au Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables de la Ville de Montréal.

Cette contribution financière est toutefois versée à la Ville de Montréal à la condition que celle-ci serve aux seules fins de réalisation de logements sociaux et communautaires sur le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Meilleures salutations.

Tony Rizzo
6455 Jean-talon est
suite 402 H1S3E8

D. L. TURNER CONSULTANTS INC.
4700 DE LA SAVANE, SUITE 203
MONTREAL, QUEBEC
H4P 1T7

Tel. No.: (514) 344-1865
Cell No.: (514) 992-1961
daniel@dlturner-consultants.ca
www.dlturner-consultants.ca

Le 12 septembre 2018

Le Groupe Julmat
6455 Jean-Talon est
Montréal, Québec
H1S 3E8

Cell: 514-581-2073 trizzo@videotron.ca

À l'attention de: Tony Rizzo et Ginanni Perotta

Objet: **8300 à 8360 rue St-Laurent, Montréal**
Inspection de la structure

Notre projet : 218138

Chers Messieurs,

Nous avons effectué une visite aux édifices localisés au 8300 à 8360 rue St-Laurent, Montréal (voir Figure 1) afin d'effectuer une inspection et de fournir nos observations des conditions existantes déficientes de la structure.



Figure 1 – 8300 à 8360 rue St-Laurent (source: google.ca)

.../2

A. Description des Lieux

1. Les plans de structure originale des édifices ne sont pas disponibles.

2. Les bâtiments sont encadrés par la rue St-Laurent au nord, un édifice résidentiel de quatre (4) étages à l'ouest, la rue Guizot à l'est et une allée et des maisons au sud (voir Figure 2).

3. Les édifices occupent en total une superficie de ± 250'- 0'' en longueur par ± 150'- 0'' en largeur.

4. Les bâtiments sont présentement utilisés comme espaces commerciaux ou sont occupés par des bureaux.

5. Les façades extérieures sont principalement composées de maçonnerie de briques.

6. La composition de la structure des édifices est généralement tel que suit :

    a. dalle sur sol en béton et de murs de fondation en béton au sous-sol;
    b. dalle structurale au rez-de-chaussée;
    c. des poutrelles et/ou poutres en acier ou en bois au 2^{e} étage et au toit.



Figure 2 – 8300 à 8360 rue St-Laurent (source: google.ca)

B. Observations Visuelles

Les déficiences suivantes ont été observées lors de la visite d'inspection quant aux façades, à la toiture ainsi qu'à la structure des édifices :

1. Façades:

1.1 Les façades de briques et de blocs en béton sont généralement en piètre état.

a. Les briques ainsi que le mortier sont généralement friables, fissurés et en mauvais état. De l'efflorescence est généralement visible sur les façades de briques. (voir Photos 1 à 6)



Photo 1 –Briques et Mortier Détériorés



Photo 2 – Briques et Mortier Détériorés



Photo 3 – Briques et Mortier Détériorés



Photo 4 – Briques et Mortier Détériorés



Photo 5 – Briques et Mortier Détériorés



Photo 6 – Briques et Mortier Détériorés

b. Des lézardes et des fissures verticales et diagonales sont généralement visibles à plusieurs endroits sur toutes les façades en brique (voir Photos 7 à 14).



Photo 7 – Fissures dans Façades de Briques



Photo 8 – Fissures dans Façades de Briques

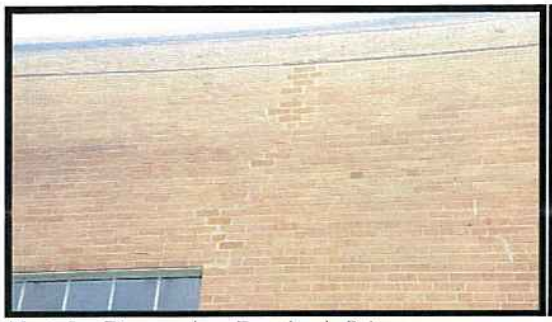


Photo 9 – Fissures dans Façades de Briques



Photo 10 – Fissures dans Façades de Briques



Photo 11 – Fissures dans Façades de Briques



Photo 12 – Fissures dans Façades de Briques



Photo 13 – Fissures dans Façades de Briques



Photo 14 – Fissures dans Façades de Briques

c. Des lézardes et des fissures verticales et diagonales sont visibles à plusieurs endroits sur les façades en bloc de béton (voir Photos 15 à 20).



Photo 15 – Fissures dans Blocs de Béton

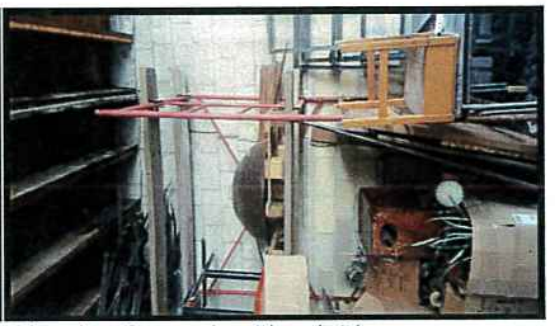

Photo 16 – Fissures dans Blocs de Béton


Photo 17 – Fissures dans Blocs de Béton


Photo 18 – Fissures dans Blocs de Béton


Photo 19 – Fissures dans Blocs de Béton


Photo 20 – Fissures dans Blocs de Béton

1.2 Des fissures diagonales sur les murs de fondation en béton causées par l'affaissement à longue terme des empâtements sont visibles à plusieurs endroits (voir Photos 21 à 24).



Photo 21 – Fissures dans Murs de fondation



Photo 22 – Fissures dans Murs de fondation

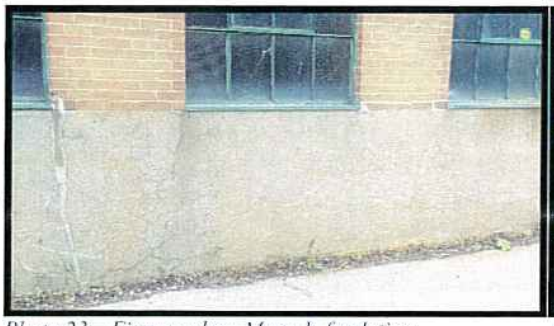


Photo 23 – Fissures dans Murs de fondation



Photo 24 – Fissures dans Murs de fondation

1.3 Des traces de rouille sont visibles sur les linteaux au-dessus des fenêtres (voir Photos 25 et 26).



Photo 25 – Linteaux Rouillés



Photo 26 – Linteaux Rouillés

1.4 Les panneaux de pierre au niveau du rez-de-chaussée sont généralement détériorés et fissurés (voir Photos 27 à 30).



Photo 27 – Panneaux de Pierre Détériorés



Photo 28 – Panneaux de Pierre Détériorés

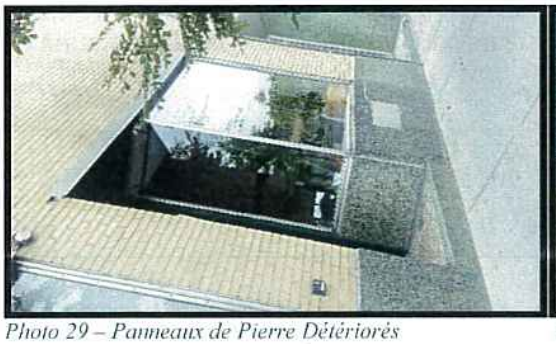


Photo 29 – Panneaux de Pierre Détériorés



Photo 30 – Panneaux de Pierre Détériorés

2. Toiture:

2.1 La toiture des édifices a été inspectée visuellement. Plusieurs signes de vieillissement indiquant que la toiture a généralement atteint son espérance de vie sont visibles (voir Photos 31 et 32).

a. La toiture des édifices du 8300 au 8360 St-Laurent est généralement composée de goudron et gravier qui est détériorée et en mauvaise condition.

b. Des gonflements (poches d'air et de vapeur d'eau) dans l'asphalte sont notés à divers endroits. Une exposition prolongée au soleil intense et à la chaleur provoque la création de ces zones de poches d'air.

c. La membrane est fissurée à plusieurs endroits causant ainsi l'infiltration de l'eau à travers la membrane.



Photo 31 – Toiture de Goudron et Gravier



Photo 32 – Toiture de Goudron et Gravier

2.2 Les joints de calfeutrage des solins métalliques sont fissurés et en mauvaise condition (voir Photos 33 et 34). L'eau peut s'infiltrer à travers les joints fissurés.



Photo 33 –Calfeutrage Endommagé



Photo 34 –Calfeutrage Endommagé

3. Structure du 8300, 8320, 8330 et 8340 St-Laurent

3.1 L'édifice de un (1) à deux (2) étages situé aux 8300 à 8340 St-Laurent est principalement occupé:

a. Au rez-de-chaussée, vers le côté sud, par un garage (8320 St-Laurent);

b. Au rez-de-chaussée, vers le côté nord, par des centres religieux (8300 et 8340 St-Laurent) et un commerce (8330 St-Laurent) et;

c. Au 2e étage, par des bureaux (8320 St-Laurent).

3.2 La structure du toit bas du garage est composée d'un mill deck en bois supportés par des poutrelles et poutres en acier. Les poutres en acier sont supportées par des colonnes en acier et par les murs de briques et blocs de béton au périmètre.

a. Des traces d'infiltration d'eau sont généralement visibles à travers le mill deck en bois (voir Photos 35 et 36).

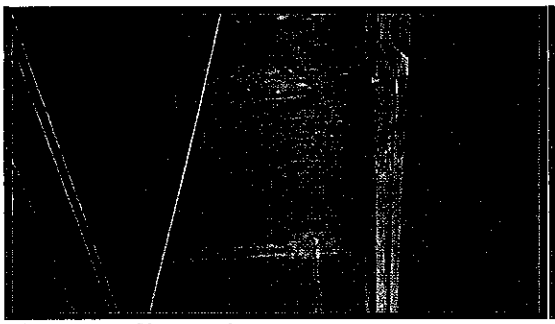


Photo 35 – Infiltration d'eau

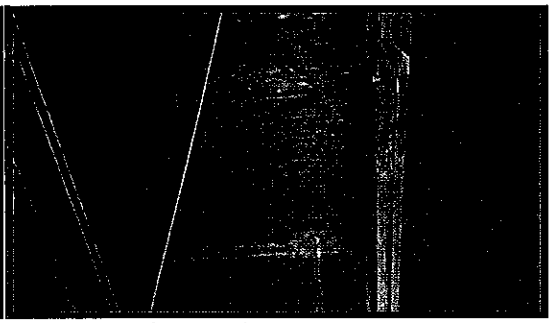


Photo 36 – Infiltration d'eau

b. La structure du toit bas du garage est inadéquate pour supporter l'importante accumulation de neige causée par la présence du toit haut.

c. Les murs de briques sont généralement détériorés et fissurés. Les fissures diagonales sont généralement visibles aux supports des poutrelles en acier ainsi qu'aux coins des ouvertures dans les murs (voir Photos 37 et 38).



Photo 37 – Fissures Murs de brique



Photo 38 – Fissures Murs de brique

d. Des fissures diagonales sur les murs de fondation en béton causées par l'affaissement à longue terme des empâtements sont visibles à plusieurs endroits (voir Photos 39 et 40).



Photo 39 – Fissures Murs de fondations



Photo 40 – Fissures Murs de fondations

e. La dalle sur sol du garage est généralement fissurée et en mauvaise condition (voir Photos 41 à 44). La fissuration de la dalle sur sol est possiblement causée par la présence de pyrite dans le sol ou la surcharge due à la présence des voitures.



Photo 41 – Dalle sur sol fissurée



Photo 42 – Dalle sur sol fissurée



Photo 43 – Dalle sur sol fissurée



Photo 44 – Dalle sur sol fissurée

3.3 La structure du toit des bureaux (8320 St-Laurent) ainsi que la structure du deuxième étage des centres religieux et commerce (8300, 8330 et 8340 St-Laurent) n'ont pu être inspectées visuellement puisque la structure était recouverte par les tuiles du plafond.

a. Cependant, d'importantes traces d'infiltration d'eau sont observées à plusieurs endroits au toit et au 2e étage (voir Photos 45 à 50). L'infiltration d'eau au toit est possiblement causée par la toiture endommagée. Alors que l'infiltration d'eau au 2e étage est possiblement causée par un système de tuyauterie et plomberie déficiente.



Photo 45 – Infiltration d'eau



Photo 46 – Infiltration d'eau



Photo 47 – Infiltration d'eau



Photo 48 – Infiltration d'eau



Photo 49 – Infiltration d'eau



Photo 50 – Infiltration d'eau

b. La dalle structurale du rez-de chaussée est sévèrement détériorée et des traces d'infiltration d'eau est visible à plusieurs endroits (voir Photos 51 à 54).

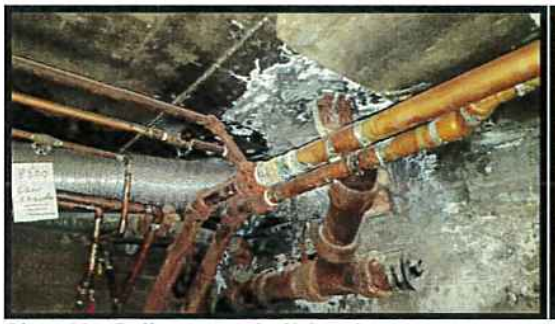


Photo 51 – Dalle structurale détériorée



Photo 52 – Dalle structurale détériorée



Photo 53 – Dalle structurale détériorée



Photo 54 – Dalle structurale détériorée

c. Les murs de fondation au sous-sol sont sévèrement détériorés, fissurés et des traces d'infiltration d'eau sont visibles à plusieurs endroits (voir Photos 55 à 60).



Photo 55 – Mur de fondation détériorée



Photo 56 – Mur de fondation détériorée



Photo 57 – Mur de fondation détériorée



Photo 58 – Mur de fondation détériorée



Photo 59 – Mur de fondation détériorée



Photo 60 – Mur de fondation détériorée

d. La dalle sur sol du sous-sol est fissurée et détériorée (voir Photos 61 à 64). La fissuration de la dalle sur sol est possiblement causée par la présence de pyrite dans le sol ou due à une surcharge causée par la présence des matériaux entreposés.

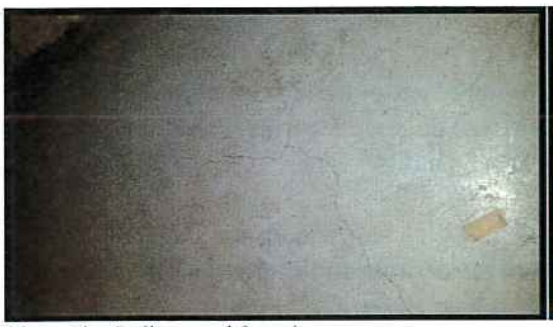


Photo 61 – Dalle sur sol fissurée



Photo 62 – Dalle sur sol détériorée



Photo 63 – Dalle sur sol fissurée



Photo 64 – Surcharge de la dalle sur sol

3.4 Une structure en bois exposé aux éléments est visible à l'extérieur.

a. La structure est composée de solives en bois supportées par des colonnes en acier et par les murs de bloc de béton (voir Photos 65 et 66).

b. La structure en bois est inadéquate pour supporter l'accumulation de neige causée par la présence du toit haut.



Photo 65 – Structure en bois extérieure



Photo 66 – Structure en bois extérieure

3.5 Aucun système de contreventement sismique n'est observé sur site.

4. Structure du 8350, 8352, 8354, 8356 et 8360 St-Laurent

4.1 L'édifice de un (1) à deux (2) étages situé aux 8350 à 8360 St-Laurent est principalement occupé par des commerces au rez-de-chaussée et par des bureaux au 2e étage (côté nord seulement).

4.2 La structure du toit haut et du 2e étage des bureaux et des commerces du côté nord de l'édifice n'a pas être inspecté visuellement puisque la structure est recouvert par un plafond de gypse ou par des tuiles suspendus.

Cependant, une ouverture existante dans les tuiles suspendues au 8350 St-Laurent a permis de déterminer la présence de solives en bois au toit (voir Photo 67).



Photo 67 – Surcharge de la dalle sur sol

4.3 La structure du toit bas au 8360 St-Laurent est composée de poutrelles en acier et d'un pontage en acier.

4.4 Des fissures sont observées à plusieurs endroits aux murs de gypse du 2e étage (voir Photos 68 et 69).



Photo 68 – Fissures aux Murs de gypse



Photo 69 – Fissures aux Murs de gypse

4.5 La dalle structurale du rez-de chaussée est sévèrement détériorée et des traces d'infiltration d'eau est visible à plusieurs endroits (voir Photos 70 à 75).



Photo 70 – Dalle structurale détériorée



Photo 71 – Dalle structurale détériorée



Photo 72 – Dalle structurale détériorée



Photo 73 – Dalle structurale détériorée



Photo 74 – Dalle structurale détériorée

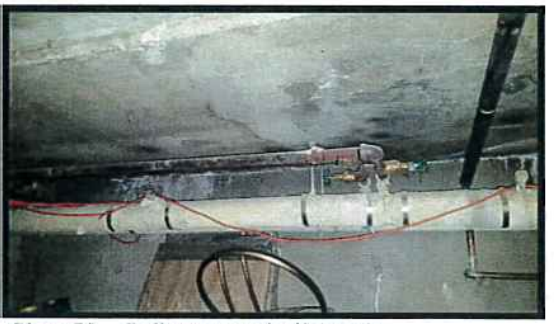


Photo 75 – Dalle structurale détériorée

4.6 Les murs de fondation au sous-sol sont sévèrement détériorés, fissurés et des traces d'infiltration d'eau sont visibles à plusieurs endroits (voir Photos 76 à 79).

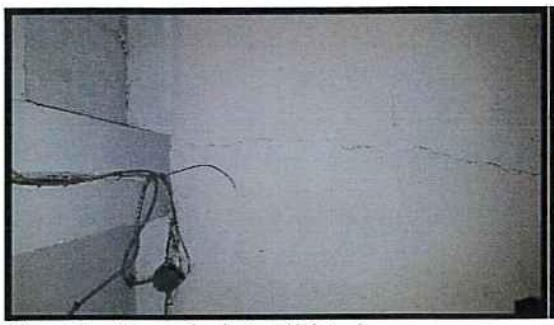


Photo 76 – Mur de fondation détériorée



Photo 77 – Mur de fondation détériorée



Photo 78 – Mur de fondation détériorée



Photo 79 – Mur de fondation détériorée

4.7 La dalle sur sol du sous-sol est fissurée et détériorée (voir Photos 80 et 81). La fissuration de la dalle sur sol est possiblement causée par la présence de pyrite dans le sol ou due à une surcharge causée par la présence des matériaux entreposés dans les commerces.



Photo 80 – Dalle sur sol fissurée



Photo 81 – Dalle sur sol fissurée

4.8 Aucun système de contreventement sismique n'est observé sur site.

Conclusions et Recommandations

1. Les déficiences suivantes observées au site sont résumés ici-bas pour les édifices situés au 8300 à 8360 St-Laurent:

    a. Les façades en brique ou en blocs de béton sont sévèrement détériorées et fissurés.

    b. Les linteaux structuraux sont généralement rouillés.

    c. Les panneaux de pierre extérieurs au niveau du rez-de-chaussée sont généralement détériorés et fissurés.

    d. Des fissures diagonales sur les murs de fondation en béton causées par l'affaissement à longue terme des empâtements sont visibles à plusieurs endroits

    e. La toiture est endommagée, ce qui a causé d'importantes infiltrations d'eau.

    f. D'importantes traces d'infiltration d'eau sont observées à plusieurs endroits au 2^{e} étage sur les tuiles suspendus du plafond. L'infiltration d'eau au 2^{e} étage est possiblement causée par un système de tuyauterie et plomberie déficiente.

    g. La dalle structurale du rez-de chaussée est sévèrement détériorée et des traces d'infiltration d'eau est visible à plusieurs endroits.

    h. La dalle sur sol du garage est généralement fissurée et en mauvaise condition. La fissuration de la dalle sur sol est possiblement causée par la présence de pyrite dans le sol ou la surcharge due à la présence des matériaux d'entreposage.

    i. Les murs de fondation au sous-sol sont sévèrement détériorés, fissurés et des traces d'infiltration d'eau sont visibles à plusieurs endroits. La détérioration des murs est causée par un manque probable de membrane d'imperméabilisation.

    j. Aucun système de contreventement sismique n'est observé au site.

2. Les édifices existants situés au 7396 et 7408 rue St-Hubert, Montréal ne sont pas conformes au code de bâtiment national du Canada le plus récent (NBCC 2010) :

    a. Le système de contreventement sismique est inexistant et/ou non-conforme au NBCC 2010;

    b. La structure du toit bas est généralement inadéquate pour supporter l'accumulation des charges de neige causée par la présence des toits hauts.

3. La démolition des bâtiments existants et la construction d'un nouvel édifice est recommandée.

4. La construction du nouvel édifice doit être effectué selon les plans et les devis préparés par un ingénieur en structure membre de l'OIQ et par un architecte membre de l'OAQ.

5. La présence de pyrite dans le sol doit être vérifiée par une compagnie d'inspection géotechnique et le sol contaminé doit être enlevé du site avant la construction du nouvel édifice.

Nous espérons que le tout sera à votre entière satisfaction. N'hésitez pas à communiquer avec nous pour de plus amples renseignements.

Limites de l'Investigation

Ce rapport a été préparé à l'usage du client nommé ci-dessus. Son contenu se base entièrement sur les renseignements disponibles au moment de sa préparation. Toute utilisation que pourrait en faire une tierce partie ou toute référence ou toute décision en découlant est l'entière responsabilité de ladite tierce partie. Les Consultants D.L. Turner Inc. n'accepte aucune responsabilité quant aux pertes ou dommages que pourrait subir une tierce partie à la suite de décisions ou de gestes basés sur le présent rapport.

La visite de site s'est effectuée aux endroits facilement accessibles et est limitée à des observations visuelles des conditions apparentes existant au moment de la visite. Les défauts et les imperfections cachés et latents sont exclus du visite de chantier.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Sincèrement,

Daniel Turner, P.Eng.
OIQ# 102893

Nahidah Hussainzada, ing.
OIQ# 5052209

Projects/2018/218138/Letter/218138-8300 à 8360 St-Laurent-Report-20180912

cc: Marc Rasmussen, Architect, marc@kfarchitect.com

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1196996022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14013 à l'effet d'autoriser l'installation de deux enseignes sur le bâtiment situé au 400, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 443.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

d'adopter la résolution PP19-14013 à l'effet d'autoriser l'installation de deux enseignes sur le bâtiment situé au 400, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les dispositions de l'article 443.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes :

- que les enseignes installées soient conformes aux plans 00 et 02, datés du 8 octobre 2019, préparés par Barbo enseignes et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 15 novembre 2019;
- que la présente autorisation deviendra nulle et sans effet, si dans les 6 mois suivant son entrée en vigueur, les enseignes n'ont pas été installées sur le bâtiment.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-11-20 13:44

Signataire : Jocelyn JOBIDON

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1196996022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP19-14013 à l'effet d'autoriser l'installation de deux enseignes sur le bâtiment situé au 400, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 443.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

L'entreprise de distribution de fruits et légumes, Courchesne Larose Ltée, s'est récemment installée dans le parc industriel de l'Esplanade, dans un bâtiment situé au 400, Crémazie Ouest. Elle souhaite maintenant déposer une demande de permis pour l'installation de deux enseignes. Toutefois, la propriété se situe dans un secteur industriel. Selon l'article 443.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement, la superficie d'affichage dans un tel secteur est limitée à 10 m². Or, l'entreprise désire installer de grandes enseignes, dont la superficie totale serait de 28 m².
Une telle demande peut être étudiée en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003). Le conseil d'arrondissement peut, par résolution, autoriser un tel projet suite aux recommandations du comité consultatif d'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA12 14 0449 - 21 décembre 2012 : Approuver conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, les plans modifiant les plans approuvés visant la transformation d'un bâtiment existant sur la propriété située au 400-444 boulevard Crémazie Ouest - Demande de permis numéro 3000595211.
CA12 14 0349 - 2 octobre 2012 : Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement, les plans visant la transformation d'un bâtiment existant sur la propriété située aux 400-444, boulevard Crémazie Ouest (Demande de permis 3000595211).

CA12 14 0341 - 2 octobre 2012 : Accorder une dérogation mineure aux articles 551 et 574 du Règlement de zonage de l'arrondissement, relativement à la largeur maximale d'une voie d'accès pour la propriété située aux 400-444, boulevard Crémazie Ouest (Demande de permis 3000595211).

DESCRIPTION

La propriété visée est située sur le boulevard Crémazie Ouest, face à l'autoroute métropolitaine. Le terrain est enclavé entre les voies du chemin de fer appartenant au Canadian Pacific Railway à l'ouest et d'autres propriétés privées à l'est. Ce lot était autrefois occupé par une autre entreprise de distribution alimentaire, soit JB Laverdure. En 2012, cette dernière a entièrement rénové et agrandi le bâtiment. Elle a également installée deux enseignes, une en façade sur le boulevard Crémazie, et l'autre sur le mur latéral du côté Est, qui lui procuraient une bonne visibilité à partir de l'autoroute. Aujourd'hui, l'entreprise Courchesne Larose Ltée désire remplacer ces deux enseignes par des enseignes de dimensions similaires et installées aux mêmes emplacements. Étant donné qu'elle oeuvre en distribution de marchandise, la compagnie soutient que la visibilité de son affichage est importante pour la réalisation de ses activités, car elle recevra quotidiennement de nombreux camions de livraison en provenance de régions éloignées de Montréal. L'accès au site étant assez complexe (à partir de l'autoroute métropolitaine, il est nécessaire d'emprunter une voie d'accès en direction Ouest pour se rendre à la propriété visée, qui elle, est située du côté Sud du boulevard, direction Est), il doit être possible pour les camionneurs d'identifier visuellement le bâtiment lorsqu'ils sont situés à une distance de plus de 100 m de celui-ci.
En 2015, l'arrondissement a adopté une modification réglementaire visant à imposer une superficie maximale d'affichage de 10 m² dans les secteurs industriels. Avant cela, le calcul déterminant la superficie d'affichage autorisée se basait uniquement sur la longueur des façades d'un bâtiment, sans qu'aucune superficie maximale ne soit prescrite. La Direction du développement du territoire avait toutefois remarqué que les résultats des calculs de superficie d'affichage étaient élevés en secteur industriel, étant donné les dimensions des bâtiments qui sont souvent importantes. Cela se traduisait de façon négative dans le cadre bâti par un affichage trop chargé dans certains secteurs. Dans le cas de la propriété visée par la demande, le calcul de la superficie basé sur la longueur de la façade permettrait jusqu'à 39 m² de superficie d'affichage.

La proposition consiste à installer deux enseignes dont la superficie totale serait d'environ 28 m². Une des enseignes serait installée sur la façade du bâtiment donnant sur le boulevard Crémazie, sous la baie vitrée du 3e étage de l'édifice. Cette enseigne aurait 8 m de longueur par 2,44 m de hauteur. La deuxième enseigne serait installée sur le mur latéral du côté Est et aurait 5 m de longueur par 1,70 m de hauteur. Les deux enseignes seraient composées de lettres détachées en aluminium blanc dont la face serait recouverte d'acrylique de couleur brune, rouge et verte. Les lettres seraient éclairées par des ampoules DEL de couleur blanche.

JUSTIFICATION

En se référant aux critères en fonction desquels est faite l'évaluation de la demande d'autorisation d'un projet particulier, la Direction du développement du territoire est d'avis que la présente demande est justifiée et qu'une suite favorable devrait lui être accordée, et ce, considérant les éléments suivants :

- la localisation du bâtiment aux abords d'une autoroute justifie le dépassement de la superficie maximale d'affichage de 10 m²;
- la superficie maximale a été imposée uniquement aux secteurs industriels de l'arrondissement. Toutefois, les abords de l'autoroute sont majoritairement situés dans une zone commerciale et n'étaient donc pas visés par la modification réglementaire. Le seul tronçon du boulevard Crémazie pour lequel la superficie maximale de 10 m² est applicable est celui situé entre le chemin de fer du CP et l'avenue de l'Esplanade;
- la proposition d'affichage s'intègre au cadre bâti environnant et s'harmonise à l'architecture du bâtiment.

Toutefois, la Direction est d'avis que l'autorisation devrait être accordée aux conditions suivantes :

- que les enseignes installées soient conformes aux plans approuvés par la Direction;
- que la présente autorisation deviendra nulle et sans effet, si dans les 6 mois suivant son entrée en vigueur, les enseignes n'ont pas été installées sur le bâtiment.

À sa séance du 11 novembre 2019, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable au projet. Le dossier est donc transmis pour approbation, le cas échéant, par le conseil d'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude : 3 980 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage du projet sur le terrain visé;
Publication d'un avis annonçant une assemblée publique de consultation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Assemblée publique de consultation portant sur le projet;
Adoption de la résolution;
Émission du permis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Cette demande est conforme aux dispositions du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 04-14003), ainsi qu'au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Agente de recherche

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-15

Marc-André HERNANDEZ
c/d urb.<<arr.>60000>>

Tél : 514-868-3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1196996022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP19-14013 à l'effet d'autoriser l'installation de deux enseignes sur le bâtiment situé au 400, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 443.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Normes réglementaires.pdf Localisation du site.pdf CCU_PV_2019-11-11.pdf

Plans estampillés.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Agente de recherche

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

Emplacement

Localisation: 691868-10 (OASIS) - 400 boulevard Crémazie Ouest (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0011	128964mc	Terrain situé dans plus d'un secteur de zonage - Vérifier plans annexes

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	4 m	12.5 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	N/A	N/A	**Étage sous les combles :**	N/A	**Mode implantation :**	I,J,C
Densité :	N/A	3			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	N/A	85%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 07
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

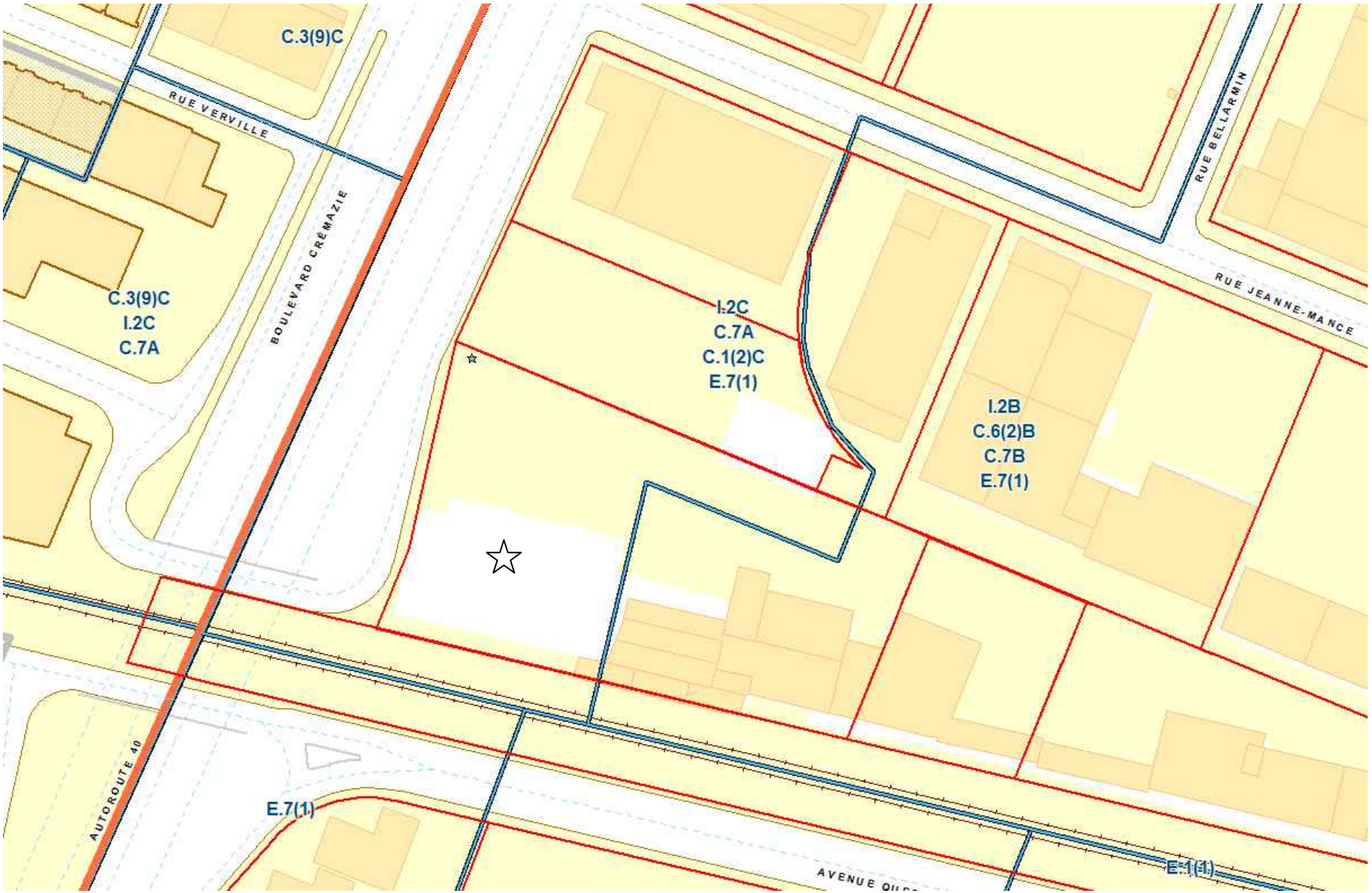
Catégorie(s) d'usage : I.2B, C.6(2)B, C.7B, E.7(1)
Dispositions particulières :
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-11-04 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Robitaille, Annie


C.3(9)C
RUE VERVILLE
BOULEVARD CRÉMAZIE
C.3(9)C
I.2C
C.7A
I.2C
C.7A
C.1(2)C
E.7(1)
RUE BELLARMIN
RUE JEANNE-MANCE
I.2B
C.6(2)B
C.7B
E.7(1)
AUTOROUTE 40
E.7(1)
E.7(1)

6.10. PPCMOI : 400, boulevard Crémazie Ouest	
Présenté par	**Invités**
Annie Robitaille Agente de recherche	Aucun

Objet

Adopter la résolution PP19-14XXX à l'effet d'autoriser l'installation de deux enseignes sur le bâtiment situé au 400, boulevard Crémazie Ouest, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation à l'article 443.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Commentaires

Aucun commentaire n'a été formulé.

CCU19-11-11-PPCMOI03	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

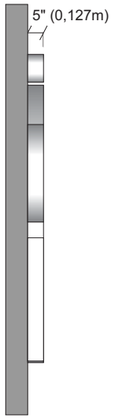
Il est proposé par Véronique Lamarre

appuyé par Esther St-Louis

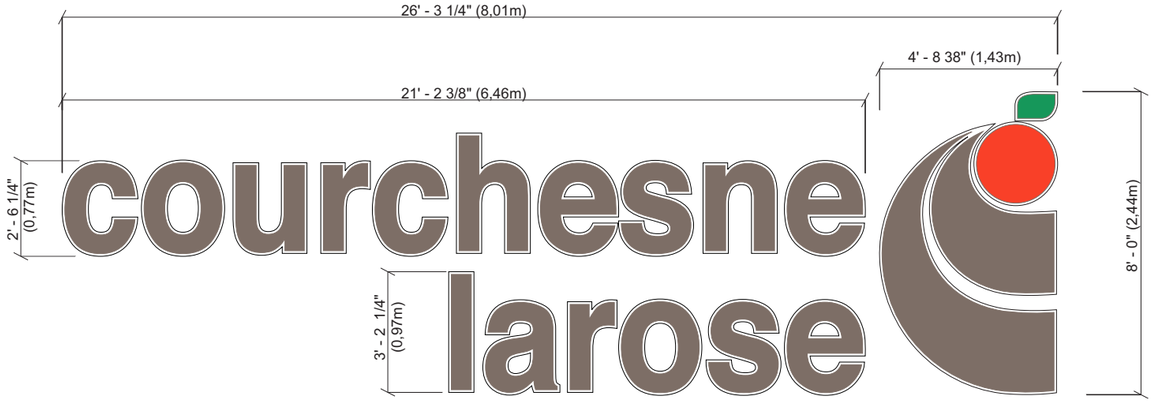
ADOPTÉ à l'unanimité.



02 ***VUE DE NUIT***
ÉCHELLE: NTS



02 ***PROFIL***
ÉCHELLE: 1/4" = 1' - 0"

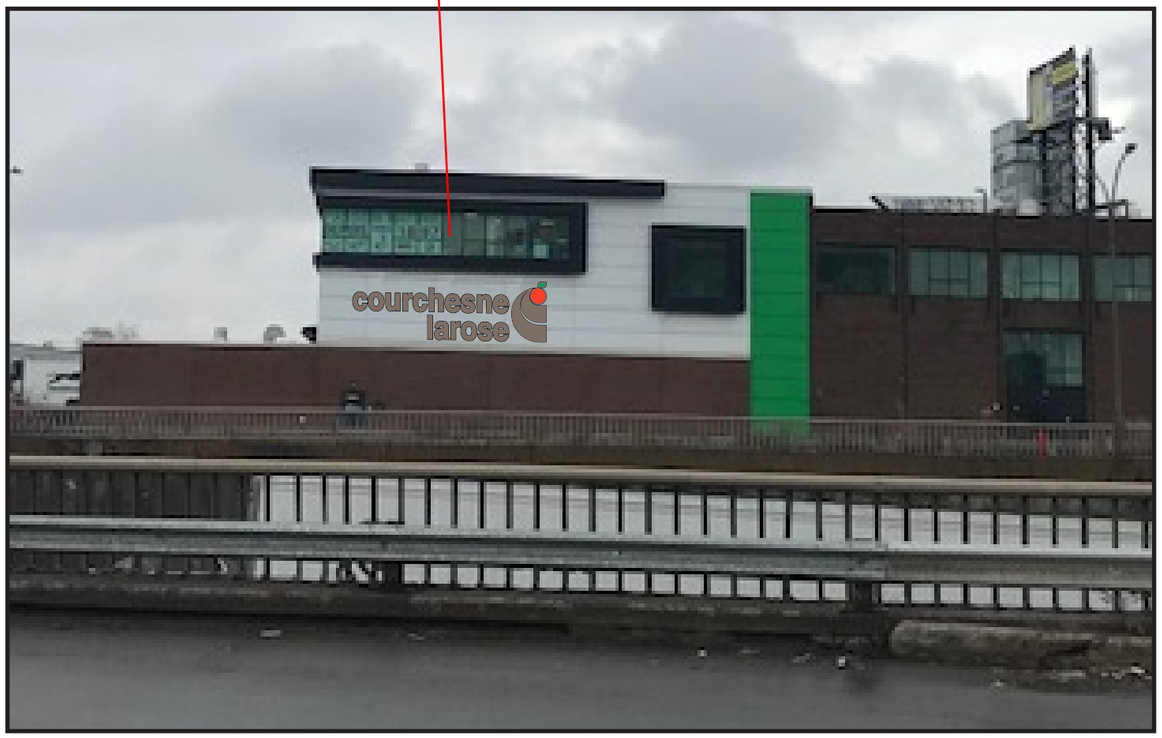


SUPERFICIE : 208.4 Pi² (19,38 m²)

02 ***ÉLÉVATION GRAPHIQUE***
ÉCHELLE: 1/4" = 1' - 0"

DESCRIPTION (JOB # N29979) QTÉ: 1 FOIS S/F

- LOGO CHANNEL LUMINEUX EN ALUMINIUM .080" (FOND) ET 1/16" (CÔTÉS) LE TOUT PEINT BLANC
- LOGO CHANNEL LUMINEUX FOND EN ALUMINIUM 1/16" CÔTÉS EN ALUMINIUM .040" LE TOUT PEINT BLANC
- CADRE EN JEWELITE 1" BLANC
- FACES EN ACRYLIQUE PIGMENTÉ BLANC 3/16" TRANSLUCIDE #2447 RECOUVERT DE VINYLE CLAIR #3651
  IMPRIMÉ DOUBLE PASSE
  VERT PMS 347C,
  PMS WARM RED C
  BRUN PMS 410C
  AVEC FILM PROTECTEUR #210G FINI GLACÉ.
- ILLUMINATION AU LEDS BLANCS ET TRANSFO 120 V/60C



02 ***LOCALISATION***
ÉCHELLE: N.T.S.

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 699 6022
Date : 15 novembre 2019

Rev	Description	Date	Designer
1	RÉDUIRE LOGO SEULEMENT	08-05-19	JD
2	OPTION B 10m²	27.05.19	DV
3	GROSSIR 19,38m²	08.10.19	DV
4			

	Approbation	Date
Client		
Vendeur		
Directeur design		

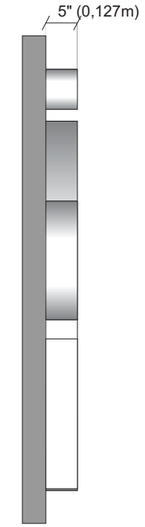
CLIENT: COURCHESNE LAROSE
EMPLACEMENT: 400 BOUL CRÉMAZIE, MTL
DOSSIER: C\Courchesne Larose\JN 25844 Channel\Channel Boul Métropolitain Option B
VENDEUR: NANCY LEMIEUX
DESIGNER: DOMENIC VELLONE
DATE: 27.05.2019
PROJET: SN 150419
COMMANDE: JN 25844

ENSEIGNES BARBO INC EST SEULE TITULAIRE DE TOUS LES DROITS D'AUTEUR DE CES DESSINS SELON LA LOI L.R. 1985, CH C/42 ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS SANS LE CONSENTEMENT ÉCRIT DE ENSEIGNES BARBO INC.
ENSEIGNES BARBO INC N'EST PAS RESPONSABLE DE L'ORTHOGRAPHE ET DE LA TRADUCTION

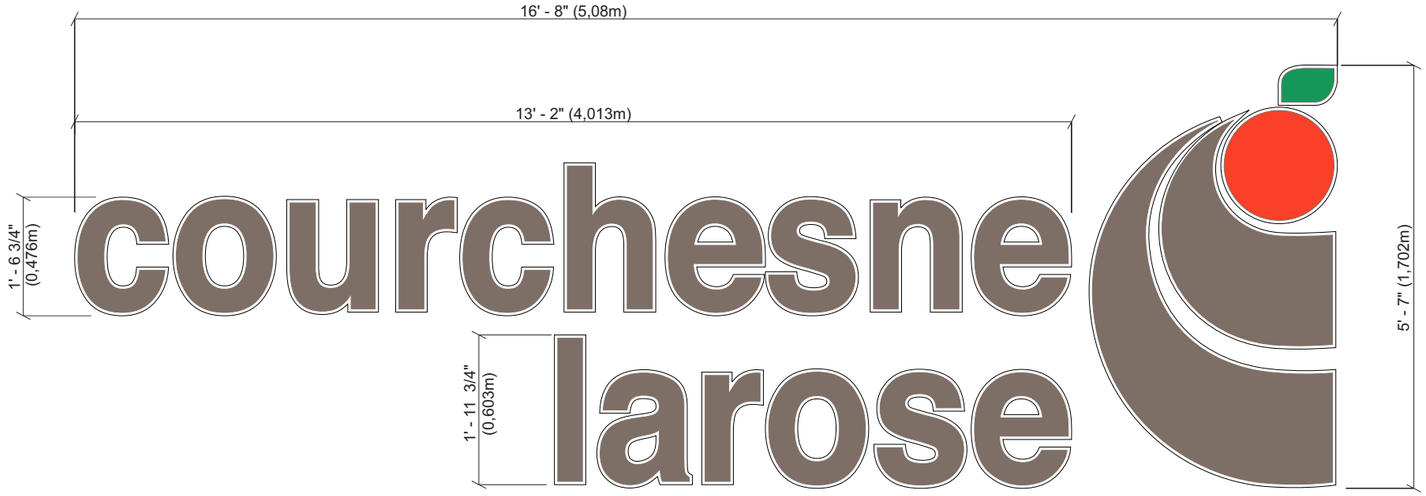
Barbo
ENSEIGNES SIGNS
Tél.: 450-473-0783
Fax: 450-473-9066
395 boul Industriel, St-Eustache
Québec J7R 5R3



00 ***VUE DE NUIT***
ÉCHELLE: NTS



00 ***PROFIL***
ÉCHELLE: 1/4" = 1' - 0"



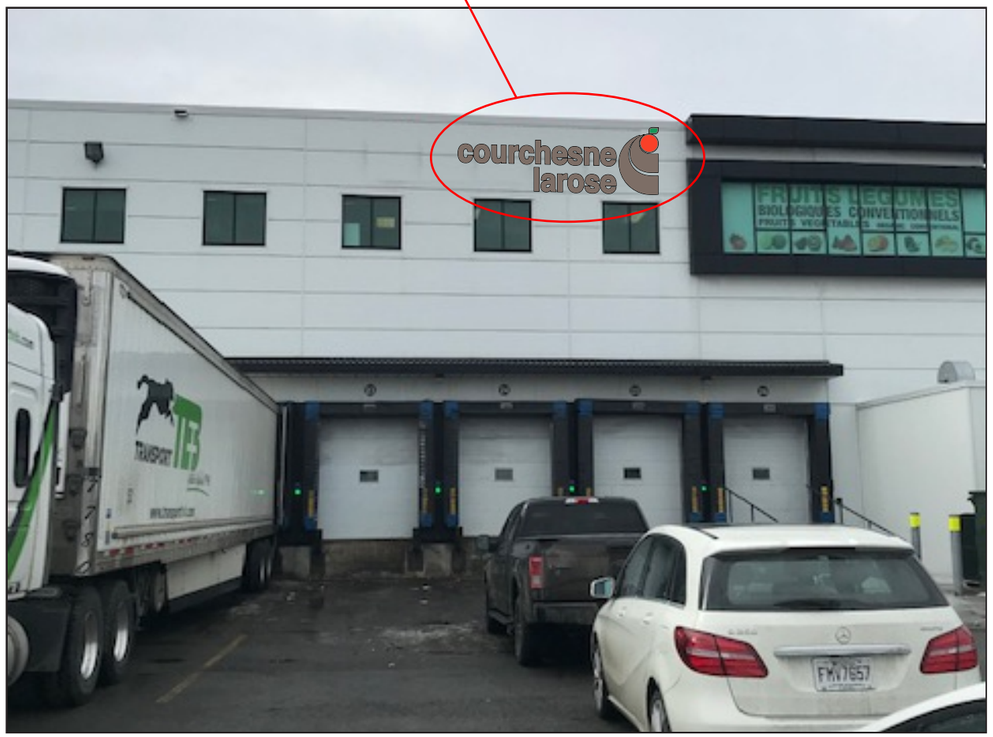
00 ***ÉLÉVATION GRAPHIQUE***
ÉCHELLE: 1/2" = 1' - 0"

DESCRIPTION (JOB # 00000) QTÉ: 1 FOIS S/F

-LETTRES ET LOGO CHANNEL LUMINEUX EN ALUMINIUM BLANC 1/16" (FOND) ET .040" (CÔTÉS)

-ACRYLIQUE PIGMENTÉ BLANC 3/16" TRANSLUCIDE #2447 RECOUVERT DE VINYLE
CLAIR #3651 IMPRIMÉ DOUBLE PASSE
VERT PMS 347C,
PMS WARM RED C
BRUN PMS 410C
AVEC FILM PROTECTEUR #210G FINI GLACÉ.
AVEC JEWELITE 1" BLANC

-ILLUMINATION AU LEDS BLANCS ET TRANSFO 120 V/60C



00 ***LOCALISATION***
ÉCHELLE: N.T.S.

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 699 6022
Date : 15 novembre 2019

Rev	Description	Date	Designer
1	X	X	X
2			
3			
4			

	Approbation	Date
Client		
Vendeur		
Directeur design		

CLIENT: COURCHESNE LAROSE
VENDEUR: NANCY LEMIEUX
DATE: 18-04-19
EMPLACEMENT: 400 BOUL CRÉMAZIE, MTL
DESIGNER: DOMENIC VELLONE
PROJET: SN 150419
DOSSIER: C\Courchesne Larose\SN 150419 Channel\Channel mur Est
COMMANDE: X

ENSEIGNES BARBO INC EST SEULE TITULAIRE DE TOUS LES DROITS D'AUTEUR DE CES DESSINS SELON LA LOI L.R. 1985, CH C/42 ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS SANS LE CONSENTEMENT ÉCRIT DE ENSEIGNES BARBO INC.
ENSEIGNES BARBO INC N'EST PAS RESPONSABLE DE L'ORTHOGRAPHE ET DE LA TRADUCTION

Barbo
ENSEIGNES
SIGNS
Tél.: 450-473-0783
Fax: 450-473-9066
395 boul Industriel, St-Eustache
Québec J7R 5R3

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1191385021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un deuxième étage sur le bâtiment situé au 7789, rue Saint-André.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans A-102 et A-201 datés du 28 octobre 2019, préparés par Israel Venne, Architecte visant l'ajout d'un deuxième étage sur le bâtiment situé au 7789, rue Saint-André et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 12 novembre 2019.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-11-20 13:47

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1191385021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un deuxième étage sur le bâtiment situé au 7789, rue Saint-André.

CONTENU

CONTEXTE

Les propriétaires du bâtiment unifamilial situé au 7789, rue St-André souhaitent construire un deuxième étage à l'arrière du bâtiment.
Étant donné qu'il s'agit d'un projet d'agrandissement, les plans sont sujets à une approbation en vertu de l'article 4.2 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement, devant tendre à rencontrer les objectifs et critères applicables prévus à l'article 30.2 de ce même règlement.

Le conseil d'arrondissement est donc appelé à se prononcer sur ce dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Ce bâtiment unifamilial d'un étage a déjà subi en 2013, par les propriétaires actuels, un agrandissement arrière. Aujourd'hui, ils souhaitent construire un nouveau volume au-dessus de ce dernier afin d'aménager une chambre à coucher et une salle de bains. Le nouveau volume aurait donc 7,5 mètres de large par 5 mètres de profondeur. Il serait en retrait d'environ 10 mètres par rapport à la façade. Son revêtement extérieur serait composé d'un revêtement en acier galvanisé de couleur noire pour les élévations avant et arrière. Le revêtement des élévations latérales serait composé d'un crépi d'acrylique de couleur grise. Un bandeau en acier galvanisé de 0,45 mètre de projection permettrait de protéger la porte et les fenêtres en façade.
Toutes les fenêtres et la porte seraient composées de cadres en aluminium de couleur noire. Un bandeau en acier galvanisé de 0,45 mètre de projection protégerait la porte et les fenêtres en façade. Une terrasse en bois serait aménagée sur la toiture du premier étage tandis que le toit du nouveau volume serait recouvert d'un toit vert.

JUSTIFICATION

En se référant aux objectifs et critères joints en annexe, la Direction du développement du territoire est d'avis que le choix du requérant est justifié et qu'une suite favorable devrait lui être accordée. En effet, l'agrandissement proposé, de par son recul, ne sera pas très visible de la voie publique. De plus, le volume proposé s'harmonise avec le bâtiment existant.
Le comité consultatif d'urbanisme, lors de sa séance du 11 novembre 2019, a recommandé au conseil d'arrondissement de donner une suite favorable au projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût des travaux - 61 949,00 $
Coût du permis - 607,10 $
Frais d'analyse PIIA - 557,00 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Toiture verte.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au règlement sur les P.I.I.A

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-11-15

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

Marc-André HERNANDEZ
Chef de division

Tél : 514.868.3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191385021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un deuxième étage sur le bâtiment situé au 7789, rue Saint-André.

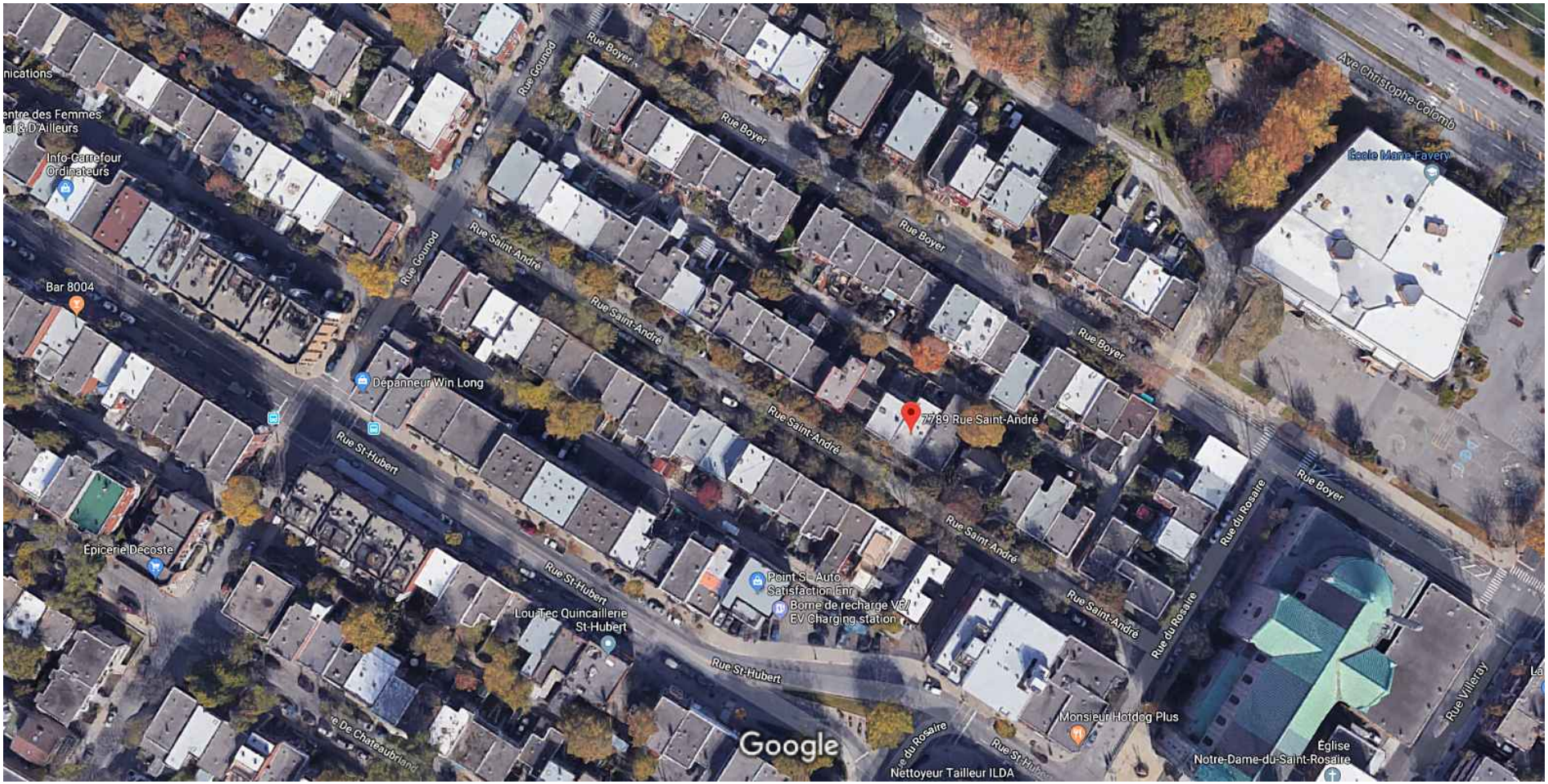
Localisation du site.pdf
Normes réglementaires.pdf
Objectifs et critèrs - agrandissement.doc
Plans estampillés.pdf
CCU-PV-2019-11-11.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

Google Maps 7789 Rue Saint-André



Images ©2019 Google, Images ©2019 Maxar Technologies, Données cartographiques ©2019 20 m



7789 Rue Saint-André

Montréal, QC H2R 2R2

Itinéraires Enregistrer À proximité Envoyer vers votre téléphone Partager

G9WH+54 Montréal, Québec

Photos



Emplacement

Localisation: 681454-00 (OASIS) - 7789 rue Saint-André (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0220	75mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	12.5 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	3	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	C
Densité :	N/A	N/A			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	N/A	70%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 01
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : H.2-3
Dispositions particulières :
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-10-08 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Heubri, Roula

OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES DANS LES ZONES 32, 33 et 34

91.5 Une intervention visée à l'article 25.5 doit répondre aux objectifs et critères suivants :

1º objectif 1 : Maintenir la typologie du lotissement d'origine.

Dans l'atteinte de l'objectif 1, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) les dimensions des lots doivent tendre à maintenir le rythme de lotissement caractéristique du secteur.

2º objectif 2 : Préconiser une implantation qui conserve l'homogénéité des implantations dans le milieu d'insertion.

Dans l'atteinte de l'objectif 2, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) l'implantation du nouveau volume doit maintenir un corridor visuel homogène.

3º objectif 3 : préconiser une architecture de qualité qui maintien l'uniformité visuelle du milieu.

Dans l'atteinte de l'objectif 3, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) le concept architectural du nouveau volume doit s'harmoniser avec le milieu d'insertion et est d'expression contemporaine;
b) la cohésion est assurer entre les différentes parties du bâtiment;
c) l'ensemble des éléments architecturaux doit permettre de conserver une uniformité visuelle avec le milieu d'insertion quant, notamment, aux matériaux de revêtement extérieur et à la hauteur du bâtiment et de ses étages;
d) l'utilisation d'un assortiment de couleurs adapté au milieu d'insertion pour le revêtement extérieur est privilégié;
e) les éléments architecturaux d'origines doivent être préservés dans le cadre de la transformation ou de l'agrandissement d'une façade d'un bâtiment;
f) la transition entre le rez-de-chaussée commercial et les étages supérieurs est assurée par la mise en place de composantes architecturales telles qu'un entablement ou un bandeau et une base;
g) maximiser la transparence des vitrines commerciales situées au rez-de-chaussée afin de contribuer à l'animation du domaine public;
h) des aires de services fonctionnelles aménagés à l'intérieur du local commercial sont prévues pour entreposer les matières résiduelles.
i) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;
j) la visibilité et les incidences des équipements liés au bâtiment doivent être atténuées.

4º objectif 4 : Concevoir des aménagements paysagers et des aires de stationnement de qualité supérieure.

Dans l'atteinte de l'objectif 4, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) l'utilisation de matériaux minéraux est minimisée;
b) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;
c) le stationnement doit être localisé et aménagé de manière à minimiser les impacts négatifs;
d) lorsque située à l'extérieur du bâtiment, l'aire d'entreposage des matières résiduelles pour l'activité commerciale est dissimulé, fonctionnel et minimise les impacts sur le domaine public;

les aires de chargement doivent être situés et être traités de manière à minimiser les impacts sur la circulation des camions et aux activités de livraison sur le milieu résidentiel.

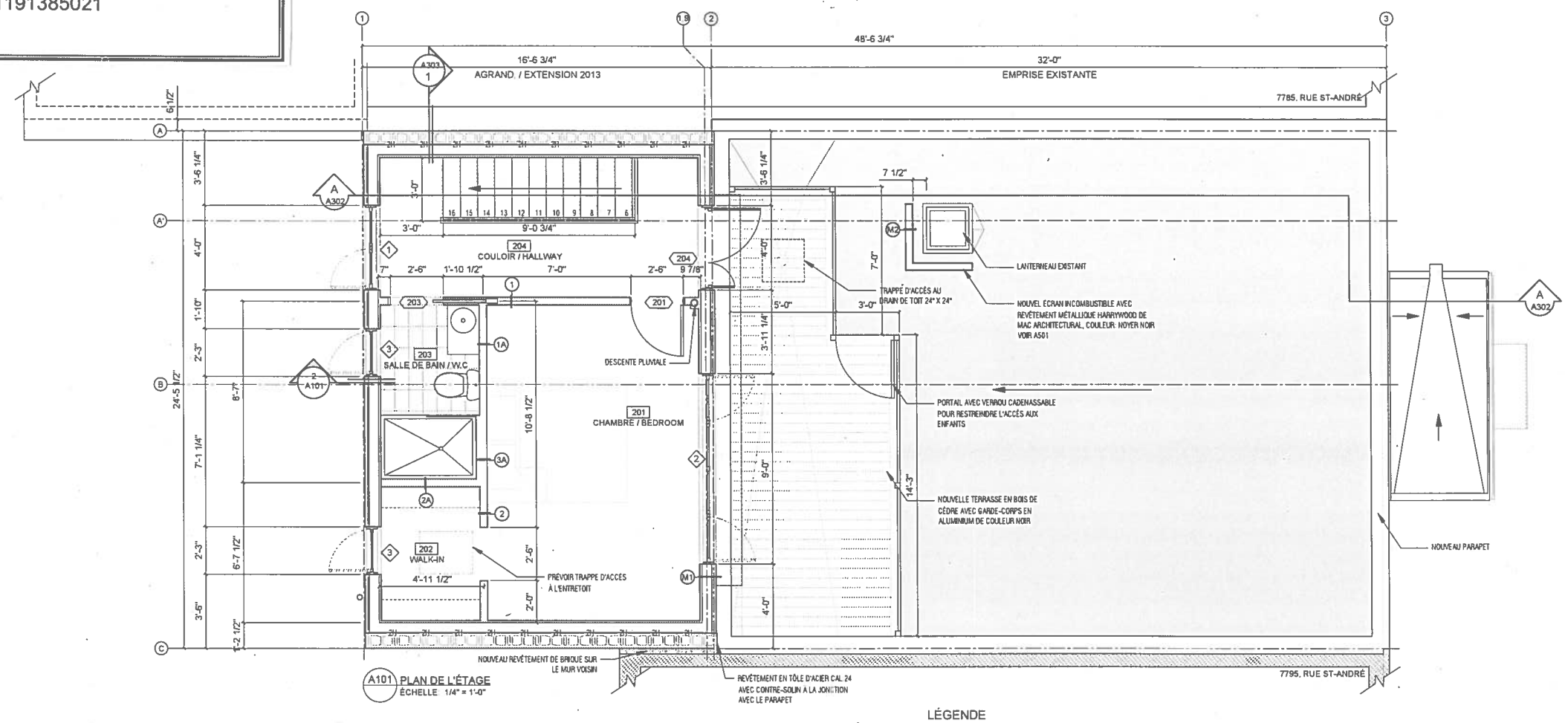
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Ville de Montréal

Date : 12-11-2019

No Dossier : 1191385021



A101 PLAN DE L'ÉTAGE
ÉCHELLE 1/4" = 1'-0"

NOTES GÉNÉRALES

1- L'ARMATURE DU MUR COUPE-FEU DOIT ÊTRE APPROUVÉE PAR UN INGÉNIEUR.
2- PROTÉGER OU RETIRER LA SAILLIE DE TOIT DU BÂTIMENT VOISIN (7785, ST-ANDRÉ) QUI TRAVERSE LA LIGNE DE LOT - VOIR ÉLÉVATIONS.
3- RETIRER TOUTES LES MEMBRANES DE TOIT EXISTANTES SUR LA PARTIE AGRANDIE. NE PAS LES DISSIMULER. RECONSTRUIRE / REPARER LES PARAPETS À LA JONCTION DU TOIT EXISTANT ET DE L'AGRANDISSEMENT.
4- PRÉVOIR LES JOINTS DE CONTRÔLE REQUIS ENTRE LES OUVRAGES EXISTANTS ET LES NOUVEAUX OUVRAGES.
5- PRÉVOIR DES ACCÈS OU TRAPPE D'ACCÈS À L'ENTRETOIT ET AUX DRAINS DE TOIT.
6- ISOLER LES CONDUITS DE PLOMBERIE ET DE VENTILATION EN CONTACT AVEC L'AIR EXTÉRIEUR SUR LES PREMIERS 3 MÈTRES EN CONTACT AVEC L'AIR CHAUFFÉ.
7- AU NIVEAU DE LA TERRASSE PRÉVOIR L'INSTALLATION D'UNE PRISE ÉLECTRIQUE EXTÉRIEURE AVEC DISJONCTEUR DE PRISE DE TERRE.
8- PROTÉGER LES OUVRAGES DES BÂTIMENTS VOISINS (CHEMINÉES, REVÊTEMENTS, ETC.).
9- OBTENIR L'AUTORISATION SIGNÉE DES PROPRIÉTAIRES DES BÂTIMENTS VOISINS AVANT D'EXÉCUTER TOUT TRAVAIL NÉCESSITANT UNE INTERVENTION SUR LEUR PROPRIÉTÉ.

LÉGENDE

- PORTE EXISTANTE À CONSERVER
- NOUVELLE PORTE
- ESCALIER - VERS LE HAUT
- CLOISON / MUR EXISTANT À CONSERVER
- NOUVELLE CLOISON
- CLOISON DÉMOLIE / À DÉMOLIR
- AXE STRUCTURAL
- CLOISON TYPE - VOIR A303

iva
ISRAEL VENNE, Architecte
5318, rue Cartier
Montréal - H2H 1X7, Qc
E. israelvenne@architectes.org P.: (1) 514 358 8350



Maître d'ouvrage / Client
PETER WILCOX & CATHERINE MORIN
A: 7789, rue St-André, H2R 2R2, Montréal, QC
T.: (1) 514.561.1951

Ingénieur & Service d'études / Engineer & other
DONALD ARSENAULT
INGÉNIEUR CONSEIL
A: 5188, de Gaspé, H2T 1Z9, Montréal, QC
T.: (1) 514.270.3558

Notes / Notes

L'entrepreneur doit vérifier les conditions et dimensions existantes sur le site et rapporter à l'architecte tout écart ou omission. / Contractor shall verify existing conditions and dimensions on site and report all ommission or difference to architect.

Les droits d'auteur demeurent la propriété de l'architecte. La reproduction ou l'utilisation à des fins autres que celles autorisées par l'architecte est interdite. / Copyrights remain architect's property. Reproduction or use for any purpose other than that authorised by the architect is not allowed.

	Archivecte	Client
Dossier	Q08-136-19	-
Projet	AGRANDISSEMENT, 7789 ST-ANDRÉ	
Adresse	7789, rue rue St-André Montréal, (VSMPE), Qc	

Émission / Issued

RELEVES / SURVEY	2019-05-28	A	EXÉCUTION3	2019-08-26	F
ESQUISSE PRELIMINAIRE	2019-05-27	B	EXÉCUTION3_rev 1	2019-09-05	G
EXECUTION 99%	2019-06-05	C	EXÉCUTION3_rev 2	2019-09-24	H
POUR PERMIS	2019-09-20	D	EXÉCUTION3_rev 3	2019-10-27	I
MODIF - POUR APPROBATION	2019-09-19	E	EXÉCUTION3_rev 4	2019-10-28	J

PLAN DE L'ÉTAGE

Titre du dessin / Drawing name — Échelle / Scale

EXÉCUTIONS, Rév.4

Étape / Stage

Projet / Projet:	LV
Dessin / Drawing:	LV
Conception / Design:	LV
Vérification / Verification:	LV

Personne en charge / Manager

Ordre des architectes du Québec
A 5605
ISRAEL VENNE
ARCHITECTE
2019-10-28

Sceau / Seal

26 OCT. 2019

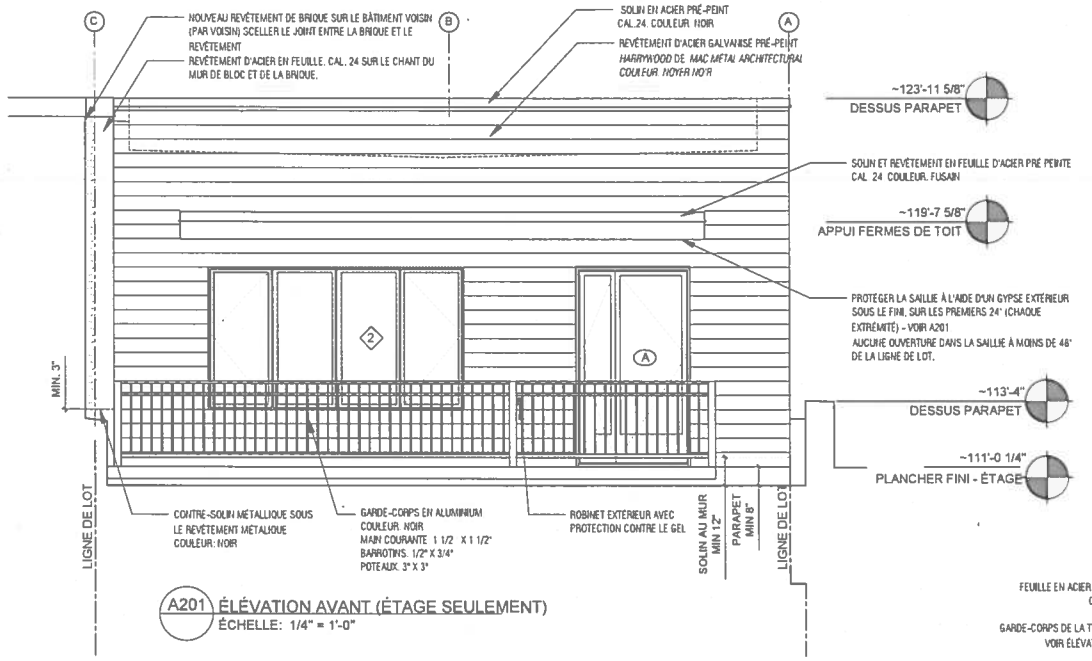
Date du dessin / Drawing Date

4/18

Feuille / Sheet — Remplace / Replaces

A-102

N° Dessin / Drawing Number



A201 ÉLÉVATION AVANT (ÉTAGE SEULEMENT)
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

NOTE: LES NOUVELLES PORTES ET FENÊTRES SERONT EN ALUMINIUM DE COULEUR NOIR, DE TYPE ET COULEUR IDENTIQUES AUX EXISTANTES

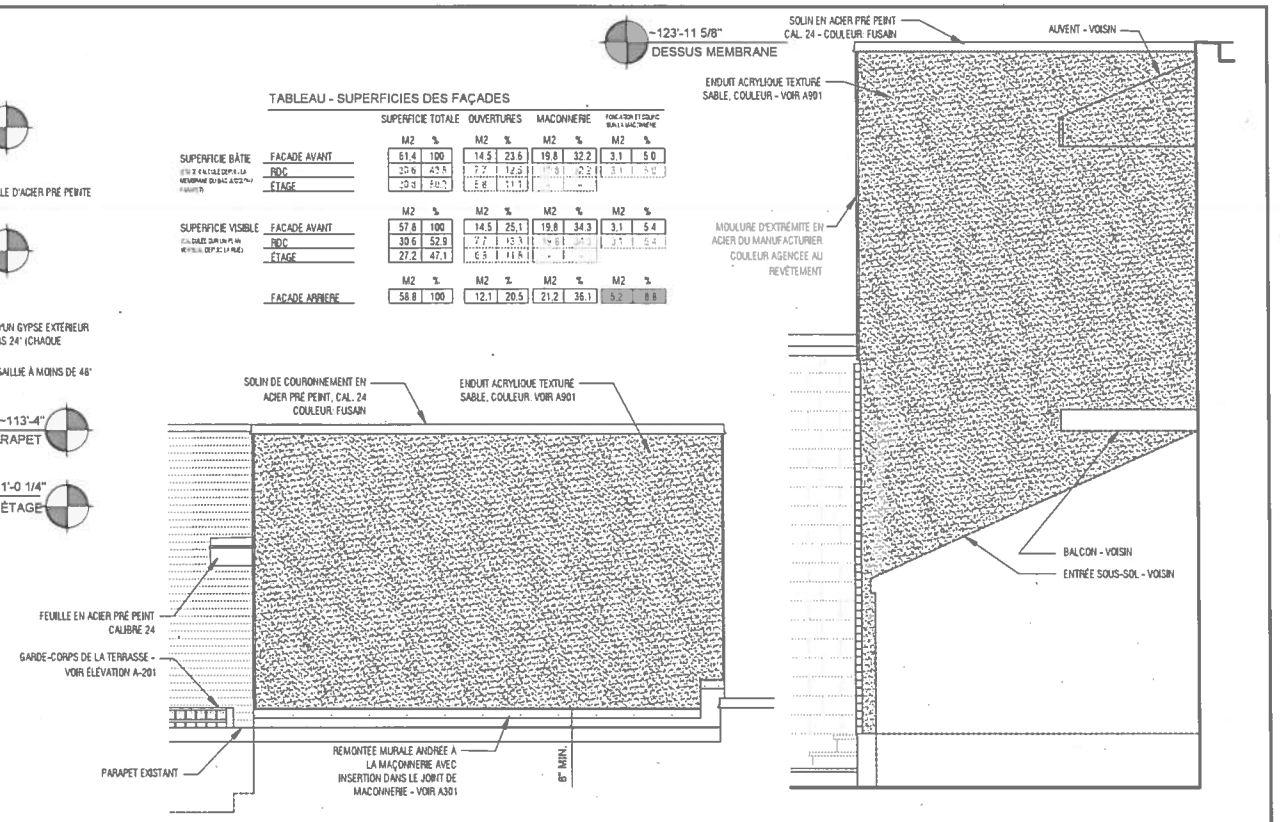
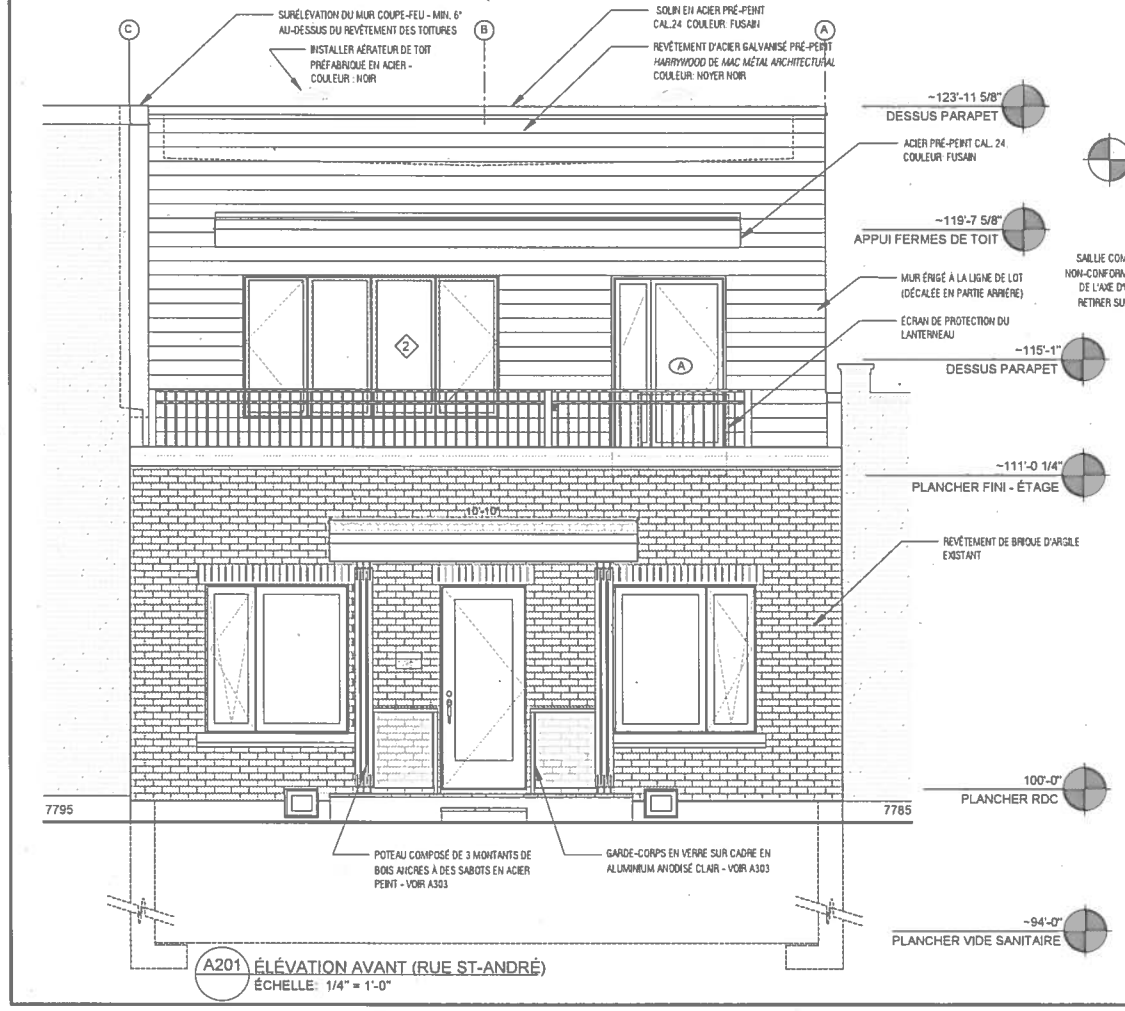


TABLEAU - SUPERFICIES DES FAÇADES

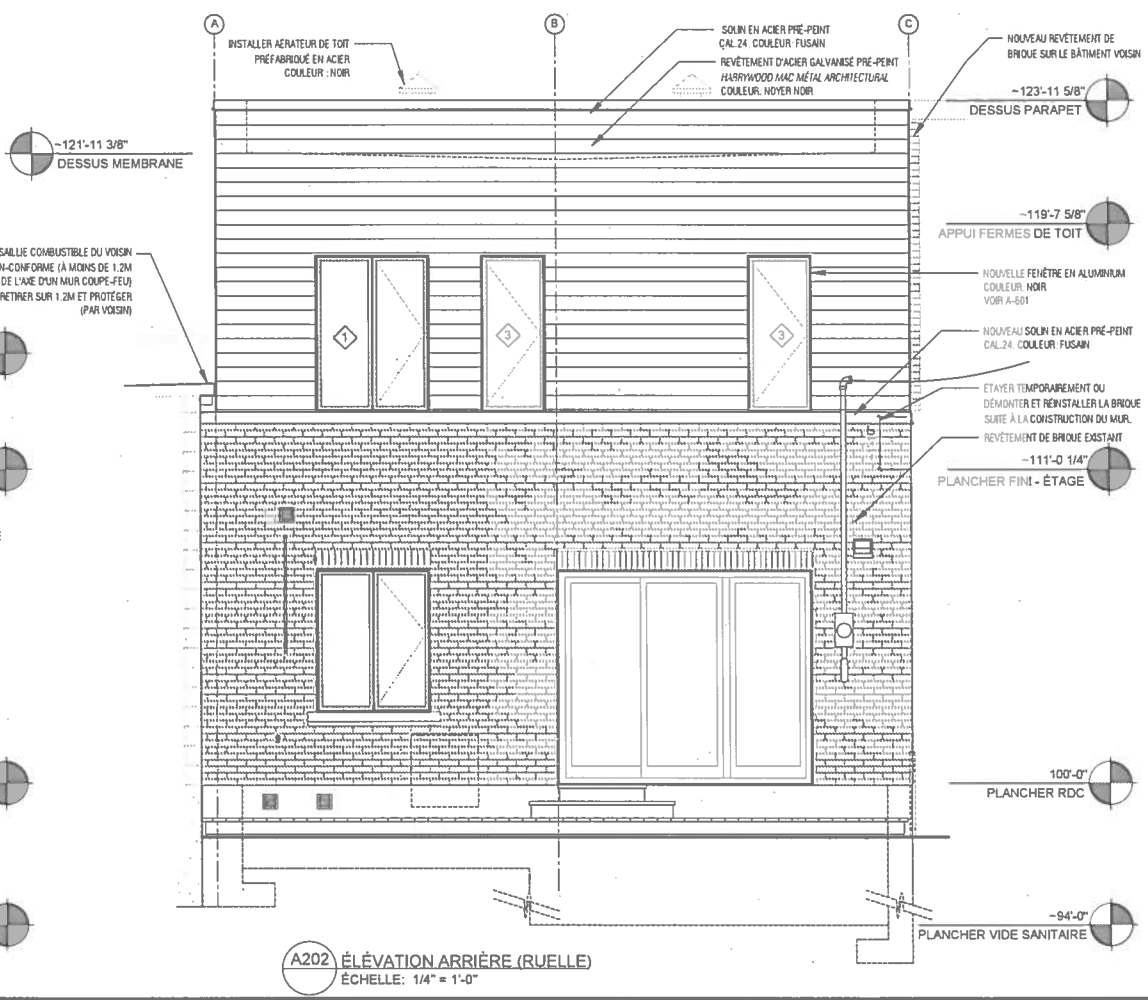
		SUPERFICIE TOTALE		OUVERTURES		MAÇONNERIE		FONCTION ET ÉLÉMENTS NON-L'ARCHITECTURE	
		M2	%	M2	%	M2	%	M2	%
SUPERFICIE BÂTIE	FAÇADE AVANT	61.4	100	14.5	23.6	19.8	32.2	3.1	5.0
	RDC	30.6	47.5	7.7	12.5	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	ÉTAGE	30.8	50.5	6.8	11.1	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
SUPERFICIE VISIBLE	FAÇADE AVANT	57.8	100	14.5	25.1	19.8	34.3	3.1	5.4
	RDC	30.6	52.9	7.7	13.3	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	ÉTAGE	27.2	47.1	6.8	11.8	-	-	-	-
	FAÇADE ARRIÈRE	58.8	100	12.1	20.5	21.2	36.1	5.2	8.8

A203 ÉLÉVATION LATÉRALE SUD
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

A204 ÉLÉVATION LATÉRALE NORD
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"



A201 ÉLÉVATION AVANT (RUE ST-ANDRÉ)
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"



A202 ÉLÉVATION ARRIÈRE (RUELLE)
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

iva
ISRAEL VENNE, Architecte
5318, rue Cartier
Montréal - H2H 1X7, Qc
E. israelvenne@architectes.org P. (1) 514 358 8350



PETER WILCOX & CATHERINE MORIN
A. 7789, rue St-André, H2R 2R2, Montréal, QC
T.: (1) 514.561.1951

DONALD ARSENAULT

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Ville de Montréal

Date : 12-11-2019

No Dossier : 1191385021

	Architecte	Client
Dossier	Q08-136-19	-
Projet	AGRANDISSEMENT, 7789 ST-ANDRÉ	
Adresse	7789, rue rue St-André Montréal, (VSMPE), Qc	

RELEVÉS / SURVEY	2019-05-28	A	EXÉCUTIONS	2019-06-20	F
ESQUISSE PRÉLIMINAIRE	2019-06-27	B	EXÉCUTIONS_rev.1	2019-08-06	G
EXÉCUTION RFP	2019-04-05	C	EXÉCUTIONS_rev.2	2019-08-24	H
POUR PERMIS	2019-04-26	D	EXÉCUTIONS_rev.3	2019-10-27	I
MODIF. - POUR APPROBATION	2019-05-10	E	EXÉCUTIONS_rev.4	2019-10-28	J

ÉLÉVATIONS AVANT & ARRIÈRE

EXÉCUTIONS, Rév.4

Projet / Projet	LV	Dessiné / Dessin:	LV	
Dessiné / Dessin:	LV	Designé / Conception:	LV	
Designé / Conception:	LV	Vérifié / Vérification:	LV	

Ordre des architectes du Québec
A 5605
ISRAËL VENNE
ARCHITECTE

28 OCT. 2019

6/16

A-201

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 11 novembre 2019 à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville - district de Parc-Extension

Françis Grimard
Esther St-Louis
Véronique Lamarre

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Olivier Gauthier, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte - planification
Clothilde-Béré Pelletier conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents:

Katherine Routhier
Anh Truong

1. Ouverture de la séance

À 18 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Françis Grimard

appuyé par Esther St-Louis

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption du procès-verbal du 17 octobre 2019

L'adoption du procès-verbal est remise à la séance de décembre

5. Suivi des dossiers

6.6. PIIA : 7789, rue Saint-André	
Présenté par	**Invités**
Roula Heubri Architecte, planification	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'ajout d'un deuxième étage sur le bâtiment situé au 7789, rue Saint-André.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- Les nuisances et les incidences possibles sur le voisinage;
- L'ensoleillement;
- La superficie de l'agrandissement;
- Le coût de construction;
- L'agrandissement antérieur.

CCU19-11-11-PIIA04	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Véronique Lamarre

appuyé par Esther St-Louis

ADOPTÉ à l'unanimité.

7. Varia

8. Levée de la séance
Tous les points ayant été traités à 20h50 Du consentement unanime des membres du comité, la séance est levée. ADOPTÉ.

Signée à Montréal, ce 11e jour du mois de novembre 2019.

Mary Deros, Présidente du comité
et conseillère de la ville – district Parc-Extension

David Fortin, Secrétaire du comité
et agent du cadre bâti

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1196996021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7171, rue Fabre.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (RCA06-14001), les pages A-200 et A-300 des plans datés du 28 octobre 2019, préparés par Studio architecture et aménagement sa², visant l'ajout d'un étage sur le bâtiment situé au 7171, rue Fabre, et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 13 novembre 2019.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-11-20 13:42

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1196996021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7171, rue Fabre.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande porte sur l'ajout d'un étage sur une maison unifamiliale d'un seul étage de type "shoebox", afin d'agrandir le logement existant situé au 7171, rue Fabre. Cette demande est assujettie à l'article 4.2 du Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement visant les agrandissements visibles de la voie publique.
Le dossier a reçu une recommandation favorable du Comité consultatif d'urbanisme et est transmis au conseil d'arrondissement pour approbation, le cas échéant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

La propriété se situe dans un secteur résidentiel permettant la construction de bâtiments de 2 à 3 logements et de 2 étages de hauteur. Elle possède donc des droits acquis quant à son usage (1 logement) et à sa hauteur (1 étage). L'ajout d'un étage sur la maison existante permettra donc de rendre le bâtiment conforme à la réglementation en ce qui à trait à la hauteur en étages prescrite dans la zone.
L'implantation du deuxième étage sera en retrait de 0,9 mètres par rapport à la façade de la maison existante. Sa façade sera revêtue d'un parement de métal composé de lattes installées à l'horizontal et de couleur gris métallique. Deux grandes fenêtres seront alignées avec le centre des fenêtres du rez-de-chaussée. La façade de la maison existante sera conservée telle quelle, sauf pour la porte d'entrée qui sera remplacée par un modèle largement vitré.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est favorable à la présente demande et, ce, pour les raisons suivantes :

- l'échelle et les proportions de l'agrandissement s'harmonisent au bâtiment existant et au gabarit des bâtiments environnants;

- de par le matériau de parement proposé et les proportions des ouvertures, l’agrandissement adopte un langage contemporain et qui permet de distinguer aisément le nouveau volume du bâtiment d’origine;
- l'implantation de l'agrandissement, en retrait du plan de façade de la maison existante, permet de préserver et de mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment d’origine.

À sa séance du 11 novembre, le Comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable au projet. Le dossier est donc transmis au conseil d'arrondissement pour approbation, le cas échéant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût des travaux : 181 374 $
Coût du permis : 1 777,44$
Coût du P.I.I.A. : 557 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La toiture du bâtiment sera revêtue d'une membrane blanche.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au Règlement sur les PIIA de l'arrondissement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Agente de recherche

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-15

Marc-André HERNANDEZ
c/d urb.<<arr.>60000>>

Tél : 514-868-3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1196996021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7171, rue Fabre.

Localisation du site.pdf Normes réglementaires.pdf CCU_PV_2019-11-11.pdf

PIIA_Objectifs et critères.doc Plans estampillés.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Agente de recherche

Tél : 514 872-7180
Télécop. :


7225
7219
7203-05
7197
7193
7187-89
7181
7175
7171
7167
7163
7161
7178
7174
7170
7164-66
1585-97
1569-81
C.3(10)B
H
RUE MARQUETTE
1592
7140
1588-90
7132
7130
1578-80
H.2-3
C.3(10)B
H
1563-65
1557-59
1551-55
7218-20
7210
H.2-3
7204-04A
7200-02
7196-98
7190-92
7180-84
7170-76
7227
7201-03
7197-99
7191-93
7183-85
7179-81
E.5(3)
1465
C.2C
H
C.2C
H
1560
7135
7125
7115
7109
7105
7101
RUE FABRE

Emplacement

Localisation: 630974-00 (OASIS) - 7171 rue Fabre (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0431	80mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	9 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	2	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	C
Densité :	N/A	N/A			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	N/A	70%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 01
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : H.2-3
Dispositions particulières :
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-06-28 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Robitaille, Annie

6.8. PIIA : 7171 rue Fabre	
Présenté par	**Invités**
Annie Robitaille Agente de recherche	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7171, rue Fabre.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- Le revêtement sur les murs latéraux;
- L'issue arrière non requise pour les bâtiments unifamiliaux.

CCU19-11-11-PIIA06	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Véronique Lamarre

appuyé par Françis Grimard

ADOPTÉ à l'unanimité.

OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES AUX AGRANDISSEMENTS VISIBLES DE LA VOIE PUBLIQUE

30.2. Une intervention visée à l'article 4.2 doit répondre aux objectifs et critères suivants :

1° Objectif 1 : favoriser un projet d'agrandissement qui s'intègre au bâtiment existant et au milieu d'insertion.

Dans l'atteinte de l'objectif 1, les critères d'évaluation ci-après énoncés s'appliquent :

a) l'agrandissement doit prendre en considération les caractéristiques architecturales dominantes du bâtiment existant et du milieu d'insertion;

b) l'échelle et les proportions de l'agrandissement doivent s'harmoniser au bâtiment existant et au gabarit des bâtiments environnants;

c) les matériaux de parement utilisés doivent être compatibles avec les matériaux de parement existants et favoriser une intégration harmonieuse de l'intervention;

d) lorsqu'il s'agit d'un agrandissement en hauteur qui ne consiste pas à ajouter une construction hors toit visée par l'article 9 du présent règlement, l'intervention doit contribuer à l'amélioration de la perspective de rue;

e) lorsqu'il s'agit d'un agrandissement dans une cour, le nouveau volume doit tendre à respecter les alignements de niveaux de plancher du bâtiment existant et à prendre en considération les caractéristiques paysagères du site.

2° Objectif 2 : favoriser un projet d'agrandissement qui permet de distinguer les époques d'intervention tout en assurant la prédominance du bâtiment d'origine.

Dans l'atteinte de l'objectif 2, les critères d'évaluation ci-après énoncés s'appliquent :

a) l'agrandissement doit adopter un langage contemporain et permettre de distinguer aisément le nouveau volume du bâtiment d'origine;

b) l'agrandissement doit, par l'utilisation de stratégies d'intégration, tendre à préserver et à mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment d'origine.

NOTE STRUCTURE :

POUR TOUS LES DÉTAILS CONCERNANT LA STRUCTURE, VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER AUX PLANS DE L'INGÉNIEUR EN STRUCTURE.

TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURE DOIVENT ÊTRE VÉRIFIÉS PAR LEUR FABRICANT ET/OU INGÉNIEUR MEMBRE DE L'ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC (O.I.Q.) AVANT LES TRAVAUX.

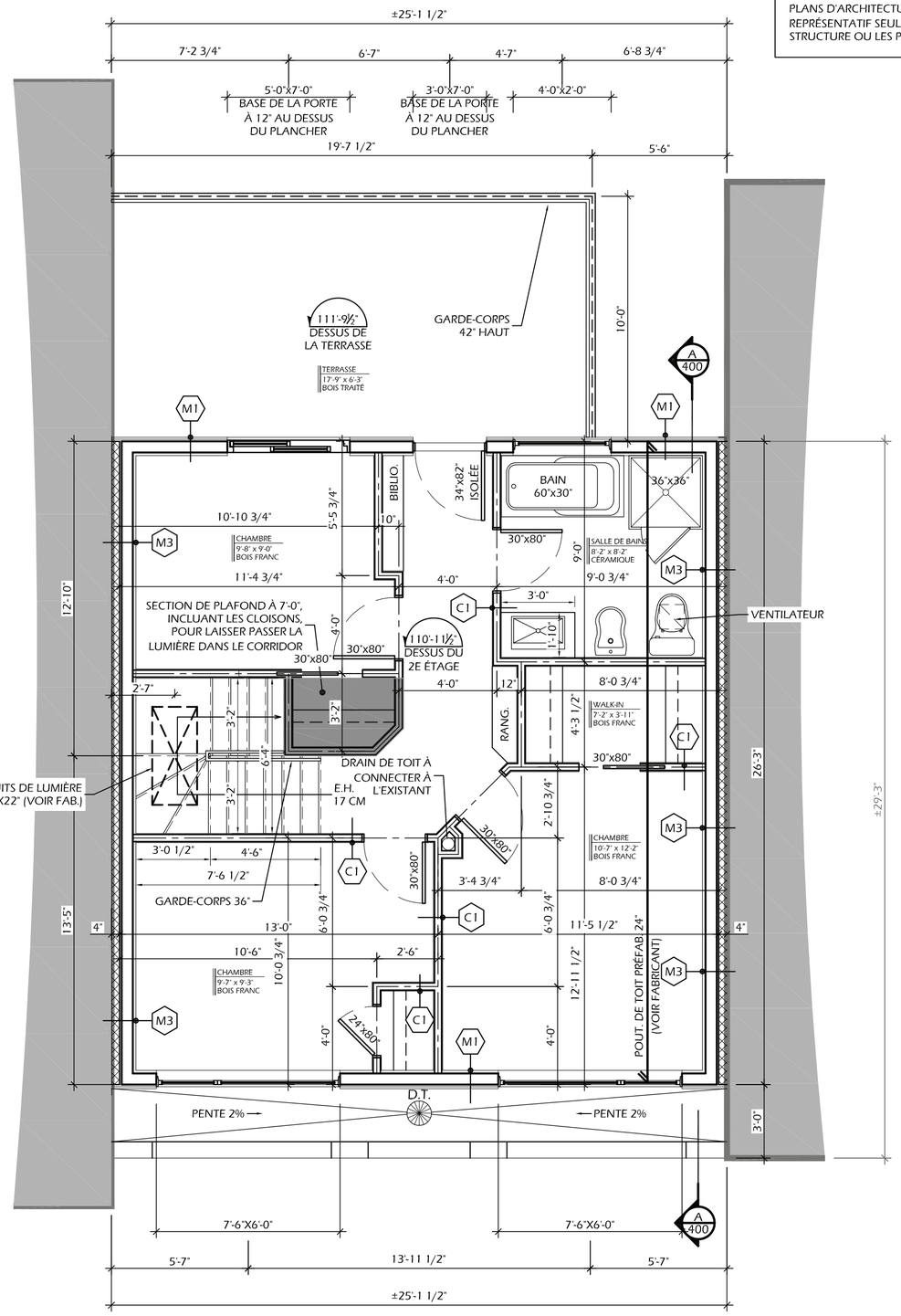
LES ÉLÉMENTS STRUCTURAUX INDIQUÉS AUX PLANS D'ARCHITECTURE SONT À TITRE REPRÉSENTATIF SEULEMENT. VOIR LES PLANS DE STRUCTURE OU LES PLANS DU FABRICANT.

Direction du développement du territoire

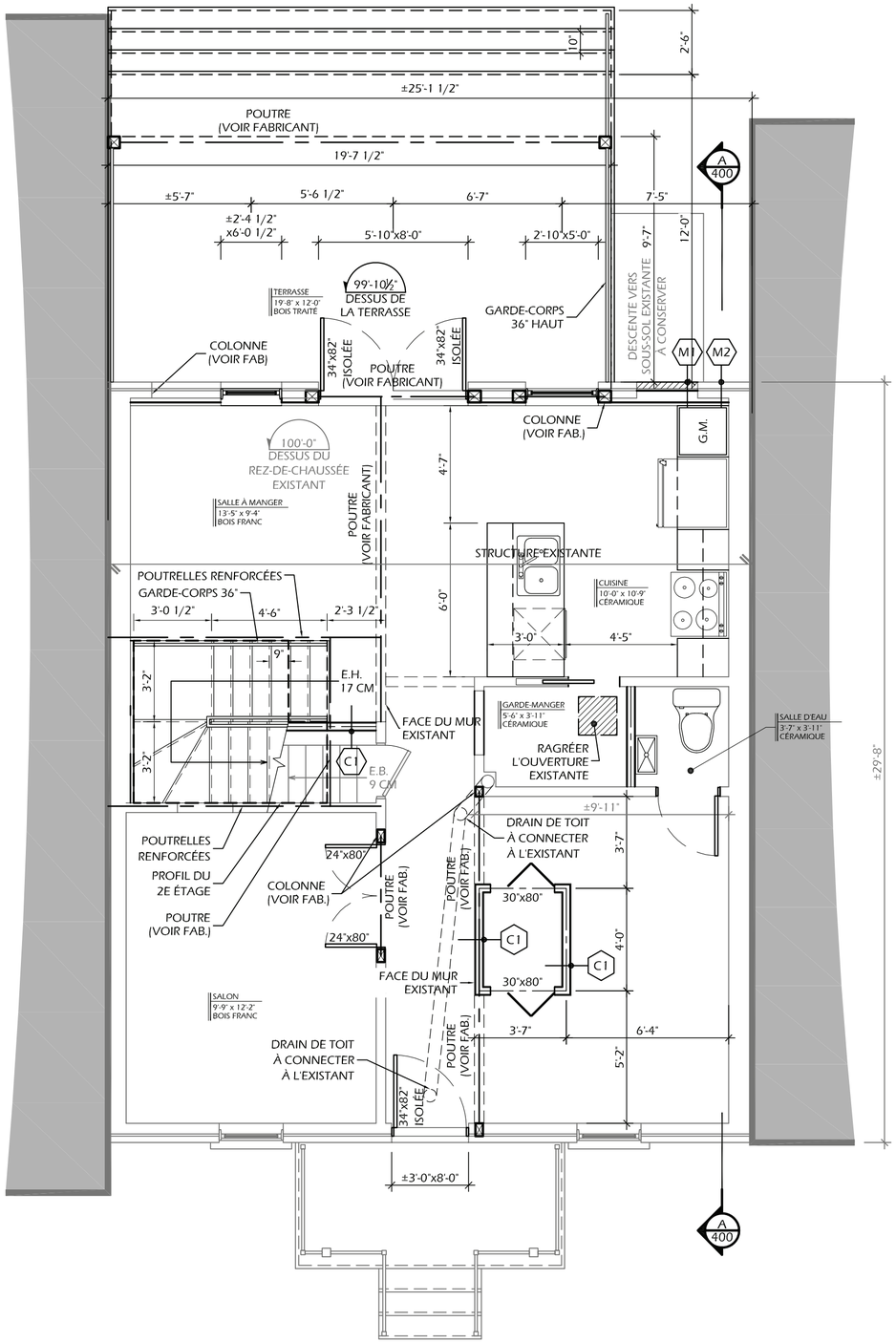
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 699 6021
Date : 13 novembre 2019



PLAN DU 2E ÉTAGE - PROJETÉ
ÉCHELLE : 1/4" = 1'-0"



PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE - PROJETÉ
ÉCHELLE : 1/4" = 1'-0"

STUDIO architecture ET aménagement

1527 rue Vigneault, Prévost,
Québec, J0R 1T0
514.918.2472 - info@s-a2.com

s-a2 .com

NOTES GÉNÉRALES

LE PRÉSENT DOCUMENT EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE "SA2 - STUDIO ARCHITECTURE & AMÉNAGEMENT", ET NE DEVRA EN AUCUN TEMPS, ÊTRE UTILISÉ QUE PAR SON AUTORISATION SPÉCIFIQUE.

LES DIMENSIONS INSCRITES SUR LES DESSINS ONT PRIORITÉ SUR LES DIMENSIONS À L'ÉCHELLE.

L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS AU CHANTIER ET REPORTER TOUTE ERREUR OU OMISSION À L'ATTENTION DU TECHNOLOGUE.

TOUS LES TRAVAUX DE STRUCTURE, D'ÉLECTRICITÉ ET DE MÉCANIQUE DU BÂTIMENT DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉS PAR DES CONSULTANTS QUALIFIÉS.

NOTRE RESPONSABILITÉ SE LIMITE STRICTEMENT À LA DISCIPLINE DE L'ARCHITECTURE DE CE PROJET.

LIRE LA SECTION NOTES GÉNÉRALES AVANT D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX

ÉMISSIONS / RÉVISIONS

RÉVISION	DESCRIPTION	AAAA/MM/JJ
	ÉMIS PERMIS. CONST. & CCU	2019/10/28
	ÉMIS PERMIS ET CONSTRUCTION	2019/07/25
#1	ÉMIS POUR PERMIS - RÉVISION #1	2019/03/27
	ÉMIS PERMIS & CONSTRUCTION	2018/11/12

PROJET

AJOUT 2E ÉTAGE RÉSIDENCE BERTRAND

CLIENT

M. Jean-Sébastien Bertrand
7171 rue Fabre, Montréal, QC H2E 2B3

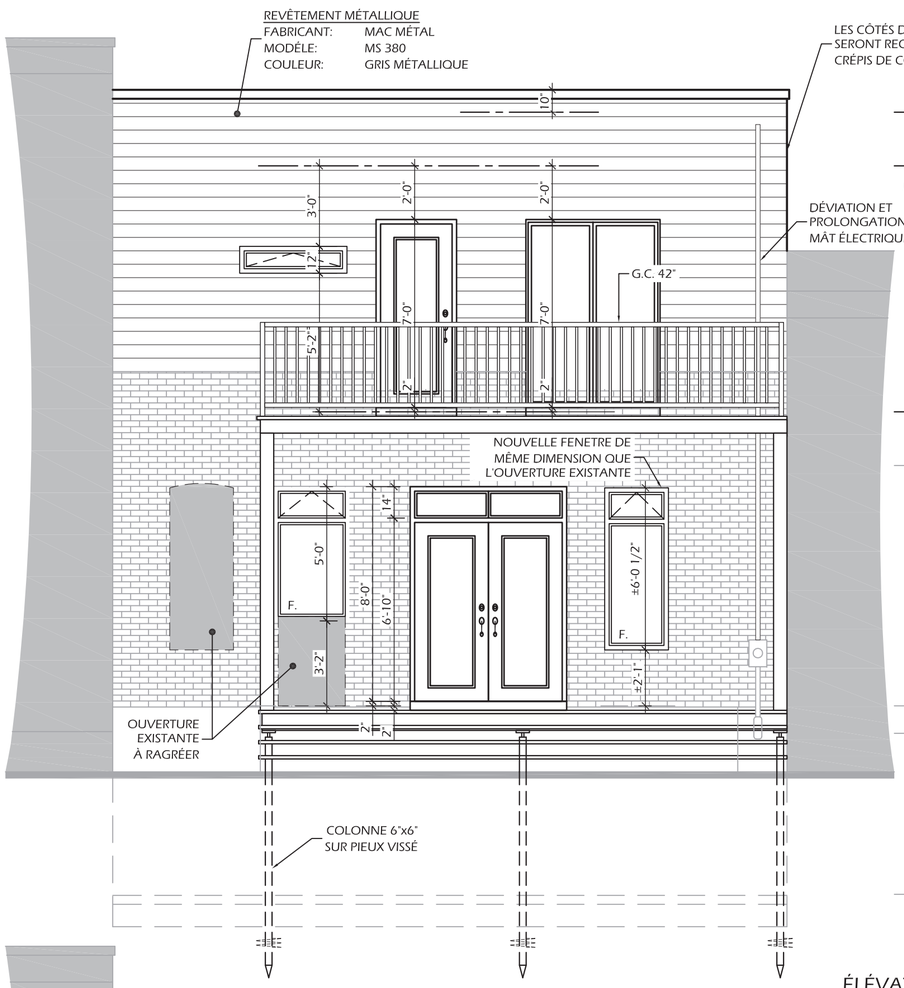
TITRE DU DESSIN

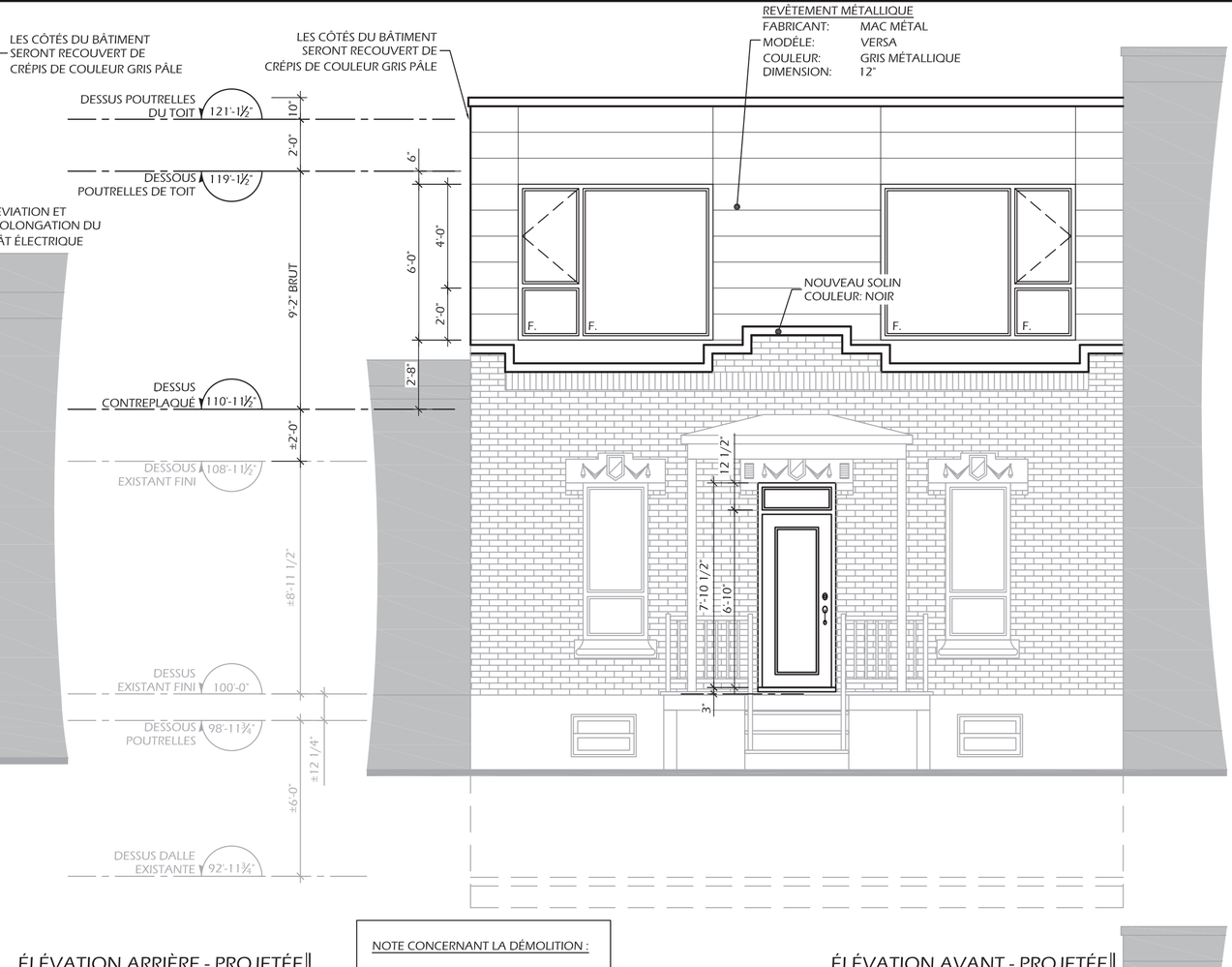
PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE & PLAN DU 2E ÉTAGE - PROJETÉS

DESSINÉ PAR:	VÉRIFIÉ PAR:
S.B. / D.L.	DAVID LANDRY
DATE DE DÉBUT	ÉCHELLE
MARS 2018	1/4" = 1'-0"

NUMÉRO DU PROJET
SA2_18-342

A-200



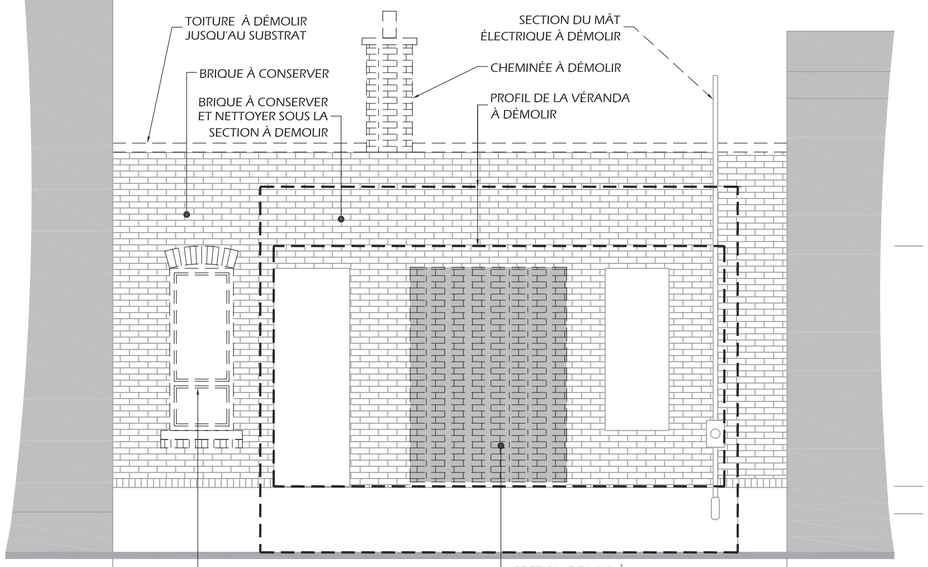


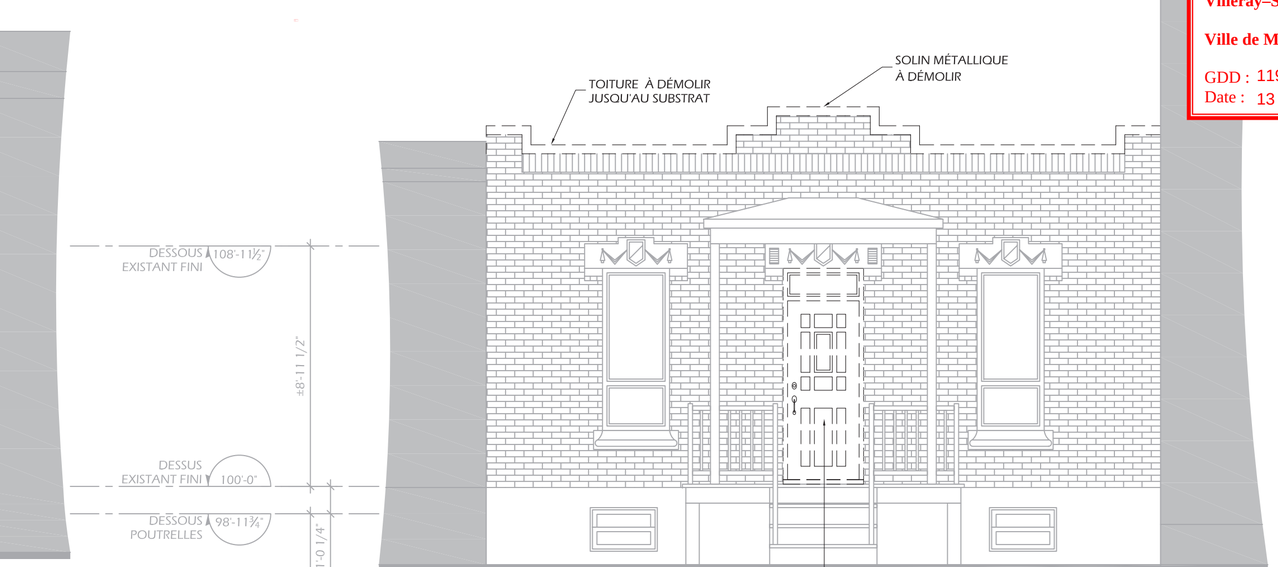
ÉLÉVATION ARRIÈRE - PROJETÉE
ÉCHELLE : 1/4" = 1'-0"

ÉLÉVATION AVANT - PROJETÉE
ÉCHELLE : 1/4" = 1'-0"

NOTE CONCERNANT LA DÉMOLITION :

S'ASSURER DE L'INTÉGRITÉ DE LA STRUCTURE LORS DE LA DÉMOLITION





ÉLÉVATION ARRIÈRE - DÉMOLITION
ÉCHELLE : 1/4" = 1'-0"

ÉLÉVATION AVANT - DÉMOLITION
ÉCHELLE : 1/4" = 1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 119 699 6021
Date : 13 novembre 2019

STUDIO architecture ET aménagement

1527 rue Vigneault, Prévost,
Québec, J0R 1T0
514.918.2472 - info@s-a2.com

s-a2.com

NOTES GÉNÉRALES

LE PRÉSENT DOCUMENT EST LA PROPRIÉTÉ EXCLUSIVE DE "SA2 - STUDIO ARCHITECTURE & AMÉNAGEMENT", ET NE DEVRA EN AUCUN TEMPS, ÊTRE UTILISÉ QUE PAR SON AUTORISATION SPÉCIFIQUE.

LES DIMENSIONS INSCRITES SUR LES DESSINS ONT PRIORITÉ SUR LES DIMENSIONS À L'ÉCHELLE.

L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS AU CHANTIER ET REPORTER TOUTE ERREUR OU OMISSION À L'ATTENTION DU TECHNOLOGUE.

TOUS LES TRAVAUX DE STRUCTURE, D'ÉLECTRICITÉ ET DE MÉCANIQUE DU BÂTIMENT DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉS PAR DES CONSULTANTS QUALIFIÉS.

NOTRE RESPONSABILITÉ SE LIMITE STRICTEMENT À LA DISCIPLINE DE L'ARCHITECTURE DE CE PROJET.

LIRE LA SECTION NOTES GÉNÉRALES AVANT D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX

ÉMISSIONS / RÉVISIONS

RÉVISION	DESCRIPTION	AAAA/MM/JJ
	ÉMIS PERMIS, CONST. & CCU	2019/10/28
	ÉMIS PERMIS ET CONSTRUCTION	2019/07/25
#1	ÉMIS POUR PERMIS - RÉVISION #1	2019/03/27
	ÉMIS PERMIS & CONSTRUCTION	2018/11/12

PROJET

AJOUT 2E ÉTAGE RÉSIDENCE BERTRAND

CLIENT

M. Jean-Sébastien Bertrand
7171 rue Fabre, Montréal, QC H2E 2B3

TITRE DU DESSIN

ÉLÉVATIONS - PROJETÉES ET DÉMOLITIONS

DESSINÉ PAR:	VÉRIFIÉ PAR:
S.B. / D.L.	DAVID LANDRY
DATE DE DÉBUT	ÉCHELLE
MARS 2018	1/4" = 1'-0"

NUMÉRO DU PROJET

SA2_18-342

A-300

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1198053017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un bâtiment de 2 étages abritant 6 logements sur la propriété située au 7529-7535, avenue Wiseman.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans des pages 6 à 10 du document intitulé « Demande de permis de construction » datés du 14 novembre 2019, préparés par la firme MakerHUb et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 14 novembre 2019, visant la construction d'un bâtiment de 2 étages abritant 6 logements sur la propriété située au 7529-35, avenue Wiseman.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-11-20 13:42

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1198053017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un bâtiment de 2 étages abritant 6 logements sur la propriété située au 7529-7535, avenue Wiseman.

CONTENU

CONTEXTE

L'immeuble situé au 7529-35 doit être démoli d'urgence à la suite d'un incendie ayant détruit plus de 50% de son volume. En vertu du paragraphe 7° de l'article 5 du Règlement RCA04-14007 régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement, un certificat d'autorisation de démolition peut être émis sans être assujetti à une étude du Comité de démolition dans un tel cas. Ainsi, la présente demande vise l'approbation des plans d'implantation et d'intégration architecturale pour le projet de remplacement qui prévoit la construction d'un nouvel immeuble de deux étages et de six logements.
En vertu du Règlement RCA06-14001 sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale, tout projet de nouvelle construction doit faire l'objet d'une évaluation en fonction d'objectifs et de critères par le comité consultatif d'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Suite à un incendie, le propriétaire de l'immeuble situé au 7529-35, avenue Wiseman a mandaté un ingénieur en structure et un architecte afin d'évaluer l'ampleur des dommages subis. Les documents justificatifs soumis indiquent que le bâtiment doit être démoli étant donné qu'il est détruit à plus de 50% de son volume. Le paragraphe 7° de l'article 5 du Règlement RCA04-14007 régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement stipule qu'un certificat d'autorisation de démolition peut être émis sans être assujetti à une étude du Comité de démolition dans un tel cas moyennant le dépôt d'un projet de remplacement conforme à la réglementation. Comme un projet de remplacement a été déposé et jugé conforme, la présente demande vise l'approbation des plans d'implantation et d'intégration architecturale pour ce dernier.
Dans la zone de la propriété visée, les constructions de deux ou trois étages d'une hauteur maximale de 12,5 mètres et d'un taux d'implantation maximal de 70% sont autorisées. Toutefois, une construction sur la propriété visée est limitée à deux étages en vertu de la

règle d'insertion. Seuls les usages des catégories H.2-4 sont autorisés, soit des immeubles comptant entre deux et huit logements.

Le bâtiment projeté comptera deux étages et aura un taux d'implantation de 58,3%, ce qui résulte en une volumétrie semblable au bâtiment qu'il remplace. À 8,53 m, la hauteur du bâtiment s'apparente à celle des voisins. Également, le niveau du rez-de-chaussée est identique à celui de l'ancien bâtiment et semblable à celui du voisin au nord. Le nombre de logements passera de quatre à six par rapport à l'ancien bâtiment grâce à l'ajout de deux logements sous le niveau du rez-de-chaussée. De ces six logements, deux auront trois chambres à coucher et quatre auront deux chambres à coucher. Les deux logements du rez-de-chaussée auront chacun une porte extérieure en façade, tandis que ceux au 2^{e} étage et au sous-sol seront accessibles par un escalier intérieur. Le niveau du rez-de-chaussée et l'aménagement de margelles permettront une fenestration relativement ample pour les logements au sous-sol et des puits de lumière apporteront davantage de luminosité aux logements au 2^{e} étage. Chacun des logements aura accès à un balcon à l'arrière du bâtiment et ceux au 2^{e} étage auront chacun un balcon supplémentaire en façade.

Une brique rouge mouchetée de type « iron spot » de format métrique modulaire est proposée sur une importante superficie de la façade (la brique « Chelsea KT Iron Spot » de la compagnie Watsontown Brick). Ce modèle de brique, de par sa couleur, son format et sa texture, s'intègre dans le milieu d'insertion qui est caractérisé principalement par des briques rouges, oranges et brunes. La façade, d'expression contemporaine, comprendra des jeux de briques en relief et des insertions métalliques de couleur noire entre les alignements de fenêtres. Ce même parement métallique est proposé dans l'axe des portes du rez-de-chaussée et du 2^{e} étage ainsi que pour la marquise au 2^{e} étage. L'ensemble des portes, fenêtres et solins seront également de couleur noire. Les garde-corps des balcons seront en acier perforé noir. Les balcons au 2^{e} étage, ainsi que la marquise qui les surplombe, feront saillie de 1,5 m par rapport à la façade.

Environ 33% du terrain fera l'objet d'un verdissement. Trois arbres seront plantés, deux en cour avant et un en cour arrière, en remplacement des trois frênes situés sur le terrain à l'heure actuelle. Trois unités de stationnement revêtues de pavé alvéolé sont proposées dans la cour arrière conformément au Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- La composition architecturale du bâtiment est d'expression contemporaine;
- La volumétrie, l'implantation, la hauteur et la typologie du bâtiment s'intègrent adéquatement au milieu d'insertion;
- En reprenant les caractéristiques volumétriques du bâtiment précédent, la nouvelle construction ne générera aucune nuisance supplémentaire pour le voisinage;
- Une forte proportion du terrain fera l'objet d'un verdissement et trois arbres seront plantés en remplacement des frênes actuels;
- L'aménagement paysager de la cour avant contribuera à l'embellissement du paysage de la rue.

Lors de sa séance du 11 novembre 2019, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport à la demande, et ce, à condition que l'aménagement paysager en cour avant soit précisé. Pour répondre à cette condition, le professionnel du

requérant a indiqué sur ses plans des couvre-sols, des arbustes et des graminées qui seront plantés à cet endroit.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude du PIIA : 282,00 $;
Coût du permis de construction : 6 583,00 $;
Coût approximatif des travaux : 671 738,00 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Toiture blanche, végétalisation de 33% de la superficie du terrain.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de construction.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux dispositions du Règlement de zonage de l'arrondissement.
Respecte les critères du Règlement sur les PIIA de l'arrondissement applicables aux nouvelles constructions.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-11-15
Mitchell LAVOIE	Marc-André HERNANDEZ

Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

c/d urb.<<arr.>60000>>

Tél : 514-868-3512
Télécop. : 514-868-4706

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1198053017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un bâtiment de 2 étages abritant 6 logements sur la propriété située au 7529-7535, avenue Wiseman.

Localisation.pdf2019-09-20-Normes-reglementaires.pdf

Objectifs-criteres-PIIA-nouv-const.pdfCCU_PV_2019-11-11.pdf

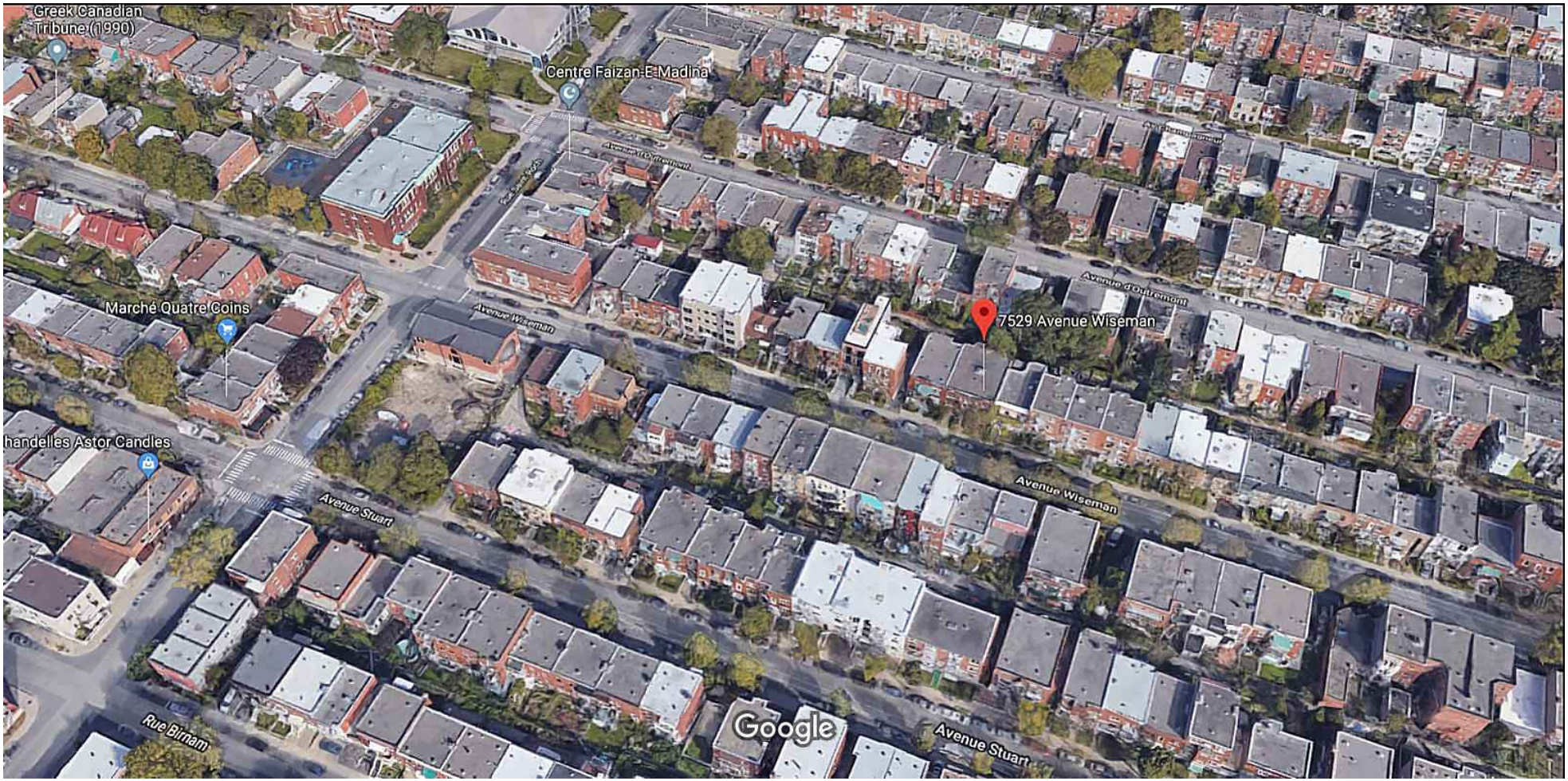
2019-11-14-7529-Wiseman-plans-estampilles.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

Google Maps 7529 Avenue Wiseman



Images ©2019 Google, Images ©2019 Maxar Technologies, Données cartographiques ©2019 20 m



7529 Avenue Wiseman

Montréal, QC H3N 2N7

Itinéraires Enregistrer À proximité Envoyer vers votre téléphone Partager

Photos



Emplacement

Localisation: 581234-00 (OASIS) - 7529 à 7535 avenue Wiseman (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0062	178mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	12.5 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	3	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	RI
Densité :	N/A	N/A			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	N/A	70%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 01
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : H.2-4
Dispositions particulières :
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-09-20 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Lavoie, Mitchell

SECTION I.I
OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES AUX NOUVELLES CONSTRUCTIONS

30.1. Une intervention visée à l'article 4.1 doit répondre aux objectifs et critères suivants :

1° objectif 1 : favoriser un projet de construction qui s'intègre adéquatement au milieu d'insertion, qui contribue à la définition de la rue et qui améliore le cadre bâti existant.

Dans l'atteinte de l'objectif 1, les critères d'évaluation ci-après énoncés s'appliquent :

a) l'immeuble projeté doit contribuer à assurer une continuité et une consolidation du cadre bâti existant;
b) le gabarit du nouvel immeuble doit s'harmoniser au gabarit des bâtiments environnants;

c) l'implantation et l'alignement de la nouvelle construction doivent refléter les caractéristiques des bâtiments présents dans le milieu d'insertion;

d) l'aménagement de la cour avant du bâtiment doit contribuer au paysage de rue et favoriser le verdissement ainsi qu'une expérience piétonne continue et enrichissante;

e) le projet doit prendre en considération le caractère des bâtiments existants dans le milieu d'insertion, notamment en ce qui a trait aux niveaux des planchers, aux matériaux de parement, aux couronnements, aux saillies, à la localisation et aux types d'escaliers et d'accès au bâtiment, ainsi qu'aux ouvertures;

f) le traitement architectural d'une nouvelle construction doit s'inspirer des caractéristiques architecturales dominantes du secteur tout en adoptant un langage architectural contemporain;

g) lorsque le bâtiment est projeté sur un terrain de coin, il doit être pensé de manière à marquer et dynamiser l'intersection;

h) la maçonnerie doit être privilégiée comme matériau de parement pour les façades visibles de la voie publique;

i) les caractéristiques des espaces libres du bâtiment (notamment : balcons, loggias et terrasses) doivent être compatibles à celles des bâtiments que l'on retrouve dans le milieu d'insertion;

j) pour un nouveau bâtiment à vocation mixte, la forme et le traitement architectural de l'immeuble doivent s'inspirer des caractéristiques des autres bâtiments de même nature, notamment en ce qui a trait aux proportions des vitrines et à la hauteur du rez-de-chaussée;

k) pour un nouveau bâtiment à vocation mixte, le traitement de la transition entre le rez-de-chaussée commercial et les logements à l'étage doit être articulé de manière à en permettre une lecture efficace.

2° objectif 2 : le nouveau bâtiment doit être conçu de manière à limiter ses impacts sur le voisinage.

Dans l’atteinte de l’objectif 2, les critères d’évaluation ci-après énoncés s’appliquent :

a) lorsqu’applicable, l’aménagement des cours latérales et arrière doit préconiser le verdissement en plus de s’intégrer à celles des bâtiments voisins au niveau des dimensions et de la forme (notamment : courettes);

b) les impacts liés au gabarit du nouveau bâtiment et ses effets sur l’éclairage naturel et l’ensoleillement des propriétés voisines doivent être réduits;

c) lorsqu’applicable, la nouvelle construction doit tendre à protéger et mettre en valeur les composantes paysagères liées au site (notamment : présence d’arbres et aménagements paysager) de manière à préserver la qualité des milieux de vie;

d) l’ajout de tout équipement mécanique sur une façade latérale, arrière ou au toit, doit se faire de manière à respecter la quiétude du voisinage et à en limiter les impacts visuels;

e) les accès aux aires de stationnement doivent êtres localisés et aménagés de manière à réduire les impacts sur la propriété et dans le voisinage;

f) lorsque requis, un espace suffisant dédié à la collecte des matières résiduelles doit être prévu sur la propriété privée.

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 11 novembre 2019 à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district de Parc-Extension

Françis Grimard
Esther St-Louis
Véronique Lamarre

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Olivier Gauthier, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Clothilde-Béré Pelletier conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents:

Katherine Routhier
Anh Truong

1. Ouverture de la séance

À 18 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Françis Grimard

appuyé par Esther St-Louis

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption du procès-verbal du 17 octobre 2019

L'adoption du procès-verbal est remise à la séance de décembre

5. Suivi des dossiers

6.5. PIIA : 7529, avenue Wiseman	
Présenté par	**Invités**
Mitchell Lavoie Conseiller en aménagement	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un bâtiment de 2 étages abritant 6 logements sur la propriété située au 7529-35, avenue Wiseman.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- Le mode de tenure des logements (locatif);
- Les saillies en porte-à-faux à l'avant;
- L'ampleur de la fenestration à l'avant, le style des fenêtres et l'utilisation des mêmes fenêtres au sous-sol qu'aux niveaux supérieurs;
- Le manque de précision quant à l'aménagement paysager de la cour avant et la possibilité de planter de façon à conférer une plus grande intimité aux logements sous le rez-de-chaussée.

CCU19-11-11-PIIA03	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise à la condition de préciser davantage l'aménagement paysager de la cour avant.

Il est proposé par Françis Grimard

appuyé par Esther St-Louis

ADOPTÉ à l'unanimité.

7. Varia

8. Levée de la séance
Tous les points ayant été traités à 20h50 Du consentement unanime des membres du comité, la séance est levée. ADOPTÉ.

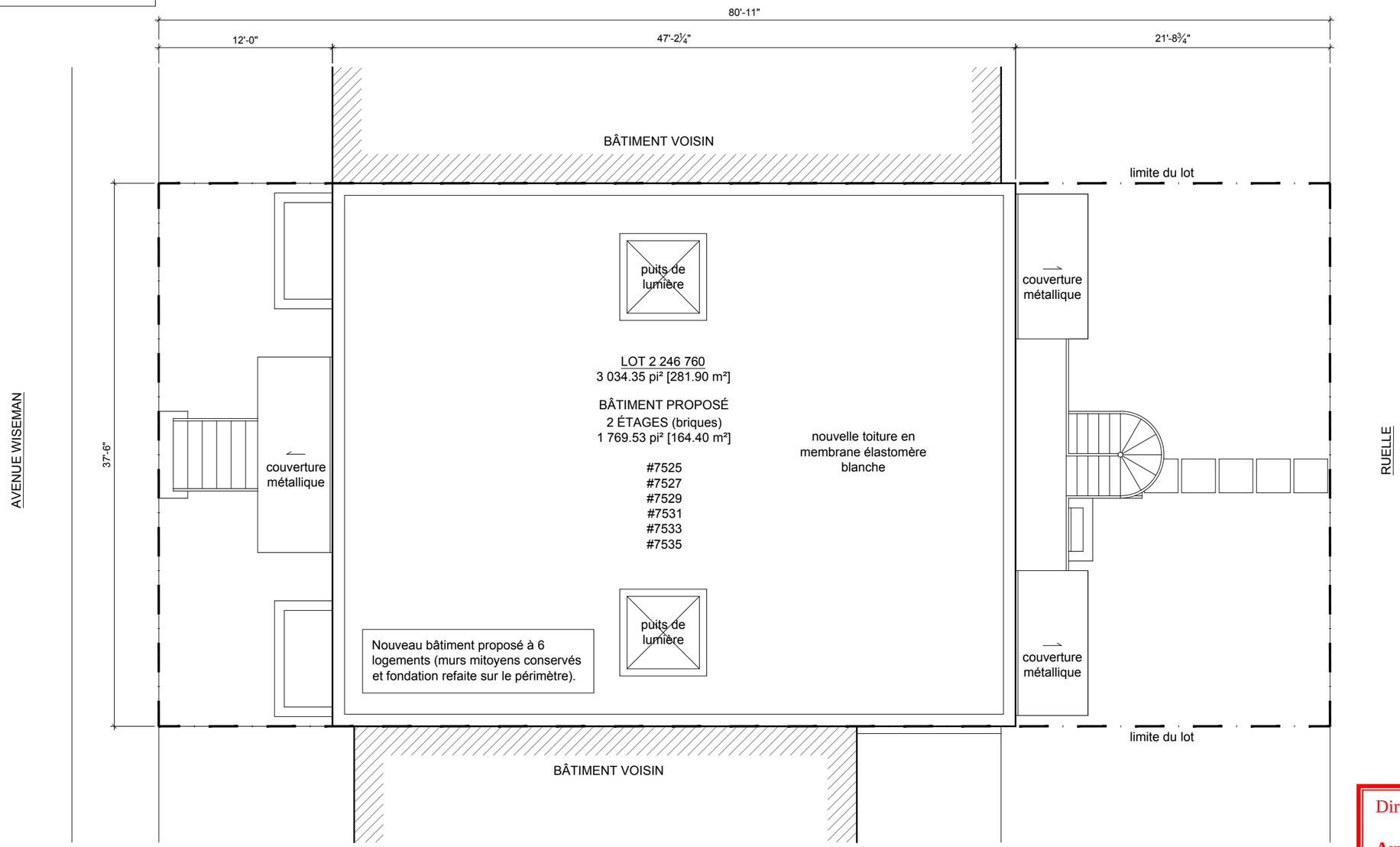
Signée à Montréal, ce 11e jour du mois de novembre 2019.

_____
Mary Deros, Présidente du comité
et conseillère de la ville – district Parc-Extension

_____
David Fortin, Secrétaire du comité
et agent du cadre bâti

DENSITÉ

- TAUX D'IMPLANTATION	58.30%
- INDICE DE SUPERFICIE DE PLANCHER	1.75



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1198053017
Date : 14 novembre 2019

makerHUb inc
3876 de bullion | montreal | quebec | h2w 2e1
info@makerhub.design
(514) 581 5892

drawing title: NOUVEAU PLAN DU SITE

project: Demande de permis de construction - 7525-7535 AVENUE WISEMAN

scale: 1/8"= 1'-0"

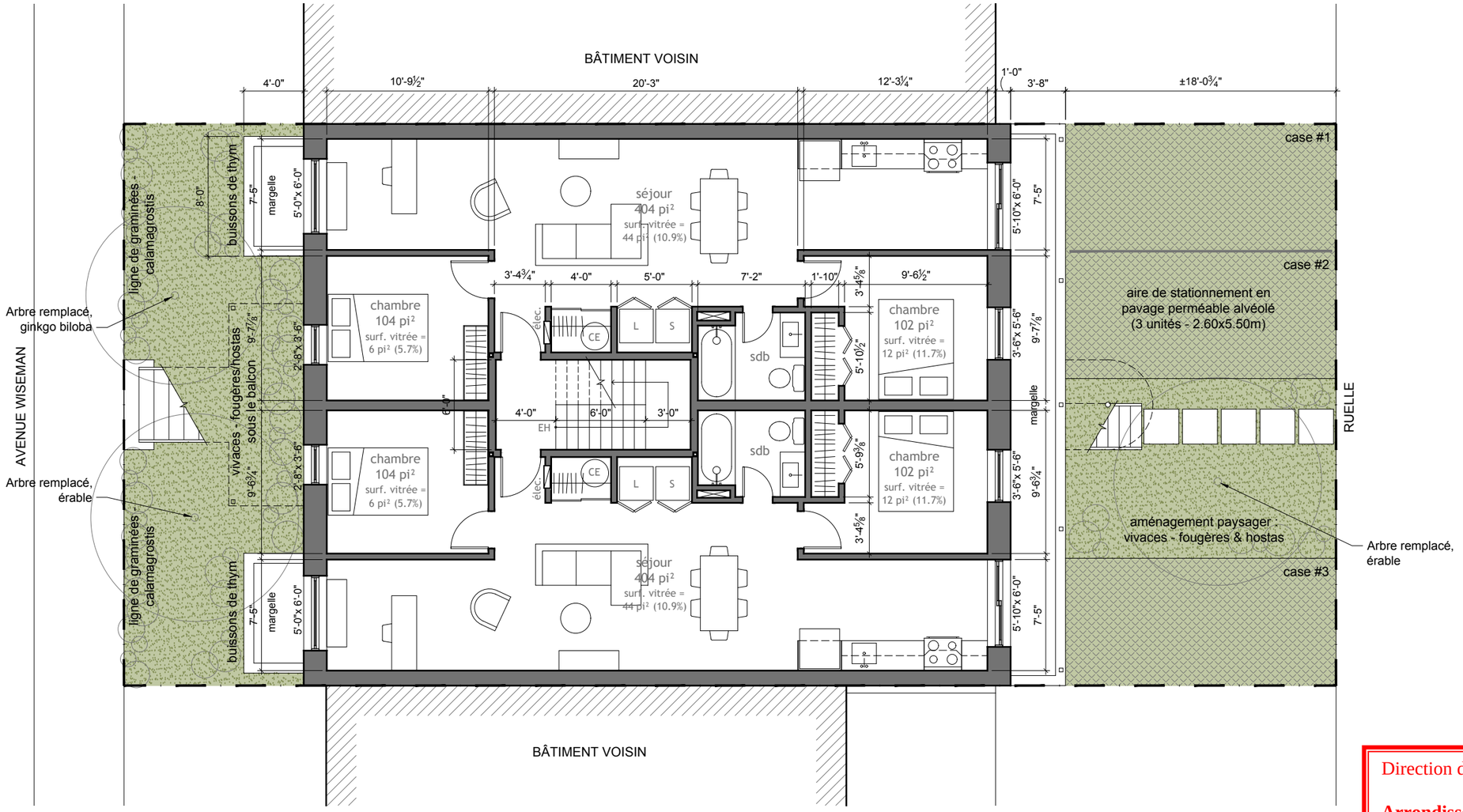
issue: POUR PERMIS

date: 2019-11-08

SUPERFICIE DU LOT - 3 034.35 pi² [281.90 m²]

SUPERFICIE VÉGÉTALISÉE - 1 006.00 pi² [93.45 m²]
(soit 33% de la superficie du lot)

N



SOUS-SOL

SUPERFICIE DE PLANCHER PAR LOGEMENT :
±721.75 pi² [67.05 m²]

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

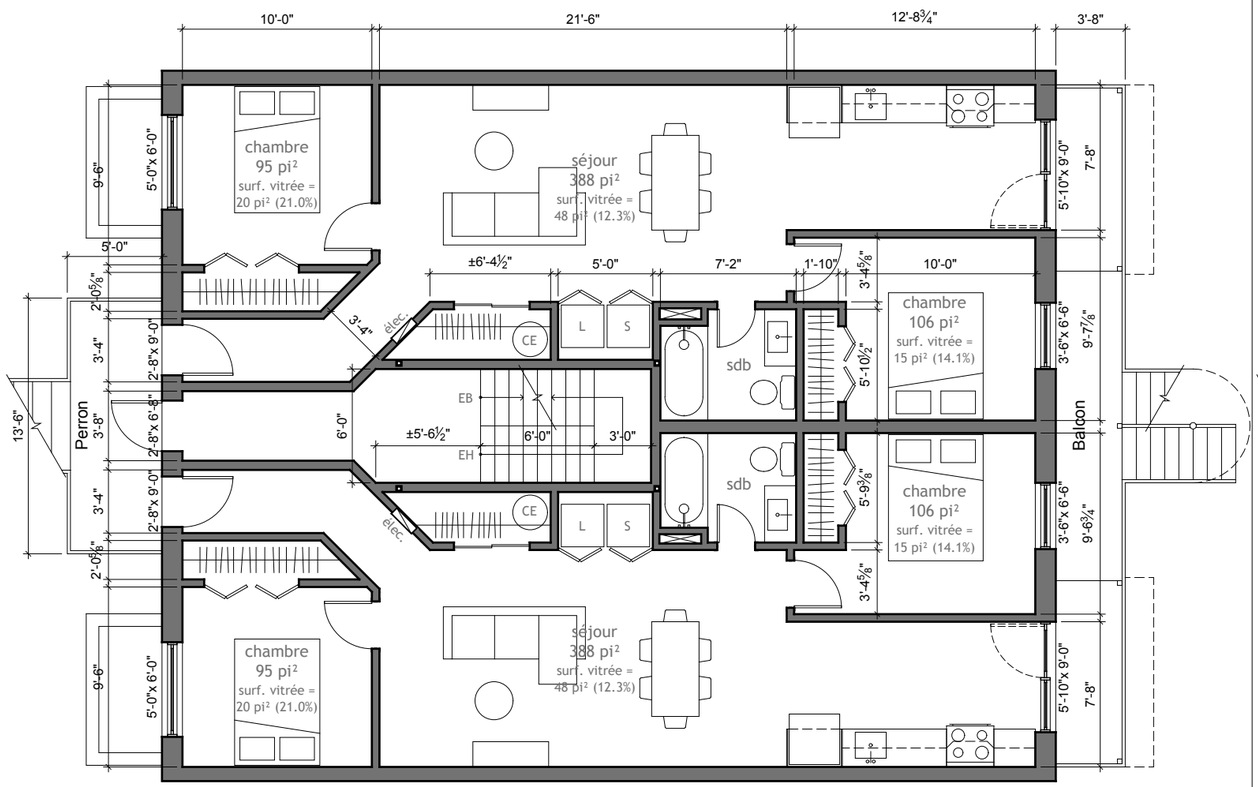
GDD : 1198053017
Date : 14 novembre 2019

makerHUb inc
3876 de bullion | montreal | quebec | h2w 2e1
info@makerhub.design
(514) 581 5892

drawing title:
AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR & PLAN DU SOUS-SOL PROPOSÉS

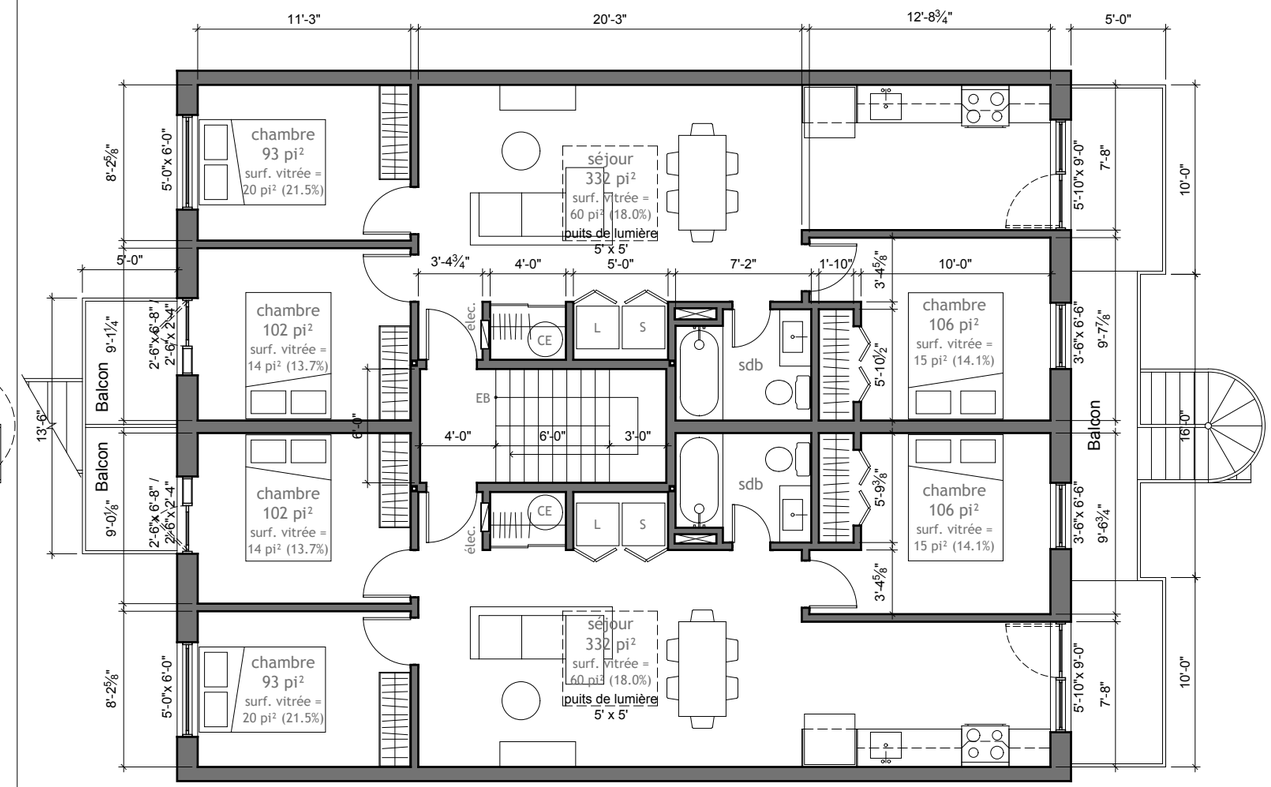
project:
Demande de permis de construction - 7525-7535 AVENUE WISEMAN

scale: 1/8"= 1'-0"
issue: POUR PERMIS
date: 2019-11-08



REZ-DE-CHAUSSÉE

SUPERFICIE DE PLANCHER PAR LOGEMENT :
±728.75 pi² [67.70 m²]



ÉTAGE

SUPERFICIE DE PLANCHER PAR LOGEMENT :
±748.90 pi² [69.55 m²]

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1198053017
Date : 14 novembre 2019

makerHUb inc
3876 de bullion | montreal | quebec | h2w 2e1
info@makerhub.design
(514) 581 5892

drawing title:
PLANS PROPOSÉS - REZ-DE-CHAUSSÉE & ÉTAGE

project:
Demande de permis de construction - 7525-7535 AVENUE WISEMAN

scale: 1/8"= 1'-0"
issue: POUR PERMIS
date: 2019-11-08

8 | 11

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1198053017
Date : 14 novembre 2019

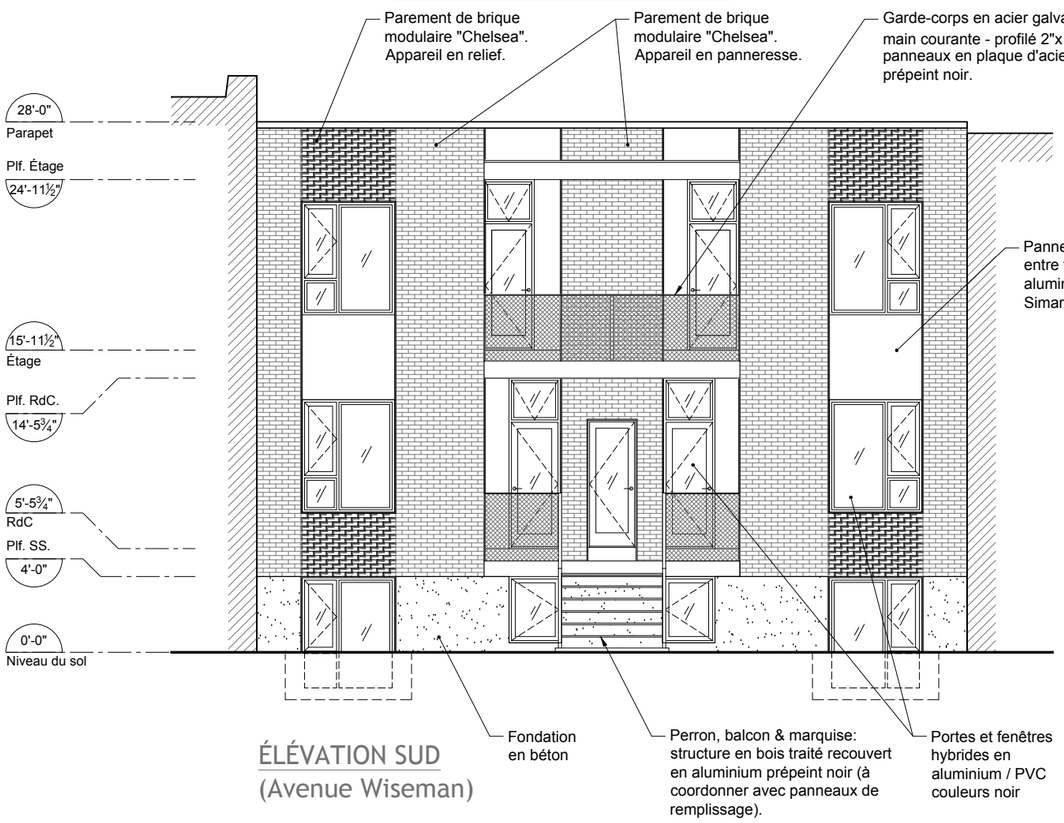
ÉLÉVATION SUD

Surface de façade de rayonnement: 969.27 pi² [90.05 m²]
Distance limitative: 32'-0" [9.75 m]
Surface globale de baies non protégées permise: 82.38 %
Surface globale de baies non protégées proposée: 299.15 pi² [27.80 m²] = 30.86 %

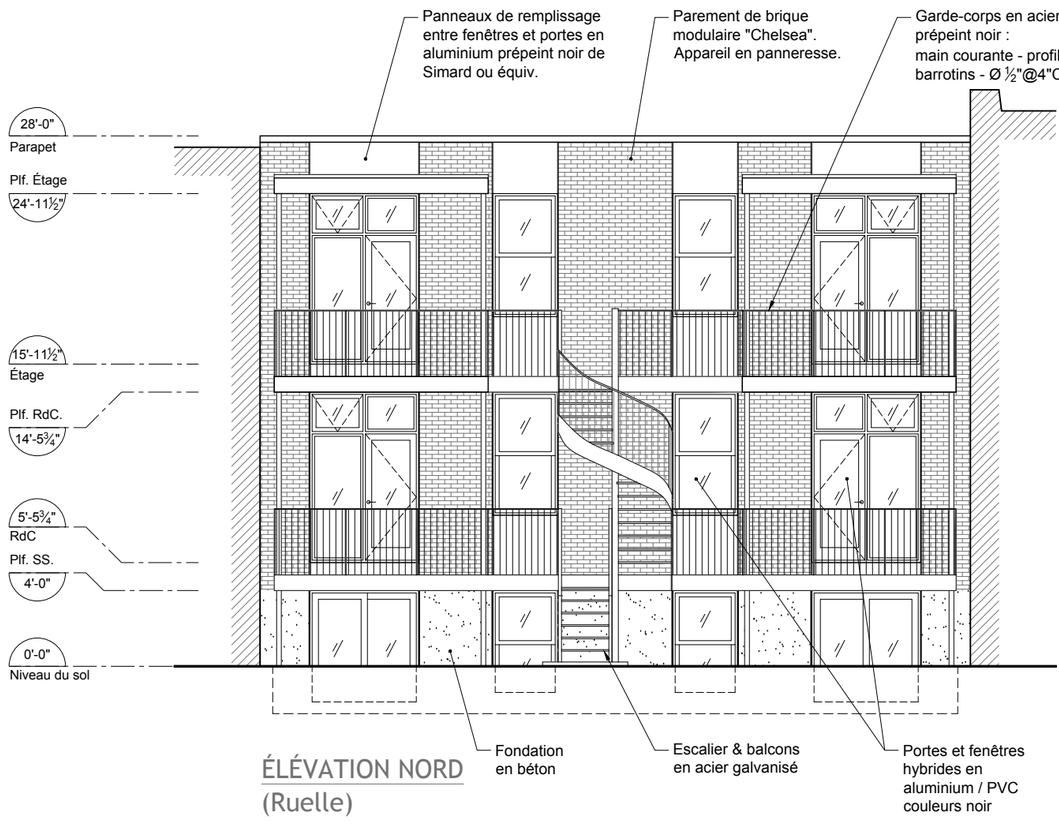
ÉLÉVATION NORD

Surface de façade de rayonnement: 1 026.35 pi² [95.35 m²]
Distance limitative: 28'-0" [8.53 m]
Surface globale de baies non protégées permise: 66.96 %
Surface globale de baies non protégées proposée: 409.50 pi² [38.04 m²] = 39.90 %

SUPERFICIE DE MAÇONNERIE PROPOSÉE
520.32 pi² (84.10% de la façade)



ÉLÉVATION SUD
(Avenue Wiseman)



ÉLÉVATION NORD
(Ruelle)



Parement de brique modulaire, (3⅝x 2¼x 7⅝) "Chelsea" de Watonstown Bricks ou équiv., série Iron Spot



Panneaux de remplissage entre fenêtres et portes en aluminium prépeint noir de Simard ou équiv.



Portes et fenêtres hybrides - aluminium / PVC, couleurs - noir



Garde-corps en acier galvanisé peint noir, panneaux en acier perforé, prépeint noir



Escalier & balcons en acier galvanisé.
Note: image de référence du type d'escalier proposé, couleur à appliquer - prépeint noir.

makerHUb inc
3876 de bullion | montreal | quebec | h2w 2e1
info@makerhub.design
(514) 581 5892

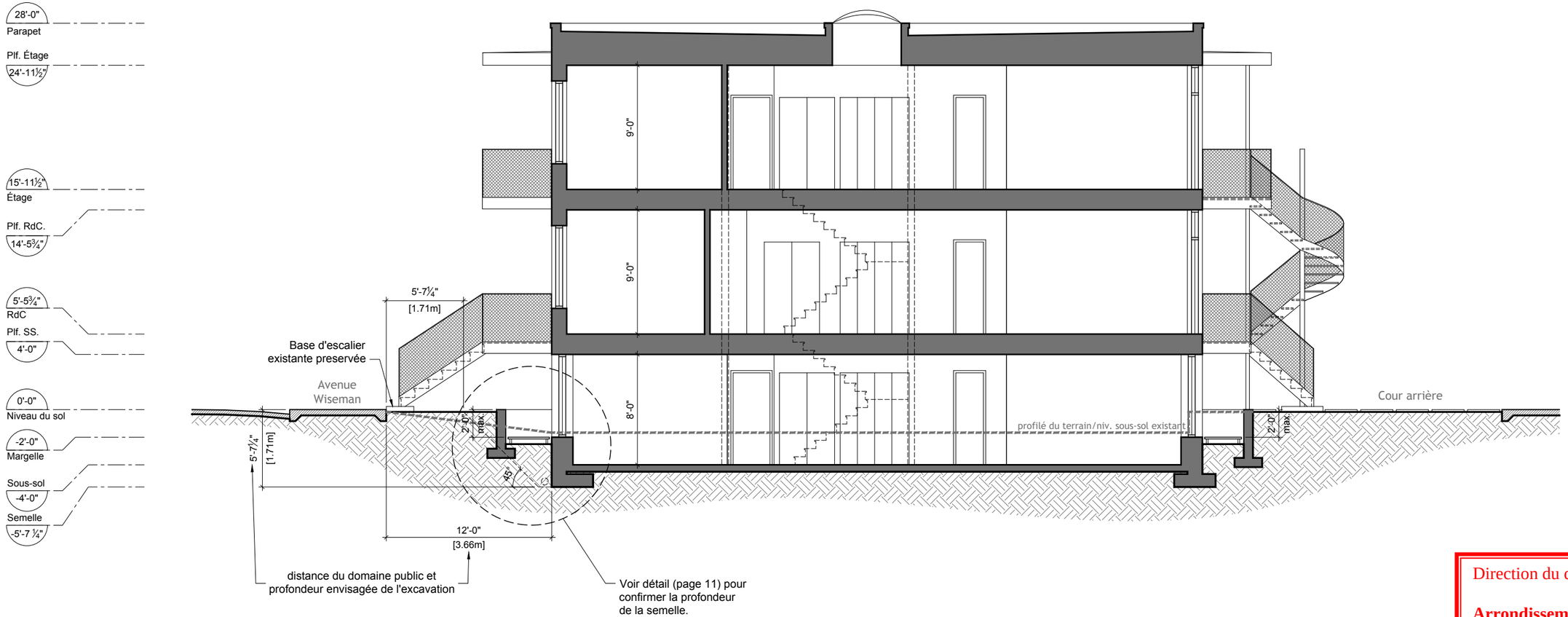
drawing title: ÉLÉVATIONS PROPOSÉES

project: Demande de permis de construction - 7525-7535 AVENUE WISEMAN

scale: 1/8"= 1'-0"

issue: POUR PERMIS

date: 2019-11-08



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1198053017
Date : 14 novembre 2019

makerHUb inc
3876 de bullion | montreal | quebec | h2w 2e1
info@makerhub.design
(514) 581 5892

drawing title:
COUPE LONGITUDINALE

project:
Demande de permis de construction - 7525-7535 AVENUE WISEMAN

scale: 1/8"= 1'-0"
issue: POUR PERMIS
date: 2019-11-08

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1195898018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un nouvel immeuble mixte de 4 étages, comportant des locaux commerciaux au rez-de-chaussée et un total de 117 logements, en remplacement du bâtiment existant situé au 495, avenue Beaumont.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans numérotés A010, A101, A105, A301 et A302 datés du 30 octobre 2019, préparés par M. Jean Pelland, architecte, ainsi que le plan d'aménagement paysager AP-02 daté du 30 octobre 2019, préparé par la firme BC2, visant la construction d'un nouvel immeuble mixte de 4 étages, comportant des locaux commerciaux au rez-de-chaussée et un total de 117 logements, en remplacement du bâtiment existant situé au 495, avenue Beaumont, et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 12 novembre 2019.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-11-20 13:46

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195898018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un nouvel immeuble mixte de 4 étages, comportant des locaux commerciaux au rez-de-chaussée et un total de 117 logements, en remplacement du bâtiment existant situé au 495, avenue Beaumont.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande a pour but de permettre la construction d'un nouvel immeuble mixte de 4 étages en remplacement du bâtiment existant situé au 495, avenue Beaumont. Un programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé, de volumétrie et de programmation similaire, a été approuvé lors de l'analyse de la demande de permis de démolition par le comité de démolition de l'arrondissement en septembre 2019. Suite au dépôt d'une demande d'appel de la décision rendue par le comité de démolition, le conseil d'arrondissement a, à sa séance du 3 novembre 2019, décidé de reconduire l'approbation du projet.
Suite au raffinement de la proposition initiale, le requérant a déposé une demande de permis de construction afin de procéder au redéveloppement du site.

Puisqu'il s'agit d'un projet de nouvelle construction et que le site se trouve sur l'avenue Beaumont, le projet doit, en vertu des articles 4.1 et 25.3 du Règlement sur les PIIA de l'arrondissement, tendre à rencontrer les objectifs et critères prévus aux articles 30.1 (nouvelles constructions) et 91.3 (secteur au nord de Beaumont).

Le comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement a, à sa séance du 11 novembre 2019, formulé une recommandation favorable quant à la présente demande, et ce, telle que présentée. Les plans sont donc acheminés au conseil d'arrondissement pour approbation, le cas échéant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CD19-07, 9 septembre 2019 - D'AUTORISER la démolition du bâtiment situé au 495, avenue Beaumont, suite à la demande de permis de démolition portant le numéro 3001615809, déposée le 19 juillet 2019, conformément au Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14007) et **D'APPROUVER** le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé visant la construction d'un bâtiment mixte de 4 étages comprenant des espaces

commerciaux au rez-de-chaussée, un total d'environ 104 logements et occupant environ 70% de la surface du terrain.
CA19 14 0338, 5 novembre 2019 - Le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension confirme la décision prise par le comité de démolition de l'arrondissement, lors de sa séance du 9 septembre 2019, relativement à l'immeuble situé au 495, avenue Beaumont.

DESCRIPTION

Le requérant propose de construire un immeuble de 4 étages qui marquera les trois voies publiques bordant le site. Le bâtiment est articulé sur une cour intérieure et sa portion arrière, en porte-à-faux, permet de mailler et ouvrir le projet sur la ruelle publique traversant l'îlot. Le rez-de-chaussée, sur l'avenue Beaumont, sera occupé à des fins commerciales et un atelier/espace communautaire donnant sur la cour intérieure est prévu. Les commerces seront accessibles par 2 entrées distinctes sur l'avenue Beaumont et une autre sur l'avenue Querbes. Des entrées cochères seront aménagées sur la rue Durocher et sur l'avenue Querbes pour assurer une transition entre les espaces commerciaux et les unités d'habitation en plus de faciliter l'accès à la cour intérieure. L'ouverture sur l'avenue Querbes servira également d'aire de chargement afin de faciliter la desserte des commerces du rez-de-chaussée.
Le nouvel immeuble occupera 77% du lot concerné (maximum autorisé de 100%), laissant place à une cour intérieure animée et végétalisée et à des marges avant verdies, sur l'avenue Querbes et la rue Durocher, marges cohérentes à celles du tissu résidentiel adjacent. À cet égard, les logements du rez-de-chaussée profiteront tous d'une entrée privée et seront aménagés sur 2 niveaux, ayant accès à un espace mezzanine créé par la double hauteur du rez-de-chaussée. Cette stratégie permet de conférer un aspect résidentiel au projet sur les axes où cette fonction est dominante.

Un découpage volumétrique marqué, sur trois plans, viendra animer l'ensemble des façades du nouvel immeuble. Cette stratégie, en plus de dynamiser et réduire l'effet de masse du bâtiment permettra de dégager des espaces de vie extérieurs de dimensions intéressantes et d'ajouter au verdissement des façades de l'immeuble par l'ajout de bacs de plantations permanents. Les façades sur rue seront presque entièrement recouvertes d'un parement de maçonnerie foncée (Carolina Ceramics, modèle Blue black, format modulaire) tandis que les élévations sur cour intérieure seront d'un revêtement métallique gris pâle. Des jeux de briques en damier, légèrement en retrait, et d'autres en boutisse (saillie) contribueront également à animer les façades. Les ouvertures de la portion commerciale seront surmontées d'un parement métallique de couleur gris anthracite.

En ce qui a trait à la répartition des espaces, la superficie dédiée aux locaux commerciaux sera d'environ 800 m^2, une superficie d'environ 100 m^2 sera allouée à l'espace atelier/local communautaire et la proposition comprend l'aménagement d'un total de 117 logements. Le bâtiment offrira une typologie résidentielle variée modulée de la façon suivante :

· Studios et logements d'une chambre (384 à 681 pi^2) : 69 unités (59%)
· Logements de deux chambres (680 à 958 pi^2) : 28 unités (24%)
· Logements de trois chambres (928 à 1069 pi^2) : 20 unités (17%)

La quasi totalité des logements aura accès à un espace extérieur privatif (balcon ou terrasse au sol) et la cour intérieure aménagée, à caractère public, sera disponible pour l'ensemble des résidents de l'immeuble. Le caractère public de cet espace sera confirmé par l'ouverture du projet sur la ruelle desservant l'îlot concerné, la présence de deux entrées cochères sur les rues Querbes et Durocher et par la présence d'un concierge sur place, en tout temps. Le local communautaire/atelier de même que la salle commune à usage des résidents ont également été localisé à proximité de l'entrée de la ruelle afin d'assurer une présence à cet

endroit. Une grande terrasse commune de 200 m^2 est prévue au toit du bâtiment et une portion de la toiture (214 m^2) sera aménagée en toiture verte extensive.

La proposition comporte une surface équivalente à 20% du site qui fera l'objet de verdissement. Les aménagements sont prévus en fosses de plantation sur dalle au niveau de la cour intérieure et les cours avant seront plantées. Des bacs permanents sont également prévus au pourtour des balcons de tous les logements. Le verdissement d'une portion de la toiture complétera le paysagement. La proposition inclut la plantation d'un total de 19 arbres tandis qu'elle entraînera l'abattage de deux arbres, un sur le domaine public sur la rue Durocher et un second sur domaine privé à l'entrée de la ruelle sur cette même rue.

Une aire de stationnement de 63 cases pour voitures sera aménagée en sous-sol de l'immeuble et sera accessible à partir de la rue Durocher. En plus des cases pour automobiles, le projet inclut, au sous-sol, un local pour stationnement à vélos pouvant accommoder une soixantaine de cases. Toutes les unités profiteront également d'un espace de rangement en sous-sol du bâtiment.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire estime que le présent projet rencontre les objectifs et critères qui lui sont applicables, et ce, considérant les éléments suivants :

· le projet, de par son gabarit et son implantation, s'intégrera adéquatement au tissu urbain environnant et contribuera significativement à poursuivre les efforts de revitalisation sur l'avenue Beaumont;
· la proposition se démarque par un traitement architectural soigné et contemporain, par l'utilisation de matériaux de parement durable et de qualité, par des efforts significatifs de verdissement et par certains gestes permettant d'y conserver les traces de son passé industriel (traitement de coin et maintien d'une boulangerie);
· l'immeuble, proposé comme étant de nature locative, offrira une typologie de logements diversifiée pouvant répondre à différents types de clientèle;
· le nouveau bâtiment contribuera significativement à l'animation du domaine public sur l'avenue Beaumont et participera à rehausser la qualité du cadre bâti de cette artère;
· l'articulation du projet, dans sa portion résidentielle, contribuera à une meilleure définition du paysage de rue par l'aménagement d'unités avec accès au niveau de la rue et la végétalisation des cours avant;
· la proposition permettra de densifier une propriété à proximité d'une station de métro (Acadie) et s'inscrit dans les objectifs de dynamisation du secteur, objectifs affirmés lors de l'élaboration et suite à l'entrée en vigueur du Plan de développement urbain économique et social (PDUES).

Le comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement a, à sa séance du 11 novembre 2019, formulé une recommandation favorable quant à la présente proposition, et ce, telle que présentée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coûts des travaux - 22 285 461 $
Coût du permis - 222 715,52 $
Frais d'analyse PIIA - 3 343 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La proposition permettra de densifier un site à proximité d'infrastructures de transport en commun importantes (métro Parc et Acadie) et près du campus MIL de l'Université de Montréal. De plus, différentes mesures sont prises afin que le nouvel immeuble contribue à la lutte aux îlots de chaleur urbains tels des efforts de verdissement au sol, l'aménagement d'une toiture verte extensive et blanche et la plantation de nombreux arbres. Finalement, le projet permettra de rétablir des sols contaminés et de retirer une occupation génératrice de nuisance à proximité d'un milieu résidentiel établi.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de construction.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La proposition est conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier GAUTHIER
Conseiller en aménagement

Tél : 514-868-3513
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-15

Marc-André HERNANDEZ
c/d urb.<<arr.>60000>>

Tél : 514-868-3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195898018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un nouvel immeuble mixte de 4 étages, comportant des locaux commerciaux au rez-de-chaussée et un total de 117 logements, en remplacement du bâtiment existant situé au 495, avenue Beaumont.

CCU_PV_2019-11-11_495_Beaumont_PIIA.pdf495_Beaumont_plans_PIIA.pdf

495_Beaumont_paysage_PIIA.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier GAUTHIER
Conseiller en aménagement

Tél : 514-868-3513
Télécop. : 514-868-4706

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 11 novembre 2019 à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district de Parc-Extension

Françis Grimard
Esther St-Louis
Véronique Lamarre

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Olivier Gauthier, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Clothilde-Béré Pelletier conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents:

Katherine Routhier
Anh Truong

1. Ouverture de la séance

À 18 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Françis Grimard

appuyé par Esther St-Louis

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption du procès-verbal du 17 octobre 2019

L'adoption du procès-verbal est remise à la séance de décembre

5. Suivi des dossiers

6.2. PIIA : 495, avenue Beaumont	
Présenté par	**Invités**
Olivier Gauthier Conseiller en aménagement	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un nouvel immeuble mixte de 4 étages, comportant des locaux commerciaux au rez-de-chaussée et un total de 117 logements, en remplacement du bâtiment existant situé au 495, avenue Beaumont.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- Le mode de tenure des logements;
- Le caractère résidentiel privé par rapport à la production de logements sociaux;
- La stratégie de verdissement mise de l'avant et les nombreuses plantations prévues;
- La fonction et l'utilisation de la cour intérieure;
- La superficie des logements et la répartition de ceux-ci dans l'immeuble;
- Les modifications apportées au projet (fenestration, dimensions de la cour intérieure);
- Les impacts d'un projet de la sorte sur le voisinage;
- L'influence d'Habitat 67 dans le parti architectural mis de l'avant.

CCU19-11-11-PIIA01	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

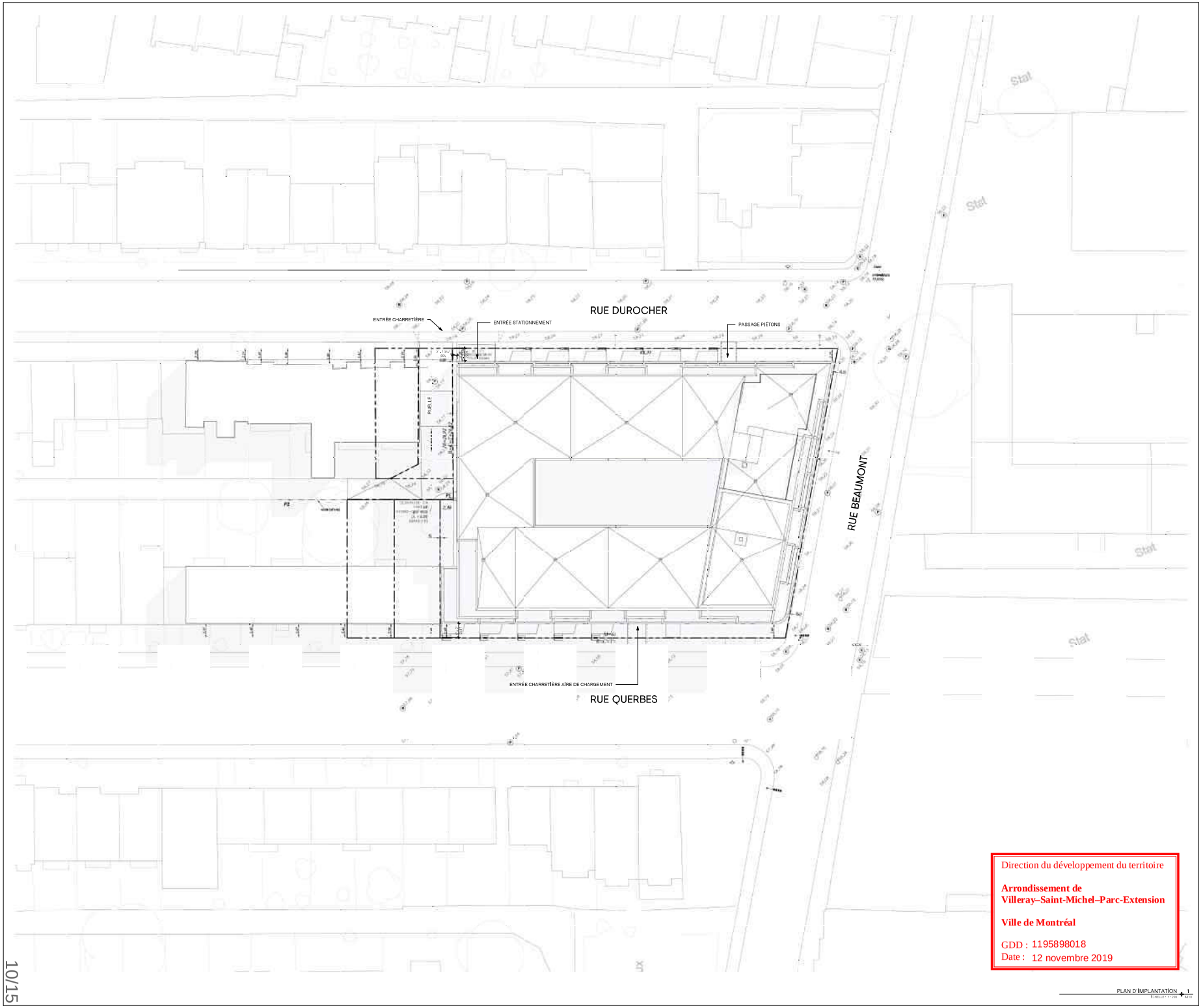
L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Francis Grimard

appuyé par Véronique Lamarre

ADOPTÉ à l'unanimité.



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1195898018
Date : 12 novembre 2019

PLAN D'IMPLANTATION 1
ÉCHELLE : 1:200

10/15

495 BEAUMONT

495 BEAUMONT
MONTRÉAL, QC H3N 1V4

MONTONI
4115 AUTOROUTE DES LAURENTIDES
LAVAL, QC, H7L 5W5
T 450 978 7500

sidlee architecture
PELLAND LEBLANC ARCHITECTES SENC
1 PLACE VILLE-MARIE, #2050, MONTRÉAL, QC H3B 2C4
T 514 282 5834 SIDLEEARCHITECTURE.com

GROUPE BC2
80, RUE SAINT-PAUL OUEST #200
MONTRÉAL, QC, H2Y 3V4
T 514 507 3600 GROUPEBC2.com

LES CONSULTANTS MESC INC.
3730, BOUL. ST-ELZÉAR OUEST #80
LAVAL, QC, H7P 0G6
T 514 770 7775

SBSA
5255 HENRI-BOURASSA OUEST #230
SAINT-LAURENT, QC, H4R 2M8
T 514 933 6621 SBSA.com

NO.	REVISION - REVISION	DATE
9	PERMIS CONSTRUCTION REV.03	2019-10-30
7	DESIGN UPDATE 4	2019-10-25
6	DESIGN UPDATE 3	2019-10-18
5	DESIGN UPDATE 2	2019-10-11
4	PERMIS CONSTRUCTION REV.02	2019-10-07
3	POUR COORDINATION	2019-10-01
2	PERMIS CONSTRUCTION	2019-09-12
1	DESIGN UPDATE	2019-08-04

- Vérifier toutes les dimensions approximatives du dessin de telle sorte que les conditions sur l'emplacement.
- Référez-vous directement à l'architecte ou à l'ingénieur de toute incertitude.
- Ne pas prendre de mesure à l'échelle sur les dessins.

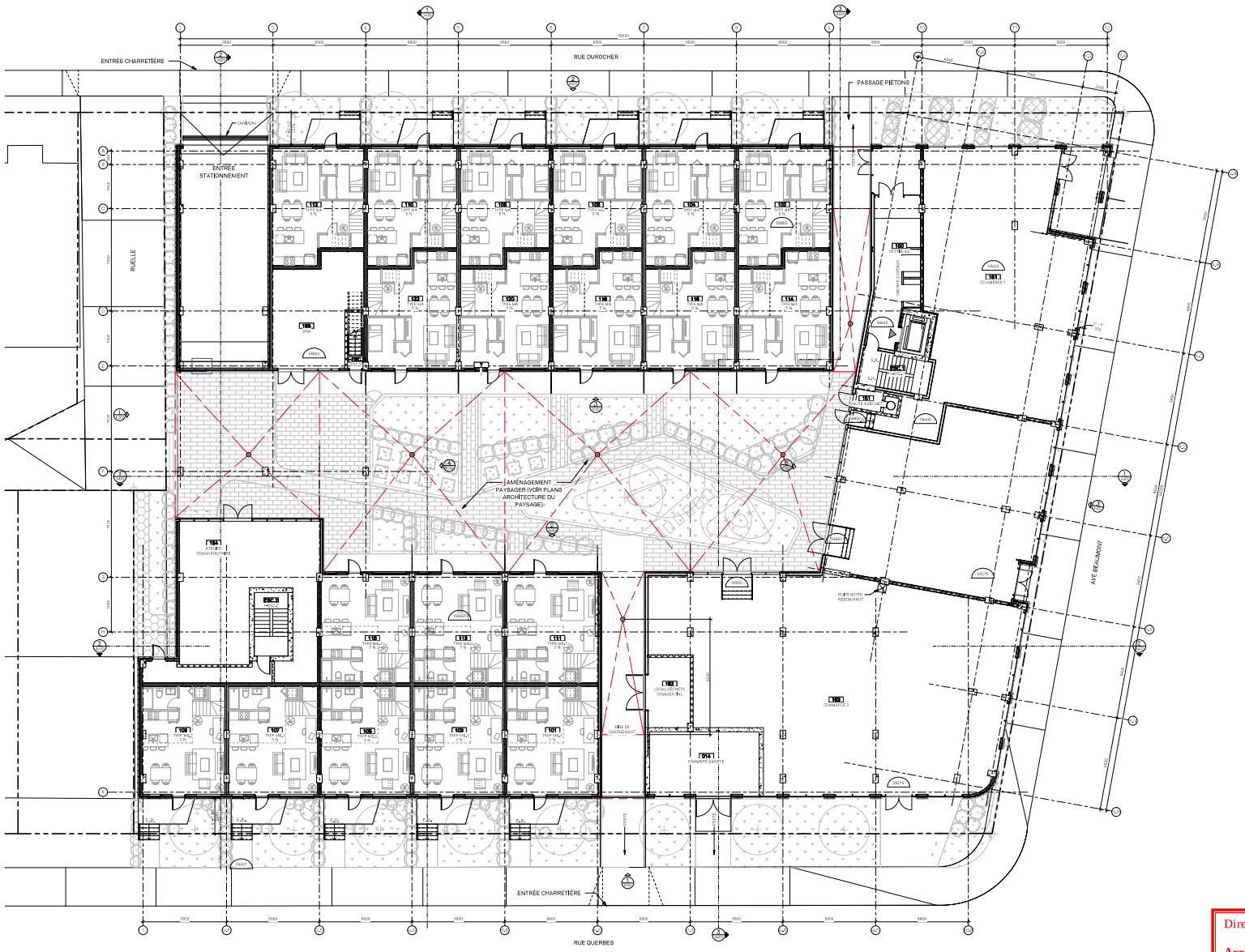
PLAN D'IMPLANTATION

PROJET NO. : 150203759
DATE DE CRÉATION :
DESSINÉ PAR : Author
VÉRIFIÉ PAR : Approver
ÉCHELLE: INDIQUÉE

RÉVISION : A010

NOTES SPÉCIFIQUES - CONSTRUCTION

N/A



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1195898018
Date : 12 novembre 2019

PLAN NIVEAU RDC — ÉCHELLE: 1:100

11/15

495 BEAUMONT

495 BEAUMONT
MONTRÉAL, QC H3N 1V4



MONTONI
4115 AUTOROUTE DES LAURENTIDES
LAVAL, QC, H7L 5W5
T 450 978 7500

sidlee architecture
PELLAND LEBLANC ARCHITECTES SENC
1 PLACE VILLE-MARIE, #2050, MONTRÉAL, QC H3B 2C4
T 514 282 6834 SIDLEEARCHITECTURE.com

GROUPE BC2
80, RUE SAINT-PAUL OUEST #300
MONTRÉAL, QC, H2Y 3V4
T 514 507 3600 GROUPEBC2.com

LES CONSULTANTS MESC INC.
3730, BOUL. ST-ELZÉAR OUEST #801
LAVAL, QC, H7P 0G6
T 514 770 7775

SBSA
5255 HENRI-BOURASSA OUEST #230
SAINT-LAURENT, QC, H4R 2M8
T 514 933 6621 SBSA.com

NO.	REVISION - REVISION	DATE
9	PERMIS CONSTRUCTION REV.03	2019-10-30
7	DESIGN UPDATE 4	2019-10-25
6	DESIGN UPDATE 3	2019-10-18
5	DESIGN UPDATE 2	2019-10-11
4	PERMIS CONSTRUCTION REV.02	2019-10-07
3	POUR COORDINATION	2019-10-01
2	PERMIS CONSTRUCTION	2019-09-12
1	DESIGN UPDATE	2019-09-04

- Vérifier toutes les dimensions approximatives au devis de telle que les conditions sur l'emplacement.
- Ne pas reporter les dimensions directement à l'architecte ou à l'ingénieur de toute incertitude ou de tout problème de mesure à effectuer sur les lieux.

PLAN NIVEAU RDC

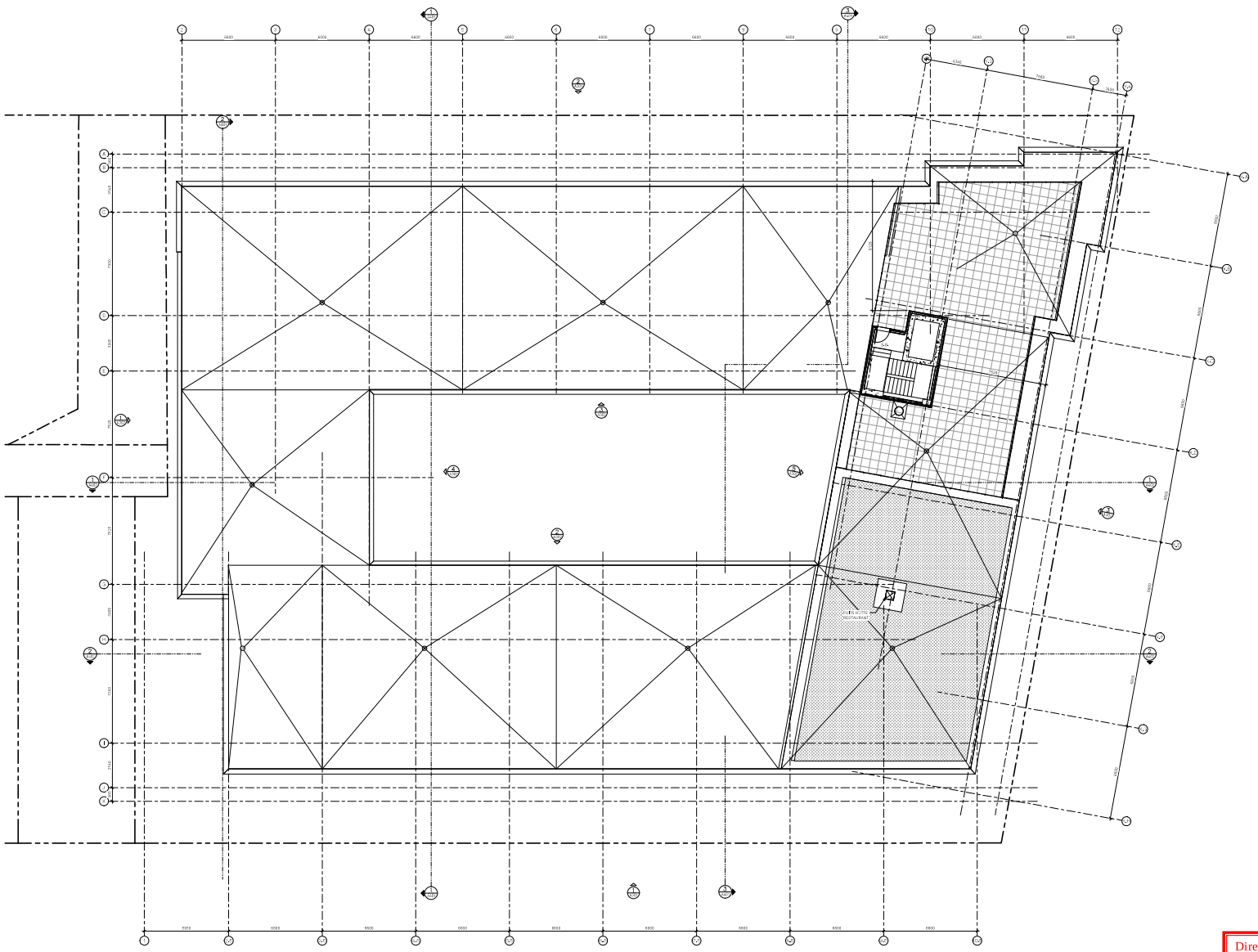
PROJET NO. : 150203759
DATE DE CRÉATION :
DESSINÉ PAR : Author
VÉRIFIÉ PAR : Approver
ÉCHELLE: INDIQUÉE

RÉVISION :

A101

NOTES SPÉCIFIQUES - CONSTRUCTION

N/A



PLAN NIVEAU TOITURE 1
ÉCHELLE : 1 : 125 A105

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

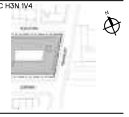
Ville de Montréal

GDD : 1195898018
Date : 12 novembre 2019

12/15

495 BEAUMONT

495 BEAUMONT
MONTRÉAL, QC H3N 1V4



MONTONI
4115 AUTOROUTE DES LAURENTIDES
LAVAL, QC, H7L 5W5
T 450 978 7600

sidlee architecture
PELLAND LEBLANC ARCHITECTES SENC
1 PLACE VILLE-MARIE, #2050, MONTRÉAL, QC H3B 2C4
T 514 282 6834 SIDLEEARCHITECTURE.com

GROUPE BC2
80, RUE SAINT-PAUL OUEST #300
MONTRÉAL, QC, H2Y 3V4
T 514 507 3600 GROUPEBC2.com

LES CONSULTANTS MESC INC.
3730, BOUL. ST-ELZÉAR OUEST #801
LAVAL, QC, H7P 0G6
T 514 770 7775

SBSA
5255 HENRI-BOURASSA OUEST #230
SAINT-LAURENT, QC, H4R 2M8
T 514 933 6621 SBSA.com

NO.	REVISION - REVISION	DATE
9	PERMIS CONSTRUCTION REV.03	2019-10-30
7	DESIGN UPDATE 4	2019-10-25
6	DESIGN UPDATE 3	2019-10-18
5	DESIGN UPDATE 2	2019-10-11
4	PERMIS CONSTRUCTION REV.02	2019-10-07
3	POUR COORDINATION	2019-10-01
2	PERMIS CONSTRUCTION	2019-09-12
1	DESIGN UPDATE	2019-09-04

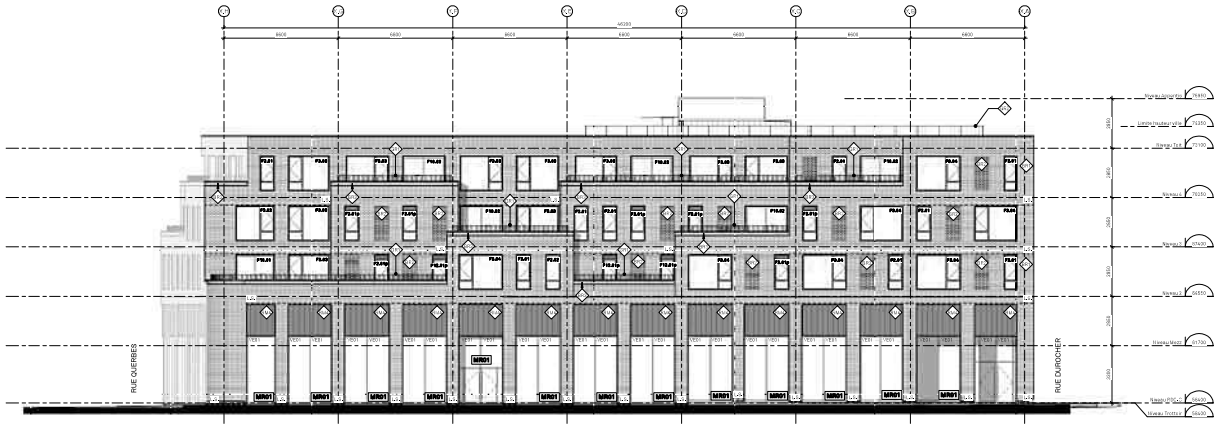
- Verifier toutes les dimensions approximatives du dessin de telle que les conditions sur l'emplacement.
- Ne pas reporter les renseignements à l'architecte ou à l'ingénieur de toute incertitude.
- Ne pas prendre de mesure à l'échelle sur les dessins.

PLAN DE TOITURE

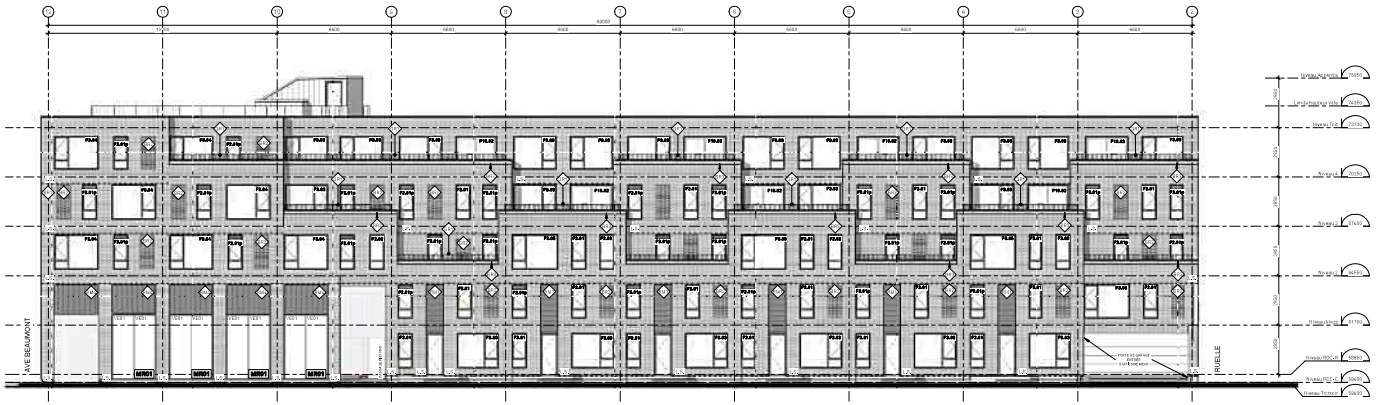
PROJET NO. : 150203759
DATE DE CRÉATION :
DESSINÉ PAR : Author
VÉRIFIÉ PAR : Approver

ÉCHELLE: INDIQUÉE

RÉVISION : A105



ÉLÉVATION EST (RUE BEAUMONT) 3
ÉCHELLE : 1 : 100 A301



ÉLÉVATION NORD (RUE DUROCHER) 2
ÉCHELLE : 1 : 100 A301



ÉLÉVATION SUD (RUE QUERBES) 1
ÉCHELLE : 1 : 100 A301

LÉGENDE ÉLÉVATION

- **REVÊTEMENT DE BRIQUE:** • COULEUR ET MANUFACTURE, FORMAT MODULAIRE, BLUE BLACK DE CANADIAN CERAMICS OU ÉQUIVALENT, APPAREILLAGE EN PARPAING DOS
- **REVÊTEMENT DE BRIQUE:** • COULEUR ET MANUFACTURE, FORMAT MODULAIRE, BLUE BLACK DE CANADIAN CERAMICS OU ÉQUIVALENT, APPAREILLAGE DE BRIQUE SUR BRIQUE EN STRIÉ
- **REVÊTEMENT DE BRIQUE:** • COULEUR ET MANUFACTURE, FORMAT MODULAIRE, BLUE BLACK DE CANADIAN CERAMICS OU ÉQUIVALENT, APPAREILLAGE DE BRIQUE SUR BRIQUE AVEC JOINT DE CONTRÔLE EN ISOLANT
- **REVÊTEMENT MÉTALLIQUE:** • COULEUR: BLANC CASSÉ, À DÉFINIR PAR L'ARCHITECTE OU L'ÉQUIPE DE MOINDRE OU ÉQUIVALENT.
- **REVÊTEMENT MÉTALLIQUE:** • COULEUR: BLANC CASSÉ, À DÉFINIR PAR L'ARCHITECTE OU L'ÉQUIPE DE MOINDRE OU ÉQUIVALENT.
- **PARAPET MÉTAL PERFORÉ :** • COULEUR: BLANC
- **REVÊTEMENT MÉTALLIQUE:** • COULEUR: NOIR
- **PARAPET SÉPARATEUR** • ACIER GALVANISÉ COULEUR BLANC
- **GARDE-CORPS EN ALUMINIUM** • COULEUR NOIR, STRUCTURE À BARREAUX
- **GARDE-CORPS EN VERRE** • STRUCTURE DE SUPPORT COULEUR NOIR

TPO1 **TRUMEAU EN REVÊTEMENT D'ALUMINIUM SUR PANNE RIGIDE:** • COULEUR NOIR

VER1 **VERRE EN UNITÉ DOUBLE SCELLÉ:** • TEINTÉ GRIS BLEU EN VERRE CLAIR TREMPÉ 2X6 MM (¼)

GRILLE DE VENTILATION (VOIR ING. MÉC.)

LINTEAU STRUCTURAL (VOIR ING. STR.)

J.C. **JOINT DE CONTRÔLE**

GRILLES ET PERSIENNES : COULEUR APPARENTÉE AU REVÊTEMENT DANS LEQUEL ELLES S'INSTALLE.

BOUTONS D'ANCRAGE : PRÉVOIR ET INSTALLER LES BOUTONS D'ANCRAGES SELON LES RECOMMANDATIONS DU MANUFACTURIER.

COULEUR CADRE EXTÉRIEURE : REVÊTEMENT : VOIR ÉCHELLE AUX ÉTIQUETTES DES PLANS ET RSA

COULEUR 2 : APPARENTÉ AU REVÊTEMENT RM2

MR1 : MURS RIDEAUX 2 COULEURS

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1195898018
Date : 12 novembre 2019

495 BEAUMONT

495 BEAUMONT
MONTRÉAL, QC H3N 1W4

MONTONI
4115 AUTOROUTE DES LAURENTIDES
LAVAL, QC, H7L 5W5
T 450 978 7600

sidlee architecture
PELLAND LEBLANC ARCHITECTES SENC
1 PLACE VILLE-MARIE, #2050, MONTRÉAL, QC H3B 2C4
T 514 282 6834 SIDLEEARCHITECTURE.com

GROUPE BC2
80, RUE SAINT-PAUL OUEST #200
MONTRÉAL, QC, H2Y 3V4
T 514 507 3600 GROUPEBC2.com

LES CONSULTANTS MESC INC.
3730, BOUL. ST-ELZÉAR OUEST #80
LAVAL, QC, H7P 0G6
T 514 770 7775

SBSA
5255 HENRI-BOURASSA OUEST #230
SAINT-LAURENT, QC, H4R 2M6
T 514 933 6621 SBSA.com

NO.	REVISION - REVISION	DATE
9	PERMIS CONSTRUCTION REV.03	2019-10-30
7	DESIGN UPDATE 4	2019-10-25
6	DESIGN UPDATE 3	2019-10-18
5	DESIGN UPDATE 2	2019-10-11
4	PERMIS CONSTRUCTION REV.02	2019-10-07
3	POUR COORDINATION	2019-10-01
2	PERMIS CONSTRUCTION	2019-09-12
1	DESIGN UPDATE	2019-08-06

Verifier toutes les dimensions apparaissant au dessin de même que les conditions sur l'emplacement.
Ne jamais prendre directement à l'architecte ou à l'ingénieur de toute inexactitude ou de tout manque de mesure à l'échelle sur le dessin.

ÉLÉVATIONS EXTÉRIEURES

PROJET NO. : 150203759
DATE DE CRÉATION :
DESSINÉ PAR : Author
VÉRIFIÉ PAR :

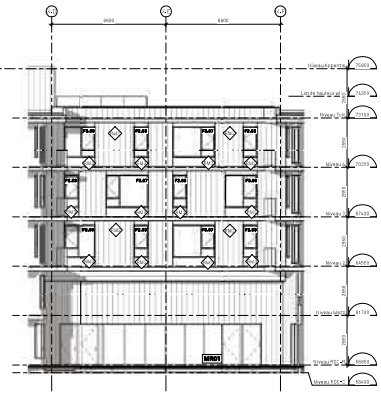
ÉCHELLE: INDIQUÉE

RÉVISION :

A301



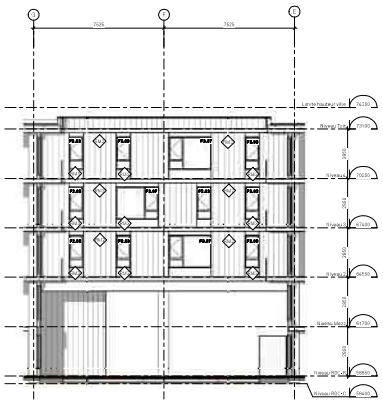
ÉLÉVATION NORD (COUR INTÉRIEUR) 3
ÉCHELLE : 1 : 100 A302



ÉLÉVATION EST (COUR INTÉRIEUR) 5
ÉCHELLE : 1 : 100 A302



ÉLÉVATION SUD (COUR INTÉRIEUR) 2
ÉCHELLE : 1 : 100 A302



ÉLÉVATION OUEST (COUR INTÉRIEUR) 4
ÉCHELLE : 1 : 100 A302



ÉLÉVATION OUEST (RUELLE) 1
ÉCHELLE : 1 : 100 A302

LÉGENDE ÉLÉVATION

- **REVÊTEMENT DE BRIQUE:** • COULEUR ANTHRACITE, FORMAT MODULAIRE, BLUE BLACK OU GRIS DE CERAMIQUE OU ÉQUIVALENT, APPAREILLAGE EN RUNNING BOND
- **REVÊTEMENT DE BRIQUE:** • COULEUR ANTHRACITE, FORMAT MODULAIRE, BLUE BLACK OU GRIS DE CERAMIQUE OU ÉQUIVALENT, APPAREILLAGE DE RUNNING BOND AVEC DOUBLE
- **REVÊTEMENT DE BRIQUE:** • COULEUR ANTHRACITE, FORMAT MODULAIRE, BLUE BLACK OU GRIS DE CERAMIQUE OU ÉQUIVALENT, APPAREILLAGE DE RUNNING BOND AVEC DOUBLE EN SAILLIE
- **REVÊTEMENT MÉTALLIQUE:** • COULEUR BLANC CASSÉ, ASSISE DE L'ENSEMBLE OU ÉQUIVALENT.
- **REVÊTEMENT MÉTALLIQUE:** • COULEUR ANTHRACITE, ASSISE DE L'ENSEMBLE OU ÉQUIVALENT.
- **PARAPET EN MÉTAL PERFORÉ :** • COULEUR BLANC
- **REVÊTEMENT MÉTALLIQUE:** • COULEUR NOIR
- **PARAPET RÉFRACTAIRE** • STRUCTURE EN BÉTON COULÉ EN PLACE
- **GARDE-CORPS EN ALUMINIUM** • COULEUR NOIR • STRUCTURE ET BARREAUDAGE
- **GARDE-CORPS EN VERRE** • STRUCTURE DE SUPPORT COULEUR NOIR
- TP01 **TRUMEAU EN REVÊTEMENT D'ALUMINIUM SUR PANNEAU ISOLÉ** • COULEUR NOIR
- VG01 **VERRE EN UNITÉ SCELLÉ:** • UNITÉ ISOLANTE EN VERRE CLAIR TREMPÉ (VOIR DEVIS)
- **GRILLE DE VENTILATION (VOIR ING. MÉC.)**
- **LINTEAU STRUCTURAL (VOIR ING. STR.)**
- **JOINT DE CONTRÔLE**
- **GRILLES ET PERSIENNES :** COULEUR S'APPARIELLANT AU REVÊTEMENT DANS LEQUEL ELLES S'INSTALLE.
- **BOUTONS D'ANCRAGE :** PRÉVOIR ET INSTALLER LES BOUTONS D'ANCRAGES SELON LES RECOMMANDATIONS DU MANUFACTURIER.
- **COULEUR CADRE EXTÉRIEURE :** COULEUR 1 : NOIR ÉCHELLE AU REVÊTEMENT BRIQUE GRIS ET BLANC
- COULEUR 2 : ANTHRACITE AU REVÊTEMENT TRIXO
- MR1 : MUR RIDEAU (VOIR DEVIS)

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1195898018
Date : 12 novembre 2019

14/15

495 BEAUMONT

495 BEAUMONT
MONTRÉAL, QC H3N 1W4

MONTONI
4115 AUTOROUTE DES LAURENTIDES
LAVAL, QC, H7L 5W5
T 450 978 7600

sidlee architecture
PELLAND LEBLANC ARCHITECTES SENC
1 PLACE VILLE-MARIE, #2050, MONTRÉAL, QC H3B 2C4
T 514 282 6834 SIDLEEARCHITECTURE.com

GROUPE BC2
80, RUE SAINT-PAUL OUEST #200
MONTRÉAL, QC, H2Y 3V4
T 514 507 3600 GROUPEBC2.com

LES CONSULTANTS MESC INC.
3730, BOUL. ST-ELZÉAR OUEST #80
LAVAL, QC, H7P 0G6
T 514 770 7575

SBSA
5255 HENRI-BOURASSA OUEST #230
SAINT-LAURENT, QC, H4R 2M6
T 514 933 6621 SBSA.com

NO.	REVISION - REVISION	DATE
9	PERMIS CONSTRUCTION REV.03	2019-10-30
7	DESIGN UPDATE 4	2019-10-25
6	DESIGN UPDATE 3	2019-10-18
5	DESIGN UPDATE 2	2019-10-11
4	PERMIS CONSTRUCTION REV.02	2019-10-07
3	POUR COORDINATION	2019-10-01
2	PERMIS CONSTRUCTION	2019-09-12
1	DESIGN UPDATE	2019-08-06

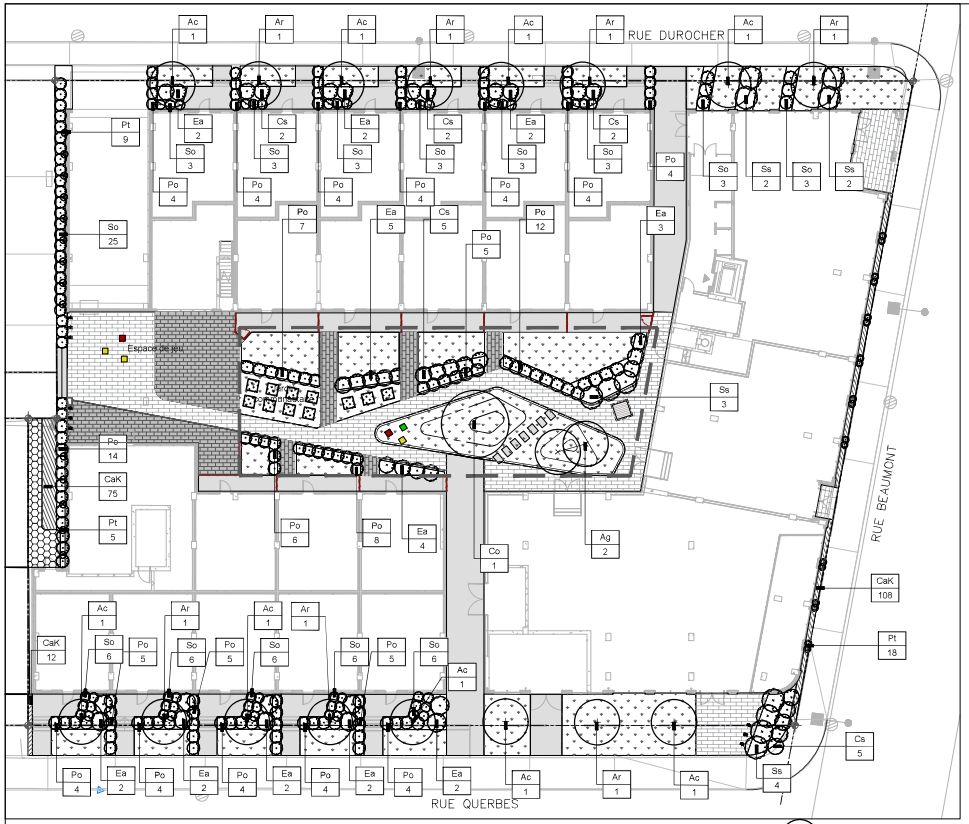
- Verifier toutes les dimensions approximatives au devis de telle que les conditions sur l'emplacement.
- Ne pas reporter obligatoirement à l'architecte ou à l'ingénieur de toute incertitude ou de ses propres de mesure à l'échelle sur les dessins.

ÉLÉVATION EXTÉRIEURE COUR

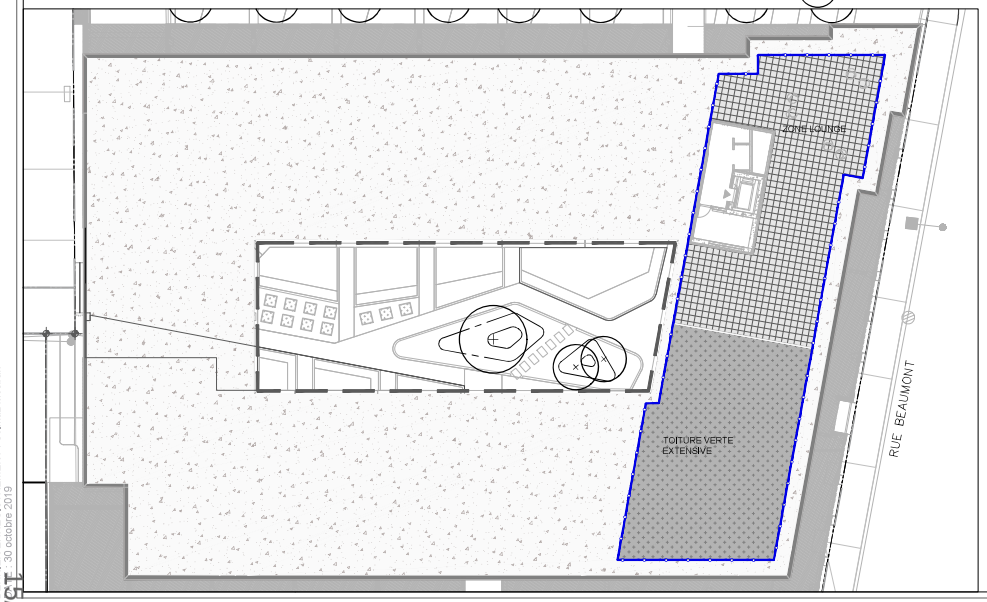
PROJET NO. : 150203759
DATE DE CRÉATION :
DESSINÉ PAR : Author
VÉRIFIÉ PAR : Approver
ÉCHELLE: INDIQUÉE

RÉVISION :

A302



01 PLAN DE PLANTATION



02 PLAN DES SURFACES ET DESCRIPTIONS DES TRAVAUX -TOIT TERRASSE



Celtis occidentalis | Acer rubrum "Armstrong Gold" | Amelanchier canadensis | Acer ginnala



Cornus sericea | Physocarpus opulifolius "Nanus" | Euonymus alatus "Fireball" | Sorbaria sorbifolia "Sem"



Sorbaria sorbifolia | Parthenocissus tricusp. «Robusta» | VIVACES | Calamagrostis x acutiflora 'Karl Foerster'

TABLEAU DE PLANTATION

CLÉ	NOM BOTANIQUE	QTÉ	CALIBRE	MODE DE PLANTATION	DISTANCE ↔
ARBRES FEUILLUS					
Co	Celtis occidentalis	1	70mm	Motte	Voir plan
Ar	Acer rubrum "Armstrong Gold"	7	60mm	Motte	Voir plan
Ac	Amelanchier canadensis	9	50mm	Motte	Voir plan
Ag	Acer ginnala	2	50mm	Motte	Voir plan
NOTE: Tous les arbres doivent avoir été l'objet d'une taille de formation pour arbre de rue à leur lieu de culture: 2 mètres de dégagement à la base. À l'exception des arbres colonnaires.					
ARBUSTES FEUILLUS					
Cs	Cornus sericea	16	2 gallons	Pot	1,2 m
Po	Physocarpus opulifolius "Nanus"	111	2 gallons	Pot	1,2 m
Ea	Euonymus alatus "Fireball"	28	3 gallons	Pot	1,5 m
Ss	Sorbaria sorbifolia	11	3 gallons	Pot	1,5 m
So	Sorbaria sorbifolia "Sem"	79	2 gallons	Pot	1 m
Pt	Parthenocissus tricusp. «Robusta»	32	2 gallons	Pot	N/D
VIVACES/GRAMINÉS					
CaK	Calamagrostis x acutiflora 'Karl Foerster'	195	1 litre	Pot	0,4m
NOTE: Le calibre des arbres en mm représente le diamètre du tronc à 30cm du sol. Le calibre des conifères et des arbustes en cm définit la hauteur des végétaux.					

CLIENT :

MONTONI

LÉGENDE :

- LIGNE LOT
- ARBRE FEUILLU PROPOSÉ
- ARBUSTE PROPOSÉ
- MASSIF DE VIVACES PROPOSÉ
- Ea 3 — CLÉ DE PLANTATION

LÉGENDE

- GARDE-CORPS, VOIR ARCHITECTURE
- PAVÉ DE BÉTON SUR PLOTS
- TOITURE VERTE EXTENSIVE
- SURFACE EN GRAVIER

NE PAS UTILISER À DES FINS DE CONSTRUCTION

03	2019-10-30	Émis pour permis (33%)- rev 03	S.M
02	2019-10-04	Émis pour permis (33%)- rev 02	S.M
01	2019-09-13	Émis pour permis (33%)	S.M
N° :	DATE :	RÉVISION :	PAR :

ARCHITECTURE DE PAYSAGE :

BC2 MONTRÉAL | QUÉBEC | SHAWINIGAN
55, RUE SAINT-PAUL O. BUREAU 300
MONTRÉAL, QUÉBEC H2Y 2Y4
514 907 3600

CONSULTANT :

sidlee architecture

TITRE DU PROJET :

495 BEAUMONT

TITRE DU DESSIN :

PLAN DE PLANTATION &TOIT TERRASSE

SCEAU :

APPROUVÉ PAR : LS
CONÇU PAR : S.M
DESSINÉ PAR : S.M
DÉBUT DU PROJET : DÉBUT

SOUMISSION N° : NO SOUMIS
PROJET N° : 3601903
DESSIN N° : AP-02

ÉCHELLE: (A1) 1:200 — 0 2 4 8 12m
03/04

FORMAT A1

CHEMIN ET FICHIER : U:\300_Privé\360_Groupe Montoni\3601903_495_Beaumont\6_ATELIER\1_CAD\3601903_PL-20191029-POUR PERMIS_CCU.dwg
DERNIER ENREGISTREMENT : Salma.Meslah - 30 octobre 2019

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1191385022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la conversion du rez-de-chaussée du bâtiment situé au 200, rue de Castelnau Est en 2 logements.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans 11, 13 et 15, préparés par Anthony Bouchard, Architecte visant la conversion du rez-de-chaussée du bâtiment situé au 200, rue de Castelnau E et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 12 novembre 2019.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-11-20 13:48

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1191385022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la conversion du rez-de-chaussée du bâtiment situé au 200, rue de Castelnau Est en 2 logements.

CONTENU

CONTEXTE

Les requérants ont récemment acquis le bâtiment de 2 étages situé au 200, rue de Castelnau E. Ultérieurement, ce bâtiment était occupé par un temple bouddhiste. Actuellement vacant, les nouveaux propriétaires souhaitent reconvertir le bâtiment résidentiel de 3 logements tout en ajoutant un troisième étage partiel composé d'une cage d'escalier et d'un local d'entreposage afin de donner accès à une terrasse sur le toit.
Le projet est situé dans la zone 32 ou toute conversion d'un rez-de-chaussée à une autre fin que celle pour laquelle il est occupé et qui implique des travaux visibles de la voie publique est sujette à une approbation en vertu de l'article 25.5 du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement.

Le conseil d'arrondissement est donc appelé à se prononcer sur ce dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

À l'origine, le rez-de-chaussée du bâtiment était occupé par un local commercial et un logement au deuxième étage. Il a été converti en un lieu de culte dans les années 90 et les vitrines existantes au rez-de-chaussée ont été remplacées par un revêtement de briques. Le bâtiment a été vendu récemment et les nouveaux propriétaires souhaitent aménager deux logements d'une chambre à coucher au rez-de-chaussée et un logement de deux chambres à coucher au deuxième. Un troisième étage composé d'une cage d'escalier et d'un local d'entreposage serait ajouté sur une partie du toit. Une terrasse y serait aussi aménagée.
Le revêtement de briques du rez-de-chaussée serait remplacé par un nouveau revêtement de briques de couleur gris foncé qui s'harmonise mieux avec la brique existante tout en lui donnant une allure plus contemporaine. Une cornière en acier galvanisé de couleur noire servirait de transition entre la nouvelle et l'ancienne brique. Le balcon existant au deuxième étage serait refait tel qu'à l'origine.

Au niveau du rez-de-chaussée, les petites toitures décoratives en bardeaux d'asphalte seraient enlevées et les ouvertures seraient modifiées afin d'installer des fenêtres de même dimension que celles de l'étage. Les fenêtres existantes sur tout le bâtiment seraient remplacées par de nouvelles fenêtres à guillotines de couleur noire identiques aux nouvelles fenêtres.

Une ouverture serait percée dans le mur donnant sur l'avenue de Gaspé afin de servir d'entrée au 2e logement du rez-de-chaussée et une nouvelle porte vitrée de couleur noire serait installée. La porte adjacente donnant accès au logement du deuxième étage serait remplacée par une nouvelle porte identique. La double fenêtre serait agrandie pour s'arrimer aux nouvelles fenêtres. La brique retirée serait utilisée pour ragréer les espaces derrière les petites toitures décoratives.

Le revêtement extérieur du troisième étage serait constitué d'un revêtement métallique de couleur grise posé à la verticale. Un garde-corps en acier galvanisé de couleur grise serait installé autour d'une terrasse en bois. De par leur retrait important, ces éléments ne seraient pas visibles de la voie publique.

JUSTIFICATION

En se référant aux objectifs et critères joints en annexe, la Direction du développement du territoire est d'avis que le choix du requérant est justifié et qu'une suite favorable devrait lui être accordée. En effet, les modifications proposées permettent d'améliorer le style architectural du bâtiment et permettent d'assurer une meilleure cohésion entre les différentes parties du bâtiment.
Le comité consultatif d'urbanisme, lors de sa séance du 11 novembre 2019, a recommandé au conseil d'arrondissement de donner une suite favorable au projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût des travaux - 200 000,00 $
Coût du permis - 1 960,00 $
Frais d'analyse PIIA - 557,00 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au règlement sur les P.I.I.A

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-15

Marc-André HERNANDEZ
Chef de division

Tél : 514.868.3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191385022

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la conversion du rez-de-chaussée du bâtiment situé au 200, rue de Castelnau Est en 2 logements.

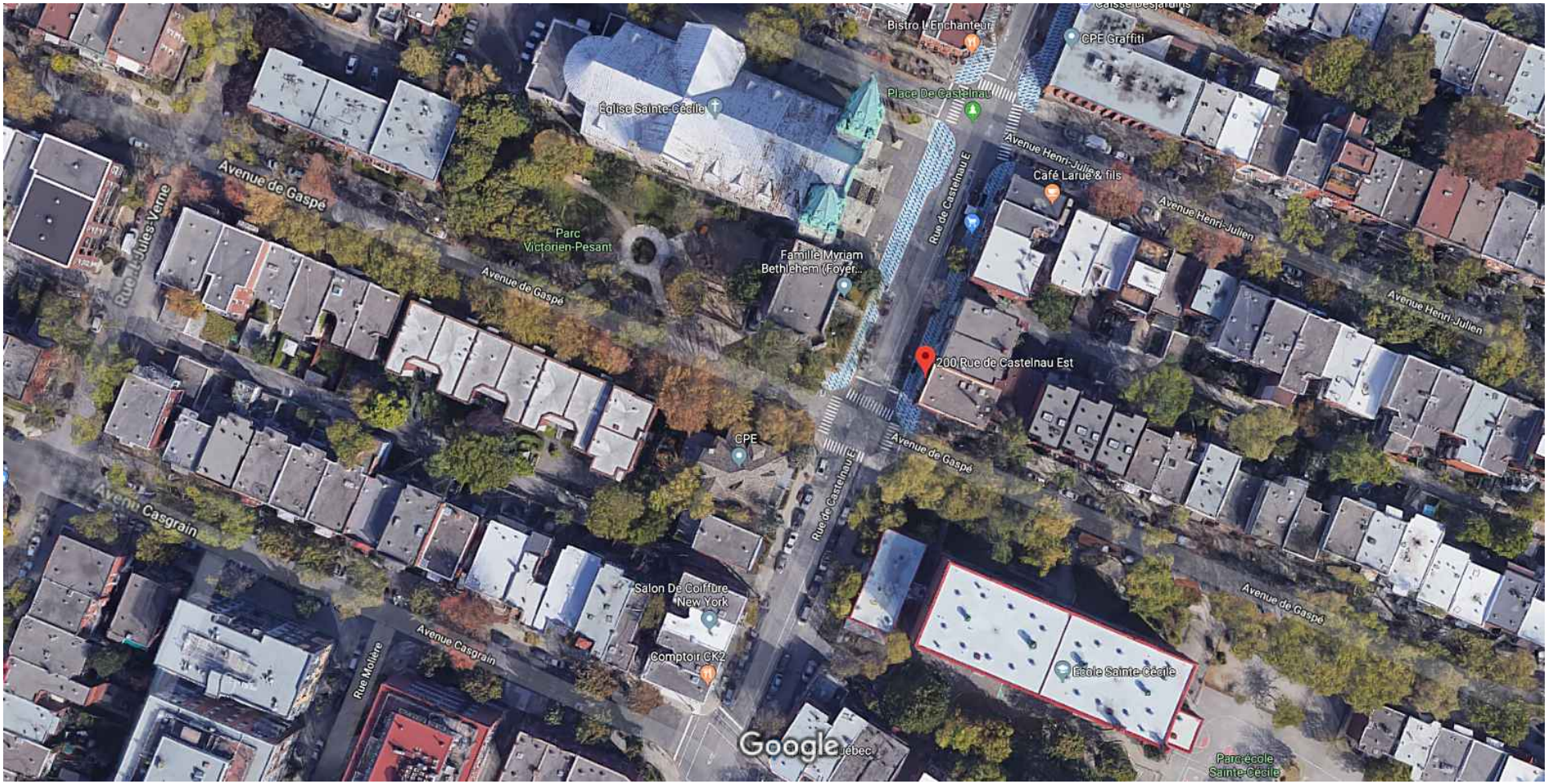
Localisation du site.pdf
Normes réglementaires.pdf
Objectifs et critères- zone 32.pdf
Plans estampillés.pdf
CCU-PV-2019-11-11.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

200 Rue de Castelnau E



Images ©2019 Google, Images ©2019 Maxar Technologies, Données cartographiques ©2019 20 m



200 Rue de Castelnau E

Montréal, QC H2R 1P5

Itinéraires Enregistrer À proximité Envoyer vers votre téléphone Partager

G9PJ+WP Montréal, Québec

Photos



Emplacement

Localisation: 691654-06 (OASIS) - 200 rue De Castelnau Est (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0636	142mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	12.5 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	3	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	C
Densité :	N/A	N/A			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	N/A	70%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial : A
Zone PIIA : 32
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

Catégorie(s) d'usage : C.1(1)A, C.2A:13-15,21,26-28,30-32,34,38,41, H.2-4
Dispositions particulières : 665.16; 665.42
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-10-08 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Heubri, Roula

SECTION XXXIII
OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES DANS LES ZONES 32, 33 et 34

91.5 Une intervention visée à l'article 25.5 doit répondre aux objectifs et critères suivants :

1º objectif 1 : Maintenir la typologie du lotissement d'origine.

Dans l'atteinte de l'objectif 1, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) les dimensions des lots doivent tendre à maintenir le rythme de lotissement caractéristique du secteur.

2º objectif 2 : Préconiser une implantation qui conserve l'homogénéité des implantations dans le milieu d'insertion.

Dans l'atteinte de l'objectif 2, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) l'implantation du nouveau volume doit maintenir un corridor visuel homogène.

3º objectif 3 : préconiser une architecture de qualité qui maintien l'uniformité visuelle du milieu.

Dans l'atteinte de l'objectif 3, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) le concept architectural du nouveau volume doit s'harmoniser avec le milieu d'insertion et est d'expression contemporaine;
b) la cohésion est assurer entre les différentes parties du bâtiment;
c) l'ensemble des éléments architecturaux doit permettre de conserver une uniformité visuelle avec le milieu d'insertion quant, notamment, aux matériaux de revêtement extérieur et à la hauteur du bâtiment et de ses étages;
d) l'utilisation d'un assortiment de couleurs adapté au milieu d'insertion pour le revêtement extérieur est privilégié;
e) les éléments architecturaux d'origines doivent être préservés dans le cadre de la transformation ou de l'agrandissement d'une façade d'un bâtiment;
f) la transition entre le rez-de-chaussée commercial et les étages supérieurs est assurée par la mise en place de composantes architecturales telles qu'un entablement ou un bandeau et une base;
g) maximiser la transparence des vitrines commerciales situées au rez-de-chaussée afin de contribuer à l'animation du domaine public;
h) des aires de services fonctionnelles aménagés à l'intérieur du local commercial sont prévues pour entreposer les matières résiduelles.
i) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;
j) la visibilité et les incidences des équipements liés au bâtiment doivent être atténuées.

4º objectif 4 : Concevoir des aménagements paysagers et des aires de stationnement de qualité supérieure.

Dans l'atteinte de l'objectif 4, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) l'utilisation de matériaux minéraux est minimisée;
b) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;
c) le stationnement doit être localisé et aménagé de manière à minimiser les impacts négatifs;
d) lorsque située à l'extérieur du bâtiment, l'aire d'entreposage des matières résiduelles pour l'activité commerciale est dissimulé, fonctionnel et minimise les impacts sur le domaine public;

les aires de chargement doivent être situés et être traités de manière à minimiser les impacts sur la circulation des camions et aux activités de livraison sur le milieu résidentiel.

_____
RCA06-14001-10, a. 12 (2015).

SECTION XXXIV
OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES À LA CRÉATION D'UNE VOIE PUBLIQUE EN SECTEUR D'INTÉRÊT ARCHÉOLOGIQUE

91.6. Une intervention visée à l'article 25.6 doit répondre aux objectifs et critères suivants :

1° objectif 1 : le cas échéant, préserver et mettre en valeur les vestiges d'intérêt archéologique.

Dans l'atteinte de l'objectif 1, le critère d'évaluation ci-après énoncé s'applique :

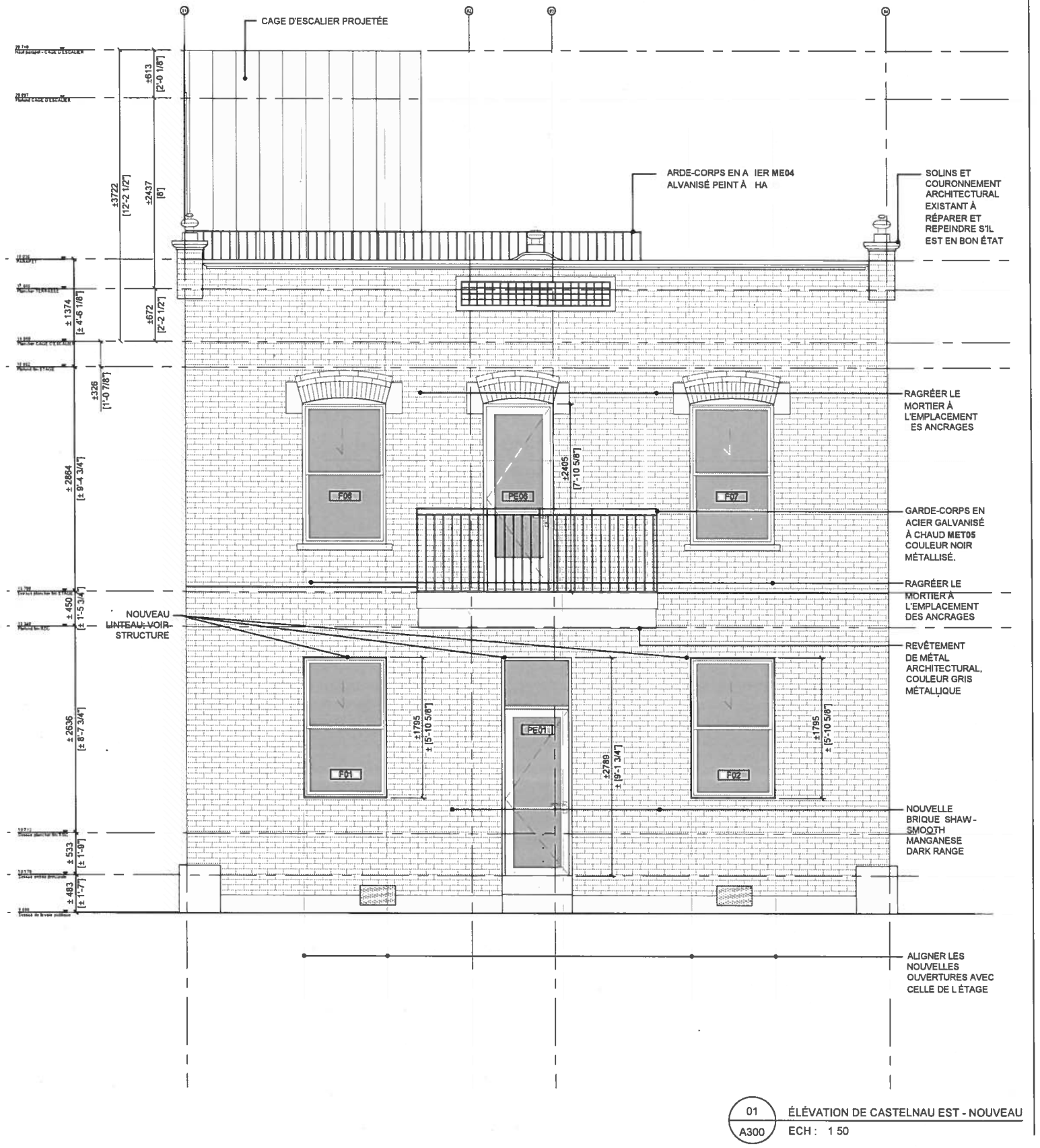
a) lorsqu'en présence de vestiges d'intérêt archéologique, le tracé et la composition de la nouvelle voie publique doivent tenir compte de ceux-ci et contribuer à la mettre en valeur.

_____
RCA06-14001-12, a. 21 (2016).

SECTION XXXV
OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES À LA ZONE 35

91.7. Une intervention visée à l'article 25.7 doit répondre aux objectifs et critères suivants :

1º objectif 1 : prévoir un remembrement de lot favorisant un environnement physique et visuel harmonisé.



Direction du développement du territoire

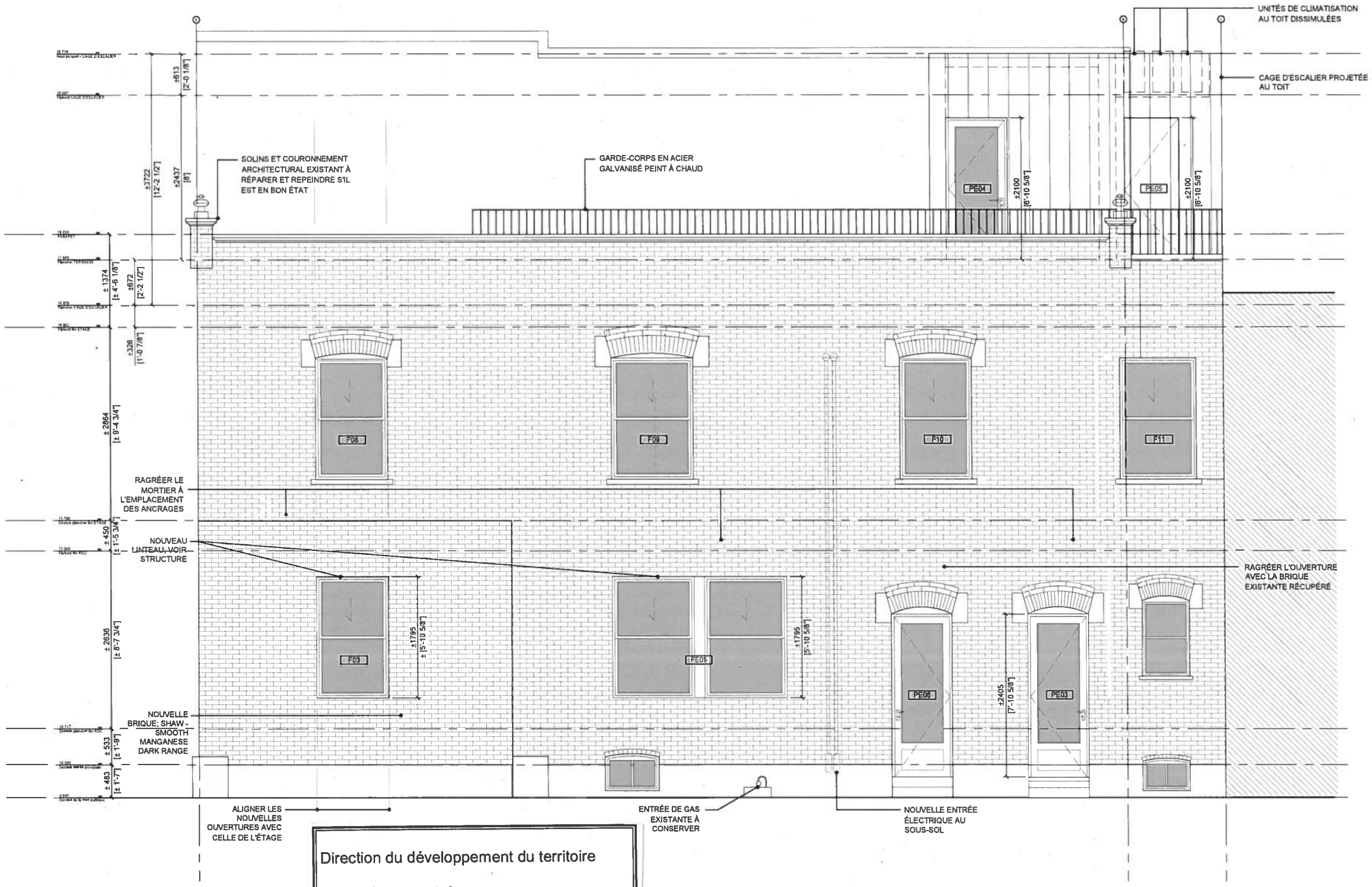
Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Ville de Montréal

Date : 12-11-2019

No Dossier : 1191385022

ÉLÉVATION DE CASTELNAU EST - ÉT



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Ville de Montréal

Date : 12-11-2019

No Dossier : 1191385022

01 / A302 ÉLÉVATION DE GASPÉ - NOUVEAU
ECH : 1:50

ÉLÉVATION DE GASPÉ - construction



01 BRIQUE EXISTANTE
rejointoyée et nettoyée



Existante



Existante nettoyée

02 ACIER GALVANISÉ PEINT NOIR ET ALUMINIUM PEINT NOIR

03 FENÊTRE, EXTÉRIEUR EN ALUMINIUM NOIR

04 NOUVELLE BRIQUE:
SHAW - SMOOTH MANGANESE DARK RANGE



SUPERPOSITION DE LA NOUVELLE BRIQUE SUR LA BRIQUE EXISTANTE



SUPERPOSITION DE LA NOUVELLE BRIQUE SUR LA BRIQUE EXISTANTE NETTOYÉE

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Ville de Montréal

Date : 12-11-2019

No Dossier : 1191385022

MATÉRIALITÉ

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 11 novembre 2019 à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville - district de Parc-Extension

Françis Grimard
Esther St-Louis
Véronique Lamarre

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Olivier Gauthier, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte - planification
Clothilde-Béré Pelletier conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents:

Katherine Routhier
Anh Truong

1. Ouverture de la séance

À 18 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Françis Grimard

appuyé par Esther St-Louis

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption du procès-verbal du 17 octobre 2019

L'adoption du procès-verbal est remise à la séance de décembre

5. Suivi des dossiers

6.7. PIIA : 200, rue de Castelnau Est	
Présenté par	**Invités**
Roula Heubri Architecte, planification	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la conversion du rez-de-chaussée du bâtiment situé au 200, rue de Castelnau Est en deux logements.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- La localisation centrale du bâtiment;
- L'amélioration de l'aspect du bâtiment.

CCU19-10-17-PIIA05	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Véronique Lamarre

appuyé par Françis Grimard

ADOPTÉ à l'unanimité.

7. Varia

8. Levée de la séance
Tous les points ayant été traités à 20h50 Du consentement unanime des membres du comité, la séance est levée. ADOPTÉ.

Signée à Montréal, ce 11e jour du mois de novembre 2019.

Mary Deros, Présidente du comité
et conseillère de la ville – district Parc-Extension

David Fortin, Secrétaire du comité
et agent du cadre bâti

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1194322008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).

Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, le règlement d'emprunt RCA19-14008 autorisant le financement de 950 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).

Signé par Brigitte BEAUDREAULT **Le** 2019-09-26 13:31

Signataire : Brigitte BEAUDREAULT

_____

Directrice des services administratifs
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 novembre 2019	Avis de motion: CA19 14 0329

Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA19-14008 autorisant un emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET

Avis de motion est donné par la mairesse d'arrondissement Giuliana Fumagalli, et dépôt du projet de règlement est fait en vue de l'adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA19-14008 autorisant le financement de 950 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne), dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022.

40.06 1194322008

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 6 novembre 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194322008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 950 000 $, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations. Les investissements pour la réalisation de travaux de réfection routière (travaux réalisés à l'interne) liés à ce règlement débuteront en 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0366 - 6 novembre 2018 - Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA18-14007 autorisant un emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).
CA18 14 0411 - 4 décembre 2018 - Adopter le Règlement RCA18-14007 autorisant un emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation des travaux de réfection routière et de réparations de trottoirs réalisés à l'interne sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement. Cet emprunt permettra notamment de réaliser les dépenses suivantes: les honoraires professionnels, le planage, la réhabilitation des chaussées, la reconstruction des trottoirs, la réfection de puisards, le revêtement des chaussées et autres dépenses reliés à la réalisation des travaux de réfection routière.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra à l'arrondissement d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux de réfection routière et de réparations de trottoirs réalisés à l'interne sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant à financer par emprunt s'établit comme suit :
Investissements nets 950 000 $ (dépenses moins ristourne de taxes)

Montant à financer par emprunt 950 000 $

Aspects budgétaires

Les budgets sont prévus au présent programme triennal d'immobilisations comme suit:

Projet numéro 55738
Programme de réfection routière - Travaux publics

	2020	2021	2022
Investissements nets	950 000 $	950 000 $	950 000 $
Emprunt net à charge des citoyens	950 000 $	950 000 $	950 000 $

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans. Les dépenses relatives à ce règlement d'emprunt seront à la charge des citoyens de l'arrondissement selon les modalités prévues à l'article 4 du présent règlement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement du 5 novembre 2019;
- Adoption du budget PTI 2020-2021-2022 par le conseil municipal le 11au 13 décembre 2019;
- Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'arrondissement du 3 décembre 2019;
- Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- Avis public d'entrée en vigueur du règlement d'emprunt;
- Appels d'offres et octroi de contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-26

Sylvain DANSEREAU
Chef de division - Ressources financières et matérielles

Tél : 514 868-4062
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194322008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 950 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'interne).



RCA19-14008- PRR (interne) 2020.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA19-14008

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 950 000 $ POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉFECTION ROUTIÈRE, DE RECONSTRUCTION DE RUES ET TROTTOIRS DANS L'ARRONDISSEMENT (TRAVAUX RÉALISÉS À L'INTERNE)

VU les articles 146.1 et 148 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4);

ATTENDU que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme d'immobilisations de l'arrondissement;

À sa séance du …….., le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

1. Un emprunt de 950 000 $ est autorisé pour le financement de travaux de réfection routière, tels que la reconstruction des pavages, trottoirs, bordures, chaussées et utilités d'infrastructures dans l'arrondissement pour des travaux réalisés à l'interne.

2. Cet emprunt comprend les honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

_____

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1194322005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 300 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).

Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, le règlement d'emprunt RCA19-14005 autorisant le financement de 300 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).

Signé par Brigitte BEAUDREAULT **Le** 2019-09-26 13:31

Signataire : Brigitte BEAUDREAULT

Directrice des services administratifs
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 novembre 2019	Avis de motion: CA19 14 0326

Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA19-14005 autorisant un emprunt de 300 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET

Avis de motion est donné par la mairesse d'arrondissement Giuliana Fumagalli, et dépôt du projet de règlement est fait en vue de l'adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA19-14005 intitulé « Règlement autorisant le financement de 300 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe) », dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022.

40.03 1194322005

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 6 novembre 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194322005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 300 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 300 000 $, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations. Les investissements pour la réalisation de travaux de réfection routière (travaux réalisés à l'externe) liés à ce règlement débuteront en 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0408 - 4 décembre 2018 - Adopter le Règlement RCA18-14004 autorisant un emprunt de 2 600 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).
CA18 14 0363 - 6 novembre 2018 - Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA18-14004 autorisant un emprunt de 2 600 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 300 000 $ pour financer la réalisation des travaux de réfection routière et de réparations de trottoirs réalisés à l'externe sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement. Cet emprunt permettra notamment de réaliser les dépenses suivantes: les honoraires professionnels, le planage, la réhabilitation des chaussées, la reconstruction des trottoirs, la réfection de puisards, le revêtement des chaussées et autres dépenses reliés à la réalisation des travaux de réfection routière (travaux réalisés à l'externe).

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra à l'arrondissement d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux de réfection routière et de réparations de trottoirs réalisés à l'externe sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant à financer par emprunt s'établit comme suit :
Investissements nets 300 000 $ (dépenses moins ristourne de taxes)

Montant à financer par emprunt 300 000 $

Aspects budgétaires

Les budgets sont prévus au présent programme triennal d'immobilisations comme suit:

Projet numéro 55730
Programme de réfection routière

	2020	**2021**	**2022**
Investissements nets	300	2 600	2 000
Emprunt net à charge des citoyens	300	2 600	2 000

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans. Les dépenses relatives à ce règlement d'emprunt seront à la charge des citoyens de l'arrondissement selon les modalités prévues à l'article 4 du présent règlement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement du 5 novembre 2019;
- Adoption du budget PTI 2020-2021-2022 par le conseil municipal du 11 au 13 décembre 2019;
- Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'arrondissement du 3 décembre 2019;
- Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- Avis public d'entrée en vigueur du règlement d'emprunt;
- Appels d'offres et octroi de contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce présent dossier est conforme aux normes et procédures de la Ville quant à sa politique de capitalisation et à sa politique de gestion de la dette. La Direction des services administratifs de l'arrondissement certifie que le présent dossier respecte les conditions énoncées à l'article 146.1 de la Charte de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-26

Sylvain DANSEREAU
Chef de division - Ressources financières et matérielles

Tél : 514 868-4062
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194322005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 300 000 $ pour financer la réalisation de travaux de réfection routière, de reconstruction de rues et de trottoirs dans l'arrondissement (travaux réalisés à l'externe).



RCA19-14005- emprunt-PRR 2020.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA19-14005

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 300 000 $ POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉFECTION ROUTIÈRE, DE RECONSTRUCTION DE RUES ET TROTTOIRS DANS L'ARRONDISSEMENT (TRAVAUX RÉALISÉS À L'EXTERNE)

VU les articles 146.1 et 148 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4);

ATTENDU que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme d'immobilisations de l'arrondissement;

À sa séance du …….., le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

1. Un emprunt de 300 000 $ est autorisé pour le financement de travaux de réfection routière, tels que la reconstruction des pavages, trottoirs, bordures, chaussées et utilités d'infrastructures dans l'arrondissement pour des travaux réalisés à l'externe.

2. Cet emprunt comprend les honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

_____

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.14

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1194322006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 2 200 000 $ pour financer la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.

Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, le règlement d'emprunt RCA19-14006 autorisant le financement de 2 200 000 $ pour la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.

Signé par Brigitte BEAUDREAULT **Le** 2019-09-26 13:33

Signataire : Brigitte BEAUDREAULT

_____

Directrice des services administratifs
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 novembre 2019	Avis de motion: CA19 14 0327

Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA19-14006 autorisant un emprunt de 2 200 000 $ pour financer la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET

Avis de motion est donné par la mairesse d'arrondissement Giuliana Fumagalli, et dépôt du projet de règlement est fait en vue de l'adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA19-14006 autorisant le financement de 2 200 000 $ pour la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022.

40.04 1194322006

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 6 novembre 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194322006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 2 200 000 $ pour financer la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 2 200 000 $ dans le cadre du programme triennal d'immobilisations. Les investissements pour la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement liés à ce règlement débuteront en 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0364 - 6 novembre 2018 - Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA18-14005 autorisant un emprunt de 200 000 $ pour financer la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.
CA18 14 0409 - 4 décembre 2018 - Adopter le Règlement RCA18-14005 autorisant un emprunt de 200 000 $ pour financer la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 2 200 000 $ pour financer la réalisation des travaux d'aménagement, de réaménagement, de drainage, de plantations, de mises aux normes, d'éclairage, de remplacement et d'ajout d'équipements dans les différents parcs de l'arrondissement. Cet emprunt permettra notamment de réaliser les dépenses suivantes: les honoraires professionnels, les études, la conception et la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra à l'arrondissement d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux d'aménagement, de réaménagement, de drainage, de plantations, de mises aux normes, d'éclairage, de remplacement et d'ajout d'équipements dans les différents parcs de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant à financer par emprunt s'établit comme suit :
Investissements nets 2 200 000 $ (dépenses moins ristourne de taxes)

Montant à financer par emprunt 2 200 000 $

Aspects budgétaires

Les budgets sont prévus au présent programme triennal d'immobilisations comme suit :

Projet numéro 34226
Programme de réaménagement des parcs

	2020	2021	2022
Investissements nets	2 200	830	1 481
Emprunt net à charge des citoyens	2 200	830	1 481

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans. Les dépenses relatives à ce règlement d'emprunt seront à la charge des citoyens de l'arrondissement selon les modalités prévues à l'article 4 du présent règlement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement du 5 novembre 2019;
- Adoption du budget PTI 2020-2021-2022 par le conseil municipal du 11 au 13 décembre 2019;
- Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'arrondissement du 3 décembre 2019;
- Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- Avis public d'entrée en vigueur du règlement d'emprunt;
- Appels d'offres et octroi de contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce présent dossier est conforme aux normes et procédures de la Ville quant à sa politique de capitalisation et à sa politique de gestion de la dette. La Direction des services administratifs de l'arrondissement certifie que le présent dossier respecte les conditions énoncées à l'article 146.1 de la Charte de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-26

Sylvain DANSEREAU
Chef de division - Ressources financières et matérielles

Tél : 514 868-4062
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194322006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 2 200 000 $ pour financer la réalisation de travaux dans les parcs de l'arrondissement.



RCA19-14006 - parcs 2020.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA19-14006

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 2 200 000 $ POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DANS LES PARCS DE L'ARRONDISSEMENT

VU les articles 146.1 et 148 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4);

ATTENDU que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme d'immobilisations de l'arrondissement;

À sa séance du …….., le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. Un emprunt de 2 200 000 $ est autorisé pour le financement des travaux d'aménagement et de réaménagement des parcs de l'arrondissement.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire du l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.15

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1194322007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 3 531 000 $ pour financer la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.

Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, le règlement d'emprunt RCA19-14007 autorisant le financement de 3 531 000 $ pour la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.

Signé par Brigitte BEAUDREAULT **Le** 2019-09-26 13:31

Signataire : Brigitte BEAUDREAULT

_____

Directrice des services administratifs
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 novembre 2019	Avis de motion: CA19 14 0328

Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA19-14007 autorisant un emprunt de 3 531 000 $ pour financer la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DE PROJET

Avis de motion est donné par la mairesse d'arrondissement Giuliana Fumagalli, et dépôt du projet de règlement est fait en vue de l'adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA19-14007 autorisant le financement de 3 531 000 $ pour la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022.

40.05 1194322007

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 6 novembre 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194322007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 3 531 000 $ pour financer la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 3 531 000 $, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations. Les investissements pour la réalisation du programme de protection des bâtiments liés à ce règlement débuteront en 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0365 - 6 novembre 2018 - Donner un avis de motion et dépôt de projet - Règlement RCA18-14006 autorisant un emprunt de 3 231 000 $ pour financer la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.
CA18 14 0410 - 4 décembre 2018 - Adopter le Règlement RCA18-14006 autorisant un emprunt de 3 231 000 $ pour financer la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 3 531 000 $ pour financer la réalisation des travaux de protection des bâtiments de l'arrondissement. Cet emprunt permettra notamment de réaliser les dépenses suivantes: les honoraires professionnels, les travaux de rénovation et les travaux de conformité.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra à l'arrondissement d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des travaux de protection des bâtiments de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant à financer par emprunt s'établit comme suit :
Investissements nets 3 531 000 $ (dépenses moins ristourne de taxes)

Montant à financer par emprunt 3 531 000 $

Aspects budgétaires

Les budgets sont prévus au présent programme triennal d'immobilisations comme suit :

Projet numéro 42305
Programme de protection des bâtiments

	2020	2021	2022
Investissements nets	3 531	2 601	2 550
Emprunt net à charge des citoyens	3 531	2 601	2 550

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans. Les dépenses relatives à ce règlement d'emprunt seront à la charge des citoyens de l'arrondissement selon les modalités prévues à l'article 4 du présent règlement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement du 5 novembre 2019;
- Adoption du budget PTI 2020-2021-2022 par le conseil municipal du 11 au 13 décembre 2019;
- Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'arrondissement du 3 décembre 2019;
- Approbation des personnes habiles à voter;
- Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- Avis public d'entrée en vigueur du règlement d'emprunt;
- Appels d'offres et octroi de contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-26

Sylvain DANSEREAU
Chef de division - Ressources financières et matérielles

Tél : 514 868-4062
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194322007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020 - 2022, un règlement d'emprunt autorisant un emprunt de 3 531 000 $ pour financer la réalisation du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.



RCA19-14007 - bâtiments 2020.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA19-14007

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 3 531 000 $ POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE PROTECTION DES BÂTIMENTS DE L'ARRONDISSEMENT.

VU l'article 146.1 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4)

VU le paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 544 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

ATTENDU que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme d'immobilisations de l'arrondissement;

À sa séance du 3 décembre 2019, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. Un emprunt de 3 531 000 $ est autorisé pour le financement du programme de protection des bâtiments de l'arrondissement.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire du l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1191010017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue ».

d'adopter le Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue ».

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2019-10-23 16:06

Signataire : Jocelyn JOBIDON

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 novembre 2019	Résolution: CA19 14 0325

Donner un avis de motion, dépôt et adoption du projet de Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue ».

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par la mairesse d'arrondissement Giuliana Fumagalli et dépôt pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue ».

Il est proposé par Giuliana FUMAGALLI

appuyé par Rosannie FILATO

et résolu :

ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT

1. d'adopter le projet de Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue »;
2. de mandater la secrétaire d'arrondissement afin de fixer une date et une heure pour la tenue d'une assemblée publique de consultation relative à ce projet de règlement.

Adopté à l'unanimité.

40.02 1191010017

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 6 novembre 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1191010017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue ».

CONTENU

CONTEXTE

Ce sommaire Addenda vise à soumettre le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 14 novembre 2019.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 868-3495

Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1191010017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue ».

Voici le procès-verbal de l'assemblée publique de consultation :



PV 7701 à 7711, 17e Avenue.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 000-0000

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

PROCÈS-VERBAL
ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROCÈS-VERBAL d'une assemblée de consultation publique tenue le jeudi 14 novembre 2019, à 18h00, au 405, avenue Ogilvy relative au projet de règlement numéro RCA19-14004.

1. Ouverture de l'assemblée

Assistent à cette assemblée :

Mary Deros, conseillère de la ville – district de Parc-Extension

Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement

Citoyens

Bob Tsaoussiam
Nathalie Foucher
Véronique Baril
Matteo Camaiani

2. Présentation et contexte du projet de résolution RCA19-14004.

Le projet de résolution a été lu, et aucun commentaire n'a été formulé par les citoyens pour ce dossier.

Clothilde-Béré Pelletier présente le dossier.

3. Période de questions et de commentaires des citoyens

- L'accès au parc (aire de jeux pour les enfants) qui est protégé par des portes;

- Que l'arrêt soit installé avant l'ouverture de la garderie;

- Un débarcadère sera aménagé sur la rue Léonard-de-Vinci, au nord de la propriété.

À 18 h 10, l'assemblée de consultation publique est levée.

Signé à Montréal, ce 14e jour du mois de novembre 2019.

_____	_____
Mary Deros	David Fortin
Conseillère de la Ville - district de Parc-Extension	Secrétaire de l'assemblée

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1191010017**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue ».

CONTENU

CONTEXTE

Une demande est déposée afin de permettre une garderie aux 7709 à 7711, 17e Avenue et l'aménagement d'une cour pour les poupons sur le toit du bâtiment adjacent qui se situe aux 7701 à 7707, 17e Avenue.
Pour les projets de garderie en milieu résidentiel, le conseil d'arrondissement peut se prévaloir de l'article 134 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (L.R.Q., c. S-4.1.1) qui l'autorise à permettre, malgré toute réglementation de zonage et aux conditions qu'il impose, l'octroi de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 14 0384 - 7 octobre 2014 - Adopter la résolution numéro PP14-14011 relativement à une dérogation à l'usage résidentiel (H.2-4) prescrit afin de permettre l'occupation d'une partie du rez-de-chaussée du bâtiment sis aux 7701 à 7711, 17^{e} Avenue, à des fins d'équipements collectifs et institutionnels, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003).

DESCRIPTION

Les propriétés visées se situent dans un secteur industriel déstructuré où les fonctions résidentielles ont commencé à s'introduire. D'ailleurs, les usages autorisés dans la zone sont les habitations de 2 à 8 logements, de 2 à 3 étages de haut et d'au plus 11 mètres de hauteur. Dans ce secteur les règles d'insertion s'appliquent pour la détermination des modes d'implantation et des alignements de construction.
À proximité de ce secteur, se trouve un milieu résidentiel établi caractérisé principalement par l'implantation de bâtiments de 2 étages construits en contiguïté.

Depuis plusieurs années, la garderie Soleil Joyeux cherche à ouvrir une deuxième installation dans le secteur pour répondre à la demande grandissante. Leur nouvel établissement occupera un local d'une superficie de 558 mètres carrés qui est actuellement vacant. Il aura une capacité de 80 enfants et comptera une quinzaine d'employés. Son

entrée se trouvera face à l’avenue Léonard-de-Vinci.

Les autres locaux de l'immeuble sont occupés, au rez-de-chaussée, par un commerce d'équipements de plomberie et au deuxième étage, par des bureaux.

L'ajout de fenêtres et d'une porte en aluminium anodisé naturel, dans le mur mitoyen, est prévu sur les élévations Léonard-de-Vinci et latérale sud pour éclairer l'intérieur des lieux. Les travaux sur l'élévation latérale nécessiteront toutefois la protection des ouvertures par l'installation de volets coupe-feu et d'une porte coupe-feu munie d'un mécanisme de retenu magnétique pour s'ouvrir en cas d'urgence.

Le mur avant où les travaux auront lieu sera recouvert d'un parement d'aluminium de couleur grise. Un parement similaire sera installé pour marquer l'entrée du bâtiment.

Le parc Shaughnessy, qui se situe à moins de 100 mètres de la propriété et qui est clôturé, sera utilisé par l'établissement comme aire de jeux pour les enfants. Toutefois, l’aménagement d’une terrasse sur le toit du bâtiment adjacent est planifié pour les poupons. Celle-ci sera construite à 2,13 mètres de la façade ouest du bâtiment et sera entourée d'un garde-corps de 1,52 mètre de haut. Elle sera en gazon synthétique et sera recouverte d'un pare-soleil. Pour réduire la chaleur sur la terrasse, le gravier noir de la toiture de l'immeuble sera remplacé par du gravier blanc.

Aucun stationnement desservant la garderie n'est prévu sur le site. Une demande de débarcadère a été déposée à la Division des études techniques de l'arrondissement. Le dossier est actuellement à l'étude.

Pour le moment, nous ne disposons d'aucune information concernant les enseignes. Une demande de permis d'enseigne sera déposée ultérieurement.

JUSTIFICATION

Les conditions relatives à la qualité d'intégration au milieu sont:
- l'apparence du bâtiment et de son site doivent tendre à se fondre dans l'environnement résidentiel du milieu;
- l'établissement ne doit pas constituer une source de nuisance par le bruit, pour les logements situés à proximité;
- l'aire de jeux ne doit pas compromettre la quiétude du milieu résidentiel environnant et au besoin, on doit créer une séparation marquée avec le milieu résidentiel environnant (clôture, haie, ...);
- l'absence d'une aire de jeux sur le terrain ou le fait de se retrouver avec une aire de jeux de dimension réduite, ne doit pas avoir pour effet de créer une obligation auprès de l'arrondissement à créer ou maintenir des lieux appropriés en vertu de la Loi (espace clôturé dans un parc, par exemple);
- les va-et-vient générés par les automobilistes venant déposer ou chercher les enfants ne doivent pas constituer une surcharge pour les conditions de circulation et de stationnement qui prévalent dans le milieu.

Selon les critères en vertu desquels est faite l'évaluation de la demande, la Direction du développement du territoire recommande l'adoption du règlement pour les raisons suivantes:
- il s'agit d'un ancien local commercial;
- les lieux sont suffisamment grands pour accueillir une garderie de 80 enfants;
- face à l'immeuble se trouve une aire de jeux clôturée pour enfants;
- à proximité se trouve un milieu résidentiel.

Lors de sa séance du 17 octobre 2019, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport à la demande, et ce, aux conditions suivantes :

- Que le périmètre de la cour des poupons sur le toit de la propriété voisine fasse l'objet d'un verdissement plus important;
- Qu'une haie composée d'arbustes soit plantée perpendiculairement à la façade du bâtiment entre l'entrée principale de la garderie et l'unité de chargement adjacente;
- Que la division des études techniques de l'arrondissement étudie la possibilité de sécuriser l'intersection de la 17^{e} Avenue et du boulevard Shaughnessy.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût des travaux: 450 000$;
Frais d'analyse: 1 495$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Du gravier de couleur blanc sera installée sur la toiture.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report du dossier retarderait l'ouverture de la garderie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public envoyé aux citoyens résidant dans un rayon de 50 mètres autour de la propriété;
Installation d'une affiche sur le bâtiment visé annonçant la nature de la demande.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Assemblée publique de consultation;
Adoption du règlement;
Émission du permis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au plan d'urbanisme

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Marc-André HERNANDEZ
Chef de division

Tél : 514.868.3512
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191010017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue ».



Localisation du site.pngNormes réglementaires_7709-7711 17e Avenue.pdf

7709-7711 17e Avenue-Élévations.pdf7709-7711 17e Avenue-Intérieur.pdf

7709-7711 17e Avenue-Perspective.pdf7709-7711 17e Avenue-Séparation coupe-feu.pdf

RCA19-14004_Garderie_17eAvenue-rev-CCU.pdfCCU_PV_2019-10-17.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Clothilde-Béré PELLETIER
CONSEILLÈRE EN AMÉNAGEMENT

Tél : 514 868-3495
Télécop. : 514-868-4706


Système d'information
géographique et spatiale
boulevard Léonard De Vinci
autoroute 40
18e avenue
17e avenue
#3760
#7755
#7730-32
#7697
#7695
#3750
#7752
#7725-27
#7709-11
#7701-07
#7633
#3710-40
#7682-84
#7656-58
#7660-62
#7644-46
#7636-40
#7632-34
12/23
0 5 10 15 m
1Map

Emplacement

Localisation: 771276-50 (OASIS) - 7709 à 7711 17e Avenue (MTL)

Informations réglementaires

No Zone	Surface	Message
0517	1199mc	

Règlement : 01-283 Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

	Min	Max				
Hauteur :	N/A	11 m	**Surhauteur :**	Non	**Alignement construction :**	Voir plan
Étage :	2	3	**Étage sous les combles :**	Non	**Mode implantation :**	RI
Densité :	1.2	2.5			**Marge latérale minimum :**	1.5 m
Taux implant. au sol :	N/A	70%			**Marge arrière minimum :**	3.0 m

Secteur patrimonial :
Zone PIIA : 01
Plan de site : Non
Parc : Non

Bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural : Non
Grande propriété à caractère institutionnel : Non
Code SMR /AHN :
Unité de paysage :
Vieux Mtl :

Bois et écoterritoires :
Statuts patrimoniaux : Non
Plan d'ensemble : Non

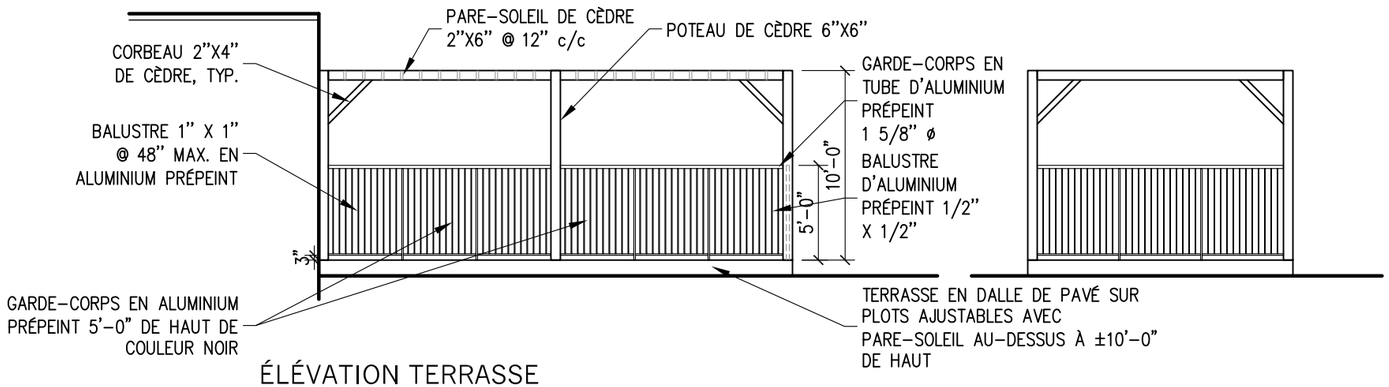
Catégorie(s) d'usage : H.2-4
Dispositions particulières :
Note :

********** **M I S E E N G A R D E** **********

Ces normes réglementaires sont valides en date du 2019-09-24 **et doivent être utilisées en complément du règlement d'urbanisme.**

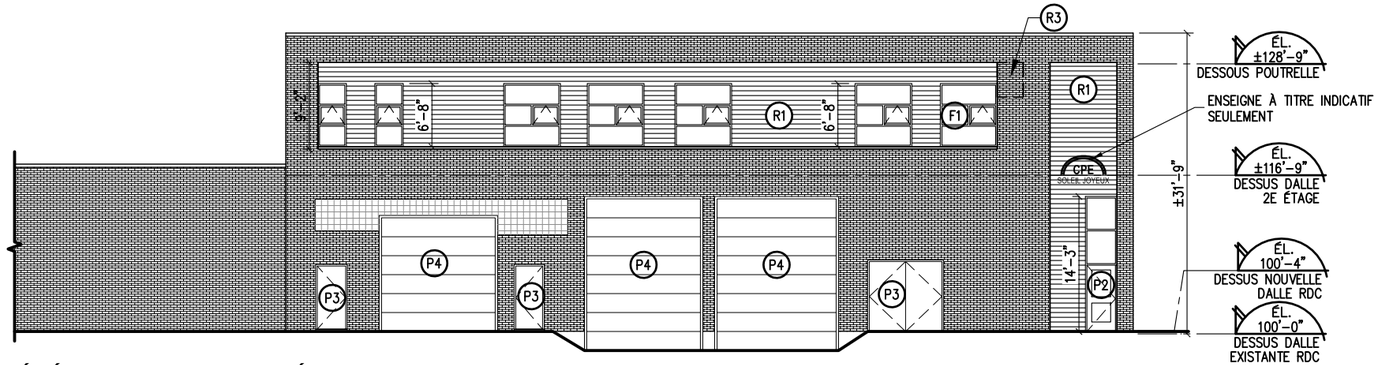
Si ces normes réglementaires s'avéraient différentes de celles apparaissant au règlement d'urbanisme ; le règlement d'urbanisme prévaudrait dans tous les cas.

Impression demandée par : Pelletier, Clothilde-Bere



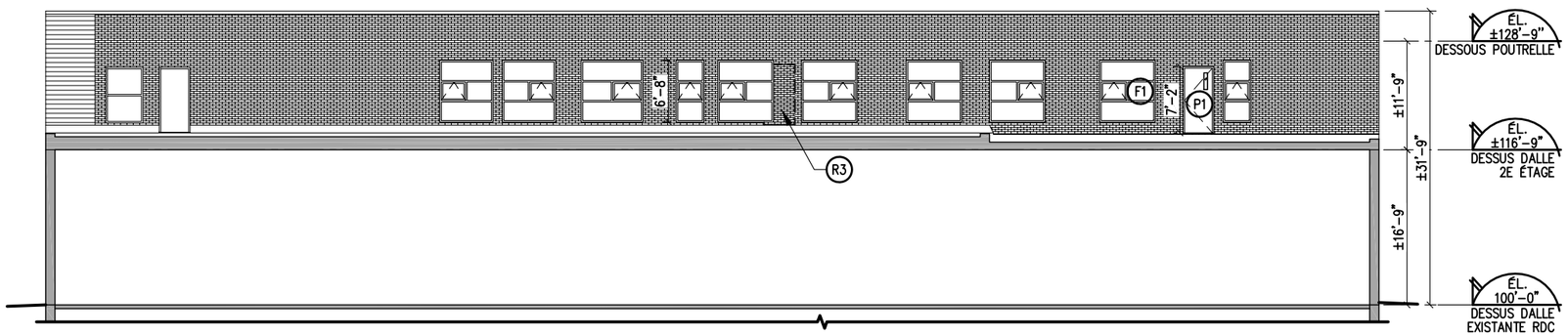
ÉLÉVATION TERRASSE

ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"



ÉLÉVATION AVENUE LÉONARD-DE-VINCI

ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"

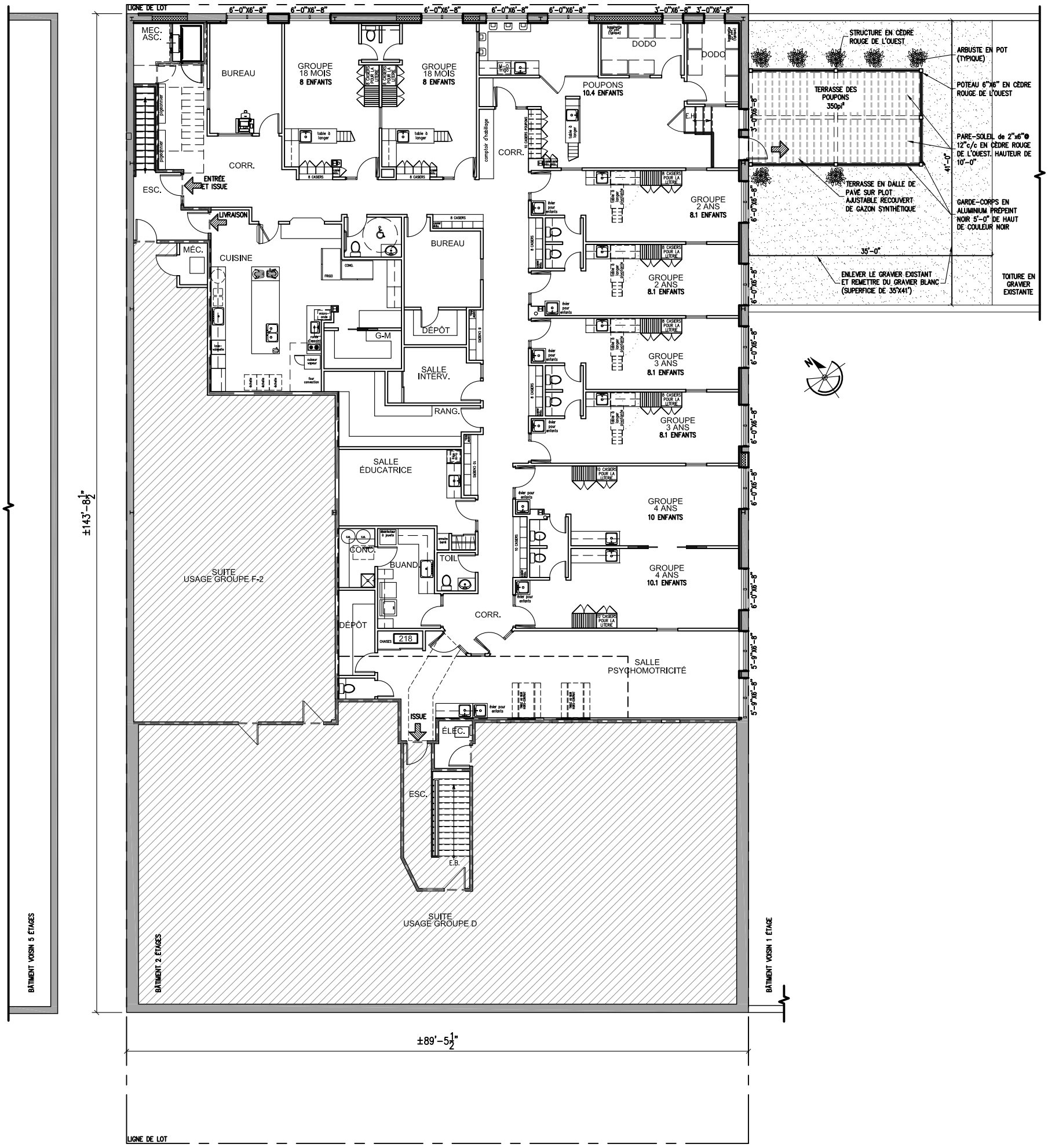


ÉLÉVATION LATÉRALE GAUCHE

ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"

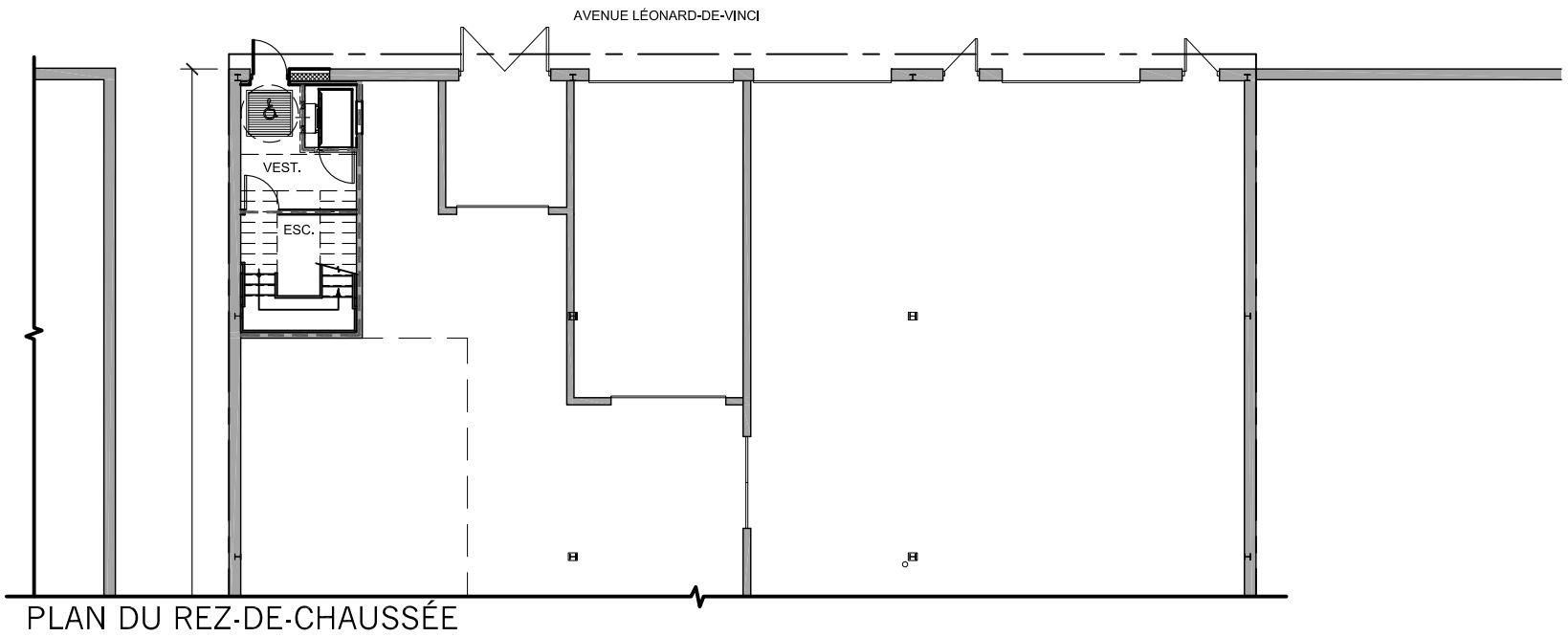
LÉGENDE:

- (F1) FENÊTRE EXTÉRIEURE ISOLÉE
  COULEUR: ALUMINIUM ANODISÉ NATUREL
- (P1) PORTE EXTÉRIEURE TERRASSE EN ACIER ISOLÉ
  COULEUR: GRIS PÂLE
- (P2) PORTE EXTÉRIEUR ENTRÉE EN ACIER ISOLÉ
  COULEUR: GRIS PÂLE
- (P3) PEINDRE LES PORTES PIÉTONNES ET LEUR CADRE DE MÊME COULEUR QUE LES PORTES DE GARAGE EXISTANTES.
- (P4) PEINDRE LES CADRES EXISTANTS DES PORTES DE GARAGE DE MÊME COULEUR QUE LES PORTES DE GARAGE.
- (R1) REVÊTEMENT MÉTALLIQUE MAC ARCHITECTURAL, PROFILÉ MS14
  COULEUR: GRIS PÂLE
- (R3) BRIQUES RÉCUPÉRÉES, MORTIER TEL QUE L'EXISTANT.



PLAN DE L'ÉTAGE

ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"



PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

ÉCHELLE: 1/16"=1'-0"

POUR CCU

DATE: 2019-09-30

No PROJET: 18044

MONTY & ASSOCIÉ architectes



PERSPECTIVE FAÇADE





PERSPECTIVES TERRASSE AU TOIT

Mercredi 18 septembre 2019

Madame Nathalie Foucher, directrice générale
CPE Soleil Joyeux
7324, avenue Musset
Montréal, Québec H2A 2W7

Objet : Séparation dans le mur coupe-feu **Projet n° 17044**
Nouvelle installation au 7709, 17e Avenue Montréal

Madame,

Suite aux exigences de la Ville concernant la protection des ouvertures dans le mur coupe-feu et de l'issue pour la terrasse au toit du bâtiment adjacent, nous vos soumettons les deux solutions suivantes :

1) Fenêtres dans le mur coupe-feu :

   Installer des volets coupe-feu d'une résistance au feu de 90 minutes à chaque ouverture dans ce mur.

2) Issue de la terrasse :

   Il faut noter que la terrasse accueillera un maximum de dix (10) poupons et que ces enfants sont accompagnés en tout temps d'une éducatrice lorsqu'ils sont sur la terrasse.

   La porte qui donne accès à cette terrasse sera coupe-feu et pourrait être munie d'un mécanisme comme une retenue magnétique qui serait programmée de manière à ce que lorsque le CPE est ouvert, la porte ne soit jamais verrouillée de l'extérieur.

   De plus, une serrure numérique pourrait être installée pour permettre l'accès à l'intérieur du CPE en provenance de la terrasse.

Nous croyons que l'évacuation de la terrasse avec un contrôle d'accès est sécuritaire.

Nous demeurons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Veuillez agréer, madame Foucher, nos salutations distinguées.

Jacques Monty, architecte

866, boulevard De Périgny, bureau 200, Chambly, Québec J3L 1W3 Téléphone: 450.658.7578 Télécopieur: 450.658.6240

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY−SAINT-MICHEL−PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA19-14004

RÈGLEMENT SUR LA TRANSFORMATION ET L'OCCUPATION À DES FINS DE GARDERIE D'UNE PARTIE DES BÂTIMENTS SITUÉS AUX 7709 À 7711, 17E AVENUE ET AUX 7701 À 7707, 17E AVENUE

ATTENDU les dispositions de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RLRQ, c. S-4.1.1);

ATTENDU que le conseil d'arrondissement peut, par règlement, malgré toute réglementation de zonage et aux conditions qu'il impose, permettre l'octroi de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie au sens de la Loi;

À sa séance du …… , le conseil d'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension décrète :

1. Le présent règlement s'applique aux bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue.

2. Malgré le Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray−Saint-Michel−Parc-Extension (01-283) il est autorisé :

- de transformer et d'occuper une partie du deuxième étage du bâtiment situé aux 7707 à 7711, 17e Avenue à des fins de garderie d'une capacité de 80 enfants;
- d'aménager une cour pour les poupons sur le toit du bâtiment situé aux 7701 à 7707, 17e Avenue.

À ces fins, il est permis de déroger aux articles 119 et 561 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283).

3. L'aménagement de la cour pour les poupons est autorisé sur le toit du bâtiment situé aux 7701 à 7707, 17e Avenue aux conditions suivantes :

- que le gravier de couleur noire soit remplacé par un gravier de couleur blanc ou de couleur gris pâle;
- qu'elle soit recouverte d'un pare-soleil;
- qu'une superficie minimale de 10 m^2 soit plantée de végétaux en pot ou en bac au périmètre de la cour.

4. Une haie composée d'arbustes doit être plantée perpendiculairement à la façade du bâtiment entre l'entrée principale de la garderie et l'unité de chargement adjacente.

5. La transformation et l'occupation de ces bâtiments sont autorisées à condition que les travaux débutent au courant des 24 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement et qu'ils se terminent au courant des 48 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

6. Aucun équipement mécanique n'est autorisé sur la façade.

7. Toute autre disposition du règlement non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

8. DISPOSITIONS PÉNALES

1^0 Toute personne qui occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue au paragraphe 2.

2^0 Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible :

1- s'il s'agit d'une personne physique :
a) pour une première infraction, d'une amende de 100 $ à 300 $;
b) pour une première récidive, d'une amende de 300 $ à 500 $;
c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 500 $ à 1 000 $.

2- s'il s'agit d'une personne morale :
a) pour une première infraction, d'une amende de 200 $ à 600 $;
b) pour une première récidive, d'une amende de 600 $ à 1 000 $;
c) pour toute récidive additionnelle, d'une amende de 1 000 $ à 2 000 $.

9. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

_____

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 17 octobre 2019, à 18h30

Au 405, avenue Ogilvy, Montréal

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district François-Perrault

Celso Giancarlo Alcantara
Anh Truong
Françis Grimard

Marc-André Hernandez, chef de division urbanisme et services aux entreprises
Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement
Roula Heubri, architecte – planification
Geneviève Boucher, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche
David Fortin, agent du cadre bâti

Absents:

Katherine Routhier
Esther St-Louis
Véronique Lamarre

1. Ouverture de la séance

À 18 h 30, la présidente Mary Deros commence la réunion.

2. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Françis Grimard

d'adopter l'ordre du jour.

ADOPTÉ à l'unanimité.

3. Déclaration d'intérêt

Aucun des membres présents ne déclarent d'intérêt dans les dossiers qui sont présentés.

4. Adoption du procès-verbal du 12 août 2019

Il est proposé par Celso Giancarlo Alcantara

appuyé par Anh Truong

d'adopter le procès-verbal de la séance du 12 août 2019

ADOPTÉ à l'unanimité.

5. Suivi des dossiers

6.5. Garderie en milieu résidentiel : 7709 17e avenue	
Présenté par	**Invités**
Mitchell Lavoie Conseiller en aménagement	Aucun

Objet

Adopter le Règlement RCA19-14004 intitulé « Règlement sur la transformation et l'occupation à des fins de garderie d'une partie des bâtiments situés aux 7709 à 7711, 17e Avenue et aux 7701 à 7707, 17e Avenue »

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- Le quartier qui est en restructuration depuis quelques années.
- Le secteur qui se transforme pour devenir résidentiel et donc moins industriel.
- Les immeubles résidentiels récents à proximité ajoutant une centaine de logements au secteur, augmentant ainsi le besoin de services tels qu'une garderie.
- La provenance de la clientèle pour la garderie.
- Le fait que le bâtiment en question soit à vocation commerciale.
- La présence du parc Shaughnessy, un parc clôturé à moins de 15 m de la propriété visée tel qu'exigé par le Ministère.
- La sécurité autour de la traverse permettant aux enfants de se rendre au parc.
- Les possibilités de sécurisation de l'intersection de la 17e Avenue et du boulevard Shaughnessy – validation requise auprès de la division des études techniques de l'arrondissement.
- La présence de camions sur l'avenue Léonard-De Vinci près de l'entrée principale
- Les heures de livraison du commerce au rez-de-chaussée par rapport aux heures de pointe de la garderie.
- La possibilité de bonifier le verdissement autour de la terrasse des poupons afin, notamment, de diminuer la poussière occasionnée par le camionnage et l'autoroute.
- La possibilité d'ajouter une haie, perpendiculaire à la façade Léonard-De Vinci entre l'entrée principale et les unités de chargement voisines, afin d'éviter que les enfants courent en diagonale vers les unités de chargement.

CCU19-10-17-GMR01	**Résultat : Favorable, conditionnel**

CONSIDÉRANT

Que l'implantation de la garderie respecte les conditions relatives à la qualité d'intégration au milieu de la politique de gestion relative à l'implantation, l'agrandissement ou l'occupation de bâtiment à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie au sens de la Loi (L.R.Q., c. C-8.2), maintenant L.R.Q. c. C-S-4.1.1. ;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande conditionnellement à l'ajout de verdissement autour de la terrasse des poupons et à l'aménagement d'une haie perpendiculaire à la façade Léonard-De Vinci entre l'entrée principale et les unités de chargement voisines.

Il est proposé par Françis Grimard

appuyé par Anh Truong

ADOPTÉ à l'unanimité.

7. Varia

8. Levée de la séance
Tous les points ayant été traités à 20h15, Du consentement unanime des membres du comité, la séance est levée. ADOPTÉ.

Signée à Montréal, ce 17e jour du mois d'octobre 2019.

_____	_____
Mary Deros, Présidente du comité et conseillère de la ville – district Parc-Extension	David Fortin, Secrétaire du comité et agent du cadre bâti

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.17

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1197304002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA19-14010 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2020) ».

Adopter le règlement numéro RCA19-14010 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2020)»

Signé par Brigitte BEAUDREAULT **Le** 2019-10-11 17:45

Signataire : Brigitte BEAUDREAULT

Directrice des services administratifs
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 novembre 2019	Avis de motion: CA19 14 0330

Donner un avis de motion et présentation du Règlement RCA19-14010 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2020) ».

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par la mairesse d'arrondissement Giuliana Fumagalli, et présentation est faite pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA19-14010 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2020) ».

40.07 1197304002

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 6 novembre 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197304002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement RCA19-14010 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2020) ».

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, lors de sa séance extraordinaire du 1er octobre 2019, approuvait le budget de fonctionnement de l'exercice financier 2020.
Lors de cette présentation, il a été fait mention de certaines mesures mises en place par la ville-centre dans le cadre de la réforme du financement des arrondissements, entre autres, le transfert à l'arrondissement d'une partie des revenus de taxation foncière de la ville-centre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 140270 - 1er octobre 2019 - Adopter et soumettre au comité exécutif les prévisions budgétaires soumises à l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, par le Service des finances de la Ville de Montréal, pour l'exercice financier 2020.
CA18 140407 - 4 décembre 2018 - Adopter le règlement numéro RCA18-14003 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2019)».

DESCRIPTION

Un des éléments de la réforme du financement des arrondissements mis en place par la Ville-centre consiste en la cession d'un espace fiscal. La valeur de cet espace fiscal cédé par la Ville-centre et soustrait des transferts centraux se chiffre pour notre arrondissement à 7 914 400 $ ce qui représente 0,0551 $ / 100 $ d'évaluation.
Il ne s'agit pas d'une taxe supplémentaire imposée, mais bien d'un transfert. Pour les contribuables, ce transfert représente un coût nul, car l'arrondissement n'augmente pas le coût de cette portion de taxe de l'arrondissement.

L'objectif de l'administration de l'arrondissement est de maintenir le niveau et la qualité des services offerts à la population de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. À cet effet, la réforme du financement mise en place par la Ville-centre permet à l'arrondissement de récupérer un montant de 7 914 400 $ par l'imposition d'une taxe relative aux services.

Cette taxation permettra à l'arrondissement de conserver un budget de fonctionnement lui permettant de faire face à ses obligations et engagements et ainsi, de ne pas affecter le niveau de services à ses citoyens.

JUSTIFICATION

Conformément à l'article 146 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil d'arrondissement peut par règlement imposer une taxe sur tous les immeubles imposables situés dans l'arrondissement.
Comme il s'agit d'une taxe annuelle, le règlement devra être adopté chaque année pour chacun des exercices financiers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La taxe sera applicable à tous les immeubles imposables de l'arrondissement et elle permettra de récupérer un revenu de 7 914 400 $ nécessaire à l'équilibre budgétaire de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis public de la présentation de l'avis de motion du règlement
- Avis de motion du règlement
- Avis public annonçant l'adoption du règlement
- Adoption du règlement
- Avis public d'adoption et d'entrée en vigueur du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Article 146 de la Charte de la Ville de Montréal

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie CHAMARD, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Odette NTAKARUTIMANA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-8459
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-02

Sylvain DANSEREAU
Chef de division - Ressources financières et matérielles

Tél : 514 868-4062
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1197304002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter le règlement RCA19-14010 intitulé « Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2020) ».



RCA19-14010_Taxe sur les services_(2020)_PROJET.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Odette NTAKARUTIMANA
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-8459
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA19-14010

RÈGLEMENT SUR LA TAXE RELATIVE AUX SERVICES (EXERCICE FINANCIER 2020)

Vu l'article 146 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4);

Vu la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1);

À sa séance ordinaire du …… 2019, le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

1. Il est imposé et il sera prélevé sur tout immeuble imposable porté au rôle d'évaluation foncière et situé dans l'arrondissement, une taxe spéciale relative aux services, au taux de 0,0551 % appliqué sur la valeur imposable de l'immeuble.

2. Les dispositions du règlement annuel de la Ville sur les taxes, qui sont relatives aux intérêts et à la pénalité exigibles sur les arrérages de taxes, au mode de paiement et aux dates d'exigibilité de la taxe foncière générale, au supplément de la taxe payable à la suite d'une modification du rôle de l'évaluation foncière et au montant exigible d'un versement échu s'appliquent, aux fins du prélèvement de la taxe prévue à l'article 1, telles qu'établies pour l'exercice financier visé à l'article 3.

3. Le présent règlement s'applique à l'exercice financier de 2020 et a effet à compter du 1er janvier 2020.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.18

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1194322009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA19-14009 intitulé « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension (exercice financier 2020) ».

d'adopter le Règlement RCA19-14009 intitulé « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension (exercice financier 2020) ».

Signé par Brigitte BEAUDREAULT **Le** 2019-11-27 17:06

Signataire : Brigitte BEAUDREAULT

Directrice des services administratifs
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance extraordinaire du vendredi 29 novembre 2019	Avis de motion: CA19 14 0346

Donner un avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA19-14009 intitulé « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement (exercice financier 2020) ».

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par la mairesse d'arrondissement Giuliana Fumagalli, et dépôt du projet de règlement est fait pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement du Règlement RCA19-14009 intitulé « Règlement sur la tarifs de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (exercice financier 2020) ».

40.01 1194322009

Giuliana FUMAGALLI
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 29 novembre 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194322009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA19-14009 intitulé « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension (exercice financier 2020) ».

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 145 de la Charte de la ville de Montréal (L.R.Q.,c.C-11.A), le conseil d'arrondissement désire adopter un nouveau règlement sur les tarifs 2020 modifiant le Règlement RCA18-14008.
Le présent règlement sur les tarifs RCA19-14009 portant sur la tarification de l'année 2020 vient remplacer le Règlement RCA18-14008 intitulé *« Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (exercice financier 2019) »* adopté en décembre 2018. Les changements apportées sur la tarification du règlement sur les tarifs ont été présentées au groupe de travail sur le budget. L'atteinte des objectifs de recettes prévues au budget de 2020 est tributaire de l'application de ces tarifs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 14 0412 - 4 décembre 2018 - Adopter le Règlement RCA18-14008 intitulé « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (exercice financier 2019) ».

DESCRIPTION

Le Règlement sur les tarifs pour l'exercice 2020 de l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension est modifié par une augmentation générale de 2 % sur la majorité des tarifs afin de rencontrer les objectifs des recettes à prévoir au budget de l'année 2020. La tarification portant sur le réseau des bibliothèques, les arénas et les patinoires extérieures n'est pas visée par cette majoration. En effet, l'augmentation de la tarification des activités ayant une portée réseau doit être fixée par l'ensemble des 19 arrondissements.

JUSTIFICATION

Des changements ont été apportés à la majorité des tarifs dans tous les domaines d'activités relevant de l'autorité de l'arrondissement .

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ces changements tarifaires contribueront à l'atteinte des objectifs de recettes prévues au budget de fonctionnement de 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion: novembre 2019
Adoption du règlement: décembre 2019
Avis public d'adoption et d'entrée en vigueur du règlement: décembre 2019
Entrée en vigueur: 1er janvier 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Sylvain DANSEREAU
Chef de division - Ressources financières et matérielles

Tél : 514 868-4062
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194322009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter le Règlement RCA19-14009 intitulé « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension (exercice financier 2020) ».



Règlement-Tarifs-Villeray 2020_final.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marcelle DION
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 872-6504
Télécop. : 868-4066

Règlement sur les tarifs 2020

Arrondissement de Villeray─Saint-Michel─Parc-Extension

Table des matières

CHAPITRE I ***4***

DISPOSITIONS GÉNÉRALES 4

CHAPITRE II ***4***

ÉTUDES DE PROJETS RÉGLEMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS 4

CHAPITRE III ***12***

ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS 12

SECTION I **12**

BIBLIOTHÈQUES 12

SECTION II **15**

CENTRES COMMUNAUTAIRES 15

SECTION III **17**

CENTRE SPORTIF JEAN-ROUGEAU 17

SECTION IV **18**

GYMNASE DU COLLÈGE REINE-MARIE 18

SECTION V **18**

ARÉNAS ET PATINOIRES EXTÉRIEURES 18

SECTION VI **21**

PARCS ET TERRAINS DE JEUX 21

SECTION VII **24**

PISCINES 24

SECTION VIII **26**

VOLLEYBALL DE PLAGE 26

SECTION IX **26**

GRATUITÉS 26

SECTION X **26**

ÉVÉNEMENTS PUBLICS 26

CHAPITRE IV ***27***

UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC 27

SECTION I 27

STATIONNEMENT SUR RUE 27

SECTION II 28

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC 28

CHAPITRE V 32

UTILISATION DE BIENS APPARTENANT À LA VILLE 32

CHAPITRE VI 32

DIVERS TRAVAUX ET AUTRES SERVICES 32

SECTION I 32

TRAVAUX RELATIFS AU DOMAINE PUBLIC OU AU MOBILIER URBAIN 32

..... 33

SECTION II 33

TRAVAUX RELATIFS À DES BIENS PRIVÉS OU EXÉCUTÉS DANS D'AUTRES TERRITOIRES 33

SECTION III 34

AUTRES SERVICES 34

CHAPITRE VII 34

VENTE DE DOCUMENTS, PUBLICATIONS ET AUTRES ARTICLES 34

SECTION I 34

LICENCES ET AUTRES ARTICLES RÉGLEMENTÉS 34

SECTION II 37

CERTIFICATS, RAPPORTS ET COMPILATION DE DONNÉES OU DE STATISTIQUES 37

SECTION III 38

EXTRAITS DE REGISTRES, ABONNEMENTS, EXEMPLAIRES OU COPIES DE DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES 38

CHAPITRE VIII 39

COMPENSATIONS 39

CHAPITRE IX 40

SERVICES ET FOURNITURES DIVERS 40

CHAPITRE X 40

MARIAGE OU UNION CIVILE 40

CHAPITRE XI *41*
PRISE D'EFFET 41

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA19-14009

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (EXERCICE FINANCIER 2020)

Vu les articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q. c. F-2.1);

Vu l'article 145 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4);

À sa séance du , le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Tous les tarifs fixés au présent règlement comprennent, lorsqu'exigibles, la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.).

2. À moins d'indication contraire dans un règlement applicable aux tarifs établis en vertu du présent règlement, toute somme exigible est payable avant la délivrance du bien ou du service requis ou s'il s'agit d'une activité, avant la participation à cette activité sous réserve de l'impossibilité de l'arrondissement de percevoir le tarif exigible avant l'événement occasionnant la délivrance du bien, du service ou le début de l'activité.

Dans le cas où l'arrondissement n'a pas été en mesure de percevoir le tarif fixé au préalable, la personne responsable du paiement est tenue de l'acquitter dans les 30 jours suivants la réception d'une facture à cet effet.

3. La gratuité d'une activité pourra être accordée lors de la tenue d'une activité promotionnelle coordonnée par la direction de l'arrondissement.

CHAPITRE II
ÉTUDES DE PROJETS RÉGLEMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS

4. Aux fins du Règlement sur l'occupation de domaine public sur une partie du parc Jarry (RCA04-14001), il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public, par jour 487,00 $

5. Aux fins du Règlement sur les dérogations mineures (RCA02-14006), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'approbation d'une dérogation mineure, incluant les frais de publication

1 624,00 $

5.1. Aux fins du Règlement sur les dérogations mineures (RCA02-14006), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'approbation d'une dérogation mineure portant sur une clôture, incluant les frais de publication : 432,00 $

6. Aux fins du Règlement sur le lotissement (RCA14-14005), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'approbation d'un projet d'opération cadastrale :

a) premier lot 812,00 $

b) chaque lot additionnel contigu 63,00 $

7. Aux fins des règlements d'urbanisme applicables à l'arrondissement, il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'abattage d'arbre ou de rehaussement d'un arbre :

a) pour chaque arbre (familles commerce, industrie et équipements collectifs et institutionnels) 162,00 $

b) pour chaque arbre (famille habitation) 54,00 $

c) toutefois, aucun tarif ne sera perçu pour l'émission d'un certificat d'autorisation d'abattage d'un frêne.

2° pour une demande concernant la construction, l'agrandissement et l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie au sens de la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance (L.R.Q., c. C-8.2), il sera perçu 1 893,00 $

Suivant le dépôt de la somme requise, il sera possible au requérant de mettre fin au processus relatif à la demande en déposant un avis écrit à cet effet et obtenir un remboursement partiel des frais ci-devant mentionnés, pour les étapes qui ne seraient pas entreprises. La somme remboursable est en fonction de chacune des étapes établies au tableau suivant :

Construction, agrandissement et occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie au sens de la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance (L.R.Q., c. C-8.2),			
Étapes	**Nature de l'étape**	**Somme conservée**	**Somme remboursée**
A	Étude du dossier	216,00 $	1 678,00 $
B	Préparation, fabrication et pose de l'affiche	324,00 $	1 570,00 $
C	Préparation du dossier pour le CCU et tenue de la rencontre du CCU	432,00 $	1 462,00 $
D	Préparation du rapport et du règlement	704,00 $	1 190,00 $

E	Préparation et distribution de l'avis (lettre) annonçant l'assemblée publique de consultation	920,00 $	974,00 $
F	Préparation et tenue de l'assemblée publique de consultation	1 570,00 $	324,00 $
G	Préparation et publication de l'avis de promulgation	1 893,00 $	0 $

3° pour l'approbation d'un jeu de plans additionnels, 10 % du coût du permis original, minimum 50,00 $

4° pour le renouvellement d'un permis périmé :

a) pour un premier renouvellement de permis, il sera perçu le coût du permis initial

b) pour un second renouvellement de permis, il sera perçu le double du coût du permis initial

c) pour un troisième renouvellement de permis et pour chacun des renouvellements ultérieurs, il sera perçu le triple du coût du permis initial

5° pour l'étude d'une demande relative à un travail de remblai ou de déblai 162,00 $

6° pour une unité de stationnement faisant l'objet d'une exemption visée au règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) :

a) pour un usage de la catégorie H-1 à H-4 par unité exigée : 3 788,00 $

b) pour un usage autre qu'un usage de la catégorie H-1 à H-4 par unité exigée : 6 494,00 $

c) pour un usage de la famille équipements collectifs et institutionnels dans le cadre d'une demande de permis de construction pour remplacer un bâtiment devenu dangereux ou détruit suite à un incendie : 200,00 $

d) pour un usage de la famille habitation, dans le cadre de projets de logements sociaux et abordables : 200,00 $

e) pour un usage de la famille équipements collectifs et institutionnels ayant fait l'objet d'une autorisation du conseil d'arrondissement en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003) avant le 8 mars 2016 : 200,00 $

7° pour l'étude d'une demande d'usage conditionnel visé au règlement relatif aux usages conditionnels de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA18-14001) 2 000,00 $

8° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation visant la construction et l'agrandissement

d'une aire de stationnement, un montant calculé sur la base de la valeur estimée des travaux ou un montant forfaitaire comme suit :

a) par 1 000 $ de travaux 9,90 $

b) minimum 162 $

9° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation visant la réfection d'une aire de stationnement de plus de 500 mètres carrés, un montant calculé sur la base de la valeur estimée des travaux ou un montant forfaitaire comme suit :

a) par 1 000 $ de travaux 5.20 $

b) minimum 406,00 $

8. Aux fins d'une modification à un règlement d'urbanisme visé à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), autre que le règlement de zonage 01-283, il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de modification nécessitant l'adoption d'un second projet de règlement conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) 4 320,00 $

2° pour l'étude d'une demande de modification autre que celle mentionnée au paragraphe 1° du présent article 2 165,00 $

Suivant le dépôt de la somme requise, il sera possible pour le requérant de mettre fin au processus relatif à la demande en déposant un avis écrit à cet effet et obtenir un remboursement partiel des frais mentionnés au premier alinéa, pour les étapes qui ne seraient pas entreprises. La somme remboursable est en fonction de chacune des étapes établies au tableau suivant :

MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE, AUTRE QU'AU RÈGLEMENT DE ZONAGE 01-283					
Étapes	**Nature de l'étape**	**Avec procédure référendaire**		**Sans procédure référendaire**	
		Somme conservée	**Somme remboursée**	**Somme conservée**	**Somme remboursée**
A	Étude de recevabilité	1 732,00 $	2 598,00 $	432,00 $	1 732,00 $
B	Amorce d'un dossier de modification	2 706,00 $	1 624,00 $	1 190,00 $	974,00 $
C	Participation à une assemblée publique de consultation	3 301,00 $	1 027,00 $	1786,00 $	378,00 $
D	Adoption d'un second projet de règlement, si requis par la Loi	3 788,00 $	541,00 $	s/o	s/o

E	Adoption du règlement	3 896,00 $	432,00 $	1 894,00 $	270,00 $
F	Procédure d'entrée en vigueur	4 330,00 $	0 $	2 165,00 $	0 $

9. Aux fins d'une modification du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), il sera perçu : 4 330,00 **$**

Suivant le dépôt de la somme requise, il sera possible pour le requérant de mettre fin au processus relatif à la demande en déposant un avis écrit à cet effet, et obtenir un remboursement partiel des frais mentionnés au premier alinéa pour les étapes qui ne seraient pas entreprises. La somme remboursable est en fonction de chacune des étapes établies au tableau suivant :

MODIFICATION AU RÈGLEMENT DE ZONAGE 01-283					
Étapes	**Nature de l'étape**	**Avec procédure référendaire**		**Sans procédure référendaire**	
		Somme conservée	**Somme remboursée**	**Somme conservée**	**Somme remboursée**
A	Étude de recevabilité	216,00 $	1 948,00 $	216,00 $	1 190,00 $
B	Amorce d'un dossier de modification	758,00 $	1 408,00 $	541,00 $	866,00 $
C	Participation à une assemblée publique de consultation	1 244,00 $	920,00 $	1 028,00 $	378,00 $
D	Adoption d'un second projet de règlement, si requis par la Loi	1 732,00 $	432,00 $	s/o	s/o
E	Adoption du règlement	1 840,00 $	324,00 $	1 136,00 $	270,00 $
F	Procédure d'entrée en vigueur	2 274,00 $	0 $	1 408,00 $	0 $

10. Aux fins de l'étude d'un projet assujetti à l'approbation de plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), il sera perçu :

1º modification à l'apparence extérieure d'un bâtiment: 288,00 $

2º projet de construction ou d'agrandissement :

a) moins de 10 mètres carrés 288,00 $

b) 10 à moins de 250 mètres carrés 568,00 $

c) 250 à moins de 500 mètres carrés 855,00 $

d) 500 à moins de 2500 mètres carrés 1 705,00 $

e) 2500 mètres carrés et plus 3 410,00 $

3º aire de chargement, aménagement d'un café-terrasse, bâtiment temporaire 288,00 $

4º abattage d'arbre, installation et modification d'une clôture, d'une grille, d'un mur d'intérêt, construction ou transformation d'un passage piéton 288,00 $

5º enseigne :

a) changement du panneau de l'enseigne 288,00 $

b) tous autres travaux : 649,00 $

6º antenne de télécommunications 288,00 $

7º modification d'un PIIA approuvé par une résolution du conseil d'arrondissement 288,00 $

11. Aux fins de l'étude d'un plan d'aménagement d'ensemble pour une zone illustrée au plan Z-2 de l'annexe A du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), il sera perçu 30 000,00 $

12. Aux fins de l'étude d'un projet visé à l'article 516 ou 554.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension numéro 01-283 il sera perçu 324,00 $

13. Aux fins du Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis (R.R.V.M., c. C-3.2) de l'ancienne Ville de Montréal, il sera perçu :

1º pour l'étude d'une demande de certificat d'occupation :

a) pour un terrain occupé à des fins de parc de stationnement privé visé à l'article 608.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) /unité de stationnement fournie 2,55 $

b) pour une occupation autre que celle mentionnée au paragraphe a) 270,00 $

2º pour l'étude d'une demande de permis d'enseigne ou d'enseigne publicitaire :

a) par enseigne (non publicitaire)
   i) par m^2 de superficie 16,20 $
   ii) minimum 270,00 $

b) par enseigne publicitaire de type module publicitaire, panneau publicitaire et panneau publicitaire autoroutier
   i) par structure 541,00 $
   ii) en sus du tarif fixé au sous-paragraphe i), par m² de superficie d'affichage 10,80 $

3° sous réserve du paragraphe 3.1, pour l'étude d'une demande de permis d'antenne :

a) par emplacement 347,00 $

b) en sus du tarif fixé au sous-paragraphe a), par antenne 131,00 $

3.1° pour l'étude d'une demande de permis d'antenne parabolique accessoire exclusivement réceptrice d'un diamètre ou d'une dimension d'au plus 0,6 m et d'une hauteur d'au plus 1,2 m

a) par emplacement 0,00 $

b) en sus du tarif fixé au sous-paragraphe a), par antenne 16,20 $

4° pour l'étude d'une demande de permis de café-terrasse 347,00 $

5° pour un duplicata de certificat d'occupation 54,00 $

14. Aux fins du Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (R.R.V.M., c. C-9.2) de l'ancienne Ville de Montréal, il sera perçu:

1° pour l'étude d'une demande de permis visant la démolition d'un bâtiment visé aux articles 81 et 95 de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., c. B- 4) 553,00 $

2° pour l'étude d'une demande de permis visant la démolition d'un bâtiment autre qu'une dépendance d'une habitation 336,00 $

3° pour l'étude d'une demande de démolition d'une dépendance à une habitation 0,00 $

14.1 Aux fins du Règlement régissant la démolition d'immeubles (RCA04-14007), il sera perçu pour l'étude d'une demande de permis devant être soumise au comité d'étude des demandes de démolition incluant les frais de publication 3 000,00 $

14.2 Aux fins du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'immeuble (RCA04-14003), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande d'autorisation d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble :

a) relative à l'occupation d'un bâtiment 4 060,00 $

b) relative à la construction ou à la modification d'un bâtiment d'une superficie de plancher égale ou inférieure à 500 mètres carrés 4 060,00 $

c) relative à la construction ou à la modification d'un bâtiment d'une superficie de plancher de 501 mètres carrés à 4 999 mètres carrés 8 659,00 $

d) relative à la construction ou à la modification d'un bâtiment d'une superficie de plancher de 5 000 mètres carrés à 9 999 mètres carrés 11 906,00 $

e) relative à la construction ou à la modification d'un bâtiment d'une superficie de plancher de 10 000 mètres carrés à 49 999 mètres carrés 27 061,00 $

f) relative à la construction ou à la modification d'un bâtiment d'une superficie de plancher supérieure à 49 999 mètres carrés 30 849,00 $

g) relative à la construction ou à l'agrandissement d'une aire de stationnement ou d'une aire de chargement 4 060,00 $

h) relative à l'installation d'une enseigne 4 060,00 $

i) relative à l'installation d'une antenne 4 060,00 $

2° pour l'étude d'une demande de modification d'un projet particulier autorisé par une résolution du conseil d'arrondissement ou en vertu de l'article 612A de la Charte de l'ancienne ville de Montréal :

a) relative à l'occupation d'un bâtiment 4 060,00 $

b) relative à la modification d'un bâtiment d'une superficie de plancher égale ou inférieure à 500 mètres carrés 4 060,00 $

c) relative à la modification d'un bâtiment d'une superficie de plancher supérieure à 500 mètres carrés 6 494,00 $

14.3 Pour la délivrance d'un permis en vertu du Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles (C.S-3.1.02), il sera perçu :

a) pour une piscine hors terre 108,00 $

b) pour une piscine creusée 432,00 $

15. Aux fins du Règlement sur les cabines téléphoniques extérieures et les postes de téléphone (R.R.V.M., c. C-1), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande d'installation ou de remplacement d'un téléphone public 219,00 $

2° pour la délivrance du permis 32,00 $

16. Aux fins du Règlement sur les excavations (R.R.V.M., c. E-6), il sera perçu :

1° pour la délivrance d'un permis d'excaver sur le domaine public, selon les dimensions de l'excavation, le mètre carré 29,00 $

2° pour la réfection du domaine public dans les cas où elle est effectuée par la ville, à la suite d'une excavation sur le domaine public ou sur le domaine privé :

a) chaussée en enrobé bitumineux :

i) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er avril et le 30 novembre, le mètre carré 78,00 $

ii) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er décembre et le 31 mars, le mètre carré 134,10 $

b) chaussée en enrobé bitumineux et béton, le mètre carré 292,70 $

c) chaussée ou trottoir en pavé de béton, le mètre carré 156,60 $

d) trottoir en enrobé bitumineux, le mètre carré 68,90 $

e) trottoir en enrobé bitumineux pour piste cyclable, le mètre carré 150,50 $

f) trottoir ou ruelle en béton, le mètre carré 285,60 $

g) bordure de béton, le mètre linéaire 203,50 $

h) gazon, fond de trottoir, ruelle en terre, le mètre carré 22,40 $

3° pour la réparation du domaine public adjacent à l'excavation, les tarifs prévus aux sous-paragraphes a) à h) du paragraphe 2 s'appliquent.

4° pour l'inspection du domaine public, lors d'une excavation sur le domaine privé :

a) excavation de moins de 2 m de profondeur 276,40 $

b) excavation de 2 m à 3 m de profondeur, le mètre linéaire au long de la voie publique 81,60 $

c) excavation de plus de 3 m de profondeur, le mètre linéaire :

i) sans tirant, le long de la voie publique 202,50 $

ii) avec tirants, par rangée de tirants 202.50 $

Le paiement anticipé et le dépôt en garantie qui doivent accompagner la demande de permis sont estimés selon le tarif prévu au deuxième alinéa.

Les tarifs prévus au présent article ne s'appliquent pas à la Commission des services électriques de Montréal et à Hydro-Québec.

CHAPITRE III
ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS

SECTION I
BIBLIOTHÈQUES

17. Pour un abonnement annuel donnant accès à une bibliothèque de l'arrondissement, il sera perçu :

1° résidant ou contribuable de Montréal 0,00 $

2° non-résidant de Montréal :

a) enfant de 13 ans et moins 44,00 $

b) étudiant âgé de plus de 13 ans, fréquentant à temps plein une institution d'enseignement montréalaise 0,00 $

c) personne âgée de 65 ans et plus 56,00 $

d) employé de la Ville de Montréal 0,00 $

e) autre 88,00 $

3° Pour le remplacement d'une carte d'abonné perdue, il sera perçu :

a) enfant de 13 ans et moins 2,00 $

b) personne âgée de 65 ans et plus et étudiant âgé de plus de 13 ans 2,00 $

c) autre 3,00 $

L'abonnement annuel court à partir de la date d'abonnement.

18. Pour le prêt et la mise de côté de livres ou d'autres articles et à titre de compensation pour perte, retard et dommages, il sera perçu :

1° prêt de livres ou d'autres articles aux abonnés d'une bibliothèque :

a) best-seller :
i) tarif de base, par période de 3 semaines 4,50 $
ii) Amis de la Bibliothèque de Montréal, par période de 3 semaines 2,00 $

b) livres autres qu'un best-seller et autres articles 0,00 $

2° mise de côté ou réservation d'un titre, par titre :

a) enfant de 13 ans et moins 0,00 $

b) autres, à toute bibliothèque du réseau 0,00 $

3° à titre de compensation :

a) pour le retard à faire retour à la bibliothèque d'un article emprunté :
i) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article autre

qu'un best-seller :

- enfant de 13 ans et moins 0,10 $
- personne âgée de 65 ans et plus 0,10 $
- autres 0,25 $

ii) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un best-seller, sans excéder un montant total égal au coût d'achat originel du livre 1,00 $

iii) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article prêté à une bibliothèque externe au réseau ou d'un article normalement réservé à la consultation sur place 1,00 $

iv) le prix d'achat tel qu'inscrit dans la base de données du réseau des bibliothèques + 5,00 $ pour chaque document en retard de plus de 31 jours et facturé.

b) pour la perte d'un article emprunté :

i) le prix d'achat tel qu'inscrit dans la base de données du réseau des bibliothèques + 5,00 $

ii) en l'absence d'inscription dans la base de données :

- enfant de 13 ans et moins 7,00 $
- autres: pour un livre de poche 7,00 $
- pour tout autre article 15,00 $

c) pour la perte d'une partie d'un ensemble :

i) boîtier cédérom 2,00 $
ii) boîtier de disque compact 2,00 $
iii) boîtier de cassette 2,00 $
iv) étui de livre parlant et de cédérom 2,00 $
v) pochette de disque 2,00 $
vi) livret d'accompagnement 2,00 $
vii) document d'accompagnement 2,00 $

d) pour dommage à un article emprunté :

i) s'il y a perte totale ou partielle du contenu, le tarif fixé au paragraphe b ou c

ii) sans perte de contenu :

- enfant de 13 ans et moins 2,00 $
- autres 2,00 $

Le tarif maximum applicable à un enfant de 13 ans et moins ou à une personne âgée de 65 ans et plus en vertu du sous-paragraphe i) du sous-paragraphe a) du paragraphe 3 des deux premiers alinéas est de 2,00 $ par document, et pour toute autre personne visée au sous-paragraphe a) de cet alinéa, de 3,00 $ par document.

Les tarifs fixés aux paragraphes 1 et 3 du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité promotionnelle gérée par la Ville.

Les tarifs fixés au paragraphe 3 du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité promotionnelle gérée par la Ville et visant à favoriser le retour des livres.
Les frais facturés à une bibliothèque de l'arrondissement par une autre institution doivent être acquittés par l'usager auquel un service est rendu à sa demande.

SECTION II
CENTRES COMMUNAUTAIRES

Les tarifs de cette section s'appliquent pour tous les organismes ou citoyens non couverts par un protocole d'entente avec l'arrondissement.

19. Pour les frais d'inscription aux activités des centres communautaires offerts en régie par la Ville de Montréal (arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension), il sera perçu :

1° inscription à un cours, par session :

a) résidant de Montréal :

i) enfant de 17 ans et moins	0,00 $
ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans	55,00 $
iii) personne âgée de 55 ans et plus	38,00 $
iv) bénéficiaire de la Sécurité du revenu	0,00 $

b) non-résidant de Montréal :

i) enfant de 17 ans et moins	55,00 $
i) personne âgée de 18 ans à 54 ans	110,00 $
iii) personne âgée de 55 ans et plus	110,00 $

2° inscription à une activité de pratique récréative dans un centre régional, par session :

a) résidant de Montréal :

i) enfant de 17 ans et moins	0,00 $
ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans	35,00 $
iii) personne âgée de 55 ans et plus	23,00 $
iv) bénéficiaire de la Sécurité du revenu	0,00 $

b) non-résidant de Montréal :

i) enfant de 17 ans et moins	35,00 $
ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans	69,40 $
ii) personne âgée de 55 ans et plus	69,40 $

3° inscription à une activité de pratique récréative dans un centre de quartier, par session :

a) résidant de Montréal :

i) enfant de 17 ans et moins	0,00 $
ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans	18,90 $
iii) personne âgée de 55 ans et plus	12,80 $
iv) bénéficiaire de la Sécurité du revenu	0,00 $

b) non-résidant de Montréal :

i) enfant de 17 ans et moins	18,90 $

RCA19-14009/15

ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 34,70 $
iii) personne âgée de 55 ans et plus 34,70 $

20. Pour la location des locaux et des installations des centres communautaires et des gymnases, il sera perçu l'heure:

1° gymnase simple :

a) taux de base 148,00 $

b) taux réduit :
i) compétition de niveau provincial 31,00 $
compétition de niveau provincial à compter du 1er septembre 2020 32,00 $
ii) compétition de niveau national 59,00 $
compétition de niveau national à compter du 1er septembre 2020 60,00 $
iii) compétition de niveau international 88,00 $
compétition de niveau international à compter du 1er septembre 2020 90,00 $

c) frais de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b), de l'heure 30,00 $

2° gymnase double :
a) taux de base 220,00 $

b) taux réduit :
i) compétition de niveau provincial 44,00 $
compétition de niveau provincial à compter du 1er septembre 2020 45,00 $
ii) compétition de niveau national 88,00 $
compétition de niveau national à compter du 1er septembre 2020 90,00 $
iii) compétition de niveau international 131,00 $
compétition de niveau international à compter du 1er septembre 2020 134,00 $

c) frais de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux sous- paragraphe a) et b), de l'heure 30,00 $

3° salle, l'heure 35,00 $

4° auditorium, l'heure 110,00 $

5° locaux d'appoints liés à la location de plateaux sportifs 0,00 $

6o location des vestiaires pour les terrains sportifs extérieurs pour les partenaires non reconnus 25$/h (minimum de 3 heures). Avec une location de vestiaire, il est possible de réserver également la télécommande des tableaux indicateurs avec un dépôt de 100 $.

Sur toute location à un organisme montréalais s'occupant des personnes handicapées, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

SECTION III
CENTRE SPORTIF JEAN-ROUGEAU

21. Pour l'usage du centre sportif Jean-Rougeau, il sera perçu :

Type de salle	**Tarif régulier / heure**	**Nouvelle tarification citoyens & OBNL non reconnu / heure**	**Tarif organisme partenaire vs tarif régulier /heure**	**Tarif spécial pour session complète 12 semaines / heure**
gymnase simple	147,00 $	44,00 $	selon la grille proposée dans le formulaire de demande	441,00 $
gymnase double	220,00 $	69,00 $		664,00 $
gymnase triple	367,00 $	90,00 $		881,00 $
salle VIP	33,70 $	33,70 $		330,00 $
badminton	17.50 $ 18,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)	17.50 $ 18,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)		161,00 $ 164,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)
tennis	88,00 $ 90,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)	43,00 $ 44,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)		nd

	Compétition provinciale	Compétition nationale	Compétition internationale	Compétition régionale/CSMC
gymnase simple	68,00 $ 69,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)	88,00 $ 90,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)	108,00 $ 110,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)	43,00 $ 44,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)
gymnase double	88,00 $ 90,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)	108,00 $ 110,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)	131,00 $ 134,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)	68,00 $ 69,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)
gymnase triple	108,00 $ 110,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)	131,00 $ 134,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)	148,00 $ 151,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)	88,00 $ 90,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)
salle VIP	68,00 $ 69,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)	68,00 $ 69,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)	68,00 $ 69,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)	33,00 $ 34,00 $ (à compter du 1er septembre 2020)

Dans la situation où une période a été réservée mais non utilisée par l'organisme sans avoir annulé dans un délai de 4 jours, l'organisme sera facturé selon le tarif établi lors de sa réservation. Si l'organisme bénéficiait d'une gratuité, il lui sera perçu, de l'heure : 54,00 $

SECTION IV
GYMNASE DU COLLÈGE REINE-MARIE

22. Pour l'usage du gymnase du collège Reine-Marie, il sera perçu à l'heure:

1° Tarifs réguliers :

Type de salle	Résidents de Montréal	Non-résidents de Montréal
Gymnase simple	60,00 $	90,00 $
Gymnase double	100,00 $	130,00 $
Gymnase triple	140,00 $	170,00$
Terrain de badminton	15,00 $	20,00 $

2° Tarifs minimum durant les périodes de faible achalandage pour les résidents de Montréal il sera perçu à l'heure :

a) Gymnase double 80,00 $

b) Gymnase triple 100,00 $

3° Dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme qui bénéficie d'une gratuité d'utilisation sans avoir annulé dans un délai de 4 jours il sera perçu, de l'heure : 60,00 $

4° Dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par u n organisme sans avoir annulé dans un délai de 4 jours, l'organisme sera facturé selon le tarif établi lors de sa réservation. Si l'organisme bénéficiait d'une gratuité, il lui sera perçu, de l'heure 50,00 $

SECTION V
ARÉNAS ET PATINOIRES EXTÉRIEURES

23. Pour l'usage des arénas, il sera perçu :

1° pour la location d'une surface de glace, l'heure :

a) école de printemps de hockey de patinage artistique et de vitesse :

i) pour les enfants de 17 ans et moins, sans entente avec les diverses associations régionales

reconnues 51,00 $

b) école estivale de hockey, de ringuette, de patinage artistique et de vitesse :

i) pour les enfants de 17 ans et moins, sans entente avec les diverses associations régionales reconnues 51,00 $

c) hockey mineur et ringuette :
i) école privée de hockey 82,00 $
ii) joute hors-concours impliquant une équipe de Montréal et une équipe de l'extérieur de Montréal 51,00 $
iii) organisme non affilié à une association régionale de Montréal 35,00 $

d) patinage artistique 35,00 $

e) initiation au patinage, pour les personnes âgées de 18 ans et plus 87,00 $

f) club de patinage de vitesse pour les jeunes de 17 ans et moins 15,00 $

g) club de patinage de vitesse pour les adultes 87,00 $

h) collège public ou privé 87,00 $

i) à compter du 1er juin 2014, équipe ou club pour adultes, sauf pour la période du 15 avril au 31 août :

i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h 215,00 $
ii) lundi au vendredi de 12 h à 17 h 137,00 $
iii) lundi au dimanche de 17 h à 24 h 215,00 $
iv) vendredi et samedi de 22 h à 24 h 215,00$
v) lundi au dimanche de 24h à 8h 196,00 $
vi) lundi au vendredi de 7 h à 13 h 77,00 $

j) à compter de 2015, équipe ou club pour adultes sans glace, sauf pour la période du 15 avril au 31 août : 102,00 $

k) à compter de 2015, équipe ou club pour adultes, du 15 avril au 31 août :

i) avec glace : 155,00 $

ii) sans glace : 72,00 $

l) organisme pour mineurs :
i) affilié à une association régionale de Montréal, avec ou sans glace 35,00 $
ii) non-résidant de la ville de Montréal 82,00 $

m) partie-bénéfice :

i)	samedi et dimanche de 8 h à 17 h	87,00 $
ii)	lundi au vendredi de 8 h à 17 h	57,00 $
iii)	lundi au dimanche de 17 h à 24 h	87,00 $
iv)	lundi au dimanche de 17 h à 24 h	77,00 $

n) gala sportif et compétition, incluant les locaux d'appoint et les locaux d'entreposage :

i)	taux de base	204,00 $
ii)	taux réduit :	
	- compétition locale ou par association régionale	41,00 $
	- compétition par fédération québécoise ou canadienne	82,00 $
	- compétition internationale	122,00 $
	- compétition-bénéfice adulte, dont les profits sont remis en totalité à un organisme sans but lucratif de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	51,00$

o) dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme qui bénéficie d'une gratuité d'utilisation sans avoir annulé dans un délai de 3 jours (72h) il sera perçu, de l'heure 50,00 $

p) dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme sans avoir annulé dans un délai de 4 jours, l'organisme sera facturé selon le tarif établi lors de sa réservation

Les écoles de hockey printanières et estivales définies aux sous-paragraphes a) et b) sont à l'exclusivité des résidants montréalais âgés de moins de 18 ans. Toute autre clientèle sera facturée selon la tarification énoncée aux sous-paragraphes c) à p) exclusivement.

2° pour la location d'une salle, l'heure 31,00 $

3° pour la location d'un auditorium, l'heure 102,00 $

4° pour la location de locaux d'entreposage :

a) équipe ou club pour adultes

i)	par semaine	26,00 $
ii)	par mois	51,00 $
iii)	pour l'année	510,00 $

b) organisme pour mineurs :

i)	par semaine	12,00 $
ii)	par mois	25,00 $
iii)	pour l'année	255,00 $

5° pour la location de la patinoire Bleu Blanc Bouge au parc François-Perrault pour la période de la mi-novembre au 31 mars, l'heure :

a) lundi au dimanche de 21 h à 23 h 149,00 $

Pour un organisme montréalais s'occupant des personnes handicapées, une réduction de 35 % des tarifs fixés aux paragraphes 1, 3, 4 et 5 du premier alinéa s'applique.

NOTE : En dehors des heures normales d'opération, des frais de mains d'œuvre seront facturés, en fonction de la tarification prévue aux conventions collectives en vigueur.

SECTION VI
PARCS ET TERRAINS DE JEUX

24. Pour la pratique récréative d'un sport collectif tel que le soccer, la balle molle, le baseball ou tout autre sport d'équipe reconnu par une association régionale reconnue et ayant une convention avec la Ville de Montréal, excluant les tournois, il sera perçu :

1° sans assistance payante :	
a) permis saisonnier :	
i) équipe de Montréal	219,00 $
ii) équipe de l'extérieur de Montréal	438,00 $
Note : Le permis saisonnier est octroyé à une équipe appartenant à une ligue, comportant quatre équipes et plus.	
b) permis de location de terrains ou permis saisonnier pour un organisme de régie reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal :	0 $
i) pour leurs entraînements	0 $
ii) pour leur calendrier de compétitions ou d'initiation	0 $
iii) séries éliminatoires des ligues municipales	0 $
iv) permis pour tournoi	0 $
c) permis de location de terrains naturels par un organisme autre qu'un organisme de régie reconnu pour le sport adulte ou pour des équipes de sport mineur de l'extérieur de Montréal, il sera perçu, de l'heure :	
i) équipe de Montréal ou institution scolaire publique ou privée non conventionnée	34,00 $
ii) équipe de l'extérieur de Montréal	68,00 $
iii) institution scolaire publique ou privée conventionnée par une entente avec l'arrondissement	CSDM pendant les heures scolaires de 8 h à 16 h: 0 $ Collège Reine-Marie selon l'entente
iv) compétition de niveau provincial, national et international	68,00 $
d) permis de location de terrains synthétiques par un organisme autre qu'un organisme de régie, il sera perçu, de l'heure :	
i) équipe de Montréal ou institution scolaire publique	109,00 $

ou privée non conventionnée	
ii) équipe de l'extérieur de Montréal	218,00 $
iii) institution scolaire publique ou privée conventionnée par une entente avec l'arrondissement	Collège Ahuntsic 75,00 $ Collège Reine-Marie selon l'entente CSDM pendant les heures scolaires de 8h à 16 h : 0 $
iv) compétition de niveau provincial, national et international	218,00 $
e) permis de location d'un mini soccer ou demi-terrain synthétique par un organisme autre qu'un organisme de régie, il sera perçu, de l'heure :	
i) équipe de Montréal ou institution scolaire publique ou privée non conventionnée	82,00 $
ii) équipe de l'extérieur de Montréal	164,00 $
iii) institution scolaire publique ou privée conventionnée par une entente avec l'arrondissement	Collège Ahuntsic 75,00 $ Collège Reine-Marie selon l'entente CSDM pendant les heures scolaires de 8h à 16 h: 0 $
iv) compétition de niveau provincial, national et international	162,00 $
Note : pour les sections b) et c) ci-dessus, les frais perçus par l'Association des sports de balle de Montréal pour les permis de location demeurent à l'Association (A.S.B.M.).	
f) permis d'utilisation pour activité organisée par un organisme de régie ou un organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement :	0 $
g) frais de montage et de démontage des installations, en sus du tarif prévu aux paragraphes a), b), c), d) et e) de l'heure :	26,00 $
2° avec assistance payante :	
a) par partie :	500,00 $
i) pour activité à vocation mineure organisée par un organisme de régie reconnu par l'arrondissement	0 $
ii) pour activité organisée par un organisme de régie ou un organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement	0 $
b) frais de montage et de démontage des installations,	26,00 $

de l'heure	
Note : Pour tout organisme montréalais s'occupant des personnes handicapées, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	

25. Pour la cotisation à titre de membre de Tennis Montréal, ainsi que les activités adultes du même organisme, selon les termes de la convention de partenariat avec Tennis Montréal inc, il sera perçu :

1° résidant de Montréal :

a) enfant de 17 ans et moins 0,00 $

b) personne âgée de 18 ans à 54 ans 15,00 $

c) personne âgée de 55 ans et plus 10,00 $

d) bénéficiaire de la Sécurité du revenu 0,00 $

2° non-résidant de Montréal :

a) enfant de 17 ans et moins 15,00 $

b) personne âgée de 18 ans à 54 ans 30,00 $

c) personne âgée de 55 ans et plus 30,00 $

25.1. Une ristourne de 5,5 % provenant des activités adultes de Tennis Montréal inc. sera perçue selon les termes de la convention avec Tennis Montréal inc.

26. Pour la location d'un jardinet réservé aux résidants de la Ville de Montréal, il sera perçu, par saison :

1° un jardinet régulier (18 m^2) 10,00 $
2° un jardinet en bac surélevé Jardin de Normanville (10,36m^2) 10,00 $
3° un demi-jardinet (9 m^2) 5,00 $
4° un bac surélevé (2,24 m^2) 5,00 $
5° bénéficiaire de la Sécurité du revenu 0,00 $

27. Pour la location d'une piste d'athlétisme extérieure, il sera perçu, l'heure :

1° taux de base 216,00 $

2° taux réduit :

a) compétition de niveau provincial 44,00 $

b) compétition de niveau national 88,00 $

c) compétition de niveau international 131,00 $

3° frais de montage et de démontage des installations, en sus du tarif prévu aux paragraphes 1 et 2 : 28,00 $

28. Pour la location d'un tennis extérieur dans un parc disposant de 8 tennis ou plus, il sera perçu, l'heure :

1° détenteur de la carte Accès-Montréal :

a) location avant 17 h :
- i) enfant de 17 ans et moins 3,00 $
- ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 7,00 $
- iii) personne âgée de 55 ans et plus 5,00 $

b) location après 17 h :
- i) enfant de 17 ans et moins 7,00 $
- ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 7,00 $
- iii) personne âgée de 55 ans et plus 7,00 $

2° non-détenteur de la carte Accès-Montréal 9,00 $

3° carnet-rabais de 6 billets donnant droit à 6 heures de location 37,00 $

SECTION VII
PISCINES

29. Pour l'usage d'une piscine, il sera perçu :

1° piscines intérieures :

a) location d'une piscine, l'heure :
- i) taux de base incluant un (1) surveillant-sauveteur 177,00 $
- ii) taux réduit, incluant un (1) surveillant-sauveteur, pour tout groupe de Montréal 90,00 $

b) location du demi-bassin ou de deux (2) couloirs de la piscine, l'heure :
- i) taux de base incluant un (1) surveillant-sauveteur 90,00 $
- ii) taux réduit, incluant un (1) surveillant-sauveteur, pour tout groupe de Montréal 45,00 $

c) location d'une salle, l'heure 34,00 $
location d'une salle à l'heure à compter du 1er septembre 2019 35,00 $

2° piscines extérieures :

a) location d'une piscine extérieure, l'heure :

i) taux de base incluant un (1) surveillant-sauveteur	177,00 $
ii) taux réduit pour tout groupe de Montréal	90,00 $

b) location du demi-bassin de la piscine, l'heure :

i) taux de base incluant un (1) surveillant-sauveteur	90,00 $
ii) taux réduit pour tout groupe de Montréal	45,00 $

3° pataugeoires extérieures :

a) location d'une pataugeoire, l'heure :

i) taux de base, incluant un (1) surveillant de pataugeoire	90,00 $
ii) taux réduit, incluant un (1) surveillant de pataugeoire pour tout groupe de Montréal	45,00 $

Si du personnel additionnel est requis, des frais supplémentaires s'ajouteront aux tarifs des sous-paragraphes a) et b) des paragraphes 1° et 2° ainsi qu'au sous-paragraphe a) du paragraphe 3° de l'article 29 en fonction de la tarification prévue aux conventions collectives e n vigueur.

Pour un organisme montréalais s'occupant de personnes handicapées, une réduction de 35 % des tarifs fixés s'applique aux sous-paragraphes a) et b) des paragraphes 1° et 2° et au sous-paragraphe a) du paragraphe 3°.

Toute activité organisée par un organisme de régie ou un organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement, sera gratuite.

29.1 Pour tout événement sportif organisé en piscine par un organisme de régie ou un organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement, les tarifs horaires suivants, incluant un surveillant-sauveteur, seront perçus :

a) Compétition régionale	43,00 $
Compétition régionale à compter du 1er septembre 2020	44,00 $
b) Compétition provinciale	67,00 $
Compétition provinciale à compter du 1er septembre 2020	69,00 $
c) Compétition nationale	88,00 $
Compétition nationale à compter du 1er septembre 2020	90,00 $
d) Compétition internationale	108,00 $
Compétition internationale à compter du 1er septembre 2020	110,00 $

Si du personnel additionnel est requis, des frais supplémentaires s'ajouteront aux tarifs des sous-paragraphes a), b), c), d) de l'article 29.1 en fonction de la tarification prévue aux conventions collectives en vigueur.

29.2 Pour tout événement sportif organisé en piscine par un organisme non reconnu par l'arrondissement, les tarifs horaires suivants, incluant un surveillant-sauveteur, seront perçus :

a) Camp d'entraînement	43,00 $
Camp d'entraînement à compter du 1er septembre 2020	44,00 $
b) Compétition régionale	86,00 $
Compétition régionale à compter du 1 er septembre 2020	88,00 $
c) Compétition provinciale	133,00 $
Compétition provinciale à compter du 1 er septembre 2020	136,00 $
d) Compétition nationale	175,00 $
Compétition nationale à compter du 1 er septembre 2020	178,00 $
e) Compétition internationale	216,00 $
Compétition internationale à compter du 1 er septembre 2020	220,00 $

Si du personnel additionnel est requis, des frais supplémentaires s'ajouteront aux tarifs des sous-paragraphes a), b), c), d), e) de l'article 29.2 en fonction de la tarification prévue aux conventions collectives en vigueur.

SECTION VIII
VOLLEYBALL DE PLAGE

30. Pour la location d'un bloc de volleyball de plage au parc Jarry pour une période hebdomadaire de 90 minutes pendant un minimum de 13 semaines, entre le 19 mai au 21 septembre 2020, il sera perçu :
216,00 **$**

SECTION IX
GRATUITÉS

31. La location d'un tennis extérieur visé à l'article 28 et le droit d'entrée dans une piscine visée au paragraphe 2 de l'article 29 sont gratuits pour des événements spéciaux et des activités promotionnelles gérés par la ville.

La clientèle adulte visée aux sous-paragraphes j) et k) du paragraphe 1 de l'article 23 déjà sous contrat et ayant payé à l'avance la première période de jeu de la saison à venir, pourra disposer gratuitement d'une période de jeu supplémentaire selon la disponibilité des plages horaires.

Les tarifs prévus aux sections II, III, IV et V ne s'appliquent pas à une personne accompagnant une ou plusieurs personnes handicapées pour lesquelles ce soutien est nécessaire ou encore disposant de la vignette d'accompagnement touristique et de loisirs.

SECTION X
ÉVÉNEMENTS PUBLICS

31.1 Pour l'ouverture de dossier dans le cadre d'événements publics, il sera perçu :

a)	OBNL (reconnu par l'arrondissement *) (A-B-C)	0,00 $

b)	OBNL (non reconnu par l'arrondissement * et moins de 1000 participants)	100,00 $
c)	OBNL (non reconnu par l'arrondissement * et plus de 1000 participants)	250,00 $
d)	OBNL (ayant son siège social à l'extérieur de l'arrondissement VSP)	500,00 $
e)	OBL	1 000,00$

*Politique de reconnaissance de l'arrondissement VSP.

CHAPITRE IV
UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC

SECTION I
STATIONNEMENT SUR RUE

32. Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C -4.1) de l'ancienne Ville de Montréal, pour le stationnement réservé, il sera perçu :

1°	délivrance du permis	42,00 $
2°	loyer d'une place de stationnement sans parcomètre, par jour	36,00 $
3°	loyer d'une place de stationnement avec parcomètre, par jour	38,00 $

4° en compensation des travaux suivants :

a) pour l'enlèvement d'un premier parcomètre à un ou deux compteurs ou pour l'enlèvement d'un premier panonceau simple ou double 136,00 $
et pour l'enlèvement de chaque parcomètre ou panonceau supplémentaire 79,00 $

b) pour la pose d'une housse supprimant l'usage d'un premier parcomètre à un ou deux compteurs 43,00 $
et pour la pose de chaque housse supplémentaire 5,60 $

c) pour la pose d'une housse sur un panonceau de type simple (1 place) ou double (2 places) : 43,40 $
et pour la pose de chaque housse supplémentaire 5,60 $

d) pour l'enlèvement d'une borne de paiement 292,00 $

Dans le cas où une place de stationnement contrôlée par parcomètr e est utilisée dans le cadre de travaux exécutés pour l'un des organismes ou corporations énumérés ci-après, le tarif prévu au paragraphe 3 ne s'applique pas, soit à Bell Canada, Hydro-Québec et Gaz Métropolitain.

Les tarifs prévus aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article ne s'appliquent pas dans les cas où le permis est accordé pour un tournage de film ou pour des activités culturelles ou promotionnelles gérées de la ville.

Dans le cas où une place de stationnement contrôlée par parcomètre est utilisée dans le cadre d'une occupation temporaire du domaine public, ou dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de la Ville ou dont la Ville assume entièrement les coûts, les tarifs prévus du présent article ne s'appliquent

pas.

32.1 Le tarif applicable pour l'usage d'une place de stationnement, située sur une voie locale contrôlée soit par un parcomètre, une borne, un horodateur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le paiement du tarif exigé est de 1,00 $/h pour la période du lundi au vendredi de 9 h à 21 h et le samedi de 9 h à 18 h. Le même tarif est exigé en vertu d'une occupation périodique du domaine public par un café-terrasse.

32.2 Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) de l'ancienne Ville de Montréal, pour l'utilisation d'une place de stationnement régie par l'utilisation d'un parcomètre aux fins de l'exploitation d'un service de voiturier, moyennant un minimum de deux places de stationnement, il sera perçu, annuellement, pour chaque place de stationnement utilisée

1 103,00 $

32.3 Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) de l'ancienne Ville de Montréal, pour l'utilisation d'une place de stationnement non régie par l'utilisation d'un parcomètre aux fins de l'exploitation d'un service de voiturier ou d'auto partage, moyennant un minimum de deux places de stationnement, il sera perçu, annuellement, pour chaque place de stationnement utilisée

1 103,00 $

32.4 Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) de l'ancienne Ville de Montréal, pour une autorisation prescrivant le parcours d'un véhicule hors normes, il sera perçu :

1°	délivrance de l'autorisation	42,30 $
2°	ouverture du dossier et étude du parcours prescrit	146,00 $

SECTION II
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

33. Aux fins du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1), il sera perçu :

1° pour la délivrance d'un permis d'occupation du domaine public :

a) aux fins d'une occupation temporaire 42,10 $

b) aux fins d'une occupation périodique ou permanente sauf en ce qui a trait à l'occupation périodique du domaine public par un café-terrasse 74,00 $

2° pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation périodique ou permanente du domaine public 654,00 $

3° pour les frais d'études techniques et de permis relatifs à une demande d'autorisation pour une occupation périodique du domaine public par un café-terrasse 216,00 $

4° pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation

périodique du domaine public pour l'étalage extérieur 216,00 $

34. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public, par jour :

1° à l'arrière du trottoir et sur une surface non pavée ou dans une ruelle : 52,00 $

a) si la largeur totale occupée entraîne la fermeture de la ruelle, il sera perçu en p lus du tarif du présent paragraphe 43,00 $

b) si la surface occupée est de 100 m^2 et plus, le mètre carré 1,80 $

2° sur une chaussée, un trottoir ou un parc lorsque la surface occupée est :

a) de moins de 50 m^2 65,00 $

b) de 50 m^2 à moins de 100 m^2 75,75 $

c) de 100 m^2 à moins de 300 m^2, le mètre carré 1,80 $

d) de 300 m^2 et plus, le mètre carré 2,25 $

e) lorsque la surface occupée comporte une place de stationnement dont l'usage est contrôlé par un parcomètre, une borne, un horodateur, un distributeur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le tarif exigé ou lorsque l'occupation du domaine public entraîne la suppression de l'usage d'une telle place de stationnement, les tarifs prévus aux paragraphes a) à d) sont majorés en y ajoutant, par jour, par place de stationnement

i) lorsque le tarif au parcomètre est de 1,50 $ l'heure : 17,35 $
ii) lorsque le tarif au parcomètre est de 3,00 $ l'heure : 37,75 $

f) les tarifs prévus à l'article 32 paragraphe 4 s'ajoutent à ceux prév us au sous-paragraphe e) lorsque les travaux qui y sont prévus sont exécutés à l'occasion de l'occupation du domaine public

3° sur une rue indiquée au plan qui figure à l'annexe A du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1), une rue sur laquelle est établi une piste cyclable ou un circuit d'autobus de la Société de transport de Montréal, en plus du tarif fixé aux paragraphes 1 et 2 :

a) si la largeur totale occupée est d'au plus 3 m 83,15 $

b) si la largeur totale occupée est de 3 m à 6 m 276,40 $

c) si la largeur totale occupée est de 6 m à 9 m 693,00 $

d) si la largeur totale occupée est plus de 9 m 1 109,00 $

e) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à d) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la

circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes 398,00 $

3.1° pour un renouvellement à l'identique d'un permis de café-terrasse 106,00 $

4° sur une rue autre que celles mentionnées au paragraphe 3, en plus du tarif fixé aux paragraphes 1 et 2 :

a) si la largeur totale occupée est d'au plus 3 m 41,00 $

b) si la largeur totale occupée est de 3 m à 6 m 117,00 $
c) si la largeur totale occupée est de 6 m à 9 m: 262,00 $

d) si la largeur totale occupée est de plus de 9 m 400,00 $

e) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à d) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes 139,00 $

35. Aux fins de ce règlement, il sera perçu, pour une occupation périodique ou permanente du domaine public, 15 % de la valeur de la partie du domaine public occupée.

Sauf pour les occupations permanentes du domaine public dans les cas suivants :

a) Pentes de garage, saillies telles que : marquises, galeries, balcons, perrons, terrasses, escaliers, marches, rampes d'accès et plates-formes élévatrices pour fauteuils roulants.

b) Conteneurs semi-enfouis pour la collecte des ordures ménagères, des matières recyclab les et des résidus alimentaires et bacs à déchets amovibles pour la collecte des ordur es ménagères, des matières recyclables et des résidus alimentaires.

35.1 Aux fins de ce règlement, il sera perçu, pour une occupation périodique du domaine public pour l'étalage extérieur, 5 % de la valeur de la partie du domaine public occupée.

35.2 Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation périodique du domaine public pour un café-terrasse, 10% de la valeur de la partie du domaine public occupée.

36. Pour une occupation périodique, le prix du droit d'occuper le domaine publ ic déterminé en application de l'article 34 est payable comme suit :

1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation jusqu'au 31 octobre;

2° pour tout exercice subséquent, en un seul versement visant tous les jours depuis le 1 er mai jusqu'au 31 octobre.

Pour une occupation permanente, ce prix est payable comme suit :

1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un se ul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation

2° pour tout exercice subséquent, durant lequel cette occupation se continue :

a) s'il est inférieur à 300,00 $: en un versement unique, le 3 mars

b) s'il est de 300,00 $ ou plus, au choix du débiteur :
   i) soit en un versement unique, le 3 mars
   ii) soit en deux versements égaux, l'un le 3 mars et l'autre le 30 mai

Le prix minimum à payer par exercice financier pour une occupation visée au présent article est de 168,00 $

37. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour la délivrance d'un extrait du registre des occupations:

1° la page 4,45 $

2° minimum 20,40 $

3° lors du changement de titulaire d'un permis relatif à une même occupation périodique ou permanente 75,50 $

38. Le tarif prévu aux articles 32 et 33 ne s'applique pas dans les cas où le permis est accordé pour un tournage de film ou pour des activités culturelles ou promotionnelles gérées de la ville.

39. Le coût de la réparation du domaine public endommagé par suite d'une occupation du domaine public est, lorsqu'il est nécessaire d'en faire la réfection au sens du Règlement sur les excavations (R.R.V.M., c. E-6), établi selon le tarif prévu au paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 16 du présent règlement.

40. Le tarif prévu à l'article 34 ne s'applique pas :

1° dans les cas où le permis est accordé aux fins d'un stationnement en façade autorisé par les règlements d'urbanisme applicables à l'arrondissement

2° dans les cas où le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V .M., c. O-0.1) dispense de l'obtention d'un permis d'occupation

3° dans le cas où le permis est accordé aux fins de l'installation, aux ouvertures d'un bâtiment, de brise-soleil autorisés par le règlement de zonage 01-283

4° dans le cas où le permis est accordé aux fins de l'empiètement sur l'emprise excédentaire de la voie publique par une construction ou une installation permettant l'accès à un garage

41. Aux fins du Règlement sur les cabines téléphoniques extérieures et les postes de téléphone (R.R.V.M., c. C-1), il sera perçu, pour l'occupation du domaine public par un téléphone public 376,00 $

CHAPITRE V
UTILISATION DE BIENS APPARTENANT À LA VILLE

42. Pour l'utilisation des appareils de pesée, il sera perçu, la pesée 7,75 $

43. Pour la location d'un drapeau, d'une banderole ou d'une bannière, il sera perçu, par jour 19,40 $

CHAPITRE VI
DIVERS TRAVAUX ET AUTRES SERVICES

SECTION I
TRAVAUX RELATIFS AU DOMAINE PUBLIC OU AU MOBILIER URBAIN

44. Pour la construction ou l'élimination d'un bateau de trottoir en application des règlements, il sera perçu :

1° construction d'un bateau de trottoir donnant accès à une propriété riveraine :

a) si la dénivellation est pratiquée par sciage d'une bordure en béton :
   i) sur une longueur de 8 m ou moins 453,00 $
   ii) sur une longueur de plus de 8 m, pour chaque mètre linéaire en sus des premiers 8 mètres 59,00 $

b) si la dénivellation est pratiquée par démolition-reconstruction d'un trottoir :
   i) en enrobé bitumineux, le mètre carré 68,00 $
   ii) en béton, incluant le caniveau et l'arrière du trottoir, le mètre carré 288,00 $
   iii) servant de piste cyclable, le mètre carré 288,00 $

2° élimination du bateau par reconstruction du trottoir :

a) construction du trottoir : les montants fixés aux sous-paragraphes i) à iii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 1

b) réfection de la bordure en béton, le mètre linéaire 230,50 $

45. Pour le déplacement d'un puisard de trottoir :

1° dans l'axe du drain transversal 3 127,00 $
2° pour la relocalisation d'un puisard dans l'axe de la conduite d'égout 6 867,00 $

Pour l'application du présent article, la facturation est faite au dixième de mètre carré.

46. Pour le déplacement d'un lampadaire, dans les limites de l'arrondissement, il sera perçu :

1° pour un lampadaire relié au réseau de la ville Coût réel

2° pour un lampadaire relié au réseau de la Commission des services électriques de la Ville de

Montréal il sera chargé le coût réel encouru. Coût réel

47. Pour le déplacement d'une borne d'incendie qui entrave l'accès à une propriété par le bateau de trottoir, il sera perçu :

Déviation	10 462,00 $
Relocalisation	20 539,00 $

48. Pour la mise à la terre de fils, il sera perçu, l'unité 202,00 $

49. Pour les travaux de taille, d'élagage ou d'abattage des arbres ou d'arbustes effectués par la ville en application des règlements :

1° pour la préparation du chantier et la surveillance, l'heure : 146,66 $

2° pour l'exécution des travaux :

a) élagage avec camion nacelle pour les arbres de 25 cm et plus, l'heure 215,33 $

b) élagage pour les arbres de moins de 25 cm, l'heure 147,42 $

c) abattage avec camion nacelle, l'heure 274,81 $

d) ramassage de rejets ligneux, l'heure 89,95 $

e) pour l'essouchement, l'heure 156,84 $

Le tarif prévu au présent article s'ajoute à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la ville et abattu à la suite de dommages subis par accident ou autrement ou lorsque l'arbre doit être enlevé parce qu'il nuit à une construction ou à l'utilisation d'une entrée pour véhicules.

SECTION II
TRAVAUX RELATIFS À DES BIENS PRIVÉS OU EXÉCUTÉS DANS D'AUTRES TERRITOIRES

50. Aux fins du Règlement sur le contrôle des chiens et autres animaux (R.R.V.M., c. C-10) de l'ancienne Ville de Montréal, il sera perçu :

1°	pour le ramassage à domicile de chiens ou d'autres animaux, par ramassage	16,30 $
2°	pour la remise de chiens ou d'autres animaux à la fourrière, par remise	5,40 $
3°	pour la garde d'un chien en fourrière, par jour	16,30 $

Pour l'application du paragraphe 3 du premier alinéa, une fraction de jour est comptée comme un jour.

51. Pour la pose de barricades, en application des règlements, il sera perçu, pour chaque panneau de 0,0929 m^5 (1 pi^5) 8,80 $

SECTION III
AUTRES SERVICES

52. Pour l'assermentation d'une personne, sauf lorsque cette assermentation est requise pour des activités de la Ville, il sera perçu 5,30 $

52.1 Aux fins de l'application du Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03-096) et du Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis (R.R.V.M., c. C -3.2), il sera perçu, auprès d'un propriétaire, pour une inspection effectuée en dehors des heures régulières de travail :

1. lorsque l'inspection est continuée sur place, dans le prolongement des heures régulières, l'heure : 97,00 $
2. lorsqu'elle est commencée en dehors des heures régulières :
   a) minimum (3 heures) 290,00 $
   b) pour chaque heure supplémentaire après 3 heures consécutives : 97,00 $

Aux fins de l'application du Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements (03 -096), il sera perçu, auprès d'un propriétaire, pour une inspection effectuée suite à la réception d'un avis de non-conformité par un contrevenant :

1 lorsque le contrevenant n'a pas effectué un correctif requis énuméré à un premier avis de non-conformité, par déplacement : 155,00 $

2 lorsque le contrevenant n'a pas effectué un correctif requis énuméré à tout avis de non-conformité supplémentaire suivant le premier avis, par déplacement : 155,00 $

CHAPITRE VII
VENTE DE DOCUMENTS, PUBLICATIONS ET AUTRES ARTICLES

SECTION I
LICENCES ET AUTRES ARTICLES RÉGLEMENTÉS

53. Aux fins de ce règlement, pour le stationnement sur rue réservé aux résidents, il sera perçu :

1º vignette délivrée entre le 1er janvier et le 31 mars, valide jusqu'au 30 septembre de la même année:

a) véhicule 100% électrique 51,00 $

b) véhicule de promenade de cylindrée inférieure à 2 litres 73,00 $

c) véhicule de promenade hybride de cylindrée inférieure à 3 litres 73,00 $

d) véhicule de promenade de cylindrée de 4 litres et plus 107,00 $

e) véhicule de promenade hybride de cylindrée de 3 litres et plus 84,00 $

f) véhicule pour personne à mobilité réduite 73,00 $

mais gratuit pendant 60 minutes dans toutes les zones SRRR

e) véhicule de promenade de cylindrée de 2 litres et plus et inférieure à 3 litres 84,00 $

f) véhicule de promenade de cylindrée de 3 litres et plus et inférieure à 4 litres 107,00 $

2º vignette délivrée entre le 1er avril et le 30 juin, valide jusqu'au 30 septembre de la même année:

a) véhicule 100% électrique 25,50 $

b) véhicule de promenade de cylindrée inférieure à 2 litres 36,50 $

c) véhicule de promenade hybride de cylindrée inférieure à 3 litres
36,50 $

d) véhicule de promenade de cylindrée de 4 litres et plus 53,50 $

e) véhicule de promenade hybride de cylindrée de 3 litres et plus 42,00 $

f) véhicule pour personne à mobilité réduite 36,50 $

mais gratuit pendant 60 minutes dans toutes les zones SRRR

e) véhicule de promenade de cylindrée de 2 litres et plus et inférieure à 3 litres 42,00 $

f) véhicule de promenade de cylindrée de 3 litres et plus et inférieure à 4 litres 53,50 $

3º vignette délivrée entre le 1er juillet et le 31 décembre, valide jusqu'au 30 septembre de l'année suivante:

a) véhicule 100% électrique 51,00 $

b) véhicule de promenade de cylindrée inférieure à 2 litres 73,00 $

c) véhicule de promenade hybride de cylindrée inférieure à 3 litres
73,00 $

d) véhicule de promenade de cylindrée de 4 litres et plus 107,00 $

e) véhicule de promenade hybride de cylindrée de 3 litres et plus 84,00 $

f) véhicule pour personne à mobilité réduite 73,00 $

mais gratuit pendant 60 minutes dans toutes les zones SRRR

e) véhicule de promenade de cylindrée de 2 litres et plus et inférieure à 3 litres 84,00 $

f) véhicule de promenade de cylindrée de 3 litres et plus et inférieure à 4 litres 107,00 $

4º toute vignette supplémentaire délivrée pour la même adresse en vertu des paragraphes 1º et 3º :

a) véhicule 100% électrique 101,00 $

b) véhicule de promenade de cylindrée inférieure à 2 litres 146,00 $

c) véhicule de promenade hybride de cylindrée inférieure à 3 litres
146,00 $

d) véhicule de promenade de cylindrée de 4 litres et plus 215,00 $

e) véhicule de promenade hybride de cylindrée de 3 litres et plus 168,00 $

f) véhicule pour personne à mobilité réduite 146,00 $

mais gratuit pendant 60 minutes dans toutes les zones SRRR

e) véhicule de promenade de cylindrée de 2 litres et plus et inférieure à 3 litres 168,00 $

f) véhicule de promenade de cylindrée de 3 litres et plus et inférieure à 4 litres 215,00 $

5º toute vignette supplémentaire délivrée pour la même adresse en vertu du paragraphe 2º:

a) véhicule 100% électrique 51,00 $

b) véhicule de promenade de cylindrée inférieure à 2 litres 73,00 $

c) véhicule de promenade hybride de cylindrée inférieure à 3 litres
73,00 $

d) véhicule de promenade de cylindrée de 4 litres et plus 107,00 $

e) véhicule de promenade hybride de cylindrée de 3 litres et plus 84,00 $

f) véhicule pour personne à mobilité réduite 73,00 $

mais gratuit pendant 60 minutes dans toutes les zones SRRR

e) véhicule de promenade de cylindrée de 2 litres et plus et inférieure à 3 litres 84,00 $

f) véhicule de promenade de cylindrée de 3 litres et plus et inférieure à 4 litres 107,00 $

53.1 Aux fins du règlement sur la circulation et le stationnement, pour un permis de stationnement dans les zones réservées aux intervenants donnant des services de maintien à domicile sur une base quotidienne, rattaché à un établissement visé par la *Loi sur la Santé et les services sociaux*, il sera perçu annuellement 25,00 $

53.2 Aux fins du règlement sur la circulation et le stationnement, pour un permis de stationnement dans les zones réservées aux parco-jour, il sera perçu par jour la somme de 10,00 $ ou 2,00 $ de l'heure , de 9 h à 18 h.

54. Aux fins du Règlement sur l'exposition et la vente d' œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., c. E-7.1) de l'ancienne de Ville de Montréal, il sera perçu pour une carte d'identité d'artisan, d'artiste ou de représentant 35,70 $

55. Aux fins du Règlement sur le numérotage des bâtiments (R.R.V.M., c. N-1) de l'ancienne Ville de Montréal, il sera perçu, pour l'attribution d'un numéro municipal à un bâtiment 109,00 $

56. Pour un plan et un procès-verbal d'alignement et niveau, il sera perçu 0,00 $

57. Pour le remplacement d'un permis perdu, détruit ou endommagé et pour un exemplaire additionnel d'un permis en vigueur, il sera perçu 8,80 $

SECTION II
CERTIFICATS, RAPPORTS ET COMPILATION DE DONNÉES OU DE STATISTIQUES

58. Pour la fourniture d'un certificat attestant l'horaire des feux de circulation ou la signalisation des rues, il sera perçu, la page 6,50 $

59. Pour la fourniture d'un rapport d'accident, il sera perçu, l'exemplaire 16,25 $

60. Pour une compilation de statistiques relatives à la circulation, il sera perçu 29,60 $

61. Pour la délivrance du certificat de conformité requis aux fins du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q. 1981, c. Q-2 r.9), il sera perçu 235,00 $

62. Pour la fourniture d'une étude de conformité d'un immeuble en vertu du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), il sera perçu : 547,00 $

62.1 Pour la fourniture d'une lettre d'attestation, de l'historique d'un bâtiment, il sera perçu : 237,00 $

62.2 Pour une lettre d'attestation de droit acquis d'un bâtiment ou d'un usage, il sera perçu : 547,00 $

62.3 Pour la fourniture d'une lettre dans le cadre d'une étude préliminaire relative à une demande de dérogation mineure, de démolition, d'usage conditionnel, d'ouverture d'un centre de la petite enfance ou d'une garderie ou d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, il sera perçu 352,00 $

Le montant perçu pour l'étude préliminaire est soustrait du montant perçu pour l'étude complète de la demande d'un projet réglementaire.

SECTION III
EXTRAITS DE REGISTRES, ABONNEMENTS, EXEMPLAIRES OU COPIES DE DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES

63. Pour la fourniture d'extraits du registre des permis de l'arrondissement, il sera perçu :

1°	minimum	91,80 $
2°	en sus du minimum, les 1 000 inscriptions	7,75 $

64. Pour la fourniture de la liste mensuelle des permis, il sera perçu :

1°	pour un an	342,00 $
2°	par mois	54,10 $

65. Pour la fourniture de la liste mensuelle des bâtiments vacants, il sera perçu :

1°	pour un an	224,40 $
2°	par mois	79,00 $
3°	pour une copie	79,00 $

66. Pour la fourniture de règlements, il sera perçu :

1°	la page	0,40 $
2°	pour l'ensemble des plans de zonage	21,90 $
3°	maximum par règlement (régulier et zonage)	37,75 $
4°	pour les modifications au règlement de zonage, la page	0,40 $
5°	abonnement annuel pour tous les règlements	396,00 $
6°	abonnement annuel sur demande, de l'impression des normes réglementaires du répertoire informatisé des rues et emplacements	216,00 $

67. Pour la fourniture de documents du Conseil d'arrondissement, tels que les ordres du jour et les notes explicatives, il sera perçu :

1°	la page	0,40 $
2°	maximum	37,75 $
3°	abonnement annuel	163,00 $

68. Pour la fourniture d'extraits de rôles, il sera perçu :

1° rôle d'évaluation :

a) l'extrait photocopié 0,48 $

b) la page dactylographiée ou manuscrite 4,00 $

2° rôle de perception des taxes :

a) l'extrait photocopié 0,40 $

Malgré le premier alinéa, pour la fourniture aux courtiers ou agents en immobilier d'un extrait de rôle d'évaluation ou de rôle de perception des taxes, requérant le service d'un agent de communications sociales dans un bureau Accès Montréal ou au bureau d'arrondissement, il sera perçu, par transaction : (6,50 $) 6,60 $

69. Pour la fourniture de documents d'archives, il sera perçu :

1°	photocopie de documents, la page	0,40 $
2°	photocopie à partir d'un microfilm, la page	0,40 $
3°	la recherche de plans sur microfiche et microfilm	52,00 $
4°	un plan numérisé, par fichier	5,10 $
5°	par CD, en sus du tarif prévu au paragraphe 4°	5,10 $

70. Pour la fourniture d'une carte aérienne, il sera perçu 5,40 $

71. Pour la délivrance d'une copie d'un enregistrement d'une bande sonore

a) sur support DVD il sera perçu 6,40 $

b) sur une clé USB, il sera perçu 10,60 $

CHAPITRE VIII
COMPENSATIONS

72. Pour l'application du paragraphe 1 de l'article 22 du Règlement sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2) de l'ancienne Ville de Montréal,

a) la compensation exigible pour un arbre de 4 à 10 cm de diamètre mesuré à 1,40 m du sol est de

1 902,00 $

b) la compensation exigible pour un arbre de 10 cm et plus de diamètre mesuré à 1,40 m du sol est déterminée d'après les normes établies par la Société Internationale d'Arboriculture du Québec (S.I.A.Q) sans être inférieur à celui fixé au point a) du présent article.

c) La compensation pour la perte d'une fosse d'arbres en carré de trottoir ; l'aménagement d'un emplacement d'arbres y compris l'excavation (incluant la démolition du trottoir ou du pavage, si requis) la fourniture et la mise en place de la terre de culture ainsi que tous les matériaux et les travaux nécessaires pour réaliser la construction d'une fosse agrandie MV -255
2 328,00 $

d) Une compensation est exigible pour la perte d'un arbre lorsque ce dernier appartient à la Ville de Montréal et est situé dans l'aire d'implantation d'une entrée charretière projetée selon les modalités applicables aux points a) ou b) du présent article.

CHAPITRE IX
SERVICES ET FOURNITURES DIVERS

73. Pour les frais de transmission de tout document de l'arrondissement, il sera perçu :

1° document émanant de la Bibliothèque de la Ville :
a) par courrier 3,00 $

b) par télécopieur 4,00 $

2° document relatif aux taxes émanant du Service des finances 7,00 $

3° autre document : les frais de poste, de messagerie, de télécopie selon leur coût

74. Pour le service de photocopie, il sera perçu :

1° photocopie, de papier à papier, la page 0,40 $
2° photocopie, de microfilm à papier, la page 0,40 $
3° impression, la page 0,40 $

CHAPITRE X
MARIAGE OU UNION CIVILE

75. Pour la célébration d'un mariage ou d'une union civile, conformément aux tarifs des frais judiciaires en matière civile et des droits de greffe (R.R.Q. c. T-16) :

420.80 $

CHAPITRE XI
PRISE D'EFFET

76. Le présent règlement remplace les règlements sur les tarifs RCA18-14008

77. Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2019/12/03
18:30

Dossier # : 1191658007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Demander au ministre de la Justice de désigner le conseiller du district de Saint-Michel, monsieur Josué Corvil, à titre d'officiant compétent à célébrer des mariages et unions civiles pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

ATTENDU que le Code civil du Québec (L.Q., 1991, c. 64) permet de demander au ministre de la Justice du Québec que soient désignés compétents, pour célébrer des mariages civils et des unions civiles, les maires, les membres de conseils municipaux ou de conseils d'arrondissement et les fonctionnaires municipaux.
Il est recommandé :

de demander au ministre de la Justice, conformément aux articles 366 (1) et 521.2 du Code civil du Québec, de désigner le conseiller du district de Saint-Michel, monsieur Josué Corvil, à titre de célébrant compétent pour célébrer des mariages ou des unions civiles dans les limites territoriales de la Ville de Montréal.

Signé par Brigitte BEAUDREAULT **Le** 2019-11-18 12:24

Signataire : Brigitte BEAUDREAULT

Directrice des services administratifs
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1191658007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Demander au ministre de la Justice de désigner le conseiller du district de Saint-Michel, monsieur Josué Corvil, à titre d'officiant compétent à célébrer des mariages et unions civiles pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

CONTENU

CONTEXTE

Le Code civil du Québec (articles 365 à 390 et 521.1 à 521.19) permet à un maire d'arrondissement, un conseiller de ville, un conseiller d'arrondissement de même qu'aux officiers municipaux qui en font la demande au ministère de la Justice du Québec, d'être désignés à titre de célébrants compétents de mariages civils et d'unions civiles. Cette désignation étant volontaire, le conseil d'arrondissement peut procéder à l'adoption d'une résolution afin d'autoriser ses membres intéressés à demander au ministre de la Justice du Québec d'être nommés célébrants compétents.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Pour être nommés célébrants compétents, une résolution du conseil d'arrondissement doit être adressée au ministre de la Justice du Québec lui demandant de désigner les personnes susceptibles d'être déclarées habiles à exercer de telles fonctions. Par la suite, le Directeur de l'état civil devra attribuer un numéro d'identification unique à inscrire sur la déclaration de mariage ou d'union civile. Une fois nommé, le célébrant sera autorisé à célébrer des mariages uniquement sur le territoire défini dans son acte de désignation et pour la durée de sa charge d'élu municipal.

JUSTIFICATION

Dans le but d'adapter les services de l'arrondissement et d'élargir sa dimension humaine, le conseiller Josué Corvil du district de Saint-Michel, a manifesté l'intention de célébrer des mariages et unions civiles dans les limites territoriales de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Code civil du Québec (C.c.Q.) (articles 365 à 390 et 521.1 à 521.19).
Règles sur la célébration du mariage civil ou l'union civile, chapitre CCQ, r. 3 (code civil, a. 376).

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane M MONGEAU
Secrétaire recherchiste

Tél : 514 872-4423
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-08

Lyne DESLAURIERS
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-3681
Télécop. : 514 868-4066